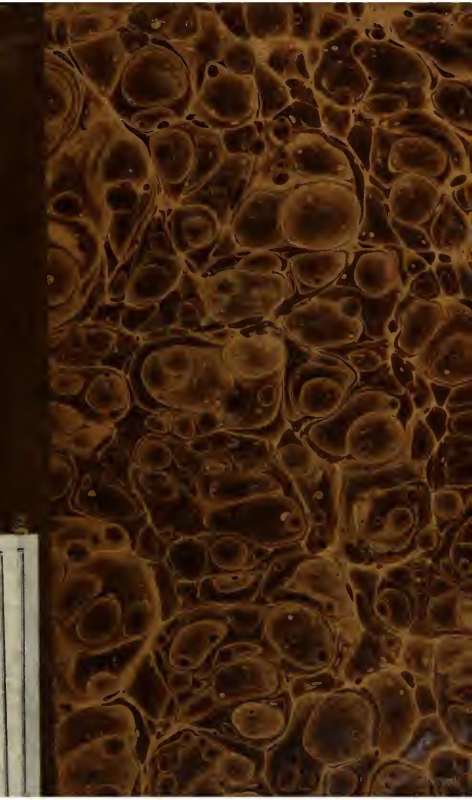




NOUVEAUX SUPPLÉMENS

AU

RECUEIL

DE

TRAITÉS

ET

D'AUTRES ACTES REMARQUABLES,

servant à la connaissance des relations étrangères des Puissances et Etats dans leur rapport mutuel,

DEPUIS 1761 JUSQU'À PRÉSENT;

FONDÉ PAR

GEORGE FRÉDÉRIC DE MARTENS.

Suivis d'un Appendice contenant des Traités et Actes publics importans d'une date antérieure, qui ou n'ont pas encore vu le jour ou du moins ne se trouvent pas dans une collection générale quelconque de Traités et d'actes publics.

PAR

FRÉDÉRIC MURHARD.

Tome II.

1763 — 1829.

À GOETTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1839.



1.

Traité entre la Grande-Bretagne et le Dey d'Alger. Signé à Alger, le 3. Août 1765.

Articles of Peace and Commerce between the Most Serene and Mighty Prince, George the Third, by the Grace of God, King of Great Britain, France, and Ireland, Defender of the Christian Faith, Duke of Brunswick and Luneburg, Arch Treasurer and Prince Elector of the Holy Roman Empire, etc. etc. and the Most Illustrious Lord Ally, Bashaw, Dey, and Governor of the warlike City and Kingdom of Algier, in Barbary; concluded, ratified, confirmed, and renewed, by His Excellency Archibald Clevland, Esq., His Britannic Majesty's Ambassador to the Kingdom of Algier.

In the first place, it was expressly agreed upon and concluded, after a mature and regular deliberation with the Divan, that from henceforward, no Englishman taken by sea or by land shall, upon any pretext whatsoever, be either bought, sold, or made slave of, within the Dominions of this Kingdom, but be immediately delivered up to His Britannic Majesty's Consul residing here; to which purpose orders were forthwith issued out, to all the Governors of the several Provinces, that all Englishmen that hereafter may chance to be taken or found within the limits of their several dependencies be immediately forwarded to this capital. To the more punctual compliance with this Treaty, and to the avoiding the difficulties that may arise from Particulars, buying English subjects, and thereby believing themselves entitled to a ransom, notice has been given by the common cryer in all the public places of this city, that from henceforward no subject of His Britannic Majesty be either bought or sold by any body whatsoever.

Secondly. It is further concluded and agreed upon, that in case any of His Britannnic Majesty's subjects should, from liquor, or from any other motive declare

1765 an intention of embracing the Mahometan religion, they shall forthwith be secured, sent to the Consul's house, and there three days allowed them for reflection, after which three days they shall be at liberty to put their design in execution, and no further constraint be put upon them; — this only case excepted, when they shall take refuge in the Casherias, or Soldiers' barracks, which, being looked upon as sacred, any one taking refuge there cannot be meddled with.

Confirmed and sealed in the warlike City and Kingdom of Algier, in the presence of Almighty God, the 3d day of August, in the year of our Lord Jesus Christ 1765, and in the year of the Hegira 1179, and the day of the Moon Sufferr.

Signed ARCH. CLEVLAND.

2.

Convention entre le Roi de France et le Landgrave de Hesse-Cassel, pour l'abolition du droit d'aubaine entre les sujets français et ceux de ce Prince. Signée à Versailles, le 31. *Mars* 1767.

Le Roi voulant donner au Sérénissime Landgrave de Hesse-Cassel des témoignages distingués de Son affection et de sa bienveillance, s'est porté volontiers à déférer au désir qu'à marqué Son Altesse Sérénissime d'exempter réciproquement du droit d'aubaine les successions qui viendraient à échoir aux sujets respectifs de France et de Hesse-Cassel: en conséquence, Sa Majesté a autorisé le Duc de Choiseul d'Amboise, Pair de France, etc., Ministre et Secrétaire d'Etat et de ses Commandemens et finances, à signer avec le Ministre du Sérénissime Landgrave, pareillement muni de ses pouvoirs, les articles suivans:

Art. 1er. L'exercice du droit d'anbaine sera réciproquement aboli entre la France et les Etats du Sérénissime Landgrave de Hesse-Cassel: en conséquence, les sujets respectifs auront dorénavant la libre faculté

de disposer de leurs biens quelconques par testament, 1767 par donation entre vifs, ou par tout autre acte valable, en faveur de qui bon leur semblera; et leurs héritiers demeurant soit en France, soit dans les Etats de Hesse-Cassel, pourront recueillir leurs successions, soit *ab intestat*, soit en vertu de testament ou autres dispositions légitimes, et posséder tous biens, noms, raisons et actions, et ce, sans avoir besoin d'aucunes lettres de naturalité, ou autres concessions particulières.

2. Lorsqu'il écherra une succession aux sujets respectifs, ils ne pourront être tenus à payer aucuns autres droits que ceux qui se payent en pareil cas par les propres et naturels sujets de la domination où l'héritage sera situé; néanmoins, dans le cas où il serait perçu, au profit du Sérénissime Landgrave, quelque droit pour raison des successions qui écherraient aux sujets du Sérénissime Roi, ou de l'exportation d'icelles, et généralement tout autre droit, quelque denomination qu'il puisse avoir, dans le même cas, il sera perçu, au profit de Sa Majesté, le même droit des sujets de Son Altesse Sérénissime, relativement aux successions qui leur écherront dans les Etats de Sa Majesté.

3. Il a été convenu expressément que le bénéfice de l'abolition du droit d'aubaine, stipulé par l'art. 1er, ne pourra pas être réclamé par tous les sujets indistinctement et que ceux qui passeront à l'avenir d'une domination à l'autre, pour s'y établir à demeure, ne seront admis à recueillir les successions qui leur écherront dans leur patrie, que dans le cas où ils auraient demandé et obtenu de leur Souverain naturel la permission de s'établir sous une domination étrangère.

4. La présente Convention sortira son plein et entier effet, du jour de sa signature, et sera ratifiée par Sa Majesté et Son Altesse Sérénissime, et enregistrée dans les cours et tribunaux respectifs; et toutes lettres nécessaires seront expédiées à cet effet.

En foi de quoi, nous, Ministres soussignés, en vertu de nos pleins pouvoirs, l'avons signée et scellée du cachet de nos armes.

Fait à Versailles, le 31. Mars 1767.

(L. S.) Le Duc de Choiseul.
(L. S.) de Pachelbel.

1767

3.

Convention conclue entre le Roi de France et le Prince héréditaire de Hesse-Darmstadt, pour l'abolition du droit d'aubaine entre les sujets de Sa Majesté et ceux de ce Prince. Signée à Strasbourg, le 7. Septembre 1767.

Art. 1er. L'exercice du droit d'aubaine sera réciproquement aboli entre la France et les possessions actuelles du Prince Héréditaire de Hesse-Darmstadt, sous la Souveraineté de l'Empire, et situées hors de l'Alsace, tant à la rive droite du Rhin que dans le Vesterheich, vers les frontières de l'Alsace et de la Lorraine. En conséquence, les sujets respectifs auront la libre faculté de disposer de leurs biens quelconques, par testament, par donation entre vifs, ou par tout autre acte valable, en faveur de qui bon leur semblera; et leurs héritiers demeurant soit en France, soit dans les terres du Prince Héréditaire de Hesse-Darmstadt, pourront recueillir leurs successions, soit *ab intestat*, soit en vertu de testament ou autres dispositions légitimes et posséder tous biens, noms, raisons et actions, et ce sans avoir besoin d'aucunes lettres de naturalité ou autres concessions particulières.

2. Lorsqu'il écherra une succession aux sujets respectifs, ils ne pourront être tenus à payer aucuns autres droits que ceux qui se paient en pareil cas par les propres et naturels sujets de la domination où l'héritage sera situé; néanmoins, dans le cas où il serait perçu, au profit du Prince Héréditaire, quelque droit pour raison des successions qui écherraient aux sujets du Roi, ou de l'exportation d'icelles, et généralement tout autre droit, quelque dénomination qu'il puisse avoir, dans le même cas il sera perçu, au profit de Sa Majesté, le même droit des sujets de Son Altesse, relativement aux successions qui leur écherront dans les Etats de Sa Majesté.

3. Il a été convenu expressément que le bénéfice de l'abolition du droit d'aubaine stipulé par l'article pre-

mier ne pourra être réclamé par tous les sujets indistinctement, et que ceux qui passeront à l'avenir d'une domination à l'autre, pour s'y établir à demeure, ne seront admis à recueillir les successions qui leur écherront dans leur patrie, que dans le cas où ils auraient demandé et obtenu de leur Souverain naturel la permission de s'établir sous une domination étrangère. 1767

4. La présente Convention sortira son plein et entier effet du jour de sa signature, et sera ratifiée par Sa Majesté et Son Altesse, enregistrée dans les cours et tribunaux respectifs, et toutes lettres nécessaires seront expédiées à cet effet.

En foi de quoi, nous soussignés, en vertu de nos pouvoirs respectifs avons signé la présente Convention, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait double à Strasbourg, le 7. Septembre 1767.

(L. S.) de Blair.
(L. S.) de Moser.

4.

Convention entre la France et l'Electorat de Trèves, en date du 9. Octobre 1773.

Extrait.

L'Electeur s'engage, pour lui et ses successeurs, à perpetuité, à maintenir dans tout l'Electorat de Trèves la pleine et entière liberté du commerce des sels de Lorraine, et à ne jamais gêner ou restreindre, sous quelque prétexte que ce soit, l'importation, vente ou distribution de cette denrée, soit qu'elle arrive en sacs, soit en tonneaux ou de quelque autre manière.

1774

5.

Convention signée à Versailles, pour l'abolition du droit d'aubaine, entre la France et la République de Venise. En date du 30. Mars 1774.

Extrait.

Il sera permis, à tous les sujets de la Sérénissime République, tant à ceux qui feront leur résidence, et auront établi leur domicile dans quelque lieu que ce soit des Provinces de France, qu'à ceux qui s'y seront arrêtés pour quelque temps, qui ne feraient même qu'y passer, et qui viendraient à y décéder, ou qui décéderaient hors desdites Provinces, de disposer par testament, donation ou autrement, de tous leurs biens meubles ou immeubles qu'ils posséderont dans le Royaume, de quelque nature qu'ils soient; de même, et reciproquement la Sérénissime République s'oblige et s'engage de son côté de la manière la plus formelle et la plus obligatoire, à faire jouir des mêmes droits, privilèges et exemptions, dans toute l'étendue de ses Etats, et sans aucune exception ni réserve, tous les sujets de Sa Majesté Très Chrétienne; de sorte que tant les Français que les sujets de la Sérénissime République de Venise, seront traités en tout et partout dans les Etats respectifs des Hautes Parties contractantes, comme les sujets naturels de la Puissance dans le pays de laquelle ils résideront.

En exécution des articles précédens, il sera libre aux héritiers, tant des Français, que des sujets de la dite Sérénissime République, qui auront des successions à prétendre dans les Etats respectifs des deux Puissances, de les recueillir même *ab intestat*, soit par eux-mêmes, soit par leurs mandataires, et de les transporter hors des Etats où elles seront ouvertes ou situées, nonobstant toutes lois ou usages à ce contraires, auxquels Sa Majesté déroge expressément et absolument par la présente Convention; comme ladite Sérénissime République déroge pareillement à tous les statuts, ordonnances, placards ou coutumes quelconques établies ou reçues dans les pays de sa domina-

tion et qui seraient également contraires aux stipula- 1774
tions ci-dessùs énoncées.

6.

Confirmation des Traités subsistans entre la France et Tripoli, par l'échange des Déclarations des Etats respectifs. En date du 12. *Décembre* 1774.

Acte par lequel le Pacha, la Milice et la Régence de Tripoli ont confirmé avec le Sieur De Lancey, muni des pleins pouvoirs de Sa Majesté l'Empereur et Roi Très Chrétien de France et de Navarre, les Traités qui existent entre l'Empire de France et ladite Régence.

Le sujet de cet ecrit enregistré de conformité, est que cette présente année 1198 de l'Hégire, Notre Très Cher et Très Grand Ami, Sa Majesté le Très Puissant Empereur de France, Louis XV, étant passé de cette vie à l'autre, et Notre Très Cher et Grand Ami, le Très Puissant, Très Genereux et Très Formidable Empereur Louis XVI, étant monté et affermi sur le trône de France par droit de succession et en vertu des lois, et voulant mettre en bon ordre, selon le besoin, ses affaires impériales dans tous pays, Sa Majesté à donné à M. de Lancey, son Consul et chargé d'affaires, résidant à Tripoli de Barbarie, plein pouvoir et commandement exprès de confirmer par l'acte qui l'autorise, de nous donner les traités de paix et d'amitié tels qu'ils existent entre l'Empire de France et le Royaume de Tripoli de Barbarie.

Ledit sieur de Lancey, nous ayant communiqué dans notre Divan le plein pouvoir et le commandement impérial dont il est expressément muni à ce sujet, nous a demandé de procéder à cette confirmation. En conséquence, Nous, Puissant et Illustre Pacha Ali-Caramanly, le Bey de tout l'Etat, le Kiaja, l'Aga du Divan, le Tefterdar, les Anciens et tout le pays et toute l'armée, donnons notre entier acquiescement, nous confirmons lesdits traités, tels qu'ils existent et tels qu'ils

1774 sont enregistrés, nommément celui de l'année 1142 de l'Hégire, ce qui revient à l'an de grâce 1729, tel qu'il est enregistré, et de plus l'article séparé, arrêté en 1165 de l'Hégire, en qui revient à l'an de grâce 1752, tel qu'il est enregistré; et desirant que lesdits traités soient toujours agréés et stables, nous les confirmons de part et d'autre, suivant toutes leurs conditions enregistrées, en étant satisfaits, et donnant notre plein consentement pour les observer inviolablement, et pour que l'amitié soit aussi, et même plus ferme et étroite à l'avenir que ci-devant. C'est à cette fin que nous avons mis ci-dessus nos noms et l'empreinte de nos buls; et nous convenons, pour donner notre ratification, du terme de cinq lunes, plus ou moins, jusqu'à l'arrivée à Tripoli de la ratification de Sa Majesté Impériale. Tel est notre accord avec le sieur de Lancey, et conséquence des ordres et du plein pouvoir dont il est muni.

Donné à Tripoli de Barbarie, le 8 de la lune de Schwal de l'année 1198 de l'Hégire, ce qui revient au 12. Décembre de l'an de grâce 1774.

Sur les originaux se trouvent les noms et les buls suivans:

(L. S.) Aly-Caramanly, Pacha;
(L. S.) Assan, Bey;
(L. S.) Joussouf, Kiahia.
(L. S.) Moustapha, Aga du Divan;
(L. S.) Hussein, Reis de la marine;
(L. S.) Ahmet Effendi, Tefterdar;
(L. S.) Mahmout, Chef de la ville.

Pour copie conforme à l'original, qui est en langue turque.

Acte de confirmation au nom de Sa Majesté Louis XVI, Empereur et Roi de France et de Navarre, des Traités de paix et d'amitié, tels qu'ils existent à présent, entre l'Empire de France et la Régence de Tripoli, de Barbarie.

En vertu du plein pouvoir donné en date du 12 du mois de mai de la présente année 1774, du château impérial de Versailles, par le Très Haut, Très Puissant, Très Excellent et Invincible Monarque, Louis XVI. du nom, Empereur et Roi de France et de Navarre, à nous soussigné Ecuyer, son Consul et chargé

d'affaires auprès du Très Illustre et Magnifique Seigneur Aly-Caraman, Pacha, Bey, Dey de la Milice et du Divan du Royaume de Tripoli de Barbarie, et en conséquence du désir sincère de leur part de remplir l'objet de ce plein pouvoir, que nous leur avons communiqué, nous avons confirmé, comme nous confirmons par ces présentes, au nom de Sa Majesté l'Empereur Louis XVI, glorieusement régnant, les anciens traités de paix et d'amitié entre l'Empire de France et la Régence de Tripoli de Barbarie, nommément celui fait et arrêté le 2 du mois d'août 1729, tel qu'il existait sous le règne de feu Sa Majesté l'Empereur Louis XV, de glorieuse mémoire, et tel qu'il existe à présent, pour être lesdits traités observés et maintenus fidèlement dans tous leurs articles, y compris celui qui a été conclu séparément, concernant les corsaires, le 30 du mois de mai de l'année 1752; et nous promettons, sous la parole inviolable de Sa Majesté Impériale, qu'elle donnera la ratification de cette confirmation dans le terme de cinq mois, à compter de la date de ces présentes, ou plus tôt, si faire se peut. Pareillement, le Très Illustre et Magnifique Seigneur Aly-Caramanly, Pacha, Bey, Dey, la Milice et le Divan du Royaume de Tripoli, de Barbarie, confirment pleinement avec nous lesdits traités, nommément celui du 2 du mois d'août de l'année 1729, et l'article séparé, concernant les corsaires, du 30 du mois de mai 1752, s'engageant de les observer fidèlement et de donner leur notification dans le terme convenu ci-dessus, et nous avons fait respectivement l'échange de cette confirmation réciproque, laquelle a été ajoutée, de part et d'autre, au bas de l'original du traité du mois d'août 1729. 1774

A Tripoli de Barbarie, le 12. Décembre 1774.

Signé à l'original. (L. S.) De Lancey.

Articles additionnels de la fin de la lune de Sefer 1195 de l'Hégire, joints au Traité du 12. Décembre 1774.

Art. 1er. Le Consul de France, aux fêtes du Beyram, aura la préséance sur tous les autres, ainsi qu'il est stipulé dans les capitulations primitives, auxquelles on se rapportera.

1774 2. Le Consul portera devant nous toutes les plaintes ou difficultés qui pourront lui survenir, et nous promettons de les terminer amicalement entre nous, comme nous avons fait par le passé.

3. A présent et pour l'avenir, pendant tout le temps de notre règne, nous promettons de protéger les Français et ceux qui sont sous la protection de la France de toute insulte et avanie.

4. Dorénavant, s'il arrive dans ce port des corsaires, de quelque nation que ce soit, ennemis des Français, les bâtimens marchands pourront mettre à la voile promettant de retenir les corsaires pendant quarante-huit heures après leur départ.

5. Dans le cas où nous jugerions à propos d'armer des corsaires, nous ne pourrons pas retenir les bâtimens français plus de huit jours, à moins que d'eux-mêmes ils n'y consentent de bonne amitié.

Scellé du sceau du Pacha. A Tripoli, à la fin de la lune de Sefer 1195 de l'Hégire.

Pour copie conforme.

Xavier Naudi.

7.

Bref par lequel S. S. Pie VI accorde au Roi de Sardaigne l'extraction des deserteurs réfugiés dans les Eglises. En date de Rome, le 18. *Avril* 1776.

Pius P. P. VI. ad perpetuam rei memoriam.

Ad futuram rei memoriam. Publicae Christifidelium omnium quietis, ac tranquillitatis cultores a Domino constituti, exempla spectantes Praedecessorum nostrorum Romanorum Pontificum, qui ad publicam tranquillitatem fovendam, firmandamque, nonnullorum criminum reos beneficio sacri asyli minime gaudere decreverunt. Nos quoque, ubi delictorum qualitas, atque frequentia it exigat, Catholicorum Principum de Apostolica, et sancta Sede benemeritorum votis super huiusmodi re libenti animo annuimus, sicuti, omnibus

serio perpensis, in Domino magis salubriter expedire 1776
conspicimus. Nuper siquidem pro parte carissimi in Christo Filii nostri Victorii Amedei Sardiniae Regis illustris Nobis expositum fuit, quod in Civitatibus, terris, et locis eius Dominio subiectis, iis, qui militiae suae nomen dederunt, propter facilem, patentemque aditum ad Ecclesias, aliaque loca immunia persaepe a militaribus signis discedunt, et in Ecclesiis, sacrisque locis se recipiunt, atque ita poenam ex patrato delicto promeritam evadere adnituntur: qua sane de re in suis militaribus copiis plures proveniunt perturbationes, et mala, ac militaris disciplina, quae in exercitibus necessaria omnino est, quaeque publicam etiam quietem ac tranquillitatem tuetur, grave inde patitur detrimentum. Cum autem, sicut eadem expositio subiungebat, ipse Victorius Amedeus Rex praemissis omnibus opportunum remedium Apostolica auctoritate a Nobis adhiberi plurimum desideret; Nos eiusdem Victorii Amedei Regis votis, hac in re, quantum cum Domino possumus, favorabiliter annuere volentes, Venerabilibus Fratribus Nostris Archiepiscopis, et Episcopis Civitatum; et Dioecesum sub dominio dicti Victorii Amedei Regis existentium facultatem cum debita licentia, ac interventu personae Ecclesiasticae ab eisdem Archiepiscopis, et Episcopis respective deputandae, milites reos desertionis a quibusvis Ecclesiis, et locis immunibus dictarum Civitatum, et Dioecesum extrahendi, ac illos consignandi eorum Praefectis, reportata tamen prius ab iisdem promissione more nobilium, de non plectendis huiusmodi militibus morte, aut aliqua gravi poena corporis afflictiva, sub poena excommunicationis latae sententiae adversus contravenientes, Nobis, et pro tempore existenti Romano Pontifici, praeterquam in mortis articulo, reservatae, auctoritate Apostolica tenore praesentium tribuimus, et impertimur: posteaquam vero milites praedicti, sic ut praefertur, ex locis immunibus extracti, suisque Praefectis consignati fuerint, ut ad Sardiniae Regnum transmitti possint, ibique ad sua militaria obsequia praestanda in copiis ipsius Victorii Amedei Regis ad tempus, etiam decennii, detineri libere, et licite valeant, auctoritate, et tenore praesentis concedimus, et indulgemus; quod si facilis, ac tuta minime sperari possit eorumdem militum translatio ad Regnum praedictum, facultatem quoque illos vinctos, et ligatos

1776 usque ad locum, in quo ipsi naves conscendere debeant, pari auctoritate, et tenore tribuimus, ac elargimur, non obstantibus Apostolicis, ac in universalibus, provincialibusque et synodalibus Conciliis editis generalibus, vel specialibus constitutionibus, et ordinationibus; nec non quibusvis etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis, et consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis, et literis Apostolicis in contrarium praemissorum quomodolibet concessis, confirmatis, et innovatis. Quibus omnibus, et singulis illorum tenores praesentibus pro plene, et sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum insertis habentes illis alias in suo robore permansuris, ad praemissorum effectum, hac vice dumtaxat specialiter, et expresse derogamus, caeterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romae apud sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die decima octava aprilis 1776, Pontificatus nostri anno secundo.

I. Cardinal. De-Comitibus.

8.

Convention signée le 7. Mai 1777 à Versailles, pour l'abolition réciproque du droit d'aubaine entre la France et la Principauté de Nassau-Usingen.

Art. 1. L'affranchissement du droit d'aubaine stipulé par la convention du 28. Février 1767 en faveur des sujets du Prince de Nassau-Usingen et de la Seigneurie de Lahr, aura lieu non seulement à leur égard et dans la province d'Alsace, mais encore à tous les autres sujets du dit Prince et de la Principauté d'Usingen ses dépendances et annexes, et dans toutes les autres provinces du Royaume de la France, sans aucune exception; et résiproquement tous les sujets de Sa Majesté continueront de jouir, sans aucune exception de tel et semblable affranchissement du droit d'aubaine dans toute l'étendue de la Principauté de Nassau-

Usingen et terres en dépendant. En conséquence, les 1777
sujets respectifs auront dorénavant, sans aucune exception, la libre faculté de disposer de leurs biens quelconques par testament, donation entre vifs, ou par tout autre acte valable, en faveur de qui bon leur semblera; et leurs héritiers demeurant, soit en France, soit dans les terres du Prince de Nassau-Usingen, pourront recueillir leurs successions, soit *ab intestat*, soit en vertu de testament et autres dispositions légitimes, et posséder tous biens, noms, raisons et actions, et ce, sans avoir besoin d'aucune lettre de naturalité ou autres concessions particulières.

2. Lorsqu'il écherra une succession aux sujets respectifs, ils ne pourront être tenus à payer aucuns droits que ceux qui se payent, en pareil cas, par les propres et naturels sujets de la domination où l'héritage sera situé. Néanmoins, dans le cas où il serait perçu, au profit du Prince de Nassau-Usingen, quelque droit pour raison des successions qui écherraient aux sujets du Roi, ou de l'exportation d'icelles, ou généralement tout autre droit, quelque dénomination qu'il puisse avoir; dans le même cas, il sera perçu, au profit de Sa Majesté, le même droit des sujets dudit Prince, relativement aux successions qui leur écherront dans les Etats de Sa Majesté.

3. Il a été convenu expressément que le bénéfice de l'abolition du droit d'aubaine, stipulé par l'article premier, ne pourra être réclamé par tous les sujets indistinctement; et que ceux qui passeront à l'avenir d'une domination à l'autre pour s'y établir à demeure, ne seront admis à recueillir les successions qui leur écherront dans leur patrie, que dans le cas où ils auraient demandé et obtenu de leur Souverain naturel la permission de s'établir sous une domination étrangère.

4. La présente Convention sortira son plein et entier effet du jour de la signature, et sera ratifiée, etc. etc.

1778

9.

Convention signée à Versailles le 19 *Février* 1778, *entre la France et le Margrave de Brandenbourg-Ansbach et Baireuth.*

Art. 1er. Sa Majesté Très Chrétienne déclare que le droit d'aubaine ne sera plus exercé désormais dans les différentes provinces de son royaume, contre les sujets dudit Margrave; et le Sérénissime Margrave déclare, de son côté, que le droit de rétorsion, ou d'autres droits semblables, ne seront plus exercés à l'avenir dans ses Etats, contre les sujets de Sa Majesté. Le Roi et ledit Sérénissime Margrave déclarent qu'en abolissant le droit d'aubaine, pour l'avantage du commerce et des communications entre les sujets respectifs, ils n'entendent aucunement déroger aux règles qui interessent la constitution et la police intérieure de leurs Etats, ni porter atteinte aux lois qui peuvent être établies dans les Etats et territoires respectifs, concernant l'émigration des sujets, notamment aux édits et réglemens publiés en France sur cette matière, dont Sa Majesté se réserve l'exercice, et Sadite Altesse Sérénissime le Margrave, la réciprocité quant aux droits de succession.

2. En conséquence de l'article précédent, les sujets de Sadite Altesse Sérénissime le Margrave, de quelque origine qu'ils soient, et soit qu'ils soient domiciliés en France, ou qu'ils n'y fassent qu'un séjour passager, auront dorénavant la libre faculté de disposer de leurs biens quelconques, par testament, par donation ou autrement, en faveur de qui bon leur semblera; et leurs héritiers sujets du Margrave, demeurant dans ses Etats ou en France, pourront recueillir leurs successions, soit *ab intestat*, soit en vertu de testament ou autres dispositions légitimes; et posséder lesdits biens, soit meubles ou immeubles, droits, noms, raisons et actions, et en jouir, sans avoir besoin d'aucune lettre de naturalité, ou autre concession spéciale; et seront lesdits sujets du Margráve, traités à cet égard en France aussi

favorablement que les propres et naturels sujets de Sa 1778
Majesté Très-Chrétienne, et *vice versâ.*

3. Les sujets respectifs, leurs héritiers légitimes, ou tous autres ayant titre valable pour exercer leurs droits, leurs procureurs, mandataires, tuteurs et curateurs pourront recueillir les biens et effets sans aucune exception, provenant des successions généralement quelconques, ouvertes en leur faveur dans les Etats respectifs mentionnés ci-dessus, soit *ab intestat*, soit par testament, ou en vertu d'autres dispositions légitimes, transporter les biens et effets mobiliers où ils jugeront à propos; régir et faire valoir les immeubles, ou en disposer par vente ou autrement, en donnant toutes décharges valables, et en justifiant seulement de leurs titres et qualités; bien entendu que les sujets respectifs se conformeront aux coutumes particulières des Etats respectifs, et aux règles et conditions y établies, relativement à la possession des biens, et useront des mêmes droits que les sujets naturels, soit quant aux bénéfices et ce qui leur sera favorable, que quant aux charges et conditions qui peuvent leur être imposées.

4. Lorsqu'il s'élevera quelques contestations sur la validité d'un testament ou d'une autre disposition, elles seront décidées par les juges compétens, conformément aux lois, statuts et usages reçus et autorisés dans le lieu où lesdites dispositions auront été faites, soit que ce lieu soit sous la domination de l'une ou de l'autre des Parties contractantes; en sorte que si lesdits actes se trouvent revêtus des formalités et des conditions requises pour leur validité dans le lieu de leur confection, ils auront également leur plein effet dans les Etats de l'autre Partie contractante, quand même dans ceux-ci ces actes seraient assujétis à des formalités plus grandes et à des règles différentes, qu'ils ne le sont dans les pays où ils ont été rédigés.

5. L'intention du Sérénissime Margrave n'étant pas de déroger par l'abolition du droit d'aubaine, aux lois, statuts, et coutumes locales, ni aux privilèges des particuliers, par rapport aux droits qui s'élèvent en différens endroits de ses Etats, sous le titre de droit de détraction, ou sous telle autre dénomination que ce soit, sur la valeur des successions, en cas d'exportation des effets ou biens en provenant: cependant, comme les droits ne se perçoivent pas également, mais varient

1778 suivant la différence des lieux et coutumes locales; et cette diversité pouvant occasioner des difficultés dans l'exercice de la réciprocité, le plus sûr moyen de prévenir tout inconvénient a paru être de fixer à cet égard un droit unique et uniforme. Dans cette vue, Sadite Altesse Sérénissime le Margrave ayant proposé la somme de dix pour cent de la valeur du capital, comme un droit invariable a percevoir réciproquement, en cas d'exportation des hérédités recueillies dans les Etats respectifs, il est arrêté et convenu qu'il sera perçu le seul droit de dix pour cent de la valeur du capital, provenant de tous les biens, soit meubles, soit immeubles qui seront recueillis en vertu du présent arrangement, et qui se transporteront hors des Etats où ils auront été recueillis; et qu'en payant ce droit de dix pour cent, les sujets respectifs pourront librement exporter lesdits biens et effets desdites successions, sans être pour ce tenus à d'autres ni plus grands droits.

6. La présente Convention sera ratifiée, etc.

10.

Convention signée à Versailles le 7. Avril 1778, pour le commerce et l'abolition du droit d'aubaine entre le Roi de France et le Duc de Saxe-Cobourg, Saalfeld et Altenbourg.

Art. 1er. Il y aura désormais une abolition totale et réciproque du droit d'aubaine entre les Etats de Sa Majesté Très Chrétienne, d'une part, et ceux de Saxe-Cobourg de l'autre; en conséquence, il sera permis aux sujets respectifs, qui feront leur résidence ou auront établi leur domicile dans les Etats de l'une ou de l'autre domination, ou qui ne s'y arrêteront que pour quelque temps, et viendront à y décéder, de léguer ou donner par testament et autres dispositions de dernière volonté, reconnues valables et légitimes, suivant les lois, ordonnances ou usages des lieux dans lesquels lesdits actes auront été passés, les biens, meubles et immeubles qui se trouveront leur appartenir au jour de leur décès: n'entendant toutefois le Roi et le

Sérénissime Duc, en abolissant le droit d'aubaine pour 1778
l'avantage du commerce et des communications entre les sujets respectifs, déroger aucunement aux règles qui intéressent la constitution et la police intérieure de leurs Etats, ni porter atteinte aux lois qui peuvent être établies dans les Etats et territoires respectifs, concernant l'émigration des sujets, et notamment aux édits et réglemens publiés en France sur cette matière, dont Sa Majesté se réserve l'exercice, et Son Altesse Sérénissime la réciprocité, quant aux droits de succession.

2. Les successions qui pourront échoir, soit en France, aux sujets de Saxe-Cobourg, soit dans ce Duché, aux sujets de Sa Majesté Très Chrétienne, par testament, donation ou autre disposition, tant *ab intestat*, que de telle autre manière que ce soit, leur seront délivrées librement et sans empêchement, sans que, dans aucun cas, elles puissent être soumises au droit d'aubaine, ni à aucuns autres droits qu'à ceux qui se payent par les propres et naturels sujets de Sa Majesté et du Duché de Saxe Cobourg. Dans le cas néanmoins où les sujets de Sa Majesté, exportant du Duché de Saxe-Cobourg les effets provenant des successions qui leur y seraient échues, ou le prix d'iceux ou des immeubles qui en feraient partie, seraient tenus de payer au Duc de Saxe-Saalfeld-Cobourg, ou à ceux à qui il pourrait appartenir de droit, à titre de *Détraction*, la somme de tant pour cent de la valeur réelle desdits biens et successions; ledit droit de *Détraction* serait exercé en France contre les sujets de Cobourg, par réciprocité et de la même manière qu'il serait exercé contre les sujets du Roi dans le Duché de Cobourg; et moyennant ledit paiement, les sujets respectifs pourraient librement exporter lesdits effets, ou le prix en provenant.

3. En exécution des articles précédens, les sujets respectifs, leurs héritiers légitimes, ou tous autres ayant titres valables pour exercer leurs droits, leurs procureurs ou mandataires, tuteurs ou curateurs, pourront recueillir les biens et effets généralement quelconques, sans aucune exception, tant mobiliers qu'immobiliers, provenant des successions ouvertes en leur faveur dans les Etats de l'une ou de l'autre domination, soit par testament ou autre disposition, soit *ab intestat*;

1778 transporter les biens et effets mobiliers où ils jugeront à propos, régir et faire valoir les immeubles, ou en disposer par vente ou autrement; en retirer et transporter le prix qui en proviendra où ils jugeront a propos, sans aucune difficulté ni empêchement, en donnant toutes décharges valables, et justifiant seulement de leurs titres et qualités; bien entendu néanmoins que dans tous ces cas ils seront tenus aux mêmes lois, formalités et droits auxquels les propres et naturels sujets de Sa Majesté et de Saxe-Cobourg, sont soumis dans les Etats ou provinces où les successions auront été ouvertes.

4. La libre communication et la bonne correspondance entre les sujets respectifs, seront soutenues et protégées avec un soin égal de part et d'autre. Le commerce de la France, les denrées et les manufactures de ses sujets, ne seront point chargés, dans les Etats appartenant au Duc de Saxe-Saalfeld-Cobourg, d'autres ni plus forts droits que le commerce, les denrées et manufactures d'aucune autre nation, et il sera libre aux sujets de Cobourg de commercer en France; et en ce cas, ils seront réciproquement traités comme les autres nations étrangères.

5. La présente Convention sera ratifiée, etc.

11.

Convention entre la Sardaigne et la République de Vallais sur les limites des deux Etats. Signée le 5. Septembre 1778.

Comme ainsi soit qu'il se serait élevé depuis nombre d'années quelque difficulté concernant les limites de la partie des Etats de S. M. le Roi de Sardaigne qui confine avec ceux de la République de Vallais sur la montagne du Grand S. Bernard, et que Sa dite Maj. et la République, dans le dessein d'affermir toujours plus l'intelligence qui subsiste depuis si long-temps entre Elles, auraient en differens temps nommés des Commissaires, qui s'étant assemblés à diverses reprises se

seraient communiqué leurs titres respectifs, et les connoissances nécessaires pour éclaircir les faits, et fonder les droits des parties, sans toutefois que ces assemblées des Commissaires ayent pu produire l'effet qu'on s'en était promis; mais la République Vallais ayant de nouveau fait instance de reprendre la négociation, et montré les meilleurs dispositions de terminer les difficultés survenues au sujet de ces limites, et le Roi de son côté, comme bon voisin, ami et allié de la République, s'étant volontiers prêté à régler ce différend, il a été trouvé bon d'envoyer de part et d'autre des Commissaires sur la montagne du Grand S. Bernard, lesquels régleroient les limites entre les deux Etats, feroient procéder sur les lieux aux opérations nécessaires, pour marquer sur le terrain la ligne de séparation entre les deux Souverainetés, et pour constater ce qui auroit été convenu, en feroient dresser des articles par eux signés, ainsi qu'un verbal de leurs opérations pour être le tout rédigé en une convention formelle, S. M. le Roi de Sardaigne ayant nommé pour cet effet le Baron Aimé Louis Vignet des Etoles son intendant du Duché d'Aoste, et la République de Vallais ayant nommé de son côté Messieurs Maurice Antoine Weguener Grand Baillif, et Jacques Valentin Sigristen son Trésorier, lesdits Commissaires se sont assemblés dans la Maison Hôspitalière des Religieux du Grand S. Bernard située sur la dite montagne, et après s'être duement communiqué leurs pleins pouvoirs sont convenus des articles suivants: 1778

I. Le Roi ayant prétendu que le petit ruisseau appellé Fontaine couverte, fût limitrophe dans tout son cours, et la République de Vallais au contraire ayant soutenu que la source de cette fontaine se trouvoit entièrement sur ses terres, S. M. pour donner une nouvelle preuve de sa bienveillance envers la République, et celleci par un effet de sa déférence envers S. M. ont dans le désir réciproque de finir cet différend à leur satisfaction commune, convenu que la dite fontaine couverte soit limitrophe dans tout son cours depuis sa source inclusivement jusqu'à son entrée dans le Lac, et que non obstant S. M. renonce formellement pour Elle et ses Royaux successeurs à l'indivision de l'eau de la dite fontaine, pour que la Maison Hôspitalière de S. Bernard en ait toujours l'entier et libre usage, en

1778 cas même que la source, ou le cours de cette eau vint à changer.

II. Dès la dite source la limitation suivra par les crêtes du rocher appellé Cubé par ceux d'Aoste, et pointe de Dronaz par ceux du Vallais placé sous le numerò 16 sur le plan de 1762 levé et signé par les sieurs Du Rieux et De Rivaz pour aller joindre suivant les eaux pendantes la tète appellée de Dronaz par ceux d'Aoste, et pointe de Gollies par ceux du Vallais au numerò 17. Ensuite la limitation continuera par les sommités des montagnes soit rochers côtés sous les numeros 3, 2 et 1 dudit plan, exactement suivant les eaux pendantes, et l'écoulement naturel d'icelles, sans pousser plus loin la limitation réelle attendu la difficulté de l'accès des lieux, ou d'ailleurs il n'y a jamais eu de contestes.

III. Dès l'entrée de la fontaine couverte dans le Lac on tracera une ligne droite en affilement des limites, qui seront gravées et plantées sur la source et cours de dite fontaine jusqu'à l'autre bord du Lac, d'où elle continuera par un petit récoude du côté d'Aoste jusqu'au pied du rocher marqué numerò 11 sur ledit plan, et sous le nom des pointes de chamonères, ou cimes des rayes de fontinte, et delà en suivant les arêtes de ces rochers recourbant du côté du Vallais jusqu'à la plus haute pointe de Montmort énoncée sur ladite carte sous le numerò 41, et de là suivant les cimes, ou sommités, et les eaux pendantes comme dessus, sans y faire plus amplement planter ou graver des limites par la difficulté des lieux, celles-ci naturelles suffisant pour prévenir toute contestation.

IV. Il sera incessamment par nous Commissaires procédé à toutes opérations, qui seront jugées convenables pour marquer sur le terrain la ligne séparative des deux Etats par le moyen de bornes ou, en gravant sur les rochers mêmes les armes des deux Souverainetés, qui indiquent la suite de cette limitation, suivant que nous la tracerons sur le plan ou carte topographique ci-dessus par la ligne rouge.

Outre ce qui est porté par les articles ci-dessus concernant le réglement des limites, S. M. et la République de Vallais étants en voye de s'arranger sur d'autres objets tendants également à favoiser les liaisons de voisinage, de commerce, et de correspondance

entre les sujets respectifs, lesquels sont traités séparément pour la facilité de s'entendre, et l'intention de S. M. ayant été que ce qui auroit été réglé sur ces differens objets n'eut point son effet, avant qu'on fut d'accord sur tous, par une convention formelle, à laquelle Elle se réservoit de faire procéder, quoique les instructions, et les pleins pouvoirs des Députés de la République portoient de finir en entier l'objet de la limitation, au point qu'il ne lui manqueroit que la ratification des deux Souverains, à quoi ils ont insisté vivement et long tems, cependant, attendu que les pouvoirs et ordres du Député du Roi étoient limités, afin de ne pas rendre ce transport sur cette montagne inutile, et un nouveau nécessaire, lorsqu'on en viendra à cette convention formelle dont on se flatte de part et d'autre, il a été arrêté entre nous Commissaires que les articles ci-dessus, non plus que le procès verbal, qui sera ci après inséré, n'obligeroient les parties contractantes, qu'après la signature de la susdite convention, à laquelle les parties se réservent de procéder, et que jusqu'à ce ils ne serviroient qu'à constater ce qui a été convenu au sujet de la limitation. 1778

En foi de quoi nous Commissaires de. S. M. le Roi de Sardaigne, et de la République de Vallais avons signé les présens articles, et y avons fait apposer le cachet de nos armes. Fait à double à la Maison hospitalière du Grand S. Bernard le cinq septembre mille septcent soixante dixhuit.

Le Baron Aimé Louis Vignet des Etoles.
Le Grand Baillif Maurice Antoine Weguener.
Jacque Valentin Sigristen Trésorier.

12.

Procès verbal de limites entre S. M. le Roi de Sardaigne, et la République de Vallais. En date du 7. Septembre 1778.

Verbal en exécution de ce qui a été convenu par les articles signés par nous Commissaires de S. M. le Roi de Sardaigne, et de la République de Vallais le

1778 cinq de ce mois de septembre pour régler les limites entre les deux Etats il a été par nous susdits procédé aujourd'hui aux opérations suivantes:

I. Afin d'écarter toutes les difficultés que le laps des tems pourroit faire naitre, nous avons fait tracer sur le rocher, ou pierre perpendiculaire à la source du ruisseau appellé Fontaine couverte, qui se trouve au fond du bâtiment en pierre, que les Religieux de S. Bernard y ont fait construire pour la conserver une ligne droite de la longueur de dix pouces et huit lignes de pied de Roi, de la profondeur de trois lignes même mesure du haut en bas de dite source visante d'un côté à l'entrée du dit ruisseau dans le Lac, et de l'autre tendante par un petit biais à la pointe dite rocher de Cubé par ceux d'Aoste, et par ceux de Vallais pointe de Dronaz numerò 16, et de là jusqu'au numerò 17 appellé tête ou pointe de Dronaz par ceux d'Aoste, et pointe des Goilles par ceux de Vallais suivant la ligne rouge tirée sur le plan géométrique de mille sept cent soixante deux levé et signé par les sieurs Du Rieux et De Rivaz, sur lesquelles pointes, ni au pied d'icelles nous n'avons pù faire graver les armes des deux Souverainetés, attendu que la pierre est toute fendue et en écailles par l'injure des tems, et que ces limites sont assés notoires et visibles.

II. De là nous étant transportés à l'entrée de dite fontaine dans le Lac qui s'y écoule dans une superficie de la largeur d'un trabuc ou neuf pieds de Roi environ parmi les rocailles, nous avons fait planter en droiture du rocher ou pierre perpendiculaire à dite source une borne de pierre de la longueur de trois pieds et demi du Roi, de dix pouces et quatre lignes de face, de l'épaisseur de quatre pouces, élevée hors de terre d'un pied et neuf ponces de Roi, sur un côté de la quelle nous avons fait graver les armoiries de S. M. et sur l'autre celles de la République avec le millésime 1778.

III. Et comme le ruisseau de fontaine couverte qui est limitrophe dans tout son cours, n'a point de lit apparent parmi les rochers brisés, nous avons trouvé nécessaire, pour mieux constater la limitation, de placer, et avons placé entre la source de ce ruisseau, et la borne susdite à son entrée dans le Lac, une autre au milieu dans la même direction de la longueur, largeur, et épaisseur de la précedente, sur la quelle nous avons

pareillement fait graver les armes des deux Etats avec 1778
le même millésime.

IV. Ensuite tirant visuellement une ligne droite des trois limites ci-dessus, jusqu'à l'autre bord du Lac, nous avons fait graver sur un rocher y existant à quatre pieds de la surface de l'eau une ligne droite de la longueur de dix pouces et demi de Roi, de la profondeur de trois lignes même mesure, à chaque côté de laquelle nous avons fait pareillement graver les armes des deux Souverainetés avec le susdit millésime.

V. De là pour prendre les cimes des rayes de fontinte, soit pointes des rochers des Chamonères indiqués sur le plan susénoncé par le numerò 11, nous avons cherché inutilement à y faire graver les armoiries des deux Etats, à cause de la difficulté d'y trouver du roc vif et accessible, mais nous avons observé que la ligne de direction des trois limites susdites arrivée vers le lieu marqué au bord méridional du Lac, suivoit ce bord du côté d'Aoste pour environ huitante cinq toises géometriques jusqu'au dessous du numerò 11 distant de cent quarante sept toises mesurées sur le plan susdit, de là elle se replie du côté de Vallais pour l'étendue d'environ quatre cent huitante mêmes toises sur le dit plan, en suivant l'arête des rochers jusqu'à la pointe de Montmort marquée au numerò 41, qui étant assés visible d'elle même pour servir de limite et presque inaccessible, nous avons crû pouvoir nous dispenser d'y faire graver les armoiries, de même que dans les cimes ultérieures, mais en les suivant on se tiendra sans autre aux hauteurs, aiguilles, ou sommités des montagnes ou rochers suivant les eaux pendantes, et on a fixé la limitation et séparation des deux Etats de ce côté là par et dans ces sommités, en les prenant toujours pour limitrophes, et en se tenant exactement aux écoulements des eaux, sans y faire plus amplement planter des limites par la difficulté des lieux, celles ci étants naturellement suffisantes pour terminer et prévenir toutes contestations.

Les opérations auxquelles nous venons de procéder étants une suite de ce qui a été réglé par les articles par nous signés le cinq du courant, il a été convenu non obstant les instructions et pleins pouvoirs des Députés de la République qui portoient de conclure définitivement cet objet de limitation, sauf les seules

1778 ratifications respectives, et leurs instances continuelles à cet égard, attendu que les pouvoirs du Député de S. M. étoient contraires à leurs demandes, et pour les motifs énoncés dans les dits articles, que, si la convention formelle qu'on se propose de rédiger, contre toute attente, n'eut pas lieu, les susdits articles et le présent verbal seront regardés comme non avenus, et ne pourroient préjudicier en aucune façon aux droits respectifs des parties qui resteront en leur entier, tels qu'ils étoient avant le trois septembre jour de notre assemblée sur le Grand S. Bernard. En foi de quoi nous Commissaires de S. M. le Roi de Sardaigne, et de la République de Vallais avons signé le présent verbal de limitation, et y avons fait apposer le cachet de nos armes. Fait à double à la Maison Hòspitalière du Grand S. Bernard le sept septembre mille septcent soixante dixhuit.

Le Baron Aimé Louis Vignet des Etoles.
Le Grand Baillif Maurice Antoine Weguener.
Jacque Valentin Sigristen Trésorier.

13.

Convention entre le Roi de Sardaigne et la République du Vallais sur la traite foraine, et sur le droit d'Aubaine. En date du 7. Septemb. 1778.

Comme ainsi soit que sur les représentations faites de la part du conseil des Commis du Duché d'Aoste contre la traite foraine, ou droit de transit qu'on exige dans la République de Vallais des Vald'Aostains, les Députés de Sa Majesté, et de la République dans quelques conférences tenues ci-devant n'auroient pu parvenir au point désiré de convenir sur cet objet, mais ne l'ayant cependant jamais perdu de vue, à fin de se convaincre mutuellement des vraies intentions pour l'entretien d'un bon voisinage, les Commissaires soussignés de S. M., et de la République de Vallais, duement munis des pleins pouvoirs qu'ils se sont respectivement communiqués, s'étant assemblés de nouveau, sont heureusement venus à bout de régler, conclure,

et terminer cet objet de commerce mutuel par la convention suivante. 1778

I. Les Vallésiens ne payeront aucun droit de transit pour toutes les marchandises du crû et production, ou fabriquées dans le Duché d'Aoste, qu'ils transporteront en Vallais; par contre la République n'exigera des Vald'Aostains aucun droit pour les marchandises du crû et production, ou fabriquées dans le Vallais, qu'ils transporteront dans le Duché d'Aoste.

II. En réciprocité de l'exemption du droit de traite de Savoie et Piémont pour toutes les marchandises et denrées, dont les Vallésiens jouissent à forme de l'Edit du 14 août 1720, art. 37, la République n'exigera pareillement aucun droit pour celles que les Vald'Aostains tireront de Savoie, Genève, ou de la Suisse en les faisant passer par le Vallais, bien entendu que les Vald'Aostains, et Vállésiens qui voudront jouir desdites exemptions, devront être munis de certificats des Châtelains, ou autres Officiers des lieux, ou des personnes à ce députées, qui déclarent que lesdites marchandises sont destinées à rester dans la Val d'Aoste, ou le Vallais, et non à passer ailleurs, sauf à l'égard de celles qui seront d'une modique valeur, soit qui n'excéderont pas six livres de Piémont, pour lesquelles il suffira d'en faire la consigne sans présenter aucun certificat.

Et au cas qu'il vint à se commettre abus de la part des particuliers Vallésiens en faisant passer hors des Etats de la République les Marchandises et denrées qu'ils auroient acheté pour leur usage dans ceux de S. M., il est convenu que sur les plaintes qui en seront portées à leurs Seigneurs et Supérieurs, ceux-ci non-seulement les feront châtier pour la contravention, mais les obligeront à l'indemnisation des droits Royaux qu'ils auroient fraudés: tout comme dans le cas que les Commis des Douanes de S. M. viendroient à retenir induement les marchandises, ou denrées des Vallésiens, ou en exiger ce droit de traite, S. M. les faira punir, et pourvoir aux dommages, que les propriétaires des marchandises, ou denrées auroient soufferts.

III. Pour augmenter la bonne amitié qui subsiste entre S. M. et la République de Vallais, et faciliter une correspondance fondée sur des avantages mutuels, il a été pareillement convenu entre nous Commissaires

1778 susdits, que les sujets de S. M. le Roi de Sardaigne ne seront point assujettis au droit d'Aubaine, ou autre équivalent, sous quelle dénomination que ce puisse être, dans les Etats, ou la domination de la République de Vallais; et réciproquement les Vallésiens seront exempts dans les Etats de S. M. le Roi de Sardaigne du même droit d'Aubaine: il sera permis en conséquence à tous sujets de S. M. tant à ceux qui feront leur résidence, et auront établi leur domicile dans quelque lieu que ce soit de la République de Vallais, ou qu'ils s'y seront arrêtés pour quelque temps, et viendroient à y décéder, de disposer par testament, donation, ou autrement, de tous leurs biens meubles, ou immeubles, qu'ils posséderont dans cette République, de quelle nature qu'ils soient; et en réciprocité de ce qui est stipulé en faveur desdits sujets de S. M., le Roi s'engage de son côté de la manière la plus solemnelle, et la plus obligatoire de faire jouir des mêmes droits, priviléges, et exemptions dans toute l'étendue de ses Etats, et sans aucune exception, tous les Vallésiens.

Il sera également libre aux héritiers des sujets du Roi, ou des Vallésiens respectivement qui auront des successions à prétendre dans les Etats de S. M. et de la République, de les recueillir ab intestat soit par eux-mêmes, soit par leurs mandataires, et de les transporter hors des Etats respectifs, où les-dites successions seront situées, non obstant toutes lois, statuts, et usages quelconques qui pourroient être contraires à cette stipulation, auxquels il sera expressément dérogé par S. M. et la République, lorsqu'Elles viendront à une convention formelle, à laquelle les parties se réservent de procéder, et jusqu'à ce les présens articles ne serviront qu'à constater ce qui a été convenu au sujet de la traite foraine, et de l'Aubaine, comme il a été dit pour la limitation; bien entendu que s'il arrivoit que la convention concernant d'autres objets tendants également à favoriser les liaisons de voisinage, de commerce, et de correspondance entre les Etats respectifs n'eût pas son effet tout le contenu aux présens articles seroit regardé comme non avenu, et les parties demeureront dans tous leurs droits précédents.

En foi de quoi Nous Commissaires de S. M. le Roi de Sardaigne, et de la République de Vallais

avons signé les présens articles, et y avons fait appo- 1778
ser le cachet de nos armes. Fait à double à la maison hôspitalière du Grand S. Bernard le sept septembre mil sept cent soixante dix-huit.

Le Baron Aimé Louis Vignet des Etoles.
Le Grand Baillif Maurice Ant. Weguener.
Jaques Valentin Sigristen Trésorier.

14.

Procès verbal entre les Commissaires du Roi de Sardaigne et de la République du Vallais d'annulation des conventions signées le 5 et 7. septembre 1778. Signée à la Maison hôspitalière du Grand Saint Bernard le 6. Septembre 1780.

A tous soit notoire, et manifeste que Sa Majesté, le Roi de Sardaigne et la République de Vallais ayant convenu par le moyen de leurs Commissaires respectifs de differents articles de limitation, de la traite foraine, et de l'abolition de l'aubaine; même fait planter des bornes, ainsi qu'il en resulte par les actes passés à ce sujet dans cette Maison Hôspitalière du Grand Saint Bernard le cinq et sept septembre mil septcent soixante et dixhuit; mais avec l'expresse réserve de la part de Sa Majesté qu'en cas qu'on ne tombat pas d'accord sur d'autres points à régler pour l'avantage réciproque des deux Etats dont on se flattoit de part, et d'autre, et qu'on ne parvint pas ainsi à conclure une convention formelle, à laquelle les parties se réservoient de procéder, les articles de ces conventions préliminaires, de même que le procès verbal de plantation de limite seroient regardés comme non avenus, et ne pourroient préjudicier en aucune façon aux droits respectifs des Parties qui resteroient en leur entier tels qu'ils étoient avant le trois septembre de dite année, jour de la prémière assemblée des Commissaires sur le Grand S. Bernard. Or les ratifications respectives n'étant point intervenues, et la dite convention formelle

1780 n'ayant pas été acceptée par la République, Sa Majesté voulant se prévaloir des réserves faites dans les susdits actes signés le 5 et 7. Septembre 1778, le Roi de Sardaigne auroit nommé le Seigneur Baron Amé Louis Vignet des Etolles son Intendant Général au Duché d'Aoste, et la République les Seigneurs Jaçques Preux Banneret du Dixain de Sierre et Conseiller d'Etat, et Jean Joseph Maller Gouverneur de Saint Maurice pour se rendre sur le Grand Saint Bernard, et y procéder ensemble a remettre les choses dans l'Etat ou elles étoient avant le dit mois de septembre en annulation des Conventions et verbaux susnarrés faits par les précédents Commissaires respectifs, tant à l'égard de la limitation que des droits d'aubaine et de transit soit traite foraine, et signer tout ce qui peut avoir rapport à telle opération. C'est pourquoi nous Commissaires susdits après nous être duement communiqué nos pleins pouvoirs respectifs, en exécution de notre Commission nous nous sommes transportés à la source du ruisseau appellé Fontaine couverte, où nous aurions fait effacér par des piqueurs de pierre de part et d'autre les armoiries des deux Etats, gravées sur le rocher perpendiculaire à dite source, au fond du bâtiment que les Réverends Religieux de Saint Bernard ont fait construire pour la conserver et redescendant, delà nous avons fait arracher et briser la borne existante entre cette source et celle qui avoit été mise vers le bord du lac, et successivement celle-ci, toutes les trois en droiture et de là de l'autre côté du dit lac nous avons fait effacer de dessus les rochers les armoiries des deux Etats qui y avoient été gravées en allignement des trois précédentes, lesquelles quatre bornes étant toutes celles qui avoient pu être effectuées par le verbal du sept Septembre 1778 lequel se remet pour le reste aux cimes et pointes des montagnes y désignées, la suppression des dites bornes est en signo et preuve que le dit verbal en exécution de la Convention du cinquième même mois et an, et la ligne tirée en rouge sur les plans originaux pour plus facile intelligence des opérations et verbaux sont regardés non seulement pour ces bornes, mais pour le surplus des autres points de limitation y désignés comme nuls et non avenus de même que la dite convention du cinq et celle du sept au sujet de la traite foraine et de

l'aubaine. Nous étant réciproquement déclaré qu'on 1780 restoit de part et d'autre dans les mêmes prétentions qu'on avoit respectivement avant l'époque des dites conventions du 1778. De quoi tout nous avons dressé et signé le présent verbal à double pour servir à l'avenir ainsi que de raison et justice.

En foi à la maison Hôspitalière du Grand Saint Bernard le sixième du mois de Septembre mil sept cent quatre vingt.

Le Baron Amé Louis Vignet des Etolles.
Jacque Preux Banneret.
Joseph Matter Gouverneur.

15.

Convention signée à Versailles pour l'abolition du droit d'aubaine entre la France et l'Evêché de Munster. En date du 13. *Juin* 1780.

Extrait.

Art. 1er. Il y aura désormais une abolition totale et réciproque du droit d'aubaine entre le Royaume de France, d'une part, et les Etats de l'Evêché de Munster, de l'autre, en faveur des sujets respectifs. En conséquence, il sera permis auxdits sujets qui feront leur résidence ou auront établi leur domicile dans les Etats de l'une ou de l'autre Domination, ou qui ne s'y arrêteront que pour quelque temps et viendront à y décéder, de léguer ou donner par testament et autres dispositions de dernière volonté, reconnues valables et légitimes suivant les lois, ordonnances et usages des lieux dans lesquels lesdits actes auront été passés, les biens, meubles et immeubles qui se trouveront leur appartenir au jour de leur décès. Le Roi et le Sérénissime Electeur, en sa qualité de Prince-Evêque de Munster, déclarent qu'en abolissant le droit d'aubaine pour l'avantage du commerce et des communications entre les sujets respectifs, ils n'entendent aucunement déroger aux règles qui intéressent la constitution et la police intérieure de leurs Etats, ni porter atteinte aux

1780 lois qui peuvent être établies dans les Etats et territoires respectifs concernant l'émigration des sujets, et notamment aux édits et réglemens publiés en France sur cette matière, dont Sa Majesté se réserve l'exercice, et Son Altesse Electorale la réciprocité, quant aux droits de succession.

2. Les successions qui pourront échoir, soit en France aux sujets de l'évêché de Munster, soit dans les Etats dudit évêché aux sujets de Sa Majesté, par testament, donation ou autres dispositions, tant *ab intestat* que de telle autre manière que ce soit, leur seront délivrées librement et sans empêchement, sans que dans aucun cas, elles puissent être soumises au droit d'aubaine ni à aucuns autres droits qu'à ceux qui se paient par les propres et naturels sujets de Sa Majesté, et à ceux de l'évêché de Munster en pareil cas; le tout cependant sans préjudice des droits particuliers qui pourront être dus légitimement en vertu de quelque titre ou d'une possession immémoriale, à des Seigneurs particuliers et villes de la domination du Roi, et notamment du droit de détraction, appelé en allemand *abfchuss* ou *abzug*, qui se lève en Allemagne sur l'exportation des effets et sur le prix des immeubles provenant desdites successions; bien entendu que, dans le cas où, de la part desdits Seigneurs particuliers et villes de la domination de Sa Majesté, on ne voudrait pas se relâcher de la perception desdits droits en faveur des sujets de l'évêché de Munster, il sera libre à l'Electeur ou à qui il appartiendra, de percevoir aussi de son côté les mêmes droits sur les habitans des lieux de la domination de Sa Majesté où lesdits droits auraient été exigés des sujets de l'évêché de Munster.

3. En exécution des articles précédens, les sujets respectifs, leurs héritiers légitimes, ou tous autres ayant titres valables pour exercer leurs droits, leurs procureurs ou mandataires, tuteurs ou curateurs, pourront recueillir leurs biens et effets généralement quelconques, sans aucune exception, tant mobiliers, qu'immobiliers, provenant des successions ouvertes en leur faveur dans les Etats de l'une ou de l'autre Domination, soit par testament ou autres dispositions, soit *ab intestat;* transporter les biens et effets mobiliers où ils jugeront à propos, sans aucune difficulté ou em-

pêchement; régir et faire valoir les immeubles ou en 1780
disposer par vente ou autrement, en retirer et transporter le prix qui en proviendra où ils jugeront à propos, sans aucune difficulté ou empêchement, en donnant toutes décharges valables, et justifiant seulement de leurs titres et qualités; bien entendu que dans tous ces cas ils seront tenus aux mêmes lois formalités et droits auxquels les propres et naturels sujets de Sa Majesté et ceux l'évêché de Munster sont soumis dans les Etats et provinces où les successions auront été ouvertes.

16.

Edit du Roi de France, donné à Versailles le 8. Janvier 1781, par lequel sont fixés les privilèges des sujets du corps Helvétique en France.

Louis, etc., après avoir examiné, avec la plus scrupuleuse attention, les privilèges dont la nation suisse a joui dans notre Royaume, Nous avons reconnu qu'il en est quelques-uns qui émanent principalement de la paix perpétuelle de l'année 1516, et d'autres de différentes concessions qui lui ont été faites et confirmées, de temps en temps, par les Rois nos prédécesseurs. Tous ces privilèges, fondés sur l'esprit et sur la lettre du Traité de la paix perpétuelle de 1516, reposaient sur la base de la parfaite réciprocité qui y est stipulée; mais le corps Helvétique n'ayant rempli, dans aucun temps, les conditions de cette réciprocité, qu'il représente comme incompatible avec la constitution des différentes Républiques qui le composent, non-seulement les articles de la paix perpétuelle qui accordent des privilèges aux Suisses, mais les concessions qui en ont été comme la suite sembleraient abrogées par le fait; et nous aurions pu être d'autant plus facilement portés à les regarder comme entièrement caduques, que le changement des circonstances, la progression étonnante du commerce des Suisses, et le tort considérable qu'il fait à nos sujets et a nos finances, étaient pour nous un motif puissant et légitime de faire

1781 cesser des prérogatives aussi préjudiciables. Néanmoins, voulant donner à la nation helvétique un témoignage eclatant de notre constante affection, nous avons préféré de chercher les moyens de concilier l'intérêt de nos peuples et de nos propres revenus, avec les avantages dont nous pouvons faire jouir les Suisses dans notre Royaume sans exiger d'eux une réciprocité que leurs constitutions ne comportent pas. Cette même affection pour nos fidèles alliés nous a surtout guidés dans cet examen; et nous nous persuadons que tous les Etats qui composent le louable corps Helvétique, regarderont comme une nouvelle preuve de notre bienveillance les concessions que nous nous déterminons à leur faire. A ces causes, etc.

Art. 1er. Les sujets des Etats qui composent le louable corps Helvétique, de quelque rang et qualité qu'ils soient, auront, comme par le passé, la liberté d'entrer dans notre Royaume, d'y aller, venir, séjourner sans trouble ni empêchement, en se conformant toutefois aux lois de l'Etat, auxquelles il n'est pas dérogé par le présent édit.

2. Nous voulons bien, par une faveur spéciale, et à l'exemple de plusieurs de nos prédécesseurs, accorder à tous les sujets des Etats du corps Helvétique, la permission de se domicilier dans notre Royaume, d'y acquérir comme les nationaux, et, s'ils ont quelque commerce, profession, métier ou industrie, de pouvoir l'exercer en toute liberté, pourvu qu'ils se soumettent aux lois, réglemens et usages établis dans les lieux où ils feront leur demeure, ladite permission n'emportant pas la faculté de posséder des charges, offices ou bénéfices, auxquels nul étranger ne peut être promu en France.

3. Les Suisses qui seront domiciliés en France, mais qui n'y posséderont aucun bien-fonds, et qui n'y exerceront, ou n'y auront exercé aucun commerce, profession, métier ou industrie, seront exempts de la capitation et autres charges quelconques personnelles. Dans cette classe seront compris ceux qui séjourneront dans notre Royaume pour vaquer à leurs études, de même que les marchands suisses qui y viendront pour y suivre les affaires de leur commerce, mais sans y établir un domicile et qui n'y feront qu'un séjour passager.

4. Les Suisses domiciliés qui posséderont des biens-fonds dans notre Royaume, comme ceux qui y exerceront ou y auront exercé quelque commerce, profession métier ou industrie, supporteront, comme nos propres sujets, toutes les charges de l'Etat et celles attachées à la nature de leurs possessions, commerce, profession, métier ou industrie. Ils seront seulement exempts de la milice, du guet et garde, et du logement des gens de guerre, sauf, quant à cette dernière exemption, à être, en cas de foule, assujétis, comme tous exempts, audit logement des gens de guerre. 1781

5. Les Suisses domiciliés en France qui se seraient établis dans l'intérieur des campagnes ou autres lieux sujets aux corvées usitées pour les réparations et entretien des chemins, y seront sujets comme les nationaux; permettons néanmoins que, pour acquitter ces corvées, ils puissent se faire remplacer par des ouvriers mercenaires.

6. Les Suisses ne payeront en France, pour *pareatis*, droits de greffe, droits de sceau et autres, que ce que les nationaux paient eux-mêmes.

7. Les marchands suisses continueront de jouir de la franchise, pendant les foires de Lyon, et dix jours après, conformément au traité de 1516; et, voulant donner aux sujets des Républiques Helvétiques une nouvelle preuve de notre affection, Nous voulons bien renouveler en leur faveur la teneur des lettres-patentes de Henri II, qui prorogent ce terme à cinq jours au-delà.

8. Les marchandises entrant en France par la Suisse seront distinguées en marchandises étrangères et en marchandises du cru et fabrication suisse. Les premières paieront les mêmes droits que si elles étaient entrées dans notre Royaume par toute autre frontière; les autres, consistant en fromages, toiles et fils-de-fer, paieront désormais comme il suit:

9. Les fromages de Suisse pourront entrer en France par les bureaux de Longerai et de Pontarlier en exemption de tous droits d'entrée, mais à condition d'y être expédiés sous acquit-à-caution et sous plomb pour Lyon, où il sera justifié par un certificat du magistrat du lieu d'où ils seront expédiés, de leur qualité de cru et fabrication suisse; et s'ils entrent par tout autre bureau, ils seront assujétis aux mêmes droits

1781 d'entrée que tous autres fromages étrangers. Ils seront traités, au surplus, à la circulation ainsi qu'à la sortie, comme le sont maintenant et le seront à l'avenir les fromages de cru et fabrication française.

10. Les toiles de lin et de chanvre, unies ou ouvrées, écrues ou en blanc, y compris le linge de table de cru et fabrication suisse, dont il sera justifié par des attestations en bonne et due forme, tant de propriété que de cru et fabrication suisse, et munies des marques inscrites à la douane de Lyon comme adoptées par les maisons suisses établies dans cette ville, ne paieront aux entrées que la moitié seulement des droits dus et perçus ou qui se percevront sur toutes les autres toiles étrangères; bien entendu toutefois, notamment pour le linge de table, que ces toiles seront introduites en pièces, et que, s'il s'agit de linge fait, il devra en totalité les droits d'entrée ordinaire.

11. Les toiles de fabrication française pouvant circuler dans notre Royaume et en sortir librement, Nous voulons bien étendre cette même faveur aux toiles suisses qui auront reçu à Lyon un plomb et un bulletin. Entendons, en conséquence, que les toiles de fabrication suisse, après avoir payé la moitié seulement des droits dus aux entrées par les toiles étrangères, puissent, ainsi que celles de fabrication française, circuler et sortir librement, sans payer aucun droit de circulation ni de sortie, à la charge toutefois que, si les toiles françaises étaient à l'avenir imposées dans leur circulation ou sortie, dans ce cas les toiles suisses supporteraient la même imposition.

12. Quant au surplus de toiles de lin ou de coton fabriquées avec du fil teint, mousselines, toiles de coton blanches, et autres, telles qu'elles soient, le tout restera soumis aux divers réglemens que Nous jugerons à propos de maintenir et d'établir sur tous ces articles.

13. Les fils-de-fer du cru et fabrication suisse, dont il sera justifié par des attestations en bonne et due forme, payeront la moitié seulement des droits dus aux entrées par les fils-de-fer étrangers.

14. Les toiles et les fils-de-fer qui entreront en France par exemption ou diminution de droits, conformément aux articles 10 et 13 ci-dessus, n'auront d'autre passage que par le Bureau de Longerai; ils y seront expédiés, sous plomb, par acquit-à-caution

pour Lyon, où ils recevront la marque ou plomb et 1781
le bulletin, qui seront désignés pour ces sortes de marchandises.

15. Les Suisses pourront exporter dans leur pays les marchandises qu'ils acheteront dans notre Royaume, et ne paieront, pour cette exportation, d'autres droits que les Français auraient à payer eux-mêmes.

16. Si un Suisse abuse des privilèges ci-dessus, en prêtant son nom à tout autre négociant quelconque, ou autrement, il ne sera plus réputé Suisse, et sera puni par les tribunaux de notre Royaume, suivant l'exigence du cas.

17. Les marchands et négocians suisses pourront transporter l'or et l'argent monnayé qu'ils auront reçu pour le prix de leurs marchandises, pourvu qu'ils en fassent leur déclaration, et qu'ils prennent les passeports nécessaires.

18. Dans tous les cas sur lesquels il n'aura point été statué par le présent édit, les Suisses seront entièrement assimilés aux Français, et ne pourront prétendre d'être traités plus favorablement que nos propres sujets.

19. Les privilèges et concessions portés dans le présent édit commenceront au premier janvier 1782 et continueront d'avoir lieu jusqu'au 28 Mai 1782, terme auquel doit expirer le Traité d'alliance conclu entre Nous et le Louable Corps Helvétique en 1777.

Si donnons en mandement, etc.

Donné à Versailles, au mois de Décembre 1781.

Signé: Louis.

17.

Lettres patentes du Roi de France signées à Versailles, abolissant le droit d'aubaine en faveur des sujets des Principautés de Salm (savoir: Salm, Salm-Salm, Salm-Kirbourg).

Par réciprocité, et à la suite de la déclaration des Princes de Salm, de laisser jouir les Français dans toute l'étendue des terres qu'ils possédent, de la libre

1781 faculté de recueillir tous legs, donations, successions testamentaires ou *ab intestat*, biens mobiliers ou immobiliers situés dans lesdits terres et territoires sans que, pour raison des biens ainsi échus et acquis, ils soient tenus à aucuns droits locaux ni autres quelconques, si ce n'est au paiement du dixième des sommes capitales qu'ils sont dans l'usage de percevoir sur les biens et effets qui sont exportés de leurs terres; et de les traiter d'ailleurs, tant pour leurs personnes que relativement à leur commerce, de la même manière qu'ils traitent actuellement ou qu'ils pourront traiter dans la suite la nation la plus favorisée.

18.

Bref, par lequel S. S. Pie VI interprète le §. 13. *de l'instruction aux Evêques dans les Etats de Sardaigne et applique le* §. 9. *à ceux qui délivrent les criminels par violence. En date de Vienne, le* 9. *Avril* 1782.

Pius P. P. VI ad perpetuam rei memoriam.

Ea est infirmitatis humanae misera conditio, ut raro contingat, quae huius seculi sunt tam scite, tam prudenter constituta, quin brevi declarari, aut interdum etiam penitus reformari exspectent, quod profecto in instructione a bonae memoriae Benedicto P. P. XIV praedecessore nostro ad componendas, sedandasque nonnullas controversias, ac dissensiones super libertate ecclesiastica, ac materia beneficiali inter Ministros huius Apostolicae Sanctae Sedis ex una, et Officiales, ac Ministros clarae memoriae Caroli Emanuelis, dum vixit, Sardiniae Regis illustris ex altera partibus vigentes confecta, et ad Archiepiscopos, et Episcopos in ditionibus temporalibus ipsi Carolo Emanueli Regi subiectis existentibus transmissa evenisse constat. Siquidem, sicut nobis nuper pro parte carissimi in Christo filii nostri Victorii Amadei eiusdem Sardiniae Regis illustris expositum fuit, inter multa, quae pro bono iurisdictionis, et immunitatis ecclesiasticae a memorato Benedicto praedecessore nostro conventa tunc fuere in pa-

ragrapho nono eiusdem instructionis sic disponitur 1782
"Essendo pur troppo cresciuta la malizia degli nomini,
„e desumendo i cattivi contro l'espresse intenzioni de'
„sagri Canoni, e delle Costituzioni Apostoliche facilità
„di commettere delitti per il pronto confugio alle Chiese,
„ed ai luoghi immuni, non goderanno per l'avvenire
„del benefizio dell'asilo tutti i seguenti. Gli omicidi,
„non solo se l'omicidio sia proditorio, giusta il *ius*
„comune, e la bolla Gregoriana, ma ancora se sarà
„appensato, giusta la bolla della santa memoria di Be-
„nedetto XIII, che incomincia, *Ex quo divina*, non
„dovendo più godere del benefizio dell'asilo, se non
„chi commette omicidio casuale, o per propria difesa,
„*cum moderamine inculpatae tutelae*, estendendo Sua
„Santità ai Dominii del Re di Sardegna la bolla *In*
„*supremo iustitiae solio* della santa memoria di Cle-
„mente XII. Gli incendiarii, cioè coloro, che *dolo*
„*malo, et data opera*, metteranno, o faranno metter fuoco,
„o che *scienter* daranno ajuto, o consiglio a chi mettesse
„fuoco a qualunque Chiesa, luogo sacro, o religioso, o a
„qualunque casa abitabile sita tanto in città, e luoghi abi-
„tati, quanto fuori di essi, come altresì a'tugurii costrutti
„*ad instar domorum*, soliti abitarsi da' contadini, o
„pastori, o sopra gli armenti, oliveti, selve, o qua-
„lunque altro podere alberato, coltivato, e fruttifero.
„I ricattatori, cioè a dire coloro, i quali conducono,
„e trasportano violentemente, o dolosamente *de loco*
„*ad locum* uomini, e donne, ivi ritenendoli per obbli-
„garli a riscattarsi, come altresì coloro, che per via
„d'ambasciate, o lettere chieggono denari, o altra cosa
„con minaccia di ammazzare le persone, od incendiare
„i beni di quelli, ai quali sono dirette in caso che
„non facciano quel che chieggono. Coloro, che *scien-*
„*ter dolo malo et animo nocendi* compongono, ven-
„dono, e propinano il veleno, quantunque non sia se-
„guita la morte della persona che voleva avvelenarsi,
„e nè tampoco abbia la medesima in effetto per qual-
„che fortunato accidente preso il veleno. Coloro, che
„fanno assassinare, o che per commissione data loro
„assassinano, o che a' suddetti scellerati danno aiuto,
„o consiglio, quantunque non vi sia seguita la morte,
„purchè *deventum fuerit ad actum proximum, hoc*
„*est ad insultum, ita ut intervenerit vulnus*. I
„grassatori, e ladri di strade pubbliche, e vicinali, an-

1782 „che per la prima volta, che commettessero un tal de-
„litto, quantunque senz' alcuna offesa della persona
„del derubato. Coloro, che di nottetempo aprono con
„chiavi false, o adulterine, con grimaldelli, ed altri
„strumenti le porte delle case, botteghe, fondachi, o
„magazzini, o pure che rompono, o bruciano le sud-
„dette porte, o che entrano in tali suddetti luoghi per li
„tetti, o finestre, o per aperture fatte nelle muraglie, o
„rubano tanta quantità, per la qual cosa meritano se-
„condo le leggi comuni, o municipali la morte. Così
„parimente coloro, che in tempo di notte sotto nome
„di Corte, o con falsi pretesti d'essere ministri della
„giustizia si fanno aprire dagli abitanti le porte delle
„case, ed ivi entrati rubano, o fanno violenza all'one-
„stà delle donne di detta casa. I falsificatori di ce-
„dole, o siano fedi di credito, o di altre scritture de'
„pubblici banchi, come altresì coloro, che falsificano
„ordini, per mezzo de' quali in pregiudizio della pub-
„blica fede esigono danaro d'altri depositato ne' pub-
„blici banchi. I mercatanti fraudolentemente decotti,
„i quali fingendo di essere falliti nascondono il loro
„avere in frode dei loro creditori. I Regii Tesorieri,
„ed i Percettori generali, i quali ritenendo o ricevendo
„danaro Regio dagli Ufficiali inferiori, o da altri de-
„bitori della Regia Camera per trasmetterlo alla cassa
„generale, commettono furto, o falsità in somma, che
„abbia luogo la pena ordinaria, così pure il Cassiere
„maggiore, e gli altri Uffiziali, e Ministri de' pubblici
„banchi, che rubano da quelli il danaro in tanta quantità
„che perciò debbano soggiacere alla stessa pena ordi-
„naria. I Conservatori de' pegni, e gli altri Uffiziali,
„e Ministri de' pubblici monti, che rubassero i pegni
„in tanta quantità da dover soggiacere alla medesima
„pena; e per ultimo coloro, i quali essendo pubblici
„Cassieri delle università rubano il danaro dalla cassa
„pubblica nella stessa notabile, e punibile quantità.
„Tutti i delinquenti, o rei di delitto di lesa Maestà
„nel primo, e secondo capo; e nel secondo capo per
„quello, che appartiene ad offese personali fatte a' Mi-
„nistri, ed Uffiziali per ragione del loro uffizio deb-
„bano intendersi compresi coloro solamente, i quali
„facessero offesa personale, e non verbale a que' Mi-
„nistri, ed a quegli Uffiziali, che amministrano giusti-
„zia, ed esercitano giurisdizione comunicata loro im-

„mediatamente dal Sovrano, e non già dagli utili Pa- 1782
„droni, e Baroni de' luoghi. Coloro, che per forza
„estraggono, e fanno estrarre i rei dalla Chiesa, o
„da qualsivoglia altro luogo immune. Coloro, che
„tanto nelle Chiese, quanto ne' Cimiteri, o in qualun-
„que altro luogo immune commettono omicidii, muti-
„lazioni di membri, o qualsivoglia altro delitto, per
„cui *de iure communi intrat poena sanguinis, aut*
„*triremium*, come altresì coloro, che usciti dalle
„suddette Chiese, e luoghi immuni commettono i me-
„desimi delitti. Coloro, che si abusano del confugio
„anche per la prima volta, si estraggano da quello
„d'ordine del Vescovo, e d'ordine del medesimo si tras-
„portino in altra Chiesa, nel qual trasporto non pos-
„sano essere molestati dalla Curia secolare *sub poenis*
„*violatae immunitatis*, e s'intimi loro, che, abusan-
„dosi del confugio per la seconda volta, sarà dichia-
„rato dal Vescovo, che non godono più veruna sorta
„d'immunità ecclesiastica; ed affinchè da' Vescovi possa
„farsi speditamente una tal dichiarazione, sarà da Sua
„Santità conceduta loro una volta per sempre la facoltà,
„affinchè non debbano in ciascun caso, che potrà oc-
„correre di doverne far uso, scriverne a Roma per
„ottenerla.

Ac in paragrapho decimotertio sic constituitur.
"Appartenendo, conforme di sopra si è detto, al Ves-
„covo di dichiarare se il reo goda, o non goda del
„beneficio dell'immunità, e dovendo come pure di so-
„pra si è detto, lo stesso Vescovo dentro il termine
„d'un mese dal dì, che gli sarà stato consegnato il
„processo dal Giudice laico proferire la detta sentenza;
„inoltre potendosi dare il caso, che dentro il predetto
„mese non si proferisca dal Vescovo la sentenza, o
„che nella discussione di queste cause ad istanza o
„del Fisco ecclesiastico, o del Fisco laico sia d'uopo
„l'ordinare, che s'impingui il processo, o che si fac-
„cia un nuovo processo, acciò la Giustizia abbia li-
„bero il suo corso, e non sia esposta alle frequenti
„mutazioni dei Giudici; la Santità di nostro Signore
„deputa Monsignore Arcivescovo di Torino, dandogli
„ogni facoltà opportuna, e necessaria per decidere la
„causa, se non sarà stata decisa dal Vescovo dentro
„il mese stabilito, come pure in caso di qualche diffe-
„renza, che insorga per ordinare l'impinguazione del

1782 „processo, o confezione del nuovo. Deputa pure, e „dà le facoltà opportune, e necessarie al predetto Monsignor Arcivescovo, acciò possa ricevere le appellazioni dal giudicato del Vescovo sopra il punto dell'immunità locale constituendolo Giudice nella detta materia di seconda instanza; e trattandosi di sentenza „proferita dal predetto Monsignore Arcivescovo di Torino, da cui una delle parti volesse riclamare, o che „la sentenza non fosse stata da esso proferita dentro „il mese, o che in una causa pendente avanti di lui „insorgesse qualche differenza circa l'impinguare il processo, o farne un nuovo, il tutto si devolva al Vescovo di Saluzzo, cui Sua Beatitudine conferisce tutte „le facoltà opportune, e necessarie per essere Giudice „di seconda instanza in questi casi, come pure al Vescovo d'Ivrea in caso di vacanza, o d'impedimento „dell'Arcivescovo di Torino, o del Vescovo di Saluzzo."

Cum autem, sicut eadem expositio subiungebat, ex praeinserto paragrapho nono dubitari possit, utrum rei violenti vi illata in publicam auctoritatem eximentes e iustitiae manibus detentos delinquentes immunitatis ecclesiasticae beneficio frui, ac gaudere debeant, ac etiam non satis clare in praeinserto paragrapho XIII provideatur casus, in quo causa de, ac super beneficio immunitatis ecclesiasticae reorum ad Ecclesiam confugientium ad Archiepiscopum Taurinensem devoluta, ex quo Episcopus iuxta dictam instructionem Iudex primae instantiae intra praescriptum mensem nullam protulerit sententiam, liceat a sententia Archiepiscopi Taurinensis, quasi esset Iudex primae instantiae, ad Episcopos vel Salutiarum, vel Epporegiensem appellare eodem prorsus modo, quo dum Archiepiscopus Taurinensis est Iudex primae instantiae disponitur, et alteri pariter casui non consulatur, in quo Archiepiscopus Taurinensis Iudex primae instantiae existens intra praescriptum mensem nihil per sententiam declarans, causa ad praefatos Episcopos in Iudices appellationis, ut praefertur, designatos devolvatur, num parti succumbenti altera competat appellatio, Nobis propterea humiliter supplicari fecit, ut in praemissis opportune providere de benignitate Apostolica dignaremur: Nos igitur, qui nihil curamus impensius, quam, ut iustitia, et pax se se invicem osculentur, libentique animo omnibus causis occurrimus, quae compositas, ac sedatas dissensio-

nes inter Sacerdotium, et imperium restaurare possent 1782
et piis eiusdem Victorii Amadei Regis votis, quantum cum Domino possumus, favorabiliter annuere volentes, motu proprio; ex certa scientia, ac matura deliberatione nostris, deque Apostolicae Potestatis plenitudine, quoad praeinsertum paragraphum nonum, quod deinceps rei violentae exemtionis delinquentium, e manibus publicae potestatis ecclesiasticae immunitatis beneficio non gaudebunt, sed quod sub dispositione dicti paragraphi noni instructionis Benedictinae comprehensi sint, decernimus, ac declaramus, ac pro maiori securitate, et intelligentia, motu, scientia, deliberatione, et potestatis plenitudine paribus statuimus, eidem paragrapho hanc super praemissis nostram voluntatem esse adiiciendam. "Che per togliere li dispareri, che si sono eccitati fra li Ministri di Sua Maestà, ed alcune delle Curie ecclesiastiche dei Reali Dominii, Sua Santità dichiara che il delitto di violenta estrazione di un delinquente dalle mani della Giustizia si consideri in appresso fra gli eccettuati, e come tale compreso sotto la disposizione dell'articolo IX dell'istruzione Pontificia, e conseguentemente che tutti li rei di tale delitto non possano in avvenire godere il beneficio dell'asilo ecclesiastico."

Quoad paragraphum porro decimum tertium, totum id, quod in eo dispositum legitur in casu, quo Archiepiscopus Taurinensis sit Iudex primae instantiae in causa immunitatis ecclesiasticae, de qua in dicto paragrapho, ad casum etiam, in quo ad eumdem Archiepiscopum Taurinensem eadem causa de, ac super immunitate ecclesiastica ex defectu sententiae intra mensem prolatae ab Episcopo primae instantiae sit devoluta iuxta legem dicti paragraphi extendimus, ac ampliamus; immo quatenus Archiepiscopus Taurinensis in causis praefatis in prima instantia coram ipso vertentibus intra praescriptum mensem, ut praefertur, sententiam non proferret, tunc cum ad Episcopos, aut Salutiarum, aut Ipporegiensem causae cognitio iuxta toties memoratae instructionis disposita devolveretur, ac proinde post alterutrius sententiam pars succumbens appellationis beneficio defraudata esset, quod in eadem instructione nullus Iudex appellationis in hoc casu designatur, hinc parti appellanti liberum esse alterum ex Archiepiscopis, et Episcopis in ditionibus temporalibus

1782 eidem Victorio Amadeo Regi subiectis existentibus in Iudicem appellationis eligere, motu, scientia, deliberatione, et plenitudine pariter volumus, statuimus, et declaramus. Decernentes has praesentes literas firmas, validas, et efficaces existere, et fore, suosque plenarios, et integros effectus sortiri, et obtinere, ac ab omnibus, ad quos spectat, et pro tempore quomodolibet spectabit, inviolabiliter observari. Sicque in praemissis per quoscumque Iudices, Ordinarios, et Delegatos etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, ac Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinales, sublata eis, et eorum cuilibet quavis aliter iudicandi, et interpretandi facultate, et auctoritate, iudicari, et definiri debere, ac irritum, et inane, si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus Apostolicis, ac in universalibus, provincialibusque, et synodalibus Conciliis editis constitutionibus, et ordinationibus, caeterisque contrariis quibuscumque.

Datum Viennae in Austria sub annulo Piscatoris die IX aprilis MDCCLXXXII, Pontificatus nostri anno octavo.

I. Cardinal De-Comitibus.

19.

Traité entre la France et la Sardaigne pour la restitution des déserteurs. Signé à Chateau-blanc, le 16. *Juin* 1782.

Il est convenu entre Nous Philippe François Ferrero Comte de la Marmora, Grand Maître de la Maison de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, son Ministre d'Etat, Chevalier de l'Ordre Suprême de l'Annonciade, Lieutenant Général des armées de Sa dite Majesté, et Commandant en chef de ses troupes rassemblées dans les Provinces de Génevois, Chablaix et Carouge, etc.

Et Monsieur le Marquis Charles Léopold de Jaucourt, Maréchal des camps et armées de Sa Majesté Très-Chrétienne, Gouverneur pour Sa dite Majesté

des Villes, Citadelle et Comté de Blaye, et du fort 1782
Medoi, l'un des Inspecteurs Généraux de ses troupes, et Commandant en Chef de celles rassemblées dans le pays de Gex, etc. des articles ci dessous.

I. Tous déserteurs des différents corps de troupes aux ordres respectifs de deux Généraux, qui auroient passé sur le territoire appartenant à l'autre Puissance, seront saisis et conduits sous bonne garde au poste le plus près occupé par les troupes de la Puissance à laquelle ils appartiendront, et remis au Commandant du dit poste qui en délivrera un reçu à l'Officier, ou au Bas Officier chargé de les conduire.

II. Il ne pourra être engagé dans aucun Régiment des deux Puissances aucun homme servant dans un corps quelconque de l'autre Puissance. S'obligent les deux Généraux à punir sévèrement tout Officier ou Bas Officier convaincu d'avoir manqué à l'exécution de ce présent article, et a faire rendre l'homme engagé d'après la réclamation et la justification d'icelle.

III. Les Valets attachés aux équipages, à l'artillerie, et généralement tous ceux qui sont engagés au service des deux corps de troupes respectives, seront compris dans l'exécution des deux articles précédents, et il en sera fait restitution réciproque avec la plus exacte bonne foy.

IV. Il existera une réciprocité parfaite pour les deux Nations, elle s'étendra à tous les cas non prévus par le présent Cartel, et les Généraux soussignés s'obligent à en prononcer la décision d'après ces principes.

V. S'obligent aussi les dits Généraux de représenter la ratification de leurs Souverains respectifs pour le présent Cartel dans le terme d'un mois à compter de la date des présentes, et sera toute fois le dit Cartel fidélement éxécuté de ce jour.

Arrêté en la conférence tenue à Aïre le quinze juin mil sept cent quatre vingt deux. Fait et signé en notre quartier général à Châteaublanc le lendemain seizième du dit mois.

De La Marmora.

Signé en notre Quartier Général De Fernex le dit jour seizième juin mille sept cent quatre vingt deux.

Le Marquis de Jaucourt.

1782

20.

Traité entre l'Espagne et la Sardaigne pour l'abolition du droit d'Aubaine. Signé à S. Laurent le Royal, le 27. Novembre 1782.

Trovandosi il Re di Sardegna, e quello di Spagna egualmente disposti a vieppiù consolidare l'amicizia e la buona armonia che fortunatamente sussistono fra ambi i Sovrani, ed affinchè i loro rispettivi sudditi provino i favorevoli effetti che debbono produrre, agevolando loro i mezzi di moltiplicare fra di loro i nodi di amicizia, di parentela, di commercio, e della mutua corrispondenza con cui vivono oggidì, hanno determinato di stabilire tra di loro una assoluta eguaglianza ed una intera reciprocità in fatto di successioni. Ad un tale effetto gli infrascritti Plenipotenziarii, cioè da parte del Re di Sardegna il Signor Cavaliere Mossi di Morano, Cavaliere Gran Croce dell'Ordine Militare de' Ss. Maurizio e Lazzaro, Gran Mastro della Guardaroba del Serenissimo Signor Principe di Piemonte, Imbasciatore di S. M. Sarda in questa Real Corte, e da parte di S. M. Cattolica, il Signor D. Giuseppe Monino, Conte di Florida Blanca, Commendatore dell'Ordine Reale di Carlo III, Consigliere di Stato di S. M., Primo Segretario di Stato, e del dispaccio, e Sovraintendente Generale de' Corrieri terrestri e marittimi, delle poste, e rendite delle Staffette nella Spagna, e nelle Indie, e delle strade del Regno, dopo il cambio de' loro rispettivi pieni poteri, inserti per copia al fine di questa Convenzione, hanno convenuto in nome de' loro rispettivi Sovrani de' seguenti articoli.

(Suivent les 5 Articles de ce Traité publiés dans notre *Recueil* T. III. p. 492.)

21.

Déclaration du Conseil souverain de Neufchâtel, pour la parfaite réciprocité entre la France et cette Souveraineté, par rapport à la réintégration des masses, et à l'exécution des jugemens en fait de faillites. En date du 31. Janvier 1785.

Nous, le Président et les gens du Conseil d'Etat établi par sa Majesté le Roi de Prusse en sa souveraineté de Neufchâtel et Vallangin en Suisse, savoir faisons: que toutes les fois que dans des cas de faillites faites en France, les débiteurs faillis soit les syndics de leurs masses n'auront pas saisi nos tribunaux sur des questions relatives à des effets réclamés pour faire partie desdites masses, nous ne manquerons jamais sur les réquisitions qui nous en seront dûment faites, à faire réintégrer dans lesdites masses, les effets et biens meubles quelconques y appartenant, qui se trouveront rière cet état. Et en second lieu, que nous conformant à tout ce qui a été convenu entre l'Auguste Couronne de France et le louable corps Helvétique, par l'alliance renouvelée en 1777, nous continuerons de rendre exécutoires dans toute l'étendue de cet état, non-seulement les sentences et arrêts qui auront été compétemment prononcés en France, relativement à la distribution des masses discutées ou liquidées par le juge domiciliaire du débiteur failli, mais encore tous autres jugemens définitivement rendus en matières civiles par des tribunaux souverains du Royaume de France, comme s'ils avaient été rendus dans ce pays; le tout à teneur du douzième article dudit Traité d'alliance; laquelle présente déclaration nous avons ainsi donnée sous la condition très expresse et dans la plaine et parfaite confiance, que les citoyens sujets et habitans de cet état éprouveront la plus exacte réciprocité dans toute l'étendue du Royaume de France et que pour cet effet, il plaira à Sa Majesté Très Chrétienne de faire revêtir notre présente déclaration de ses lettres

1785 patentes enregistrées partout où il conviendra et qu'il nous en sera expédié un acte en bonne forme qui nous servira de règle dans tous les temps. En temoin de quoi, nous avons revêtu la présente déclaration du sceau de Sa Majesté notre Souverain Prince et seigneur usité en cet état, près la signature du soussigné Chancelier de Sa Majesté en cette Souveraineté.

En conseil tenu au château de Neufchâtel en Suisse, le trente-et-unième de Janvier de l'an mil sept cent quatre-vingt-cinq.

(L. S.) Jer de Boyve.

22.

Traité entre la Sardaigne, et les deux Siciles pour l'exemption du droit de Villefranche en faveur des bâtimens Napolitains. Signé à Naples, le 11. *Mars* 1786.

Avendo desiderato S. M. il Re delle Sicilie di affrancare, e liberare i bastimenti mercantili de' suoi sudditi, che navigano colla sua Real Bandiera ne' mari di Nizza, e Villafranca, dal pagamento del dazio, o dritto detto di Villafranca, che a nome, e per parte di S. M. Sarda è stato solito finora di esigersi sopra li bastimenti delle Sicilie di certa e determinata portata nel loro passaggio per detti mari, ed essendosi S. M. il Re di Sardegna prestata alle premure del Re delle Sicilie per sempre più stringere, e raffermare gli intimi rapporti di parentela, e di amicizia felicemente sussistenti tra le due Corti, come anche fra i rispettivi sudditi la miglior corrispondenza ed armonia, si è a tal effetto tenuta un' amichevole negoziazione tra li Ministri delle due rispettive Corti, mediante la quale sono state concertate le necessarie condizioni di reciproca convenienza delle due Alte Parti contraenti per lo perpetuo riscatto de' bastimenti delle Sicilie dal pagamento del così detto dazio o dritto di Villafranca. Ed essendo sembrato espediente così a S. M. il Re delle Sicilie, come a S. M. il Re di Sardegna di stipulare relativamente a tal oggetto un atto formale di convenzione,

anche per prevenire qualunque contestazione, che potrebbe insorgere tra le due Corti, e tra i rispettivi sudditi. Le suddette MM. LL. hanno a tal effetto accordato le facoltà, e plenipotenza opportuna, cioè S. M. Siciliana a D. Domenico Garacciolo Marchese di Villamaina, Cavaliere dell' insigne Ordine di San Gennaro, Gentiluomo della sua Camera con esercizio, e suo Consigliere, e Segretario di Stato pel Dipartimento degli affari stranieri, e casa, e siti Reali, e S. M. Sarda al Marchese Luigi Giuseppe Arborio Gattinara di Breme, Gentiluomo della sua Camera, e suo Inviato straordinario presso la Corte di Napoli; in virtù delle quali facoltà, e plenipotenze reciprocamente loro accordate, sono stati essi autorizzati a conferire, trattare, stipulare, e ridurre ad effetto la sudetta convenzione. In conseguenza li nominati Ministri rispettivi, dopo di aversi scambievolmente mostrato le loro plenipotenze, ed insieme conferito, e maturamente esaminato l'affare, sono finalmente rimasti d'accordo, e convenuti de' seguenti articoli: 1786

I. S. M. il Re di Sardegna in virtù della presente convenzione abolisce, sopprime, ed estingue a favore di tutti li bastimenti, e navigli delle Sicilie il dazio denominato di Villafranca, che sinora è stato da taluni de' detti bastimenti e navigli di certa determinata portata esatto nei mari di Nizza, e Villafranca, di modo che potranno quelli in avvenire, e dovranno in perpetuo essere, e considerarsi come interamente liberi, ed esenti da detto dazio, e da qualunque ricerca, o molestia per lo pagamento del medesimo.

II. Per prezzo, e correspettivo equivalente dell' estinzione ed affrancazione di detto dazio in favore de' bastimenti delle Sicilie, S. M. Siciliana si obbliga, e promette di far pagare in tutto e per tutto a S. M. Sarda, ed in mano dell'infrascritto suo Inviato straordinario, o di altra persona a ciò legittimamente autorizzata qui in Napoli la somma di Ducati Napoletani sessantadue mila e cinquecento, ripartita in due pagamenti eguali, de' quali l'uno sarà effettuato nella fine dell' entrante mese di aprile, e l'altro nel corso del mese di ottobre dello stesso anno.

III. Stante il presente accordo, e convenzione subito che la medesima sarà ratificata dalle due Alte Parti contraenti, tutti i bastimenti e navigli delle Sicilie po-

1786 tranno liberamente navigare nei mari adiacenti a Nizza e Villafranca, ed approdare a quelle spiaggie e porti, qualunque sia il tempo, e 'l destino del loro viaggio, senza che mai per l'avvenire, ed in perpetuo possano essere ricercati o molestati pel pagamento del dazio suddetto, dal quale anzi dovranno sempre essere ed andare esenti, e franchi, nè si potrà per parte di S. M. Sarda stabilir mai in avvenire, o far esigere sopra di essi alcun somigliante dazio o dritto sotto qualunque titolo o denominazione per causa de' porti, o a motivo di custodia dei mari o coste di Nizza, e Villafranca.

IV. Sotto pretesto però di detta esenzione non sarà lecito ai bastimenti, e navigli delle Sicilie di volersi esimere dal pagamento degli altri dritti, che da tutti li Sovrani sogliono imporsi, ed esigersi ne' loro porti all'arrivo, e partenza di ogni bastimento mercantile, come sono quegli di ancoraggio, e di atterraggio, ed altri simili, che nulla hanno di comune colla natura del dazio di Villafranca, di maniera che li bastimenti delle Sicilie saranno sempre tenuti, come pel passato, di pagare detti dritti ne' porti di S. M. Sarda sul piede solito, come li pagano, e pagheranno li bastimenti delle altre Nazioni esenti dal dazio di Villafranca.

V. Per impedire gli abusi facili a commettersi dai Capitani e Padroni di bastimenti stranieri, i quali per esimersi dal pagamento del detto dazio, potrebbero indebitamente servirsi della Bandiera delle Sicilie, e della qualità di sudditi di S. M. Siciliana; il Pinco, o altro legno destinato alla esazione del dazio di Villafranca, su i bastimenti stranieri, che vi sono sottoposti incontrando in mare de' bastimenti o navigli con Bandiera Siciliana, potrà inviare la sua scialuppa con due soli uomini a bordo, senza che possa detto Pinco approssimarvisi oltre la portata del cannone; e sulla sola presentazione, che sarà fatta al Comandante di detta scialuppa (il quale però non potrà come nè anche alcuno delle sue genti entrare nel bastimento o naviglio Siciliano) per parte del Capitano, o Padrone di questo, della sua Patente di Bandiera, o Passaporto solito accordarsi ai bastimenti delle Sicilie, conforme al modello, ch'è inserito in piè della presente convenzione, e la quale Patente o Passaporto servirà per qualificare e legittimare la nazionalità del bastimento, e della

Bandiera: la suddetta nave, o bastimento, che non 1786
potrà esimersi dalla presentazione divisiata, passerà, e proseguirà liberamente il suo viaggio, senza che possa essere fermata, visitata, nè molestata per qualsiasi motivo, sotto pena, in caso di contravvenzione, o del minimo torto, che li si faccia, di conveniente gastigo al Comandante del Pinco, e di tutte le spese, danni, ed interessi, se occorreranno. In caso però di dubbio, che malgrado l'esibizione della Patente, potesse avere il Comandante del Pinco in qualche occasione, potrà egli per maggiormente assicurarsi della legittimità della Nazione, e della Bandiera, farsi esibire anche dal Padrone, o Capitano del bastimento, che non potrà dispensarsi dal monstrarla l'istruzione stampata, della quale ha l'obbligo di esser munito, e che gli vien data unitamente alla Patente di Bandiera, copia della quale viene anche inserita in fine della presente convenzione.

E per più ampia spiegazione del presente articolo, si è dichiarato, e convenuto, che accadendo in decorso di tempo qualche variazione nella formola delle Patenti di Bandiera, o Passaporti, o pure della istruzione, colle quali carte di mare sono abilitati a navigare legittimamente i bastimenti, e navigli delle Sicilie, non dovrà perciò risultarne alterazione, o pregiudizio alla presente convenzione, e solamente si avrà a partecipare e rimettere all'Ammiragliato di S. M. Sarda la formola di dette nuove Patenti, o Passaporti, o il tenore della nuova istruzione, che saranno surrogati ai precedenti.

VI. Se il Capitano, o Padrone del bastimento portante Bandiera delle Sicilie, non trovasi munito, e non presenta la detta Patente, o Passaporto, o in caso di bisogno, l'accennata istruzione, nelle forme di sopra enunziate, sarà lecito al Comandante del Pinco di arrestare esso bastimento, e condurlo al porto di Villafranca, o di Nizza per ivi far esaminare le circostanze, e la nazionalità del medesimo di concerto col Console, o Vice-Console di S. M. Siciliana, il quale dovrà essere richiesto ed invitato ad assistere agli interessi della Nazione, e della Bandiera, e riclamando egli il bastimento, se gli avrà a restituire senza ritardo nel caso che venga riconosciuto nazionale delle Sicilie.

Il presente articolo si eseguirà parimenti a riguardo de' bastimenti, che per qualche non preveduto accidente

1786 o disgrazia di mare avessero perduta la lor Patente di Bandiera o istruzione, che non potesse perciò esibirsi da loro Capitani, o Padroni affinchè in tali casi non possa succedere sorpresa o equivoco.

VII. La presente convenzione verrà ratificata nelle solite forme d'rispettivi Sovrani, e le ratifiche saranno qui in Napoli cambiate fra il termine di quaranta giorni, e più presto, se sarà possibile; e l'esecuzione della medesima comincierà dal dì del cambio reciproco delle ratifiche. A quale effetto saranno spediti, e pubblicati gli opportuni ordini e proclami, praticandosi perciò, affine di far constare della perpetua esenzione, ed affrancamento già convenuto del dazio, o dritto detto di Villafranca a favore de' bastimenti delle Sicilie; le stesse formalità usate a riguardo delle altre Nazioni, che hanno acquistata per li loro bastimenti la medesima esenzione del dazio suddetto.

In fede di che Noi qui sottoscritti, muniti di plenipotenza di S. M. Siciliana, e di S. M. Sarda, abbiamo in loro nome firmata la presente convenzione, e vi abbiamo fatto apporre i sigilli delle Nostre armi.

Napoli, undeci marzo del mille settecento ottantasei.

Il Marchese Caracciolo. Il Marchese di Breme.

Ratifié par le Roi des deux Siciles le 29 mars de la même année.

23.

Traité entre le Roi de Sardaigne, et la Reine du Portugal pour l'abolition du droit d'Aubaine. Signé à Lisbone, le 11. Septembre 1787.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et Sa Majesté Très-Fidèle également disposées à raffermir de plus en plus la bonne harmonie, et amitié, qui subsistent heureusement entre Elles, et d'en faire ressentir les effets favorables à leurs sujets respectifs en leur facilitant les moyens de multiplier entre eux les liaisons d'amitié, de parenté, de commerce, et de correspondance mutuelle, qui existent déjà entre eux, ont déter-

miné d'établir entre les sujets une réciprocité entière 1787
en fait de successions.

A cet effet les Plénipotentiaires soussignés, savoir de la part de Sa Majesté le Roi de Sardaigne le Très-Illustre Seigneur Philippe S. Martin Comte de Front, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté et son Ministre Plénipotentiaire auprès de Sa Majesté Très-Fidèle; et de la part de Sa Majesté Très-Fidèle le Très-Illustre et Très-Excellent Seigneur Martinho de Mello e Castro, de son Conseil, Ministre et Secrétaire d'Etat pour les affaires de la Marine, et d'Outre Mer, et actuellement aussi pour les affaires étrangères, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs respectifs, dont les copies seront transcrites à la fin de la présente convention, sont convenus pour et au nom de leurs Souverains des articles suivants.

I. Les sujets de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et ceux de Sa Majesté Très-Fidèle auront la libre faculté de disposer de leurs biens quelconques par testament, par donation, ou par tout autre acte reconnu valable, et légitime en faveur de qui bon leur semblera des sujets de l'une, ou l'autre domination, et leurs héritiers sujets de l'une, ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes, et tous ceux ayant titre valable pour exercer leurs droits, leurs procureurs, mandataires, tuteurs ou curateurs pourront recueillir les successions ouvertes en leur faveur dans les Etats respectifs tant de Terre ferme, qu'autre, soit ab intestat, soit en vertu de testament, ou autres dispositions légitimes, et posséder les biens, soit meubles, et immeubles quelconques sans aucune exception, les droits, noms, raisons, et actions, et en jouir sans avoir besoin d'autres lettres de naturalité, ou autre concession spéciale; transporter les biens et effets mobiliers où ils jugeront à propos, à régir, et faire valoir les immeubles,, ou en disposer par vente, ou autrement, sans aucune difficulté, ni empêchement, en donnant toutes décharges valables, et en justifiant seulement de leurs titres, et qualités: et seront lesdits héritiers traités à cet égard dans celui des deux Etats où les successions leurs seront échues, aussi favorablement que les propres et naturels sujets du pays, bien entendu qu'ils seront tenus aux mêmes lois, formalités et droits, auxquels seront soumis ceux-ci.

1787 II. Et afin de toujours mieux établir cette parfaite réciprocité entre les sujets respectifs que les Hautes Parties contractantes ont en vue, il a été arrêté, et convenu que ni les sujets de Sa Majesté Très-Fidèle dans les Etats de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, ni ceux de Sa Majesté Sarde dans les dominations de Sa Majesté Très-Fidèle seront tenus à aucuns droits sous le titre de détraction, ni autre quelconque de quelque nom qu'il puisse être pour raison des biens qui leur parviendront par legs, donation, successions testamentaires, ou ab intestat, ni pour l'exportation des meubles, ou prix d'iceux, ou des immeubles qui lui seront ainsi échus, ou acquis: et qu'au cas que lesdits héritiers, légataires, ou donataires, après s'être mis en possession des successions, ou choses léguées, ou données, préferent de continuer à les posséder, et d'en jouir, il ne sera exigé d'eux d'autres droits que ceux, auxquels sont assujettis les sujets propres, et naturels du pays, ou lesdites successions se trouvent.

III. Pour cet effet Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et Sa Majesté Très-Fidèle dérogent expressément par la présente convention à toutes loix, ordonnances, statuts, arrêts, coûtumes, et priviléges, qui pourroient y être contraires, lesquels seront censés non avenus, et non émanés vis-à-vis des sujets respectifs pour les cas exprimés dans les deux articles précédents.

IV. Lorsqu'il s'élévera quelques contestations sur la validité d'un testament, ou d'une autre disposition, elles seront décidées par les Juges compétants conformément aux loix, statuts, et usages reçus, et autorisés dans les lieux, où lesdites dispositions auront été faites, en sorte que si lesdits actes se trouvent revêtus des formalités, ou des conditions requises pour la validité dans le lieu de leur confection, ils auront également leur plein effet dans les Etats de l'autre Partie contractante, quand même dans ceux-ci ces actes seroient assujettis à des formalités plus grandes, et à des règles différentes qu'ils ne le sont dans le pays, où ils ont été rédigés.

V. La présente convention sortira son plein et entier effet dès le jour de la signature, et sera ratifiée par les Souverains respectifs; les ratifications seront

échangées dans l'espace de deux mois, ou plutôt si faire se peut, et deux mois après cet échange, cette même convention sera intérinée, et enregistrée dans les tribunaux des deux Etats, et publiée partout où besoin sera dans la forme la plus solemnelle usitée en pareil cas pour être exécutée selon sa forme et teneur. 1787

En foi de quoi Nous Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et de Sa Majesté Très-Fidèle, autorisés par nos pleinpouvoirs, avons signé deux originaux de cette convention, et leurs avons apposé le sceau de nos armes, et chacune des Parties a gardé le sien.

Fait à Lisbone ce onzième septembre mille sept cent quatre vingt sept.

PHILIPPE S. MARTIN DE FRONT.
DE MELLO E CASTRO.

Ratifié par la Reine du Portugal le 10 novembre de la même année.

24.

Traité entre la Grande-Bretagne et Maroc. Signé à Sale, le 8. Avril 1791.

Praised be God alone!

This is a copy of the writing of the Treaties of Peace between the Lord of the Faithful, who is crowned Defender of the Law, by the Grace of God of the Universal World, that his prosperity may never be at an end.

Mahomed el Mehidi el Yazid, whom God has crowned at the head of his troops, that his fame may be continued to be named in his Dominions; and George the Third, King of England; — in Forty-three Articles.

I. For the freedom, security, and perfect ease, of the subjets of both parties,

It is agreed, that the English shall have liberty to establish a Consul (or as many Consuls as they please) in the Dominions of the Emperor of Marocco, who shall have the liberty of the Country, and reside

1791 in any Port or place he chooses, whether maritime or not, as he may find most conducive to the service of the King his master, and advantageous to the trade of His subjects.

II. The English Consul residing in the Emperor's Dominions shall be treated at all times with the respect and civility due to his character. — His person and house shall be inviolable, and if any person injures or insults him by word or deed, he shall be severely punished. He shall have liberty to choose his own interpreters and servants, either Mussulmen or others, who are not to pay the poll-tax, or any tax or contribution whatsoever; he shall be allowed a place to pray in; he shall have liberty at all times of hoisting His Majesty's flag on the top of his house, either in town or country, and in his boat, when he passes on the water; he shall not pay duty for furniture, clothes, baggage, or any other necessaries which he imports in the Emperor's Dominions, for the use of himself or his family; and if the nature of the service, or any other motive, require his absence from Barbary, neither himself, his servants, baggage, or effects, shall be stopped or detained upon any pretence whatsoever; but shall have free leave to go and to return as often as he may think it necessary; and all honors or privileges that are now, or may hereafter be granted to the Consul or Deputy of any other Power, shall likewise be granted to the English Consul and his Deputy.

III. English subjects are permitted to come with their ships, merchandize, or goods, to all parts of the Emperor's Dominions; to enter into the same, to remain and reside there without any limitation of time; also to hire, or build houses or stores; and the English subjects visiting or residing in the Dominions of the Emperor, and the subjects of the Emperor, visiting or residing in any part of the English Dominions, shall not do to each other any harm, offence, or injury, either by word or deed, but shall treat each other with all possible respect and friendship.

IV. English subjects, or any under English protection residing in, or trading to, any part of the Dominions of the Emperor, shall be in perfect security as to their persons, property, and effects; they shall enjoy the entire freedom and exercise of their

religion without the least reproach or affront, and shall have a convenient place for their burying ground, against which, or the bodies buried in the country, no violence or indecency shall be committed; they shall have the liberty of the town and country; may choose their own interpreters, brokers, couriers, and servants, be they Mussulmen or not, whom they may dispatch, at their pleasure with liberty to go from place to place either by sea or land; and whenever they think proper they may go or send on board any ship whatever, either in the port or road, and neither they nor their domestics of any religion shall pay the poll-tax or any other tax. 1791

V. No English subject, or person under English protection, shall be forced to sell or buy any thing contrary to their inclination, nor shall the Moors take any effects from them but by their own consent, according to an agreement made; and the like conduct shall be observed by the English towards such Moors as may be in the English Dominions.

VI. No English subject, or person under English protection shall be bound to pay the debts of any other English subject, or of any other person whatsoever, unless he become surety for the same by a public act under his own hand.

VII. Such causes or differences as may arise in Barbary between the subjects of His Imperial Majesty and English subjects, shall not be decided by the Cadi or Judges of the place, but are to be determined by the Governor of the City, and the English Consul or his Deputy; nor shall an English subject, or one under English protection, be obliged on any pretence to present himself before the ordinary magistracy of the country; and all such Causes as may arise between English subjects, or those under English protection, shall be determined by the English Consul or his deputy alone.

VIII. If there happen any quarrel between any English subjet, or person under English protection, and Mussulmen, by which either of them may receive detriment, the Cause shall be heard and determined by the Emperor alone; and if the English subject, or person under English protection, be the aggressor, he shall be punished with no greater severity than a Moor

1791 guilty of the like offence ought to be; and if he escape, no other English subject, or person under English protection, shall suffer on his account, or in his place; and if it appear that the crime was committed by accident, or in his own defence, he shall be treated agreeably to the customs observed towards Mussulmen in like cases.

And if any quarrel shall happen between Englishmen and Mussulmen in any part of the Dominions of the King of England, by which one of them may receive detriment, the same shall be heard before an equal number of Mussulmen and Christians, and determined agreeably to the laws of England.

IX. All subjects of the Emperor who shall have been made slaves, and shall escape to any English ship of war, or to any part of the English Dominions, shall be protected and sent with all convenient speed to their homes; and in like manner all English subjects, who may escape from any garrison on the coast of Africa, or from any place without the English Dominions, where they were prisoners or slaves, to any part of the Emperor's Dominions, shall immediately be free, and be delivered up to the Consul or his deputy, or be sent to Gibraltar.

X. No English subject, or person under English protection, shall be permitted to turn Mussulman, being induced thereto by surprize, unless he voluntarily appear before the Governor with the British Consul or his Deputy three times, in three days, and each day declare his resolution to turn Mahometan.

XI. Any English subject, or person under English protection, turning Moor, and having in his possession goods or estate, the property of other English subjects, or books or papers relating to the property of other English subjects, all such books, papers, goods, or estate, shall positively be delivered to the British Consul or his deputy, that they may be conveyed to their true owners.

XII. All English subjects of every denomination, that may be in the Emperor of Morocco's Dominions, shall always, and at all times, both of peace and war, have full and absolute liberty to depart and go to their own or any other country, upon any ship or vessel of what nation soever they shall think fit; they shall be

permitted to sell, or alienate their moveable or immoveable estates, and to carry away the price thereof, with their effects, goods, families, or servants, whether born in the country or not, without any interruption or hindrance, and the same privilege shall be allowed to all the subjects of the Emperor, who may be in the English Dominions. 1791

XIII. If any English subject, or person under English protection, dies in any part of the Emperor's Dominions, his goods and monies shall not be seized by the Governor, Judges, or other Officers, who shall likewise make no enquiry after the same; but the said goods and monies shall be received by such person or persons, whom the deceased, by will, shall have made his heirs, in case they be present; but if the heirs be not there, then the executors constituted by the deceased, or in their absence, the Consul or his Deputy, shall, after having made an inventory of all the property left, take them into custody for the benefit of the lawful heirs. — And in case any English subjects die, not having made any will, the English Consul or his Deputy shall, after having made an inventory, possess himself of his goods and monies, for the use of the kindred and heirs of the deceased: and the Governor, or any other Officer in power, in the place where such person shall die, shall order all debts due to the deceased to be paid to the Consul or his Deputy, for the above uses.

XIV. It is agreed and understood that all the German subjects of the King of England, or inhabitants of his German Dominions, and all the inhabitants of Gibraltar, are and shall be considered as English subjects, and entitled to the privileges of English subjects to all intents and purposes, as if they were born in the City of London: and if any place or dominion shall hereafter become subject to the King of England, either by cession or conquest, the inhabitants thereof shall be considered as English subjects, and be as fully entitled to all the privileges of English subjects as if such place or dominion was now especially named in this Treaty.

XV. The subjects of the King of England, and those under His said Majesty's protection, over and above the stipulations contained in this Treaty, shall

1791 enjoy all the privileges and advantages which now are, or which hereafter may be, granted to any of the subjects of the most favoured nation.

XVI. There shall be a reciprocal and perfect freedom of navigation between the subjects and vessels of the King of England, and of the Emperor of Morocco; and if any ship of war or privateer belonging to the King of England or His subjects, shall meet with any ship or vessel belonging to the Emperor or his subjects, if the Commander of any such ship, or vessel shall produce a Pass signed by the Moorish Governor, and a certificate from the English Consul or his Deputy, declaring such vessel to be the property of the Emperor or his subjects, or if they have no such Pass or certificate, yet if the Commander and major part of the ship's company be subjects of the Emperor, the said Moorish ship or vessel shall pass freely.

XVII. The ships of war or cruizers belonging to the Emperor of Morocco, or to his subjects, meeting with any ship or vessel belonging to the King of England or His subjects, not being in any of the seas appartaining to any of His Majesty's Dominions, may send a single boat on board with two sitters, which two and no more may enter the ship; and on shewing them a Passport signed in the usual manner, the said boat shall depart immediately, leaving the ship to pursue her voyage, although she should be coming from, or bound to a port in the Dominions of a Prince or State actually at war with the Emperor; nor shall any pilot, mariner, passenger, or person whatsoever, either for examination or on any other pretence, or any stores or effects of any kind, either as a free gift or otherwise, be taken out of or from any vessel belonging to the King of England or to His subjects. And all prizes, taken by the King of England's ships or subjects, and all vessels fitted out in any of the distant English Governments, shall not be molested in case of not having a Mediterranean Pass on board; but a certificate under the hand of the Commanding Officer, that shall so take prizes, and a certificate under the hands and seal of the Governor or chief of such distant Government where the ship sailed from, shall be a sufficient Pass to either of them.

XVIII. It is agreed that the ships or vessels of

the Emperor, or those belonging to his subjects, are 1791
not to cruize so near any of the ports belonging to the King of England's Dominions, as to disturb or molest the trade thereof in any manner whatsoever.

XIX. Any subjects of the Emperor of Morocco, being passengers on board any vessels belonging to a nation at war with England, and if such vessel be taken by the English ships, the Moorish subjects on board shall all be set at liberty, and their property restored to them; and all English subjects, being passengers on board any ship or vessel of any nation not in peace with the Emperor, if such vessel be taken by the Emperor's cruizers, the English subjects shall be immediately set at liberty, and all their property restored to them.

XX. Any ship or vessel belonging to the King of England or His subjects, having passengers, goods, or merchandize, although the property of a people actually at war with the Emperor, shall pass free and unmolested, and the like freedom is granted to all vessels belonging to the Emperor or His subjects.

XXI. If any ship belonging to the King of England or His subjects, shall come to any port within the Emperor's Dominions with a prize or prize goods, they shall be at liberty to sell them, without hindrance or molestation, or depart therewith, as they please.

XXII. If any ship or vessel of either of the Parties shall have an engagement with a vessel of any other Power, within gun-shot of the coast of the other, the vessel so engaged shall be protected or defended as far as possible.

XXIII. All ships or vessels of any Nation whatsoever, which shall be under the guns of the ships of war of either party, shall, for the time, be considered as immediately under the protection of the Crown to which such ships of war belong, nor shall it be lawful on any account to molest vessels so protected.

XXIV. It shall not be lawful for any cruizers, not being subject to the Emperor or the King of England, who have commissions from any Prince or State, in enmity with either the Emperor or the King of England, to refit their ships in the ports of one or the other Nation, nor to sell what prizes they have taken, or in any other manner whatever to exchange

1791 their ships' merchandize, or any other ladings; neither shall they be allowed to purchase stores, or even provisions, except such as shall be necessary for their going to the next port of the Country to which they belong.

XXV. If any ship or vessel belonging to any Power whatsoever, at war with the King of England, shall be in any bay, port, or road of the Emperor's Dominions, where at the same time there shall be vessels belonging to the King of England, or His subjects, the said vessels of the enemy shall not be permitted to offer any violence to them, nor to sail under twenty-four hours after the said vessel shall be departed; and in like manner shall all vessels of the Emperor or his subjects be protected in the ports of the King of England.

XXVI. If any squadron, or single ship of war, or merchant vessel belonging to the King of England or His subjects, being in the ports or on the coast of His Imperial Majesty's Dominions, shall want provisions or refreshments, they may buy them in the quantity or quality they may have occasion for, at the current market price, free of duties, or of any other gratuity, and the like privilege shall be granted to the Moorish vessels in any port of the King of England's Dominions.

XXVII. As the English ships of war do frequently assemble in the Bay of Gibraltar, or cruize in the neighbouring seas, if at any time they should be in want of provisions and refreshments, and should send from thence to purchase supplies in any part of the Emperor's Dominions, they shall be permitted by their agents, properly authorised, to buy cattle, alive or dead, and all other kinds of refreshments and provisions, at the prices they are sold for in the market, and shall be suffered to carry them off without paying duty, in the same manner as if such English ships of war were themselves in the port.

XXVIII. All packets bearing the King of England's Commission or Commission from the Royal Post-office, shall be treated with the same respect, and enjoy the same privileges as His Majesty's ships of war.

XXIX. No native of any country whatsoever, whether Captain, mariner, fisherman, or other person

under the English Government, in the City of Gibral- 1791
tar, or any other place that may hereafter belong to the King of England, shall be seized or molested, navigating or fishing under the English flag, with passports attested by the Governor or Commander-in-Chief of those places, but they shall be considered and esteemed as English natural-born subjects.

XXX. The ships of the subjects and inhabitants of both their Majesties, coming to any of the sea-coasts within the Dominions of either, but not willing to enter into port, or being entered, not being willing to shew, or to sell the cargoes of the ships, shall not be obliged to give an account of their loading, nor shall they be searched, examined, or delayed on any pretence whatsoever.

XXXI. If any English ship or vessel shall come into any port of the Emperor's Dominions, having a cargo on board, a part only of which is destined for such place, no duty shall be demanded or paid but for such articles as are there landed, and the vessel or crew shall, without the least molestation, be permitted to depart freely with the remainder of her cargo.

XXXII. No Commander of an English ship or vessel shall be obliged to receive on board passengers or merchandize, neither for public nor private service, belonging to any person whatsoever, against his consent, nor to make a voyage to any place he shall not have a mind to go to, neither shall his vessel be searched, detained, or embargoed on any pretence.

XXXIII. If any of the Emperor's subjects shall hire any English vessels, to convey any goods or passengers from one part of the Emperor's Dominions to another, and shall happen by violence of weather, or other occasion, to touch at any place on the voyage, such ships shall not be obliged to pay anchorage, port charges, or any thing for the shelter they may receive.

XXXIV. Any ship or vessel belonging to any part of the English Dominions that may meet with an accident at sea, and shall put in any port of the Emperor's Dominions to repair, shall be received and treated with all manner of humanity and civility; have all the protection and assistance of friends; shall be at liberty to land and re-load her cargo, without paying any duty whatever; shall be allowed to buy provisions and

1791 other necessaries, for the support of their persons and future subsistence to their destined port, or for repairing their ships; and they shall in no manner be retarded or hindered from proceeding on their voyage.

XXXV. If any ship or vessel belonging to the King of England or His subjects, be forced on shore, or wrecked on any part of the Emperor's Dominions, they shall have all the protection and assistance of friends: every part of the ship-tackle, furniture, goods or merchandize, saved either by themselves or others, or driven on shore, shall neither be hidden nor detained from them, nor hurt, under any pretext whatsoever, but shall be restored to the proprietors, or to the Consul or his deputy, for their use; all the people shall be at liberty, and without the least detention, permitted to embark whensoever they please for any part of the world; and in like manner, shall the vessels and subjects of the Emperor be treated, if wrecked on the coast of the English Dominions: and if any English vessel be wrecked at *Oled Nun*, or on the coast to the southward among the Arabs, the Emperor will use his utmost power and influence to have the men restored, that they may return immediately to their own country, and the Consul or his Deputy is permitted, at the same time, to use his best endeavours to procure the men, in which humane duty he shall be cordially assisted by the Emperor's subjects.

XXXVI. There shall be an entire freedom of commerce throughout all the Dominions of both parties, where commerce is at this time permitted, or shall be permitted hereafter, to the subjects of any other nation; and that the trade of the subjects of both parties may be established on just foundations, and all difficulties in future removed, a permanent tariff for regulating the duties of import and export shall be established, which tariff is to be considered as forming a part of this Treaty, the same as if it was here inserted word for word.

XXXVII. The subjects of the King of England, or those under His said Majesty's protection, who shall repair to the Dominions of the Emperor for cattle or provisions of any kind, shall be allowed to purchase and embark the same, paying the duties according to the established tariff; and should the arrival of several

foreign vessels, at the same time, cause the demand 1791
for cattle and provisions to exceed the quantity offered for sale, the English subjects shall at all times be furnished with an equal proportion at the usual market prices; nor shall the subjects of any one nation be allowed to engross the whole; and as a proof of the Emperor's friendship for the King of England, it is agreed that if, at any time hereafter, His said Majesty's garrison of Gibraltar shall be in any want of provisions, and there be no scarcity in Barbary, the Emperor will permit the English to buy flour or wheat, and to export the same at a reasonable duty, solely for the use of the troops, etc. of the said garrison.

XXXVIII. In case any subject of the King of England, or person under His said Majesty's protection, shall import into any part of the Emperor's Dominions any warlike stores, or any kind of materials for building, rigging, or repairing of ships, they shall not pay for the same any custom or duty whatsoever.

XXXIX. All goods and merchandize or effects, that shall be imported into any port of the Fmperor's Dominions, by English subjects, or those under English protection, and which have once paid the regular duty, may be exported or transmitted to any other part of the Emperor's Dominions, without paying any further duty: and all merchandize smuggled in without paying duties shall be confiscated; but no other punishment shall be inflicted on the subjects of either Dominion.

XL. All the Treaties made with Muley Ishmael, Muley Abdellah Ben Ishmael, and Sidi Mahomet Ben Abdellah, shall continue in force and be faithfully observed, except the Articles that shall be found contrary to what is this day concluded and signed.

XLI. That whensoever it shall happen hereafter, through inadvertency or otherwise, that any thing is done by the ships or subjects of either side, contrary to any of these Articles, the friendship and good intelligence shall not immediately there-upon be broke off; but this Treaty shall subsist in all its force, until satisfaction, after having been regularly demanded, shall be refused; and the subjects of either Party who shall maliciously break this Treaty, or any of the Articles thereof, shall be severely punished by their respective

1791 Sovereigns, each Sovereign to take cognizance of the conduct of His own subjects.

XLII. If ever the good understanding and friendship now subsisting between the two Courts should be broken, and war ensue, which God forbid, all English subjects, and those under English protection, of every rank and denomination, being within the dominions of the Emperor, shall be permitted to retire with all their property, families and servants, whether born in the country or not, to any part of the world that they please, and by the vessels of any nation whatsoever; and to all such as desire it, six months shall be given, during which time they shall be in perfect freedom and safety and sell and dispose of their goods and effects; nor shall their persons or property be molested or disturbed in any manner, either on account of the war, or other pretence; but on the contrary they shall enjoy good and speedy justice, to the end that they may dispose of or remove their property and recover their debts; for which purpose the Powers of the Government shall at all times assist them, and so shall it be to the Moors in England.

XLIII. That there may be no ignorance pretended of this Peace, this Treaty shall be declared and published to all the subjects of each Power, and copies be sent to all the Alcaydes and Customers of all the ports of the Emperor's Dominions, and the Captains of all his cruizers.

Praised be God alone.

SEAL.

God of Truth
crown the Truth.
There is only One
God, and the Prophet
Mahomet,
sent of God.

The writing of the slave of God, Mohamed el Yazid el Mehedi, whom God preserve. — Amen.

The forty-three Articles, or Treaties, that are written on these three sheets, on the right side are confirmed between me and the Powerful Englishman King George the Third, by means of His Ambassador, James Mario Matra. I consent to all of them, and

make my peace on them, except one Article, which 1791 is No. 7, which says that the Cadi, or Moorish Judge shall not be present at the trial of causes between English merchants and Moors; to this I cannot consent, for it cannot be dispensed with that the Judge shall not be present, because he is the principal, and to be depended upon, and with the consent of the above-mentioned Ambassador the Treaty remains concluded for all English ships, that will enter and sail from my ports.

4th Sheban, 1205.

Concluded on, and ratified by the Emperor of Morocco, in the City of Salé, the 8th of April, 1791.

Signed JAMES M. MATRA.

Traduction française authentique du Traité précédent.

Art. 1er. Pour la liberté, la sécurité et la commodité parfaite des sujets des deux Parties:

Il est convenu que les Anglais seront libres d'établir un Consul (ou autant de Consuls qu'ils voudront) dans les Etats de l'Empereur de Maroc, lesquels auront la liberté du pays, et résideront dans tout port ou place qu'ils choisiront, maritime ou autre, selon qu'ils le trouveront plus favorable au service du Roi leur maître, ou avantageux au commerce de ses sujets.

2. Le Consul anglais résidant dans les Etats de l'Empereur, sera traité en tout temps avec le respect et les égards dus à son caractère; sa personne et sa maison seront inviolables; et si quelqu'un l'injurie ou l'insulte, par des paroles ou des actions, il sera sévèrement puni. Il aura la liberté de choisir ses interprètes et domestiques, soit Musulmans ou autres, ceux-ci ne paieront point de *poll tax*, ni aucune autre taxe ou contribution quelconque; il lui sera accordé un lieu pour exercer son culte, il aura en tout temps la liberté de hisser le drapeau de Sa Majesté sur le haut de Sa maison, soit à la ville, soit à la campagne et dans son bateau quand il naviguera, il ne paiera point de droit pour ameublement, vètemens, bagages,

1791 ou aucune autre chose de première nécessité qu'il importera dans les Etats de l'Empereur pour son propre usage, ou celui de sa famille, et si la nature du service ou tout autre motif exige son absence de Barbarie, ni lui, ni ses domestiques, bagages ou effets, ne seront arrêtés ou retenus sous quelque prétexte que ce soit, mais auront liberté entière d'aller et de venir aussi souvent qu'ils le jugeront nécessaire, et tous les honneurs et privilèges qui sont aujourd'hui ou pourront être plus tard accordés au Consul ou Vice-Consul de toute autre puissance, seront pareillement accordés au Consul anglais ou à son Vice-Consul.

3. Les sujets anglais ont permission de venir avec leurs vaisseaux, marchandises et effets dans toutes les parties des Etats de l'Empereur, d'y entrer, demeurer, ou résider, sans aucune limitation de temps, ainsi que d'y louer ou bâtir des maisons ou magasins; et les sujets anglais visitant ou habitant les Etats de l'Empereur, de même que les sujets de l'Empereur visitant ou habitant une partie quelconque des possessions anglaises, ne se feront réciproquement aucun mal, offense ou injure, soit par paroles, soit par actions, mais se traiteront mutuellement avec tout le respect et toute l'amitié possibles.

4. Les sujets anglais, ou sous la protection anglaise, résidant ou faisant le commerce dans une partie quelconque des Etats de l'Empereur, seront dans une sécurité parfaite quant à leurs personnes, propriétés et effets, ils jouiront de l'entière liberté d'exercer leur religion sans le moindre reproche ou affront, et ils auront un endroit convenable pour leur sépulture, et contre cet endroit, ou contre les corps inhumés dans le pays, il ne sera commis aucune violence ou indécence, ils jouiront de la liberté de la ville et de la campagne; ils pourront choisir leurs interprètes, courtiers, courriers et domestiques, qu'ils soient Musulmans ou non, et ils seront libres de les dépêcher à volonté, avec liberté d'aller d'un lieu a un autre, par terre ou par mer, toutes les fois qu'ils le jugeront à propos, ils pourront aller ou envoyer à bord de tous vaisseaux quelconques, soit dans le port, soit en mer, ni eux ni leurs domestiques, de quelque religion qu'ils soient, ne payeront de *poll tax*, ni aucun autre impôt.

5. Aucun sujet anglais, ou individu sous la protection anglaise, ne sera forcé de rien vendre, ou acheter contre son gré, et les Maures ne leur prendront aucun de leurs effets, à moins qu'ils n'y consentent conformément à une convention faite; et la même conduite sera observée par les Anglais à l'égard des Maures qui se trouveront dans les possessions Anglaises. 1791

6. Aucun sujet anglais, ou sous la protection d'Angleterre, ne sera forcé de payer les dettes d'aucun autre sujet anglais, ou d'aucune autre personne quelconque à moins qu'il ne soit devenu caution de cette même personne par un acte public écrit de sa propre main.

7. Tous procès ou différends, qui s'éleveront en Barbarie entre les sujets de Sa Majesté Impériale et les sujets anglais, ne seront point décidés par le Cadi ou par les juges du lieu, mais ils seront jugés par le gouverneur de la ville, et par le Consul anglais ou son Vice-Consul; aucun sujet anglais, ou autre sous la protection anglaise, ne sera obligé, sous aucun prétexte, de se présenter lui-même devant la magistrature ordinaire du pays, et toutes contestations qui pourront s'élever entre les sujets anglais, et sous protection anglaise, seront terminées par le Consul anglais ou son Vice-Consul seul.

8. S'il survient aucune querelle entre des sujets anglais, ou sous la protection anglaise et des Musulmans par laquelle aucun d'eux puisse éprouver quelque dommage, la cause sera entendue et jugée par l'Empereur seul, et si le sujet anglais, où sous la protection anglaise, est l'agresseur il ne sera pas puni avec plus de sévérité qu'un Maure coupable de la même offense ne devrait l'être, et s'il s'échappe, aucun autre sujet anglais, ou sous la protection anglaise, ne sera poursuivi à son sujet ou à sa place, et s'il appert que le crime fût commis par accident, ou dans le cas de défense personnelle, il sera traité conformément aux usages observés à l'égard des Musulmans en pareil cas.

Et s'il survient une querelle entre des Anglais et des Musulmans dans une partie quelconque des domaines du Roi d'Angleterre par laquelle quelqu'un d'eux puisse recevoir dommage, le procès sera suivi devant un

1791 nombre égal de Musulmans et de Chrétiens et terminé conformément aux lois anglaises.

9. Tous sujets de l'Empereur qui auront été faits esclaves, et qui se sauveront à bord d'un vaisseau de guerre anglais, dans aucune autre partie des possessions anglaises, seront protégés et envoyés avec toute la diligence convenable chez eux, et de même tous sujets anglais qui pourront échapper de quelque garnison sur la côte d'Afrique, ou autre lieu hors de la domination anglaise où ils étaient prisonniers ou esclaves, pour se rendre dans quelque partie des Etats de l'Empereur, seront immédiatement rendus libres et seront livrés au Consul ou à son Vice-Consul ou envoyés à Gibraltar.

10. Aucun sujet anglais ou sous la protection anglaise, ne pourra se faire Musulman après y avoir été induit par surprise, à moins qu'il ne paraisse volontairement devant le gouverneur avec le Consul anglais ou son Vice-Consul, trois fois en trois jours, et que chaque jour il ne déclare sa résolution de devenir Mahométan.

11. Si un sujet anglais ou sous la protection anglaise, devenant Maure, a dans ses possessions, biens ou propriétés ce qui appartient à d'autres sujets anglais ou des registres et papiers y relatifs, ces registres, papiers, biens ou propriétés seront positivement remis entre les mains du Consul Britannique ou de son Vice-Consul, afin qu'ils puissent être rendus à leur véritable propriétaire.

12. Tous sujets anglais quelconques, qui pourraient habiter les Etats de l'Empereur de Maroc, auront en tout temps, soit de paix, soit de guerre, liberté pleine et entière de partir et de retourner dans leur patrie ou ailleurs, sur les vaisseaux ou bâtimens de toute nation qu'ils jugeront convenables. Il leur sera permis de vendre ou d'aliéner leurs biens, meubles et immeubles et d'en emporter le prix ainsi que leurs effets, marchandises, familles ou domestiques, indigènes ou non, sans aucun empêchement, ni obstacle, et les mêmes privilèges seront accordés à tous les sujets de l'Empereur qui pourront être dans les Etats anglais.

13. Si quelque sujet anglais ou sous la protection anglaise, meurt dans quelque partie des Etats de

l'Empereur, ses biens et son argent ne seront point 1791
saisis par le gouverneur, les juges ou autres officiers qui ne devront en faire aucune recherche, mais le bien et l'argent seront reçus par la personne ou les personnes, auxquelles le décédé les aura légués par testament, si ces personnes sont présentes; mais si les héritiers sont absens, alors les exécuteurs constitués par le défunt ou en leur absence, le Consul ou son Vice-Consul, après avoir fait un inventaire de tous les biens laissés, les prendra en dépôt au bénéfice des héritiers légitimes; et dans le cas où quelque sujet anglais viendrait à mourir intestat, le Consul anglais ou son Vice-Consul, après inventaire préalable, se mettra en possession des biens et espèces au profit des parens et héritiers du défunt, et le gouverneur ou tout autre officier commandant dans l'endroit où cette personne sera morte, ordonnera que tout ce qui est dû au défunt soit payé au Consul ou à son Vice-Consul, pour en être fait l'usage indiqué ci-dessus.

14. Il est convenu et entendu que les Allemands, sujets du Roi d'Angleterre ou habitans de ses domaines d'Allemagne, ou tous ceux de Gibraltar, sont et seront considérés comme sujets anglais, et auront droit aux privilèges des sujets anglais, à tous égards et sous tous les rapports, comme s'ils étaient nés dans la ville de Londres; et que, si aucun autre lieu ou possession passe à l'avenir sous la domination du Roi d'Angleterre, soit par cession, soit par conquête, les habitans en seront considérés comme sujets anglais, et seront aussi pleinement investis de tous privilèges de ce titre, que si le lieu ou la possession étaient maintenant spécialement désignés dans le présent traité.

15. Les sujets du Roi d'Angleterre et ceux qui sont sous la protection de Sa Majesté, outre les stipulations contenues dans ce traité, jouiront de tous les privilèges et avantages qui sont maintenant et seront plus tard accordés à aucun des sujets de la nation la plus favorisée.

16. Il y aura une liberté réciproque et parfaite, de navigation, entre les sujets et les vaisseaux du Roi d'Angleterre et ceux de l'Empereur de Maroc, et si aucun des vaisseaux de guerre ou d'armateur, appartenant au Roi d'Angleterre ou à ses sujets, se rencontrait avec aucun vaisseau ou bâtiment appartenant

1791 à l'Empereur ou à ses sujets, si le commandant d'aucun bâtiment ou vaisseau de cette espèce produit une passe signée par le Gouverneur maure, et un certificat du Consul anglais ou de son Vice-Consul, déclarant que ledit vaisseau est la propriété de l'Empereur ou de ses sujets, ou si n'ayant ni passe, ni certificat, cependant le commandant, et la plus grande partie de l'équipage du vaisseaux, sont sujets de l'Empereur, ledit bâtiment ou vaisseau maure passera librement.

17. Les vaisseaux de guerre ou croiseurs, appartenant à l'Empereur de Maroc ou à ses sujets, se rencontrant avec tout bâtiment ou vaisseau appartenant au Roi d'Angleterre ou à des Anglais, et qui ne seront point dans des mers appartenant à aucune des possessions de Sa Majesté, peuvent envoyer un seul canot à bord avec deux marins, lesquels deux et non davantage, pourront entrer dans le vaisseau; et quand on leur aura exhibé un passeport signé dans la forme accoutumée, ledit canot repartira immédiatement, laissant le vaisseau poursuivre son voyage, quand même ils viendraient d'un port ou seraient en destination pour un port situé dans les domaines d'un Prince actuellement en guerre avec l'Empereur. Aucun pilote, marin, passager ou personne quelconque, soit pour examen ou sous tout autre prétexte, et nulle provision ou effet d'aucune espèce, ne seront pris à titre de don volontaire et emmenés de dessus un vaisseau appartenant au Roi d'Angleterre ou à ses sujets, aucune prise faite par les vaisseaux du Roi d'Angleterre ou de ses sujets, et aucun vaisseau frété dans quelqu'une des possessions éloignées de l'Angleterre ne seront molestés, pour n'avoir pas à bord de passe méditerranéenne; mais un certificat signé de l'officier commandant qui fera de semblables prises, et un certificat signé et scellé par le Gouverneur ou chef de ladite possession éloignée d'où le vaisseau aura fait voile, sera une passe suffisante pour chacun d'eux.

18. Il est convenu que les flottes ou vaisseaux de l'Empereur, ou ceux appartenant à ses sujets, ne doivent point croiser assez près des ports appartenant aux Etats du Roi d'Angleterre, qu'ils puissent en troubler ou gêner le commerce de quelque manière que ce soit.

19. Les sujets de l'Empereur de Maroc, passa-

gers à bord de vaisseaux appartenant à une nation en guerre avec l'Angleterre, si ces vaisseaux sont pris par les vaisseaux anglais, lesdits sujets maures trouvés à bord des prises seront tous mis en liberté avec restitution de leurs effets, et les sujets anglais, passagers à bord de tous vaisseaux ou bâtimens d'une nation, qui ne serait pas en paix avec l'Empereur, si ces vaisseaux étaient pris par ceux de Sa Majesté, les sujets anglais seront mis aussitôt en liberté, et tous leurs effets leur seront rendus. 1791

20. Tout bâtiment ou vaisseau appartenant au Roi d'Angleterre ou à ses sujets, ayant passagers, effets ou marchandises quoique appartenant à une nation actuellement en guerre avec l'Empereur, passera librement, et sans être inquiété, et la même liberté est accordée à tous les vaisseaux appartenant à l'Empereur ou à ses sujets.

21. Si aucun vaisseau appartenant au Roi d'Angleterre ou à ses sujets, vient dans un port de la domination de l'Empereur, avec une prise ou du butin de prise, il sera libre d'en opérer la vente sans empèchement ni obstacle, ou de partir avec, à sa volonté.

22. Si aucun vaisseau ou bâtiment, de l'une des deux parties contractantes, a un engagement avec un vaisseau d'une autre puissance à portée de canon de la côte de l'autre, le vaisseau ainsi engagé, sera défendu ou protégé autant que possible.

23. Tout vaisseau ou bâtiment d'une nation quelconque, qui sera sous le canon des vaisseaux de guerre de l'une des deux parties contractantes, sera, tant qu'il sera ainsi placé, considéré comme immédiatement sous la protection de la couronne à laquelle ces vaisseaux de guerre appartiendront et il ne sera permis, sous aucun prétexte, de molester les vaisseaux ainsi protégés.

24. Il ne sera permis à aucun croiseur, non sujet de l'Empereur ou du Roi d'Angleterre, qui auront des commissions de tout Prince ou Etat, en hostilité, soit avec l'Empereur, soit avec le Roi d'Angleterre, de radouber leurs vaisseaux dans les ports de l'une des deux nations, ni de vendre les prises qu'ils auront faites, ou d'échanger de quelque autre manière les marchandises, ou cargaisons du vaisseau; il ne leur sera point permis non plus d'acheter des munitions ou même des provisions, excepté ce qui leur sera nécessaire pour se rendre au

1791 port le plus prochain de la nation à laquelle ils appartiennent.

25. Si aucun bâtiment ou vaisseau, appartenant à quelque puissance que ce soit en guerre avec le Roi d'Angleterre, se trouve dans une rade, port ou route de la domination de l'Empereur, où se trouveront en même temps des vaisseaux appartenant au Roi d'Angleterre ou à ses sujets, il ne sera point permis aux dits vaisseaux de l'ennemi, de leur faire aucune violence, ni de mettre à la voile que vingt-quatre heures après leur départ, et réciproquement tous les vaisseaux de l'Empereur ou de ses sujets, seront protégés de même dans les ports du Roi d'Angleterre.

26. Toute escadre, vaisseau de guerre isolé, ou vaisseau marchand appartenant au Roi d'Angleterre ou à ses sujets, qui sera dans les ports ou sur les côtes des domaines de Sa Majesté Impériale, et qui aura besoin de provisions ou de rafraîchissemens, pourra les acheter dans la quantité, et de la qualité qui sera nécessaire au prix courant du marché, francs de tout droit, ou autre impôt, et le même privilège, sera accordé aux vaisseaux maures dans tous les ports des domaines du Roi d'Angleterre.

27. Comme les bâtimens de guerre s'assemblent fréquemment dans la baie de Gibraltar ou croisent dans les mers voisines, si en aucun temps ils manquaient de provisions et de rafraîchissemens, et envoyaient de là acheter ce qui leur manque, sur aucun point des domaines de l'Empereur, ils auront permission par l'intermédiaire de leurs agens, dûment autorisés, d'acheter du bétail vivant ou mort, et tous autres genres de provisions ou de rafraîchissemens, au prix où ils sont vendus dans les marchés, et ils pourront en opérer le transport sans payer de droit, tout comme si lesdits vaisseaux de guerre anglais se trouvaient eux-mêmes dans le port.

28. Tous paquebots portant commission du Roi d'Angleterre, ou communication du service de la poste royale, seront respectés de même et jouiront des mêmes privilèges que les vaisseaux de guerre de Sa Majesté.

29. Aucun natif de quelque contrée que ce soit, capitaine, marinier, pêcheur, ou autre personne du gouvernement anglais dans la ville de Gibraltar, ou

dans tout autre endroit pouvant appartenir plus tard au Roi d'Angleterre, ne sera saisi ou molesté, naviguant ou pêchant sous le pavillon anglais, s'il est porteur de passeports signés du Gouverneur ou du commandant en chef de ces places, mais ils seront considérés et estimés comme des sujets natifs d'Angleterre. 1791

30. Les vaisseaux des sujets ou habitans des Etats des deux Souverains, abordant sur une côte de la domination de l'un d'eux, mais n'ayant pas intention d'entrer dans le port ou y étant entré, mais sans avoir l'intention d'y débarquer ou de vendre leurs cargaisons, ne seront point obligés de donner l'état de leur chargement, et ne seront ni visités, ni examinés, ni retenus sous quelque prétexte que ce soit.

31. Si un bâtiment ou vaisseau anglais arrivait dans un port de la domination de l'Empereur avec cargaison à bord, dont une partie seulement est en destination pour l'endroit, aucun droit ne sera demandé ou payé que pour les articles qui y seront débarqués, et le vaisseau ou l'équipage passera librement avec le reste de sa cargaison sans être aucunement inquiété.

32. Aucun commandant d'un bâtiment ou vaisseau anglais ne sera obligé de recevoir à bord des passagers ou des marchandises, soit pour le service public ou privé, appartenant à aucune personne quelconque contre son consentement, ni de faire voile pour aucune destination où il n'aurait pas dessein d'aller, et ledit vaisseau ne sera ni visité, ni retenu, ni mis sous embargo sous aucun prétexte.

33. Si quelqu'un des sujets de l'Empereur louait un vaisseau anglais, pour porter des marchandises ou passagers d'une partie des Etats de l'Empereur à l'autre, et qu'il lui arrivât par gros temps, ou autre motif, de toucher quelque part pendant le voyage, ledit bâtiment ne sera pas soumis au droit d'ancrage, ou de port, ni à aucun autre pour l'asile qui lui aura été donné.

34. Tout bâtiment ou vaisseau, appartenant à une partie quelconque des possessions anglaises, qui éprouvera un accident à la mer, et qui entrera dans un port de l'Empereur pour se réparer, sera reçu et traité avec toute l'humanité et civilité, il y trouvera une protection et une assistance amicale, il sera libre de débarquer et de rembarquer sa cargaison sans

1791 payer aucun droit quelconque; il lui sera permis d'acheter des provisions et autres choses nécessaires pour leur subsistance ou pour celle dont ils auront besoin au port de leur destination, ou pour réparer leurs bâtimens, et ils ne seront d'aucune façon retardés ou empêchés de continuer leur voyage.

35. Si un bâtiment ou vaisseau, appartenant au Roi d'Angleterre ou à ses sujets, fait côte ou naufrage sur quelque point des domaines de l'Empereur, il recevra protection et assistance amicale. Tous les articles de cordages, ameublemens, effets, marchandises sauvés par les naufragés ou par d'autres, ou poussés sur le rivage ne seront ni cachés, ni détournés, ni gâtés sous quelque prétexte que ce soit, mais seront rendus soit au propriétaire, soit au Consul ou au Vice-Consul pour leur usage. Tout l'équipage sera libre, et aura permission sans le moindre obstacle de s'embarquer aussitôt qu'ils le voudront; et pour toute destination quelconque, et de même on en agira vis-à-vis des vaisseaux de l'Empereur, s'ils font naufrage sur une côte appartenant à l'Angleterre, et si un vaisseau anglais fait naufrage à Oled-Nun où sur la côte du Sud parmi les Arabes, l'Empereur usera de tout son pouvoir et influence pour que les hommes soient rendus, et qu'ils puissent retourner immédiatement dans leur pays; le Consul ou Vice-Consul, aura permission en même temps de faire tous ses efforts pour faciliter la restitution des hommes, dans lequel devoir d'humanité il sera cordialement assisté par les sujets de l'Empereur.

36. Il y aura une liberté entière de commerce à travers tous les Etats des deux Parties contractantes, dans lesquelles le commerce est maintenant permis ou sera permis plus tard aux sujets de toute autre nation, et pour que le commerce des sujets des deux Parties puisse être établi sur de justes bases, et toutes difficultés levées pour l'avenir, un tarif permanent, réglant les droits d'importation et d'exportation sera établi, lequel tarif doit être considéré comme faisant partie du présent traité, de même que s'il y était inséré mot pour mot.

37. Les sujets du Roi d'Angleterre, ou ceux sous la protection de Sadite Majesté, qui viendront dans les Etats de l'Empereur pour y chercher du bétail ou des provisions d'aucune espèce, auront permission de

les acheter et de les embarquer en payant les droits 1791
conformément au tarif établi; et si l'arrivée de plusieurs vaisseaux étrangers, au même moment, faisait que la demande de bétail ou de provision excédât la quantité qui se trouverait à vendre, les sujets anglais en recevront en tout temps une juste part au prix ordinaire du marché, et les sujets d'aucune autre Nation n'auront permission d'accaparer le tout. Et en témoignage de l'amitié de l'Empereur pour le Roi d'Angleterre, il est convenu que si jamais à l'avenir la garnison de Sadite Majesté à Gibraltar a besoin de provisions et qu'il n'y ait point de disette en Barbarie, l'Empereur permettra aux Anglais d'acheter de la farine et du blé, et de les exporter moyennant un droit raisonnable, seulement pour l'usage des troupes et de ladite garnison.

38. Dans le cas ou aucun sujet du Roi d'Angleterre ou personne sous la protection de Sadite Majesté, importerait sur aucun point des Etats de l'Empereur des effets militaires, ou des matériaux propres à bâtir, fumer ou réparer les vaisseaux, ils ne paieront pour cela aucun droit ou impôt quelconque.

39. Tous articles, marchandises ou effets qui seront importés dans un port des Etats de l'Empereur par des sujets anglais ou sous la protection anglaise et qui auront une fois payé le droit accoutumé, pourront être exportés ou transférés sur tout autre point des Etats de l'Empereur, sans payer aucun droit nouveau; et toute marchandise entrée par contrebande sans payer les droits, sera confisquée, mais aucune autre punition ne sera infligée aux sujets des deux Parties.

40. Tous les traités faits avec Muley-Ismaël et Sidi Mahomet Ben Abdellah, continueront d'être en vigueur et fidèlement observés, excepté les articles qui se trouveront contraires à ce qui est conclu et signé aujourd'hui.

41. Que s'il arrivait désormais par inadvertance ou autrement que quelque chose fût fait par les vaisseaux ou sujets des deux Parties, contrairement à l'un des présens articles, l'amitié et bonne intelligence n'en seront pas pour cela immédiatement rompues; mais le présent traité subsistera dans toute sa force jusqu'à ce que satisfaction, après avoir été régulièrement de-

1791 mandée, ait été refusée, et les sujets de l'une des deux Parties qui enfreindront méchamment ce traité ou aucun de ses articles, seront sévèrement punis par leurs Souverains respectifs; chaque Souverain devant prendre connaissauce de la conduite de ses sujets.

42. Si jamais la bonne intelligence et l'amitié existant maintenant entre les deux Cours étaient rompues et que la guerre s'ensuive (ce qu'à Dieu ne plaise!), tous les sujets anglais et sous la protection anglaise, de quelque rang et domination que ce soit, se trouvant dans les Etats de l'Empereur, auront permission de se retirer avec leurs biens, famille et domestiques, natifs ou non du pays, partout où ils voudront, sur les vaisseaux de toutes les nations, et à tous ceux qui le desireront, il sera donné six mois, pendant lesquels ils seront en parfaite liberté et sûreté, et pourront vendre et disposer de leurs biens et effets; et leurs personnes ou propriétés ne seront ni troublées ni inquiétées en aucune façon, sous prétexte de guerre ou sous aucun autre; mais au contraire ils recevront bonne et prompte justice afin qu'ils puissent disposer de ce qui leur appartient, emporter leurs biens ou recouvrer leurs dettes, dans lequel but les autorités du Gouvernement les assisterout en tout temps, ainsi qu'il en sera pour les Maures en Angleterre.

43. Et pour qu'aucun ne puisse prétendre cause d'ignorance de la présente paix, le traité de ce jour sera promulgué et publié à tous les sujets de chaque Puissance, et des copies en seront envoyées à tous les alcaldes et officiers de douane des ports de l'Empereur et à tous les capitaines de ses croisières.

25.

Bulle, par laquelle S. S. Pie VI accorde à S. M. le Roi de Sardaigne le droit de nommer aux Evêchés de Casal, Acqui et Alexandrie. En date de Rome, le 11. Juin 1791.

Pius P. P. VI ad perpetuam rei memoriam.

Alias felicis recordationis Nicolaus Papa quintus Praedecessor Noster tunc in humanis agentem Ludovi-

cum, dum vixit, Sabaudiae Ducem ob eximia eius in 1791
Sedem Apostolicam merita specialis favore benevolentiae prosequi volens, ut omnem ei tolleret suspicionis causam, ne ex promotione quorumvis ad quorumcumque Ecclesiarum, vel Monasteriorum infra districtum sui temporalis Dominii existentium regimina, seu provisionibus quibuslibet, de quibusvis dignitatibus dispositioni Apostolicae reservatis, ibidem consistentibus, quibuscumque personis per ipsum Nicolaum Praedecessorem faciendis Statui suo succederet dispendium, aut alia quaevis adversitas intestina, praefatum Ludovicum Ducem per quasdam suas litteras certum reddidit, eique promisit, quod ipso, et temporali eius Dominio in integritate obedientiae dictae Sedis Apostolicae persistentibus, ad quarumcumque Metropolitanarum, vel aliarum Cathedralium Ecclesiarum regimina, aut dignitates Abbatiales, nec non ad Prioratus Tallueriarum, Ripalliae, et Novalitii, ac Praepositurам Montis Iovis, quae in confinibus huiusmodi Dominii consistunt, neminem praefecisset, seu illis de quorumcumque personis non providisset, nisi habitis prius per eum intentione, et consensu ipsius Ludovici Ducis de personis idoneis ad regimina, seu dignitates Abbatiales, Prioratus, et Praepositurам huiusmodi promovendis, vel de quorum personis tales provisiones fuissent faciendae, et alias prout in praedictis Nicolai Praedecessoris Litteris desuper anno Incarnationis Dominicae millesimo quadringentesimo quinquagesimo primo, quarto idus ianuarii sub plumbo expeditis plenius continetur. Ac postmodum recolendae memoriae Leo decimus, Clemens septimus, Iulius tertius, Gregorius decimus tertius, et Clemens octavus Romani Pontifices, etiam Praedecessores Nostri supradictas Nicolai Praedecessoris Litteras sub certis modo, et forma tunc expressis confirmarunt, approbarunt, et innovarunt. Deinde vero piae recordationis Innocentius Papa duodecimus Praedecessor itidem Noster dubium, quod exórtum fuerat, an memorati Nicolai Praedecessoris indultum, eiusque Litterae praedictae, ubi de districtu temporalis Dominii dicti Ludovici Ducis mentionem faciunt, etiam citramontanas ipsi Ludovico tunc subiectas ditiones comprehenderent, dirimere cupiens, supradicti Nicolai Praedecessoris indultum, eiusque Litteras huiusmodi etiam citramontanas eidem Ludovico Duci tunc subiectas ditiones

1791 comprehendere declaravit, et alias prout in ipsius Innocentii in simili forma brevis die tertia iulii millesimo septingentesimo uberius continetur. Cum autem subinde nonnulla dubia super intelligentia, et interpretatione dicti indulti excitata fuerint, recolendae memoriae Benedictus Papa decimus tertius Praedecessor itidem Noster dubia, illa secundum iustitiae, et aequitatis regulas e medio tollere, et quamcumque aliorum dubiorum eiusmodi occasionem submovere, ac ea, quae a Sede praedicta ad sublimium Principum Orthodoxae fidei defensorum, magnisque in Ecclesia Dei meritis fulgentium favorem emanasse noscuntur, nedum illaesa conservare, sed uberiori etiam, pleniorique interpretatione adiuvare cupiens, praedicti Nicolai indultum, ac Innocentii declarationem, aliorumque Romanorum Pontificum Praedecessorum praedictorum Litteras confirmavit, et epprobavit, ac innovavit, earumque vigore Victorio Amedeo tunc in humanis agenti, Sardiniae Regi Illustri, ac Sabaudiae Duci, illiusque successoribus ius nominandi sibi, ac Romano Pontifici pro tempore existenti personas idoneas ad Cathedrales, et Metropolitanas Ecclesias, ac Dignitates Abbatiales in temporali Dominio, quod idem Victorius Amedeus Rex tunc possidebat, consistentes in perpetuum competere, et ad illos spectare, ac pertinere decrevit, et declaravit; excipiens tantum ab illa dispositione, seu declaratione Cathedrales Ecclesias Casalensem, Aquensem, et Alexandrinam Provinciae Mediolanensis, in quarum provisionibus praxim, et stylum in eis observari solitum in posterum etiam servari, et retineri voluit, et mandavit, et alias prout in ipsius Benedicti in simili forma Brevis expeditis Litteris die vigesima nona maii millesimo septingentesimo vigesimo septimo plenius continetur. Quia tamen Victorius Amedeus Rex ius etiam nominandi ad Ecclesias Cathedrales, sicut praemittitur, exceptas, sibi competere vigore dictarum Apostolicarum Litterarum Nicolai, et Innocentii Praedecessorum contendebat, idem Benedictus decimus tertius eadem ipsamet die Victorio Amedeo Regi declaravit, se pronis auribus excepturum ea rationum momenta, quae pro se facere ipse contenderet, eisque, si iustitia niterentur, se ultro obsecundaturum. Exorto postmodum dubio, an in praedictis Benedicti decimi tertii Litteris Dignitates Abbatiales in Provinciis Casalensi, Aquensi, et Alexan-

drina, Lumellina, ac Valle-Siccida tunc temporis a 1791
Victorio Amedeo Rege iam possessis consistentes comprehenderentur, felicis recordationis Benedictus Papa decimus quartus Praedecessor itidem Noster die quinta ianuarii anni millesimi septingentesimi quadragesimi primi, Dignitates Abbatiales praefatas memoratis Benedicti Praedecessoris Litteris comprehendi declaravit, firma tamen semper remanente exceptione, quoad Ecclesias Cathedrales Casalensem, Aquensem, et Alexandrinam praefatas, reservataque itidem facultate Carolo Emanueli Regi tunc in humanis agenti, ea proponendi, quibus ius etiam nominandi ad Ecclesias Cathedrales, sicut praefertur, exceptas idem Carolus Emanuel Rex sibi competere contendebat, ut illa ad iustitiae lances possent expendi, et si valida essent Apostolicae Sedis iudicia comprobari. Cum itaque carissimus in Christo filius Noster Victorius Amedeus Sardiniae Rex Illustris, ac modernus Sabaudiae Dux novissime praeposuerit sibi vigore indultorum a Romanis Pontificibus Praedecessoribus Nostris, ut praefertur, concessorum pertinere ius nominandi praedictum ad Ecclesias Cathedrales uti praemittitur, exceptas, necnon ad alias Cathedrales Ecclesias, ac Dignitates Abbatiales in temporali Dominio, quod de praesenti possidet, consistentes, qua de re nunc etiam dubitabatur. Nos Praedecessorum Nostrorum vestigiis inhaerendo, de nonnullorum Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalium consilio dubium huiusmodi e medio tollere, ac ea, quae ab iisdem Romanis Pontificibus Praedecessoribus Nostris ob singularem sublimium Principum in hanc sanctam Apostolicam Sedem fidem, constantiam, et devotionis integritatem illis fuere concessa, non solum secundum iustitiae, aequitatisque regulas illaesa conservare, verum etiam benigniori, latiorique interpretatione, quantum cum Domino possumus, adiuvare cupientes, praedicti Nicolai indultum, ac tam eiusdem quam aliorum Romanorum Pontificum Praedecessorum Litteras praedictas, quarum tenores praesentibus pro plene, ac sufficienter expressis, et de verbo ad verbum insertis haberi volumus cum omnibus, et singulis in eis contentis, et expressis, Auctoritate Apostolica tenore praesentium confirmamus, approbamus, et innovamus, illisque inviolabilis Apostolicae firmitatis robur adiungimus; earumque vigore carissimo in Christo filio Nostro Victorio

1791 Amadeo Sardiniae Regi Illustri, ac moderno Sabaudiae Duci, illiusque successoribus, ipsis, et temporali Dominio praedicto in integritate obedientiae eiusdem Sedis, sicut praemittitur, persistentibus, ius nominandi Nobis, ac Romano Pontifici pro tempore existenti personas idoneas ad Cathedrales Ecclesias Casalensem, Aquensem, et Alexandrinam praedictas, necnon ad Cathedrales, et Metropolitanas Ecclesias, ac Dignitates Abbatiales in praedicto temporali Dominio, quod idem Victorius Amedeus Rex de praesenti possidet, consistentes, atque Prioratus, et Praepositurum praefatas in perpetuum competere, et ad illos spectare, et pertinere, eadem Auctoritate tenore praesentium decernimus, et declaramus. Decernentes ipsas praesentes Litteras semper firmas, validas, et efficaces existere, et fore, suosque plenarios, et integros effectus sortiri, et obtinere, ac illis, ad quos spectat, et pro tempore quandocumque spectabit, in omnibus, et per omnia plenissime suffragari, ac ab eis respective inviolabiliter observari: sicque in praemissis per quoscumque Iudices, Ordinarios, et Delegatos, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores iudicari, et definiri debere; ac irritum et inane, si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contingerit attentari. Nou obstantibus quibusvis generalibus, vel specialibus Ecclesiarum pradictarum reservationibus, seu affectionibus Apostolicis per quoscumque Romanos Pontifices Praedecessores Nostros, et Sedem praefatam quomodolibet factis, seu pro tempore faciendis, necnon Cancellariae Apostolicae Regulis editis, et edendis, ac quibusvis aliis Apostolicis et in universalibus, provincialibusque Conciliis editis, generalibus, vel specialibus constitutionibus, et ordinationibus, ac dictarum Ecclesiarum etiam iuramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis, et consnetudinibus, privilegiis quoque, indultis et Litteris Apostolicis etiam quasvis clausulas, et reservationes in se continentibus per eosdem Praedecessores, ac Nos, et Sedem eamdem Ecclesiis praedictis, illarum Capitulis, et personis quomodolibet concessis, approbatis, et innovatis, quibus omnibus, et singulis, etiamsi pro sufficienti illlorum derogatione de illis, eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa, et individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas ge-

nerales idem importantes mentio seu quavis alia expressio facienda, aut aliqua exquisita forma ad id servanda foret, illorum omnium tenores praesentibus pro plene ac sufficienter expressis habentes, illis alias in suo robore permansuris, ad praemissorum effectum hac vice dumtaxat specialiter, et expresse derogamus, et ad plenum derogatum esse volumus, caeterisque contrariis quibuscumque. 1791

Datum Romae apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die undecima iunii millesimo septingentesimo nonagesimo primo, Pontificatûs Nostri anno decimo septimo.

R. Cardinalis Braschius de Honestis.

26.

Convention entre l'Autriche et la Sardaigne pour l'extradition réciproque des criminels. Signée à Milan; le 21. Avril 1792.

Avendo l'esperienza ed atto pratico evidentemente dimostrato il reciproco profitto, e le corrispondenti convenienze che derivano dalla Convenzione, la quale per il vicendevole arresto, e consegna de' banditi e malviventi fu da parecchi anni stabilita, e successivamente alle sue scadenze, rinnovata come la venne in ultimo luogo sotto li 15 ottobre 1781 fra gli Stati della Lombardia dipendenti da S. M. Reale Apostolica per una parte, e la Savoia, ed altri Stati appartenenti di quà da' colli a S. M. il Re di Sardegna per l'altra, si è riconosciuto molto opportuno, ora che è spirato il termine, per cui doveva durare la medesima Convenzione, di rinnovarla per altri anni cinque nella stessa forma e coi medesimi capitoli, che sono del tenor seguente:

I. I Banditi per sentenza di pena capitale, che li dichiari esposti alla pubblica vendetta, dagli Stati della Lombardia Austriaca e da quelli di Savoia, e Piemonte, ed altri dipendenti di quà da' colli da Sua Maestà il Re di Sardegna, non possano in modo alcuno abitare, nè dimorare in alcuna città, terra o luogo, distretto

1792 di essi Dominii, e se saranno ritrovati dentro di essi, debbano essere presi dagli Uffiziali di giustizia o Milizia, e Comandante, che si troverà sopra luogo, e consegnarsi reciprocamente a' Ministri del Dominio, onde sono e saranno banditi, e non solamente potranno essere impunemente offesi ed anche uccisi, quando nell' atto della cattura si opponessero alla medesima con armi, ma ancora quando fossero ritrovati alla campagna, e chi gli ammazzerà, oltre l'impunità, potrà conseguire anche i premii, che si trovassero allora per grida proposti contro tali Banditi: ed all' incontro chi darà alli medesimi albergo, aiuto, soccorso o favore, incorrerà le pene imposte dalle leggi nel luogo della ricettazione a' fautori, e ricettatori de' Banditi, comprese anche le persone congiunte di sangue a' Banditi, secondo le circostanze de' casi, ed i gradi dell' attinenza a norma delle enunciate leggi.

II. Qualunque Malfattore ancora non bandito, ma imputato di delitto tale, che, secondo il titolo del delitto, possa essere punito nella pena della morte naturale, o civile, o di galera perpetua, o a tempo, o altra simile pena corporale grave, capiterà negli Stati della Lombardia Austriaca, o viceversa dipendenti da S. M. il Re di Sardegna, dovrà esser preso e carcerato per consegnarlo a quello de' suddetti Dominii, nel quale avrà commesso il delitto, acciò sia punito e castigato dal suo Superiore.

III. Si dichiara però, che se il Malfattore al tempo della richiesta si trovasse imputato o condannato nel luogo della dimora, di delitto, pari o maggiore di quello, per cui sarà riclamato, non sarà il Dominio, in cui sarà preso, obbligato alla consegna, e potrà ivi essere ritenuto e castigato a proporzione del delitto; in caso poi che in progresso sia assolto, o per altra ragione non punito, dovrà essere consegnato, all' altro Dominio, dove avrà fatto l'altro delitto, e che l'avrà domandato come sopra, acciò onninamente detto Malfattore sia per il delitto suo castigato.

IV. Si assegnano frattanto a detti Malfattori o Banditi de' rispettivi Stati quindici giorni dalla pubblicazione della presente Convenzione a doversi assentare dall' uno e dall' altro Stato, il qual termine passato potranno essere presi, ed anche quando siano banditi capitalmente, ed esposti alla pubblica vendetta, come

sopra, offesi impunemente come sopra senz' alcun riparo della fede, ed asilo pubblico, e chi li terrà, e favorirà sia anche punito, come sopra si è detto, irremissibilmente. Affinchè poi si abbia la precisa notizia di quelli Banditi, e Malfattori che dovranno arrestarsi, e come sopra, si comunicherà di presente vicendevolmente il catalogo generale, come pure le note particolari di mano in mano che occorrerà il caso, col di loro nome, cognome e patria, e ciò per la più puntuale esecuzione delle cose come sopra concordate: e dopo la comunicazione di detti cataloghi, e note, sarà permesso a' giusdicenti particolari di ambi i Dominii d'intendersi fra di loro, anche senza passare per i canali de' superiori Governi, per l'arresto de' rispettivi delinquenti scoperti, o da scoprirsi secondo le occorrenze, ed i casi, affinchè il fine provvido della presente Convenzione si ottenga con maggiore brevità, e seguite le detenzioni si daranno dalli rispettivi Governi gli ordini soliti per le corrispondenti consegne a' soliti confini. 1792

V. L'arresto e la consegna dei Rei già banditi o condannati nelle pene già spiegate nell' articolo secondo si farà sopra la presentazione della copia della sentenza, e per l'arresto e consegna per gli imputati di delitti, che portino alcuna delle pene sopra spiegate all' articolo secondo, basteranno le risultanze delle imputazioni appoggiate alle semplici asserzioni degli Uffiziali del Dominio, che farà la richiesta relativa agli atti del processo: e ad effetto di riparare ad ogni contestazione rispetto alla qualità della pena sopra espressa per qualificare i delitti dei Delinquenti cadenti sotto questo Concordato, si dichiara che dovranno a quest' effetto attendersi le leggi del luogo, dove saranno commessi, ed in difetto prenderne norma dalla ragione comune.

VI. Occorrendo caso di delitto commesso fuori de' suddetti rispettivi Dominii, per i quali casi però potesse secondo le leggi rispettive provinciali o la ragione comune procedersi in alcuno de' suddetti Dominii ad instanza di *parte* o anche *ex officio*, sarà lecito al Governo che dovrà procedere per detto caso, di riclamarlo presso l'altro Governo, in cui dimorasse, purchè non sia suddito di origine o per incolato del luogo, ove facesse dimora, mentre in tal caso non sarà questo Governo obbligato alla consegna, ma bensì a prestarsi

F 2

1792 al castigo dell' istesso Delinquente nel caso, che fosse punibile come sopra, anche per il delitto commesso fuori di Stato.

VII. Per non dare luogo a deludere il fine della presente Convenzione non si potrà dall' una delle due Parti fare grazia, salvo-condotto, o altra fidanza agli Inquisiti o Banditi nello Stato dell' altra, eccettuati li salvo-condotti che si accordano per l'effetto delle citazioni de' Rei imputati di altro delitto secondo le regole e pratiche criminali, li quali saranno permessi per il solito servizio della giustizia.

VIII. Riuscendo in alcuni de' detti Stati la detenzione di ladri con robe derubate, si dovranno restituire prontamente, e senza spesa alcuna, dopo che se ne sarà fatto l'uso necessario per la prova del corpo del delitto a coloro, de' quali saranno tali robe, o siano loro proprie, o ad essi commesse, facendo però questi primieramente constare, o per testimonii o per istrumenti o altre legittime prove, conforme allo stile de' Giudici ordinarii del luogo, ove essi abitano, che siano robe loro proprie, ovvero a loro commesse, e che a tali prove sia prestata fede.

IX. Per le robe de' Malfattori menzionati nel primo articolo, e che appresso essi si ritroveranno, purchè non siano robe derubate, o commesse, come nel precedente articolo, cioè quando siano robe loro proprie, si dichiara, che di tali robe si dovrà disporre secondo le leggi del Dominio, ove sarà fatta l'esecuzione della condanna, senza pregiudizio della ragione de' terzi, e secondo le leggi medesime de' rispettivi paesi si regoleranno i casi contingibili di confische.

X. Essendo già proibita ne' detti Stati contraenti la tolleranza delle persone oziose vagabonde, o in altro modo sospette, siano estere, siano naturali de rispettivi Stati, potranno li Giusdicenti rispettivi, e specialmente i finitimi andare intesi fra loro per l'osservanza de' rispettivi Editti veglianti negli accennati dominii.

XI. Ogni Console delle terre, e luoghi di essi Stati sia obbligato ritrovandosi alcuni Banditi, Malviventi, Oziosi, o Delinquenti, come sopra, ne' suoi luoghi, avvisare il Giudice, se risiede sul fatto, e non essendovi, convocare la gente della terra, seguitare, ed andar contro detti Banditi, per iscacciarli, pren-

derli, e rispettivamente anche ucciderli, quando siano 1792
Banditi capitali come sopra.

XII. Si dichiara che la rimessa ne' casi suddetti al luogo del delitto debba farsi solamente per i casi, che il Delinquente sia suddito del luogo del delitto, o forestiere, mentre essendo suddito o di origine, o di legale incolato, o domicilio al luogo, ove farà la dimora, sarà bensì questo Dominio obbligato a farlo arrestare, o punire a proporzione delle circostanze, ma non già rimetterlo ad altro Giudice, e s'intende contratta la reciproca obbligazione di castigare i proprii sudditi per i delitti altrove commessi, quando il delitto sarà stato commesso negli Stati dell' altra Parte contrattante, o in pregiudizio de' sudditi della medesima, ancorchè fuori de' suoi Stati, e tanto sull'instanza de' rispettivi Governi, quanto *ex officio* e sull' instanza delle parti danneggiate o offese.

XIII. In ognuno dei detti casi dovranno colli Banditi, e Delinquenti consegnarsi anche i corpi di delitto, e tutto senza alcuna spesa della Parte, che riceverà la consegna. Dovranno pure comunicarsi in forma autentica i processi, che fossero già fatti prima della consegna, quando ne sia richiesta la copia e questa colla sola e semplice mercede della scrittura.

XIV. Succedendo talvolta, che alcuno de' suddetti Malviventi e Facinorosi, li quali fuggono da uno Stato passino al servizio militare di un altro colla mira di sottrarsi dagli effetti della presente Convenzione, si conviene, che anche in simili casi abbiano ad essere consegnati al Governo, che ne farà la ricerca. Ed affine poi di prevenire qualunque difficoltà potesse insorgere per l'ingaggio, montura, alimenti, e stipendii prestati dal Corpo militare, dove fossero arruolati, si stabilisce, che a titolo d'indennizzamento di tutte le spese suddette debbasi all' atto di consegna di caduno di tali Rei, sborsare la somma di cinquanta fiorini da lire tre, e soldi cinque imperiali per ciascheduno fiorino.

XV. La presente convenzione avrà a durare per anni cinque dal giorno venti del prossimo maggio in cui si avrà à pubblicare in ciascuno de' suddetti dominii per editto acciocchè ognuno ne abbia notizia, e sia da tutti, a' quali tocca irremissibilmente eseguita ed osservata, e niun reo possa scusarsi col pretesto dell' ignoranza, e sarà sigillata, e sottoscritta dall' infrascritto

1792 Delegato, e con duplicati originali, purchè ciascuno degli anzidetti rispettivi dominii ne abbia un esemplare autentico.

Dat. in Milano li 21 aprile 1792.

Il Conte de Lirczech.

27.

Confirmation des Traités subsistans entre la France et Tripoli. En date du 30. Juin 1793.

Discours du Citoyen Guys, Consul-général et chargé d'affaires de la République française auprès du Pacha de Tripoli.

La Nation française constituée en République, m'envoie vers Vous pour Vous porter l'expression de sa bienveillance et de son amitié. Son intention est de maintenir scrupuleusement les anciens Traités qui existent entre la France et Votre Régence. Elle me charge d'assurer à Votre Excellence que son désir sincère est de voir perpétuer cette bonne harmonie. Elle y concourra de tout son pouvoir, dans la persuasion où elle est que les Français, que leurs intérêts appellent dans Vos Etats, éprouveront de Votre part toute protection, et qu'ils seront traités comme des anciens et fidèles amis, membres d'un Etat dont le courroux fut toujours fatal à ses ennemis.

Réponse du Pacha de Tripoli, adressée au Citoyen Guys.

Je vois avec plaisir dans mon pays les Français, mes plus anciens et fidèles amis. Je reçois avec sensibilité les temoignages de bienveillance de la République, et je ne manquerai jamais d'y correspondre en procurant aux Français tous les secours dont ils pourront avoir besoin, et toutes les facilités qui pourront tendre à faire prospérer leur commerce. Le Consul qu'elle envoie résider auprès de moi peut lui promettre, de ma part, une bienveillance constante, à laquelle je suis disposé d'avance par la réputation, les égards enfin dus à une nation liée depuis si long-temps d'af-

fection avec moi, et pour l'activité d'un commerce, de 1793
la prospérité duquel dépendent le bien-être et le bonheur de mes sujets. Je ne veux ni ne dois pas laisser ignorer aux Français rassemblés ici dans ce moment, l'extrême satisfaction que j'ai toujours eue des services du Consul Pellegrin, et je saisis avec plaisir l'occasion de rendre hautement et publiquement justice à son zèle pour l'honneur et les intérêts de sa nation. L'estime que de pareils sentimens m'ont inspirée, m'a déterminé dans plusieurs circonstances notoires à ne pas me renfermer dans les bornes des traités. A l'époque de l'inauguration du pavillon de la République, j'ai cédé à ses vives instances et aux desirs ardens qu'il m'a témoignés de lui faire rendre des honneurs extraordinaires, et l'ai fait saluer de vingt-et-un coups de canon, honneur que j'ai refusé à tous autres, et nommément à celui d'Espagne, etc., etc.

28.

Traité entre l'Autriche et la Sardaigne, contre la France. Signé à Valenciennes, le 23. Mai 1794.

Sa Majesté Impériale, et Sa Majesté Sarde ayant jugé qu'il étoit conforme aux circonstances d'établir entre Elles un concert plus intime sur la réunion de leurs intérêts et de leurs efforts dans la guerre, que les deux Cours soutiennent du côté de l'Italie contre la France; et leurs Majestés ayant nommé à cet effet et muni de leurs pleins pouvoirs, Sa Majesté Impériale, son Conseiller intime actuel d'Etat et Directeur Général des affaires étrangères François Marie Baron de Thugut, Commandeur de l'Ordre de S. Etienne de Hongrie, et Sa Majesté Sarde le Marquis Jean Alexandre Valperga d'Albarey, Commandeur de l'Ordre des Ss. Maurice et Lazare, Colonel du Régiment des Chevaux Légers du Roi, son Premier Ecuyer et Gentilhomme de la Chambre, l'on est convenu d'un commun accord des stipulations suivantes.

I. Pour le cas où, ainsi qu'il est à espérer, le Ciel bénira les armes des deux Cours, leurs Majestés

1794 Impériale et Sarde ont adopté comme principe irrévocable: que de toutes les conquêtes, que du côté de l'Italie l'on feroit sur la France, et que l'on conserveroit à la paix, il seroit fait deux parts égales, et que la valeur de celle, qui reviendroit à l'Empereur, sera compensée par la retrocession, que Lui fera le Roi d'une partie proportionnée des districts successivement démembrés du Milanois.

Ou bien

que sans exception toute conquête quelconque, qu'on feroit sur la France du côté de l'Italie, sera restituée à la paix, mais qu'on exigera en échange une somme d'argent proportionnée, à payer par la France, pour indemnités des fraix de la guerre du côté de l'Italie, et que cette somme tournera au profit des deux Cours par parties égales.

II. D'ici jusqu'à la fin du mois d'août au plus tard les deux Cours se décideront définitivement pour l'un ou l'autre membre de l'alternative ci-dessus énoncée, et que les deux Hautes Parties contractantes reconnoissent dès à présent, et déclarent solemnellement devoir servir de base immuable à la présente convention; les deux Cours se concerteront également dans le même intervalle sur une méthode juste et équitable, d'après laquelle l'on évalueroit les conquêtes qu'on feroit et conserveroit du côté de la France, afin d'y proportionner les retrocessions à faire par Sa Majesté Sarde du côté du Milanois.

III. Le Roi s'engage à faire les plus grands efforts, et à faire agir contre l'ennemi commun le plus grand nombre de troupes possible, en usant de toutes ses facultés et de tous ses moyens; Sa Majesté Impériale employera de son côté en Italie des forces aussi considérables, que la grande étendue des opérations du côté de l'Allemagne et des Pays-Bas, ainsi que les besoins de ses États pourront le permettre, indépendemment du Corps de ses troupes, qui dès le commencement de la guerre a été attaché à l'armée du Roi, et auquel Sa Majesté Sarde fera continuer les différentes fournitures dont précédemment dans le tems l'on est convenu.

IV. Les deux armées agiront de concert et de bon accord dans les opérations tant défensives qu'offensives contre l'ennemi commun, suivant que les circon-

stances l'exigeront et conformément aux plans formés 1794
par et d'aprés l'avis des Généraux.

V. La conservation et la défense du Piémont étant du plus pressant intérêt, les deux armées y concourront efficacement, en se combinant sur les mesures les plus propres à empêcher que l'ennemi n'y pénètre ou ne vienne à s'y établir, il est convenu que l'armée de Sa Majesté Sarde sera spécialement chargée de défendre les montagnes et les différents passages tant du côté des Alpes que du côté de la Comtée de Nice; que le corps d'armée de S. Majesté Impériale ne sera point éparpillé, mais se tiendra toujours rassemblé de manière à former une reserve propre à agir avec force, et à attaquer conjointement avec les troupes de Sa Majesté Sarde l'ennemi dans le cas où il auroit percé en Piémont; et que le même corps d'armée de Sa Majesté Impériale commencera par les opérations quelconques nécessaires pour mettre l'ennemi dans l'impossibilité de faire des progrès ultérieurs dans la rivière de Gènes, en pourvoyant ainsi solidement à la sûreté du Milanois, avant de se porter dans le Piémont.

VI. Sa Majesté Sarde ayant bien voulu accorder au Général Baron Devins la même confiance, dont Sa Majesté Imperiale l'honore, il est convenu que le dit Général se trouvant déjà chargé du Commandement de l'armée du Roi et des troupes Impériales qui y ont été attachées dès le commencement de la guerre, les troupes faisant parti du corps d'armée Impériale du Milanois seront également soumises à son commandement, tant qu'elles seront employées en Piémont, aussi bien que lorsque des circonstances favorables auront permis de transporter le theâtre des opérations sur le territoire de France; le Général Baron Devins devant toujours dépendre pour tout ce qui regarde particulièrement les troupes de Sa Majesté Sarde, des ordres suprêmes du Roi, et pour la partie des troupes Impériales, de ceux de Son Altesse Royale Monseigneur l'Archiduc Gouverneur Général de la Lombardie Autrichienne, à qui l'Empereur a remis la disposition, et le Commandement Général en Chef de toutes ses troupes en Italie.

VII. Si le Général Baron Devins pour cause de santé ou pour toute autre motif quelconque étoit dans le cas de quitter le Commandement, l'Empereur y

1794 destineroit un autre Général, qui après avoir été également agréé par Sa Majesté Sarde, seroit chargé du Commandement des troupes combinées de la manière énoncée dans l'article précédent.

VIII. Leurs Majestés Impériale et Sarde, animées également d'un vif désir de perpétuer et resserrer de plus en plus les rapports d'amitié cordiale et d'intimité heureusement subsistants entre Elles, les deux Cours selon l'exigence des circonstances pourront convenir ultérieurement des objets rélatifs aux intérêts de leur réunion dans la guerre présente contre la France du côté de l'Italie; en attendant pour abréger les délais Son Altesse Royale Monseigneur l'Archiduc Gouverneur Général de la Lombardie Autrichienne sera autorisé par Sa Majesté Impériale à traiter, s'entendre et se concerter immédiatement avec Sa Majesté Sarde et la Cour de Turin, sur tous les arrangements particuliers dérivants des points déterminés par la présente convention, ainsi que sur les difficultés imprévues, qui se présenteroient à l'égard de l'exécution et explication plus précise des articles précédents, pour autant, et en tout ce qui y a été statué concernant les opérations militaires et les troupes combinées qui y concourront.

IX. La présente convention sera ratifiée par leurs Majestés Impériale et Sarde, et les ratifications en due forme échangées dans l'espace d'un mois depuis le jour de la signature, ou plutôt si faire se pourra.

En foi de quoi Nous soussignés, munis des pleins-pouvoirs de leurs Majestés Impériale, et Sarde avons en leurs noms signé la présente convention, et y avons apposé le cachet de nos armes. Fait à Valenciennes le 23. Mai 1794.

LE BARON de THUGUT. LE MARQUIS D'ALBAREY.

Ratifié par S. M. Impériale le 13. Juin 1794.

29.

Traité conclu entre la France et la ville de Hambourg, en date du 24. Juin 1796.

Extrait.

La République Française et les Sénat et Bourgmestre de la ville libre et impériale de Hambourg, desirant concilier les différends qui les divisent, et rétablir dans toute leur activité, les relations de commerce et d'amitié qui les unissent, il est convenu que, etc.

La République Française, acceptant l'assurance donnée par le gouvernement et le commerce de Hambourg, de desirer son amitié, et de chercher à se lier avec elle par de nouveaux Traités, consent à ce que jusqu'à la paix générale du continent, les choses soient remises et restent en l'état où elles étaient avant que l'embargo fût mis sur les navires hamburgeois qui se trouvaient dans les ports de la République.

A l'époque de la pacification générale, la République accordera son intervention au gouvernement de Hambourg, pour que ses droits politiques soient reconnus et respectés. Elle passera en même temps avec lui, un nouveau Traité de Commerce, fondé sur la liberté, l'égalité et la réciprocité.

Suivent les Signatures.

30.

Traité de paix signé à Paris le 22 Août 1796 entre la République française et le Margrave de Bade.

Extrait.

Son Altesse Sérénissime s'engage à laisser et faire laisser sur la rive droite du Rhin, un espace de trente-six pieds de largeur pour servir de chemin de halage dans les parties navigables, ou qui pourraient le devenir. Ce chemin sera débarrassé de tout ce qui pour-

1796 rait nuire à son usage. Il est néanmoins convenu que les maisons existantes sur l'emplacement qu'il doit occuper, et qui seraient nécessaires à sa continuité, ne pourront être démoliés sans qu'il soit payé au propriétaire une juste et préalable indemnité.

La poursuite des délits relatifs à la navigation, qui pourraient être commis sur ledit chemin de halage appartiendra à la République française.

La navigation du fleuve sera libre aux citoyens et sujets des deux Puissances contractantes.

Les péages perçus sur la partie du fleuve du Rhin, qui coule entre les Etats des Parties contractantes, sont abolis à perpétuité. Il n'en sera point établi à l'avenir sur le lit naturel du fleuve.

Les stipulations portées dans les précédens Traités entre la France d'une part, et Son Altesse Sérénissime le Margrave de Bade, ou l'Empereur et l'Empire, de l'autre part, relatives au cours du Rhin, à la navigation de ce fleuve, aux travaux à faire pour la conservation de son lit et de ses bords, continueront d'être exécutées en ce qui n'est pas contraire au présent Traité.

Il sera conclu incessamment entre les deux Puissances, un Traité de commerce sur des bases réciproquement avantageuses. En attendant, toutes relations commerciales seront rétablies, telles qu'elles étaient avant la présente guerre.

Toutes les denrées et marchandises provenant du sol, des manufactures, colonies ou pêches françaises, jouiront dans les Etats de Son Altesse Sérénissime, de la liberté du *transit* et d'entrepôt en exemption de tous droits, autres que ceux de péage sur les voitures et chevaux.

Les voituriers français seront traités, pour les paiemens desdits droits de péage, comme la nation la plus favorisée.

La République française et Son Altesse Sérénissime le Margrave de Bade s'engagent réciproquement à donner main levée du séquestre de tous effets, revenus, ou biens saisis, confisqués, détenus ou vendus sur les citoyens français d'une part, et de l'autre sur les habitans du Margraviat de Bade, et à les admettre à l'exercice légal des actions et droits qui peuvent leur appartenir.

Article additionnel et secret. 1796

Les articles du Traité patent relatifs au Rhin, à sa navigation à ses bords, aux îles qu'il renferme, seront exécutés pour tous les districts situés sur le bord de ce fleuve qui par la suite pourront appartenir à Son Altesse Sérénissime ou à ses successeurs et ayant-cause.

31.

Traité de paix signé à Paris, le 10. Octobre 1796 entre la France et les Deux-Siciles.

Extrait.

Toute sûreté et protection envers et contre tous seront accordées, dans les ports et rades des Deux-Siciles, à tous vaisseaux marchands français, en quelque nombre qu'ils se trouvent, et à tous les vaisseaux de guerre de la République, qui n'excéderont pas le nombre (*quatre*) porté par l'article précédent.

La République française et Sa Majesté le Roi des Deux-Siciles s'engagent, à donner main-levée du séquestre de tous effets, revenus, biens saisis, confisqués et retenus sur les citoyens et sujets de l'une et l'autre Puissance par suite de la guerre actuelle, et à les admettre respectivement à l'exercice légal des actions et droits qui pourraient leur appartenir.

Les Ambassadeurs ou Ministres des deux Puissances contractantes jouiront, dans les Etats respectifs, des mêmes prérogatives et préseances dont ils jouissaient avant la guerre, à l'exception de celles qui leur étaient attribuées comme ambassadeurs de famille.

Tout citoyen français et tous ceux qui composeront la maison de l'Ambassadeur ou Ministre et celles des Consuls et autres Agens accrédités et reconnus de la République française, jouiront, dans les Etats de Sa Majesté le Roi des Deux-Siciles, de la même liberté de culte que celle dont y jouissent les individus des nations non catholiques les plus favorisées à cet égard.

Il sera négocié et conclu, dans le plus court délai, un Traité de commerce entre les deux Puissances,

1796 fondé sur les bases d'une utilité mutuelle, et telles qu'elles assurent à la nation française des avantages égaux à tous ceux dont jouissent, dans le Royaume des Deux-Siciles, les nations les plus favorisées. Jusqu'à la confection de ce Traité, les relations commerciales et consulaires seront réciproquement rétablies telles qu'elles étaient avant la guerre.

Conformément à l'article 6 du Traité conclu à La Haye le 27 floréal de l'an III de la République (16. Mai 1795), la même paix, amitié et bonne intelligence stipulées par le présent Traité entre la République française et Sa Majesté le Roi des Deux-Siciles auront lieu entre Sa Majesté et la République batave.

Le présent Traité sera ratifié, etc.

32.

Convention entre la Sardaigne, et la Prusse pour l'abolition du droit d'aubaine. Signée à Turin, le 9. Septembre 1797.

Leurs Majestés le Roi de Sardaigne et le Roi de Prusse disposées à augmenter, et à consolider de plus en plus la bonne harmonie et l'amitié qui subsistent si heureusement entr'Elles, et d'en faire ressentir les favorables effets à leurs sujets respectifs, en leur facilitant les moyens de multiplier les liaisons d'amitié, de parenté, de commerce, et de correspondance mutuelle qui existent déjà entr'eux, ont déterminé d'établir entre leurs sujets une réciprocité entière en fait de successions; et Elles ont autorisé pour cet effet, Sa Majesté le Roi de Sardaigne le Chevalier D. Clément Damian de Priocca, Chevalier Grand-Croix de la Sacrée Religion et Ordre Militaire des Saints Maurice et Lazare, et son Premier Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, et sa Majesté le Roi de Prusse le Baron De Chambrier d'Olleyres, son Envoyé extraordinaire auprès de Sa dite Majesté; lesquels, après s'être communiqués réciproquement leurs pleins-pouvoirs, sont convenus des articles suivans.

I. Les sujets de Sa Majesté le Roi de Sardaigne 1797
et ceux de Sa Majesté le Roi de Prusse, auront la libre faculté de disposer de leurs biens quelconques par testamens, donations, ou par tous autres actes reconnus valables et légitimes en faveur de qui bon leur semblera des sujets de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, et tous ayans titres valables pour exercer leurs droits, leurs procureurs, mandataires, tuteurs ou curateurs, pourront recueillir les successions ouvertes en leur faveur dans les Etats respectifs, tant de terre-ferme qu'autres, soit *ab intestat*, soit en vertu de testamens, ou autres dispositions légitimes; et posséder les biens, soit meubles ou immeubles quelconques, sans aucune exception, les droits, noms, raisons et actions, et en jouir, sans avoir besoin d'autres lettres *de naturalité*, ou autre concession spéciale; transporter les biens et effets mobiliers où ils le jugeront à propos; régir et faire valoir les immeubles, en disposer par vente, ou autrement, sans aucunes difficultés, ni empêchemens, en donnant toutes décharges valables, et en justifiant seulement de leurs titres et qualités; et seront les dits héritiers traités à cet égard dans celui des deux Etats, où les successions leur seront échues, aussi favorablement, que les propres et naturels sujets du pays: bien entendu, qu'ils seront tenus aux mêmes loix, formalités et droits, aux quels seront soumis ceux-ci.

II. Et afin de toujours mieux établir cette parfaite réciprocité entre les sujets respectifs, que les Hautes Parties contractantes ont en vue, il a été arrêté et convenu, que non seulement le droit *d'aubaine* sera aboli entre leurs Etats; mais aussi, que ni les sujets de Sa Majesté le Roi de Sardaigne dans les Etats de Sa Majesté le Roi de Prusse, ni ceux de Sa Majesté le Roi de Prusse dans les Etats de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, ne seront tenus à aucun droit sous le titre de *Détraction* (appellée en Allemand *Abzug*), ni autre quelconque, de quelque nom qu'il puisse être, pour raison de biens qui leur parviendroient par legs, donations, successions testamentaires ou *ab intestat*, ni pour l'exportation des meubles, ou prix d'iceux, ou des immeubles, qui leur seront ainsi échus, ou acquis; et qu'au cas, que les dits héritiers, légataires, ou donataires après s'être mis en possession des successions

1797 ou choses léguées ou données, préfèrent de continuer à les posséder et à en jouir, il ne sera exigé d'eux d'autres droits que ceux aux quels sont assujettis les sujets propres et naturels du Pays, où les dites successions se trouvent.

III. Pour cet effet Leurs Majestés le Roi de Sardaigne et le Roi de Prusse dérogent expressément par la présente Convention à toutes loix, ordonnances, statuts, arrêts, coutûmes et priviléges qui pourroient y être contraires; les quels seront censés non avenus, et non émanés vis-à-vis des sujets respectifs pour les cas exprimés dans les deux articles précédens.

IV. Lorsqu'il s'élévera quelques contestations sur la validité d'un testament, ou d'une autre disposition, elles seront décidées par les Juges compétens, conformément aux loix, statuts, et usages autorisés dans le lieu, où les dites dispositions auront été faites; en sorte que, si ces dits actes se trouvent revêtus des formalités ou des conditions requises pour la validité dans le lieu de leur confection, ils auront également leur plein effet dans les Etats de l'autre Partie contractante, quand même dans ceux-ci ces actes seroient assujettis à des formalités plus grandes, et à des règles différentes de celles du pays, où ils ont été rédigés.

V. Les Principautés de Neufchâtel et Vallengin sont expressément et nommément comprises dans la présente convention.

VI. La présente convention ne sera valable que dès le jour des ratifications des Souverains respectifs, et ne sortira son plein et entier effet, que du jour de l'échange des dites ratifications. Cet échange se fera dans l'espace de deux mois, ou plutôt, s'il sera possible; et deux mois après cet échange cette même convention sera enterinée et enregistrée par les Tribunaux des deux Etats, et publiée par tout, où besoin sera, dans la forme la plus solemnelle usitée en pareils cas, pour être exécutée selon sa forme et teneur.

En foi de quoi Nous Ministres Plénipotentiaires de Leurs Majestés le Roi de Sardaigne et le Roi de Prusse autorisés par nos pleins pouvoirs, avons signé deux originaux de cette Convention, et y avons apposé les sceaux de nos armes, et chaque partie a gardé le sien.

Fait à Turin le 9 du mois de Septembre l'an 1796 mille sept cent nonante sept.

Clement Damian de Priocca. Jean Pierre B. de Chambrier d'Olleyres.

Ratifié par le Roi de Prusse le 26. Novembre de la même année.

33.

Traité de Commerce, signé à Paris le 30. Mai 1799, entre la France et la Suisse.

La République Française et la République Helvétique, voulant assurer de la manière la plus invariable et réciproquement la plus avantageuse, les rapports commerciaux des deux pays.....

Art. 1er. Aucune des deux Républiques ne pourra jamais prohiber l'entrée, la consommation, ni le transit d'aucune marchandise du cru ou de la fabrique de l'autre République son alliée, sous la condition que les dites marchandises seront accompagnées de certificats d'origine.

2. Jamais aucune des deux Républiques ne prohibera la sortie d'aucune production de son territoire, de ses manufactures à la destination de la République son alliée, si ce n'est passagèrement pour les blés ou farines, et lorsque la même prohibition aura lieu par mesure générale envers toutes les nations; et attendu la prohibition actuelle qui existe en France pour la sortie des grains, la République Française ayant égard au besoin indispensable de cette denrée qu'éprouve la République Helvétique, et voulant lui donner un témoignage particulier d'affection, consent à ce qu'elle soit autorisée à exporter annuellement pour son compte du territoire français, un million de myriagrammes de blé ou farine, sous la condition de les faire sortir par les points convenus de Versoix, Jougnes, Verrières-de-Joux et Bourg-Libre, sur des voitures suisses, conduites par des voituriers suisses; et dans le cas où cette importation d'un million de myriagrammes de blé ou farine ne serait point suffisante pour les besoins démontrés de

1791 l'Helvétie, la République Française consent encore à ce que, par des Traités particuliers renouvelés tous les ans, elle puisse être portée jusqu'à quatre millions de myriagrammes, sans pouvoir jamais excéder cette quantité.

3. Les droits d'entrée et de sortie sur les marchandises du cru ou des fabriques des deux Républiques alliées, allant de l'une dans l'autre, et qui sont fixés au poids par les tarifs existans, continueront à être perçus d'après le même mode, mais en prenant pour base la valeur des marchandises, de manière qu'en aucun cas, le droit acquitté ne puisse excéder six pour cent de la valeur; et à cet effet, les évaluations de chaque nature de marchandises seront arrêtées par les Gouvernemens respectifs, qui se remettront un état indicatif des objets qu'ils fabriquent, et régleront la forme des certificats qui serviront à constater l'origine.

En attendant qu'il ait pu être procédé à la confection desdits Etats, il est convenu que la perception des droits aura lieu, en prenant pour base la valeur déclarée des marchandises, sauf aux préposés à user du droit de les retenir, en les remboursant sur le pied de la valeur déclarée, avec dix pour cent en sus, et sous la condition que les objets exportés de l'Helvétie ne pourront entrer en France, que par les bureaux désignés dans l'article précédent, auxquels sera ajouté un des bureaux du département du Mont-Terrible.

4. Les droits perçus en Helvétie sur la vente en détail des vins, seront les mêmes sur les vins de France, que sur les vins du cru helvétique.

5. Attendu la liberté réciproque du transit stipulé par l'article 1er, le droit de transit ne pourra excéder un demi pour cent de la valeur des objets transités.

Les droits d'entretien des routes, tant par terre que par eau, ne pourront excéder ceux payés par les citoyens de la République qui les exige.

Les expéditions en transit se feront par acquit-à-caution.

Les rouliers, voituriers et bateliers, en entrant sur le territoire de l'une ou de l'autre République, se conformeront d'ailleurs aux lois et réglemens établis dans chacune d'elles.

6. Les deux Républiques s'entendront pour que leurs monnaies respectives soient frappées au même

titre, et alors il sera convenu qu'elles auront récipro- 1799
quement un cours légal dans les deux pays.

7. Si un négociant, ou tout autre citoyen français vient à mourir en Suisse, la République Helvétique s'engage à traiter les héritiers ou ayant-cause, comme le feraient les indigènes, et la réciprocité aura lieu en France, lorsqu'un citoyen suisse y décédera.

8. Les citoyens français domiciliés en Helvétie, et les citoyens helvétiens domiciliés en France, feront viser leurs passeports par la nation ou par le Consul de la nation respective.

9. Les citoyens français et les citoyens helvétiens qui voyageront pour un terme illimité dans les Etats de la République alliée, pourront ressortir avec les passeports de leur nation, en les faisant viser par la légation ou les Consuls respectifs, et en se conformant aux lois de police en vigueur dans le pays où ils voyageront.

10. Il est conveun que les Traités ou Conventions que les Répnbliques Française et Helvétique pourraient faire avec d'autres Etats, ne nuiront jamais à aucun point de l'exécution de celui-ci, mais au contraire, que chacune d'elles fera, en pareil cas, ses efforts pour obtenir les avantages commerciaux de la République son alliée.

11. Il n'est rien dérogé ni changé aux articles commerciaux et politiques du Traité d'alliance.

Les ratifications, etc.

Conclu et signé à Paris, le 11 prairial an VII (30. Mai 1799.)

Signé: C. M. TALLEYRAND.
P. J. ZELTNER.
A. JENNER.

34.

Traité entre la Grande-Bretagne et Alger. Signé à Alger, le 3. Septembre 1800.

Extrait.

Articles of Peace and Commerce between His Most Excellent Majesty George the Third, by the

1800 Grace of God, King of Great Britain, France, and Ireland, Defender of the Christian Faith, etc. and the Most Illustrious Lord Mustapha, Dey, Bashaw, and Governor of the most famous and warlike City and Kingdom of Algiers; ratified, confirmed, and renewed by John Falcon, Esq., His Britannic Majesty's Agent and Consul-General to His Highness the Dey and State of Algiers, being invested with His Britannic Majesty's full power for that purpose.

I. In the first place, it is agreed and concluded that there shall be a lasting peace and friendship between His Britannic Majesty and His Highness the Dey of Algiers, and that all the Articles and Treaties of Peace and Commerce that have been, and are at present subsisting between the Kingdom of Great Britain and the Kingdom of Algiers, be hereby renewed, ratified, and confirmed; the same to be kept inviolable between His Britannic Majesty and His Highness the Dey of Algiers, and between all the Dominions and subjects on either side, and that the ships and other vessels, and subjects and people of either side, shall not henceforth do to each other any harm, offence or injury, either in word or deed; but shall treat one another with all possible respect and friendship, and that all demands and pretences whatsoever, subsisting between both parties, shall be as soon as possible fairly and amicably adjusted.

Confirmed and sealed in the warlike City and Kingdom of Algiers, in the presence of Almighty God, the 3d day of September, 1800, and in the year of the Hegira, 1215, and the 13th day of the Moon Rabbia-ultimo.

Signed JOHN FALCON.

35.

Traité entre la Grande-Bretagne et le Dey d'Alger. En date du 19. *Mars* 1801.

Whereas the Island of Malta, in the Mediterranean Sea; has been conquered by His Majesty's Arms; it is now hereby agreed and fully concluded, between John Falcon Esq., His Britannic Majesty's Agent and Consul general for the city and Kingdom of Algiers, and His Highness Mustaphe Dey, Bashav and Governor of Algiers: I — that from the 7th day of December last 1800, the inhabitants thereof shall be treated upon the same footing as the rest of His Britannic Majesty's subjects, and the said Island shall be considered in all respects like the other places subject to the Crown of Great Britain, and agreeable to the Convention made with His His Britannic Majesty ty by Braem Rais, Ambassador from His Highness the Dey.

Confirmed and sealed in the warlike City and Kingdom of Algiers, in the presence of Almighty God, the 19th day of March 1801 and in the year of the Hegira 1216 and the 6th day of the Moon Gilip.

Signed JOHN FALCON.

1801

36.

Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et l'Empire de Maroc. Signé le 14. Juin 1801.

(Traduction authentique française.)

— — — — — — — — — — — — —

— — — — — — — — — — — — —

Art. 1. Le Roi d'Angleterre peut nommer un ou plusieurs Consuls, dans les Etats de l'Empereur de Maroc et de Fez, celui-ci ou ceux-ci peuvent résider dans un des ports de l'Empereur de Maroc ou une de ses villes, au choix du Consul, ainsi qu'il le jugera utile aux sujets de son Roi ou au bien de son commerce.

2. Le Consul qui résidera dans les Etats de l'Empereur de Maroc sera traité avec le plus grand respect, en ce qui concerne son emploi, et on aura soin de sa maison et de sa famille, les personnes qui en feront partie ne seront molestées, ni affrontées par qui que ce soit en aucune manière, et ceux qui se rendraient coupables, en ce sens, seraient sévèrement punis, afin de servir d'exemple aux autres; ledit Consul peut choisir pour son service, soit des Maures, soit d'autres, et aucun de ceux qui lui seront attachés ne paiera de taxe (comme en paient habituellement les Juifs) ou aucune autre redevance de ce genre; ledit Consul pourra établir un lieu pour son culte, et laisser son pavillon

1801

36.

Treaty between Great Britain and Morocco. Signed at Fez, 14th June, 1801.

This is the Patent Letter, containing, by the Grace and Power of God, the Treaties of Peace, Friendship, and Security; explained to the utmost, between His Imperial Majesty, Emperor of the faithful Religion, proclaimed by the Almighty God, King of Agarb, Morocco, and all the Moorish Territories, Muley Soliman, Ben Mahomed, Ben-Abdala, may the Lord continue his grace over him and extol his Reign, through his agent and subject, Hadgi Abderhaman Ash Ash, now Governor of Tetuan; and the agent of the English King, George the Third, whose Ambassador is James Maria Matra, now Consul at Tangier. These Articles have been made at Fez. May the Lord preserve them from all evil. Dated in the latter days of the month Moharam, 1216.

Herein we shall explain each Article: —

Art. I. The English King may appoint one or more Consuls in the dominions of the Emperor of Morocco and Fez; he or they may reside in any of the Emperor of Morocco's ports, or in any of his towns, at the election of the Consul, where he may think it convenient for his King's subjects, or for the benefit of His commerce.

II. The Consul who may reside in the dominions of the Emperor of Morocco, shall be treated with the utmost respect, according to his employment, and his house and familly shall be taken care of; they shall not be molested by any body, nor affronted in any way whatever, and they who may be guilty of so doing, shall be severely punished, in order that they may serve as an example to others; the said Consul may choose for his service either Moors or others, and none of his dependants shall pay any tax, (which is commonly paid by the Jews,) nor anything of the kind; the said Consul may establish a place of worship, and hoist his national colours at all times, either upon his house, within or without the town, or in his boat

1801 *en tout temps, soit sur sa maison à l'intérieur ou à l'extérieur de la ville, soit sur son bateau lorsqu'il est sur mer. Ledit Consul sera libre de tout paiement ou droit, sur tout ce qu'il importera pour son usage ou pour l'usage de sa maison dans les domaines de l'Empereur de Maroc. Si ledit Consul était appelé dans son pays pour le service du Roi ou autrement, on ne pourra ni l'empêcher de partir, ni le retarder, lui ou les personnes de sa dépendance ou rien de ce qui lui appartient; il sera complètement libre d'aller et de venir comme il lui plaira, il sera tratié avec les plus grands égards, et si quelque chose de plus était accordé à un Consul d'une autre nation, cela le serait également à lui et à ses agens.*

3. *Les sujets anglais auront permission de venir avec leurs vaisseaux et effets de toute espèce, dans toutes les parties des Etats de l'Empereur de Maroc; il leur sera également permis d'y résider aussi long-temps qu'ils voudront et d'y bâtir des boutiques pour leurs marchandises, la bonne amitié continuera de subsister pour toujours entre les sujets des deux nations, de telle sorte qu'aucun tort ne puisse être fait de part ni d'autre.*

4. *Les sujets ou marchands anglais résidant dans les Etats de l'Empereur de Maroc, seront eux et leurs biens en sûreté parfaite; ils pourront suivre leur religion sans être molestés, choisir un lieu pour y enterrer leurs morts, et pourront aller y enterrer le corps et en revenir en toute sûreté. Ils sont également libres d'envoyer un de leurs agens, soit par terre, soit par mer dans l'intérêt de leur service sans que rien les empêche ou les gène, et s'il arrivait qu'un marchand anglais eût un vaisseau à l'intérieur ou à l'extérieur du port, il pourra aller à bord, lui ou un des siens sans être tenu de payer aucun droit.*

5. *Les sujets anglais ne seront point contraints de vendre leurs propriétés ou de faire des achats autrement qu'à leur gré, et aucun Maure ne s'emparera d'effets anglais appartenant à un sujet anglais, à moins qu'il n'en ait reçu le don par la bonne volonté du propriétaire ou par arrangement amiable, il en sera agi de même vis-à-vis des marchands maures dans les Etats anglais.*

if he goes out to sea. The said Consul shall be free 1801
from the payment of any duties on whatever he may bring for his use, or the use of his house, in the dominions of the Emperor of Morocco. Should the said Consul be called home to his King's service or otherwise, he shall not be hindered from going, or be stopped, either he or his dependants, or anything that belongs to him: he shall be at free liberty to go and come when he pleases; he shall be treated with the utmost respect, and if any thing more should be granted to any Consul of another nation, it shall also be granted to him and to his agents.

III. English subjects shall be permitted to come, with their vessels and property of whatever kind, to any of the Dominions of the Emperor of Morocco; they shall also be permitted to reside therein, as long as they please, and to build warehouses for their merchandise: the good friendship shall continue between the subjects of both nations for ever, so that no harm be done on either side.

IV. English subjects or merchants residing in the Dominions of the Emperor of Morocco, shall, themselves and their property, be in perfect security: they may also choose a place proper for a burying ground for their dead, and may go out with a corpse to bury it, and return in safety. They are also at liberty to send any of their agents, either by land or sea, for the purpose of their service, without their being hindered or stopped; and if any English merchant should happen to have a vessel in or outside the port, he may go on board himself, or any of his people, without being liable to pay anything whatever.

V. English subjects shall not be compelled to sell their property, or to make purchases unless at their own option, and no Moor shall take any property belonging to an English subject, unless it be given by the good will of the proprietor, or by mutual agreement; the same shall be practised towards Moorish merchands in the English Dominions.

1801 6. *Aucun sujet anglais ne sera responsable des dettes contractées par un autre individu, à moins qu'il ne s'en soit rendu caution sous sa signature.*

7. *Les disputes, entre les sujets maures et les sujets anglais, seront décidées, en la présence du Consul anglais pourvu que la décision soit conforme à la loi maure, dans lequel cas, le sujet anglais n'ira pas devant le Cadi ou Hacam, et la décision du Consul suffira.*

8. *S'il survenait quelque dispute entre les sujets anglais et les Maures, et que cette dispute occasionât une plainte de l'une des deux parties, l'Empereur de Maroc seul déciderait cette matière; si le sujet anglais était coupable il ne serait pas puni plus sévèrement qu'un Maure ne l'aurait été; et s'il échappait, aucun sujet anglais ne serait arrêté à sa place; et si son évasion avait lieu après la décision, afin d'éviter la peine encourue, il subirait la même sentence qu'un Maure qui aurait commis le même crime; si quelque différend survenait dans les territoires anglais entre un Maure et un sujet anglais, il serait décidé par un nombre égal de Maures résidant dans le lieu, et de Chrétiens, suivant la coutume de l'endroit, si elle n'est pas contraire à la loi maure.*

9. *Les sujets maures qui s'échapperont des Etats de l'Empereur, et qui iront à bord d'un vaisseau de guerre anglais ou à l'un des ports anglais, seront rendus à leur pays sans être renvoyés comme prisonniers; et les sujets anglais qui viendront dans les Etats de l'Empereur de Maroc, soit de leur pays ou de tout autre lieu sur les côtes de la Barbarie tel que Ceuta, d'où ils peuvent s'être échappés, seront rendus à leur Consul ou à son agent, afin de les rembarquer pour Gibraltar.*

10. *Tous renégats de la nation anglaise ou sujets qui changent leur religion pour embrasser la religion maure, étant d'une persuasion incertaine au moment de cette conversion ne seront point regardés comme Maures et pourront revenir à leur religion première, mais si plus tard ils persistent dans leur résolution ils devront s'en tenir à leur décision, et leurs excuses ne seront plus acceptées.*

VI. No English subject shall be answerable for any debts, contracted by another individual, unless, under his own hand, he be responsible for the same. 1801

VII. Disputes between Moorish subjects and English subjects, shall be decided in the presence of the English Consul, provided the decision be conformable to the Moorish law, in which case the English subject shall not go before the Cadi or Hacam, as the Consul's decision shall suffice.

VIII. Should any dispute occur, between English subjects and the Moors, and that dispute should occasion a complaint from either of the parties, the Emperor of Morocco alone shall decide the matter; if the English subject be guilty, he shall not be punished with more severity than a Moor would be; should he escape, no other subject of the English nation shall be arrested in his stead; and if the escape be made after the decision, in order to avoid punishment, he shall be sentenced the same as a Moor would be who had committed the same crime. Should any dispute occur in the English territories, between a Moor and an English subject, it shall be decided by an equal number of the Moors residing there and of Christians, according to the custom of the place, if not contrary to the Moorish law.

IX. Moorish subjects who escape from the Emperor of Morocco's Dominions, and go on board of any English ship of war, or to any of the English ports, shall be restored to their country, without being sent as prisoners; and English subjects who come to the Dominions of the Emperor of Morocco, whether from their own country, or from any other place near the Barbary coast, such as Ceuta, from whence they may have made their escape, shall be delivered up to the Consul or his agent, in order that they may be embarked for Gibraltar.

X. Renegades from the English nation, or subjects who change their religion to embrace the Moorish, they being of unsound mind at the time of turning Moors, shall not be admitted as Moors, and may again return to their former religion, but if they afterwards resolve to be Moors, they must abide by their decision, and their excuses will not be accepted.

1801 *11. Si un sujet anglais devenait Maure et avait en sa possession des effets ou papiers appartenant à des sujets anglais, il les délivrera au Consul anglais ou à son agent; afin de les faire parvenir à leurs propriétaires respectifs.*

12. Les sujets anglais résidant dans les Etats de l'Empereur de Maroc, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, sont en liberté d'aller dans leur propre pays ou ailleurs, soit sur leur vaisseau, soit sur tout autre; ils peuvent disposer de leurs effets, maisons, etc., en emporter la valeur avec eux, de même que leurs familles et domestiques sans aucun empêchement, quand même ces domestiques seraient nés en Barbarie; il en sera pratiqué de même vis-à-vis des sujets maures résidant dans les Etats anglais.

13. Si un sujet anglais vient à mourir dans les Etats de l'Empereur de Maroc, ses effets ne seront ni touchés, ni visités par aucun des Gouverneurs, mais ils seront remis entre les mains des exécuteurs testamentaires ou de ses héritiers s'ils sont présens, mais s'il n'y a ni héritier, ni exécuteur, le Consul ou son agent sera exécuteur du défunt; il prendra inventaire de tous les effets laissés pour les délivrer aux héritiers et exécuteurs du défunt. Si ce défunt n'a point fait de testament, le Consul ou son agent se chargera des effets et en gardera la possession jusqu'à ce que les héritiers viennent à paraître. Si quelque dette était contractée envers le défunt, le Gouverneur de la place fera tous ses efforts pour contraindre les débiteurs de payer leurs dettes au Consul ou à son agent pour être mis en réserve, au profit de l'héritier.

14. Tous les traités conclus entre les agens anglais et les agens maures, sont considérés comme s'étendant aux territoires que les Anglais ont en Allemagne, et à leurs habitans de même que s'ils étaient natifs d'Angleterre, il en sera de même pour Gibraltar et ses habitans, qui seront considérés comme nés à Londres, et lesdits traités s'appliqueront à toute autre ville et à ses habitans, qui peuvent par la suite se trouver sous la domination ou protection de l'Angleterre, de même que s'ils avaient été relatés dans le traité dès l'origine.

XI. If any English subject turn Moor, and have 1801 in his possession effects or papers belonging to English subjects, he shall deliver them up to the English Consul or his agent, in order to their being returned to the respective owners.

XII. English subjects, resident in the Emperor of Morocco's Dominions, either in peace or war, are at liberty to go to their own country, or elsewhere, either in their own or in any other vessel; they may dispose of their effects or houses, etc. and take their value with them, as also their families and servants, even though they should have been born in Barbary, without impediment whatever; and the same shall be practised towards Moorish subjects residing in the English Dominions.

XIII. When an English subject dies in the Emperor of Morocco's Dominions, his effects shall not be searched or touched by any of the Governors, but shall be delivered into the hands of his executors, or his heirs, if present; but if no heir or executor appear, the Consul or his agent shall be executor for the same, he taking an inventory of all such effects found, to be delivered to the deceased's heirs or executors. If the deceased made no will, the Consul or agent shall take charge of the effects, in whose possession they shall remain until the heir appears. If any debts were owing to the deceased, the Governor of the place shall assist and compel the debtors to pay their debts to the Consul, or his agent, to be kept for the heir.

XIV. All the Treaties concluded between the English and the Moorish agent, are to be considered as extending to any territories the English may have in Germany, and to their inhabitants, the same as if they were natives of England, as also to Gibraltar and its inhabitants, who shall be considered as natives of London; they shall also extend to any other town and its inhabitants, which may hereafter be under the dominion or protection of England, as if they were included, from the beginning, in the Treaties.

1801 15. *Les sujets anglais, outre ce qui a été stipulé dans ces traités, jouiront de tous les autres privilèges, dont les autres puissances jouissent à présent, et si dans la suite quelques faveurs ultérieures étaient accordées à aucune autre puissance, la nation anglaise amie de l'Empereur de Maroc sera traitée comme la nation la plus favorisée.*

16. *La navigation entre les sujets anglais, et leurs vaisseaux, et ceux de l'Empereur de Maroc, sera libre, et si un vaisseau de guerre ou marchand anglais rencontre en mer un vaisseau de guerre ou marchand maure, ce dernier n'éprouvera aucun empêchement dans sa navigation, pourvu qu'il soit muni des passes à lui données par le Gouverneur compétent et certifié par le Consul anglais ou son agent consulaire, mais quand même nulle passe ne se trouverait à bord certifiée ainsi qu'il est mentionné ci-dessus, si le vaisseau est sous pavillon maure, et si la plus grande partie de l'équipage se compose de Maures, il ne sera ni molesté, ni gêné dans sa navigation.*

17. *Si un vaisseau de guerre marocain rencontre un vaisseau anglais, qui ne soit pas sur les mers anglaises, le vaisseau marocain pourra envoyer son canot avec deux officiers à bord du vaisseau pour examiner ses passeports, les deux officiers seuls pourront monter à bord et après cette formalité, le canot reviendra et le vaisseau continuera son voyage. Si un vaisseau anglais sort d'un port avec lequel l'Empereur de Maroc est en guerre, ou y entre, aucun marin, pilote ou étranger, ne sera enlevé de ce vaisseau dans l'un ou l'autre cas; personne ne pourra faire de recherches sur ledit vaisseau, dans le but d'y prendre des munitions ou des effets sous prétexte de les recevoir du capitaine, en présent ou autrement, et toutes prises faites par les vaisseaux du Roi d'Angleterre rencontrées en mer, par les croisières de l'Empereur de Maroc, même sans passeport, ne seront ni molestées, ni gênées dans leur navigation; une lettre d'affidavit, soit du capitaine par qui la capture a été faite, soit du Gouverneur de la place d'ou le vaisseau a fait voile, devant être réputée suffisante.*

XV. English subjects, in addition to what is mentioned in those Treaties, shall enjoy any other privileges which other Powers enjoy at present, and if hereafter any further indulgences be granted to any other Power, the greatest share shall be extended to this friendly nation to the Emperor of Morocco. 1801

XVI. The navigation between the English subjects and vessels and those of the Emperor of Morocco, shall be free, and if an English man-of-war or privateer meet at sea, with a Moorish man-of-war or merchantman, the latter shall not be hindered of their navigation, provided they are furnished with their passes given to them by their respective Governors, certified by the English Consul or his Agent; but, if no passport be found on board, certified as above, the vessel being under Moorish colours, and the greater part of the crew being Moors, it shall not be molested or hindered of its navigation.

XVII. If a Morocco man-of-war meet with an English vessel at sea, not being in the English sea, the Moorish man-of-war may send his boat, with two officers, on board of the English vessel to examine her pass; the two officers only shall be permitted to go on board; and, after so doing, the boat shall return, and the vessel continue its voyage: if an English vessel come out of a port with which the Emperor of Morocco may be at war, or go into it, no mariners, pilot, or strangers shall, in either case, be taken from it; nor shall any one be allowed to search the said vessel for the purpose of taking any ammunition or goods from the English vessel, under the pretence of receiving them from the Captain as a present, or otherwise; and all prizes taken by the King of England's ships, and met with at sea by the Emperor of Morocco's cruizers, even without a pass, shall not be molested or hindered from their navigation, a letter or affidavit, either of the Captain by whom the capture was made, or of the Governor of the place from whence she sailed, being deemed sufficient.

1801 18. *Les croiseurs de l'Empereur de Maroc et ses sujets, ne croiseront pas près des ports anglais, de telle façon que le commerce desdits ports en soit interrompu, et les vaisseaux anglais ne pourront non plus croiser ainsi près des ports de l'Empire de Maroc.*

19. *Si un Maure ou sujet de l'Empereur de Maroc était à bord d'un vaisseau d'une nation avec laquelle le Roi d'Angleterre serait en guerre, et si ce vaisseau venait à être pris, ni le Maure, ni ses effets ne seraient saisis; mais il serait libéré. La même chose aura lieu si un sujet anglais est trouvé à bord d'un vaisseau avec la nation duquel l'Empereur de Maroc est en guerre et qui aurait été pris; le sujet anglais et ses effets seront libérés.*

20. *Si un vaisseau anglais fait une prise, et l'amène dans un des ports de l'Empereur de Maroc, le vaisseau ou la cargaison pourront être vendus sans que personne s'y oppose, ou la prise emmenée partout où bon semblera.*

21. *Si un vaisseau anglais est chassé par un vaisseau avec lequel il soit en guerre, et vient à portée de canon d'un des forts de l'Empire de Maroc on fera feu sur le poursuivant, et on fera tout ce qu'on pourra pour protéger le poursuivi. La même condition sera observée à l'égard des croiseurs de l'Empereur de Maroc, lorsqu'ils seront près d'un des ports anglais.*

22. *Si un croiseur marocain rencontre un vaisseau de nation quelconque, sous le convoi d'un croiseur anglais, ce vaisseau sera considéré comme appartenant au Roi d'Angleterre, puisqu'il se trouve sous la protection des Anglais, et les croiseurs de Maroc ne pourront ni le détenir ni le gêner dans sa navigation, sous quelque prétexte que ce soit. Il en sera agi de même par les Anglais, s'ils trouvent un vaisseau sous le convoi ou la protection des croiseurs de l'Empereur de Maroc.*

23. *Des croiseurs n'appartenant ni à Maroc, ni à l'Angleterre, mais ayant un passeport d'une nation avec laquelle l'Empereur de Maroc ou le Roi d'Angleterre serait en guerre, ne pourront entrer dans les ports d'aucune des deux Parties, y vendre leurs prises, ni y prendre des provisions ou*

XVIII. The Emperor of Morocco's cruizers, and 1801
his subjects, shall not cruize near the English ports, so that the commerce of the said ports be interrupted, nor shall English vessels so cruize near the Emperor of Morocco's ports.

XIX. If a Moor, of the Emperor of Morocco's subjects, be on board a vessel of a nation, with which the King of England is at war, and the vessel happen to be taken a prize, neither the Moor nor his effects shall be seized, but shall be liberated; the same shall be observed, if an English subject be found on board a vessel, with whose nation the Emperor of Morocco may be at war, and which may be taken as prize, the English subject and his effects being liberated.

XX. If an English vessel capture a prize, and bring it into any of the Emperor of Morocco's ports, the vessel or cargo may be sold without being hindered by any body, or the prize taken away wheresoever they please.

XXI. If an English vessel run from a vessel with which it may be at war, and come within gun-shot of the Emperor of Morocco's ports, the latter shall be fired upon, and the utmost shall be done to protect the former: the same condition shall be observed in respect of the Emperor of Morocco's cruizers, when near the English ports.

XXII. If a Morocco cruizer meet with a vessel of any nation, under convoy of an English cruizer, such vessel shall be considered as belonging to the King of England, she being under the protection of the English, and the Morocco cruizer shall not detain her, or hinder her navigation, on any pretext whatever; the same shall be practised by the English, if they find a vessel under convoy or protection of the Emperor of Morocco's cruizers.

XXIII. Cruizers belonging neither to Morocco nor England, but having a pass from a nation with which the Emperor of Morocco or the King of England may be at war, shall not be allowed to enter any port of either party, nor to sell a prize therein, neither shall they be allowed to take any stores or provisions,

1801 *munitions, excepté cependant, une quantité suffisante pour continuer leur voyage jusque chez eux.*

24. *Si des vaisseaux d'une nation avec laquelle le Roi d'Angleterre est en guerre, entrent dans les ports ou baies de Maroc où il se trouverait des vaisseaux anglais, il ne sera point permis à l'ennemi de faire violence à ces derniers, et de les gêner dans leur route, il ne sera pas non plus permis à l'ennemi, de suivre ces vaisseaux anglais que vingt-quatre heures après qu'ils auront quitté le port; il en sera de même, vis-à-vis des vaisseaux de l'Empereur de Maroc dans des ports d'Angleterre.*

25. *Si une flotte anglaise, croiseur or vaisseau marchand venait dans un port de l'Empereur de Maroc ou dans une de ses baies ou rivières, pour manque de provisions, il lui sera permis d'acheter le nécessaire au prix courant payé par les autres nations qui sont en paix.*

26. *Des paquebots munis d'une passe du Roi d'Angleterre, ou d'un passeport des personnes préposées à l'expédition de bateaux de poste, seront considérés comme vaisseaux de guerre.*

27. *Les habitans de la ville de Gibraltar, qui appartient à l'Angleterre, de même, que ceux de toute autre ville qui pourra dans la suite lui appartenir, seront considérés comme natifs d'Angleterre, et auront permission de voyager, naviguer et pêcher sous pavillon anglais avec une passe du Gouverneur sans empêchement ni gêne.*

28. *Les vaisseaux ou sujets des deux Parties ou de leurs dépendances qui entreront dans les ports ou baies de l'une ou de l'autre, et qui ne voudront point mouiller ou jeter l'ancre dans le port, parce qu'ils sont en destination pour un autre lieu, ne seront point obligés d'exhiber leurs cargaisons, ni d'en vendre une partie, et ne seront point recherchés pour ce fait.*

29. *Si un vaisseau anglais débarque une partie de sa cargaison dans un des ports de l'Empereur de Maroc, il ne paiera que les droits d'entrée sur la quantité débarquée, mais non sur le reste de la cargaison demeuré à bord, et il sera libre de partir avec ce demeurant, pour toute destination quelconque.*

excepting only such a quantity of provisions as may 1801
be sufficient for their voyage home.

XXIV. If vessels of a nation with which the King of England is at war, enter any of the Emperor of Morocco's ports or bays, wherein there should happen to be English vessels, it shall not be permitted to the enemy to do violence to the English, or to molest them in any way, nor shall the enemy be permitted to follow an English vessel from the harbour till 24 hours after her departure; the same shall be practised towards vessels of the Emperor of Morocco in English ports.

XXV. If an English fleet, cruizer, or merchant ship, come into a port of the Emperor of Morocco, or into any of his bays or rivers and want provisions, they shall be allowed to buy what is necessary, at the current price paid by other nations that are at peace.

XXVI. Packet-boats, furnished with the King of England's pass, or with a passport from the person authorised to dispatch King's Packets, shall be considered as ships of war.

XXVII. The inhabitants of Gibraltar, which is under the English command, as also the inhabitants of any other town which may hereafter be in possession of the English, thall be considered as native Englishmen, and be permitted to travel, and navigate, and fish, under English colours, with the Governor's pass, without being hindered or molested.

XXVIII. Vessels of either party, or its subjects, that enter into the ports or bays of either party, and do not choose to come into harbour, or to anchor in the port, being bound for another place, shall not be obliged to exhibit their cargoes, nor to sell any part of them, nor shall they in such case be searched.

XXIX. If an English vessel land part of its cargo in any of the Emperor of Morocco's ports, it shall only pay the duties inward, on the quantity landed, but not for the remaining part of the cargo, which has not been landed, and it shall be at liberty to depart with the latter to any place whatsoever.

1801 30. *Aucun capitaine anglais ne sera contraint contre sa volonté de prendre à bord de son vaisseau, aucuns passagers, individus ou effets appartenant n'importe à qui, de même que le capitaine ne pourra être forcé d'aller nulle part contre son consentement ou empêché de se rendre où il lui plait.*

31. *Si un sujet de l'Empereur de Maroc frète un vaisseau anglais, dans le but de porter un chargement ou des passagers d'un des ports de l'Empereur à un autre, et si dans son voyage il est poussé par le vent ou la tempête, dans un autre des ports de l'Empereur, il n'y paiera ni droit d'ancrage, ni aucune autre redevance.*

32. *Tout vaisseau anglais éprouvant quelque malheur de mer, et entrant dans un des ports de l'Empereur de Maroc, pour réparer ses dommages, aura libre entrée, et sera assisté de tout ce qui lui sera nécessaire pour faire route jusqu'à sa destination.*

33. *Si un vaisseau anglais échoue ou fait naufrage sur une côte marocaine, il sera protégé et assisté de toute manière comme un ami bien venu; le vaisseau et tout ce qui pourra être sauvé du naufrage sera rendu au Consul ou à son agent consulaire pour être remis aux propriétaires, et l'équipage sera libre de partir quand il lui plaira; la même chose sera observée dans un cas semblable à l'égard des vaisseaux de l'Empereur de Maroc sur les côtes d'Angleterre, et si un vaisseau anglais était jeté sur Waduny, ou sur les sables du voisinage, l'Empereur de Maroc fera tout son possible pour assurer le salut de l'équipage et son renvoi en Angleterre; le Consul anglais ou son agent pourront aussi s'efforcer de procurer leur liberté, et sera assisté dans ce but, par le gouverneur de la résidence la plus prochaine.*

34. *Si un sujet anglais ou individu sous la protection anglaise, vient dans les Etats de l'Empereur de Maroc pour charger des provisions, il lui sera permis, en payant les droits accoutumés, de les exporter dans d'autres pays chrétiens avec lesquels on sera en paix; étant bien entendu, qu'ils choisiront pour venir faire ces exportations les*

XXX. No English captain shall be compelled to take on board of his vessel, any passenger or person or goods belonging to any person whatever, against his will, nor shall the captain be compelled to go to any port without his consent, nor be prevented from going where he pleases. 1801

XXXI. If a subject of the Emperor of Morocco freight an English vessel, for the purpose of loading or taking passengers from one of the Emperor's ports to another; and, on his voyage, be driven by the wind and weather into another of the Emperor of Morocco's ports, he shall not pay any anchorage or other duty whatever in such port.

XXXII. English vessels meeting with distress at sea, and entering any of the Emperor of Morocco's ports to repair their damages, shall be allowed to come in, and shall be assisted with all requisite stores, etc. to continue their voyage to their destination.

XXXIII. If an English vessel strand, or be wrecked on the Emperor of Morocco's coast, it shall be protected and assisted in every respect as becoming friendship; the vessel, and what may be saved from such wreck, shall be delivered to the Consul or his Agent, for the use of the owners; and the crew shall be at liberty to depart when they please: the same shall be observed, in a similar case, towards the Emperor of Morocco's vessels on the English coast; and if any English vessel be cast away at Wadnun, or the sands near, the Emperor of Morocco shall do his utmost to insure the safety of the crew, and their being sent to their country; the English Consul or his Agent may also use his endeavours in procuring their liberty, and shall be assisted in that object by the Governor residing near the place.

XXXIV. If an English subject, or person under the King of England's protection, come to the Dominions of the Emperor of Morocco to load provisions, he shall be allowed, on payment of the existing duties, to export them to other christian nations, with which he may be at peace, it being understood that their coming over for that purpose shall be at proper

1801 *saisons convenables de l'année, soit une fois, soit plusieurs, conformément aux conventions, puisqu'il n'est pas permis de venir ainsi, et d'exporter de cette manière, sans stipulation et hors de saison.*

35. *Si des vaisseaux anglais viennent dans un port où se trouvent des vaisseaux d'autres nations, et s'ils manquent de provisions sans que l'endroit puisse fournir aux besoins des uns et des autres, on partagera les provisions en raison du nombre de vaisseaux à pourvoir, et elles seront payées au prix courant du marché, sans qu'il soit permis aux vaisseaux des autres nations, de prendre plus que leur part, et si, par la suite, la garnison de Gibraltar manquait de provisions quand la Barbarie en serait abondamment pourvue, l'Empereur de Maroc en permettra l'exportation pour l'usage des troupes et des habitans, au même taux de droits que les autres nations à la même époque.*

36. *Si un sujet anglais entre dans un port de l'Empereur de Maroc, avec des munitions ou provisions navales, il ne paiera aucun droit pour cesdits objets.*

37. *Si un sujet anglais a importé des marchandises dans les ports de Maroc, et y a payé pour elles le droit accoutumé, dans le cas où il voudrait ensuite transporter ces marchandises dans un autre port marocain, il n'y paiera aucun autre droit, et si quelque contrebande se fait par les sujets de l'une des deux Parties, les objets de cette contrebande, seront saisis sans autre punition pour servir d'exemple.*

38. *Tous les Traités conclus avec Muley Ismaël, Muley-Abdala et Muley-Mohamed Ben Abdala, seront en pleine force et vigueur, excepté toutes dispositions contraires à la présente Convention.*

39. *Si aucun des sujets ou croiseurs de l'une des deux Parties commet une infraction à ces Traités par mégarde, ou à dessein, la paix ne sera point troublée pour cela, mais elle continuera jusqu'à ce que plainte ait été faite aux Souverains respectifs, mais le sujet de l'une des deux Parties qui sera coupable de l'infraction, sera sévèrement puni.*

40. *Si la paix venait à se rompre, et qu'une*

seasons of the year, or once or more, according as may be agreed upon, as he is not permitted so to come and export without stipulation, and out of season. 1801

XXXV. If English ships come to a port where ships of other nations happen also to be, and want a supply of provisions, and the place do not afford sufficient to satisfy both, it shall be divided in proportion to the number of vessels, and shall be paid for at the current market price, without its being permitted to the ships of other nations to take more than their portion; and if, henceforward, the Garrison of Gibraltar should be in want of provisions, provided they be abundant in Barbary, the Emperor of Morocco shall permit their exportation, for the use of the troops, and the inhabitants, at the same duties that are paid by other Nations at the same period.

XXXVI. If an English subject come to the Emperor of Morocco's ports with ammunition or naval stores, he shall not pay any duty for the same.

XXXVII. If an English subject have imported any Merchandize into the Emperor of Morocco's ports, and have paid duty thereon, and choose afterwards to remove the said Merchandize to another of the Emperor of Morocco's ports, he shall not pay any further duty; and if any goods be smuggled by subjects of either party, the goods which they have smuggled shall be seized, but no other punishment shall be inflicted, to serve as an example to others.

XXXVIII. All the Treaties concluded with Muly Ishmael, Muly Abdala, and Muly Mahomed Ben Abdala, shall be in force without alteration; excepting such Articles as may be contrary to this Treaty between both parties.

XXXIX. If any of the subjects or cruizers of either party break through these Treaties, either by mistake or purposely, the peace shall not, therefore, be disturbed, but shall continue until after a complaint be made to the respective King; and if any subject of either party be guilty of an infraction of these Treaties, he shall be severely punished by his King.

XL. If a rupture of the peace happen, and war

1801 *guerre s'ensuivît (ce qu'à Dieu ne plaise!), les sujets anglais ou maures de toute espèce pourront se rendre en quelque lieu du monde qu'il leur plaira, avec leurs familles et domestiques marocains ou non à bord de vaisseaux de toute nation et il leur sera accordé un délai de six mois, afin qu'ils puissent avoir le temps de disposer de leurs effets, et d'arranger leurs affaires, et durant lesdits six mois eux et leurs biens seront saufs à l'abri de toute molestation et injure motivée sur la déclaration de guerre, et ils seront aidés par les Gouverneurs respectifs dans le prompt recouvrement de ce qui leur est dû. Les sujets marocains seront traités de même dans les Etats du Roi d'Angleterre.*

41. *Ce Traité de paix conclu entre l'Empereur de Maroc et le Roi d'Angleterre, sera promulgué parmi les sujets des deux Parties, afin que les conditions ne demeurent point cachées; des copies en seront données aux gouverneurs et commissaires d'importation et d'exportation de l'Empereur de Maroc et aux capitaines de ses croiseurs, ceci étant la conclusion des articles ci-dessus mentionnés.*

Stipulé sous la date ci-dessus, qui correspond au 14. *Juin* 1801 *de la naissance de Jésus, le Messie fils de Marie.*

Paix soit avec lui.

Signé: (*L. S.*) *Muley-Soliman.*

---

ensue, (which God forbid,) all English subjects, as 1801
also all Morocco subjects, of whatever description, may proceed to any part of the world they please, with their families, property, and servants, whether born in Barbary or not, on board the vessel of any nation, and six months' notice shall be given to them, in order that they may have time to dispose of their effects, and settle their affairs; and, during the said six months, they and their property shall continue in safety, without being molested or injured in any way, on account of the declaration of war, and they shall be assisted by the respective Governors in recovering their debts without delay; the same shall be practised with the Emperor of Morocco's subjects in the dominions of the King of England.

XLI. This Treaty of Peace, concluded between the Emperor of Morocco and the King of England, shall be published to the subjects of both parties, that the conditions may not be concealed, and copies shall be given to the Governors and Commissioners of Imports and Exports of the Emperor of Morocco, and to the captains of his cruizers, this being the end of the above-mentioned Articles, concluded on the foregoing date, which corresponds with the 14th June, 1801, of the birth of Jesus, the Messiah, Son of Mary.

Peace to Him.

(L. S.) MULEY SOLIMAN.

37.

Traité de paix entre la République française et S. E. le très-illustre Youssouf-Pacha, Bey, Divan et Milice du Royaume de Tripoli. En date du 19. Juin 1801 (30 Prairial an. IX de la Rép. française).

Son Excellence, Youssouf-Pacha, Bey et Dey, et le Citoyen Xavier Naudi, Chancelier et Chargé des affaires du Commissariat général des relations

1801 commerciales de la République française, muni des pleins-pouvoirs du premier Consul, pour traiter la paix avec cette Régence, sont convenus de ce qui suit:

Les relations politiques et commerciales de la République française et de la Régence de Tripoli de Barbarie sont rétablies telles qu'elles existaient avant la rupture. En conséquence:

Art. I. Les capitulations faites et accordées entre les ci-devant Empereurs de France et le Grand-Seigneur, leurs prédécesseurs, ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France, envoyé exprès à la Porte, seront exactement et sincèrement gardées et observées, sans que, de part ni d'autre, il y soit directement ou indirectement contrevenu.

2. A l'avenir, il y aura paix entre la République française et son Excellence, le très-Illustre Pacha, Bey, Dey, Divan et Milice du Royaume de Tripoli en Barbarie, et leurs citoyens et sujets, et ils pourront réciproquement faire leur commerce dans les deux Etats, et y naviguer en toute sûreté, sans en pouvoir être empêchés par quelque cause ou sous quelque prétexte que ce soit.

3. Le présent Traité de paix étant le même que celui conclu en 1729, avec l'augmentation de quelques articles et la diminution d'autres, la République Française et Son Excellence le Pacha, Bey, Dey, Divan et Milice du Royaume de Tripoli, déclarent qu'en tous cas l'ancien traité doit avoir la même force et vigueur comme s'il avait été ratifié en tous ses articles, et comme s'il avait été signé par Son Excellence Youssauf Pacha, Bey et Dey du Royaume de Tripoli et ses Divan et Milice, et par le citoyen Xavier Naudi, pour la République Française.

4. Les vaisseaux armés en guerre à Tripoli et dans les autres ports du Royaume, rencontrant en mer les vaisseaux et bâtimens naviguant sous l'étendard de la République, ou munis de son passeport, conforme à la copie qui sera transcrite a la fin du Traité, les laisseront en liberté continuer leur voyage, sans les arrêter ni donner aucun empêchement, mais leur donneront tout le secours et l'assistance dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux personnes dans la chaloupe, outre le nombre de matelots nécessaires pour la conduire, et de donner

ordre qu'il n'entre aucun autre que lesdites deux personnes dans lesdits vaisseaux sans la permission expresse du commandant; et réciproquement les vaisseaux français en useront de même à l'égard de ceux appartenant aux armateurs particuliers de ladite ville et Royaume de Tripoli qui seront porteurs des certificats du Commissaire général des relations commerciales de la République Française établi en ladite ville, desquels certificats la copie sera pareillement jointe à la fin du présent Traité. 1801

5. Les bâtimens marchands de la dépendance de Tripoli doivent, pour leur sûreté, être munis de la commission du Pacha et des certificats du Commissaire des relations commerciales de la République Française établi en ladite ville, sous peine d'être arrêtés et traités comme forbans.

6. Les vaisseaux de guerre et marchands, tant de la République que de la Régence de Tripoli, seront reçus réciproquement dans les ports et rades des deux Etats, et il leur sera donné toute sorte de secours pour les navires et pour les équipages; comme aussi il leur sera fourni des vivres, agrès, et généralement tout ce dont ils auront besoin, aux prix ordinaires et accoutumés dans les lieux où ils auront relâché.

7. S'il arrive que quelque bâtiment soit attaqué dans les ports de cette Régence par des vaisseaux de guerre ennemis sous le canon des forteresses, les châteaux seront tenus de les défendre et protéger, et les Commandans obligeront lesdits vaisseaux ennemis de donner aux bâtimens français un temps suffisant, au moins de deux jours, pour sortir ou s'éloigner desdits ports et rades, pendant lequel temps les vaisseaux ennemis seront retenus sans qu'il leur soit permis de les poursuivre. Et la même chose s'exécutera dans les ports de la République, à condition toutefois que les vaisseaux armés en guerre à Tripoli et dans les autres ports dudit Royaume, ne pourront faire de prise dans l'étendue de dix lieues des côtes de France; et en cas que lesdits vaisseaux et autres bâtimens corsaires fussent trouvés en contravention par les vaisseaux de la République, ils seront arrêtés et confisqués comme pirates; et s'il arrivait que les corsaires de Tunis, Alger et Salé étant en guerre avec la France, prissent

1801 des bâtimens français marchands qui seraient mouillés à Zouarre, Mesurat et autres endroits de la côte, seront tenus lesdits Pacha, Bey, Dey, Divan et Milice du Royaume de Tripoli de les faire relâcher avec tous les équipages et effets.

8. Tous les Français pris par les ennemis de la République, qui seront conduits à Tripoli et autres ports dudit Royaume, seront mis aussitôt en liberté, sans pouvoir être retenus esclaves; et en cas que les vaisseaux de Tunis, Alger et Salé, ou autres, qui pourront être en guerre avec la République, missent à terre des esclaves français en quelque endroit que ce puisse être de leur Royaume, ils seront mis en liberté, ainsi que ceux qui se trouveraient à la suite des caravanes, ou qui seraient conduits par terre, pour être vendus ou donnés, et généralement tous les Français seront libres, lorsqu'ils entreront dans les terres de Tripoli, tout de même que s'ils entraient dans celles de France.

9. Les étrangers passagers trouvés sur les vaisseaux français, ni pareillement les Français pris sur les vaisseaux étrangers, ne pourront être faits esclaves sous quelque prétexte que ce puisse être, quand même les vaisseaux sur lesquels ils auraient été pris se seraient défendus, ni leurs effets et marchandises retenus; ce qui aura pareillement lieu à l'égard des étrangers passagers trouvés sur les vaisseaux de ladite ville et Royaume de Tripoli, et des sujets dudit Royaume trouvés sur les vaisseaux étrangers.

10. Si quelque vaisseau se perdait sur les côtes de la dépendance dudit Royaume de Tripoli, soit qu'il fût poursuivi par les ennemis ou forcé par le mauvais temps, il sera secouru de ce dont il aura besoin pour être remis en mer, et pour recouvrer les marchandises de son chargement, en payant les journées de ceux qui y auront été employés, sans qu'il puisse exiger aucun droit ni tribut pour les marchandises qui seront mises à terre, à moins qu'elles ne soient vendues dans les ports dudit Royaume.

11. Les vaisseaux marchands français, polacres, barques, tartanes, portant pavillon français, arrivant au port de Tripoli pour charger et décharger les marchandises, paieront le droit d'ancrage de cinq sequins du Caire, seulement pour les grands voyages, et le

droit de demi-ancrage, de deux sequins et demi du Caire, pour les voyages de la côte, c'est-à-dire du Ponent jusqu'à Souze, et du Levant jusqu'à Bengasse, compris Malte et Gerbe. Les bâtimens venant et sortant à vide sont exempts du paiement de toute sorte de droits. Le lest est aussi établi à demi-sequin du Caire par chaloupe, sans que les officiers de cette Régence puissent jamais, pour quelque cause que ce soit, prétendre davantage. Le Raïs de la marine sera obligé d'envoyer la chaloupe de garde à l'entrée du port, lorsque les bâtimens français y entreront, sans qu'il puisse exiger aucun droit, à moins que les bâtimens n'aient fait quelque signal pour demander un pilote. 1801

12. Tous les marchands français qui aborderont aux côtes ou ports du Royaume de Tripoli, pourront mettre à terre leurs marchandises, vendre et acheter librement du sené, et en général toutes sortes de marchandises et denrées, sans payer que trois pour cent, tant d'entrée dudit Royaume que de sortie, même pour le vin et l'eau-de-vie, qui seront sur le même pied que les autres marchandises; et ne pouvant lesdits capitaines français, marchands ou patrons, portant pavillon français, vendre et débiter leurs marchandises, vin et eau-de-vie audit Royaume de Tripoli, ils les pourront charger sur quel bâtiment ils trouveront à propos, pour les transporter hors du Royaume, sans qu'on puisse les obliger à en payer aucuns droits. Il en sera usé de la même manière dans les ports de la République; et ne pourront lesdits capitaines et patrons portant pavillon français, être obligés, sous aucun prétexte, de mettre à terre ni leurs voiles ni leurs gouvernails.

13. Les vaisseaux français ne pourront, sous aucun prétexte, être détenus plus de huit jours dans le port de Tripoli, à l'occasion de la sortie des vaisseaux du Gouvernement, et l'ordre de détention sera remis au Consul, qui prendra soin de le faire exécuter: ce qui n'aura pas lieu pour la sortie des bâtimens à rames du Royaume.

14. Il ne sera donné aucun secours ni protection, contre les Français, aux vaisseaux barbaresques, qui seront en guerre avec eux, ni de ceux qui auront armé sous leur commission: et feront lesdits Pacha, Bey, Dey, Divan et Milice de ladite ville et Royaume

1801 de Tripoli, défense à tous leurs sujets d'armer sous commission d'aucun Prince ou Etat ennemi de la République, comme aussi ils empêcheront que ceux contre qui elle est ou sera en guerre puissent armer dans leurs ports pour courir sur les bâtimens français.

15. Les Français ne pourront être contraints, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit, à charger sur leurs vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucuns voyages aux lieux où ils n'auraient pas dessein d'aller.

16. Tous les capitaines et patrons des bâtimens français qui viendront à Tripoli, iront chez le Commissaire des relations commerciales de la République avant d'aller voir le Pacha, ni aucune autre autorité, ainsi qu'il se pratique à Constantinople, Alger, Tunis, et dans toutes les échelles du Levant.

17. Lorsque les corsaires du pays voudront donner carène à leurs bâtimens, ils ne seront point en droit, sous quelque prétexte que ce soit, de prendre de force aucun bâtiment français pour les aider, à moins que le capitaine n'y consente volontairement, soit en payant, soit autrement.

18. La République Française pourra continuer l'établissement d'un Commissaire général des relations commerciales à Tripoli, pour assister les marchands français dans tous leurs besoins, et pourra ledit Commissaire, exercer en liberté, dans sa maison la religion chrétienne, tant pour lui que pour les chrétiens qui voudront y assister; comme aussi pourront les Turcs de ladite ville et Royaume de Tripoli qui viendront en France, faire dans leurs maisons l'exercice de leur religion, et aura ledit Commissaire la prééminence sur tous les autres Consuls, et aura pouvoir et juridiction dans les différends qui pourront naître entre les Français, sans que les juges de ladite ville de Tripoli en puissent prendre aucune connaissance; et pourra ledit Commissaire arborer le pavillon de la République sur sa maison et à sa chaloupe tant qu'il lui plaira. La même chose se doit entendre pour Derne et Bengasse, où la République pourra établir des Vice-Commissaires.

19. S'il arrive un différend entre un Français et un Turc ou Maure, ils ne pourront pas être jugés par les juges ordinaires, mais bien par le Conseil du Pacha, Bey, Dey, Divan et Milice de ladite ville et

Royaume, devant le Commissaire, ou par le Commandant dans les ports où les différends arriveront. 1801

20. Ledit Commissaire Français ne sera tenu de payer aucune dette pour les marchands français, s'il n'y est obligé en son nom par écrit; et seront les effets des Français qui mourront audit pays remis en main dudit Commissaire pour en disposer au profit des Français ou autres auxquels ils appartiendront; et la même chose sera observée à l'égard des Turcs qui viendront s'établir en France. Et lorsque les marchands ou autres, feront des avances à des matelots français ou de quelque autre nation qu'ils soient, qui navigueront sous le pavillon de la République, ou qui seront sous sa protection, et qui contracteront des dettes avec eux aux tavernes ou ailleurs, sans le consentement de leurs capitaines, lesdits marchands, cabaretiers ou autres, ne pourront arrêter, inquiéter lesdits matelots, et les Commissaires, capitaines ou bâtimens ne pourront être responsables.

21. Le Commissaire français jouira de l'exemption de visites de douane et du paiement de tous les droits pour les provisions, vivres et marchandises nécessaires à sa maison. Ladite exemption est commune aux officiers du commissariat et à l'aubergiste des Français.

22. Tous les nouveaux droits, et autres qui ne sont pas compris dans ces Traités, sont abolis, et celui de carénage ne sera payé que lorsqu'on donnera le feu aux bâtimens, ainsi qu'on le pratiquait autrefois; et il sera défendu d'en établir de nouveaux, ni d'en exiger aucun autre des capitaines et patrons français, lorsqu'ils acheteront et embarqueront les vivres, pain et biscuit.

23. Tout Français qui aura frappé un Turc ou Maure, ne pourra être puni qu'après avoir fait appeler le Commissaire pour défendre sa cause, et en cas que le Français se sauve, ne pourra ledit Commissaire en être responsable. Si un Français voulait se faire Turc, il ne pourrait être reçu qu'au préalable, il n'eût persisté trois fois vingt-quatre heures dans son dessein, et cependant, il serait remis comme en dépôt, entre les mains dudit Commissaire.

24. Et pour faciliter l'établissement du commerce, et le rendre ferme et stable, les Très Illustres Pacha, Bey, Dey, Divan et Milice de Tripoli, enverront, quand ils le jugeront à propos, une personne de qua-

1801 lité entre eux, résider à Marseille, pour entendre sur le lieu les plaintes qui pourront arriver sur les contraventions au présent Traité, et à laquelle il sera fait toutes sortes de bons traitemens.

25. S'il arrive quelque contravention au présent Traité, il ne sera fait aucun acte d'hostilité, qu'après un déni formel de justice.

26. Si quelque corsaire français ou tripolitain fait tort aux bâtimens tripolitains ou français qu'il trouvera en mer, il en sera puni, et les armateurs responsables.

27. Toutes les fois qu'un vaisseau de guerre de la République viendra mouiller dans la rade de Tripoli, aussitôt que le Commissaire aura averti le Gouverneur, le vaisseau de guerre sera salué à proportion de la marque de commandement qu'il portera, par les châteaux et forts de la ville, et il rendra coup pour coup, bien entendu que la même chose se pratiquera dans la rencontre desdits vaisseaux en mer.

28. Si le présent Traité de paix conclu entre le citoyen Xavier Naudi pour la République Française et le Très Illustre Pacha, Bey, Dey, Divan, Milice et Royaume de Tripoli, venait à être rompu de part ou d'autre (ce qu'à Dieu ne plaise!), le Commissaire et tous les Français qui seront dans l'étendue dudit Royaume, pourront se retirer avec leurs effets ou bon leur semblera, sans qu'ils puissent être arrêtés pendant le temps de six mois.

29. Les pères capucins et autres religieux missionnaires à Tripoli, de quelque nation qu'ils puissent être, seront désormais traités et tenus comme appartenant à la République Française qui les prend sous sa protection, et en cette qualité, ne pourront être inquiétés ni en leurs personnes, ni en leurs chapelles, mais considérés et maintenus par le Commissaire français comme appartenant à la République.

30. Il sera défendu aux officiers des forts et châteaux dépendant dudit Royaume de Tripoli, d'exiger aucune chose des officiers des vaisseaux marchands français; et même lorsque des bâtimens toucheront à Derne, Zouave et autres ports dudit Royaume, pour y prendre des rafraîchissemens, ils ne paieront aucun droit d'ancrage.

31. La nation française continuera à jouir des mêmes privilèges et exemptions dont elle a joui jusqu'à

présent, et qui seront plus grands que ceux des autres 1801
nations, ainsi qu'il est porté par les Traités, et il ne sera accordé aucun privilège à d'autres nations qui ne soit aussi commun à la nation française, quoiqu'il ne soit pas spécifié dans le présent Traité.

32. S'il arrivait qu'un forban de quelque nation qu'il fut, vint se réfugier à Tripoli après avoir fait du pillage à la mer, quand même l'équipage se ferait mahométan, le bâtiment avec l'argent et les effets qui y seraient trouvés, seront retenus par le Pacha, un an et un jour, pour donner le temps au Commissaire français de réclamer ce que le dit forban aurait pu piller sur les dits bâtimens français, et s'il est prouvé dans le dit an et jour, que le forban ait enlevé quelque chose à un ou plusieurs bâtimens français, les choses enlevées ou leur valeur seront rendues au Commissaire français, et les Français qui pourraient se trouver par force ou par surprise sur le dit forban, seront mis en liberté.

33. Les corsaires tripolitains qui, rencontrant des bâtimens français, exigeront des capitaines ou patrons, des vivres, agrès, provisions, rafraîchissemens, ou autre chose; qui troubleront leur navigation, soit en la retardant, soit en les mettant dans le cas de faire quarantaine, lorsqu'ils n'y seraient pas, ou autrement, ou qui insulteront le pavillon français de quelque manière que ce puisse être, seront punis avec la dernière sévérité, et même avec la peine de mort, s'ils font d'autres mauvais traitemens aux capitaines et patrons des bâtimens français et leurs équipages.

34. Le Commissaire français aux fêtes du Beyram, aura la préséance sur tous les autres Consuls, ainsi qu'il est stipulé dans les capitulations primitives.

35. Le Commissaire français portera devant le Pacha, toutes les plaintes ou difficultés qui pourront lui survenir; et le Pacha promet de les terminer amicalement, comme il a fait par le passé.

36. Les Très Illustres Pacha, Bey, Dey, Divan et Milice de Tripoli, à présent et pour l'avenir, promettent de protéger les Français et ceux qui sont sous la protection de la République, de toute insulte et avanie.

37. Dorénavant, s'il arrive dans ce port, des corsaires de quelque nation qu'ils soient, ennemis des

1801 Français, les bâtimens marchands pourront mettre à la voile, promettant, le Pacha, de retenir les corsaires pendant quarante-huit heures après leur départ.

38. Il sera permis au Commissaire français, de choisir son drogman et son courtier, et de changer l'un et l'autre, lorsqu'il le jugera à propos. Le citoyen Abraham Seruzi Senza, de la nation, muni d'un brevet du Premier Consul, sera exempt de toute contribution quelconque, et il paiera seulement pour droit d'entrée et de sortie des marchandises le trois pour cent comme tous les Français, laquelle prérogative sera pour toute sa famille. Le Commissaire français pourra aller à bord des vaisseaux qui seront en rade, toutes les fois et quand il lui plaira.

39. Les communications par terre, entre les villes de la Régence de Tripoli et celles de l'Egypte, seront réciproquement libres et facilitées, soit pour le transport par caravanes ou autrement, des productions des deux Etats, soit pour les voyageurs des deux nations.

40. La caravane des pélerins allant à la Mecqne, sera spécialement protégée à son arrivée au Caire, et escortée jusqu'à Suez; il en sera de même au retour de là, même en Egypte.

41. Les effets de France qui se débarqueront à Tripoli, Bengasse ou Derne, pourront passer en Egypte par des caravanes, et ceux qui arriveront d'Egypte par la même voie, pourront être embarqués pour les ports de France, soit qu'ils appartiennent au Gouvernement ou à des particuliers.

42. Les créances du Gouvernement et des Français sur la Régence et sur les divers individus du pays, seront acquittées immédiatement après la signature du présent Traité.

43. Les français ne pourront en aucun temps, être détenus à Tripoli comme esclaves ou prisonniers, sous quelque prétexte que ce soit.

44. Les bâtimens de guerre de la République qui entrent dans les ports de cette Régence de Tripoli, sont exempts de payer les droits de salut, qu'on a exigés jusqu'ici.

45. Le jour de la signature de la paix, le Gouvernement français ne doit rien payer pour l'arboration du pavillon.

46. Venant un nouveau Commissaire, les présens d'usage seront remis au Pacha, pour faire la distribution comme bon lui semblera. 1801

47. Les bâtimens français allant à Bengasse ou à Derne soit vides ou chargés ne seront pas obligés de payer l'ancrage, et les négocians ou capitaines français, ou protégés de la France, pourront vendre et acheter la laine et toutes sortes de marchandises, sans payer autre droit que celui de 3 p. %. Le Pacha sera responsable de tout autre droit que les Beys de ces endroits auront obligé de payer les Français, ou protégés de la France.

48. Tous les capitaines français seront les maîtres à Derne et Bengasse, de charger leurs bâtimens pour leur compte, à des négocians de ces endroits, sans que les bays puissent les empêcher, ni prétendre aucun droit d'ancrage ou pilotage, ainsi qu'aucun droit d'extraction pour quelque marchandise que ce soit qu'ils voudront acheter, à l'exception du trois pour cent, de douane pratiqué à Tripoli. Son Excellence le Pacha est responsable de l'exécution du présent article.

49. Les janissaires de la maison du Commissaire français, ainsi que son marmiton et le boulanger, doivent être exempts de tout service auquel le Pacha voudrait les forcer.

50. Pour éviter toute contestation entre les capitaines français venant chargés dans le port de Tripoli, et leurs nolisateurs, ceux-ci, devront du moment de l'arrivée du bâtiment, envoyer à bord une personne de leur confiance, et où elle devra rester jusqu'au débarquement total des marchandises; les capitaines n'étant pas responsables de ce qui pourrait y avoir à leur bord, à moins qu'ils n'aient signé le connaissement ainsi qu'il est pratiqué en Europe, et non pas en Barbarie: en cas de vol constaté, l'affaire sera jugée en présence du Commissaire général; et tous les bâtimens français qui pourraient se trouver nolisés dans le port de Tripoli à tant par mois, le port venant à être fermé pour quelque cause quelconque, pendant tout le temps qu'ils seront retenus, leurs salaires devront courir à la charge des nolisateurs.

51. La République Française, et Son Excellence le Pacha de Tripoli, s'engagent et promettent de ne

1801 se mêler dans aucun temps, dans les différends qui pourraient survenir entre l'un d'eux et les Puissances étrangères.

52. Au moyen du présent Traité qui sera ferme et stable pendant l'espace de cent ans, et plus religieusement observé que par le passé, de la part de la Régence, toutes prétentions anciennes et nouvelles de part et d'autre demeurent nulles.

53. Le présent Traité sera publié et affiché partout où besoin sera.

Conclu et convenu à Tripoli en Barbarie, le 30 prairial an IX de la République Française une et indivisible, le 7 de la lune de Sépher, l'an 1216 de l'Hégire.

(Suivent les signatures et cachets.)

38.

Traité de commerce conclu entre les Cours de France et de Perse. En date du mois de Janvier 1808.

Au nom très saint et très sublime de Dieu.

Lorsque, conformément au noble Traité conclu entre les deux Cours suprêmes de France et de Perse et les Ministres de ces deux Gouvernemens d'éternelle durée, l'amitié et la bonne intelligence ont été des deux côtés organisées et portées à la perfection, et que la concorde et l'union des deux Empires fortunés ont été constatées et fermement arrêtées en seize articles, dans le nombre des conditions de ce Traité se trouvaient comprises les stipulations relatives au commerce que les navires persans devaient régler à Thehran selon les intérêts des deux Etats. Ainsi, dans ces temps de grâce, Son Excellence M. le général Gardane, plein d'intelligence et de bravoure, l'élite des Grands reconnaissant le Messie, le choix des Seigneurs qui adorent Jésus, Ministre qui réunit à la connaissance des affaires, l'honneur et la grandeur, arrivant comme Ambassadeur, de la part du noble Gouvernement de France, auprès de la Cour de Perse, Sublime comme le firmament, et abaissant son front devant le

Trône de Sa Haute Majesté, Puissante et Redoutable 1808
comme le Destin, Monarque successeur de Djemchid (que Dieu éternise son Empire et sa puissance), fut particulièrement honoré des bonnes grâces de Sa Hautesse et des sublimes faveurs du Roi des Rois. Quant à ce qui concerne les affaires du commerce et les communications des négocians français et persans entre eux, comme l'exige l'intérêt des deux Empires, en considération de ce qui a été conclu dans le Traité d'heureuse fin, Leurs Excellences, l'appui du Gouvernement suprême, Mirza-Chefi, Grand-Visir et le soutien de l'Empire Hadji-Muhammed-Husseïn-Khan, Contrôleur-Général des finances, tous deux favoris du Monarque, tous deux pleins de puissance et de grandeur, etc. s'abouchant et conférant avec ledit Général, arrêtèrent le Traité de commerce sur les bases ci-après mentionnées, afin que les négocians des deux Nations eussent dorénavant à se conformer à ce qui a été déterminé entre eux, et dont la teneur suit:

Art. 1er. Lorsque des négocians et autres personnes de la nation française arriveront, soit par mer, soit par terre, (dans les ports ou sur les frontières de l'Empire de Perse, les Beyler-Beys, juges et gouverneurs de toute province, observant à leur égard l'amitié et le bon accueil, ne leur feront ni violence ni chicane, ne témoigneront pas l'envie de s'emparer de leurs effets et marchandises, de leurs montures et bêtes de charge; et toutes les fois que ces Français auront besoin de secours, qu'il leur surviendra quelque nécessité, ils s'empresseront de les aider et assister de tout leur pouvoir, afin qu'en toute tranquillité, quiétude et sécurité, ils puissent s'arrêter et se fixer en tout endroit et lieu qu'ils loueraient et affermeraient, sans que personne ne les puisse contrarier d'aucune manière; et si quelqu'un, par procédés opposés au droit et à l'équité, s'emparait de leur bien, après avoir vérifié et constaté les objets, ils les reprendront de celui qui s'en serait rendu le maître, et les restituerait.

2. Si le Consul général du commerce français qui arrivera en Perse, veut se domicilier à Ispahan, on lui donnera à louage un terrain, propriété de la Couronne de Perse, afin qu'il y construise une maison pour sa demeure; et si d'autres négocians français desirent bâtir des habitations dans les ports et autres

1808 lieux de l'Empire, ils en loueront aussi l'emplacement du Gouvernement, et ils construiront une maison proportionnée à leur condition. Lorsqu'ils voudront s'éloigner, les juges et gouverneurs des pays où ils seront établis en prendront soin, et leur rendront leur propriété à l'instant où ils viendront la réclamer. Les négocians paieront les réparations faites à ces maisons pendant leur absence; et en tout endroit où l'on construirait un édifice quelconque, il ne pourra pas être plus élevé que les habitations des Musulmans.

3. Comme l'Empereur de France est devenu le vainqueur et le chef de tous les Monarques de la religion de Jésus, conformément au respect que lui portent ces Rois, si un Ambassadeur de France vient en Perse, l'on s'acquittera envers lui, avec la dernière exactitude, des tributs d'honneurs, d'égards et d'amitié que son caractère commande, et l'on donnera le pas aux Consuls, Envoyés et négocians français, sur les Consuls, Envoyés et négocians des nations étrangères.

4. Si des négocians français achètent, pour leur compte et à leur gré, des provisions de bouche et louent des bêtes de somme pour charger ces objets, on ne cherchera pas à profiter sur eux, et le prix des choses et du louage se trouvant fixé pour eux au même taux que pour les Musulmans, on se comportera selon ce principe à leur égard, et on ne leur demandera rien de plus.

5. Si des négocians français apportent des marchandises en Perse ou qu'ils en emportent de ce pays, on prendra le paiement de la douane d'après le juste prix que lesdites marchandises seront estimées valoir à cette époque, et les Français auront le choix de payer cette douane soit en argent, soit en nature.

6. On n'exigera pas des Français qui seront en Perse, négocians, ou portant toute autre qualité, d'impositions relativement aux domestiques, jusqu'à la concurrence de vingt, soit Français, soit Arméniens, soit Indiens d'origine; l'on n'en demandera pas non plus des drogmans, c'est-à-dire des interprètes indigènes; mais lorsque les domestiques excéderont le nombre de vingt, il faudra que les Français paient les impositions sans s'y refuser.

7. Si des vaisseaux et bâtimens français, battus par la tempête, viennent à échouer, les gouverneurs

des côtes leur porteront secours et veilleront à ce que 1808
leurs effets ne soient pas perdus. Si le capitaine d'un bàtiment demande de l'aide, le gouverneur de la côte se fera rembourser de toutes les dépenses qu'il aura faites; mais quant aux effets du vaisseau que l'on aurait sauvés de la mer, et qui seraient tombés entre les mains de ceux qui auraient contribué à porter secours, on les restituera à qui de droit, en s'abstenant de tout sentiment de cupidité.

8. Pendant l'space de trois ans, à dater de l'époque où ce Traité a été conclu, les négocians français ne paieront point de douanes en Perse; même condition pour les négocians Persans en France, et les deux nations ne paieront ni droits ni impôts concernant les pierreries, l'argent comptant, l'or et l'argent, soit frappés soit en lingot.

9. Les négocians français ne paieront qu'une fois en Perse la douane d'une marchandise, soit qu'ils l'apportent, soit qu'ils l'exportent: le tarif est de trois pour cent. Les négocians persans en France jouiront du même privilège. Toute marchandise qui sera exportée ou importée par la voie de Bagdad, devra payer la douane à Ispahan, ou bien la faire tenir au gouverneur de cette capitale.

10. Dans tout endroit que résidera un Consul, il lui sera permis de construire une église attenant à sa maison; si c'est dans un port, il pourra arborer le pavillon sur le toit de sa demeure; personne autre que le Consul ne pourra l'arborer, et il ne sera pas permis de le faire flotter en d'autres lieux que les ports.

11. Si une dispute s'élève entre deux Français, l'accommodement se fera par-devant leur Ambassadeur ou Consul. Si un différend a lieu entre un Français et un individu d'une nation étrangère, ce différend sera terminé dans la maison du gouverneur du pays, en présence du juge musulman et du Consul de France, si le différend a lieu entre le Consul français et quelque autre personne, le juge du pays n'exigera pas que la chose s'arrange devant son tribunal ou celui du gouverneur il exposera le fait à la cour, et l'on s'en tiendra à ce qu'ordonnera le Roi en présence de l'Ambassadeur de France qui résiderait près de Sa Hautesse. Sans un ordre exprès du Roi, le juge ne pourra pas apposer les scellés sur les biens, meubles et immeu-

1808 du Consul. Si un meurtre survenait entre un Français et un Musulman, le Consul français se rendrait chez le Gouverneur; l'on constaterait le meurtre d'après la loi musulmane, et la peine du talion serait infligée, conformément à ce que prescrit cette loi. Tant que le meurtre ne se trouverait pas avéré, on ne pourrait pas emprisonner ni punir un Français. Si un meurtre avait lieu entre deux Français, le procès passant par-devant leur Ambassadeur ou leur Consul, ces derniers jugeront d'après les lois de leur nation.

12. Si un négociant français en Perse vient à éprouver des revers et à se trouver sans ressources, et qu'il n'ait donné de caution à personne, l'on ne pourra attaquer d'autres Français ni exiger d'eux la dette du Français; on ne pourra, pas non plus les traduire devant le tribunal du juge ni devant celui du Gouverneur du pays. Mais si ce négociant français a donné caution, il faudra que la caution s'exécute; et comme dans aucune religion, chez aucun peuple, il n'arrive que l'on demande, sans caution, une dette étrangère à quelqu'un, si en conséquence, un Musulman devient débiteur envers un Français, qu'il soit ruiné dans ses affaires et sans ressources, qu'il n'ait point donné de caution, on n'exigera point le paiement de sa dette d'un autre Musulman; mais s'il a donné caution, on réclamera de celui qui est sa caution. Si un Français décède ayant pu faire son testament, on se conformera à la lettre du testament; s'il n'en a point fait, et qu'il soit mort laissant des dettes en Perse, on procédera à l'inventaire de ses biens en présence du Consul, et sa dette se trouvant acquittée selon la sentence de la loi, on consignera l'excédant au Consul. Ni le juge, ni le gouverneur, à moins de réclamations pour dettes, ne pourront s'ingérer dans les affaires du défunt, ni se permettre de s'emparer de ses biens.

13. Si des conventions concernant le commerce, l'association et les assurances, se concluent entre des négocians français, persans et d'autres nations, il faudra que le contrat en soit passé à la connaissance du juge du pays et à celle du Consul français, et qu'une copie du contrat reste entre les mains du Consul et entre celles du juge, afin que, dans l'occasion, elle puisse servir d'autorité. Si le juge musulman ne pos-

sédait pas une copie du contrat, et qu'une personne, 1808
sans attestation ni billet, vint à produire des réclamations, le juge ne les écouterait pas. Si un Musulman porte des plaintes devant le juge, qu'il dise: "tel Français m'a causé du dommage, m'a manqué," et que ce soit calomnie et mensonge, l'on ne poursuivra pas le Français, tant que la chose ne sera pas prouvée. S'il s'élève des altercations entre des négocians français et persans, et qu'à cette époque le consul soit absent ou indisposé, et que l'interprète ne s'y trouve pas également, on accordera un ajournement au Français, et on prendra de lui un billet constatant le nombre de jours qui lui auront été accordés pour que le Consul se présente. S'il ne comparaissait pas à l'échéance du terme fixé, leur procès s'appointera devant le juge du pays; et si le Musulman présentait requête au tribunal du juge ou du gouverneur, on ferait mander l'interprète, pour qu'il prévînt le Consul de terminer le débat.

14. Si un esclave français tombe entre les mains des Persans, qu'il ne se soit pas fait musulman, et qu'il prévienne le Consul français qu'il n'a pas renoncé à sa religion et veut venir auprès de lui, et que le Consul fasse avertir le juge qu'il veut reprendre cet homme, on ne s'y opposera pas, on rendra l'esclave, et on ne demandera pour sa rançon que ce qu'il a coûté d'achat, bien entendu qu'il ne se soit pas fait musulman. Mais si, s'étant fait musulman, il voulait apostasier pour la seconde fois et rentrer dans sa croyance primitive, cela ne serait pas possible. Si un Français desirait épouser en Perse, selon les lois de son pays, une Française ou une femme de toute autre nation chrétienne, personne ne pourrait y être contraire, et quand il voudra emmener son épouse en France, on ne pourra point y porter empêchement. Si quelque Français venait à mourir, et qu'on voulut l'enterrer selon l'usage de sa religion, on n'y mettrait pas obstacle; et si quelqu'un s'y opposait, et que cela fût avéré, le juge du lieu le reprendrait et le punirait.

15. Les prêtres qui se trouveront en Perse pour instruire et diriger les chrétiens, seront honorés de toute la bienveillance de Sa Hautesse, à condition qu'ils ne s'ingéreront point dans ce qui regarde la foi musulmane, et qu'ils ne se permettront rien de contraire

1808 à cette religion. Les prêtres, moines et religieux de la loi de Jésus, qui habiteront la Perse pour remplir les fonctions de leur culte, se trouvant à l'ombre de la protection impériale, ne seront vexés ni tourmentés par personne, et eux-mêmes ne mettront jamais le pied hors le sentier du devoir, et ils ne devront jamais rien faire qui puisse blesser et contrarier la croyance musulmane; et si un Musulman, des Arméniens ou des Européens se comportaient avec irrévérence envers des prêtres, le juge de l'endroit, après la vérification des choses, les punirait et les remettrait dans le devoir, de façon que dorénavant ils ne leur manquassent plus de respect. Les juges ne trouveront pas mauvais que les chrétiens, habitant les contrées du Daghèstan, de Tauriz et de Kara-Bagh, de l'Yrak, du Farsistan et autres provinces de l'Empire, portent du respect aux prêtres. Personne non plus ne contrariera les Arméniens et enfans d'Arméniens qui seront auprès des prêtres, soit pour s'instruire, soit pour les servir. Si les prêtres désirent construire soit une eglise, soit une chapelle, personne ne les en empêchera, et on leur donnera aussi un terrain, conformément à ce qui est énoncé en l'article 2.

16. Quant aux effets et marchandises appartenant à des Persans, qui seraient embarqués dans les ports de Perse, sur des bâtimens turcs, maskatins, et destinés pour les Indes et autres contrées, ou bien chargés de l'Inde pour le retour, si pendant le double voyage, des vaisseaux français étaient en mésintelligence avec les nations susdites, et que ces navires tombassent en leur pouvoir et qu'on y trouvât des marchandises appartenant à des Persans, l'on restituera ces biens et effets en leur totalité. Et en cas que dans des bâtimens, propriétés de négocians ou fonctionnaires persans, les propriétaires de ces navires, pour sûreté de leurs propres intérêts et de leurs relations commerciales, se soient servis de capitaines, pilotes et matelots étrangers (les Anglais exceptés toutefois), les vaisseaux français, loin de les inquiéter, traiteront ces marins avec amitié; et s'il arrivait qu'en mer ils eussent besoin du secours et de la protection de ces navires français, ces derniers ne les leur refuseront pas. Il faut, de plus, que les marchands persans prennent du Consul français, ou, en son absence, du Gouverneur

du pays, une attestation juridique qui déclare que la marchandise est une propriété persane, et qu'ils aient toujours entre les mains cette déclaration, d'après laquelle les Français ne s'empareront jamais des biens susdits, et les rendront à leurs propriétaires. 1808

17. Les Agens de la Cour de France ayant manifesté le desir que la Cour de Perse leur fit dotation de l'île de Kharek, qui est une des îles de la dépendance des ports du Farsistan, afin qu'ils y puissent établir des comptoirs, il a été arrêté qu'après l'évacuation de la Géorgie et de toutes les provinces persanes par les Russes, conformément aux conditions du traité d'alliance conclu entre les deux nations, la Cour de Perse leur livrerait et donnerait la susdite île pour qu'ils s'y établissent et qu'elle fût dorénavant et pour toujours leur propriété.

18. Dans des cas d'urgence absolue, les vaisseaux et navires français qui seraient ancrés dans les ports du Farsistan et de l'île de Kharek, pourront être envoyés dans les lieux où le service de l'Empire l'exigerait. Si ce sont des bâtimens marchands, il faut que le Gouverneur convienne du prix du nolis, et qu'il le paie aux capitaines desdits bâtimens; si ce sont des vaisseaux de guerre, on ne demandera pas de prime pour leur fret. Le départ et la destination de ces vaisseaux ne pourra avoir lieu qu'après que l'Ambassadeur de France en aura été instruit et l'aura accordé.

19. Lorsque les Consuls français résidant dans les ports et dans les villes viendront à être déposés par Sa Majesté l'Empereur de France, et que d'autres Consuls seront nommés à leur place, les autorités de l'endroit reconnaîtront pour déposés ceux qui auront été déposés, et pour Consuls ceux qui auront été nommés; ils témoigneront à ces derniers des égards et des honneurs, et enfin ne se permettront de leur manquer dans aucune circonstance ni sous aucun rapport.

20. Les juges et gouverneurs montreront la plus grande amitié aux Français qui viendront en Perse; et quand, en route, des voleurs se seront emparés de leurs biens, ils feront toutes les perquisitions en leur pouvoir, pour se saisir des brigands et des effets volés et les rendront à leurs propriétaires. Les gouverneurs ayant donné leurs soins pour retrouver les

1808 objets perdus, lesdits marchands ne défraieront pas ceux qui auront été à la recherche de ces effets, ni pour leurs dépenses, ni pour autre chose, si ces biens n'ont pas été retrouvés. S'ils se sont retrouvés, les propriétaires devront payer de leurs peines et de leurs travaux ceux qui auront été à leur recherche.

21. Les marchands français pourront exporter de la Perse pour l'Europe toute espèce d'objets commerciaux, soit étoffes, soit comestibles, comme aussi des chevaux entiers, des moutons du Kerman, etc., sans que personne puisse les en empêcher.

22. Si des marchands français avaient, en Perse, des réclamations sur un individu, et si cet individu restait, après sa banqueroute, sans aucune ressource, on partagera ce que possède encore ce débiteur entre ses créanciers, conformément à leurs justes prétentions particulières.

23. Les gens du gouvernement ou de la justice ne pourront jamais entrer dans les maisons de l'Ambassadeur, des Consuls, des négocians et d'autres personnes de la nation française, sans leur permission expresse. Et de même, aucun Français ne devra entrer dans une maison musulmane sans y être autorisé par le propriétaire. L'on ne pourra pas aller contre les conventions fondées sur l'intérêt des deux Empires, et l'on ne pourra pas les rompre. De plus, en raison du Traité d'amitié qui existe entre les deux Puissances, et de l'union qui lie les deux Monarques, il a été arrêté et décrété que les Ministres du redoutable Gouvernement de Perse observeraient envers les négocians français les articles convenus, et se conformeraient à la lettre du texte. Les négocians persans seront traités de la même façon par le Gouvernement français. Les deux Gouvernemens évitant scrupuleusement et absolument de négliger ce qui pourrait consolider les liens de leur union mutuelle, se conformeront tous deux, dans leurs affaires de commerce, aux articles et conventions ci-dessus.

Ecrit dans le mois de chevval ul mukerrem, l'an 1222 de l'hégire, c'est-à-dire en janvier 1808.

39.

Traité d'amitié entre la Grande-Bretagne et la Junta d'Espagne. Signé à Londres, le 14. *Janvier* 1809 *).

(Texte original en langue espagnole.)

Extracto.

Habiendo puesto fin los sucesos ocurridos en España al estado de hostilidades que, desgraciadamente, subsistia entre las Coronas de Espanna y de la Gran Bretaña, y unido las armas de ambas potencias contra el enemigo comun; parece justo el que las nuevas relaciones que se han originado entre las dos naciones, unidas al presente por un comun interes, se estabelescan y confirmen en un orden regular por un Tratado de Paz, Amistad y Alianza: en su virtud, Su Magestad el Rey de los Reynos Unidos de la Gran Bretaña é Yrlanda, y la Junta Suprema Central y de Gobierno de España é Yndias, que actua en nombre de Su Magestad Catolica Fernando VII, han nombrado y autorizado, á saber, Su Magestad el Rey de los Reynos Unidos de la Gran Bretaña é Yrlanda, al Muy Honorable Jorge Canning, del Consejo Privado de Su Magestad Britanica y Su Secretario Principal de Estado y del Despacho de Negocios Extrangeros; y la Junta Suprema Central de Gobierno de España é Yndias, que actua en nombre de Su Magestad Catolica Fernando VII, á Don Juan Ruiz Apodaca, Comendador de Vallaga y Algarga en la Orden Militar de Calatrava, Gefe de Esquadra de la Real Armada, Embiado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Su Magestad Catolica Fernando VII, cerca de Su Magestad Britanica; sus Plenipotenciarios para concluir y firmar un Tratado de Paz, Amistad y Alianza: los quales Plenipotenciarios, habiendose comunicados sus respectivos Plenos Poderes, han combenido y concluido los Articulos siguientes:

I. Habra entre Su Magestad Britanica el Rey de los Reynos Unidos de la Gran Bretaña é Yrlanda, y

---

*) Voy. ce *Recueil* Supplém. T. V. (*Nouv. Recueil* T. I.) p. 163.

1809 Su Magestad Catolica Fernando VII, Rey de España y de sus Yndias, y entre Sus Reynos, Estados, Dominios y vasallos, una Paz christiana, duradera, é inviolable, y una amistad perpetua y sincera, y una estrecha alianza, durante la Guerra con Francia; como tambien un entero y completo olvido de todos los actos hostiles, cometidos por qualesquiera de las dos Partes, en el curso de las ultimas guerras en que han estado comprometidas.

II. Parà obviar todo motivo de quexa ó disputa que pudiera suscitarse con respecto á las presas hechas posteriormente á la Déclaration publicada por Su Magestad Britanica en 4 de Julio del passado Año, de 1808, se ha combenido mutuamente, que los buques y propiedades, apresados posteriormente á la fecha de dicha Declaration, en qualesquiera de los Mares ó puertos del mundo, sin excepcion y sin distincion de lugar ni tiempo, seran restituidos por ambas Partes. Y como la ocupacion accidental de alguno de los puertos de la Peninsula por el enemigo comun, pudiera suscitar disputas ó controversias respecto á los buques, que ignorando la citada ocupacion se dirijieran á dichos puertos desde otros de la Peninsula ó sus colonias; y como puede acaecer el que algunos habitantes Españoles de los puertos ó provincias acupadas por el enemigo, procuren evadir sus personas ó propiedades de sus garras; las Altas Partes Contratantes han com-

---

40.

Treaty of commerce and navigation between Great Britain and Portugal. Signed at Rio de Janeiro, the 19th February, 1810.

(Texte original en langue anglaise.)

In the Name of the Most Holy and Undivided Trinity.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, being equally animated with the desire not only of consolidating and strengthening the ancient friends-

benido en que los buques Españoles, que ignorando 1809
la ocupacion por el enemigo, del duerto donde se dirijan; como igualmente los que puedan lograr hacer su evasion de qualesquiera de los puertos ocupados en dicha forma, no sean detenidos buque ni carga, ni considerados como de buena presa, sino antes bien que se les asista y aiude por las Fuerzas Navales de Su Majestad Britanica.

Hecho en Londres, á 14 de Enero de 1809.

Firmado

(L. S.) George Canning.
(L. S.) Juan Ruiz de Apodaca.

Articulo Anadido. Hecho en Londres, à 21 de Marzo, de 1809.

No permitiendo las circunstancias actuales el ocuparse de la negociacion de un Tratado de Comercio entre los dos paises, con aquel cuidado y reflexion que merece un asunto de tanta importancia; las Altas Partes Contratantes se confienen mutuamente en tratar esta negociacion, luego que sea praticable el hacerlo: prestandose en el entre tanto facilidades mutuas al comercio de los vasallos de ambas potencias, por medio de reglamentos provisionales y temporales, fundados en los principios de reciproca utilidad.

40.

Tratado de commercio e navegacao entre Grande Bretanha e Portugal. Assignado em Rio de Janeiro dos 19 de Fevereiro de 1810 *).

(Texte original en langue portugaise.)

Em Nome da Santissima e Indivisivel Trindade.

Sua Magestade El Rey do Reino Unido da Grande Bretanha e Irlanda, e Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, estando igualmente animados

*) Voy. ce *Recueil* Supplém. T. VII. (*Nouv. Recueil* T. III.) p. 194.

1810 *hip and good understanding which so happily subsist, and have during so many ages subsisted between the two Crowns but also of improving and extending the beneficial effects thereof to the mutual advantage of Their respective subjects, have thougt that the most efficacious means for obtaining these objects would be, to adopt a liberal system of Commerce, founded upon the basis of reciprocity and mutual convenience, which, by discontinuing certain prohibitions and prohibitory Duties, might procure the most solid advantages, on both sides, to the National Productions and Industry, and give due protection at the same time to the Public Revenue, and to the interests of fair and legal trade. For this end, His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, have named for Their respective Commissioners and Plenipotentiaries, to wit, His Britannic Majesty the Most Illustrious and Most Excellent Lord Percy Clinton Sidney, Lord Viscount and Baron of Strangford, one of His Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight of the Military Order of the Bath, Grand Cross of the Portugueze Order of the Tower and Sword, and His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of Portugal; and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, the Most Illustrious and Most Excellent Lord Dom Rodrigo de Sousa Couttinho, Count of Linhares, Lord of Payalvo, Commander of the Order of Christ, Grand Cross of the Orders of Saint Bento and of the Tower and Sword, one of His Royal Highness' Council of State, and His Principal Secretary of State for the Departments of Foreign Affairs and War; who, after having duly exchanged Their respective full Powers, and having found them in good and due form, have agreed upon the following Articles:*

1. There shall be a sincere and perpetual friendship between His Britannic Majesty and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, and between Their heirs and successors; and there shall be a constant and universal peace and harmony between themselves, Their heirs and successors,

com o desejo não sómente de consolidar, e estreitar a 1810
antiga amizade e bôa intelligencia, que tão felizmente subsiste, e tem subsistido por tantos seculos entre as duas Corôas, mas tambem de augmentar, e extender os beneficos effeitos della em mutua vantagem dos Seus respectivos vassallos, julgárão que os mais efficaces meios para conseguir estes fins serião os de adoptar hum systema liberal de Commercio fundado sobre as bases de reciprocidade, e mutua conveniencia, que pela discontinuação de certas prohibições, e Direitos prohibitivos, pudesse procurar as mais solidas vantagens, de Ambas as Partes, ás Producções e Industria Nacionaes, e dar ao mesmo tempo a devida protecção tanto á Renda Publica, como aos interesses do Commercio justo, e legal. Para este fim Sua Magestade El Rey do Reino Unido da Grande Bretanha e Irlanda, e Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal nomeárão para Seus respectivos Commissarios, e Plenipotenciarios, a saber, Sua Magestade Britannica ao Muito Illustre e Muito Excellente Senhor Percy Clinton Sydney, Lord Visconde e Aarão de Strangford, Conselheiro do Muito Honroso Conselho Privado de Sua Magestade, Cavalleiro da Ordem Militar do Banho, Gram Crux da Ordem Portugueza da Torre e Espada, e Enviado Extraordinario, e Ministro Plenipotenciario de Sua Magestade na Côrte de Portugal: e Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal ao Muito Illustre, e Muito Excellente Senhor Dom Rodrigo de Sousa Couttinho; Conde de Linhares, Senhor de Payalvo, Commendador da Ordem de Christo, Gram Cruz das Ordens de São Bento, e da Torre e Espada, Conselheiro do Conselho de Estado de Sua Alteza Real, e Seu Principal Secretario de Estado da Repartição dos Negocios Estrangeiros, e da Guerra. Os quaes depois de haverem devidamente trocado os Seus respectivos Plenos Poderes, e tendo os achado embôa e devida forma, conviérão nos Artigos seguintes:

I. Haverá huma sincera e perpetua amizade entre Sua Magestade Britannica, e Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, e entre Seus herdeiros e successores, e haverá huma constante e universal paz, e harmonia entre ambos, Seus herdeiros, e successores, Reinos, Dominios, Provincias, Paizes, Subditos, e

1810 *Kingdoms, Dominions, Provinces, Countries, Subjects, and Vassals, of whatsoever quality or condition they be, without exception of person, or place; and the stipulations of this present Article shall, under the favour of Almighty God, be permanent and perpetual.*

II. There shall be reciprocal liberty of Commerce and Navigation between and amongst the respective subjects of the two High Contracting Parties, in all and several the Territories and Dominions of either. They may trade, travel, sojourn, or establish themselves, in all and several the Ports, Cities, Towns, Countries, Provinces, or places whatsoever belonging to each and either of the two High Contracting Parties, except and save in those from which all foreigners whatsoever are generally and positively excluded, the names of which places may be hereafter specified in a separate Article of this Treaty. Provided, however, that it be thoroughly understood that any place belonging to either of the two High Contracting Parties, which may hereafter be opened to the Commerce of the subjects of any other country, shall thereby be considered as equally opened, and upon correspondent terms, to the subjects of the other High Contracting Party, in the same manner as if it had been expressly stipulated by the present Treaty. And His Britannic Majesty, and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, do hereby bind and engage themselves not to grant any favour, privilege, or immunity in matters of Commerce and Navigation, to the subjects of any other State, which shall not be also at the same time respectively extended to the subjects of the High Contracting Parties, gratuitously, if the concession in favour of that other State should have been gratuitous, and on giving, quam proxime, the same compensation or equivalent, in case the concession should have been conditional.

III. The subjects of the two Sovereigns respectively shall not pay in the Ports, Harbours, Roads, Cities, Towns, or Places whatsoever, belonging to either of them, any greater duties, taxes, or imposts (under whatsoever names they may be de-

Vassallos de qualquer qualidade, ou condição que sejão, 1810
sem excepção de pessôa, ou lugar. E as estipulações deste presente Artigo serão, com o favor do Todo Deos, permanentes e perpetuas.

II. Haverá reciproca liberdade de Commercio, e Navegação entre os respectivos vassallos das duas altas Partes Contractantes em todos e em cada hum dos Territorios, e Dominios de qualquer d'ellas. Elles poderão negociar, viajar, residir, ou estabelecer se em todos, e cada hum dos Portos, Cidades, Villas, Paizes, Provincias, ou lugares quaesquer que forem, pertencentes á huma, ou outra das duas Altas Partes Contractantes; excepto n'aquelles de que geral, e positivamente são excluidos todos quaesquer estrangeiros, os nomes dos quaes lugares serão depois especificados em hum Artigo separado deste Tratado. Fica porem claramente entendido, que, se algum lugar pertencente a huma, ou outra das duas Altas Partes Contractantes vier aser aberto para o futuro ao Commercio dos vassallos de alguã outra potencia, será por isso considerado como igualmente aberto, e em termos correspondentes, aos vassallos da outra Alta Parte Contractante, da mesma forma como se tivesse sido expressamente estipulado pelo presente Tratado. E tanto Sua Magestade Britannica como Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, se obrigão, e empenhão a não conceder favor, privilegio, ou immunidade alguma, em materias de Commercio, e de Navegação, aos vassallos de outro qualquer estado, que não seja tambem ao mesmo tempo respectivamente concedido aos vassallos das altas Partes Contractantes, gratuitamente, se a concessão em favor d'aquelle outro Estado tiver sido gratuita, e dando, *quam proxime*, a mesma compensação, ou equivalente, no caso de ter sido a concessão condicional.

III. Os vassallos dos dois Soberanos não pagarão respectivamente nos Portos, Bahias, Enseadas, Cidades, Villas, ou Lugares quaesquer que forem, pertencentes á qualquer d'elles, direitos, tributos, ou impostos (seja qual fôr o nome com que elles possão ser designados,

1810 *signated or included) than those that are paid by the subjects of the most favoured nation, and the subjects of each of the High Contracting Parties shall enjoy within the Dominions of the other, the same rights, privileges, liberties, favours, immunities, or exemptions; in matters of Commerce and Navigation, that are granted, or may hereafter be granted to the subjects of the most favoured nation.*

IV. His Britannic Majesty, and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, do stipulate and agree, that there shall be a perfect reciprocity on the subject of the duties and imposts to be paid by the ships and vessels of the High Contracting Parties, within the several ports, harbours, roads, and anchoring places belonging to each of them; to wit, that the ships and vessels of the subjects of His Britannic Majesty shall not pay any higher duties or imposts (under whatsoever name they be designated or implied) within the Dominions of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, than the ships and vessels belonging to the subjects of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal shall be bound to pay within the Dominions of His Britannic Majesty, and vice versâ. And this agreement and stipulation shall particularly and expressly extend to the payment of the duties known by the name of port charges, tonnage, and anchorage Duties, which shall not in any case, or under any pretext, be greater for British ships and vessels within the Dominions of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, than for Portuguese ships and vessels within the Dominions of His Britannic Majesty, and vice versâ.

V. The two High Contracting Parties do also agree, that the same rates of bounties and drawbacks shall be established in their respective ports upon the exportation of goods and merchandizes, whether those goods or merchandizes be exported in British or in Portugueze ships and vessels, that is, that British ships and vessels shall enjoy the same favour in this respect, within the Dominions of His Royal Highness the Prince

ou comprehendidos) maiores, do que aquelles que 1810
pagão, ou vierem a pagar os vassallos da nação amais favorecida: e os vassallos de cada huá das altas Partes Contractantes gozaráõ nos Dominios da outra dos mesmos direitos, privilegios', liberdades, favores, immunidades, ou isenções, em materias de Commercio e de Navegação, que são concedidos, ou para o futuro o forem aos vassallos da nação a mais favorecida.

IV. Sua Magestade Britannica, e Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, estipulão, e accordão, que haverá huma perfeita reciprocidade a respeito dos direitos, e impostos, que devem pagar os navios e embarcações das altas Partes Contractantes dentro de cada hum dos portos, bahias, enseadas, e ancoradouros pertencentes á qualquer d'ellas, a saber, que os navios e embarcações dos vassallos de Sua Magestade Britannica não pagaráõ maiores direitos, ou impostos (dabaixo de qualquer nome porque cejão designados, ou entendidos) dentro dos Dominios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, do que aquelles que os navios e embarcações pertencentes aos vassallos de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal forem obrigados a pagar dentro dos Dominios de Sua Magestade Britannica, e vice versâ. E esta convenção, e estipulação, se extenderá particular, e expressamente ao pagamento dos direitos conhecidos como nome de direitos do porto, direitos de tonelada, e direitos de ancoragem, os quaes em nenhum caso, nem debaixo de pretexto algum, serão maiores para os navios e embarcações Britannicas dentro dos Dominios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, do que para os navios e embarcações Portuguezas dentro dos Dominios de Sua Magestade Britannica, e vice versâ.

V. As duas altas Partes Contractantes igualmente convem, que se estabelecerá nos Seus respectivos portos o mesmo valôr de gratificações, e *drawbacks* sobre a exportação dos generos e mercadorias, quer estes generos e mercadorias sejão exportados em navios e embarcações Britannicas, quer em navios e embarcações Portuguezas; isto he que os navios e embarcações Britannicas gozaráõ do mesmo favor á este respeito nos Dominios de Sua Alteza Real O Principe Regente

1810 *Regent of Portugal, that may be shewn to Portugueze ships and vessels within the Dominions of His Britannic Majesty, and vice versâ. The two High Contracting Parties do also and agree, that goods and merchandizes coming respectively from the ports of either of them, shall pay the same duties, whether imported in British or in Portugueze ships or vessels; or otherwise, that an increase of duties may be imposed and exacted upon goods and merchandizes coming into the ports of the Dominions of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal from those of His Britannic Majesty in British ships, equivalent, and in exact proportion to any increase of duties that may hereafter be imposed upon goods and merchandizes coming into the ports of His Britannic Majesty from those of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, imported in Portugueze ships. And in order that this matter may be settled with due exactness, and that nothing may be left undetermined concerning it, it is agreed, that Tables shall be drawn by each government, respectively, specifying the difference of duties to be paid on goods and merchandizes so imported in British or Portugueze ships and vessels; and the said Tables (which shall be made applicable to all the ports within the respective Dominions of each of the Contracting Parties) shall be declared and adjudged to form part of this present Treaty.*

In order to avoid any differences or misunderstanding with respect to the regulations which may respectively constitute a British or Portugueze vessel, the High Contracting Parties agree in declaring, that all vessels built in the Dominions of His Britannic Majesty, and owned, navigated, and registered according to the laws of Great Britain, shall be considered as British vessels: and that all ships or vessels built in the countries belonging to His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, or in any of them, or ships taken by any of the ships or vessels of war belonging to the Portugueze government, or any of the inhabitants of the Dominions of His Royal Highness

de Portugal, que se conceder aos navios e embarcações Portuguezas nos Dominios de Sua Magestade Britannica, e vice versâ. As duas altas Partes Contractantes igualmente convem, e accordão, que os generos e mercadorias vindas respectivamente dos portos de qualquer d'ellas pagaráõ os mesmos direitos, quer sejão importados em navios e embarcações Britannicas, quer o sejão em navios e embarcações Portuguezas; ou de outro modo, que se poderá impôr, e exiger sobre os generos e marcadorias vindas em navios Britannicos dos Portos de Sua Magestade Britannica para os dos Dominios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal hum augmento de direitos equivalente e em exacta proporção com o que possa ser imposto sobre os generos e mercadorias que entrarem nos portos de Sua Magestade Britannica vindo dos de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal em navios Portuguezes. E para que este ponto fique estabelecido com a devida exacção, e que nada se deixe indeterminado a este respeito, conveio-se, que cada hum governo respectivamente publicará Listas, em que se especifique a differença dos direitos que pagarão os generos e mercadorias assim importadas em navios ou embarcaçoes Britannicas, ou Portuguezas; e as refferidas Listas (que se farão applicaveis para todos os Portos dentro dos respectivos Dominios de cada huma das Partes Contractantes) serão declaradas e julgadas como formando parte deste presente Tratado. 1810

A fim de evitar qualquer differença, ou desintelligencia a respeito das regulações, que possão respectivamente constituir huma embarcação Britannica, ou Portugueza, as altas Partes Contractantes conviérão em declarar, que todas as embarcações construidas nos Dominios de Sua Magestade Britannica, e possuidas, navegadas, e registadas conforme ás leys da Grande Bretanha, serão consideradas como embarcações Britannicas: e que serão consideradas como embarcações Portuguezas todos os navios ou embarcações construidas nos paizes pertencentes a Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, ou em algum delles, ou navios apresados por algum dos navios ou embarcações de guerra pertencentes ao governo Portuguez,

1810 *the Prince Regent of Portugal, having commissions or letters of marque and reprisal from the Government of Portugal, and condemned as lawful prize in any Court of Admiralty of the said Portugueze Government, and owned by the subjects of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, or any of them, and whereof the master and three-fourths of the mariners, at least, are subjects of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, shall be considered as Portugueze vessels.*

VI. The mutual Commerce and Navigation of the subjects of Great Britain and Portugal, respectively, in the Ports and Seas of Asia, are expressly permitted to the same degree as they have heretofore been allowed by the Two Crowns: and the Commerce and Navigation thus permitted shall hereafter, and for ever, be placed on the footing of the Commerce and Navigation of the most favoured nation trading in the Ports and Seas of Asia; that is, that neither of the High Contracting Parties shall grant any favour or privilege in matters of Commerce and Navigation, to the subjects of any other State trading within the Ports and Seas of Asia, which shall not be also granted quam proxime on the same terms to the subjects of the other Contracting Party. His Britannic Majesty engages in His own name, and in that of His heirs and successors, not to make any regulation which may be prejudicial or inconvenient to the Commerce and Navigation of the subjects of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal within the Ports and Seas of Asia, to the extent which is or may hereafter be permitted to the most favoured nation. And His Royal Highness the Prince Regent of Portugal does also engage in His own name and in that of His heirs and successors, not to make any regulations which may be prejudicial or inconvenient to the Commerce and Navigation of the subjects of His Britannic Majesty within the Ports, Seas, and Dominions opened to them by virtue of the present Treaty.

VII. The two High Contracting Parties have

ou á algum dos habitantes dos Dominios de Sua Alteza 1810
Real O Principe Regente de Portugal, que tiver Commissaõ, ou cartas de marca, e de reprezalias do Governo de Portugal, e forem condemnados como legitima prêsa em algum Tribunal do Almirantado do refferido governo Portuguez, e possuidos por vassallos de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, ou por algum delles, e do qual o mestre e trez quartos, pelo menos, dos marinheiros forem vassallos de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal.

VI. O mutuo Commercio e Navegação dos vassallos da Grande Bretanha, e de Portugal respectivamente nos Portos e Mares da Asia, são expressamente permittidos no mesmo gráo, em que até aqui o tem sido pelas Duas Corôas: e o Commercio, e Navegação assim permittidos serão postos d'aqui em diante, e para sempre sobre o pé do Commercio, e Navegação du Nação mais favorecida que Commerceia nos Portos e Mares da Asia; isto he, que nenhuma das altas Partes Contractantes concederá favôr, ou privilegio algum, em materias de Commercio, e de Navegação, aos vassallos de algum outro Estado que commerceie nos Portos e Mares da Asia, que não seja tambem concedido *quam proxime* nos mesmos termos aos vassallos da outra alta Parte Contractante. Sua Magestade Britannica se obriga em Seu proprio nome, e no de Seus herdeiros e successores a não fazer regulação alguã que possa ser prejudicial, ou inconveniente ao Commercio e Navegação dos vassallos de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal nos Portos e Mares da Asia em toda a extensão que he, ou possa ser para o futuro permittida á nação mais favorecida. E Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal se obriga igualmente no Seu proprio nome, e no de Seus herdeiros, e successores, a não fazer regulações algumas, que posão ser prejudiciaes, ou inconvenientes ao Commercio e Navegação dos vassallos de Sua Magestade Britannica nos Portos Mares, e Dominios que lhes são franqueados em virtude do presente Tratado.

VII. As duas altas Cartes Contractantes resolvêrão,

1810 *resolved, with respect to the privileges to be enjoyed by the subjects of each of them within the Territories or Dominions of the other, that the most perfect reciprocity shall be observed on both sides. And the subjects of each of the High Contracting Parties shall have a free and unquestionable right to travel, and to reside within the Territories or Dominions of the other, to occupy houses and warehouses, and to dispose of personal property of every sort and denomination, by sale, donation, exchange, or testament, or in any other manner whatsoever, without any the smallest impediment or hindrance thereto. They shall not be compelled to pay any taxes or imposts under any pretext whatsoever, greater than those that are paid or may be paid by the native subjects of the Sovereign in whose Dominions they may be resident. They shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether by sea or land. Their dwellinghouses warehouses, and all the parts and appartenances thereof, whether for the purposes of commerce or of residence, shall be respected. They shall not be liable to any vexatious visits and searches, nor shall any arbitrary examination or inspection of their books, papers, or accompts be made under colour of the supreme authority of the State. It is, however, to be understood, that in the cases of treason, contraband trade, and other crimes, for the detection of which provision is made by the law of the land, that law shall be enforced, it being mutually declared that false and malicious accusations are not to be admitted as pretexts or excuses for vexatious visits and searches, or for examinations of commercial books, papers or accompts; which visits or examinations are never to take place, except under the sanction of the competent magistrate, and in the presence of the Consul of the Nation to which the accused party may belong, or of his deputy or representative.*

VIII. His Royal Highness the Prince Regent of Portugal engages in His own name, and in that of His heirs and successors, that the Commerce of British subjects within His Dominions shall not be restrained, interrupted, or otherwise

a respeito dos privilegios que devem gozar os vassallos 1810
de cada huma d'ellas nos Territorios, ou Dominios da outra, que se observasse de ambas as partes amais perfeita reciprocidade. E os vassallos de cada huma das altas Partes Contractantes terão livre e inquestionavel direito de viajar, e de residir nos Territorios ou Dominios da autra, de occupar casas, e armazens, e de dispòr da propriedade pessoal, de qualquer qualidade, ou denominação, por venda, doação, troca, ou testamento, ou por outro qualquer modo, sem que se lhe ponha o mais leve impedimento ou obstaculo. Elles não serão obrigados a pagar tributos, ou impostos algums, debaixo de qualquer pretexto que seja, maiores, do que aquelles que pagão, ou passão ser pagos pelos proprios vassallos do Soberano, em cujos Dominios elles residirem. Não serão obrigados a servir forçadamente como militares, quer por mar, quer por terra. As suas easas de habitação, armazens, e todas as partes, e dependencias delles, tanto pertencentes ao seu Commercio, como á sua residencia, serão respeitadas. Elles não serão sujeitos á visitas e buscas vexatorias, nem se lhes farão exames, e inspecções arbitrarias dos seus livros, papeis, ou contas, debaixo do pretexto de ser de authoridade suprema do Estado. Deve porem ficar entendido, que, nos casos de traição commercio de contrabando, e de outros crimes, para cuja achada ha regras estabelecidas pelas leys do paiz, esta ley será executada, sendo mutuamente declarado, que não se admittiráõ falsas, e maliciosas accusações como pretextos, ou excusas para visitas e buscas vexatorias, ou para o exâme de livros, papeis, ou contas commerciaes; as quaes visitas ou exames jamais terão lugar, excepto com a sancção do competente magistrado, e na presença do Consul da Nação á que pertencer a parte accusada, ou do seu deputado, ou representante.

VIII. Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal se obriga no Seu proprio Nome, e no de Seus herdeiros, e successores, a que o Commercio dos vassallos Britannicos nos Seus Dominios não será restringido, interrompido, ou de outro algum modo

1810 *affected by the operation of any monopoly, contract, or exclusive privileges of sale or purchase whatsoever, but that the subjects of Great Britain shall have free and unrestricted permission to buy and sell form and to whomsoever, and in whatever form or manner they may please, whether by wholesale, or by retail, without being obliged to give any preference or favour in consequence of the said monopolies, contracts, or exclusive privileges of sale or purchase. And His Britannic Majesty does on His part engage to observe faithfully this principle thus recognized and laid down by the two High Contracting Parties.*

But it is to be distinctly understood, that the present Article is not to be intrepreted as invalidating or affecting the exclusive right possessed by the Crown of Portugal within its own Dominions to the farm for the sale of ivory, brazilwood, urzela, diamonds, gold dust, gunpowder, and tobacco in the form of snuff: provided, however, that should the above-mentioned articles, generally or separately, ever become articles of free Commerce within the Dominions of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, the subjects of His Britannic Majesty shall be permitted to traffic in them as freely and on the same footing as those of the most favoured nation.

IX. His Britannic Majesty and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal have agreed and resolved, that each of the High Contracting Parties shall have the right to nominate and appoint Consuls General, Consuls, and Vice Consuls in all the Ports of the Dominions of the other Contracting Party, wherein they are or may be necessary for the advancement of commerce, and for the commercial interests of the trading subjects of either Crown. But it is expressly stipulated, that Consuls, of whatsoever class they may be, shall not be acknowledged nor received, nor permitted to act as such, unless duly qualified by their own Sovereign, and approved of by the other Sovereign in whose Dominions they are to be employed. Consuls of all classes within the Dominions of each of the High Contracting Parties

affectado pela operação de qualquer monopolio, con- 1810
tracto, ou privilegios exclusivos de venda ou de compra seja qual for; mas antes que os vassallos de Grande Bretanha terão livre, e irrestricta permissão de comprar, e vender de, e aquem quer que for, de qualquer modo ou forma que possa convir lhes, seja por grosso, ou em retalho, sem serem obrigados a dar preferencia alguma, ou favor em consequencia dos didos monopolios, contractos, ou privilegios exclusivos de venda, ou de compra. E Sua Magestade Britannica se obriga da Sua parte a observar fielmente este principio assim reconhecido, e ajustado pelas duas altas Partes Contractantes.

Porem deve ficar distinctamente entendido, que o presente Artigo não será interpretado como invalidando, ou affectando o direito exclusivo possuido pela Corôa de Portugal nos seus proprios Dominios, a respeito dos contractos do marfim, do pào Brasil, da urzela, dos diamentes, do ouro em pó, da polvora, e do tabaco manufacturado. Com tanto porem que, se os sobredidos artigos vierem a ser geral, ou separadamente artigos livres para o Commercio nos Dominios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, será permittido aos vassallos de Sua Magestade Britannica o commerciar nelles tão livremente, e no mesmo pé em que for permittido aos vassallos da nação mais favorecida.

IX. Sua Magestade Britannica, e Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal convem, e accordão, que cada huma das altas Partes Contractantes terà o direito de nomear Consules Geraes, Consules, e Vice Consules em todos aquelles Portos dos Dominios da outra alta Parte Contractante, onde elles são, ou possão ser, necessarios para aumento do commercio, e para os interesses commerciaes dos vassallos commerciantes de cade huma das Duas Corôas. Porem fica expressamente estipulado, que os Consules, de qualquer classe que forem, não serão reconhecidos, recebidos, nem permittidos obrar como taes, sem que sejão devidamente qualificados pelo seu proprio Soberano, e approvados pelo outro Soberano, em cujos Dominios elles devem ser empregados. Os Consules de todas as classes dentro dos Dominios de cada huma das altas Partes Contractantes serão postos respecti-

1810 *are respectively to be placed upon a footing of perfect reciprocity and equality; and being appointed solely for the purpose of facilitating and assisting in affairs of Commerce and Navigation, they are only to possess the privileges which belong to their station, and which are recognized and admitted by all governments as necessary for the due fulfilment of their office and employment. They are in all cases, whether civil or criminal, to be entirely amenable to the laws of the country in which they may reside, and they are also to enjoy the full and entire protection of those laws so long as they conduct themselves in obedience thereto.*

X. His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, desiring to protect and facilitate the Commerce of the subjects of Great Britain within His Dominions, as well as their relations of intercourse with his own subjects, is pleased to grant to them the privilege of nominating and having special magistrates to act for them as Judges Conservator, in those ports and cities of his Dominions in which tribunals and courts of justice are or may hereafter be established. These Judges shall try and decide all Causes brought before them by British subjects, in the same manner as formerly, and their authority and determinations shall be respected; and the laws, decrees, and customs of Portugal respecting the jurisdiction of the Judge Conservator, are declared to be recognized and renewed by the present Treaty. They shall be chosen by the plurality of British subjects residing in or trading at the port or place where the jurisdiction of the Judge Conservator is to be established; and the choice so made shall be transmitted to His Britannic Majesty's Ambassador, or Minister, resident at the Court of Portugal, to be by him laid before His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, in order to obtain His Royal Highness's consent and confirmation; in case of not obtaining which, the parties interested are to proceed to a new election, until the Royal Approbation of the Prince Regent be obtained. The removal of the Judge Conservator, in cases of neglect

vamente no pé de perfeita reciprocidade, e igualdade. 1810
E sendo elles nomeados sómente para o fim de facilitar, e assistir nos negocios de Commercio, e Navegação gozarão portanto somente dos privilegios, que pertencem ao seu lugar, e que são reconhecidos, admittidos por todos os governos, como necessarios para o devido cumprimento do Seu officio, e emprego. Elles serão em todos os casos, sejão civis, ou criminaes, inteiramente sujeitos ás leys do paiz em que residirem, e gozaráõ tambem da plena, e inteira protecção d'aquellas leys, em quanto elles se conduzirem com respeito á ellas.

X. Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal desejando proteger e facilitar nos Seus Dominios o Commercio dos vassallos da Grande Bretanha, assim como as suas relações, e Communicações com os seus proprios vassallos, ha por bem conceder lhes o privilegio de nomearem, et terem magistrados especiaes para obrarem em seu favor, como Juizes Conservadores, n'aquelles portos e cidades dos seus Dominios, em que houverem tribunaes de justiça, ou passão ser establecidos para o futuro. Estes Juizes julgaráõ, e decidiáõ todas as causas que forem levadas perante elles pelos vassallos Britannicos, do mesmo modo que se praticava antigamente, e a sua authoridade, e sentenças serão respeitadas: e declarase serem reconhecidas, e renovadas pelo presente Tratado, as leys, decretos, e costumes de Portugal relativos á jurisdição do Juiz Conservador. Elles serão escolhidos pela pluralidade de votos dos vassallos Britannicos, que residirem ou commerciarem no porto, ou lugar, em que a jurisdição do Juiz Conservador for estabelecida; e a escolha assim feita será transmittida ao Embaixador, ou Ministro de Sua Magestade Britannica, residente na Côrta de Portugal, para ser por elle apresentada á Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, a fim de obter o consentimento, e confirmação de Sua Alteza Real; e no caso de a não obter, as partes interessadas procederáõ a huma nova eleição, até que se obtenha a Real Approvação do Principe Regente. A remoção do Juiz Conservado, nos casos de falta de devêr, ou de delicto, será tambem effeituada por hum

1810 *of duty or delinquency, is also to be effected by an application to His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, through the channel of the British Ambassador, or Minister, resident at His Royal Highness's Court. In return for this concession in favour of British subjects, His Britannic Majesty engages to cause the most strict and scrupulous observance and obedience to be paid to those laws, by which the persons and property of Portugueze subjects residing within his Dominions are secured and protected, and of which they (in common with all other foreigners) enjoy the benefit, through the acknowledged equity of British jurisprudence, and the singular excellence of the British Constitution. And it is further stipulated, that in case any favour or privilege should be granted by His Britannic Majesty to the subjects of any other State, which may seem to be analogous to, or to resemble the privilege of having Judge Conservators, granted by this Article to British subjects residing in the Portugueze Dominions, the same favour or privilege shall be considered as also granted to the subjects of Portugal residing within the British Dominions, in the same manner as if it were expressly stipulated by the present Treaty.*

XI. His Britannic Majesty and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, agree severally to grant the same favours, honours, immunities, privileges, and exemptions from duties and imposts to Their respective Ambassadors, Ministers; or accredited Agents at the Courts of each of them, and whatsoever favour either of the two Sovereigns shall grant in this particular at His own Court, the other Sovereign engages to grant the same at His Court.

XII. His Royal Highness the Prince Regent of Portugal declares and engages, in His own name, and in that of His Heirs and successors, that the subjects of His Britannic Majesty residing within His Territories and Dominions, shall not be disturbed, troubled, persecuted, or annoyed, on account of their religion; but that they shall have perfect liberty of conscience therein, and leave to

recurso, á Sua Alteza Real O Principe Regente de 1810
Portugal por meio do Embaixador, ou Ministro Britannico residente na Côrte de Sua Alteza Real. Em compensação desta concessão a favor dos vassallos Britannicos, Sua Magestade Britannica se obriga a fazer guardar a mais estricta e escrupulosa observancia áquellas leys, pelas quaes as pessôas e a propriedade dos vassallos Portuguezes, residentes nos seus Dominios, são asseguradas, e protegidas, e das quaes elles (em commun com todos os outros estrangeiros) gozão do beneficio pela reconhecida equidade da jurisprudencia Britannica, e pela singular excellencia da sua constituição. E demais estipulouse, que, no caso de Sua Magestade Britannica conceder aos vassallos de algum outre Estado qualquer favor, ou privilegio, que seja analogo, ou se assemelhe ao privilegio de ter Juizes Conservadores, concedido por este Artigo aos vassallos Britannicos residentes nos Dominios Portuguezes, o mesmo favor, ou privilegio será considerado como igualmente concedido aos vassallos de Portugal residentes nos Dominios Britannicos, do mesmo modo como se fosse expressamente estipulado pelo presente Tratado.

XI. Sua Magestade Britannica, e Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, convem particularmente em conceder os mesmos favores, honras, immunidades, privilegios, isenções de direitos, e impostos aos Seus respectivos Embaixadores, Ministros, ou Agentes acreditados nas Côrtes de cada huma das Altas Partes Contractantes; e qualquer favor, que hum dos dois Soberanos conceder á este respeito na Sua propria Côrte, ou outre Soberano, se obriga a conceder semelhantemente na Sua Côrte.

XII. Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal declara, e se obriga no Seu proprio nome, e no de Seus Herdeiros, e Successores, á que os vassallos de Sua Magestade Britannica, residentes nos Seus Territorios, e Dominios, não serão perturbados, inquietados, perseguidos, ou molestados por causa da sua religião, mas antes terão perfeita liberdade de consciencia, e licensa para assistirem, e celebrarem o

1810 *attend and celebrate Divine Service to the honour of Almighty God, either within their own private houses, or in their own particular churches and chapels, which His Royal Highness does now and for ever graciously grant to them the permission of building and maintaining within His Dominions: provided, however, that the said churches and chapels shall be built in such a manner as externally to resemble private dwelling houses; and also, that the use of bells be not permitted therein, for the purpose of publicly announcing the time of Divine Service: and it is further stipulated, that neither the subjects of Great Britain, nor any other foreigners of a different communion from the religion established in the Dominions of Portugal, shall be persecuted or disquieted for conscience-sake, either in their persons or property, so long as they conduct themselves with order, decency, and morality, and in a manner conformable to the usages of the country, and to its constitution in Church and State; but if it should be proved that they preach or declaim publicly against the Catholic religion, or that they endeavour to make proselytes or converts, the parties so offending may, upon manifestation of their delinquency, be sent out of the country in which the offence shall have been committed; and those who behave in public with disrespect or impropriety towards the forms and ceremonies of the established Catholic religion, shall be amenable to the civil police, and may be punished by fine, or by confinement within their own dwelling houses. And if the offence be so flagrant and so enormous as to disturb the public tranquillity, or endanger the safety of the institutions of Church and State (as established by law,) the parties so offending may, on due proof of the fact, be sent out of the Dominions of Portugal. Liberty shall also be granted to bury the subjects of His Britannic Majesty who may die in the Territories of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, in convenient places to be appointed for that purpose; nor shall the funerals nor sepulchres of the dead be disturbed in anywise, nor upon any account. In the same manner*

Serviço Divino em honra do Todo Poderoso Deos, 1810
quer seja dentro de suas casas particulares, quer nassuas particulares igrejas e capellas, que Sua Alteza Real agora, e para sempre graciosamente lhes concede a permissão de edificarem, e mantarem dentro dos Seus Dominios. Comtanto porem que as sobreditas igrejas e capellas serão construidas de tal modo, que externamente se assemelhem á casas de habitação; e tambem que o uso dos sinos lhes não seja permittido para o fim de annunciarem publicamente as horas do Serviço Divino. Demais estipulouse, que nem os vassallos da Grande Bretanha, nem outros quaesquer estrangeiros de communhão differente da religião dominante nos Dominios de Portugal, serão perseguidos, ou inquietados por materias de consciencia, tanto nas suas pessôas, como nas suas propriedades, em quanto elles se conduzirem com ordem, decencia, e moralidade e de huma maneira conforme aos usos do paiz, e ao seu estabelecimento religioso, e politico. Porem se se provar, que elles pregão, ou declamão publicamente contra a religião Catholica, ou que elles procurão fazer proselytas, ou conversões, as pessôas que assim delinquirem poderáõ, manifestandose o seu delicto, ser mandadas sahir do paiz, em que a offensa tiver sido comettida. E aquelles que no publico se portarem sem respeito, ou com impropriedade para com os ritos, e cerimonias da religião Catholica dominante serão chamados per ante a policia civil, e poderáõ ser castigados com multas, ou com prisão em suas proprias casas. E se a offensa for tão grave, e tão enorme que perturbe a tranquillidade publica, e ponha em perigo a segurança das instituições da Igreja, e do Estado estabelecidas pelas leys, as pessôas que tal offensa fizerem, havendo a devida prova do facto, poderáõ ser mandadas sahir dos Dominios de Portugal. Permittirse ha tambem enterrar os vassallos de Sua Magestade Britannica, que morrerem nos Territorios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, em convenientes lugares, que serão designados para este fim: nem se perturbaráõ de modo algum, nem por qualquer motivo os funeraes, ou as sepulturas, dos mortos. Do mesmo modo os vassallos de Portugal gozaráõ nos Dominios de Sua Magestade Britannica de huma perfeita, e illimitada liberdade de consciencia

L 2

1810 *the subjects of Portugal shall enjoy within all the Dominions of His Britannic Majesty, a perfect and unrestrained liberty of conscience in all matters of religion, agreeably to the system of toleration established therein. They may freely perform the exercises of their religion publicly or privately within their own dwelling houses, or in the chapels and places of worship appointed for that purpose, without any the smallest hindrance, annoyance, or difficulty whatsoever, either now or hereafter.*

XIII. It is agreed and covenanted, by the High Contracting Parties, that packets shall be established for the purpose of furthering the public service of the two Courts, and of facilitating the commercial intercource of their respective subjects. A Convention shall be concluded forthwith, on the basis of that which was signed at Rio de Janeiro, on the 14th day of September, 1808, in order to settle the terms upon which the said packets are to be established, which Convention shall be ratified at the same time with the present Treaty.

XIV. It is agreed and covenanted, that persons guilty of high treason, forgery, or other offences of a heinous nature, within the Dominions of either of the High Contracting Parties, shall not be harboured nor receive protection in the Dominions of the other. And that neither of the High Contracting Parties shall knowingly and wilfully receive into and entertain in Their service, persons, subjects of the other Power, deserting from the military service thereof, whether by sea or land; but that on the contrary they shall each respectively discharge any such person from Their service, upon being required: but it is agreed and declared, that neither of the High Contracting Parties shall grant to any other State any favour on the subject of persons deserting from the service of that State, which shall not be considered as granted also to the other High Contracting Party, in the same manner as if the said favour had been expressly stipulated by the present Treaty. And it is further agreed, that in cases of apprentices or sailors deserting from vessels belonging

em todas as materias de religião, conforme ao systema 1810
de tolerancia, que se acha nelles estabelecido. Elles poderáõ livremente praticar os exercicios da sua religião publica, ou particularmente nas suas proprias cases de habitação, ou nas capellas, e lugares de culto, designados para este objecto, sem que se lhe ponha o menor obstaculo, embarrasso, ou difficuldade alguma, tanto agora como para o futuro.

XIII. Conveiose ajustouse, entre as Altes Partes Contractantes, que se estabeleceráõ paquetes para o fim de facilitar o serviço publico das duas Côrtes, e as relações commerciaes dos Seus respectivos vassallos. Concluirse ha huma Convenção sobre as bases da que foi concluida no Rio de Janeiro, aos 14 de Setembro, de 1808, para determinar os termos sobre que se estabeleceráõ os refferidos paquetes: aqual Convenção será ratificada ao mesmo tempo que o presente Tratado.

XIV. Conveiose e ajustouse, que as pessôas culpadas de alta traição, de falsidade, e de outros crimes de huma natureza odiosa, dentro dos Dominios de qualquer das altas Partes Contractantes, não serão admittidas, nem receberáõ protecção nos Dominios da outra. E que nenhuma das altas Partes Contractantes receberá de proposito, e deliberadamente nos Seus Estados, e entreterá ao Seu serviço pessôas, que forem vassallos da outra Potencia, que desertarem do serviço militar d'ella, quer de mar, quer de terra; antes pelo contrario as dimittirão respectivamente do Seu serviço, logo que assim forem requeridas. Mas conveiose, e declarouse que nenhuma das Altas Partes Contractantes concederá á qualquer outro Estado favor algum a respeito de pessôas que desertarem do servico d'aquelle Estado, que não seja considerado como concedido igualmente á outra Alta Parte Contractante, do mesme modo como se o refferido favor tivesse sido expressamente estipulado pelo presente Tratado. Demais conveiose, que nos casos de deserção de moços, ou marinheiros das embarcações pertencentes aos vassallos de qualquer das Altas Partes Contractantes, no tempo

1810 *to the subjects of either of the High Contracting Parties while within the ports of the other Party, the Magistrates shall be bound to give effectual assistance for their apprehension, on due application to that effect being made by the Consul-General, or Consul, or by his deputy or representative; and that no public body, civil or religious, shall have the power of protecting such deserters.*

XV. All goods, merchandizes, and articles whatsoever of the produce, manufacture, industry, or invention of the Dominions and subjects of His Britannic Majesty, shall be admitted into all and singular the Ports and Dominions of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, as well in Europe as in America, Africa, and Asia, whether consigned to British or Portugueze subjects, on paying generally and solely, duties to the amount of fifteen per cent. according to the value which shall be set upon them by a tariff or table of valuations, called in the Portugueze language pauta, the principal basis of which shall be the sworn invoice cost of the aforesaid goods, merchandizes, and articles, taking also into consideration (as far as may be just or practicable) the current prices thereof in the country into which they are imported. This tariff or valuation shall be determined and settled by an equal number of British and Portugueze merchants of known integrity and honour, with the assistance, on the part of the British merchants, of His Britannic Majesty's Consul-General, or Consul, and on the part of the Portugueze merchants, with the assistance of the Superintendant, or Administrator General of the customs, or of their respective deputies. And the aforesaid tariff or table of valuations shall be made and promulgated in each of the ports belonging to His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, in which there are or may be custom-houses. It shall be concluded, and begin to have effect as soon as possible after the exchange of the ratifications of the present Treaty, and certainly within the space of three months reckoned from the date of that exchange. And it shall be revised and altered, if necessary, from time to time, ei-

em que estiverem nos portos da outra alta Parte, os Magistrados serão obrigados a dar efficaz assistencia para a sua aprehenção, sobre a devida representação, feita para este fim pelo Consul-Geral, ou Consul, ou pelo seu deputado, ou representante; e que nenhuma corporação publica, civil, ou religiosa terá poder de proteger taes desertores. 1810

XV. Todos os generos, mercadorias, e artigos, quaesquerque sejão da producção, manufactura, industria, ou invenção dos Dominios, e vassallos de Sua Magestade Britannica serão admittidos em todos, e em cada hum dos Portos, e Dominios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, tanto na Europa, como na America, Africa, e Asia, quer sejaõ consignados a vassallos Britannicos, quer á Portuguezes, pagando geral e unicamente direitos de quinze por cento, conforme o valor que lhes for estabelecido pela pauta, que na lingua Portugueza corresponde á taboa das avaliações, cuja principal base será a factura jurada dos sobredidos generos, mercadorias, e artigos, tomando tambem em consideração (tanto quanto for justo e praticavel) o preço corrente dos mesmos no paiz onde elles forem importados. Esta pauta, ou avaliação será determinada, e fixada por hum igual numero de negociantes Britannicos, e Portuguezes, de conhecida inteireza, e honra, com a assistencia pela parte dos negociantes Britannicos do Consul-Geral, ou Consul de Sua Magestade Britannica, e pela parte dos negociantes Portuguezes com a assistencia do Superintendente, ou Administrador Geral da Alfandega, ou dos seus respectivos deputados. E a sobredita pauta, ou taboa das avaliações, se fará, e promulgará em cada hum dos portos pertencentes á Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, em que hajaõ, ou passaõ haver alfandegas. Elle será concluida, e principiará a ter effeito, logo que for possivel, depois da troca das ratificações do presente Tratado, e com certeza dentro do espaço de trez mezes contados da data da refferida troca. E será revista, e alterada, se necessario for, de tempos á tempos, seja em sua totalidade, ou em parte, todas as vezes que os vassallos de Sua Magestade Britannica, residentes nos Dominios de Sua Alteza Real O Prin-

1810 *ther in the whole or in part, whenever the subjects of His Britannic Majesty, resident within the Dominions of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, shall make a requisition to that effect through the medium of His Britannic Majesty's Consul General, or Consul, or whenever the trading and commercial subjects of Portugal shall make the same requisition on their own part.*

XVI. But during the interval between the exchange of the ratifications of the present Treaty, and the promulgation of the above-mentioned tarif, should any goods or merchandizes, the produce or manufacture of the Dominions of His Britannic Majesty, arrive in the ports of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, it is stipulated, that they shall be admitted for consumption on paying the above-mentioned duties of fifteen per cent. according to the value set on them by the tarif now actually established, should they be goods or merchandizes which are comprized or valued in that tarif, and if they should not be comprised or valued in that tarif, (as also if any British goods or merchandizes should hereafter arrive in the ports of the Portugueze Dominions without having been specifically valued and rated in the new tarif or pauta, which is to be made in consequence of the stipulations of the preceding Article of the present Treaty,) they shall be equally admitted on paying the same duties of fifteen per cent. ad valorem, according to the invoices of the said goods and merchandizes, which shall be duly presented and sworn to by the parties importing the same. And in case that any suspicion of fraud or unfair practices should arise, the invoices shall be examined, and the real value of the goods or merchandizes ascertained by a reference to an equal number of British Portugueze merchants of known integrity and honour; and in case of a difference of opinion amongst them, followed by an equality of votes upon the subject, they shall then nominate another merchant, likewise of known integrity and honour, to whom the matter shall be ultimately referred, and whose decision thereon shall be final, and without appeal. And

cipe Regente de Portugal, assim hajaõ de requerer 1810
por via do Consul-Geral, ou Consul de Sua Magestade Britannica; ou quando os negociantes vassallos de Portugal fizerem a mesma requisição para este fim, da sua propria parte.

XVI. Porem se durante o intervallo entre a troca das ratificações do presente Tratado, e a promulgação da sobredita pauta, alguns generos ou mercadorias da producção, ou manufactura dos Dominios de Sua Magestade Britannica entrarem nos portos de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, conveiose, que serão admittidos para o consumo pagando os refferidos direitos de quinze por cento, conforme o valor que lhes for fixado pela pauta actualmente estabelecida, se elles forem generos e mercadorias dos comprehendidos, ou avaliados na sobre dita pauta, e se o não forem, assim como se alguns generos, ou mercadorias vierem para o futuro aos Portos dos Dominios Portuguezes, sem serem dos especificadamente avaliados em a nova tarifa, ou pauta, que se ha de fazer em consequencia das estipulações do precedente Artigo do presente Tratado, serão igualmente admittidos pagando os mesmos direitos de quinze por cento *ad valorem*, conforme as facturas dos ditos generos e mercadorias, que serão devidamente apresentadas, e juradas pelas partes que as importarem. E no caso de suspeita de fraude, ou de illicita pratica, as facturas serão examinadas, e o valor real dos generos e mercadorias determinado pela decisão de hum igual numero de Negociantes Britannicos e Portuguezes de conhecida inteireza e honra; e no caso de differença de opiniaõ entre elles, seguida de huã igualdade de votos sobre o objecto em questaõ, antão elles nomearáõ outro negociante igualmente de conhecida inteireza, e honra, á quem se refferirá ultimamente o negocio, e cuja decisão será terminante, e sem appelação. E no caso que a factura pareça ter sido fiel, e correcta, os generos e mercadorias nella especificados serão admittidos, pagando os direitos acima mencionados de quinze por cento, e as despezas (se as houver,) do exàme da factura serão pagas pela parte que duvidou da sua

1810 *in case the invoice should appear to have been fair and correct, the goods and merchandizes specified in it, shall be admitted, on paying the duties abovementioned of fifteen per cent. and the expences, if any, of the examination of the invoice, shall be defrayed by the party who called its fairness and correctness into question. But if the invoice shall be found to be fraudulent and unfair, then the goods and merchandizes shall be bought up by the officers of the customs on the account of the Portugueze Government, according to the value specified in the invoice, with an addition of ten per cent. to the sum so paid for them by the officers of the customs, the Portugueze Government engaging for the payment of the goods so valued and purchased by the officers of the customs within the space of fifteen days, and the expences, if any, of the examination of the fraudulent invoice shall be paid by the party who presented it as just and fair.*

XVII. It is agreed and covenanted, that articles of military and naval stores brought into the ports of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, which the Portugueze Government may be desirous of taking for its own use, shall be paid for without delay at the prices appointed by the proprietors, who shall not be compelled to sell such articles on any other terms.

And it is further stipulated, that if the Portugueze Government shall take into its own care and custody any cargo, or part of a cargo, with a view to purchase, or otherwise, the said Portugueze Government shall be responsible for any damage or injury that such cargo, or part of a cargo, may receive while in the care and custody of the officers of the said Portugueze Government.

XVIII. His Royal Highness the Prince Regent of Portugal is pleased to grant to the subjects of Great Britain the privilege of being Assignantes for the duties to be paid in the Custom-houses of His Royal Highness's Dominions, on the same terms, and on giving the same security as are required from the subjects of Portugal.

And it is on the other hand stipulated and agreed, that the subjects of the Crown of Portugal

exactidão, e correcção. Mas se se achar que a factura foi fraudulenta, e illicita, então os generos, e mercadorias serão comprados pelos officiaes da alfandega por conta do Governo Portuguez, segundo o valor especificado na factura, com huma addição de dez por cento sobre a somma assim paga pelos refferidos generos e mercadorias pelos officiaes da alfandega, obrigando-se o Governo Portuguez ao pagamento dos generos assim avaliados, e comprados pelos officiaes da alfandega, dentro do espaço de quinze dias. E as despezas, se as houver, do exâme da fraudulenta factura serão pagas pela parte que a tiver apresentado como justa, e fiel. 1810

XVII. Conveiose e ajustouse, que os Artigos de trem militar e naval importados nos portos de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, e que o Governo Portuguez haja de querer para seu uso, serão pagos logo pelos preços estipulados pelos proprietarios, que não serão constrangidos a vendelos debaixo de outras condições.

Demais estipulouse, que se o Governo Portuguez tomar a seu proprio cuidado, e guarda alguma carregação, ou parte de huma carregação, com vistas de a comprar, ou para outro qualquer fim, o dito Governo Portuguez será responsavel por qualquer perda, e damnificação que ella possa soffrer em quanto estiver entregue ao cuidado e guarda dos officiaes do refferido Governo Purtuguez.

XVIII. Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal ha por bem conceder aos vassallos da Grande Bretanha o privilegio de serem assignantes para os direitos que hão de pagar nas Alfandegas dos Dominios de Sua Alteza Real, debaixo das mesmas condições, e dando as mesmas seguranças que se exigem dos vassallos de Portugal.

E por outra parte conveiose e estipulouse, que os vassallos da Corôa de Portugal receberáõ, tanto

1810 *shall receive, as far as it may be just or legal, the same favour in the Custom-houses of Great-Britain as is shewn to the natural subjects of His Britannic Majesty.*

XIX. His Britannic Majesty does on His part, and in His own name, and in that of His heirs and successors, promise and engage, that all goods, merchandizes and articles whatsoever, of the produce, manufacture, industry, or invention of the Dominions or subjects of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, shall be received and admitted into all and singular the Ports and Dominions of His Britannic Majesty, on paying generally and only the same duties that are paid upon similar articles by the subjects of the most favoured nation.

And it is expressly declared, that if any reduction of duties should take place exclusively in favour of British goods and merchandizes imported into the Dominions of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, an equivalent reduction shall take place on Portugueze goods and merchandizes imported into His Britannic Majesty's Dominions, and vice versâ; the articles upon which such equivalent reduction is to take place being settled by previous concert and agreement between the two High Contracting Parties.

It is understood, that any such reduction so granted by either Party to the other, shall not be granted afterwards (except upon the same terms and for the same compensation) in favour of any other State or Nation whatsoever. And this declaration is to be considered as reciprocal on the part of the two High Contracting Parties.

XX. But as there are some articles of the growth and produce of Brazil, which are excluded from the markets and home consumption of the British Dominions, such as sugar, coffee, and other articles similar to the produce of the British Colonies; His Britannic Majesty, willing to favour and protect (as much as possible) the Commerce of the subjects of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, consents and permits that the said articles, as well as all others the

quanto possa ser justo ou legal o mesmo fovor nas 1810
Alfandegas da Grande Bretanha, que se conceder aos vassallos naturaes de Sua Magestade Britannica.

XIX. Sua Magestade Britannica pela Sua parte, e em Seu proprio nome, e no de Seus herdeiros, e successores, promette, e se obriga a que todos os generos, mercadorias, e Artigos quaesquer da producção, manufactura, industria, ou invenção dos Dominios, ou dos vassallos de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, serão recebidos, e admittidos em todos, e em cada hum dos Portos, e Dominios de Sua Magestade Britannica, pagando geral, e unicamente os mesmos direitos, que pagão pelos mesmos artigos os vassallos da nação mais favorecida.

E fica expressamente declarado, que se se fixer alguma reduçao de direitos exclusivamente em favor dos generos e mercadorias Britannicas importadas nos Dominios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal far-se-ha huma equivalente reducção sobre os generos e mercadorias Portuguezas importadas nos Dominios de Sua Magestade Britannica, e vice versâ; os artigos sobre que se deverá fazer huma semelhante equivalente reducção, serão determinados por hum previo concerto, e adjuste entre as duas altas Partes Contractantes.

Fica entendido, que qualquer semelhante reducção assim concedida por huma das altas Partes á outra, o não será depois (excepto nos mesmos termos, e com a mesma compensação) em favor de algum outro Estado, ou Nação qualquer que for. E esta declaração deve ser considerada como reciproca da parte das duas altas Partes Contractantes.

XX. Mas como ha alguns artigos da creação, e producção do Brasil, que são excluidos dos mercados, e do consumo interior dos Dominios Britannicos, taes como o açucar, café, e outros artigos semelhantes ao producto das Colonias Britannicas; Sua Magestade Britannica querendo favorecer, e proteger (quanto he possivel) o commercio dos vassallos de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, consente, e permitte, que os ditos artigos, assim como todos, os outros de creação, e producção do Brasil, e de todas

1810 *growth and produce of Brazil, and all other parts of the Portugueze Dominions, may be received and warehoused in all the Ports of His Dominions, which shall be by law appointed to be warehousing ports for those articles, for the purpose of re-exportation, under due regulation, exempted from the greater duties with which they would be charged were they destined for consumption within the British Dominions, and liable only to the reduced duties and expences on warehousing and re-exportation.*

XXI. In like manner, notwithstanding the general privilege of admission thus granted in the fifteenth Article of the present Treaty by His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, in favour of all goods and merchandizes, the produce and manufacture of the British Dominions; His Royal Highness reserves to Himself the right of imposing heavy, and even prohibitory duties on all articles known by the name of British East Indian goods and West Indian produce, such as sugar and coffee, which cannot be admitted for consumption in the Portugueze Dominions, by reason of the same principle of colonial policy which prevents the free admission into the British Dominions of corresponding articles of Brazilian produce.

But His Royal Highness the Prince Regent of Portugal consents that all the Ports of His Dominions, where there are or may be Custom-houses, shall be free ports for the reception and admission of all articles whatsoever, the produce or manufacture of the British Dominions, not destined for the consumption of the place at which they may be received or admitted, but for re-exportation, either for other Ports of the Dominions of Portugal, or for those of other States. And the articles thus received and admitted (subject to due regulations) shall be exempted from the duties with which they would be charged, if destined for the consumption of the place at which they may be landed or warehoused, and liable only to the same expences that may be paid by articles of Brazilian produce, received and warehoused for

as outras partes dos Dominios Portuguezes, passão 1810
ser recebidos, e guarda dos em armazens em todos os portos dos seus Dominios, que forem designados por "*warehousing ports*", para semelhantes artigos, afim de serem re-exportados debaixo da devida regulação, isentos dos maiores direitos com que serião carregados se fossem destinados para o consumo dentro dos Dominios Britannicos, e sómente sujeitos aos direitos reduzidos, e despezas de re-exportação, e guarda nos armazens.

XXI. Do mesmo modo não obstante o geral privilegio de admissão concedido no decimo quinto Artigo do presente Tratado por Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal a favor de todos os generos e mercadorias da producção manufactura dos Dominios Britannicos; Sua Alteza Real se reserva o direito de impôr pesados, e até prohibitivos direitos sobre todos os artigos conhecidos pelo nome de generos das Indias Orientaes Britannicas, e de producções das Indias Occidentaes, taes como o açucar, e caffé, que não podem ser admittidos para o consumo nos Dominios Portuguezes por causa do mesmo principio de policia colonial, que impede a livre admissão nos Dominios Britannicos de correspondentes artigos da producção do Brasil.

Porem Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal consente, que todos os Portos dos Seus Dominios, onde hajão, ou possão haver Alfandegas, sajão Portos-francos para a recepção, e admissão de todos os artigos quaesquer da producção ou manufactura dos Dominios Britannicos, não destinados para o consumo do lugar em que possão ser recebidos, ou admittidos, mas para serem re-exportados, tanto para outros portos dos Dominios de Portugal, como para o de outros Estados. E os artigos assim admittidos, e recebidos sujeitos ás devidas regulações, serão isentos dos direitos maiores, com que haverião de ser carregados, se fossem destinados para o consumo do lugar, em que possão ser descarregados, ou depositados em armazens, e obrigados sómente ás mesmes despezas, que houverem de ser pagas pelos artigos da producção do Brasil recebidos, e depositados em ar-

1810 *re-exportation in the Ports of His Britannic Majesty's Dominions.*

XXII. His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, in order to facilitate and encourage the legitimate commerce, not only of the subjects of Great Britain, but also of those of Portugal, with other States adjacent to His own Dominions, and with a view also to augment and secure that part of His own Revenue which is derived from the collection of warehousing duties upon merchandize, is pleased to declare the Port of St. Catherine to be a free Port, according to the terms mentioned in the preceding Article of the present Treaty.

XXIII. His Royal Highness the Prince Regent of Portugal being desirous to place the system of commerce announced by the present Treaty, upon the most extensive basis, is pleased to take the opportunity afforded by it, of publishing the determination pre-conceived in His Royal Highness's mind of rendering Goa a free port, and of permitting the free toleration of all religious sects whatever in that City and in its dependencies.

XXIV. All trade with the Portugueze Possessions situated upon the Eastern coast of the Continent of Africa (in articles not included in the exclusive contracts possessed by the Crown of Portugal) which may have been formerly allowed to the subjects of Great Britain, is confirmed and secured to them now, and for ever, in the same manner as the trade which has hitherto been permitted to Portugueze subjects in the Ports and Seas of Asia, is confirmed and secured to them by virtue of the sixth Article of the present Treaty.

XXV. But in order to give due effect to that system of perfect reciprocity which the two High Contracting Parties are willing to establish as the basis of their mutual relations, His Britannic Majesty consents to wave the right of creating factories or incorporated bodies of British merchants under any name or description whatsoever, within the Dominions of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal; provided however that this concession in favour of the wishes of His Royal

mazens para a re-exportação nos Portos dos Dominios 1810
de Sua Magestade Britannica.

XXII. Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, afin de facilitar, e animar o legitimo commercio não sómente dos vassallos da Grande Bretanha, mas tambem dos de Portugal, com outros Estados adjacentes aos Seus proprios Dominios, e tambem com vistas de augmentar, e segurar aquella parte de Sua propria renda que he derivada da percepção dos direitos de porto franco sobre as mercadorias, ha por bem declarar o Porto de Santa Catharina por porto franco, conforme os termos mencionados no precedente Artigo do presente Tratado.

XXIII. Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal desejando estabelecer o systema de commercio, annunciado pelo presente Tratado, sobre as bases as mais extensas, ha por bem aproveitar a opportunidade que elle lhe offerece de publicar a determinação anteriormente concebida no Seu Real entendimento, de fazer Goa porto franco, e de permittir n' aquella Cidade, e suas Dependencias, a livre tolerancia de todas quaesquer seitas religiosas.

XXIV. Todo o commercio com as Possessões Portuguezas situadas sobre a costa Oriental do Continente d'Africa (em artigos não incluidos nos contractos exclusivos possuidos pela Corôa de Portugal) que possa ter sido anteriormente permittido aos vassallos da Grande Bretanha, lhes he confirmado, e assegurado agora, e para sempre do mesmo modo, que o commercio, que tinha até aqui sido permittido aos vassallos Portuguezes nos Portos e Mares d'Asia, lhes he confirmado, e assegurado em virtude do sexto Artigo do presente Tratado.

XXV. Porem em ordem a dar o devido effeito ao systema de perfeita reciprocidade que as duas altas Partes Contractantes desejão estabelecer por base das suas mutuas relaxões, Sua Magestade Britannica consente em ceder do direito de crear feitorias, ou corporações de negociantes Britannicos debaixo de qualquer nome, ou descripção que for, nos Dominios de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal; com tanto porem que esta condescendencia com os desejos de Sua Alteza Real O Principe Regente de

1810 *Highness the Prince Regent of Portugal shall not deprive the subjects of His Britannic Majesty, residing within the Dominions of Portugal, of the full enjoyment, as individuals engaged in commerce of any of those rights and privileges which they did or might possess as members of incorporated commercial bodies; and also that the commerce and trade carried on by British subjects shall not be restricted, annoyed, or otherwise affected by any commercial company whatever, possessing exclusive privileges and favours within the Dominions of Portugal. And His Royal Highness the Prince Regent of Portugal does also engage, that He will not consent nor permit that any other Nation or State shall possess factories or incorporated bodies of merchants within His Dominions, so long as British factories shall not be established therein.*

XXVI. The two High Contracting Parties agree, that they will forthwith proceed to the revision of all other former Treaties subsisting between the two Crowns, for the purpose of ascertaining what stipulations contained in them are, in the present state of affairs, proper to be continued or renewed.

It is agreed and declared, that the stipulations contained in former Treaties concerning the admission of the wines of Portugal on the one hand, and the woollen cloths of Great Britain on the other, shall at present remain unaltered. In the same manner it is agreed, that the favours, privileges, and immunities granted by either Contracting Party to the subjects of the other, whether by Treaty, Decree, or Alvara, shall remain unaltered, except the power granted by former Treaties, of carrying in the ships of either Country goods and merchandizes of any description whatever, the property of the enemies of the other Country, which power is now mutually and publicly renounced and abrogated.

XXVII. The reciprocal liberty of Commerce and Navigation, declared and announced by the present Treaty, shall be considered to extend to all goods and merchandizes whatsoever except those

Portugal não prive os vassallos de Sua Magestade 1810
Britannica, residentes nos Dominios de Portugal, de gozarem plenamente, como individuos commerciantes, de todos aquelles direitos, e privilegios que possuião ou podião possuir como membros de corporações commerciaes; e igualmente que o trafico, e o commercio feito pelos vassallos Britannicos não será restringido, embarassado, ou de outro modo affectado por alguma companhia commercial, qualquer que seja, que possua privilegios, e favores exclusivos nos Dominios de Portugal. E Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal tambem Se obriga a não consentir, nem permittir, que alguma outra Nação ou Estado possua feitorias, ou corporações de negociantes nos Seus Dominios, em quanto se não estabelecerem nelles feitorias Britannicas.

XXVI. As duas Altas Partes Contractantes convem, em que ellas procederão logo á revisão de todos os outros antigos Tratados subsistentes entre as duas Corôas, afim de determinarem, quaes das estipulações, das que elles contem, devem ser continuadas ou renovadas no presente Estado das cousas.

Conveiose com tudo, e declarouse que as estipulações conteudas nos antigos Tratados relativamente á admissão dos vinhos de Portugal, de huma parte, e dos pannos de lãa da Grande Bretanha, da outra, ficarão por ora sem alteração. Do mesmo modo conveiose, que os favores, privilegios, e immunidades concedidas por cada huma das Altas Partes Contractantes aos vassallos da outra, tanto por Tratado, como por Decreto, ou Alvará, ficarão sem alteração, a excepção de faculdade, concedida por antigos Tratados, de conduzir em navios de hum dos dois Estados generos, e mercadorias de qualquer qualidade, pertencentes aos inimigos do outro Estado, a qual faculdade he agora publica, e mutuamente renunciada, e obrogada.

XXVII. A reciproca liberdade de Commercio, e de Navegação declarada, e annunciada pelo presente Tratado será considerada extenderse á todos os generos e mercadorias quaesquer, à excepção d'aquelles

1810 *articles the property of the enemies of either Power, or contraband of war.*

XXVIII. Under the name of contraband or prohibited articles shall be comprehended not only arms, cannon, harquebusses, mortars, petards, bombs, grenades, saucisses, carcasses, carriages for cannon, musket rests, bandoliers, gunpowder, match, saltpetre, ball, pikes, swords, head pieces, helmets, cuirasses, halberts, javelins, holsters, belts, horses, and their harness, but generally all other articles that may have been specified as contraband in any former Treaties concluded by Great Britain or by Portugal with other Powers. But goods which have not been wrought into the form of warlike instruments, or which cannot become such, shall not be reputed contraband, much less such as have been already wrought and made up for other purposes, all which shall be deemed not contraband, and may be freely carried by the subjects of both Sovereigns even to places belonging to an enemy, excepting only such places as are besieged, blockaded, or invested by sea or land.

XXIX. In case any ships or vessels of war, or merchantmen, should be shipwrecked on the coasts of either of the High Contracting Parties, all such parts of the said ships or vessels, or of the furniture or appartenances thereof, as also of goods and merchandizes as shall be saved, or the produce thereof, shall be faithfully restored upon the same being claimed by the proprietors or their factors duly authorized, paying only the expences incurred in the preservation thereof, according to the rate of salvage settled on both sides (saving at the same time the rights and customs of each nation, the abolition or modification of which shall however be treated upon in the cases where they shall be contrary to the stipulations of the present Article;) and the High Contracting Parties will mutually interpose their authority, that such of their subjects as shall take advantage of any such misfortune, may be severely punished.

XXX. And, for the greater security and li-

artigos de propriedade dos inimigos de huma ou outra 1810
Potentia, ou de contrabando de guerra.

XXVIII. Debaixo da denominação de contrabando, ou artigos prohibidos se comprehenderão não sómente armas, peças de artilharia, arcabuzes, morteiros, petardos, bombas, grenados, salchichas, carcassas, carretas de peças, arrimos de mosquetes, bandolas, polvora, mechas, salitre, ballas, piques, espadas, capacetes, elmos, couraças, alabardas, azagayas, coldres, boldriés, cavallos, e arreios, mas tambem em geral todos os outros artigos, que possão ter sido especeficados como contrabando em quaesquer precedentes Tratados concluidos pela Grande Bretanha, ou por Portugal com outras Potencias; porem generos que não tenhão sido fabricados em forma de instrumentos de guerra, ou que não possão vir a sêlo, não serão reputados de contrabando, e muito menos aquelles que já estão fabricados, e destinados para outros fins, os quaes todos não serão julgados de contrabando, e poderáõ ser levados livremente pelos vassallos de ambos os Soberanos, mesmo á lugares pertencentes a hum inimigo, a excepção somente d'aquelles lugares que estão sitiados, bloqueados, ou investidos por mar ou por terra.

XXIX. No caso que algumas embarcações ou navios de guerra, ou mercantes venhão a naufragar nas costas dos Dominios de qualquer das Altas Partes Contractantes, todas as porçoes das refferidas embarcações ou navios, ou da armação, e pertences das mesmas, assim como dos generos e mercadorias que se salvarem, ou o producto dellas, serão fielmente restituidos, logo que seus donos ou seus procuradores legalmente authorisados, os reclamarem, pagando somente as despezas feitas na arrecadação dos mesmos generos, conforme o direito de salvação ajustado entre ambas as Altas Partes; exceptuando ao mesmo tempo os direitos e costumes de cada nação, de cuja abolição, ou modificação, se tratará comtudo no caso de serem contrarios ás estipulações do presente Artigo; e as Altas Partes Contractantes interporáõ mutuamente a sua authoridade, para que sejão punidos severamente aquelles dos seus vassallos, que se approveitarem de semelhantes desgraças.

XXX. Conveiose mais para maior segurança e

1810 *berty of Commerce and Navigation, it is further agreed, that both His Britannic Majesty and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, shall not only refuse to receive any pirates or sea-rovers whatsoever into any of Their havens, ports, cities, or towns, or permit any of their subjects, citizens, or inhabitants, on either part, to receive or protect them in their ports, to harbour them in their houses, or to assist them in any manner whatsoever, but further, that they shall cause all such pirates and sea-rovers, and all persons who shall receive, conceal, or assist them, to be brought to condign punishment for a terror and example to others. And all their ships, with the goods or merchandizes taken by them, and brought into the ports belonging to either of the High Contracting Parties, shall be seized, as far as they can be discovered, and shall be restored to the owners, or the factors duly authorized or deputed by them in writing, proper evidence being first given to prove the property, even in case such effects should have passed into other hands by sale, if it be ascertained that the buyers knew or might have known that they had been piratically taken.*

XXXI. For the future security of commerce and friendship between the subjects of His Britannic Majesty, and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, and to the end that their mutual good understanding may be preserved from all interruption and disturbance, it is concluded and agreed, that if at any time there should arise any disagreement, breach of friendship, or rupture between the Crowns of the High Contracting Parties, which God forbid, (which rupture shall not be deemed to exist until the recalling or sending home of the respective Ambassadors and Ministers) the subjects of each of the two Parties, residing in the Dominions of the other, shall have the privilege of remaining, and continuing their trade therein, without any manner of interruption, so long as they behave peaceably, and commit no offence against the laws and ordinances; and in case their conduct should render them suspected, and the respective Governments should be obliged

liberdade do Commercio e da Navegação, que tanto 1810
Sua Magestade Britannica, como Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, naõ só recusaráõ receber piratas ou ladroens de mar em qualquer dos Seus portos, surgidouros, cidades, e villas, ou permittir que alguns dos seus vassallos, cidadãos, ou habitantes os recebão, ou protejão nos seus portos, os agazalhem nas suas casas, ou lhes assistão de alguma maneira; mas tambem mandaráõ, que esses piratas, e ladrões do mar, e as pessôas que os receberem, acoutarem, ou ajudarem, sejão castigadas convenientemente para terror, e exemplo dos outros. E todos os seus navios com os generos e mercadorias, que tiverem tomado, e trazido aos portos pertencentes à qualquer das Altas Partes Contractantes, serão apresados onde forem descubertos e serão restituidos aos donos, ou á seus procuradores devidamente authorisados, ou delegados por elles por escrito; provandose previamente, e com evidencia a identidade da propriedade, mesmo no caso que semelhantes generos tenhão passado á outras mãos por meio de venda, huma vez que se souber, que os compradores sabiaõ, ou podião ter sabido, que taes generos forão tomados piraticamente.

XXXI. Para a segurança futura do commercio, e amizade entre os vassallos de Sua Magestade Britannica, e de Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, e afin de que esta mutua boâ intelligencia possa ser preservada de toda a interrupção, e disturbio, conveiose e ajustouse, que se em algum tempo se suscitar qualquer desintelligencia, quebrantamento de amizade, ou rompimento entre as Corôas das Altas Partes Contractantes, o que Deos não permitta, (o qual rompimento só se julgará exister depois do chamamento, ou despedida dos respectivos Embaixadores, e Ministros) os vassallos de cada huma das duas Partes, residentes nos Dominios da outra, terão o privilegio de ficar, e continuar nelles o seu commercio sem interrupção alguma, em quanto se conduzirem pacificamente, e não cometterem offensa contra as leys, e ordenações; e no caso que a sua conducta os faça suspeitos, e os respectivos Governos sejaõ obrigados a mandalos sahir, se lhes concederá o termo de hum anno para esse fim, em ordem a que elles se

1810 *to remove, the term of twelve months shall be allowed them for that purpose, in order that they may retire with their effects and property, whether entrusted to individuals, or to the State.*

At the same time it is to be understood that this favour is not to be extended to those who shall act in any manner contrary to the established laws.

XXXII. It is agreed and stipulated by the High Contracting Parties, that the Present Treaty shall be unlimited in point of duration, that the obligations and conditions expressed or implied in it shall be perpetual and immutable; and they shall not be changed or affected in any manner in case His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, His Heirs or Successors, should again establish the seat of the Portugueze Monarchy within the European Dominions of that Crown.

XXXIII. But the two High Contracting Parties do reserve to themselves the right of jointly examining and revising the several Articles of this Treaty at the expiration of fifteen years, counted in the first instance from the date of the exchange of the ratifications thereof), and of then proposing, discussing, and making such amendments or additions, as the real interests of their respective subjects may seem to require. It being understood that any stipulation which at the period of revision of the Treaty shall be objected to by either of the High Contracting Parties, shall be considered as suspended in its operation until the discussion concerning that stipulation shall be terminated, due notice being previously given to the other Contracting Party of the intended suspension of such stipulation, for the purpose of avoiding mutual inconvenience.*

XXXIV. The several stipulations and conditions of the present Treaty shall begin to have effect from the date of His Britannic Majesty's ratification thereof: and the mutual exhange of ratifications shall take place in the City of London, within the space of four months, or sooner,

*) Les dites Ratifications ont été échangées à Londres le 19 Juin 1810.

possão retirar com os seus effeitos, e propriedade, 1810
quer estejão confiados a individuos particulares, quer ao Estado.

Deve pore mentender se que este favor se não extende áquelles que tiverem de algum modo procedido contra as leys estabelecidas.

XXXII. Concordouse e foi estipulado pelas Altas Partes Contractantes, que o presente Tratado será illimitado emquanto à sua duração que as obrigações, e condições expressadas, e conteudas nelle serão perpetuas e immutaveis; e que não serão mudadas, ou alteradas de modo algum no caso que Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, Seus Herdeiros, ou Successores, tornem a estabelecer a sede da Monarchia Portugueza nos Dominios Europeos desta.

XXXIII. Porem as duas Altas Partes Contractantes se reservão o direito de juntamente examinarem, e reverem os differentes Artigos deste Tratado no fim do termo de quinze annos contados da data da troca das ratificações do mesmo, e de então proporem discutirem, e fazerem aquellas emendas, ou addições que os verdadeiros interesses dos seus respectivos vassallos possão parecer requerer.

Fica porem entendido que qualquer estipulação, que no periodo da rivisão do Tratado for objectada por qualquer das Altas Partes Contractantes será considerada como suspendida no seu effeito, até que a discussão relativa á esta estipulação, seja terminada; fazendose previamente saber á outra alta Parte Contractante a intentada suspensão da tal estipulação, afim de evitar a mutua disconveniencia.

XXXIV. As differentes estipulações, e condições do presente Tratado principiarão a ter effeito desde a data da sua ratificação por Sua Magestade Britannica, e a mutua troca das ratificações se fará na Cidade de Londres dentro do espaço de quatro mezes, ou mais breve se for possivel, contados do dia da assignatura do presente Tratado.

1810 *if possible to be computed from the day of the signature of the present Treaty.*

In witness whereof, we, the undersigned Plenipotentiaries of His Britannic Majesty and of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, in virtue of our respective full powers, have signed the present Treaty with our hands, and have caused the seals of our arms to be set thereto.

Done in the City of Rio de Janeiro, on the 19th day of February, in the year of our Lord. 1810.

Signed

(*L. S.*) *Strangford.*
(*L. S.*) *Conde de Linhares.*

Declaration.

The undersigned, His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, at the moment of exchanging with the Chevalier de Souza Couttinho, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary from His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, the ratifications of the Treaty of Commerce signed at Rio de Janeiro on the 19th of February, 1810, by Lord Viscount Strangford, on the part of His Majesty, and by the Conde de Linhares, on the part of His Royal Highness the Prince Regent, has been commanded by His Majesty, in order to avoid any misunderstanding which might possibly arise in the execution of that part of the fifth Article of the said Treaty, wherein it is defined what ships shall be considered as entitled to the privileges of British ships, to declare to the Chevalier de Souza Couttinho, that in addition to the qualifications therein expressed, such other ships will likewise be entitled to be considered as British ships which shall have been captured from the enemy by His Majesty's ships of war, or by subjects of His Majesty furnished with letters of marque by the Lords Commissioners of the Admiralty, and regularly condemned in one of His Majesty's Prize Courts as a lawful prize, in the same manner as ships captured from the enemy by the ships of Portugal, and condemned under similar circumstances, are, by the subsequent paragraph of the aforementioned Article

Em testemunho do que nos abaixo-assignados Plenipotenciarios de Sua Magestade Britannica, e do Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, em virtude dos nossos respectivos plenos Poderes, assignamos o présente Tratado com os nossos punhos, e lhe fizemos pôr os sêllos das nossas armas. 1810

Feito na Cidade do Rio de Janeiro, aos 19 de Fevereio, do anno de nosso Senhor Jesus Christo de 1810.

Assignado

(L. S.) STRANGFORD.
(L. S.) CONDE LE LINHARES.

---

of the said Treaty, to be considered as Portugueze ships.

The undersigned requests the Chevalier de Souza Couttinho to accept the assurances of his high consideration.

London. Foreign Office, 17th June, 1810.

Signed WELLESLEY.

The Chevalier de Souza Couttinho,
etc. etc. etc.

1811

41.

Acte du Parlament d'Angleterre pour mettre à exécution les dispositions du Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre Sa Majesté Britannique et le Prince-Régent de Portugal. (51e *année de Georges III chap.* 47.). *En date du* 31. *Mai* 1811.

Attendu que par un acte passé la 12me *année du règne de Sa Majesté Charles II. intitulé acte pour augmenter et encourager le commerce et la navigation, comme aussi par d'autres status il est établi que nul objet ou matière quelconque produit de cru ou des manufactures d'Amérique ne peut être importé dans ce Royaume ou dans les îles de Jersey et Guernesey sur d'autres vaisseaux que ceux de construction anglaise appartenant à des sujets anglais et montés par un patron anglais et un équipage aux trois quarts composé de nationaux, sous peine de confiscation de la cargaison et du vaisseau ou bâtiment sur lequel elle se trouvera;*

Attendu que les objets et articles qui suivent, savoir: les mâts, les bois de charpente (ou merrains), les planches, le sel, la poix, le goudron, la résine, le chanvre, le lin, les raisins, les figues, les prunes, l'huile d'olive, les grains ou graines, le sucre, la potasse, le vin, le vinaigre, l'eau-de-vie de grain ou autre du cru, produit ou fabrication d'Europe doivent selon ledit acte précité et les subséquens, être importés en Angleterre sur des navires ou vaisseaux qui, avant le premier jour de mai 1786 *appartinssent véritablement, entièrement et sans fraude aucune aux Etats de Sa Majesté, y ayant été construits et enregistrés conformément à la loi, ou sur des vaisseaux construits dans les pays et lieux d'Europe possédés et gouvernés par le souverain ou Etat européen dont les objets et articles ci-dessus décrits et énumérés sont le produit naturel ou manufacturé, ou bien*

41.

Act of the British Parliament for carrying into effect the Provisions of a Treaty of Amity, Commerce and Navigation between His Majesty and the Prince Regent of Portugal. (51. *Geo.* 3. *cap.* 47.) 31. *Mai* 1811.

Whereas according to an Act passed in the 12th year of the reign of His Majesty King Charles II. (cap. 18.) intituled "An Act for the encouraging and increasing of shipping and navigation", and other statutes, no goods or commodities whatever, of the growth, production or manufacture of America can be imported into this kingdom or the Islands of Guernsey and Jersey, in any other than British-built ships, owned by His Majesty's subjects, navigated with a master and three fourths of the mariners British subjects, and registered according to law, on forfeiture of all such goods or commodities, and of the ship or vessel in which they are imported: And whereas the following goods and commodities; that is tho say, masts, timber, boards, salt, pitch, tar, rosin, hemp, flax, raisins, figs, prunes, olive oil, corn or grain, sugar, pot ashes, wine, vinegar, aquavitæ, or brandy, being the growth, production, or manufacture of Europe, are, by the said recited Act of the 12th year of the reign of His said late Majesty King Charles the 2d, and by subsequent Acts, required to be imported into Great Britain in ships or vessels, which, before the 1st day of May 1786, did truly and without fraud wholly belong to His Majesty's dominions, or which are the built of His Majesty's dominions, and registered respectively according to law; or in ships or vessels the built of any countries or places in Europe, belonging to or under the dominion of the sovereign or state in Europa of which the said goods or commodities so enumerated or described as aforesaid, are the growth, production, or manufacture respecti-

1811 *encore sur des vaisseaux expédiés par les ports où lesdits articles sont le plus ordinairement embarqués de première main pour le transport, lesdits vaisseaux étant montés par patron et équipages composés pour les trois quarts au moins de naturels des pays, lieux ou ports précités, et à l'exclusion de tous autres vaisseaux, sous peine de confiscation de la cargaison autrement importée et du navire qui en sera porteur.*

Attendu qu'il convient pour mettre à exécution les dispositions du Traité d'amitié de commerce et de navigation conclu entre Sa Majesté et Son Altesse Royale le Prince-régent de Portugal à Rio-Janeiro le 19. Février 1810, de rapporter tout ce qui dans l'acte de la douzième année du règne de Charles II. et les autres actes subséquens a prohibé les objets, denrées ou marchandises, produit naturel ou manufacturé des territoires et états appartenant à la Couronne de Portugal dont la loi ne prohibe pas l'importation par autres pays étrangers, si l'importation vient desdits états ou territoires sur des vaisseaux qui y aient été construits ou qui ayant été capturés par des navires de guerre portugais, porteurs de lettres de marque ou de représailles du même Gouvernement et déclarés de bonne prise par les Cours d'amirauté, lesdits vaisseaux appartenant à des sujets portugais, et montés par patron et équipage pris aux trois quarts pour le moins dans les pays et territoires dudit gouvernement sous peine de confiscation de la cargaison et du navire; et qu'ainsi lesdits objets, articles et marchandises ainsi importés ou vaisseaux qui les importent, ne doivent plus être sujets à confiscation.

Art. 1er. Il est passé en force de loi par Sa Très Excellente Majesté avec l'avis, consentement et autorité des Cours spirituelles et temporelles et des communes assemblées au présent parlement qu'à dater de la présente loi, tout ce qui, dans l'acte précité de la douzième année du règne de Charles II. et dans les actes en vigueur avant l'adoption du présent acte défendait que "les objets, „denrées ou marchandises, produit naturel ou ma„nufacturé des territoires et états de la Couronne

vely, or of such ports where the said goods can only 1811
be or are most usually first shipped for transportation, such ships or vessels being navigated with a master and three fourths of the mariners at the least belonging to such countries or places or ports respectively, and in none other ships or vessels whatever, under the like penalty of the forfeiture of any such goods or commodities as shall be imported contrary thereto, together with the ship or vessel in which the said goods are imported: And whereas it is expedient, in order to carry into effect the provisions of a Treaty of Amity, Commerce, and Navigation, concluded between His Majesty and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, signed at Rio de Janeiro the 19th day of February, 1810, that so much of the said recited Act passed in the 12th year of the reign of His said late Majesty King Charles II. and any other Act or Acts of Parliament as may prohibit goods, wares, and merchandize of the growth, produce, or manufacture of any of the territories or dominions belonging to the crown of Portugal, which are not prohibited by law to be imported from other foreign countries, from being imported from the said dominions or territories in ships or vessels the built of the said territories or dominions, or captured by any ship or vessel of war of the Portuguese Government, or by any ship or vessel having letters of marque and reprisal from the said Government, and condemned as lawful prize in any Court of Admiralty of the said Government, such ship or vessel being owned by subjects of the said Government, and navigated with a master and 3-fourths of the mariners at the least, belonging to the territories or dominions of the said Government, on forfeiture of such goods, and of the ships or vessels in which the same may be imported, should be repealed; and that such goods, wares, and merchandizes, and the vessels so importing the same, should not be subject to forfeiture on account of such importation: be it therefore enacted by the King's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, that, from and after the passing ef this Act, so much of the said recited Act passed in the

1811 *„de Portugal, pouvant être importés légalement „des autres pays, le fussent aussi dans ce Royaume „ou dans les îles de Jersey et de Guernesey sur „vaisseaux construits dans lesdits états ou terri- „toires portugais, ou pris par des navires de guerre „portugais, ou par vaisseaux appartenant auxdits „territoires, légalement enregistrés, porteurs de „lettres de marque ou de représailles portugaises „et déclarés de bonne prise par les Cours d'ami- „rauté de Portugal, lesdits vaisseaux ou navires „ainsi chargés appartenant à des sujets portugais, „avec patron et équipage composé pour les trois „quarts au moins de sujets portugais, sous peine „de confiscation des objets, denrées ou marchan- „dises ainsi que du vaisseau qui en sera porteur" est et demeure rapporté.*

2. *A dater de la présente loi, tous articles, effets ou marchandises produit naturel ou manufacturé de territoires ou états de la Couronne de Portugal, qu'il n'est pas défendu d'importer des autres pays dans ce royaume ou dans les îles de Jersey et de Guernesey, pourront y être importés directement desdits états et territoires de Portugal sur tout vaisseau et navire qui y aura été construit ou qui aura été pris par vaisseau appartenant au Gouvernement portugais ou à des nationaux des territoires et états précités, le capteur étant muni de commissions ou lettres de marque et de représailles dudit Gouvernement et la prise déclarée de bonne prise par les Cours d'amirauté, lesdits vaisseaux appartenant à un ou plusieurs sujets portugais et étant montés par un patron et un équipage aux trois quarts au moins composé de nationaux de Portugal. En conséquence lesdits articles, denrées et marchandises pourront être admis*

12th year of the reign of His late Majesty King 1811
Charles II. and any other Act or Acts of Parliament in force on and immediately before the passing of this Act, as may prohibit any goods, wares, or merchandize of the growth, produce, or manufacture of any of the territories or dominions of the Crown of Portugal which are not prohibited by law to be imported from other foreign countries, to be imported into this kingdom, or the islands of Guernsey or Jersey, in ships or vessels the built of the said territories or dominions of the Crown of Portugal, or taken by any ship or vessel of war belonging to the Portuguese Government, or by any ship or vessel belonging to any of the inhabitants of any of the territories or dominions aforesaid, and registered according to law, having commissions or letters of marque and reprisal from the Portuguese Government, and condemned as lawful prize in any Court of Admiralty of the said Government, such ship or vessel so importing being owned by subjects of the said Government, and navigated with a master and 3-fourths of the mariners at the least, subjects of the said Government, on forfeiture of the said goods, wares, and merchandize, and also of the ship or vessel in which the same may be imported; shall be, and the same are hereby repealed.

II. And be it further enacted, that from and after the passing of this Act, any goods, wares, and merchandize, being of the growth, produce, or manufacture of any of the territories or dominions of the Crown of Portugal, which are not prohibited by law to be imported into this kingdom, or the islands of Jersey and Guernsey, from other foreign countries, shall and may be imported into this kingdom, and the islands of Guernsey and Jersey direct from any such territories or dominions, in any ship or vessel built in any of the said territories or dominions of the crown of Portugal, or taken by any ship or vessel of war belonging to the Portuguese Government, or by any ship or vessel belonging to any of the subjects of the territories or dominions aforesaid, or having commissions or letters of marque and reprisal from the said Government, and condemned as lawful prize in any Court of Admiralty of the said Government, and owned by the subjects of such Government, or any of them,

1811 *et débarqués en payant les droits et en se conformant aux conditions et règles mentionnées ci-après nonobstant toutes lois, coutumes ou usages a ce contraire.*

3. *Tous objets, denrées ou marchandises ainsi importés diretement des états ou territoires de la Couronne de Portugal, sur vaisseaux portugais possédés et montés comme il est dit ci-dessus, seront admis et débarqués en payant les droits de douane et d'excise, sans plus, qui se perçoivent sur les mêmes objets, articles ou marchandises importés de tout autre pays étranger sur vaisseaux anglais possédés, montés et enregistrés conformément à la loi, et dans les cas où des droits différens sont imposés sur lesdits mêmes articles importés de différens pays du dehors, les vaisseaux portugais paieront pour ces articles les plus faibles droits légalement perçus à leur importation du dehors par vaisseaux anglais.*

4. *Attendu qu'il est expédient de permettre l'importation des dents d'éléphant et de l'ivoire de tous les états du Portugal en Angleterre, il sera désormais permis à tous d'importer l'ivoire des possessions portugaises en Angleterre, soit sur des vaisseaux anglais possédés, équipés et enregistrés comme la loi le veut, soit sur des vaisseaux portugais que le présent acte spécifie et dont les possesseurs et l'équipage seront comme il est ci-dessus dit, quoique cet ivoire ne soit pas le produit des territoires portugais, et ledit ivoire ainsi importé sera admis et débarqué en payant seulement les droits perçus sur le même article quand il est importé par vaisseau anglais possédé, équipé et enregistré conformément à la loi, nonobstant toute disposition contenue dans l'acte de la douzième année du règne de Charles II, intitulé acte*

and whereof the master and three fourths of the mariners at least are subjects of such Government, and such goods, wares, and merchandize shall and may be entered and landed upon payment of the duties, and subject to the conditions and regulations hereinafter mentioned; any law, custom, or usage to the contrary in anywise notwithstanding. 1811

III. And be it further enacted, that all such goods, wares, and merchandizes so imported directly into this kingdom from any of the said territories or dominions of the crown of Portugal in such Portuguese ships or vessels, so owned and navigated as are herein-before particularly mentioned and described, shall and may be entered and landed on payment of such duties of customs and excise, and no higher, as are payable on goods, wares, and merchandize of the like denomination or description upon their importation into this kingdom from any other foreign country in British built ships or vessels, owned, navigated, and registered according to law; and in cases where different duties are imposed upon any goods, wares, or merchandize of the like denomination or description so imported from different foreign countries, then upon payment of the lowest duties which by law are required to be paid on the importation in British built ships or vessels of any such goods, wares, or merchandize from any foreign country.

IV. And whereas it is expedient to permit the importation of elephants teeth and ivory into this kingdom from any of the dominions of the crown of Portugal; be it therefore enacted, that it shall and may be lawful for any person or persons to import into this kingdom elephants teeth and ivory from any of the said dominions, either in British-built ships or vessels, owned, navigated, and registered according to law, or in such Portuguese ships or vessels as are in this Act before-mentioned and described, and owned and navigated in the manner herein-before also mentioned and described, notwithstanding such elephants teeth or ivory may not be of the produce of any of the dominions of the Crown of Portugal; and such elephants teeth or ivory so imported may be entered and landed on payment of such duties only as are due and payable on such articles when imported in a

1811 *pour encourager et augmenter le commerce et la navigation, ou dans tout autre acte du parlement.*

5. *Sont et demeurent désormais rapportées les dispositions contenues dans un acte de la trente-unième année du règne de Sa Majesté actuelle, intitulé* acte *pour annuler celui de la vingt-huitième année du règne de Sa Majesté réglant le commerce entre les sujets des colonies et plantations anglaises dans l'Amérique du nord, ou ceux des îles anglaises des Indes Occidentales et les pays appartenant aux Etats-Unis, d'Amérique, ou entre les sujets de Sa Majesté et les îles étrangères des Indes Occidentales; il en est de même de l'acte fait la vingt-septième année du règne de Sa Majesté actuelle pour permettre l'importation et l'exportation de certains objets, articles ou marchandises dans les ports de Kingston, Javannah la Mar, Baye de Montego et Sainte-Lucie, île de Jamaïque, dans le port de Saint-Georges, île de la Grenade, dans celui de Rocca de la Dominique et dans le port de Nassau de la Nouvelle-Providence l'une des îles Bahama, sous certaines conditions et restrictions prohibant le tabac et la poix, le goudron, la térébenthine, le chanvre, le lin, les mâts, les vergues, gaules à voiles pieux, planches, merrains, lattes, gros meubles de toute espèce, pain, biscuits, farine, pois, haricots, pommes de terre, froment, riz, avoine, orge et graine de toute sorte du cru ou production d'aucun des états ou territoires appartenant à la Couronne de Portugal et défendant l'importation directe de ces objets desdits territoires ou possessions dans aucune île soumise à la domination de Sa Majesté aux Indes Occidentales, les îles de Bahaman, les Bermudes et* Somer-Islands *y comprises.*

6. *Il sera désormais permis à tous d'importer et introduire lesdits objets dans les îles anglaises des Indes Occidentales sur vaisseaux anglais possédés, équipés et enregistrés conformément à la loi et non sur d'autres, lesdits articles étant du*

British-built ship or vessel, owned, navigated, and 1811
registered according to law; any thing contained in an Act passed in the 12th year of King Charles II., intituled, "An Act for the encouraging and increasing of Shipping and Navigation", or in any other Act or Acts of Parliament to the contrary notwithstanding.

V. And be it further enacted, that so much of an Act passed in the 31st year of the reign of His present Majesty, [Cap. 38.] intituled, "An Act to amend an Act made in the 28th year of His present Majesty's reign, for regulating the trade between the subjects of His Majesty's colonies and plantations in North America, and in the West India islands, and the countries belonging to the United States of America, and between His Majesty's said subjects an the foreign islands in the West Indies; and also an Act made in the 27th year of His present Majesty's reign, for allowing the importation and exportation of certain goods, wares, and merchandize in the ports of Kingston, Savannah la Mar, Montego Bay, and Santa Lucea in the island of Jamaica, in the port of Saint George in the island of Grenada, in the port of Rosea in the island of Dominica, and in the port of Nassau in the island of New Providence, one of the Bahama islands, under certain regulations and restrictions, as prohibits the importation of tobacco, pitch, tar, turpentine, hemp, flax, masts, yards, bowsprits, staves, heading boards, timber, shingles, and lumber of any sort, bread, biscuit, flour, pease, beans, potatoes, wheat, rice, oats, barley, and grain of any sort, being of the growth or production of any of the territories or dominions belonging to the crown of Portugal, from being imported directly from any such territories or dominions into any island under the dominion of His Majesty in the West Indies (in which description the Bahama islands and the Bermudas or Somer islands are included) in British built ships or vessels shall be and the same is hereby repealed.

VI. And be it further enacted, that, from and after the passing of this Act, it shall be lawful for any person or persons to import or bring into any of the said West India islands any of the said goods in British-built ships or vessels owned, navigated, and registered

1811 *cru ou du produit de quelqu'une des possessions de la Couronne de Portugal dans l'Amérique du Sud et importés auxdites îles directement des mêmes territoires ou possessions nonobstant l'acte ou les actes ci-dessus à ce contraires.*

7. *Et attendu qu'il est stipulé par le vingtième article dudit Traité que tous les objets du cru et du produit du Brésil et des autres parties des possessions portugaises peuvent être reçus et vendus dans les ports des Etats de Sa Majesté qui seront désignés par la loi comme ports marchands pour lesdits articles; il demeure arrêté que le sucre, le café, le coton, produits des territoires ou possessions de la couronne de Portugal ou tous autres objets également du crû ou du produit des mêmes territoires ou possessions, qui sont énumérés et décrits dans l'état marqué A*), annexé à un acte passé dans la quarante-troisième année du règne de Sa Majesté actuelle, chap. 132, intitulé acte pour permettre que certains articles importés dans ce royaume soient consignés dans des magasins sans paiement de droits; lorsqu'ils seront importés, conformément aux dispositions du présent acte, directement desdits lieux, seront et pourront être consignés dans les comptoirs appartenant à la Compagnie des Indes occidentales, dans ceux de la Compagnie de Londres dite dock Company, ou tous autres semblables existans dans les autres ports du royaume qui auront été désignés pour recevoir lesdits objets régulièrement importés des Indes occidentales, et ce sans paiement préalable des droits dus pour leur importation, le recours étant ouvert sur ce point, conformément à l'usage, pardevant les commissaires des douanes de Sa Majesté*

---

*) *Tableau A.* Liste d'articles qui peuvent être consignés aux comptoirs situés à l'île des Chiens et appartenant à la Compagnie des Indes occidentales sans paiement préalable des droits dus à leur importation:

Les noix de coco, le café, le sucre non importés par la Compagnie unie des marchands d'Angleterre trafiquant aux Indes orientales, le coton, le gingembre, l'indigo, le mahogany, les mélasses, le piment, le rhum importé des Indes occidentales.

according to law, and in no other ships or vessels 1811
whatever, such goods being of the growth or production of some of the territories or dominions belonging to the Crown of Portugal in South America, and imported into the said islands directly from the said territories or dominions; the said recited Act or any other Act or Acts to the contrary notwithstanding.

VII. And whereas by the 20th Article of the said Treaty, it is stipulated, that all articles the growth and produce of Brazil and all other parts of the Portuguese dominions may be received and warehoused in all the ports of His Majesty's dominions which shall be by law appointed to be warehousing ports for those articles; be it therefore enacted, that sugar, coffee, cotton wool, the growth or produce of any of the territories or dominions of the crown of Portugal, or any other goods the growth or produce of the said territories or dominions which are enumerated or described in the table marked (A.) *) annexed to an Act passed in the 43d year of the reign of His present Majesty, [Cap. 132.] intituled, "An Act for permitting certain goods imported into this kingdom to be secured in warehouses without payment of duty, and which shall be legally imported according to the provisions of this Act directly from the said territories or dominions, shall and may be secured in the warehouses belonging to the West-India Dock Company, or in the warehouses belonging to the London Dock Company, in the port of London, or in such warehouses at any of the other ports of this kingdom, as shall have been or shall be approved for the reception of goods of the like denomination or description when legally imported from the West Indies, without the duties due on the importation thereof being first paid, application being made for that purpose in the usual and accustomed manner to the Commissioners of His Majesty's Customs

*) Table (A.) a list of articles which may be secured in warehouses within the premises situated at the Isle of Dogs, and belonging to the West India Dock Company, without the duties due on the importation thereof being first paid: — Cocoa nuts, coffee, sugar (not imported by the United Company of Merchands of England, trading to the East Indies). Cotton wool, ginger, indigo, mahogany, melasses, pimento, rum, (imported from the West Indies).

1811 *en Angleterre, en Ecosse et en Irlande, de la part des possesseurs propriétaires ou consignataires desdits objets, et tous articles ainsi consignés dans ces comptoirs jouiront des mêmes faveurs ou seront soumis aux mêmes règles, conditions, sûretés, restrictions, pénalités et confiscations auxquelles les articles de la même dénomination et nature, ainsi importés et emmagasinés, sont maintenant sujets et soumis par les actes du parlement en vigueur à l'époque de l'adoption du présent.*

8. *Tous articles, objets ou marchandises ainsi importés dans le Royaume, de l'un des territoires ou pays possédés par la Couronne de Portugal, auront droit, à leur exportation d'Angleterre, au même drawback, alloué par la loi à l'exportation des articles, objets ou marchandises de mêmes nature et dénomination, exportés du Royaume et il sera alloué et payé les mêmes drawbacks et bonifications sur les articles, objets ou marchandises exportés d'Angleterre pour lesdits territoires ou possessions, que ceux qui sont alloués par la loi à l'exportation d'objets, articles ou marchandises de nature et dénomination semblables, exportés aux îles, plantations ou colonies appartenant à la Couronne britannique en Amérique.*

9. *Nul droit ou impôt plus fort, sous le nom de droit de port, de tonnage ou d'ancrage, ne sera perçu ou exigé au nom du Roi ou de ses héritiers et successeurs, dans aucun des ports du Royaume-Uni, sur les navires ou vaisseaux appartenant à des sujets portugais, que ceux que la loi exige des navires appartenant aux sujets anglais, nonobstant toute loi, coutume ou usage à ce contraire, pourvu toutefois que rien dans le présent article ne s'étende et ne soit entendu s'étendre jusqu'à rapporter ou altérer en aucune manière les droits d'empaquetage, d'étalage, d'emballage et de transport, ou aucun autre droit payable aux maire, communauté et citoyens de la cité de Londres, ou au Lord-maire de ladite cité en exercice, ou à toute autre cité ou corporation urbaine du Royaume, ou à aucun sujet ou sujets quelconques de Sa Majesté, comme aussi sans annuler ou diminuer au-*

in England, Scotland, and Ireland respectively by the 1811 owners, proprietors, or consignees of such goods; and all such goods so secured in any of the said warehouses respectively shall have the same benefits, and shall be subject and liable to the same rules, regulations, conditions, securities and restrictions, penalties and forfeitures to which goods of the like denomination or description when so imported and warehoused are now subject and liable by any Act or Acts of Parliament in force at the time of passing this Act.

VIII. And be it further enacted, that all goods, wares, or merchandise so imported into this kingdom from any of the territories or dominions of the Crown of Portugal, shall, upon the exportation thereof from this kingdom, be entitled to the same drawbacks as are allowed by law upon the exportation of goods, wares, and merchandise of the like denomination or description when exported from this kingdom; and that there shall be allowed and paid the same drawbacks and bounties on goods, wares, and merchandise exported from this kingdom to the said territories or dominions as are allowed by law upon the exportation of goods, wares, and merchandise of the like denomination or description to any of the islands, plantations, or colonies belonging to the Crown of Great Britain in America.

IX. And be it further enacted, that no higher or greater duties or imposts under the denomination of port charges, tonnage and anchorage duties, shall be paid or demanded on behalf of His Majesty, His Heirs or Successors, in any of the ports of the United Kingdom, for ships or vessels owned by the subjects of the Crown of Portugal, than are by law due and payable for ships and vessels owned by His Majesty's subjects; any law, custom, or usage to the contrary thereof notwithstanding: Provided always, that nothing in this Act shall extend, or be construed to extend, to repeal or in anywise alter the duties of package, scavage, balliage, or portage, or any other duties payable to the Mayor and Commonalty and Citizens of the city of London, or to the Lord Mayor of the said city for the time being, or to any other city or town corporate within this kingdom, or to any subject or subjects of His Majesty, or to repeal, or in anywise

1811 *cunement tout privilège ou immunité spéciaux auxquels des personnes, corps politiques ou corporations quelconques, ont aujourd'hui droit, et qui subsistent comme par le passé.*

10. *Toute obligation envers Sa Majesté de la part des importateurs, propriétaires, ou consignataires de tous articles, objets ou marchandises du crû, produit ou manufacture des territoires ou possessions portugaises, introduits depuis la ratification dudit Traité d'amitié, de commerce et de navigation, pour paiement de la différence entre le haut droit payable sur ces objets, et le bas droit à eux imposé, sera, après l'adoption du présent acte, quittancé et déchargé, et nul autre droit ne sera perçu et demandé sur les articles pour lesquels ladite obligation aura été donnée à Sa Majesté.*

11. *Les deux actes passés dans la quarante-huitième année du règne de Sa Majesté actuelle, l'un (chap. 11) Acte pour permettre l'importation d'articles d'origine portugaise sur le continent de l'Amérique du Sud par vaisseaux portugais; et l'autre (chap. 109), Acte pour régler le commerce entre la Grande-Bretagne et les possessions portugaises sur le continent de l'Amérique du Sud, sont et demeurent rapportés.*

12. *Le présent acte sera en vigueur pendant la durée dudit Traité avec Son Altesse Royale le Prince-Régent de Portugal, et pourra être, si cela est nécessaire, amendé et changé durant la présente session du parlement.*

---

alter any special privilege or exemption to which any 1811
person or persons, bodies politick or corporate, is or are now entitled by law, but the same shall be continued as heretofore.

X. And be it further enacted, that all bonds to His Majesty from the importer or importers, proprietor or proprietors, consignee or consignees of any goods, wares, or merchandise, the growth, production, or manufacture of any of the territories or dominions of the Crown of Portugal, entered into since the ratification of the said Treaty of Amity, Commerce, and Navigation, for payment of the difference between the high duty on any such goods, wares, or merchandise, and the low duty chargeable thereon, shall, from and after the passing of this Act, be vacated and discharged, and no further duty shall be demanded or paid upon the articles for which any such bond may have been given to His Majesty.

XI. And be it further enacted, that two Acts passed in the 48th year of the reign of His present Majesty, one, [Cap. 11.] "An Act for permitting the importation of goods from the Portuguese territories on the Continent of South America in Portuguese ships"; and the other, [Cap. 109.] "An Act to regulate the trade between Great Britain and the Portuguese territories on the Continent of South America"; shall be and the same are hereby repealed.

XII. And be it further enacted, that this Act shall be in force during the continuance of the said Treaty with His Royal Highness the Prince Regent of Portugal; and shall and may, if necessary, be altered and varied during the present Session of Parliament.

1812

42.

Ordonnance du Duc de Mecklenbourg-Schwerin, portant abolition du droit d'aubaine en faveur des sujets français. En date du 13. Mars 1812.

Frédéric-François, par la grâce de Dieu, Duc Souverain de Mecklenbourg-Schwerin, etc.,

Etant convaincu que Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, daignera accorder à nos sujets une pleine réciprocité*) de faveur dans toute l'étendue de l'Empire français,

Nous avons, dans cette intime persuasion, aboli et abolissons entièrement:

1°. Le droit d'aubaine, *jus albinagii.*

2°. Le droit d'exclusion et de retenue, *jus detractûs.*

Dans tous les cas d'héritages ou de legs appartenant aux sujets de l'Empire français, ainsi que cela était déjà partiellement d'accord avec le Gouvernement de la France, par Convention faite en l'année 1779, et qui, depuis cette époque, a été constamment suivie dans notre Duché.

En conséquence, nous ordonnons, par ces présentes, que cette abolition relative à toute l'étendue de l'Empire français, aura son plein et entier effet comme par le passé, et que tout héritage ou legs quelconque, qui devra passer de nos Etats dans un de ceux appartenant à l'Empire français, sera absolument exempt de toutes retenues ou autres droits quelconques, sans en excepter même les droits qui seraient à prélever par le fisc ou par d'autres administrations locales.

Tous les tribunaux supérieurs et inférieurs établis dans notre Duché, etc., devront se conformer, etc.

A Schwerin, le 13. Mars 1812.

Signé Frédéric-François.

---

*) Cette réciprocité a été effectivement assurée en France, aux sujets du Duché de Mecklenbourg-Schwerin, par le décret impérial du 12. Mai 1812.

43.

Traité entre la Grande-Bretagne et le Dey de Tunis. Signé le 2. Mai 1812.

In the Name of the All-Powerful God.

His Most Serene Highness Hamuda, Bashaw Bey, Prince of the Princes of Tunis, the well-guarded City and the abode of happiness; and Thomas Francis Freemantle, Esq. Rear-Admiral of the Blue, in the service of His Britannic Majesty, furnished with full Powers:

Being mutually animated with the desire of putting an end to the recent reiterated complaints, made in consequence of various violations committed by private ships of war, against the rights of the Neutrality of this Regency, and being also desirous of giving reciprocal proofs of the harmony and good Faith which happily subsist between the Government of His Britannic Majesty and that of His Highness the Bashaw Bey, have agreed on and established that which follows:

I. The private ships of war of the belligerent Powers, by reason of bad weather or want of provisions, or in consequence of being chased by an enemy, shall be permitted to take refuge in Tunis, or in any other port of the Kingdom whatsoever: being provided with the necessary provisions, the affairs and accounts, which they may in consequence have, being settled, and the danger apprehended from the enemy having ceased, they shall be obliged to depart without the least delay. Neither shall they be able, under whatsoever pretext it may be, to augment the number of their crews, arms, and other ammunition, with which they shall have entered, nor in any way be permitted to disturb the free and secure access of ships, of any nation whatever, to the ports, bays, and coasts of the Regency.

II. The private ships of war of the belligerent Powers shall not make sail from any port, place, or part of the coast belonging to the Regency, until twenty-four hours after the departure of all vessels

1812 belonging to Powers with which they may be in war. Nor shall they depart, even after that period of time, if any ship should be in sight of a port, bay, or shore of this Regency, detained by calms, contrary wind, or any other inevitable circumstance.

III. And lastly, it is agreed and established, in virtue of the present Treaty, that His Most Serene Highness Hamuda, Bashaw Bey, being desirous to maintain inviolably the neutrality of His Kingdom, shall not permit, nor tolerate, in any part of the Dominions of the Regency of Tunis, the sale of any prize, or

---

44.

Traité entre la Grande-Bretagne et la Régence de Tripoli, signé à Tripoli, le 10. Mai 1812.

Art. 1er Les Traités et Conventions de paix, amitié et commerce actuellement existant auront leur plein effet, et conserveront leur force en vigueur en toutes et chacune de leurs dispositions, et seront regardés comme renouvelés et confirmés en vertu du Traité de ce jour, excepté seulement tels articles clauses et conditions sur lesquels on juge convenable d'admettre dérogation, explication, ou révision par le présent Traité.

2. Que les armateurs des Puissances belligérantes qui, pour cause de mauvais temps, manque de provisions, ou chassés par un ennemi prendraient refuge à Tripoli ou en tout autre port, route ou baie de ce Royaume, ayant reçu secours de provisions, et le danger de l'ennemi étant passé, seront obligés de partir sans délai inutile, ou sans augmenter le nombre d'hommes, armes ou munitions avec lesquels ils étaient entrés, et une fois hors du port, lesdits armateurs ne se cacheront point dans les baies, criques, et derrière les points de promontoires ou îles appartenant au territoire de Son Altesse le Basha, pour y attendre et donner la chasse aux vaisseaux de leurs ennemis qui y entreraient ou en sortiraient, de même qu'ils ne trou-

mérchandize of any prize, whatsoever, which shall have belonged, or may belong to the French or to the English. 1812

Done in duplicate, and signed by both parties, at the Palace of Bardo, the 20th day of the Moon, Rebia Jeni, of the year of the Hegira, 1227, and the 2d day of the month of May, 1812, of the Christian Æra.

Signed THOMAS FRANCIS FREEMANTLE.

VAL. ROBINSON,
Vice-Consul.

44.

Treaty between Great Britain and Tripoli. Signed at Tripoli, 10th May, 1812.

Matthew Smith, Esq. Captain of His Britannic Majesty's ship Comus, invested with full Powers, and His Highness Sidi Jusef Caramanli, Bashaw, Bey, Governor and Captain-General of the City and Kingdom of Tripoli, in the West;

Being mutually animated by the desire of putting an end to the recent and repeated complaints which have taken place in consequence of the misinterpretation of some of the Articles of Peace established between the two Contracting Powers, to prevent the violation of the Neutral Rights of this City and Kingdom by the privateers of Belligerent Nations; and being further desirous to give reciprocal proofs of the harmony and good faith which happily subsist between His Britannic Majesty's Government and that of His Excellency the Bashaw, have agreed and established as follows:

I. The present existing Treaties or Conventions of Peace, Friendship, and Commerce, shall have their full effect, and shall preserve in all and every point their full force and virtue, and shall be looked upon as renewed and confirmed by virtue of this present Treaty, except only such articles, clauses, and conditions, from which it has been thought fit to derogate, explain, or revise by this present Treaty.

II. That the privateers of Belligerent Powers,

1812 *bleront d'aucune manière les libres entrées ou sorties des bâtimens de nation quelconque dans les ports, baies ou routes du Royaume.*

3. *Les armateurs des Puissances belligérantes n'auront point permission de faire voile pour aucun port, baie ou route appartenant au Royaume, que vingt quatre heures ne soient écoulés après le départ de quelque vaisseau appartenant à une autre Puissance avec laquelle on pourrait être en guerre, et il ne leur sera même permis en aucun temps de partir pendant que de tels vaisseaux seraient encore en vue du port, de la baie ou route, soit qu'ils soient retenus par des calmes, mauvais vents, ou autres circonstances inévitables.*

4. *Il est finalement agréé et établi que Son Excellence Sidi Jusuf Caramanli Basha étant desireux de maintenir inviolablement les Traités existans, et la stricte neutralité de son Royaume, ne permettra ou tolérera sur aucun point des possessions de la cité et Royaume de Tripoli la vente d'aucune prise et cargaison de prise quelconque qui peuvent avoir appartenu à la Grande-Bretagne, mais que lesdites prises seront obligées de partir avec les cargaisons complètes et entières qu'elles auront amenées dans le port, en se soumettant aux mêmes règles que les armateurs des Puissances belligérantes, en conformité de l'article 2 du présent Traité.*

En foi de quoi, etc.

which, on account of bad weather, want of provisions, 1812
or chased by an enemy, shall take refuge in Tripoli, or in any other of the ports, roads, or bays of that Kingdom, having received a supply of provisions, and the danger of the enemy ceased, shall be obliged to depart without unnecessary delay, or increasing the number of men, arms, or ammunition, with which they entered; and, being out of port, the said privateers shall not lurk in the bays, creeks, and behind the points of promontories or Islands belonging to the Territory of His Highness the Bashaw, to tarry there, and give chase to the ships of their enemies, which shall be entering or going out, nor shall they in any manner whatever disturb the free ingress or regress of the ships of any nation to the ports, bays or roads of the Kingdom.

III. The privateers of Belligerent Powers shall not be permitted to sail for any port, bay or roadstead belonging to the Kingdom, until 24 hours after the departure of any vessel belonging to another Power with which they may be at war, nor shall they even at any period be allowed to depart, while such vessel remains in sight of such port, bay or roadstead, whether detained by calms, fool winds, or other unavoidable circumstances.

IV. It is finally agred and established, that His Excellency Sidi Jusef Caramanli, Bashaw, being desirous to maintain inviolably the existing Treaties and the strict neutrality of his Kingdom, will not permit or tolerate in any part of the Dominions of the city and Kingdom of Tripoli, the sale of any prizes or prize goods whatever that may have appertained to Great-Britain; but that such prizes shall be obliged to depart with the whole and entire cargoes with which they entered the port, subject to the same regulations as the privateers of the Belligerent Powers, in conformity to the 2d Article of the present Treaty.

In witness whereof, we have caused our Seal to be affixed in the city of Tripoli, in the West, this 10th day of May, in the year of the Christian Aera 1812, and of the Hegira, the 28th of the Moon Rabia second, 1227.

The Seals of the Bey and 5 others. Signed MAT. SMITH. (L. S.)

1812

45.

Convention entre la Princesse-regnante de Lippe-Detmold et le Prince de Schaumbourg-Lippe, pour soumettre les différends subsistans entre eux concernant la souveraineté sur le bailliage de Blomberg, à un jugement par arbitre. Signée à Buckebourg, le 5. Juillet 1812.

Nachdem Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten, die Fürstin-Regentin zu Lippe-Detmold einer- und der regierende Fürst zu Schaumburg-Lippe anderer Seits, in der Absicht, das gegenseitige gute Einverständniss wieder herzustellen und für immer zu befestigen, übereingekommen sind, die zwischen beiden hohen Häusern, wegen der Souverainität über das Amt Blomberg, obwaltenden Differenzen einer schiedsrichterlichen Entscheidung zu unterwerfen; so haben Höchstdieselben die Unterzeichneten zur Verabredung eines Compromisses beauftragt, welche sich über nachstehende Punkte vereinigt haben:

Art. 1. Die wegen der Souverainität über das Amt Blomberg obwaltenden Differenzen sollen durch Schiedsrichter entschieden werden.

Art. 2. Jedes der beiden hohen Häuser schlägt den andern aus den zum Rheinischen Bunde gehörenden Souverains drei vor, aus welchen wechselseitig einer zum Schiedsrichter erwählt wird, und den so erwählten beiden Schiedsrichtern bleibt es freigestellt, von den übrigen vier Souverains einen zum Obmann zu ernennen, der in dem Falle zu entscheiden hätte, wenn di Schiedsrichter verschiedener Meinung seyn sollten.

Art. 3. Die Benennung der zu Schiedsrichtern bestimmten Souverains soll, vom heutigen Tage an, binnen acht Tagen, zuerst Lippe-Detmoldischer Seits, und Schaumburg-Lippischer Seits, die Auswahl und Benennung vom Empfang der gegenseitigen Anzeige an, in gleicher Frist erfolgen; sodann sollen die zu Schiedsrichtern erwählten Fürsten in einem gemein-

schaftlichen Schreiben beider Hochfürstlichen Durch- 1812
lauchten um Uebernahme des Schiedsrichteramts sofort ersucht werden.

Art. 4. Von dem Tage an, wo man von der Bewilligung dieses Gesuchs unterrichtet ist, hat jeder Theil eine Frist von drei Monaten, um seine Souverainitäts-Ansprüche in einer mit den nöthigen Beweismitteln versehenen, Deduction den Schiedsrichtern darzulegen. Eine Versäumniss dieser Frist soll als eine Verzichtleistung auf die innerhalb derselben nicht deducirten Ansprüche betrachtet werden. Nur ausserordentliche, gehörig zu beweisende Hindernisse sollen die Schiedsrichter berechtigen, diese Frist zu verlängern.

Art. 5. Die Deductionen sollen nach erfolgter Mittheilung gleichfalls binnen 3 Monaten und zwar unter der Präjudiz der Ausschliessung, beantwortet und es soll damit zur Erkenntniss geschlossen werden. Jedoch soll es den Schiedsrichtern frei stehen, nach Befinden eine Verhandlung bis zur Duplik zu veranlassen, wie auch diejenigen bei den ehemaligen Reichsgerichten verhandelten Akten zu avociren, welche, in Gemässheit des Antrags des einen oder des andern Theils, zur Aufklärung der Sache dienlich oder nothwendig gehalten werden.

Art. 6. Die zu Schiedsrichtern zu erwählenden Souverains sollen ersucht werden, die Verfügung zu treffen, dass, nach völlig beendigter Instruktion, binnen Jahresfrist, durch eignen Ausspruch der Subdelegirten, die Entscheidung erfolgt.

Art. 7. Von diesem Erkenntniss soll kein Rechtsmittel irgend einer Art Statt finden.

Art. 8. Auf den Fall, dass der eine oder der andere Theil Schwierigkeiten machen sollte, sich der schiedsrichterlichen Entscheidung zu fügen, soll den Schiedsrichtern die Vollmacht zu Ernennung eines Executors derselben ertheilt werden.

Art. 9. Nach Beendigung des Compromisses über die Souverainität, soll eine Uebereinkunft wegen schiedsrichterlicher Entscheidung über etwanige weitere gegenseitige Ansprüche geschlossen werden.

Bückeburg, den 5ten Juli 1812.

Helwing. Von Berg.

Genehmigt. Bückeburg, den 5ten Juli 1812.

Georg Wilhelm, Fürst zu Schaumburg-Lippe.

1812

46.

Convention entre les Principautés de Lippe-Detmold et de Schaumbourg-Lippe, sur un Intermisticum jusqu'à la décision de leurs différends relativement à la Souveraineté du bailliage de Blomberg. Signée à Buckebourg, le 5. Juillet 1812.

Nachdem Endes-Unterzeichneten, im Auftrag ihrer beiderseitigen höchsten Herrschaften, wegen eines Compromisses, die Souverainität über das Amt Blomberg betreffend, eine Uebereinkunft geschlossen haben, so sind sie in gleichmässigem Auftrage, wegen eines Intermistici während der compromissarischen Verhandlungen, über folgende Punkte übereingekommen:

Art. 1. Bis zur Entscheidung der Hauptsache werden keine Gesetze in Beziehung auf das Amt Blomberg erlassen oder publicirt; nur einstweilige Polizeiverfügungen werden von Schaumburg-Lippe erlassen.

Art. 2. Sollte nach einem Jahre der Spruch der Schiedsrichter nicht erfolgt seyn; so bleibt die Aushebung der Recruten, im Fall sie dann nothwendig würde, Sr. Durchl. dem Fürsten von Schaumburg-Lippe zu Hochdero Contingent nach den bei dem Eintritt in den Rheinbund dabei beobachteten modus. Wird in der Hauptsache für Lippe-Detmold entschieden; so müssen die aus dem Amte Blomberg bei dem Schaumburg-Lippischen Contingent befindlichen Soldaten an Lippe-Detmold abgegeben werden.

Art. 3. Obgleich das Lippische Hofgericht nicht verfassungsmässig besetzt ist; so soll es doch bis zur Entscheidung der Hauptsache, in der bisherigen Art seine Jurisdiction fortsetzen.

Art. 4. In Ansehung des Consistoriums soll es bei der bisherigen Verfahrungsart, ohne weitere Einsprüche, einstweilen verbleiben.

Art. 5. Die Lippischen Lehen, im Amte Blomberg bleiben interimistisch bei dem Lehnhofe zu Detmold; von fremden Souverains etwa heimgefallene, werden

vorläufig von ihm eingezogen, aber bis zur Entscheidung der Sache nicht vergeben. Schaumburgische Lehne bleiben bei dem bisherigen Landesherrn; es wird jedoch der Commissionsrath Herford bei dem Genuss des v. Landsbergischen Lehnes einstweilen gelassen. 1812

Art. 6. Die adelichen Hintersassen stehen provisorisch unter der Jurisdiction des Amtes Blomberg und sind einstweilen von der Aushebung zur Conscription befreit.

Art. 7. Sollten wider Erwarten in Ansehung anderer Gegenstände noch Zweifel entstehen, so soll, während der schiedsrichterlichen Verhandlungen, in keinem Falle zu Thätlichkeiten oder Neuerungen geschritten werden.

Art. 8. Sollte nach Jahresfrist von dem Schlusse zum Urtheile an, der Ausspruch der Schiedsrichter nicht erfolgen; so wird es von gegenseitiger Verabredung abhängen, das Interimisticum zu verlängern, zu verändern oder wieder aufzuheben. Wird darüber nichts Neues verabredet, so dauert dasselbe bis zur Entscheidung der Sache fort, ohne dass eine einseitige Aufkündigung Statt findet.

Bückeburg, den 5ten Juli 1812.

Helwing. Von Berg.

Genehmigt. Bückeburg, den 5ten Juli 1812.

Georg Wilhelm, Fürst zu Schaumburg-Lippe.

Separatartikel zum 5ten Artikel des Interimistici.

Wegen des von dem Lehnhofe zu Detmold dem Commissionsrath Herford verliehenen Schaumburgischen Lehns im Amte Blomberg ist man zur Vermeidung aller Weiterungen, gegenseitig übereingekommen, dass dasselbe nach vorgängigem Einverständnisse beider Regierungen, allodificirt, das für die Allodification zu entrichtende Quantum aber, bis zur schiedsrichterlichen Entscheidung, bei dem Generalhofgericht zu Detmold deponirt und demnächst demjenigen ausgeliefert werden soll, welchem die Souverainität über das Amt Blomberg zugesprochen werden wird.

Bückeburg, den 5ten Juli 1812.

Helwing. Von Berg.

Genehmigt. Bückeburg, den 5ten Juli 1812.

Georg Wilhelm, Fürst zu Schaumburg-Lippe.

1812

47.

Traité entre les Principautés de Lippe-Detmold et de Schaumbourg-Lippe, sur la cession du bailliage d'Alverdissen en faveur de la maison de Lippe-Detmold. Signé à Buckebourg, le 6. Juillet 1812.

Nachdem wegen Abtretung und Cession des Fürstlich Schaumburg-Lippischen Amts Alverdissen an das Fürstlich Lippe-Detmold'sche Haus, unter Vermittelung des Kaiserl. Französischen Ministers, Herrn Baron v. Reinhard Excellenz bisher Unterhandlungen gepflogen worden; so ist desfalls zwischen den beiderseitigen dazu ernannten Commissarien, dem Fürstl. Lippe-Detmold'schen Regierungs- und Cammer-Rath Friedrich Wilhelm Helwing, und dem Fürstl. Schaumburg-Lippischen Kammerdirektor und Regierungsrath Heinrich Christoph Spring, nunmehr folgender Abtretungs- und Cessions Vertrag verabredet und geschlossen worden:

Art. I. Es wird das Seiner Durchlaucht, dem regierenden Fürsten Georg Wilhelm zu Schaumburg-Lippe gehörige Amt Alverdissen mit dem darin befindlichen Schlosse und dazu gehörigen Gütern, desgleichen mit allen sonstigen herrschaftlichen Gebäuden, mit der Meierey zu Alverdissen, samt dazu gehörigen Gärten, Aeckern Wiesen, Weiden, Zehnten, Diensten, Schäferei-Hude und alle sonstigen Berechtigungen, mit den herrschaftlichen Holzungen, jedoch letzteres mit der Reservation die Tannen von drei Morgen-Flächen der Tannenanlage am Kohlsieksberge und an der Egge wegnehmen zu können, mit den herrschaftlichen Mühlen, Krügen, Gärten, und Fischereien mit dem Pacht und Zinskorn, und allen übrigen Damanialgefällen, desgleichen mit dem Gute Dorotheendahl nebst Holzung und aller dazu gehörigen Berechtigung, ferner mit dem Sonneborner Zehnten, und zwar also und dergestalt, dass etwas vom Obigen nicht ausbeschieden, sondern vielmehr alles und jedes darunter so enthalten und begriffen seyn soll, wie solches bis-

her von Seiner Durchlaucht dem regierenden Fürsten 1812
Schaumburg-Lippe besessen und benutzt worden, an Ihro Durchlaucht, die Fürstin-Regentin Pauline zu Lippe-Detmold, geborne Fürstin zu Anhalt-Berenburg, als Vormünderin Ihres Fürstlichen Herrn Sohns, des Fürsten Paul Alexander Leopold zur Lippe Durchlaucht, gegen die im §. II. bestimmte Kaufsumme zum wahren Eigenthum abgetreten und überlassen.

Art. II. Die dafür, jedoch mit Ausnahme des nach §. V. in natura zu ersetzenden Pacht- und Zinskorns, zu zahlende Aversional-Kauf-Summe ist damit überhaupt auf Funfzig Zwei Tausend Reichsthaler in Conventions-Silbermünze, die jedoch nicht unter $\frac{1}{12}$ Thaler-Stücken seyn soll, verglichen und festgesetzt worden.

Art. III. Es wird dieses Kaufgeld der Funfzig Zwei Tausend Reichsthaler in Conventions-Silber-Münze in nachfolgenden Terminen abgetragen, als

1) bei der Tradition der abzutretenden Gegenstände, werden davon Zwölf Tausend Reichsthaler gezahlt, wobei die zur Kriegessteuerkasse in Detmold noch nachstehende Beitragsgelder zu den Kriegeskosten von den Jahren 1794 bis 1807, so wie die nach den §. VII. zu übernehmenden Cautionsgelder der Rechnungsführer und Pächter zu Alverdissen und Dorotheendahl der Fürstl. Schaumburg-Lippi'schen Seite in Anrechnung und Abrechnung gebracht werden.

2) der zweite Termin der Kaufgelder soll am 1ten Jenner 1813 mit Fünf Tausend Reichsthaler,

3) der dritte Termin am 1ten July 1813 gleichfalls mit Fünf Tausend Reichsthaler abgeführt, und so von sechs Monaten zu sechs Monaten mit diesen Zahlungen bis zum gänzlichen Abtrage der Kaufsumme fortgefahren werden, wo inzwischen der jedesmalige Nachstand vom 1ten Julius 1812 an, mit vier von Hundert verzinset und zum Zahlungsort für Kapital und Zinsen, nach der Wahl des Empfängers das Schloss zu Blomberg oder Alverdissen bestimmt wird.

Art. IV. Zur Sicherheit für das Kaufkapital von Funfzig Zwei Tausend Reichsthaler samt Zinsen, alles in Conventions-Silbermünze, reserviren sich Seine Hochfürstl. Durchl. der regierende Fürst zu Schaumburg-Lippe jedoch ohne Last und Gefahr, das Eigenthum an dem Schlosse und Amte Alverdissen, mit Zu-

1812 behör, an dem Gute Dorotheendahl samt Sonneborner Zehnten und an allen übrigen abzutretenden Objekten, ohne dass irgend etwas davon ausgenommen seyn soll, dann setzen zu noch mehrerer Sicherheit Ihre Hochfürstl. Durchl. die Fürstin von Lippe-Detmold, als Vormünderin und Regentin, das Gesammt-Vermögen Ihres Fürstl. Herrn Sohnes und Curandus desfalls zur Generalhypothek, zur Specialhypothek aber sämmtliche dem Fürstl. Lippe-Detmoldischen Hause aus dem Amte Blomberg competirenden Gefälle ohne alle Ausnahme, dergestalt, sub clausula pactantichretici et constituti possessorii, dass im Fall säumiger Kaufgeld-Capitals- oder Zinsen-Zahlung, Sr. Durchl. der regierende Fürst von Schaumburg-Lippe etc. Sich ex capite reservati dominii an das Schloss und Amt Alverdissen, samt allen abzutretenden Objecten, und so auch an die General- und Special-Hypothek nach freier Wahl zu halten, und sich daraus bezahlt zu machen, so befugt als berechtigt seyn sollen, immassen denn auch Sr. Durchl, die Fürstin und Regentin zu Lippe-Detmold noch überdem bei Fürstlichen Worten und Ehren versprechen, an prompter, richtiger Kaufgelds- und Zins-Zahlung nie einen Mangel erscheinen lassen zu wollen.

Art. V. Gleichwie auch das in der Ertragsberechnung des Amtes Abedissen vom 16. May dieses Jahrs aufgeführte Zinskorn, wovon jedoch wegen herrschaftlicher Grundstücke 16 Scheffel und 1 Metze Hafer abgehen, mit unter die abzutretenden Objecte gehört, für gedachtes Zinskorn aber bei der stipulirten Aversionalsumme ein Geldäquivalent nicht verglichen und zum Ansatz gekommen ist; so soll dieses Zinskorn Sr. Durchl. dem reg. Fürsten von Schaumburg-Lippe der Natur nach ersetzt werden, und es wollen Ihro Durchl. die Vormünderin und Regentin zu Lippe-Detmold zum Ersatz dafür eine gleiche Scheffelzahl des HöchstIhnen aus dem Amte Blomberg competirenden Zinskorns, oder soferne dieses nicht zureicht, das Fehlende aus dem Amte Schieder, an den herrschaftl. Kornboden zu Blomberg an und überweisen lassen, wobey Fürstl. Schaumb. Lippischer Seits in Hinsicht des Quantum, der Sorten, der Qualität, und sonst die Fürstl. Lippe-Detmoldischer Seits zu leistende Gewähr damit reservirt wird.

Art. VI. Sofort nach geschehener Vollziehung dieses Vertrags und dessen erfolgten höchsten Ratification, soll die Tradition des Schlosses, Amtes und der Meierey Alverdissen mit Zubehör, desgleichen des Guts Dorotheendahl und des Sonnenborner Zehntens an die Commissarien Ihro Durchl. der Fürstin und Regentin zu Lippe-Detmold geschehen. Se. Durchl. der reg. Fürst von Schaumb. Lippe reserviren sich alle daraus folgende Revenüen bis Ende Junius dieses Jahrs und es sollen selbige, so wie alle etwaige Rückstände, an die Fürstl. Schaumb. Lippischen Cassen unweigerlich verabfolgt werden. 1812

Art. VII. Sämmtliche Gebäude werden ohne Inventario überliefert, und es wird nur das für eine Pertinenz derselben gerechnet, was darin nieth- und nagelfest ist. Das umgehende Mühlenzeug gehört den Pächtern. Die von denselben, so wie von allen übrigen Pächtern und Berechnern eingelegten Cautionsgelder werden Fürstl. Schaumb. Lippischer Seits der Fürstl. Lippe-Detmoldischer Seite erstattet.

Art. VIII. Sämmtliche dermalen über die Meierey-Grundstücke, Mühlen, Jagden, Fischereien, Krüge und deren Zubehörungen etwa bestehenden Erb- und Zeitpacht-Contracte werden Fürstl. Lippe-Detmoldischer Seits übernommen und es soll den Pächtern die versicherte Contractsdauer ausgehalten und die Contracte sollen erfüllt werden.

Art. IX. Sämmtliches zu Alverdissen befindliche Dienstpersonal, so wie es in der Anlage mit seiner Besoldung und Emolumenten aufgeführt ist, wird Fürstl. Lippe-Detmoldischer Seits mit übernommen, und denselben die Fortdauer des Genusses der Besoldung und Utilien versichert.

Art. X. In termino Traditionis des Schlosses, Amtes und der Meierey Alverdissen, des Gutes Dorotheendahl und des Sonneborner Zehntens, alles mit Zubehör, sollen die Amtsdeposita, die Amtsacten, Charten, Rechnungen und Register, so wie auch die auf jene Gegenstände sich beziehenden Urkunden, Kammeracten und sonstige Litteralien den Fürstlich Lippe-Detmoldschen Commissarien überliefert werden.

Art. XI. Es wird Fürstl. Schaumb. Lippischer Seits das Schloss, Amt und die Meierey Alverdissen, das Gut Dorotheendahl, der Sonneborner Zehnten, alles

1812 mit allem Zubehör, frei von allen Schulden und Hypotheken gewährt, und sowohl dessfalls als überhaupt wegen aller abzutretenden Objecte die Evictionsleistung übernommen.

Art. XII. Sollten die Fälle eintreten, dass das Fürstl. Schaumb. Lippische Haus oder auch das Fürstl. Lippe-Detmoldische Haus mit seinen Nebenlinien im Mannsstamme verblühen würde; so sollen erstern Falles die Allodial-Erben Sr. Durchl. des regierenden Fürsten von Schaumb. Lippe und aller Höchstdessen Nachfolger in der Regierung, letztern Falles aber derjenige regierende Fürst von Schaumb. Lippe, welcher zur Succession in die Fürstl. Lippischen Lande wirklich gelangen würde, verpflichtet seyn, von der im §. II. stipulirten Kaufsumme Vierzig Zwei Tausend Reichsthaler im erstern Falle an das Fürstl. Haus Lippe-Detmold, im letztern Falle aber an die darin vorhandene Allodial-Erben in billigen, nach der Analogie des §. III. zu vergleichenden Terminen zurückzuzahlen, und Se. Durchl., der reg. Fürst von Schaumb. Lippe etc. constituiren, zu dessen Sicherheit für Sich und Höchstderen Nachfolger damit Ihr gesammtes Allodial-Vermögen zur General- und Special-Hypothek, um sich daran nach Gefallen halten und sich daraus bezahlt machen zu können.

Art. XIII. Beide contrahirende Theile entsagen allen möglichen Einreden, die gegen diesen geschlossenen Abtretungs- und Cessions-Vertrag statt finden könnten. Insbesondere begeben sich dieselben des Einwandes, dass andere Bestimmungen verabredet als niedergeschrieben worden, wie auch der Einrede der Verletzung auf oder über die Hälfte.

Sie renunciren auch für den Fall eines aus oder wider diesen geschlossenen Abtretungs- und Cessions-Vertrag entstehenden Processes auf alle Appellation, Restitution und Nullitäts-Querelen, sowohl zum Suspensiv- als Devolutiv-Effect gegen die darinnen ergehenden richterlichen Entscheidungen und Verfügungen, und entsagen schliesslich auch noch der Rechtsregel, dass eine generelle Verzichtleistung nicht gelte, wenn nicht eine specielle vorangegangen oder nachgefolgt sey.

Art. XIV. Die höchsten Ratificationen sollen a dato an innerhalb acht Tagen ausgewechselt werden.

Dessen zur Urkund ist dieser Abtretungs- und 1812
Cessions-Vertrag von beiderseitigen Commissarien unterschrieben und gesiegelt und gegen einander ausgewechselt worden.

So geschehen Bückeburg, den 6ten Julius 1812.

Friedrich Wilhelm Helwing,
Fürstlich Lippischer Regierungs- und Cammerrath.
(L. S.)

Heinrich Christoph Spring,
Fürstlich Schaumburg-Lippischer Cammerdirektor und Regierungsrath.
(L. S.)

Der oben stehende Abtretungs- und Cessions-Vertrag wird von Uns in allen Puncten und Clauseln und seinem ganzen Inhalte nach hiermit ratificirt, und Wir versprechen bei Fürstlichen Worten und Ehren denselben jederzeit in allen Stücken auf das pünktlichste erfüllen zu lassen.

Urkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrift und Unsers beigedruckten Fürstlichen Insiegels.

Bückeburg, den 6. Julius 1812.

Georg Wilhelm,
Fürst zu Schaumburg-Lippe.
(L. S.)

48.

Ordonnance de Son Altesse Sérénissime la Princesse régente de Lippe-Detmold, portant l'abolition du droit d'aubaine et de détraction en faveur des sujets français. En date du 7. Décembre 1812.

Nous, **Pauline Christine Wilhelmine**, par la grâce de Dieu, Princesse Souveraine, Tutrice et Régente de Lippe, etc.;

Ordonnons par les présentes que tous les droits d'aubaine et de détraction, en matière de succession et de legs, sous quelque dénomination qu'ils aient été perçus jusqu'à présent, sont et resteront abolis dans

1812 notre Principauté, à l'égard des sujets de l'Empire Français, et que le prélèvement de ces droits ne pourra être exercé à l'avenir, sous aucun prétexte, vis-à-vis d'eux.

Par contre, nous osons croire et nous sommes convaincus que Sa Majesté l'Empereur des Français et Roi d'Italie daignera accorder une pleine réciprocité à cet égard à nos fidèles sujets.

Le présent Décret sera inséré dans la feuille hebdomadaire.

Detmold, le 7. Décembre 1812.

Signé PAULINE.

(Le décret impérial abolissant en France le droit d'aubaine et de détraction pour les sujets de Lippe-Detmold est datée du 18. Mai 1813.)

49.

Ordonnance de la Princesse Régente de Schwarzbourg-Rudolstadt, portant abolition des droits d'aubaine et de détraction en faveur des Français. En date du 7. Décembre 1812.

Dans l'intime conviction que Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, daignera ne faire exercer, dans l'étendue de ses Etats, aucun droit d'aubaine et de détraction à l'égard des sujets de Notre Principauté, nous avons ordonné, et ordonnons par les présentes, qu'il ne sera perçu à l'avenir aucun droit d'aubaine (*jus albinagii*) ou de détraction (*jus detractûs*), ou telle autre retenue qui ait pu avoir été usitée jusqu'ici, à ce titre, sur aucun héritage, legs ou autres prétentions auxquels des sujets de Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie aurait droit sur des successions ouvertes dans la Principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, mais qu'ils leur seront délivrés sans empêchement quelconque, vû que nous abolissons formellement, par les présentes, les susdits droit à l'égard des sujets de l'Empire français.

Nous ordonnons en conséquence, à toutes les autorités locales de Notre Principauté, de se conformer exactement, le cas échéant, au contenu du présent décret. 1812

Donné à Rudolstadt, le 7. Décembre 1812.

Signé: Caroline-Louise.

(Un décret impérial en date du 18. Mars 1813 établit la reciprocité de la part de la France.)

50.

Ordonnance du Prince-Souverain de Schwarzbourg-Sondershausen portant abolition des droits d'aubaine et de détraction en faveur des Français. En date du 18. Décembre 1812.

Comme nous pouvons nous flatter de l'espérance que Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, daignera ne point faire exercer sur aucun des sujets de Notre Principauté le droit de détraction (*jus detractûs*), ou d'aubaine (*jus albinagii*), nous avons cru devoir abroger ces mêmes droits à l'égard des sujets de Sa Majesté Impériale et Royale, et ordonnons en conséquence, par les présentes, que toutes les fois qu'il serait fait une reclamation de succession, de legs et de tous autres objets, tels qu'ils puissent être, lesquels seraient dans le cas de passer des Etats de Notre Principauté à des sujets de Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, ils ne seront soumis à aucun prélèvement exercé jusqu'ici sous le titre de droit d'aubaine (*jus albinagii*), droit de détraction (*jus detractûs*), ou telle autre dénomination semblable, et qu'à ce sujet, nulles difficultés ne devront être élevées, qui pourraient porter le moindre retard à la délivrance des susdits objets, mais qu'ils seront transmis sans aucune retenue résultant desdits droits précédemment perçus, et sans empêchement quelconque.

En foi de quoi, nous avons signé le présent décret, revêtu du sceau de Notre Principauté, et ordonnons

1812 en conséquence à toutes les autorités locales de tenir, dans tous les cas échéant, la main à sa stricte observation, et de veiller à son exécution plénière.

Donné à Sondershausen, le 18. Décembre 1812.

Signé Gontier Frédéric-Charles.

(Un décret impérial en date du 18. Mars 1813 établit la réciprocité de la part de la France, en faveur des sujets du Prince de Schwarzbourg-Sondershausen.)

51.

Ordonnance du Duc de Mecklenbourg-Strélitz, portant abolition du droit d'aubaine en faveur des sujets français. En date du 10. Décembre 1812.

Nous Charles, par la Grace de Dieu Duc Souverain de Mecklenbourg-Strélitz etc. etc.

Faisons savoir que le droit d'aubaine ayant déjà été supprimé entre l'Empire français et nos Etats, par une Convention réciproque en date du 29. Avril 1778, et convaincu que Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, etc., daignera accorder à nos sujets une pleine réciprocité dans l'Empire français, nous avons aboli et abolissons pareillement par les présentes, dans nos

---

52.

Articles convenus entre les Commissaires britanniques et portugais sur quatre points relatifs à l'exécution du Traité de 1810. Signés à Londres, en date du 18. Décembre 1811.

1°. Identité des vaisseaux britanniques.

Il est convenu que le certificat officiel de registre signé par l'officier compétent des douanes an-

Etats, tous droits d'exclusion et de retenue en matière 1812
de succession et de testament en faveur des sujets français, ensorte que toutes successions et tous legs, qui de nos Etats, doivent passer dans ceux de l'Empire français, sont et resteront entièrement exempts de toute retenue ou autres droits quelconques qui seraient à prélever par notre fisc ou par d'autres administrations locales.

Nous ordonnons, en conséquence, à nos tribunaux de toutes instances établis dans notre Duché, ainsi qu'à tous nos sujets, de se conformer exactement au présent décret, qui sera inséré dans les feuilles publiques, pour que chacun s'y conforme.

En foi de quoi, nous avons revêtu le présent décret de notre signature, et y avons fait apposer le sceau de notre régence ducale.

Donné à Neustrelitz, le 10. Décembre 1812.

Signé Charles, duc de Mecklenbourg.

52.

Agreement between the British and Portugueze Commissioners, on four Points connected with the execution of the Treaty of 1810. Signed at London, 18th December, 1812.

We, the undersigned Commissioners appointed by His Britannic Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, and by the Ambassador of the Prince Regent of Portugal resident at this Court, for the settlement of some matters under the late Treaty of Commerce, which require to be adjusted with as much precision as the nature of the circumstances will admit, have mutually agreed on the several points hereafter mentioned, and have authenticated such agreement by our respective signatures.

1st. The Identification of British Ships.

It is agreed, that the official certificate of registry, signed by the proper officer of the British

1812 *glaises sera regardé comme suffisant pour constater l'identité d'un vaisseau de construction anglaise, et qu'après avoir produit ce certificat, il sera admis comme tel dans tous les ports dépendant des Etats de S. A. R. le Prince Regent de Portugal.*

2°. Verification des marchandises anglaises dans les Etats portugais.

Il est agréé qu'en cas d'importation de tous effets ou marchandises du Royaume-Uni dans l'un des ports des Etats de Son Altesse Royale le Prince-Régent de Portugal, lesdits effets et marchandises seront accompagnés des cachets originaux signés et scellés par les officiers compétens de la douane anglaise à tous les ports de l'embarquement et que les cachets appartenant à chaque vaisseau seront comptés progressivement et le nombre total établi depuis le premier jusqu'au dernier cachet par les mêmes officiers, après achèvement final du décompte de chargement de chaque vaisseau dans le port anglais; et il est agréé en outre qu'avant l'achèvement, de ce décompte par les inspecteurs du port d'embarquement, les cachets, pour chaque vaisseau, seront rassemblés et liés ensemble, et à ceux-ci sera annexé un papier, portant le nombre des cachets, scellé du sceau officiel et signé par lesdits inspecteurs; les cachets ainsi réunis seront présentés en même temps que le manifeste juré par le capitaine ou Consul portugais, qui certifiera cette présentation sur le manifeste même; les cachets ainsi réunis et le manifeste ainsi rendu authentique devant retourner à l'inspecteur pour représenter finalement la cargaison du vaisseau.

3°. Arrangement d'étalage, emballage et droits de Trinité.

Il est convenu de placer les marchands portugais sur le même pied que les anglais, par rapport aux droits d'étalage et d'emballage payables à la corporation de Londres, et les droits d'embarquement payables à la corporation de la maison de Trinité, à Londres. A cet effet, et en même temps pour maintenir les droits reconnus de la corporation de Londres et de la maison de Trinité, il

Customs, shall be deemed sufficient to identify a British-built ship; and that on the production of such certificate she shall be admitted as such in any of the Ports within the Dominions of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal. 1812

2d. The Verification of British Merchandize in the Portugueze Dominions.

It is agreed, that on the importation of any goods or merchandize from the United Kingdom, into any of the Ports in the Dominions of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, all such goods shall be accompanied by the original cockets, signed and sealed by the proper officers of the British Customs at the Port of shipping, and that the cockets belonging to each ship shall be numbered progressively, the total number stated on the first and last cocket, by the proper officers of the Customs, at the final clearance of each vessel at the British Port; and it is further agreed, that prior to the final clearance by the searchers at the shipping port, the cockets for each ship must be collected and fastened together, to which shall be annexed a paper, with the number of the cockets, sealed with the official seal, and signed by the searchers; the cockets, so collected, shall be produced, together with the manifest sworn to by the Captain, to the Portugueze Consul, who shall certify the same on the manifest; the cockets, thus secured together, and the manifest, so authenticated, to be returned to the searcher, in order to the final clearance of the ship.

3d. An Arrangement of Scavage, Package, and Trinity Dues.

It is agreed to place the Portugueze Merchant on the same footing with the British, both with regard to the duties of scavage and package payable to the Corporation of London, and the duties payable on shipping to the Corporation of the Trinity House in London. To effect this, and at the same time to preserve the chartered rights of the Corporation of London, and of the Trinity House, it will be necessa[ry]

1812 *sera nécessaire que ces droits soient d'abord payés comme à présent, et que dans tous les cas où il paraîtra que le marchand portugais aura payé plus que l'anglais, la différence sera restituée sans frais, de la manière que le gouvernement anglais l'ordonnera.*

4°. Mode de perception du droit de quinze pour cent sur les marchandises anglaises dans les ports de Portugal.

Il est convenu que la manière la plus equitable de régler ce point de façon à assurer au Portugal le plein paiement du droit de quinze pour cent, et de donner au marchand la certitude de n'être point forcé de payer davantage en aucun cas, paraît être ce qui suit:

Que celui qui importera les marchandises après avoir fait son entrée à la douane de Portugal, signera une déclaration de la valeur de sa cargaison d'après l'estimation qu'il jugera pouvoir en faire; en cas que les officiers inspecteurs portugais soient d'avis que cette estimation est insuffisante, ils seront en droit de prendre les marchandises, en payant à celui qui les importe le montant porté dans sa déclaration, avec l'addition de dix pour cent, et en lui rendant le droit qu'il a payé.

Le montant à payer sur les marchandises sera remis à l'officier portugais, et cela dans le délai de quinze jours après le premier sequestre des marchandises.

Signé: *R. Frewin.* *A. T. Sm. Payo.*
Wm. Burn. *A. J. Da Costa.*

that those duties should, in the first instance, be paid as at present, and in all cases where it shall appear that the Portugueze Merchant shall have paid more than the British, the difference to be returned without expense, in such manner as the British Government shall direct. 1812

4th. The mode of levying Duties of Fifteen per Cent. on British Goods in Portugueze Ports.

It is agreed, that the most equitable mode of adjusting this matter, so as to secure to the Portugueze revenue the full payment of the duty of fifteen per cent. and to afford to the merchant the certainty of not being compelled to pay more in any case, appears to be thus:

That the importer shall, on making the entry at the Portugueze Custom-house, sign a Declaration of the value of his goods, to such amount as he shall deem proper; and in case the Portugueze examining officers should be of opinion that such valuation is insufficient, they shall be at liberty to take the goods, on paying the importer the amount, according to his declaration, with the addition of ten per cent. and also returning the duty paid.

The amount to be paid on the goods being delivered to the Portugueze officer, which must be within fifteen days from the first detention of the goods.

London, 18. December 1812.

Signed	R. Frewin.	A. T. Sm. Payo.
	Wm. Burn.	A. J. da Costa.

53.

Ordonnance de Son Altesse Sérénissime le Prince de Waldeck, portant l'abolition du droit d'aubaine et de détraction à l'égard de l'Empire français. En date du 22. Janvier 1813.

Nous Georges, par la grâce de Dieu, Prince Souverain de Waldeck et de Pyrmont, etc., Membre de la Confédération du Rhin;

1813 Considérant que le droit d'aubaine (*jus albinagii*), et le droit de détraction (*jus detractus*, *gabella emigrationis*), paraissent ne plus s'accorder avec l'esprit du temps actuel, et persuadés que Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, daignera accorder, le cas écheant, une parfaite réciprocité aux sujets de notre Principauté, nous avons résolu et ordonnons ce qui suit:

Art. 1er. Sont abrogés, à l'égard des pays faisant partie de l'Empire français, les deux droits ci-dessus nommés, qui, d'une part, attribuent au fisc la succession de l'étranger qui décède dans le pays, à l'exclusion de tous héritiers étrangers testamentaires ou naturels, et en vertu desquels on prélève, d'autre part, des taxes et impositions connues sous différentes dé-

---

54.

Article additionnel aux Traités subsistans entre la Grande-Bretagne et Tunis, signé au Bardo, le 16. *Oct.* 1813.

Article Additionnel aux Traités de paix et d'amitié subsistant actuellement entre le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et la Régence de Tunis, conclu entre Son Altesse Sérénissime Hanneda-Bacha-Bey de Tunis d'une part, et Son Excellence Sir W. A'Court, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique d'autre part:

Attendu que les îles communes connues sous le nom des Sept-Iles ou îles Ioniennes (à l'exception de celle de Corfou) ont été placées sous la protection spéciale de la Grande-Bretagne, il est établi par la présente Convention, que le même respect sera fait des personnes et propriétés des habitans desdites îles que s'ils étaient sujets natifs de Sa Majesté Britannique, et toutes les immunités, droits et privilèges, dont jouissent ces derniers dans les ports du Royaume de Tunis, seront désormais accordés sans restriction aux habitans desdites îles et à leurs vaisseaux portant pavillon d'Angleterre,

nominations sur les successions et héritages qui passent en pays étranger, et qui assujétissent à une certaine détraction les sommes importées par les sujets qui quittent leur patrie pour s'établir ailleurs, ainsi que celles qu'ils sont dans le cas d'en recevoir postérieurement. 1813

2. Notre Régence et notre Chambre des finances sont chargées de l'exécution du présent décret, qui sera inséré dans la feuille officielle.

Donné à Arolsen, le 22. Janvier 1813.

Signé: GEORGES.

Un Décret impérial du 15. Mai 1813 établit la réciprocité en France, en faveur des sujets de la Principauté de Waldeck.

54.

Additional Article to the Treaties between Great Britain and Tunis. Signed at Bardo, 16th October, 1813.

Additional Article to the Treaties of Peace and Friendship at present subsisting between the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the Regency of Tunis, concluded between His Most Serene Highness Hamuda Bassa, Bey of Tunis, on one part, and his Excellency Sir W. A'Court, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty, on the other.

Inasmuch as the islands, commonly known under the name of the Seven Islands, or the Ionian Islands, (with the exception alone of Corfu) have been placed under the special protection of Great Britain, it is established by the present Convention, that the same respect shall be shewn to the persons and properties of the inhabitants of these islands, as is shewn to the properties and persons of the native subjects of His Britannic Majesty, and all the immunities, rights, and privileges, anjoyed by the latter, in the ports of the Kingdom of Tunis, shall, from henceforward, without limitation, be conceded to the inhabitants of the said

1813 *porteurs de passeports anglais; étant bien entendu néanmoins que lesdites îles, leurs habitans, leurs commerçans et leurs vaisseaux, seront également, et sans la plus légère restriction ni exception, reconnus par les deux autres Régences d'Alger et de Tripoli et que s'ils n'étaient pas ainsi reconnus par elles, la Régence de Tunis ne serait pas obligée ni tenue de le faire.*

En foi de quoi, etc., nous, etc.

Signé: Hamnda Bacha Bey.

55.

Décret du Prince-Régent de Portugal concernant le trafic d'esclaves. En date du 24. Novembre 1813.

(Traduction officielle.)

I, the Prince Regent, make known to all who shall see the present Decree, to avail as though it were an Act passed, that having taken into my royal consideration the returns of the population of this State of Brazil, which I ordered to be laid before my Royal Person; and it being evident, on a perusal thereof, that the number of the inhabitants is not yet proportionable to the vast extent of my dominions in this part of the world, and that therefore it is insufficient to supply and effect, with such promptitude as I have recommended, the important works already realized in many parts, such as opening of communications in the interior, by land and by rivers, between this capital and the different captainships of this Empire; the improvement of agriculture etc. and that; having also considered that the provident dispositions ordered by me for the welfare of the population cannot immediately yield their salutary effect as they depend on a successive space of time; not being possible for that reason to facilitate the supply of the workmen, which infirmity and death daily disable or deprive of life; the urgent necessity of permitting the expedient hitherto practised for conveying and exporting from the ports of Africa hands

islands, and to their ships, carrying the British flag, 1813
and furnished with English passports. It being well understood, however, that the said islands, their inhabitants, traders, and ships shall be equally, and without the slightest restriction and exception, acknowledged by the two other Regencies of Algiers and Tripoli; and that if they should not be so acknowledged by them, the Regency of Tunis shall not be obliged or bound so to do.

In testimony whereof, we, the Bassa Bey of Tunis aforesaid, and W. A'Court, Esq. have signed the present Article, in the Palace of Bardo, the 21st of the Moon Schiavel, of the year of the Hegira, 1228, and the 16th day of October, 1813, of the Christian era.

(L. S.) W. A'Court. (L. S.) Hamuda Basha Bey.

---

to aid and promote the increase of agriculture and industry has been manifested to me, so as to produce by a greater portion of work, a greater abundance of products. But bearing in mind the cruel and inhuman treatment which the Negroes experience on their passage from the ports of Africa to those of Brazil, the barbarity and sordid avarice of many of the masters of the vessels who convey them, being carried to the extreme, and who, misled by the fatal ambition of getting freights and more profit, overload the ships, by admitting a much greater number of Negroes than can be conveniently stowed, standing in need of necessary food for their subsistence, not only in quantity, but also in quality, inasmuch as they give them such damaged and corrupted provisions as turn out most to account; and as the result of so abominable a traffic, which cannot be thought of without horror and indignation, is sickness, which for want of being cured and of proper treatment, turns to epidemic and mortal diseases, as experience has unfortunately proved; and as my constant and natural sentiments of humanity and beneficence cannot tolerate the continuance of such acts of barbarity, committed under a

1813 manifest violation of divine and natural rights, and of the Royal dispositions of the Kings my august progenitors according to the Decrees of the 18th March, 1684, and the Act passed on the 1st July, 1730, which I order to be observed in all such parts as shall not be annulled in this my present Decree, or substituted by other dispositions more conformable to the present state of things, and to the advancement and perfection to which physical knowledge and the new chymical discoveries have arrived, particularly as far as regards the important object of public health; I have, in consequence thereof, been pleased to determine and pronounce the following provisions, to be inviolably observed and fulfilled.

I. As it is necessary for the health and lives of the Negroes who are conveyed from the ports of Africa to those of this State of Brazil, that they should have during the passage sufficient room to lie in, and enjoy that ease which is indispensable for the preservation thereof, the dimensions of the space necessary for that purpose, not being dependant on the arbitrary or capricious notions of the masters of the vessels; — under all these considerations, I have deemed fit to determine, conforming myself to the measures which other enlightened States have adopted respecting this subject, and which constant experience has manifested to appertain to the ends which I purpose; that ships employed in the conveyance of Negroes shall not receive a greater number than their quota, according to the proportion of 5 Negroes for every 2 tons, which proportion is only to take place for the quantity of 201 tons, and for the additional tonnage beside the 201 above expressed, I permit them to ship one Negro only for each additional ton.

And, in order to prevent the frauds that may be practised by conveying a greater number of individuals than those regulated by the established orders, and also to be cautious of the liquidation of my Royal duties, and of the frauds practised by some masters of vessels who convey Negroes for their own account, and that of private individuals, and are accustomed to supply the deficiency of their own Negroes when it proceeds from sickness or any other misfortune, by availing themselves of the Negroes of other owners, and

wickedly and fraudulently making them suffer the loss 1813
which ought only to attach to the said masters; I order that each ship shall have a cargo-book, arranged in the same manner as those made use of for goods: that in the left margin of the book there be specified the number of Africans embarked, denominating their sex, declaring whether they are adults or children, to whom they are consigned, and enumerating the distinctive mark which denotes him or her; and in the column or margin on the right, that a description of the individual who may die, be given, stating his or her quality, mark, and consignee. And inasmuch as it is highly repugnant to the sentiments of humanity that such marks should be permitted to be made with hot iron; I order that such a barbarous invention shall not be practised in future, substituting in lieu thereof a handcuff or collar, whereon is to be engraved their mark, to serve as a distinction; those who contravene this part being subject to the penalty set forth in the Ordinance, book the 5th, title 36, paragraph 1, in the beginning thereof. And for the due legality of the abovementioned particulars, I order that the book in which they are made be certified by the judge of the custom house, or whomsoever may officiate in his stead, in the port from whence the vessel may depart, the masters immediately on their entering any of the ports of this State of Brazil being required to produce this book for the inspection of the authorities whom I may appoint for that purpose; and should it happen that, in violation of what I have determined, a greater number of slaves be introduced on board than that established, in such event the transgressors will incur the penalties set forth in the Act of the 1st July, 1730, which I order to be observed in that part as is therein contained. And in order that it may legally appear if this my Royal determination be observed or not, I order that vessels employed in this kind of conveyance shall be visited at the time of departure from the port in which they have been laden, and at that where they may arrive to which they are destined, by the respective judges of the custom-house, intendency or such other authority as I may think fit to appoint for that purpose.

II. And as the assistance of a skilful surgeon is likewise essentially necessary for the preservation of

1813 health, and the attendance on and cure of diseases, I order that all vessels destined for the conveyance of Negroes shall carry an expert surgeon, without whom they shall not be permitted to depart. And as it is proper to reward those who by their skill, attention, and humanity, may contribute to the preservation of health, and the cure and re-establishment of the Negroes that may be conveyed to the ports of Brazil, I have been pleased to determine, that should it happen that the number of those who die in the passage from the ports of Africa to those of Brazil do not exceed 2 in 100, in that event the master of the vessel is to receive, as a remuneration, 240 mil-reis, and the surgeon 120; and should the number of those who die exceed 3 per hundred, there shall be allowed to the master and surgeon one half part of the remuneration above stated to be paid, out of the coffers of the board of health; and in the event of the number of persons who die being to such a degree as to create suspicion of neglect in the execution of the regulations for the salubrity of the passengers or the cure of the sick, I order the Judge in the Criminal Department, to whom the lists of mortality of every vessel are to be produced, to proceed to a minute examination of witnesses; in order that those, whom it may be proved shall have violated my Royal orders, relative to the completion of the obligations required of them in so important an affair, be punished.

III. For the better and more regular treatment of the invalids, and in order to guard against the infection of disease, which for want of necessary precaution, may turn to epidemic or still more grievous distempers, by a neglect in the necessary treatment, cleanliness, and supply of proper food, I order that in the forecastle, or in any part of the ship that may be deemed more convenient, an infirmary be established, in which the sick are to be admitted, there to be treated in the manner directed to be observed on board ships of war; and it not being possible that the care and attention of the sick can be entrusted to persons who, being employed in other services, cannot attend to the infirmary with that assiduity which is requisite, I order, in compliance with the 10th chapter of the law of the 18th of March, 1684, that here be ap-

pointed 2, 3, or more persons, according to the number of the sick, who are to be occupied in attending on them, and for that purpose excluded from all and every other service. 1813

IV. And also, to provide against the introduction of diseases on board, I order that no one be permitted to embark who may labour under any contagious distemper, for which purpose the proper examinations ought to be made by the persons appointed by the principal physician of the kingdom, where there is one, (to be professional men,) by the surgeon or physician who may be in the port of shipment, or by the surgeon of the vessel.

V. As it is materially conducive to the preservation and existence of the individuals who are exported from the ports of Africa, that the food which masters of vessels ought to furnish to the crew and passengers should be of a good quality, and that in the distribution thereof a sufficient quantity be given to each individual: I order that the provisions which the masters propose to take in, shall be first approved of and examined on shore in the presence of the person appointed by the chief physician of the kingdom, should there be any, or by such physician or surgeon as there may be in the port of shipment, or by the surgeon of the ship, and on the provisions being approved of, as well in the quality, as in the quantity, the competent licence shall be required from the Governor for shipping the same; for which examination, searches, and licences, the masters are not to pay any fees whatever; and as it is repugnant to the feelings of humanity, that even the slightest variation or negligence should be exercised and tolerated, and more particularly in order that any neglect in the approval of provisions should be punished, which very frequently proceeds from mercenary views, bribery or from a prospect of illegal gains, by admitting such as ought to be rejected as hurtful: I positively order the General Governors and Captains, and the Governors, or such as may represent them, not to grant licence for such provisions to be laden, on its appearing that the approval thereof was not given with due sincerity, but on the contrary, they shall proceed to a fresh examination, informing me of the result, that the transgressors

1813 may be punished according to law; and I particularly recommend the Governors to be present as often as their occupations will admit of it, at such examinations and researches, so as that the subalterns employed may be more exact and punctual in the performance of their duty, in the execution whereof humanity is so much concerned, as well as the benefit of my Royal service.

VI. Although French beans may be the principal food furnished to Africans on board vessels, it having been ascertained by experience that they decline and reject the same, the first days of their voyage being over it is proper it should be varied, giving them a portion of rice at least once a week, and mixing the French beans with the Indian corn, which aliment the Negroes prefer to any other, excepting mandoby, to which they always give the preference, and therefore ought to be supplied with the same, providing for them a sufficient quantity of fish and dried meat likewise of good quality, for the cookery whereof iron cauldrons shall be used instead of copper ones, the latter being disallowed.

VII. A want of sufficiency of water being the greatest misfortune to experience, and especially on board of ships overladen with passengers, whilst they cannot get clear of the scorching heat of the coasts of Africa, and it having been ascertained that from such a deficiency there usually results the diseases and death of a great number of Negroes, victims of the inhumanity and avarice of masters of vessels: I order that the water shall be regulated at the rate of 2 canadas per head per day for drinking and cooking, calculating the voyages from the ports of Angola, Benguela and Cabindo, to this of Rio de Janeiro, at 50 days; from the same ports to the Bahia and Pernambuco at 35 to 40 days; and 3 months when the ship comes from Mosambique; and out of the said allowance of water, each individual is to be furnished indiscriminately with one canada, per day for drink, as follows; half a canada at dinner, and half a canada at supper; and being desirous that in future the barbarity made use of in the distribution of the water be not exercised, the cruelty having arrived to such a pitch as to strike those who, being most afflicted by thirst, came eagerly

to satisfy themselves: I order that, retaining the esta- 1813 blished practice for provisioning the Negroes, they being divided into messes of 10 each, there be furnished alike to each mess such quantity of water as may be required, at the rate of half a canada per head at dinner, and at supper supplying each mess with a vase of madeira or cassengos containing 5 canadas of water.

VIII. As the preservation of the water, as well of the quantity as of the quality, depends on the vessels, pipes or tuns, being perfectly secured and fastened, and quite clean; I order that there be not admitted for containing the water, any thing that shall not have those requisites, excluding all such as may have served for wine, vinegar, brandy, or any other use, that may contribute to the corruption of the water: and in the examination of the state of such vessels I order that the most rigorous investigation take place.

IX. Experience having proved that on the greatest care and vigilance, in the cleanliness and uncorruptedness of the vessels, and of the frequent readmission of the air, the preservation of the mariners depends, and even the personal interest of the owners of ships; therefore, and in order that they may not receive freight for the conveyance of the Negroes who die in the voyage from the Eastern coast to the ports of this continent: I order that no ships destined for the conveyance of Negroes shall depart from the ports of my dominions on the coast of Africa, without an examination being previously made as to her cleanliness, refusing to grant the competent licences for departure to such as shall not be in a fit state to receive them; and a similar examination is to take place in the ports where the ship or vessel may unload, those captains who convey to the ports of the Brazil, Negroes from other ports, being subject to a like examination, and on noncompliance with the regulations ordered in this Decree, they will be subject to the penalties herein specified, as far as relates to transgressors.

X. The captain or master of the ship is to be particularly careful in often renovating the air by means of ventilators, which he shall be obliged to carry for that purpose, and the master or captain of the ship or vessel is likewise to cause the Negroes on board to be brought on the quarter deck in the morning

1813 and afternoon, in order to breathe the free air, providing them in the morning of every foggy day with a sufficient quantity of brandy, and compelling them to bathe at mid-day in salt water.

XI. With the same wholesome intention of preventing diseases from propagating on board and becoming contagious, I order, that in the last search of the vessel prior to her departure, that is of such ships as may convey Negroes from my dominions on the coast of Africa, the state of such Negroes shall be examined, and that it any of them have an infectious disease, or require a more careful cure, they are to be disembarked to be restored to health; and if my royal treasury shall have received the duties of exportation, *I* order, that the actuary of the Custom-house, or his deputies, shall pass the necessary securities to prove where it may suit to remit the duties for the Negro or Negroes so disembarked after being paid for, and such duties are to be discounted on the departure of a like number of Negroes to be embarked in subsequent shipments; it being well understood that the chief physician of the district, where there is one, or in default thereof, the land surgeon, or that of the ship, and the person appointed by the chief physician of the kingdom, are to be present at this last examination and decision, by whom an attestation is to be granted, declaring the infirmity and other distinctive symptoms of the Negro whom they are to order to be disembarked, specifying the number of those who proceed on the voyage; and should such ships arrive at the port of their destination, the master or captain is to present such attestation to the Governor or Captain-General-Governor, who may reside there, or their deputies, for the latter to forward the same to my royal residence, through the medium of the Secretary of State for Maritime Affairs, and the Ultramarine Dominions. And the master or captain is to deliver a duplicate of the said attestation to the person appointed by the chief physician of the kingdom at the port of disembarkation, or to his deputies, and should the ship enter in the port of this city and court of Rio de Janeiro, the master or captain is to deliver such attestation to the said Secretary of State for Maritime Affairs and Ultramarine Dominions, and a

duplicate thereof to the chief physician of the kingdom 1813 or his deputies.

XII. And as it is not less important to prevent and hinder the public health from suffering for want of necessary precaution in the examination of the condition of Negroes, on their arrival at the port of destination; and as it is requisite that this should not be permitted prior to the competent visits from the Board of Health, and search being made to ascertain whether there is any contagious disease on board, I order, that in all the ports of this continent, and others wherein the disembarkation of the individuals exported from the coast of Africa shall be permitted, there be established a Lazaretto out of the city, chusing for that purpose an elevated and wholesome spot; in which Lazaretto the sick Negroes are to be received, in order to be attended and cured, until the person appointed, to whom the care of the Lazaretto and the care of the invalids shall be committed, deem them in a fit state to go to the houses of the persons to whom they come consigned, who are to provide the necessary means for their subsistence by a daily allowance, which I order to be regulated by my Royal Junta of Commerce: and to prevent frauds, deceit, and prevarication in the execution of such necessary precautions, by delaying or making difficulties as to their disembarkation under captious pretexts, with the reprobated intention of extorting illegal remunerations from the persons interested, who might comply, to obtain a speedy conclusion of the business, I have very particularly recommended the chief physician of the kingdom to be extremely circumspect in the election of persons intended for such occupations, and to see that they execute their important trust with the fidelity and disinterestedness required, and, the extortion and covetousness used having been represented to me, so as to bring the delinquents to punishment with all the rigor of law. And, that I may ascertain the exactness practised in the execution of these my salutary and paternal dispositions, and the effect thereof in benefit of the public health, I order, that either the said chief physician of the kingdom, or his deputy, shall grant an attestation, declaring the number of deaths, and of those sick on board, at the time of the arrival of

1813 the vessel, which is to be laid before my Royal person by the Secretary of State for Maritime Affairs, and the Ultramarine Dominions.

Wherefore, I order the Chief Judge in the Council Chamber, the President of my Royal Exchequer, the Royal Junta of Commerce, Agriculture, Manufacture, and Navigation, the Chief Justice of the Tribunal of Supplication, or his deputy, the principal Judges, Magistrates, Justices, Officers, and other persons of these my kingdoms and dominions, to whom the fulfilment of this my decree may appertain, to observe and perform the same inviolably and justly, as is therein contained, without any doubt or difficulty attaching

---

56.

Convention entre la Grande-Bretagne et l'Espagne concernant les navires récapturés. Signée à Londres, le 5. Février 1814.

In the Name of the Most Holy and Undivided Trinity.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Catholic Majesty Ferdinand VII, being equally desirous of promoting the good understanding which happily subsists between them, and of preventing any differences which might arise respecting the disposal of vessels and goods recaptured from the enemy by either Party, have judged it expedient that a Convention should be entered into upon that subject: for this purpose they have named their respective Plenipotentiaries — that is to say, His Royal Highness the Prince Regent, acting in the name and on the behalf of His Britannic Majesty, Henry Earl Bathurst, Baron Bathurst and Apsley, one of His Majesty's Principal Secretaries of State, etc. etc. etc. and the Regency of the Spains, acting in the name and on the behalf of His Catholic Majesty Ferdinand VII, Don Carlos José Gutierrez de los Rios, Fernandez de Cordova, Sarmiento de Sotomayor, etc. etc.; Count de Fernan-Nunez and of Barajas, Marquis of Castel Moncayo, Duke of Montellano, Arco, and Aremberg, Prince of Bar-

thereto, notwithstanding all laws, acts, decrees, sentences, regulations, or arrangements to the contrary; all of which I annul, as though special and particular mention were made of each, and which would otherwise remain in full force. And it is to serve as an Act passed by the Chancery, (although that tribunal does not grant any, the validity whereof is to be for more than one year,) notwithstanding any ordinance to the contrary. 1813

Given in our Palace of the Royal Treasury of Santa Cruz, on the 24th November, 1813.

COUNT DAS GALVEAS. THE PRINCE.

56.

Convencion entre La Gran Bretaña y La España. Firmada en Londres, el 5 de Febrero, de 1814.

En el Nombre de la Santisima é indivisible Trinidad.

Su Magestad et Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña é Yrlanda, y Su Magestad Catolica Fernando Septimo, igualmente deseosos de promover la buena inteligencia que felizmente subsiste entre ellos, y de evitar qualesquiera diferencias, que pudiesen ocurrir respecto á la adjudicacion de embarcaciones y efectos represados del enemigo por una ú otra Parte, han creido conveniente concluir un ajuste sobre el expresado objeto:

Con este fin han nombrado sus respectivos Plenipotenciarios, à saber, Su Alteza Real el Principe Regente, en nombre y por Su Magestad Britanica, á Henrique Conde Bathurst, Baron Bathurst y Apsley, uno de los Principales Secretarios de Estado de Su Magestad, etc. etc. etc. y la Regencia do las Españas, en nombre y por Su Magestad Catolica Fernando Septimo, á Don Carlos Josè Gutierrez de los Rios, Fernandez de Cordova, Sarmiento de Sotomayor, etc. etc. Conde de Fernan-Nuñez y de Barajas, Marques de Castel Moncayo, Duque de Montellano, del Arco y de Aremberg, Principe de Barbanzon y del Sacro

1814 *banzon, and of the Holy Roman Empire etc. etc. etc.; and Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Britannic Majesty; who having duly communicated to each other their respective full Powers, drawn up in due form, have agreed upon the following Article:*

It is agreed that any ships or goods belonging to either of the Contracting Parties, which shall have been taken by the enemy, and shall be afterwards retaken by any ship or vessel belonging to either of the Contracting Powers, shall reciprocally, in all cases, save as hereafter excepted, be restored to the former owners or proprietors, on payment of salvage of one-eighth part of the true value thereof, if retaken by any ship of war, and of one-sixth part, if retaken by any privateer, or other ship or vessel; and in case such ship or goods shall have been retaken by the joint operation of one or more ships of war, and one or more private ship or ships, then on payment also of the last-mentioned salvage of one-sixth part.

But if such ship or vessel, so retaken, shall appear to have been, after the taking by the enemy, set forth as a ship or vessel of war, the said ship or vessel shall not be restored to the former owners or proprietors, but shall, in all cases, whether retaken by any ship of war, or by any privateer or other vessel, be adjudged lawful prize for the benefit of the captors.

The present Convention shall be ratified by the two High Contracting Parties, and the ratifications exchanged at London in six weeks, or sooner, if possible.

In witness whereof, we, the undersigned Plenipotentiaries, have signed, in virtue of our respective full powers, the present Convention, and have affixed thereto the seals of our arms.

Done at London, this 5th day of February, 1814.

Signed

Bathurst, (*L. S.*) *El Conde de Fernan Nunez, Duque de Montellano*, (*L. S.*)

Romano Ymperio, etc. etc. etc.; y Su Embaxador 1814
Extraordinario y Plenipotenciario cerca de Su Magestad Britanica; quienes habiendo cangeado sus respectivos Plenos Poderes, extendidos en debida forma, han convenido en el siguiente Articulo:

Se estipula que qualesquiera embarcaciones ó efectos pertenecientes á una ú otra de las Partes Contratantes que hayan sido apresados por el enemigo y hayen sido despues represados por qualquier bastimento perteneciente á una ú otra de las Potencias Contratantes, serán reciprocamente en todos los casos, fuera del abaxo exceptuado, restituidos á sus dueños ó propietarios, con la condicion de pagar el salvamento de una octava parte de su verdadero valor, si son represados por un barco de guerra, y de la sexta parte si lo son por corsario ú otro buque; y en el caso de que el represamiento sea efectuado por los esfuerzos unidos de uno ó más barcos de guerra con uno ó mas barcos particulares, deberá ser el pago del ultimo citado salvamento de una sexta parte del valor.

Peró si apareciere que qualquiera de semejantes embarcaciones represadas há sido empleada por el enemigo como buque de guerra despues de su apresamiento, la tal embarcacion no será restituida á sus dueños ó propietarios, sino que en todos casos, ya sea de guerra o ya particular, el bastimento que la represe, será declarada legitima presa en favor de los apresadores.

El presente Convenio será ratificado por las dos altas Partes Contratantes, y las ratificaciones cangeadas en Londres dentro de seis semanas ó antes si es posible.

En testimonio de lo qual, nos, los Infrascriptos Plenipotenciarios hemos firmado, en virtud de nuestros respectivos Plenos Poderes, el presente Convenio, y selladole con los sellos de nuestras armas.

Hecho en Londres, el dia 5 de Febrero, de 1814.

Firmado

BATHURST, (L. S.) EL CONDE DE FERNAN NUNEZ.
DUQUE DE MONTELLANO, (L. S.)

57.

Articles additionnels au Traité du 14. Janvier 1814 entre la Grande-Bretagne et le Danemarc). Signé à Liège, le 7. Avril, 1814.*

Extrait.

I. Les évacuations, cessions et restitutions, stipulées par le sus-dit Traité, seront exécutées pour l'Europe dans le mois; pour les mers d'Amérique, dans les trois mois; pour le continent et les mers d'Asie dans les six mois, qui suivront la ratification du Traité Définitif.

II. Il est convenu en outre, que dans tous les cas de cessions stipulées, il sera alloué aux habitans, de quelque condition ou nation qu'ils soyent, un terme de trois ans, à compter de la ratification du présent Traité, pour disposer de leurs propriétés acquises et possédées, soit avant, soit pendant la guerre; dans lequel terme de trois ans ils pourront exercer librement leur religion, et jouir de leurs propriétés. La même faculté est accordée dans les pays restitués, à tous ceux, soit habitans ou autres, qui y auront fait des établissemens quelconques pendant le tems où ces pays étoient possédés par la Grande Bretagne.

Quant aux habitans des pays restitués ou cédés, il est convenu qu'aucun d'eux ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé, dans sa personne ou dans sa propriété, sous aucun prétexte, à cause de sa conduite ou opinion politique, ou de son attachement à aucune des Hautes Parties Contractantes, ou pour tout autre raison, si ce n'est pour les dettes contractées envers des individus, ou pour des actes postérieurs au présent Traité.

III. La décision de toute réclamation entre les individus des nations respectives, pour dettes, propriétés, effets ou droits quelconques, qui, conformément aux usages reçus et au droit des gens, doivent être

*) Voy. notre *Recueil Supplém.* T. V. (*Nouv. Recueil* T. I.) p. 678.

réproduites, sera renvoyée devant les tribunaux compétens, et dans ces cas, il sera rendu une prompte et entière justice dans les pays où les réclamations seront faites respectivement. 1814

Fait à Liège, le 7. Avril, 1814.

Signé

EDWARD THORNTON, (L. S.) EDMUND BOURKE, (L. S.)

Article Additionnel.

Il est convenu entre les deux Hautes Parties Contractantes, que la même sécurité pour la personne et pour la propriété, qui a été stipulée par les Articles Additionnels signés aujourd'hui, pour les habitans des pays restitués ou cédés, sera accordée à tous les sujets de Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande, soit Britanniques ou Hannovriens, et de Sa Majesté le Roi de Dannemarc, qui auront pris une part active à la guerre actuelle, qui a embrasé tant de contrées, et qu'aucun d'eux ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé pour sa conduite ou opinion politique pendant le cours de la guerre.

Fait à Liège, le 7. Avril, 1814.

Signé.

EDWARD THORNTON, (L. S.) EDMUND BOURKE, (L. S.)

58.

Décret de Sa Majesté le Roi de Portugal. En date de Rio-Janeiro le 18. Juin 1814.

Les efforts énergiques et unanimes des Puissances alliées ayant été, avec l'aide de la divine Providence, couronnés des succès les plus glorieux et les plus extraordinaires, qui ont tout-à-coup mis un terme aux hostilités contre la France, et notre desir étant de faire jouir au plus tôt nos fidèles sujets d'un si grand bienfait, et des avantages d'une libre communication avec toutes les nations, il nous a plu d'ordonner qu'à dater de la publication de notre présent dé-

1814 cret royal, il ne soit plus mis le moindre obstacle, dans tous les ports de nos Etats, à l'entrée des vaisseaux, de quelque nation qu'ils soient, et que la libre sortie en soit également permise à tout bâtiment national, quelle que soit sa destination pour les ports étrangers; notre intention étant d'encourager, par tous les moyens en notre pouvoir, toutes les relations d'amitié et d'un intérêt réciproque qui pourraient s'établir entre les autres pays. Le tribunal du *Dezembargo do Paco* est chargé de l'exécution du présent décret, qu'il fera publier et afficher, et en transmettra des expéditions conformes aux différentes autorités compétentes.

Donné au palais de Rio de Janeïro, le 18. Juin 1814.

59.

Ordre circulaire du Ministre de la marine de Portugal, adressé aux Gouverneurs des ports de mer et des domaines ultramontains. En date de Rio-Janeiro, le 18. Juin 1814.

Monsieur,

Les hostilités entre les puissances belligérantes étant heureusement terminées par les efforts des armées alliées si évidemment secondés par la divine Providence, et un évènement si desiré devant être suivi du renouvellement des rapports d'amitié que la guerre, qui vient de finir, avait interrompus, Son Altesse Royale ordonne que dorénavant tous les bâtimens français soient admis dans les ports de cet Etat (le Brésil), ainsi que ceux des autres puissances qui, par suite de la domination et de l'influence française, étaient considérées comme ennemis du Portugal; Son Altesse Royale ordonne en outre que lesdits bâtimens soient admis comme amis, et qu'on leur facilite le commerce permis aux nations actuellement en paix et en amitié avec cette Cour, pouvant également tous les sujets portugais expédier leurs bâtimens dans tous les ports soumis à la domination des mêmes nations. Je vous communique cet ordre royal, pour que vous le ren-

diez public dans tous les ports du ressort de votre gouvernement. 1814

Palais de Rio de Janeiro, le 18. Juin 1814.

Signé: ANTONIO DE AREUYO DE AZEVEDO.

60.

Déclarations réciproques pour le retablissement des relations commerciales entre la France et le Portugal. Lettres échagées entre le Comte de Palmella et le Prince de Bénévent. En date du 22 et du 29. Juillet 1814.

Monseigneur,

La note officielle que Votre Altesse me fit l'honneur de m'adresser, en réponse à celle que M. le Comte de Funchal avait dirigée à Votre Altesse la veille de son départ pour Londres, m'ayant procuré l'honneur de convenir de vive voix avec Votre Altesse des moyens de renouveler les relations diplomatiques et commerciales entre le Portugal et la France, il me semble qu'on pourrait les arrêter provisoirement et par écrit, de la manière suivante:

Art. 1er. Chacun des deux souverains accordera les mêmes franchises et exemptions de droits aux Ambassadeurs et Agens diplomatiques accrédités de l'autre dans ses Etats, sur le pied de la plus parfaite réciprocité.

2. Les relations de commerce sont renouvelées sur le pied de la plus parfaite amitié et réciprocité, et en attendant qu'elles soient stipulées par une convention particulière, les droits de port, sur les bâtimens marchands, seront perçus dans l'un et l'autre pays sur le pied de la plus exacte réciprocité.

3. Les Consuls et Vice-Consuls jouiront provisoirement et réciproquement, en Portugal et en France, des privilèges, prérogatives et juridiction qui leur étaient accordés jusqu'au 1er Janvier 1792, et les sujets respectifs résidant en Portugal et en France jouiront, quant à la personne, de tous les avantages et exemptions, sur le pied de la plus parfaite réciprocité,

1814 à l'exception des factoreriers ou corporations de negocians, auune nation étrangère ne pouvant désormais en avoir en Portugal. Ces trois articles, ainsi convenus et agréés par Votre Altesse, serviront à régler provisoirement tous les rapports entre les deux nations et leurs Gouvernemens respectifs, si Votre Altesse daigne les reconnaître d'une manière explicite par une note officielle; l'échange de cette déclaration contre celle de Votre Altesse suffisant pour qu'elles soient provisoirement obligatoires de part et d'autre.

Signé: Comte de Palmella.

Réponse du Prince de Bénévent au Comte de Palmella. En date du 29. Juillet 1814.

Le soussigné Ministre et Secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères a mis sous les yeux du Roi la note que Son Excellence M. le Comte de Palmella lui a fait l'honneur de lui écrire le 22 de ce mois pour proposer, relativement au commerce réciproque des deux nations et aux prérogatives de leurs agens diplomatiques et commerciaux, en attendant la conclusion d'un Traité qui statue définitivement sur ces objets, l'adoption provisoire des règles suivantes.

Art. 1er. Les deux Souverains accorderont, chacun dans ses Etats, aux Ambassadeurs et Agens diplomatiques de l'autre qui y seront accrédités, les mêmes franchises et exemptions de droit sur le pied de la plus parfaite réciprocité.

2. En conséquence des liens d'amitié qui unissent les deux nations, les relations de commerce sont rétablies sur le pied de la plus parfaite réciprocité. En attendant que les conditions particulières en soient réglées par une convention, les droits de port, sur les bâtimens marchands, seront perçus, dans l'un et l'autre pays, sur le pied de la plus parfaite réciprocité.

3. Les Consuls et Vice-Consuls de chacun des deux Etats domiciliés dans l'autre jouiront, quant à leur personne, des mêmes avantages et exemptions sur le pied de la plus parfaite réciprocité.

Les factoreries étrangères et corporations de négocians étrangers, étant abolis pour toutes les nations en Portugal, les Français ne pourront plus y en avoir comme ils en avaient par le passé.

Le Roi a donné au Soussigné, l'ordre de déclarer à M. le Comte de Palmella qu'il adopte volontiers ces règles, et s'engage à les faire suivre dans ses Etats à l'égard des sujets portugais; moyennant qu'elles seront suivies en Portugal à l'égard des sujets français. Mais Sa Majesté lui a en même temps enjoint d'ajouter à cette déclaration, que par là, elle n'entend aucunement renoncer pour les négocians français, à la faculté qu'ils avaient toujours eue avant la guerre, et qu'ont encore aujourd'hui les négocians de plusieurs nations, d'avoir en Portugal des juges conservateurs. 1814

En faisant à M. le Comte de Palmella cette déclaration, le Soussigné à l'honneur de lui renouveler l'assurance de sa haute considération.

Signé: Le Prince de Bénévent.

Par une lettre du 2. Octobre 1815, le Chevalier *de Brito*, Chargé d'affaires de Portugal à Paris, a fait connaitre au cabinet français, que le Prince Régent de Portugal a donné, le 3. Janvier 1814, son approbation aux articles convenus dans les notes des 22 et 29. Juillet 1814, échangées, sous forme de lettres entre le Prince de Talleyrand et le Comte de Palmella.

61.

Réglements du gouvernement français concernant le commerce des esclaves sur les côtes d'Afrique. En date du ... Décembre 1814.

Le Ministre et Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine et des Colonies, considérant que le Roi, dans des vues d'humanité, et d'un commun accord avec plusieurs Puissances de l'Europe, s'est proposé de mettre bientôt un terme à la traite des nègres; que S. M. qui a déja manifesté la volonté de restreindre cette traite dans les limites que les circonstances semblent lui avoir assignées, a reconnu toutefois qu'elle était necessaire pendant quelque tems en-

1814 encore à des établissemens importans pour leur métropole, afin de préparer successivement un nouvel ordre de choses, et de rendre moins sensibles les scrifices qu'il doit entrainer;

Que la continuation temporaire de la traite est utile dans l'interêt même de la classe d'hommes actuellement employés aux cultures de nos celenies;

Que les sujets du Roi contrarieraient les intentions formellement exprimés par Sa Majesté s'ils renouvellaient la traite sur des points de la côte d'Afrique, où elle a effectivement cessé d'être faite depuis plusieurs années, où des établissemens ont été fondés dans le dessein de civiliser les habitans de ces contrées, et de remplacer le trafic des esclaves par le commerce des productions du pays:

Considérant que Sa Majesté a ordonné que la traite des Nègres cesserait dès à present dans la partie de l'Afrique située au nord du Cap de Palmes.

Arrête.

Art. I. Les capitaines et armateurs des bâtimens destinés à la traite des Nègres continueront à s'abstenir de faire ce commerce sur la partie des côtes d'Afrique située entre le Cap Blac et le Cap des Palmes.

II. Le même commerce est interdit à tout individu faisant partie des etablissemens Français à la côte d'Afrique; et si des Nègres avoient été achetés par quelques uns de ces individus, le commandant du Sénégal s'en emparera, et il fera pour ces Nègres ce qui sera fait pour ceux trouvés sur des navires partiliers, en contravention au présent règlement.

III. Les navires destinés à la traite des Nègres, pourront, en se rendant aux lieux ou elle est permise, ranger les côtes d'Afrique depuis le Cap Blanc jusqu'au Cap des Palmes. sur lesquelles ce commerce est prohibé, mais à leur retour ils devront s'en éloigner, ainsi tout navire qui sera trouvé à moins de 40 lieues au large des côtes situés entre le Cap Blanc et le Cap des Palmes, ayant des Nègres à bord qui ne seroient pas portés sur le rôle d'équipage, sera considéré comme ayant fait la traite dans ces passages; en consequence il sera saisi et conduit au Sénégal.

IV. Les évènemens de la mer, tel qu'un tems forcé, qui obligerait un navire chargé des Nègres à se rapprocher, malgré lui, des côtes où la traite est prohibée, seront constatés à-bord par un procès verbal, qui sera signé du capitaine, des officiers, et du premier maitre. Il sera également dressé un procès verbal dans le cas où une voie d'eau, ou tout autre accident qui empêcherait un navire de continuer sa route, l'obligerait à venir sur ces mêmes côtes, soit pour sauver son équipage, soit pour y faire les réparations dont il aurait besoin pour se rendre à sa désination. Si l'avarie justifie la nécessité d'être venu dans un parage prohibé, les comandans des bâtimens de Sa Majesté sont autorisés à relacher ce navire; ils l'aideront de tout leur pouvoir afin qu'il puisse s'en écarter sous le plus bref délai. 1814

Les dits commandans seront tenus d'adresser au Ministre de la Marine et des Colonies un rapport détaillé, sur les circonstances de force majeure qui auraient contraint le navire à se diriger sur la côte prohibée, ils joindront à leur rapport une copie de toutes les pièces justificatives.

V. Tout armateur et capitaine qui fera la traite dans les parties de la côte où elle est autorisée, sera tenu, au moment où il quittera la côte pour se rendre dans les colonies Françaises de l'Amérique, de dresser un procès verbal constatant le uombre, le sexe, et l'age des noirs qu'il aura à bord, et les parages dans lesquels la dite traite aura été faite, ce procès verbal sera signé par les capitaines, subrecargues, et premiers maitres.

VI. Deux bâtimens de Sa Majesté croiseront sur les côtes d'Afrique afin d'assurer l'exécution des ordres du Roi.

VII. Tous les navires qui seront rencontrés par les bâtimens de Sa Majesté faisant la traite des Nègres dans limites défendues seront arretés et conduits au Sénégal.

Les commandans de ces bâtimens procéderont à l'égard de ces navires suivant les règlemens usités en tems de guerre à l'égard des prises maritimes.

VIII. Les Nègres qui se trouveroient à bord des bâtimens capturés, seront immédiatement débarqués,

1814 et le commandant du Sénégal pourvoira à leur logement, subsistance, et entretien.

IX. Il sera procédé à l'instruction de la procédure et au jugement de la prise, par une commission qui sera formée au Sénégal. Cette commission procédéra conformément aux réglemens observés en tems de guerre à l'égard des prises maritimes. Elle sera composée du commandant pour le Roi au Sénégal et de deux fonctionnaires supérieurs. Un commis principal remplira les fonctions de secrétaire.

X. Les navires capturés seront, aussitôt après la décision de la commission du Sénégal, renvoyés dans un port Français en Europe, avec toutes les pièces de la procédure; les marchandises et effèts resteront à bord, sauf ceux dont la conservation exigerait le débarquement.

Le Commandant du Sénégal et le Commandant du bâtiment capteur se concerteront pour nommer un conducteur de prise.

Le dit navire sera remis à l'Administration de la Marine dans le port où il sera amené.

XI. Il sera formé à Paris une commission supérieure qui prononcera en dernier ressort dans le cas d'appel sur les prises faites d'après les Articles 4 et 5, sur le côte d'Afrique.

Elle sera composée de deux Conseillers d'Etat, deux maitres des requètes, deux officiers généraux ou superieurs de la marine, quatre officiers d'Administration de la Marine, dont un fera les fonctions de Procureur du Roi, et un autre celle de Secrétaire.

XII. Les parties intéressées pourront rappeller à cette commission supérieure des décisions rendues par celle du Sénégal.

XIII. Les navires définitivement condamnés, ainsi que les marchandises et effèts trouvés à bord, seront vendus par les soins de l'administration de la Marine, dans le port où ils auront été amenés, et le produit en sera versé à la caisse des invalides de la marine, sauf la déduction des dépenses qui resulteront de l'arrestation et de la garde des dits navires, de la nourriture et de l'entretien des Nègres.

XIV. Lorsque, par suite des décisions de la commission du Sénégal, et de la commission supérieure,

les Nègres trouvés sur les navires capturés ne devront 1814
pas être restitués aux armateurs, le Commandant du Sénégal les emploiera comme cultivateurs et ouvriers libres, à moins qu'ils ne préférassent retourner dans leurs pays.

XV. Il est particulièrement recommandé aux armateurs et capitaines des bâtimens Nègriers, de traiter les Nègres avec douceur, de leur procurer une nourriture saine et abondante, de donner à leur conservation tous les soins qu'exige l'humanité, et surtout de n'embarquer sur chaque bâtiment que le nombre d'esclaves qu'il pourra contenir sans nuire à leur santé.

Les gouverneurs et Intendants de nos établissemens d'Amérique feront visiter les bâtimens négriers à leur arrivée dans nos colonies, et feront connaitre au Ministre et Secrétaire d'Etat, ayant le Departement de la Marine, les armateurs, qui n'auraient pas ponctuellement suivi les intentions bienfaisantes du Roi.

FERRAND.

62.

Traités signés à Vienne entre la Grande-Bretagne et le Portugal, les 21 et 22. Janvier 1815).*

Textes originaux en langue portugaise.

A) *Convenção entre a Grande Bretanha e Portugal. Assignada em Vienna, aos 21 de Janeiro, de 1815.*

Sua Magestade Britannica e Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, igualmente desejosos de terminar amigravelmente todas as duvidas suscitadas relativamente aos lugares sobre a costa de Africa, em que aos Vassallos Portuguezes era licito, na conformidade das Leis de Portugal e dos Tratados subsistentes com Sua Magestade Britannica, continuar o commercio de Escravos; e attendendo á que differentes navios pertencentes á subditos Portuguezes haviaõ sido tomados

*) Voy. ce *Recueil Supplém.* T. VI. (Nouv. Recueil T. II.) p. 93.

1815 e condemnados, por se allegar que elles faziaõ hum commercio illicito em Escravos: e visto outrosim que, no intendo de dar ao Seo intimo e fiel Alliado O Principe Regente de Portugal huma prova naõ equivoca de Sua amizade, e da attenção que presta às reclamaçoens de Sua Alteza Real, assim como em consideraçaõ das medidas que O Principe Regente de Portugal se propõe tomar á fim de que semelhantes duvidas cessem para o futuro, Sua Magestade Britannica deseja da Sua parte adoptar os meios mais promptos e efficazes, e ao mesmo tempo sem as delongas inseparaveis das formas judiciaes, para indemnisar ampla e razoavelmente aquelles dos Vassallos Portuguezes, que tenhaõ sido lessados por tomadais feitas em consequencia das duvidas ja mencionadas: para promover o referido objecto, as duas Altas Partes Contractantes nomearaõ para Seus Plenipotenciarios, á saber: Sua Magestade El Rey dos Reynos Unidos da Gram-Bretanha e Irlanda o Muito Honrado Roberto Stewart, Visconde Castlereagh, Cavalleiro da Muito Nobre Ordem da Jarreteira, Principal Secretario de Estado de Sua dita Magestade para os Negocios Estrangeiros, e Seu Plenipotenciario ao Congresso de Vienna, etc. etc. etc. E Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, o Illustrissimo e Excellentissimo Dom Pedro da Sousa Holstein, Conde de Palmella, do Seu Conselho, etc. etc. etc. os Illustrissimos e Excellentissimos, Antonio de Saldanha da Gama, do Seu Conselho e do da Sua Real Fazenda, etc. etc. etc. e Dom Joaquim Lobo da Silveira, do Seu Conselho, etc. etc. etc. todos tres Seus Plenipotenciarios ao Congresso de Vienna; os quaes, havendo reciprocamente trocado os plenos Poderes respectivos, que se acharaõ em boa e devida forma, conviéraõ nos Artigos seguintes:

I. Que a somma de 300,000 libras esterlinas haja de se pagar em Londres á quella pessoa que O Principe Regente de Portugal nomear para recebela; aqual somma formará hum fundo destinado (debaixo daquelles regulamentos, e pelo modo que Sua Alteza Real ordenar) á satisfazer as reclamaçoens feitas dos navios Portuguezes apresados por cruzadores Britannicos, antes do 1º de Junho de 1814, pelo motivo ja allegado de fazerem hum commercio illicito em escravos.

II. Que a referida somma se considerará como

pagamento total de todas as pertençoens provenientes 1815
das capturas feitas antes do 1º de Junho de 1814, renunciando Sua Magestade Britannica á entervir por modo algum na disposição deste dinheiro.

III. A presente Convenção será ratificada, e a troca das ratificaçoens effectuada dentro do espaço de cinco mezes, ou antes, se possivel for.

Em fé e testamunho do que, os sobreditos Plenipotenciarios respectivos á assignaraõ e firmaraõ com e sello das suas armas.

Feito em Vienna, aos 21 de Janeiro de 1815.

Assignada

CASTLEREAGH, (L. S.) CONDE DE PALMELLA, (L. S.)
ANTONIO DE SALDANHA DA GAMA, (L. S.)
D. JOAQUIM LOBO DA SILVEIRA, (L. S.)

B) *Tratado entre a Grande Bretanha e Portugal. Assignado em Vienna; aos 22 de Janeiro de 1815.*

Em nome da Santissima e Indivisivel Trindade.

Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal tendo no Artigo decimo do Tratado de Alliança feito no Rio de Janeiro, em 19 de Fevereiro, de 1810, declarado a Sua real resoluçaõ de co-operar com Sua Magestade Britannica na causa da humanidade e justica, adoptando os meios mais efficaces para promover a aboliçaõ gradual do trafico de Escravos; e Sua Alteza Real, em virtude da dita Sua declaraçaõ desejando effectuar de commun acordo com Sua Magestade Britannica e com as outras Potencias da Europa, que se prestaraõ á contribuir para este fim benefico, a aboliçaõ immediata do referido trafico em todos os lugares da costa de Afrique sitos ao norte do Equador: Sua Magestade Britannica e Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal, ambos igualmente animados do sincero desejo de accelerar a epoca, em que as vantagens de huma industria pacifica e de hum commercio innocente passaõ vir á promoverse por toda essa grande extensaõ do Continente Africano, libertado este do mal do trafico de Escravos, ajustaraõ fazer hum Tratado para esse fim, e nomearaõ nesta conformidade para seus Plenipotenciarios, á saber;

1815 Sua Magestade El Rey dos Reynos Unidos da Gram Bretanha e Irlanda, O Muito Honrado Roberto Stewart, Visconde Castlereagh, Cavalleiro da Muito Nobre Ordem da Jarreteira Principal Secretario de Estado de Sua dita Magestade para os Negocios Estrangeiros, e Seu Plenipotenciario ao Congresso de Vienna; etc. etc. etc.

E Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal os Illustrissimos e Excellentissimos, Dom Pedro de Sousa Holstein, Conde de Palmella, do Seu Conselho, etc. etc. etc.; Antonio de Saldanha da Gama, do Seu Conselho, e do da Sua Real Fazenda, etc. etc. etc.; e Dom Joaquim Lobo da Silveira, do Seu Conselho, etc. etc. etc. todos tres Seus Plenipotenciarios ao Congresso de Vienna;

Os quaes, havendo reciprocamente trocado os plenos Poderes respectivos, que se acharaõ em boa e devida forma conviearõ nos Artigos seguintes:

I. Que desde a ratificaçaõ deste Tratado, e logo depois da sua publicaçaõ ficará sendo prohibido á todo e qualquer vassallo da Corôa de Portugal a comprar Escravos, ou traficar nelles em qualquer parte da costa de Africa ao norte do Equador, debaixo de qualquer pretexto, ou por qualquer modo que seja: exceptuando comtudo aquelle ou aquelles navios que tiverem sahido dos portos do Brasil, antes que a sobredita ratificaçaõ haja sido publicada, com tanto que a viagem desse ou desses navios se naõ extenda á mais de seis mezes, depois da mencionada publicaçaõ.

II. Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal consente e se obriga por este Artigo á adoptar de acordo com Sua Magestade Britannica, aquellas medidas que possaõ melhor contribuir para a execuçaõ effectiva do ajuste precedente, conforme ao Seu verdadeiro objecto, e litteral intelligencia: e Sua Magestade Britannica se obriga á dar, de acordo com Sua Alteza Real, as ordens que forem mais adequadas para effectivamente impedir que, durante o tempo em que ficar sendo licito o continuar o Trafico de Escravos, segundo as Leis de Portugal, e os Tratados subsistentes entre as Duas Corôas, se cause qualquer estorvo ás Embarcaçoens Portuguezas, que se dirigirem á fazer o Commercio de Escravatura ao sul da Linha, ou seja nos actuaes Dominios da Corôa de Portugal, ou nos

Territorios sobre os quaes a mesma Corôa reservou 1815
ou Seu Direito no mencionado Tratado de Alliança.

III. O Tratado de Alliança concluido no Rio de Janeiro, em 19 de Fevereiro de 1810, sendo fundado em circumstancias temporarias, que felizmente deixaraõ de exister, se declara pelo presente Artigo por nullo e de nenhum effeito em todas as suas partes, sem que por isso comtudo se invalidem os antigos Tratados de Alliança Amizade, e Garantia, que por tanto tempo e taõ felizmente tem subsistido entre as Duas Corôas, e que se renovaõ aqui pelas duas altas Partes Contractantes, e se reconhecem ficar em plena força e vigor.

IV. As duas altas Partes Contractantes se reservaõ e obrigaõ á fixar por hum Tratado separado o periodo, em que o Commercio de Escravos haja de cessar universalmente, e de ser prohibido em todos os Dominios de Portugal; E Sua Alteza Real O Principe Regente de Portugal renóva aqui a Sua anterior declaraçaõ e ajuste de que, no intervallo que de correr até que a sobredita aboliçaõ geral e final se verifique, naõ será licito aos vassallos Portuguezes o comprarem ou traficarem em Escravos em qualquer parte da costa de Africa, que naõ seja ao sul da linha Equinocial, como fica especificado no segundo Artigo deste Tratado; nem taõ pouco o emprehenderem este Trafico debaixoda Bandeira Portugueza para outro fim que naõ seja o de supprir de Escravos as possessoens transatlanticas da Corôa de Portugal.

V. Sua Magestade Britannica convem, desde a data em que for publicada, da maneira mencionada no Artigo primeiro, a ratificaçaõ do presente Tratado, em desistir da Cobrança de todos os pagamentos que ainda restem por fazer para a completa soluçaõ do emprestimo de 600,000 libras esterlinas, contrahido em Londres por conta de Portugal, no anno de 1809, em consequencia da Convençaõ assignada aos 21 de Abril do mesmo anno; a qual Convençaõ debaixo das condiçoens acima especificadas se declara por este Artigo nulla e de nenhum effeito.

VI. O presente Tratado será ratificado, e as Ratificaçoens trocadas no Rio de Janeiro dentro do espaço de cinco mezes, ou antes, se possivel for.

1815 Em fé e testemunho do que, os Plenipotenciarios respectivos o assignaraõ e firmaraõ com o sello das suas armas.

Feito em Vienna, aos 22 de Janeiro de 1815.

Assignado

Castlereagh, (L. S.) Conde de Palmella, (L. S.)
Antonio de Saldanha da Gama, (L. S.)
D. Joaquim Lobo da Silveira, (L. S.)

Artigo Addicional.

Convencionouse, que no caso de Algum Colono Portuguez querer passar dos Estabelecimentos da Corõa de Portugal na costa de Africa ao norte do Equador com os negros *bonâ fide* seus domesticos, para qualquer outra possessaõ da Corõa de Portugal, terá a libertade de face-lo, logoque naõ seja à bordo de navio armado e preparado para o trafico, e logo que venha munido dos competentes passaportes e certidoens conformes à norma que se ajustar entre os dous governos.

O presente Artigo Addicional terá a mesma força e vigor como se fosse inserido palavra por palavra no Tratado assignado neste dia; e será ratificado e a ratificaçao trocada ao mesmo tempo.

Em fé e testemunho do que, os Plenipotenciarios respectivos o assignaraõ e firmaraõ com o sello das suas armas.

Feito em Vienna, aos 22 de Janeiro de 1815.

Assignado

Castlereagh, (L. S.) Conde de Palmella, (L. S.)
Antonio de Saldanha da Gama, (L. S.)
D. Joaquim Lobo da Silveira, (L. S.)

63.

Lettre écrite à Louis XVIII, Roi de France, par le Grand-Seigneur, en réponse à celle que, lors de son avènement, Sa Majesté avait adressée à ce Prince.

(*Après les vœux et les prières d'usage.*)

(Lieu du sceau.)

Moi, qui suis le protecteur et le serviteur des lieux saints, augustes et fortunés vers lesquels tous les Musulmans adressent leurs vœux, de la noble ville de la Mecque, de l'illustre Médine, et de la Sainte Jérusalem, le Souverain des villes et des pays dont la possession est un objet d'envie pour les Princes de la terre et du temps présent, savoir: des trois grandes cités de Constantinople, de Brousse et d'Andrinople, de la Syrie parfumée comme le paradis, de l'Egypte l'incomparable merveille des siècles, de toute la presque île d'Arabie, de l'Afrique, de Barca et de Caïrawan, d'Alep, de l'Irak arabique et de l'Irak persique, de Bassora, de Lahsa, de Dilem, de Raca, de Mossul, de Chehrefour, du Diarbek, de Zoul Cadrich, des pays d'Erzeroum, de Sivas, d'Adana, de la Caramanie, de Van, de la Barbarie, de l'Abyssinie, de Tunis, de Tripoli de Syrie, des îles de Chypre, de Rhodes et de Candie, de Smyrne, de la Morée, des îles et des rivages des deux mers, des vastes provinces d'Anatolie et de Romélie, de Bagdad, demeure de paix, de tout le Kurdistan, des contrées habitées par les Grecs, les Turcs et les Tartares, de la Géorgie, de la Circassie, du Cabartaban, de Tchelder et de ses dépendances, des nobles tribus des Cimmériens, et des Tartares du cap Djak, le Calife suprême et le fortuné Souverain de toutes leurs hordes, et des régions qu'elles occupent, le Maître et le Seigneur de la Bosnie, de la forteresse de Belgrade, de la Servie et des citadelles qui s'y trouvent, de l'Albanie, de la Valachie, de la Moldavie, et d'un grand nombre d'autres villes et châteaux dont il serait inutile de faire ici l'énumération, l'Em-

1815 pereur, asile de la Justice, le Roi des Rois, investi du Califat; le Sultan victorieux, issu de la race des Sultans Mahmoud-Kan, fils du Sultan Abdul Namid, fils de Sultan Ahmed.

Au plus glorieux d'entre les Princes chrétiens, au modèle des grands qui suivent la religion du Messie, l'arbitre et le régulateur des intérêts des nations chrétiennes, revêtu des signes qui impriment le respect et la vénération, doué des marques d'honneur et de Majesté, l'Empereur actuel de France, notre Très Respectable, Très Grand, Très Digne, Très Ancien et Très Parfait Ami Louis XVIII, que Dieu veuille rendre sa fin heureuse et le conduise dans la voie du salut, lorsque cette noble missive vous sera parvenue, sachez que:

La lettre amicale que vous nous avez adressée et qui contient, avec les expressions de l'affection sincère que vous nous portez, et de la tendance que vous éprouvez à vous unir des liens d'une pure amitié avec notre personne Impériale, le témoignage du desir que vous éprouvez de maintenir les relations de l'ancienne, constante, et de jour en jour, plus solide amitié qui existent entre la Sublime Porte et la France, l'original et la traduction de cette lettre (disons-nous) sont parvenus à notre Porte, asile de la justice, et ont été présentés à notre Trône auguste par l'intermédiaire du plus noble d'entre les Ministres, qui règle les affaires des peuples avec une rare intelligence et une profonde sagesse, qui raffermit les fondemens de la puissance et de la prospérité, colonne de l'édifice de la gloire et de la fortune, qui augmente la renommée de notre Empire, et dispose les divers degrés vers le trône de la Puissance Suprême, spécialement doué des faveurs du Très Haut, le Grand Visir actuel, notre prudent conseiller et le dépositaire absolu de notre pouvoir, Khouschid Ahmed, Pacha, que Dieu éternise sa gloire et augmente sa puissance et sa prospérité.

Nous avons vu et parfaitement compris par le contenu amical de cette lettre, qu'en remontant sur le trône de vos ancêtres, dont la maison avait anciennement régné avec autant de puissance que d'éclat, et rendu aux voeux de vos sujets, l'une de vos premières pensées, avait été de maintenir les relations d'amitié qui n'ont cessé d'exister entre votre maison et la noble

race des Ottomans; que ces liens indissolubles ayant 1815
contribué pendant un grand nombre de siècles au bien-être et à la prospérité mutuelle de nos Etats, votre desir était de les resserrer de tout votre pouvoir, et de faciliter convenablement les communications commerciales existantes entre la Sublime Porte et la France. Vous avez pensé que de notre côté, nous répondrions par des dispositions également favorables aux soins que vous prendriez pour atteindre ce but desirable et aux témoignages de haute estime et d'affection que vous nous donnez.

D'après les relations amicales qui unissent la Sublime Porte avec la maison de Bourbon, les Traités qui témoignent la bonne intelligence qui n'à cessé de régner entre elle et nos glorieux ancêtres (que Dieu veuille éclairer de sa lumière), et les sentimens d'affection que nous portons à votre maison, et particulièrement à votre Respectable Personne, ayant appris avec une véritable satisfaction, l'évènement qui vient de vous rappeler à juste titre au Trône de vos ancêtres, desirant vous donner une marque de l'ancienne et parfaite amitié que nous vous portons, ainsi que de notre estime pour les louables et hautes qualités dont vous avez hérité de vos pères, et du desir que nous éprouvons d'affermir les bases de la paix qui existe entre les deux Etats, et ne doutant pas qu'une telle réciprocité d'intentions, en leur assurant par la suite, d'importans avantages, n'ajoute une nouvelle force et un nouvel éclat aux relations amicales qui les unissent, c'est pour vous offrir nos félicitations et nos vœux, et pour remplir envers vous les devoirs que nous impose notre amitié que la présente lettre impériale émanée de nous, vous est adressée.

S'il plaît à Dieu, lorsque cette lettre vous sera parvenue, les liens de paix, d'amitié et de bonne intelligence, qui, de temps immémorial, nous unissent à vous, et qui ne sont susceptibles ni d'affaiblissement, ni de relâchement, et les sentimens de notre affection pour votre maison et pour votre personne acquerront de jour en jour une nouvelle force; de votre côté les dispositions bienveillantes et amicales que vous manifestez à l'égard de Notre Personne Impériale et de Notre Sublime Porte et les soins que vous desirez apporter à l'accomplissement des devoirs et des bons offices

1815 qu'exige l'amitié en consolidant les bases de la paix, et en augmentant les relations de bonne intelligence entre les deux Etats, rendront autant inébranlable que brillant l'édifice de notre attachement mutuel, autant indissolubles qu'heureuses les chaînes de notre affection réciproque, seront pour nous et nos sujets la source abondante des avantages les plus précieux, et procureront à vos navigateurs et à tous ceux de votre nation qui viendront visiter notre Empire bien gardé, les égards, la sûreté et la protection convenable.

Soyez-en persuadé, et recevez le salut destiné à ceux qui suivent la bonne voie.

Traduit sur la minute écrite en langue turque, par le soussigné secrétaire-interprète de Sa Majesté pour les langues orientales. Paris, 24. Mars 1815.

Signé: Jaubert.

64.

Lettre de Pie VII au Roi de Sardaigne, dans laquelle S. S. permet à S. M. l'aliénation des biens ecclesiastiques pour faire face aux dépenses de la guerre contre la France. En date de Gènes, le 8. Mai 1815.

Attentis extraordinariis circumstantiis in precibus expressis, nobis apprime notis, aliisque deficientibus mediis, quibus publicae securitati consulatur, annuimus pro gratia petitae alienationi bonorum ecclesiasticorum usque at centies centena millia librarum monetae Pedemontanae et non ultra, in causam, de qua agitur, integre erogandas sub expressa conditione, quod cum primum fieri poterit ac saltem intra quinquennium, Ecclesiarum, aliorumque locorum piorum, ad quae eadem bona spectabant, indemnitati consulatur, mediante assignatione tot locorum Montium, quod redditus dictorum bonorum exaequent; et expediantur literae Apostolicae in forma Brevis cum clausulis necessariis et opportunis, earumque executio committatur tribus Ecclesiasticis viris perspectae probitatis et fidei a Rege nominandis, quorum alter sit charactere episcopali in-

signitus, vel saltem in ecclesiastica dignitate constitutus, qui collatis cum Regiis Ministris consiliis, tam pro delectu bonorum, quam pro reliquis, quae praesentis indulti dispositiones respiciunt, in id sedulo incumhant, ut Ecclesiae patrimonium minorem quo fieri possit iacturam patiatur. 1815

Pius PP. VII.

65.

Convention entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Signée à Londres le 12. Août 1815).*

Texte original en langue hollandaise.

In den Naam der Allerheiligste en Onverdeelbare Drieëenigheid.

Zyne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koningryk van Groot Britanniën en Ierland, en zyne Majesteit de Koning der Nederlanden, beide even zeer verlangende om de eens-gezindheid en goede verstandhouding, die zoo gelukkig tusschen de beide Landen bestaat, te bevorderen en te bevestigen door het in dadelyke werking brengen van dat gedeelte der bepalingen van het eerste der Additioneele Artikelen van de Conventie van den 13den Augustus, 1814, het welk mede brengt, dat de Onderdanen van Zyne Majesteit den Koning der Nederlanden, zynde Grond-Eigenaren in de Kolonien van Demerary, Essequebo en Berbice, de vryheid zullen hebben om tusschen de voorsz. Etablissementen en het Grondgebied van Hoogstgezegde Zyne Majesteit in Europa (onder zekere bepalingen) te handelen, hebben benoemd tot Hunne Plenipotentiarissen, te weten: Zyne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koningryk van Groot Britanniën en Ierland; Hendrik Grave Bathurst, Lid van Hoogstgem. Zyner Majesteits Geheimen-Raad, en een zyner voorname Secretarissen van Staat; en Zyne Majesteit de Koning der Nederlanden, den Heere Hendrik Baron Fagel, Lid van de Ridderschap der

---

*) Voy. ce *Recueil Supplém.* T. VI. (Nouv. *Recueil* T. II.) p. 616.

1815 Provincie van Holland, en Zyn Extraordinaris Ambassadeur en Plenipotentiaris by Zyne Groot Britannische Maajesteit, dewelke, na zich onderling medegedeeld te hebben hunne respective volmagten, in goede en behoorlyke forma bevonden zynde, overeen-gekomen zyn omtrent de volgende Artikelen:

I. De voorsz: Handel zal, gedurende den tyd van vyf jaren, beginnende met den 1ste January 1816, mogen gedreven worden met Scheepen, zynde het Eigendom van de onderdanen van Zyne Majesteit den Koning der Nederlanden, waar-ook gebouwd, en zonder eenige bepaling of restrictie, voor zoo veel betreft de Zeelieden die dezelve bevaren; maar na verloop van de voorsz: vyf jaren, of zoo veel vroeger als Zyne Majesteit de Koning der Nederlanden het zal goedvinden, zal gem: Handel moeten geschieden alleen met zoodanige Scheppen in de Nederlanden gebouwd, en waarvan de Schipper en drie vierde van de Equipagie zyn onderdanen van Zyne Majesteit den Koning der Nederlanden.

II. Zyne Majesteit de Koning der Nederlanden behoudt aan zich de vryheid op den invoer van Produkten uit gezegde Kolonien in de Europische Staten van Hoogstgezegde Zyne Majesteit, en vice-versâ, op den uitvoer, zodanige Regten als Hoogstdezelve zal oordeelen te behooren, te bepalen; maar de Regten, die in de Kolonien zelve geheven worden, zyn toepasselyk zoo wel op den Nederlandschen, als op den Engelschen Handel.

III. De Onderdanen van Zyne Majesteit den Koning der Nederlanden, zynde Grondeigenaren in gezegde Kolonien, zullen de volkomene Vryheid hebben om naar gezegde Kolonien te gaan, en van dezelve terug te keeren, zonder in dit opzigt aan eenig uistel of moeielykheid te zyn blootgesteld: ook Personen kunnen aanstellen, om in hunnen naam, in dien handel hunne zaken te doen, of het opzigt over hunne Eigendommen, aldaar te houden; zullende echter dezelve, gedurende hun verblyf in de voorsz: Kolonien, aan de Wetten en Ordonnantien aldaar onderworpen zyn. Zy zullen ook volkomen vryheid hebben om over hun Eigendom, op zoodanige wyze als zy geschikt zullen oordeelen, te beschikken, met dien versstande nogtans; dat met opzigt tot de Negers zy gehouden zul-

len zyn aan dezelfde bepalingen als de Britsche Onderdanen. 1815

IV. Ten einde de Eigenaren van Plantagien in voorsz: Kolonien van de vanderflyke gevolgen, welke eene onmiddelyke executie van de Hypotheeken, die zy aan de Onderdanen van zyne Majesteit den Koning der Nederlanden mogten verschuldigd zyn, te beveiligen, zoo zyn de Hooge Kontractanten verder overengekomen, dat in alle gevallen in welke de Eigenaar van eene Plantagie aan den houder van eenige Hypotheek op dezelve Plantagie vroeger dan den eersten January, 1814, (zoodanig Hypotheekhouder zynde een Onderdaan van Zyne Majesteit den Koning der Nederlanden) de hierna te meldene zekerheid mogt aanbieden, dezelve Hypotheekhouder de vryheid niet zal hebben om tot immediate executie van gezegde Hypotheek overtegaan; welverstaande echter, dat in alle gevallen, in welke zoodanige Securiteit, door den Eigenaar niet zal worden aangeboden, de Hypotheekhouder alle zyne regten tot de executie, tot welke hy geregtigd is, behouden zal. De bedoelde Zekerheid moet bepalen dat de Hypotheekhouder, ten koste van den Eigenaar van de Plantagie, eene nieuwe Hypotheek zal bekomen tot het gantsche beloop van de Schuld thans aan denzelven verschuldigd, daarin begrepen, zoo wel dat gedeelte van de oorspronkelyke schuld het welk niet is afgelost, als de intreest die daarop te goed mogt zyn, tot den 31ste December, 1814, ingesloten. Dat deze Zekerheid aan den Hypotheekhouder zal voorbehouden dat regt van preferentie boven andere Hypotheekhouders en Schuldeisschers waartoe hy onder zyne oorspronkelyke Hypotheek geregtigd was: dat het zal loopen tegen eene Jaarlyksche Intrest, beginnende met den eersten January, 1815, van hetzelfde beloop, en betaalbaar op dezelfde wyze, als de origineele Hypotheek medebragt, en dat het gantsche beloop van de nieuve Schuld betaalbaar zal zyn in acht jaarlyksche termynen, de eerste van welke zal vervallen op den eersten January, 1820. — Deze nieuwe Zekerheid zal mede aan den Hypotheekhouder waarborgen alle zoodanige middelen van legale voorzieninge in cas van wanbetaling van intrest, of van achterlyk blyven in het aflossen van het Kapitaal, wanneer het zal verschuldigd zyn, en alle zoodanige andere vooreg-

1815 ten en voordeelen waartoe hy onder zyne thans bestaande Hypotheek geregtigd is, en zal hem met opzigt tot de Schuld, voor welke de nieuwe Zekerheid gegeven wordt, in denzelfden staat stellen in welke hy was met betrekkinge tot zyne oorspronkelyke vordering op de Plantagie, met uitzondering alleen van het geen betrekking heeft tot den tyd op welke de betaling gevorderd zal kunnen worden, ten dien effecte dat geen latere Schuldeisscher uit deze schikking eenige de minste bevoegdheid zal kunnen afleiden ten nadeele der Regten van den oorspronkelyken Crediteur, en dat geene verdere opschorting van betaling (*surchéance*) buiten die, welke hierin bepaald is, plaats zal kunnen hebben, zonder het speciaal consent van den Crediteur.

Verder wort be bepaald, dat ten einde de Hypotheekhouder geregtigd zy om de Zekerheid in dit Artikel omschreven te bekomen, hy verpligt zal zyn, om, zoodra de gem: Akte in de Kolonie zal zyn geregistreerd, en aan den Hypotheekhouder of zyn Agent in de Kolonie ter hand gesteld, (de onkosten van welke registratie door den Eigenaar moeten gedragen worden) overtegeven, ten fine van royeeringe, de Akten van Hypotheeken of Schuldverbindtenissen hem oorspronkelyk ter hand gesteld, of een legaal bewys overteleggen dat die Akten van Hypotheek of Schuldverbindtenissen, behoorlyk zyn geroyeerd, en niet verder van eenige waarde of kragt zyn.

Wordende verder wel expresselyk bepaald, dat, met uitzondering van de wyzingen in dit Artikel gespecificeerd, de Regten van de Hypotheekhouders of Schuldeisschers zullen blyven in hun geheel.

V. Alle Nederlandsche Eigenaren, die als zodanig by deze Conventie erkend worden, zullen bevoegd zyn om hunne Plantagien uit de Nederlanden van de gewoone benodigdheden te voorzien; en, in retour, naar de Nederlanden te mogen uitvoeren de Produkten van voorsz: Plantagien: maar zal alle andere invoer van goederen uit de Nederlanden in de Kolonien, of uitvoer van Produkten uit de Kolonien naar de Nederlanden, striktelyk verboden zyn; en wordt verder bepaald dat geen uitvoer van eenig Artikel, het welk het mogt verboden zyn uit de Britsche Staten derwaards te voeren, uit de Nederlanden derwaards zal mogen geschieden.

VI. Door Hollandsche Eigenaren moeten verstaan worden: 1815

Vooreerst: Alle Onderdanen van Zyne Magesteit den Koning der Nederlanden in Hoogstdeszelfs Europische Staten wonende, en thans Grondeigenaren in de voorsz: Kolonien zynde.

Ten tweede: — Alle Onderdanen van Hoogstgez: Zyne Majesteit die in vervolg van tyd mogten geraken in het bezit der Plantagien thans aan Hollandsche Eigenaren in dezelve behoorende.

Ten Derde: — Alle zoodanige Grond Eigenaren, die, in de gez: Kolonien thans wonende, in de Nederlanden geboren zyn, en in conformiteit van Artikel 8 van deze Conventie mogten verklaren als Nederlandsche Eigenaren by voortduring te willen blyven geconsidereerd; en

Ten Vierde: — Alle Onderdanen van Hoogstgez: Zyne Majesteit, die mogten zyn houders van Hypotheeken op Plantagien in gez: Kolonien, voor de dagteekening van deze Conventie gevestigd, en die, volgens hunne Akte van Hypotheek, het Regt bezitten om de Produkten van gezegde Plantagien naar de Nederlanden uittevoeren, onder de restrictie echter in Artikel 9 bepaald.

VII. In alle gevallen in welke het regt van voorziening van gehypothekeerde Plantagien met behoeften, en het regt van uitvoer van Produkten van dezelve naar Nederland, niet dadelyk aan den Hypotheekhouder verzekerd is, zal het dezen vergund zyn om alleen uit de Kolonie zoodanige quantiteit van Produkten uittevoeren als genoegzaam zal zyn om, gerekend na de Prys-Courant in de Kolonie, het beloop van de Interessen of Kapitaal jaarlyks aan hem verschuldigd te betalen, en daar en tegen, in dezelfde evenredigheid, Artikelen van benodigheden in de Kolonie intevoeren.

VIII. Alle Eigenaren, onderdanen zynde van Zyne Majesteit den Koning der Nederlanden, thans in dezelve Kolonien woonachtig, zullen verpligt zyn, ten einde tot de voordeelen van deze Conventie geregtigd te zyn, binnen drie Maanden na de Publicatie van dien in de voorsz: Kolonien, te verklaren of zy genegen zyn als zoodanig by voortduring te worden aangemerkt.

IX. In alle de gevallen in welke beide Nederlandsche en Engelsche Onderdanen op dezelfde Plantagie in de

1815 voorsz: Kolonien Hypotheek hebben, zal de hoeveelheid van Produkten, die aan de Onderscheide Hypotheekhouders moet worden geconsigneerd, zyn in evenredigheid van het beloop van de Schuld aan elk respectivelyk verschuldigd.

X. Ten einde de bepalingen van de tegenswoordige Conventie des te gemaklyker in werking te brengen en te houden, wordt bepaald, dat elk jaar, op order van den Koning der Nederlanden, naauwkeurige en specifieke Lysten zellen worden opgemaakt, bevattende de namen en woonplaatsen der Eigenaren in de Nederlanden resideerende; te gelyk met de namen en beschryvingen van de Plantagien hun respectivelyk toebehoorende, met byvoeging, of de laatsgem; zy eene Suiker of eenige andere Plantagie, en of de eerstgem; voor het geheel, dan voor een gedeelte, Eigenaars der Plantagie zyn; soortgelyke Lysten zullen ook worden opgemaakt van de Hypotheeken op de Plantagien gevestigd, in zoo verre die Hypotheeken in het bezit van Nederlandsche Onderdanen zyn; specificeerende het bedragen van de schuld op Hypotheek, zoo als die thans bestaat, of zoo als die uit kragte van Artikel 4 zal worden bepaald.

Deze Lysten zullen aan het Britsch Gouvernement worden ter hand gesteld, en naar de meergem; Kolonien worden gezonden, ten einde, met byvoeging van de Lyst der Nederlandsche Eigenaren in de voorsz: Kolonien wonende, te kunnen dienen tot bepaling van het gantsche bedragen van de Nederlandsche Populatie en Eigendom of interest in de voorsz: Kolonien.

XI. Zyne Majesteit de Koning der Nederlanden aan Zyne Groot-Britannische Majesteit voorgesteld hebbende, dat de Nederlandsche Kooplieden en Actiehouders (bekend onder den Naam van de *Societeit van de Berbice*) eene rechtmatige aanspraak hebben op zekere Plantagien voormaals door dezelve in de Kolonie de Berbice aangelegd, uit het bezit van dewelke zy door de revolutionaire Regering in Holland gezet waren, en welke by de laatste inname van de gem: Kolonie door de Wapenen van Zyne Groot-Britannische Majesteit zyn aangezien geworden als Gouvernements Eigendom, zoo verbindt zich Zyne Groot-Britannische Majesteit aan de gem: Societeit van de Berbice, binnen den tyd van zes Maanden na de uit-

wisseling der Ratificatien van de tegenswoordige Conventie, te restitueeren de Plantagien, *Dageraad*, *Dankbaarheid*, *Johanna*, en *Sandvoort*, met derzelver Negers en verder Toebehoren, tegenswoordig op dezelve dadelyk gebruikt wordende, en zulks in volkomen vergoeding en voldoening van alle pretentien, welke gem: Societeit zoude mogen hebben, of sustineeren te hebben, ten lasten van Zyne Groot-Britannische Majesteit ofte Hoogstdeszelfs Onderdanen, uit hoofde van eenigen Eigendom voormaals aan meergem: Societeit in de Colonie de Berbice toebehoord hebbende. 1815

XII. Alle questien die tusschen byzondere Personen, betrekkeylk de Eigendoms-Regten, in de bepaling van deze tegenswoordige Conventie vallende, mogten ontstaan, zullen door den bevoegden Regter volgens de Wetten, in de voorsz: Kolonien in kracht, worden beslist.

XIII. Zyne Britsche Majesteit neemt, aan, om, in alle gevallen waarin de Regten en belangens van de Nederlandsche Eigenaren betrokken zyn, met de uiterste billykheid en onpartydigheid te werk te gaan.

XIV. De beide Hooge Contracteerende Partyen behouden aan zich de magt om in het vervolg zoodanige modificatien in deze tegenswoordige Conventie te maken, als de ondervinding mogt doen zien dat voor de belangens van beide mogten te verlangen zyn.

XV. Eindelyk wordt bepaald, dat de Stipulatien van deze Conventie van kragt sullen zyn van den dag der uitwisseling van de Ratificatien van dien.

XVI. De tegenswoordige Conventie zal worden geratificeerd, en de Ratificatien van dien worden uitegewisseld te London, binnen drie Weeken na de Dagteekening derzelver, of eerder indien mogelyk.

Ten Oirkonde dezer hebben de respective Plenipotentiarissen deze geteekend, en met het Cachet hunner Wapens voorzien.

Aldus gedaan te London, den 12den Augustus, 1815.

Was geteekend BATHURST, (L. S.)
H. FAGEL, (L. S.)

1816

66.

Traité entre la Grande-Bretagne et Alger. Signé à Alger, le 3. Avril 1816. Suivi d'un Article additionnel du 20. Mai 1816.

In the Name of God Almighty.

The great Allied Powers of Europe having placed the United States of the Ionian Islands, viz Corfu, Cephalonia, Zante, Maura, Ithaca, Cerigo and Paxo, with their dependencies, in all their various interests, under the immediate and exclusive protection of His Majesty the King of the United Kingdom of Great-Britain and Ireland, His heirs and successors; the following articles between His Royal Highness the Prince Regent, acting in the name and on the behalf of His Majesty the King of the United Kingdom of Great-Britain and Ireland, and His most Serene Highness Omar Bashaw, Dey and Governor of the warlike City and Kingdom of Algiers, are concluded by the Right Honourable Edward Baron Exmouth, Knight Commander of the most Honourable Military Order of the Bath, Admiral of the Blue Squadron of His Britannic Majesty's fleet, and Commander-in-Chief of His said Majesty's ships and vessels employed in the Mediterranean.

I. The inhabitants of the Ionian Islands are hereby fully recognized and acknowledged by His Highness the Dey of Algiers as British subjects, and entitled as such to all the rights and security which British subjects now enjoy: and it is hereby stipulated that their flag and commerce shall be henceforward respected as such, accordingly, in all their various interests.

II. In the event of any misunderstanding between His Highness the Dey of Algiers or his subjects, and the subjects of the Ionian Islands, the cause of such misunderstanding shall be referred to His Britannic Majesty, who charges Himself with procuring redress upon any just complaint His Highness the Dey may have to make against the said Ionian States and sub-

jects, as if they were to all intents and purposes British-born subjects. 1815

III. His Highness the Dey of Algiers, in recognizing the inhabitants of the said Ionian Islands as British subjects, hereby engages to release immediately, without ransom, and deliver to persons authorized to receive them, all captives now in the City and Kingdom of Algiers, being subjects of the Ionian Islands, under whatever circumstances they may have been taken; and any of the inhabitants of the said Islands that may hereafter be brought into the Kingdom of Algiers, from the signing of the present Treaty shall be immediately given up, with all their goods and chattels, to the British Consul.

IV. Serious complaints having been made of the Barbary cruizers entering on board ships they speak at sea (under British protection) with a greater number of men than is allowed by Treaty, and destroying the ship's papers, to the great injury of the owners: with a view of preventing the recurrence of such serious complaints, His Highness the Dey of Algiers hereby engages to give the most positive orders, and adopt measures, to prevent such practices in future, under the severest punishment of the offender. The oath of the master and one other person of the crew shall be sufficient proof of the fact; and for the punctual performance of this Article, the Reis or Captain of any cruizer so offending shall be answerable for the conduct of his officers and crew.

Done in triplicate in the warlike City of Algiers, in the presence of Almighty God, the 3d day of April, in the year of Jesus Christ 1816, and in the year of the Hegira, 1231, and the 4th day of the Moon Ouell.

Signed EXMOUTH.

Additional Article between Great Britain and Algiers. Signed at Algiers, May 20th, 1816.

Additional Article, concluded between His Most Serene Highness Omar Bashaw, Dey and Governor of the warlike City and Kingdom of Algiers, and the Right Honourable Edward Baron Exmouth, Knight Grand Cross of the Most Honourable Military Order of the



1816 Bath, Admiral of the Blue, and Commander-in-Chief of His Britannic Majesty's fleet in the Mediterranean.

His Highness the Dey of Algiers hereby engages to recognize the flag and subjects of the Kingdom of Hanover, on the same footing as those of other countries belonging to the Sovereignty of His Britannic Majesty, and, as such, entitled to the rights and securities enjoyed by the flag and subjects of Great Britain, in all their various interests.

Done at Algiers, in the presence of Almighty God, the 20th day of May, 1816, and in the year of the Hegira, 1231, and the 22d day of the Moon Gemas Lenhar.

Signed EXMOUTH.

67.

Traité entre la Grande-Bretagne et Tripoli, daté du 29. *Avril* 1816.

In the Name of God Almighty.

The Great Allied Powers of Europe having placed the United States of the Ionian Islands, viz. Corfu, Cephalonia, Zante, Maura, Ithaca, Cerigo, and Paxo, with their dependencies in all their various interests, under the immediate and exclusive protection of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, His Heirs and Successors; the following Articles between His Royal Highness the Prince Regent, acting in the name and on the behalf of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Highness Sidi Jusef Caramanli, Bashaw and Bey of the Regency of Tripoli, and its dependencies, in Barbary, are concluded by the Right Honourable Edward Baron Exmouth, Knight Grand Cross of the Most Honourable Military Order of the Bath, Admiral of the Blue Squadron of His Britannic Majesty's fleet, and Commander-in-Chief of His said Majesty's ships and vessels employed in the Mediterranean.

I. The inhabitants of the Ionian Islands are hereby fully recognized and acknowledged by His Highness

the Bey of Tripoli, as British subjects, and entitled, as such, to all the rights and security which British subjects now enjoy: and it is hereby stipulated that their Flag and Commerce shall be henceforward respected as such, accordingly, in all their various interests. 1816

II. In the event of any misunderstanding between His Highness the Bey of Tripoli, or his subjects, and the subjects of the Ionian Islands, the cause of such misunderstanding shall be referred to His Britannic Majesty, who charges Himself with procuring redress, upon any just complaint His Highness the Bey may have to make against the said Ionian States and subjects, as if they were, to all intents and purposes, Britishborn subjects.

III. His Highness the Bey of Tripoli, in recognizing the inhabitants of the said Ionian Islands, as British subjects, hereby engages to release immediately, without ransom, and deliver to persons authorised to receive them, all captives now in the City and Kingdom of Tripoli, being subjects of the Ionian Islands, under whatever circumstances they may have been taken, and any of the inhabitants of the said Islands that may hereafter be brought into the Kingdom of Tripoli, from the signing of the present Treaty, shall be immediately given up with all their goods and chattels, to the British Consul.

IV. Serious complaints having been made of the Barbary cruizers entering on board ships they speak at sea (under British protection) with a greater number of men than is allowed by Treaty, and destroying the ship's papers, to the great injury of the owners; with a view of preventing the recurrence of such serious complaints, His Highness the Bey of Tripoli hereby engages to give the most positive orders, and adopt measures to prevent such practices in future, under the severest punishment of the offender: the oath of the master and two other persons of the crew shall be sufficient proof of the fact, and for the punctual performance of this Article, the Reis, or Captain of any cruizer so offending shall be answerable for the conduct of his officers and crew; but should any ship so boarded come into the port or Territory of Tripoli, the complaint shall be heard and determined by regular

1816 examination before the Bey, in the presence of the Consul.

V. His Highness the Bey of Tripoli hereby further engages to recognize the Flag and subjects of the Kingdom of Hanover, on the same footing as those of other countries belonging to the Sovereignty of His Britannic Majesty, and as such entitled to the rights and securities enjoyed by the flag and subjects of Great Britain in all their various interests.

Done in duplicate, at the Palace of Tripoli, in the presence of Almighty God, the 29th day of April, in the year of Jesus Christ, 1816, and in the year of the Hegira, 1231, and the 30th day of the Moon Jumed Ouell.

Signed Exmouth, (L. S.)
Admiral and Commander-in-Chief of His Britannic Majesty's fleet in the Mediterranean.

Signed Hanmer Warrington, (L. S.)
B. C. G.

Seal of the Bey.

68.

Déclaration du Bey de Tripoli, en date du 29. Avril, 1816, portant l'abolition de l'esclavage des prisoniers de guerre.

(Traduction officielle de l'arabe en anglais.)

Declaration of His Highness Sidi Jusef Caramanli, Bashaw and Bey of the Regency of Tripoli and its Dependencies, in Barbary, made and concluded with the Right Honourable Edward Baron Exmouth, Knight Grand Cross of the Most Honourable Military Order of the Bath, Admiral of the Blue Squadron of His Britannic Majesty's fleet, and Commander-in-Chief of His said Majesty's ships and vessels in the Mediterranean.

In consideration of the deep interest manifested by His Royal Highness the Prince Regent of England, for the termination of Christian Slavery; His Highness

the Bey of Tripoli, in token of his sincere desire to maintain inviolable his friendly relations with Great Britain, and in manifestation of his amicable disposition and high respect towards the Powers of Europe, (with all of whom he is desirous to establish peace) declares and agrees that, in the event of a future war with any European Power, (which God forbid) not any of the prisoners shall be consigned to slavery, but treated with all humanity as prisoners of war, until regularly exchanged, according to European practice in like cases; and that at the termination of hostilities, they shall be restored to their respective countries without ransom. 1816

Done in duplicate, at the Palace of Tripoli, in the presence of Almighty God, the 29th day of April, in the year of Jesus Christ, 1816, and in the year of the Hegira, 1231, and the 30th day of the Moon Jumed Ouell.

Seal of the Bey.

Signed EXMOUTH, (L. S.)
Admiral and Commander-in-Chief of His Britannic Majesty's fleet in the Mediterranean.

Signed HANMER WARRINGTON, (L. S.)
B. C. G.

69.

Acte d'accession du Roi de Sardaigne au Traité dit de la Sainte Alliance. Signé à Stupinis, le 8. Juin 1816.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies m'ayant invité d'accéder au Traité conclu à Paris le $\frac{26}{14}$ septembre entre Sa dite Majesté Impériale et Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse, convaincu que les principes de morale religieuse, de justice, de charité et de paix qui y sont développés, me sont commandés par la Religion Catholique que je professe, et sont les plus propres à procurer la félicité des Peuples, je déclare, que j'y accède, et m'engage à l'observer et faire observer par mes sujets.

1816 Fait au Château de Stupinis le 8. Juin l'an de grâce 1816.

V. Emanuel. De Vallaise.

Le 4. Mars 1817 S. M. le Roi de Sardaigne a accédé au même Traité envers l'Autriche: acte d'accession qui a été accepté le 14. Avril 1817.
Le 24. Mai S. M. a accédé envers la Prusse: l'acte d'acceptation du Roi de Prusse est daté du 3. Septembre 1817.

70.

Ordre royal défendant l'admission des bâtimens espagnols dans les ports du Portugal et du Brésil pour le trafic d'esclaves. En date de Rio-Janeiro, le 17. Février 1817.

(Traduction officielle transmise au cabinet de St. James.)

His Majesty, wishing to take those precautions that may best contribute to the strict and inviolable

---

71.

Déclaration du Bey de Tunis. Signée au Bardo, le 19. Octobre 1817.

(Traduction française authentique.)

Nous, Sidi-Mahmoud-Bacha, Bey de Tunis etc. etc. etc.

Promettons et déclarons sincèrement qu'à l'avenir les commandans de tous nos bâtimens et vaisseaux recevront, sous peine de chatiment sévère et de tout notre déplaisir, l'ordre de ne pas entrer dans le canal d'Angleterre ou dans les mers voisines, de ne croiser ni manoeuvrer en aucune manière en vue d'aucune partie de domaines de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande et de ne troubler en aucune façon la paix

execution of the Treaty of the 22. January 1815, 1817
whereby he was pleased to prohibit to his subjects the trading for slaves in all the ports of the coast of Africa, on the equator and in others to the southward of the line where the crown of the United Kingdom has no dominion or right; and beeing persuaded, that one of the most efficacious measures to prevent the simulated violations of the aforesaid Treaty is without doubt, that of prohibiting all Spanish ships from fitting out in the ports of this Kingdom, for the purpose of trading for slaves, to those of the coast of Africa, where they have still the right to continue the same traffic: the same Lord is pleased to order that, 3 months after the date of the present Avizo, all Spanish ships are prohibited from fitting out in the ports of the United-Kingdom, for the purpose of trading for slaves in those ports of the coast of Africa above mentioned, it being necessary for the authorities to whom it belongs, to fiscalize the cargo and preparations of such vessels, and take every measure they may judge necessary to secure the full effect of this prohibition: which I impart for your information.

Palace of Rio Janeiro, 17. February 1817.

Signé: CONDE DE BARCA.

71.

Declaration of the Bey of Tunis. Signed at Bardo, 19th October 1817.

(Traduction authentique de l'Arabe.)

We, Sidi Mahmoud Bashaw, Bey of Tunis, etc. etc. etc.

Do, by these presents, sincerely promise and declare, that such orders shall for the future be given to the Commanders of all our ships and vessels, that, under a severe penalty, and our utmost displeasure, they shall not enter into the Channel of England, or the narrow seas thereof, nor cruize or exercise in any manner, in sight of any part of the Dominions of His Majesty the King of Great Britain and Ireland, or in any way disturb the Peace or Commerce of the same;

1817 *ou le commerce des dits pays, excepté en cas de nécessité comme tempête ou manque de provisions ou étant poursuivis par un de leurs ennemis, dans lequel cas il leur sera permis d'entrer pour prendre refuge.*

Il est entendu que l'article ci-dessus n'a aucun rapport avec le commerce de Tunis.

Bardo, le huitième jour de l'Hégire 1232 et le 19. Octobre 1817 de l'ère chretienne.

(*L. L.*)

Acceptée de la part du gouvernement de Sa Majesté, sous la direction de S. E. le Lieutenant-général Sir Thomas Maitland, Gouverneur de Malte.

Signé R. C. SPENCER.
FRED. HANKEY.
RICH. OGLANDER.

72.

*Convention additionnelle au Traité du 22. Janvier entre la Grande-Bretagne et le Portugal, afin d'empêcher leurs sujets d'exercer un commerce illicite d'esclaves. Signée à Londres, le 28. Juillet 1817 *).*

Texte original portugais.

Sua Magestade el Rey do Reyno Unido da Gram Bretanha e Irlanda, e Sua Magestade el Rey do Reyno unido de Portugal, do Brazil e Algarves, adherindo aos principios que manifestaram na Declaraçaõ do Congresso de Vienna, de oito de Fevreiro 1815; e desjenando preencher, fielmente e em toda a sua extençaõ, as mutuas obrigaçoens que contractaram pelo Tratado de 22 Janeiro 1815, em quanto naõ chega a epoca em que, segundo o theor do Art. 4º do sobredito Tratado, Sua Magestade Fidelissima Se reservou o fixar, de accordo com Sua Magestade Britannica, o tempo em que o trafico de escravos deverá cessar in-

*) Voy. ce *Recueil Supplém.* T. VIII. (*Nouv. Recueil* T. IV.) p. 438.

except in cases of necessity, such as stress of weather 1817
or want of provisions, or on being pursued by any of their enemies, when they shall be allowed to enter for security.

The above Article is understood to have no reference to the Commerce of Tunis.

Bardo, the 8th day of the Hegira, 1232, and the 19th of October, 1817, of the Christian Æra.

Seal of the Bey.

Accepted on the part of His Majesty's Government, under the directions from His Excellency Lieutenant-General Sir Thomas Maitland, Governor of Malta.

Signed R. C. Spencer.
Fred. Hankey.
Rich. Oglander.

---

teiramente e ser prohibido nos Seus Dominios; e Sua Magestade El Rey do Reyno Unido de Portugal, do Brasil, e Algarves, tendo-se obrigado, pelo Artigo segundo do mencionado Tratado, a dar as providencias necessarias para impedir, aos Seus vassallos, todo o commercio illicito de escravos; e tendo-se Sua Magestade El Rey do Reyno Unido da Gram Bretanha e Irlanda obrigado, da Sua parte, a adoptar, de accordo com Sua Magestade Fidelissima, as medidas necessarias para impedir que os Navios Portuguezes, que se empregarem no commercio de escravos, segundo as leys do seu payz e os Tratados existentes, naõ soffram perdas e encontrem estorvos da parte dos cruzadores Britannicos: Suas ditas Magestades determinaram fazer huma Convençaõ para este fim; e havendo nomeado Seus Plenipotenciarios *ad hoc*, a saber:

Sua Magestade El Rey do Reyno Unido da Gram Bretanha e de Irlanda ao Muito Honrado Roberto Stewart, Visconde de Castlereagh, Cavalleiro da Muito Nobre Ordem da Jarreteira, e Seu Principal Secretario de Estado, Encarregado da Repartiçaõ dos Negocios Estrangeiros, etc. etc. etc. e Sua Magestade El Rey do Reyno Unido de Portugal, do Brasil, e Algarves, ao Illustrissimo e Excellentissimo Senhor Dom Pedro de Souza e Holstein, Conde de Palmella, do Seu Conselho, e Seu Enviado Extraordinario e Ministro Pleni-

1817 potenciario junto a Sua Magestade Britannica, etc. etc. etc. os quaes depois de haverem trocado os Seus Plenos Poderes respectivos, que acharam em boa e devida forma convieram nos Artigos seguintes:

I. O objecto d'esta Convençaõ he, por parte de ambos os Governos, vigiar mutuamente que os Seus vassallos respectivos naõ façam o commercio illicito de Escravos.

As duas altas Partes Contractantes declaram, que Ellas consideram como trafico illicito de Escravos, o que para o futuro, houvesse de se fazer em taes circunstancias como as seguintes; a saber:

1º. Em navios e debaixo de bandeira Britannica, ou por conta de vassallos Britannicos em qualquer navio, ou debaixo de qualquer bandeira que seja.

2º. Em navios Portuguezes em todos os portos ou paragems da costa da Africa, que se acham prohibidas em virtude do Artigo Primeiro do Tratado de 22 de Janeiro de 1815.

3º. Debaixo da bandeira Portugueza ou Britannica quando por conta de vassallo de outra Potencia.

4º. Por navois Portuguezes que se destinassem para hum porto qualquer fora dos Dominios da Monarquia de Sua Magestade Fidelissima.

II. Os Territorios nos quaes, segundo o Tratado de 22 de Janeiro de 1815, o Commercio dos Negros fica sendo licito para os vassallos de Sua Magestade Fidelissima, saõ:

1º. Os Territorios que a Corôa de Portugal possue na costa d'Africa ao sul do Equador, a saber, na costa oriental da Africa, o Territorio comprehendido entre o Cabo Delgado e a Bahia de Lourenço Marques; e na costa occidental, todo o Territorio comprehendido entre o oitavo e decimo oitavo grau de latitude meridional.

2º. Os Territorios da costa da Africa ao sul do Equador sobre os quaes Sua Magestade Fidelissima declarou reservar Seus direitos, a saber:

Os Territorios de Molembo e de Cabinda na costa oriental da Africa, desde o quinto grau e doze minutos até ao oitavo de latitude meridional.

III. Sua Magestade Fidelissima Se obriga, dentro do espaço de dois mezes depois da troca das ratificaçoens da presente Convençȧo, a promulgar na

Sua capital, e logo que for possivel, em todo o resto 1817
dos Seus Estados, huma Ley determinando as penas que encorrem todos os Seus vassallos, que para o futuro fizerem hum trafico illicito de Escravos; e a renovar, ao mesmo tempo, a prohibiçaõ ja existente de importar Escravos no Brasil debaixo de outra bandeira que naõ seja a Portugueza; e a este respeito Sua Magestade Fidelissima conformará quanto for possivel, a Legislaçaõ Portugueza com a Legislaçaõ actual da Gram Bretanha.

IV. Todo o navio Portuguez que se destinar para fazer o commercio de Escravos em qualquer parte da costa d'Africa em que este commercio fica sendo licito, deverá hir munido de hum passaporte Real, conforme ao formulario annexo á presente Convençaõ, da qual o mesmo formulario faz parte integrante: o passaporte deve ser escripto em Portuguez com a traduçao authentica em Inglez unida ao dito passaporte, o qual deverá ser assignado pelo Ministro da Marinha, pelo que respeita aos navios que sahirem do Rio de Janeiro. Para os navios que sahirem dos outros portos do Brasil e mais Dominios e Sua Magestade Fidelissima fora da Europa, os quaes se destinarem para o dito commercio, os passaportes seraõ assignados pelo Governador e Capitaõ Geral da Capitania a que pertencer o porto. E para os navios que, sahindo dos portos de Portugal, se destinarem ao mesmo trafico, o passaporte deverá ser assignado pelo Secretario do Governo da repartiçaõ da Marinha.

V. As duas Altas Partes Contractantes para melhor conseguirem o fim que Se propoem, de impedir todo o commercio illicito de Escravos aos Seus vassallos respectivos, consentem mutuamente em que os navios de guerra de ambas as marinhas Reaes, que para esse fim se acharem munidos das instrucçoens especiaes de que abaixo se fará mençaõ, possam vizitar os navios mercantes de ambas as naçoens, que houver motivo razoavel de se suspeitar terem a bordo escravos adquiridos por hum commercio illicito; os mesmos navios de guerra poderaõ (mas sómente no cazo em que de facto se acharem escravos abordo) deter e levar os ditos navios, afim de os fazer julgar pelos tribunaes estabelecidos para esse effeito, como abaixo será declarado. Bem entendido que os com-

1817 mandantes dos navios de ambas as marinhas Reaes, que exercerem esta commissaõ, deveraõ observar stricta e exactamente as instrucçoens de que seraõ munidos para este effeito. Este Artigo sendo inteiramente reciproco, as duas Altas Partes Contractantes se obrigam, huma para com a outra, á indemnizaçaõ das perdas que os Seus vassallos respectivos houverem de soffrer injustamente pela detençaõ arbitraria, e sem cauza legal, dos seus navios. Bem entendido que a indemnizaçaõ será sempre á custa do Governo ao qual pertencer o cruzador que tiver commettido o acto de arbitrariedade: bem entendido tambem, que a vizita e a detençaõ dos navios de escravatura, conforme se declarou neste Artigo, só poderaõ effectuar-se pelos navios Portuguezes ou Britannicos que pertencerem a qualquer das duas marinhas Reaes, e que se acharem munidos das Instrucçoens especiaes annexas á prezente Convençaõ.

VI. Os cruzadores Portuguezes ou Britannicos naõ poderaõ deter navio algum de escravatura em que actualmente naõ se acharem escravos a bardo; e será precizo, para legalizar a detençaõ de qualquer navio, ou seja Portuguez ou Britannico, que os escravos que se acharem a seu bordo, sejam effectivamente conduzidos para o trafico; e que aquelles que se acharem a bordo dos navios Portuguezes hajam sido tirados d'aquella parte da costa d'Africa aonde o trafico foi prohibido pelo Tratado de 22 de Janeiro de 1815.

VII. Todos os navios de guerra das duas naçoens, que para o futuro se destinarem para impedir o trafico illicito de escravos, deveraõ hir munidos pelo seu proprio Governo de huma copia das Instrucçoens annexas á presente Convenção, e que seraõ consideradas como parte integrante d'ella. Estas Instrucçoens seraõ escriptas em Portuguez e em Inglez, e assignadas para os navios de cada huma das duas Potencias pelos ministros respectivos da marinha. As duas Altas Partes Contractantes se reservam a faculdade de mudarem, em todo ou em parte, as ditas instrucçoens conforme as circumstancias o exigirem. Bem entendido, todavia, que as ditas mudanças naõ se poderaõ fazer senao de commun accordo e com o consentimento das duas Altas Partes Contractantes.

VIII. Para julgar com menos demoras e inconve-

nientes, os navios que poderaõ ser detidos como empregados em hum commercio illicito de escravos, se estabeleceraõ (ao mais tardar dentro do espaço de hum anno depois da troca das ratificaçoens da presente Convençaõ duas Commissões mixtas, compostas de hum numero igual de individuos das duas naçoens, nomeados para este effeito, pelos seus Soberanos respectivos. 1817

Estas Commissoens resideraõ, huma nos Dominios de Sua Magestade Britannica, e a outra nos de Sua Magestade Fidelissima; e os dois Governos declarão, na epoca da troca das ratificaçoens da presente Convenção, cada hum pelo que diz respeito aos seus proprios Dominios, os lugares da residencia das sobreditas Commissoens. Reservando-se cada huma das duas Altas Partes Contractantes o direito de mudar, a seu arbitrio, o lugar da residencia da Commissaõ que residir nos seus estados: bem entendido, todavia, que huma das duas Commissoens deverá sempre residir no Brasil, e a outra na costa d'Africa.

Estas Commissoens julgaraõ sem appellaçaõ, as cauzas que lhes forem apprezentadas e conforme ao Regulamento e Instrucçoens annexas á presente Convençaõ, e que seraõ eonsideradas como parte integrante d'ella.

IX. Sua Magestade Britannica, em conformidade ao que foi estipulado no Tratado de 22 de Janeiro de 1815, Se obriga a conceder, pelo modo abaixo explicado, indemnidades sufficientes a todos os donos de navios Portuguezes e suas cargas appresados pelos cruzadores Britannicos desde a epoca do 1º de Junho de 1814, até á época em que as duas Commissoens, indicadas no Artigo oitavo da presente Convençaõ, se acharem reunidas nos seus lugares respectivos.

As duas Altas Partes Contractantes convieram, que todas as reclamaçoens da natureza acima apontada, serão recibidas e liquidadas por huma Commissaõ mixta que residirá em Londres, e que sera composta de hum numero igual de individuos das duas naçoens, nomeados pelos seus Soberanos respectivos, e debaixo dos mesmos principios estipulados pelo Artigo oitavo d'esta Convenção Addicional, e pelos demais Actos que formam parte integrante d'ella.

1817 A sobredita Commissaõ entrará em exercicio seis mezes depois da troca das ratificaçoens da presente Convençao, ou antes se for possivel.

As duas Altas Partes Contractantes convieram em que os donos dos navios tomados pelos cruzadores Britannicos, naõ possam reclamar, indemnidades por hum maior numero de escravos do que aquelle que, segundo as leys Portuguezas existentes, lhes era permittido de transportar, conforme o numero de toneladas do navio appresado.

As duas Altas Partes Contractantes igualmente convieram, que todo o navio Portuguez apprezado com escravos abordo para o trafico, os quaes legalmente se provasse terem sido embarcados nos territorios da costa d'Africa situados ao norte do Cabo de Palmas, e naõ pertencentes á Corôa de Portugal; assim como que todo o navio Portuguez apprezado com escravos a bardo para o trafico, seis mezes depois da troca das ratificaçoens do Tratado de 22 de Janeiro de 1815, e ao qual se poder provar que os ditos escravos houvessem sido embarcados em paragems da costa d'Africa situadas ao norte do Equador, não terão direito a reclamar indemnidade alguma.

X. Sua Magestade Britannica Se obriga a pagar, o mais tardar no espaço de hum anno depois que cada sentença for dada, as sommas que pelas Commissoens mencionadas nos Artigos precedentes, forem concedidas aos individuos que tiverem direito de as reclamar.

XI. Sua Magestade Britannica Se obriga formalmente a pagar as 300,000 libras esterlinas de indemnidade, estipuladas pela Convenção de 21 de Janeiro de 1815, a favor dos donos dos navios Portuguezes apprezados pelos cruzadores Britannicos até a epoca do 1 de Junho de 1814, nos termos seguintes; a saber; o primeiro pagamento de 150,000 libras esterlinas, seis mezes depois da troca das ratificaçoens da presente Convenção, e as 150,000 libras esterlinas restantes, assim como os juros de cinco por cento, devidos sobre toda a somma desde o dia da troca das ratificaçoens da Convenção de 21 de Janeiro de 1815, serão pagos nove mezes depois da troca da ratificação da presente Convenção. Os juros devidos seraõ abonados até o dia do ultimo pagamento.

Todos os sobreditos pagamentos serão feitos em

Londres ao Ministro de Suá Magestade Fidelissima 1817
junto a Sua Magestade Britannica ou ás pessoas que Sua Magestade Fidelissima houver por bem de authorisar para este effeito.

XII. Os Actos ou Instrumentos annexos à presente Convenção, e que formam parte integrante d'ella saõ os seguintes:

No. 1. Formulario de Passaporte para os navios mercantes Portuguezes que se destinarem ao trafico licito da escravatura.

No. 2. Instrucçoens para os navios de guerra das duas naçoens, destinados a impedir o trafico illicito de escravos.

No. 3. Regulamento para as Commissoes mixtas que residiraõ na costa da Africa, no Brasil, e em Londres.

XIII. A presente Convenção será ratificada, e as ratificaçoens seraõ trocadas no Rio de Janeiro, no termo de quatro mezes o mais tardar, depois da data do dia da sua assignatura.

Em fé do que os Plenipotenciarios respectivos a assignaram e sellaram com o sello das suas armas.

Feita em Londres, aos 28 de Julho, de 1817.

Assignada

Castlereagh, (L. S.) Conde de Palmella, (L. S.)

Formulario de Passaporte para as Embarcaçoens Portuguezas que se destinarem ao Trafico licito de Escravos.

(Lugar das Armas Reaes.)

F Ministro e Secretario de Estado dos Negocios da Marinha e Dominios Ultramarinos, etc. etc.

(*ou Governador.*)

(*ou Secretario do Governo de Portugal.*)

faço saber a todos que o prezente Passaporte virem que o navio denominado de tonelladas, levando homens de tripulaçao e passageiros; de que he mestre e dono , Portuguezes e vassallos deste Reino Unio, segue viagem para os portos de e e costa de d'onde hade voltar para . Os ditos mestre e dono havendo primeiro prestado o juramento necessario perante a Real Junta do Commercio desta Capital (ou

1817 Meza de Inspecçaõ d'esta Capitania,) e tendo provado legalmente que no dito navio e carga naõ tem parte pessoa alguma estrangeira, como se mostra pela certidaõ da mesma Real Junta (ou da Meza de Inspecçaõ) que vai annexa a este passaporte. Os ditos mestre, e dono do dito navio ficando obrigados a entrar unicamente naquelles portos da costa de Africa onde o trafico da Escravatura he permittido aos vassallos do Reino Unido de Portugal, do Brasil e dos Algarves, e a voltar de lá para qualquer dos portos deste Reino, onde unicamente lhes será permittido desembarcar os Escravos que trousserem, depois de ter satisfeito ás formalidades necessarias para mostrar que se tem em tudo conformado com as determinaçoens do Alvará de 24 de Novembro de 1813, pelo qual Sua Magestade foi servido regular o transporte de Escravos da costa de Africa para os Seus Dominios do Brasil. E deixando elles de cumprir qualquer destas condiçoens ficaráõ sugeitos ás penas impostas pelo Alvará de *) contra aquelles que fizerem o trafico de Escravos de huma maneira illicita.

E porque na hida ou volta pode ser encontrado em quaesquer mares ou portos pelos cabos e Officiaes das Náos e mais embarcaçoens do mesmo reino; ordena El Rey Nosso Senhor que lhe naõ ponhaõ impedimento algum, e recommenda aos das armadas, esquadras, e mais embarcaçoens dos Reys, Principes, Republicas, Potentados, Amigos e Alliados desta Coròa, que lhe naõ embarassem seguir a sua viágem, antes para a fazer lhe dèm a ajuda e favor de que necessitar, na certeza de que aos recommendados pelos seus principes se fará pela nossa parte o mesmo e igual tratamento. Em fé do que Sua Magestade lhe mandou dar este Passaporte por min assignado e sellado com o Séllo Grande das Armas Reas; o qual Passaporte valerá sómente por e só para huma viagem.

Dado no Palacio de aos dias do mez de do anno do nascimento de Nosso Senhor Jesus Cristo

(L. S.) N.

Por ordem de Sua Excellencia
o Official que lavrou o Passaporte.

*) Este Alvará deverá ser promulgado em consequencia do Artigo 3 da Convençao Addicional de 28 de Julho 1817.

Este Passaporte (No.) authoriza o navio 1817
nelle mencionado a levar a seu bordo de huma vez qualquer numero de Escravos naõ excedendo sendo por tonellada, conforme he permittido pelo Alvará de *) exceptuando sempre os Escravos empregados como marinheiros ou criados e as crianças nascidas a bordo durante a viagem.

(Assignado como o Passaporte pelas Authoridades Portuguezas respectivas,)

Assignado

CASTLEREAGH, (L.S.) CONDE DE PALMELLA, (L.S.)

Instrucçoens destinadas para os Navios de guerra Portuguezes e Inglezes que tiverem a seu Cargo o impedir o Commercio illicito de Escravos.

I. Todo o navio de guerra Portuguez, ou Britannico terá o direito, na conformidade do Artigo 5 da Convençaõ Addicional de data de hoje de vizitar os navios mercantes de huma ou da outra Potencia, que fizerem realmente, ou forem suspeitos de fazer o commercio de Negros; e se abordo d'elles se acharem escravos, conforme o theor do Artigo 6 da Convençaõ Addicional acima mencionada; e pelo que diz respeito aos navios Portuguezes, se houverem motivos para se suspeitar que os sobreditos escravos fossem embarcados em hum dos pontos da costa de Africa, onde este commercio naõ lhes he já permittido, segúndo as estipulaçoens existentes entre as duas altas Potencias: n'este cazo taõ sómente o commandante do dito navio de guerra os poderá deter, e havendo-os detido, deverá conduzilos o mais promptamente que for possivel, para serem julgados por aquella das duas Commissoens mixtas, estabelecidas pelo Artigo 8 da Convençaõ Addicional de data de hoje, de que estiverem mais proximos, ou á qual o commandante do navio apprezador julgar, debaixo, da sua responsabilidade, que pode mais depressa chegar, desde o ponto onde o navio de escravatura houver sido detido.

Os navios a bardo dos quaes se naõ acharem

*) Isto he, o Alvará de 24 de Novembro de 1813, ou outra qualquer Ley Portugueza que haja de se promulgar para o futuro, em lugar d'esta.

1817 escravos destinados para o trafico, naõ poderáõ ser detidos debaixo de nenhum pretexto ou motivo qualquer.

Os criados ou marinheiros Negros que se acharem a bordo destes ditos navios, naõ seraõ em cazo nenhum hum motivo sufficiente de detençaõ.

II. Naõ poderá ser vizitado ou detido debaixo de qualquer pretexto ou motivo que seja, navio algum mercante ou empregado no commercio de Negros, em quanto estiver dentro de hum porto ou enseada pertencente a huma das duas altas Partes Contractantes, ou ao alcance de tiro de peça das baterias de terra; mas dado o cazo que fossem encontrados n'esta situaçaõ navios suspeitos, poderáõ fazer-se as representaçoens convenientes ás authoridades do paiz, pedindo-lhes que tomem medidas efficazes para obstar a semelhantes abuzos.

III. As Altas Partes Contractantes, considerando a immensa extensaõ das costas de Africa ao norte do Equador, onde este commercio fica prohibido, e a facilidade que haveria de fazer hum trafico illicito naquellas paragens onde a falta total ou talvez a distancia das authoridades competentes impedisse de se recorrer a estas authoridades, para se opporem ao dito commercio: e para mais facilmente alcançarem o fim util que tem em vista; conviéraõ de conceder, e com effeito se concedem mutuamente, a faculdade, sem prejudicar aós direitos de Soberania, de vizitar e de deter, como se se encontrasse no mar largo, qualquer navio que for achado com escravos a bordo, ainda mesmo ao alcance de tiro de peça de terra das costas dos seus territorios respectivos, no continente da Africa ao norte do Equador, huma vez que ali naõ haja authoridade local á qual se possa recorrer, como fica dito no Artigo antecedente. No cazo sobredito os navios, vizitados poderàõ ser conduzidos perante as Commissoens mixtas, na forma estipulado no Artigo I das prezentes instrucçoens.

IV. Naõ poderáõ ser detidos, debaixo de pretexto algum, os navios Portuguezes mercantes, ou empregados no commercio de Negros, que forem encontrados em qualquer paragem que seja, quer perto da terra quer no mar largo, *ao sul do Equador*, a menos que na sejaõ em consequencia de se lhes haver começado a dar caça ao norte do Equador.

V. Os navios Portuguezes munidos de hum pas-

saporte em regra, que tiverem carregado a seu bordo 1817
escravos nos pontos da costa d'Africa onde o commercio de negros he permittido aos vasallos Portuguezes, e que depois forem encontrados ao norte do Equador; naõ deveráõ ser detidos pelos navios de guerra das duas naçoens, quando mesmo estejam munidos das prezentes instrucçoens, com tanto que justifiquem a sua derrota, seja por ter, sejundo os uzos da navegaçaõ Portugueza, feito um bordo para o norte de alguns gráos, a fim de hir buscar ventos favoraveis, seja por outras cauzas legitimas, como as fortunas de mar, devidamente provadas; ou seja finalmente no cazo em que os seus passapories mostrarem que elles se destinaõ para algum dos portos pertencentes á Corôa de Portugal que estaõ situados fóra do continente da Africa.

Bem entendido que, pelo que respeita aos navios de escravatura que forem detidos ao norte do Equador, a prova da legalidade da viágem deverá ser produzida pelo navio detido, e que ao contrario, accontecendo que hum navio de escravatura seja detido ao sul do Equador, conforme a estipulaçaõ do Artigo procedente, nesse cazo a prova da illegalidade deverá ser produzida pelo apprezador.

He igualmente estipulado que, ainda mesmo quando o numero de escravos, que os cruzadores acharem a bordo de hum navio de escravatura, naõ corresponder ao que declarar o seu passaporte, naõ será este motivo bastante para justificar a detençaõ do navio; mas neste cazo o capitaõ e o dono do navio deveráõ ser denunciados perante os tribunaes Portuguezes no Brasil, para ali serem castigados conforme as leis do paiz.

VI. Todo o navio Portuguez que se destinar a fazer o commercio licito de escravos, debaixo dos principios declarados na Convençaõ Addicional de data de hoje, deverá ter o capitaõ e os dois terços ao menos da tripulaçaõ de naçõo Portugueza. Bem entendido que o ser o navio de construcçaõ estrangeira nada implicará com a sua nacionalidade; e que os marinheiros negros seraõ sempre considerados como Portuguezes com tanto que (se forem escravos) pertençaõ à vassallos da Corôa de Portugal, ou que tenhaõ sido forrados nos Dominios de Sua Magestade Fidelissima.

VII. Todas as vezes que huma embarcaçaõ de guerra encontrar hum navio mercante que estiver no

1817 cazo de dever ser vizitado, aquella deverá comportar-se com toda a moderaçaõ, e com as attençoens devidas entre naçoens amigas e allidas; e em todo o cazo a vizita será feita por hum official que tenha o posto ao menos de Tenente de Marinha.

VIII. As embarcaçoens de guerra que, debaixo dos principios declarados nas prezentes instrucçoens, detiverem os navios de escravatura, deveráõ deixar a bordo toda a carga de negros intacta, assim como o Capitaõ e huma parte ao menos da tripulaçaõ do dito navio.

O capitaõ fará huma declaraçaõ authentica por escrito que mostre o estado em que elle achou a embarcaçaõ detida'e as alteraçoens que n'ell ativerem havido. Deverá tambem dar ao capitaõ do navio de escravatura hum certificado, assignado, dos papeis que houverem sido apprehendidos ao dito navio, assim como do numero de escravos achados a bordo ao tempo da detençaõ. Os negros naõ seraõ desembarcados senaõ quando os navios a bordo dos quaes se achaõ, chegarem ao lugar onde a validade da preza deve ser julgada por huma das duas Commissoens mixtas; para que no cazo que naõ sejaõ julgados de boa preza, a perda dos donos possa mais facilmente ressarcir-se. Se porem houverem motivos urgentes, procedidos da duraçaõ da viagem, do estado de saude dos escravos, ou outros quaesquer que exijao que os Negros sejaõ desembarcados, todos, ou parte delles, antes de poderem os navios ser conduzidos ao lugar da rezidencia de huma das mencionadas Commissoens, o Commandante do navio apprezador poderá tomar sobre si esta responsabilidade, com tanto porem que aquella necessidade seja constatada por hum attestado em forma.

IX. Naõ se poderá fazer transporte algum de escravos, comõ objecto de commercio, de hum para outro porto do Brasil, ou do Continente, e Ilhas na costa de Africa para os Dominios da Corôa de Portugal fora da America, senaõ em navios munidos de passaportes, *ad hoc*, do Governo Portuguez.

Feito em Londres, aos 28 de Julho, de 1817.

Assignado

Castlereagh, (L. S.) Conde de Palmella, (L. S.)

Regulamento para as Commissoens mixtas que devem rezidir na Costa de Africa, no Brasil, e em Londres. 1817

I. As Commissoens mixtas estabelecidas pela Convençaõ Addicional da data de hoje, na costa de Africa e no Brazil, saõ destinadas para julgar da legalidade da detençaõ dos navios empregados no trafico da escravatura, que os cruzadores das duas naçoens houverem de deter, em virtude da mesma Convençaõ, por fazerem hum commercio illicito de escravos.

As sobreditas Commissoens julgaraõ sem appellaçaõ, conforme a letra e espirito do Tratado de 22 de Janeiro de 1815, e da Convençaõ Addicional ao mesmo Tratado, assignada em Londres no dia 28 de Julho de 1817.

As Commissoens deveraõ dar as suas sentenças taõ summariamente quanto for possivel; e lhes he prescripto o decidirem (sempre que for praticavel) no espaço de vinte dias, contados daquelle em que cada navio detido for conduzido ao porto da sua rezidencia;

1. Sobre a legitimidade da captura.

2. Sobre as indemnidades que o navio aprezado deverá receber no cazo de se lhe dar liberdade.

Ficando estipulado que em todos os cazos a sentença final naõ poderá ser differida alem do termo de dous mezes, quer seja por cauza de anzencia de testemunhas, ou por falta de outras provas; excepto a requerimento de alguma das partes interessadas, com tanto que estas dèm fiança sufficiente de se encarregarem das despezas e riscos da demora, no qual cazo os Commissarios poderaõ, á sua discriçaõ, conceder huma demora addicional, a qual naõ passará de quatro mezes.

II. Cada huma das sobreditas Commissoens mixtas que devem rezidir na costa de Africa e no Brasil, será composta da maneira seguinte, a saber:

As duas altas Partes Contractantes nomearaõ cada huma dellas hum Commissario Juiz, e hum Commissario Arbitro, os quaes seraõ authorizados a ouvir e decidir, sem appellaçaõ, todos os cazos de captura dos navios de Escravatura, que lhes possaõ ser submettidos, conforme a estipulaçaõ da Convençaõ Addicional da data de hoje. Todas as partes essenciaies do processo perante estas commissoens mixtas, deveraõs er feitas por escripto na lingua do paiz onde rezidir a commissaõ.

1817 Os Commissarios Juizes e os Commissarios Arbitros prestaraõ juramento, perante o magistrado principal do paiz onde rezidir a Commissaõ, de bem e fielmente julgar, de naõ dar preferencia alguma nem aos reclamadores nem aos captores, e de se guiarem em todas as suas decizoens pelas estipulaçoens do Tratado de 22 de Janeiro de 1815, e da Convençaõ Addicional ao mesmo Tratado.

Cada Commissaõ terá hum Secretario ou Official de Registo, nomeado pelo Soberano do paiz onde rezidir a Commissaõ. Este official deverá registar todos os actos da commissaõ; e antes de tomar posse do lugar deverá prestar juramento, ao menos perante hum dos Juizes Commissarios, de se comportar com respeito á sua authoridade, e de proceder com fidelidade em todos os negocios pertencentes ao seu emprego.

III. A forma do processo será como se segue:

Os Commissarios Juizes das duas naçoens deveraõ em primeiro lugar proceder ao exame dos papeis do navio, e receber os depoimentos, debaixo de juramento, do Capitaõ, e de dous ou trez pelo menos dos principaes individuos a bordo do navio detido, assim como a declaraçaõ do captor debaixo de juramento, no cazo que pareça necessaria, a fim de se poder julgar e decidir, se o dito navio foi devidamente detido ou naõ, segundo as estipulações da Convençaõ Addicional da data de hoje, e para que á vista deste juizo seja condemnado, ou posto em liberdade. E no cazo que os dous Commissarios Juizes naõ concordem na sentença que deveraõ dar, já seja sobre a legitimidade da detençaõ, já sobre a indemnidade que se deverá conceder, ou sobre qualquer outra duvida que as estipulaçoens da Convençaõ desta data passaõ suscitar; nestes cazos faraõ tirar por sorte o nome de hum dos dous Commissarios Arbitros, o qual, depois de haver tomado conhecimento dos autos do processo, deverá conferir com os sobreditos Commissarios Juizes sobre o cazo de que se trata; e a sentença final se pronunciará conforme os votos da maioria dos sobreditos Commissarios Juizes e do sobredito Commissario Arbitro.

IV. Todas as vezes que a carga de Escravos achada a bordo de hum navio de Escravatura Portuguez houver sido embarcada em qualquer ponto da costa de Africa onde o trafico de Escravos he licito aos vassallos

de Sua Magestade Fidelissima, hum tal navio naõ 1817
poderá ser detido, debaixo do pretexto de terem sido os sobreditos escravos trazidos na sua origem, *por terra*, de outra qualquer parte do continente.

V. Na declaraçaõ authentica que o captor deverá fazer perante a Commissaõ, assim como na certidaõ dos papeis apprehendidos que se deverá passar ao Capitaõ do navio aprezado, no momento da sua detençaõ; o sobredito captor será obrigado a declarar o seu nome, e o nome do seu navio, assim como a latitude e longitude da paragem onde tiver accontecido a detençaõ, e o numero de escravos achados vivos a bordo da navio, ao tempo da detençaõ.

VI. Immediatamente depois de dada a sentença, o navio detido (se for julgado livre) e quanto restar da sua carga seraõ restituidos aos donos, os quaes poderaõ reclamar, perante a mesma Commissaõ, a aviliaçaõ das indemnidades a que teraõ direito de pretender. O mesmo captor, e na sua falta, o seu Governo ficará responsavel pelas sobreditas indemnidades. As duas altas Partes Contractantes se obrigaõ a satisfazer, no prazo de hum anno desde a data da sentença, as indemnidades que forem concedidas pela sobredita Commissaõ. Bem entendido que estas indemnidades seraõ sempre à custa daquella Potencia á qual pertencer o captor.

VII. No cazo de ser qualquer navio condemnado por viagem illicita, seraõ declarados boa preza o casco, assim como a carga, qualquer que ella seja; á excepçaõ dos escravos que se acharem a bordo para objeto de commercio; e o dito navio e a dita carga seraõ vendidos em leilaõ publico, a beneficio dos dous Governos. E quanto aos Escravos, estes deveraõ receber da Commissaõ mixta, huma carta de Alforria, e seraõ consignados, ao Governo do paiz em que residir a Commissaõ que tiver dado a sentença, para serem empregados em qualidade de criados, ou de trabalhadores livres. Cada hum dos dous Governos se obriga a garantir a liberdade daquella porçaõ destes individuos que lhe for respectivamente consignada.

VIII. Qualquer reclamaçaõ de indemnidade por perdas occasionadas aos navios, suspeitos de fazerem o commercio illicito de Escravos, que naõ forem condemnados como boa preza pelas Commissoens mixtas, deverá ser igualmente recebida e julgada pelas sobre-

1817 ditas Commissoens, na forma especificada pelo Artigo III. do prezente regulamento.

E em todos cazos em que se passar sentença de restituiçaõ, a Commissaõ adjudicará a qualquer requerente, ou aos seus procuradores respectivos, reconhecidos como taes em devida forma, huma justa e completta indemnidade em beneficio da pessoa ou pessoas que fizerem as reclamaçoens:

I. Por todas as custas do processo, e por todas as perdas e damnos que qualquer requerente ou requerentes possaõ ter soffrido por tal captura e detençaõ; isto he; no cazo de perda total o requerente ou requerentes seraõ indemnizados;

1. Pelo casco, massame, apparelho, e mantimentos.

2. Por todo o frete vencido, ou que sé possa vir a dever.

3. Pelo valor da sua carga de generos, se a tiver.

4. Pelos Escravos que se achavam a bordo no momento da detençaõ, segundo o calculo do valor dos sobreditos Escravos no lugar do seu destino, dando sempre porem o desconto pela mortalidade que naturalmente teria accontecido, se a viagem naõ tivesse sido interrompida; e alem disso por todos os gastos e despezas que se hajaõ de incorrer com a venda de taes cargas, incluindo commissaõ de venda, quando esta haja de se pagar.

5. Por todas as demais despezas ordinarias em cazos semelhantes de perda total.

E em outro qualquer cazo, em que a perda naõ seja total o requerente ou requerentes seraõ indemnisados:

1. Por todos os damnos e despezas especiaes occasionadas ao navio pela detençaõ e pela perda do frete vencido, ou que se possa vir a dever.

2. Huma somma diaria regulada pelo numero de tonelladas do navio, para as despezas da demora, quando a houver, segundo a cedula annexa ao prezente Artigo.

3. Huma somma diaria, para manutençao: dos Escravos, de hum shilling (ou cento e oitenta reis) por cabeça, sem destinçaõ de sexo, nem de idade, por tantos dias quantos parecer á commissaõ que a viagem haja sido, ou possa ser retardada por cauza da detençaõ; e tambem.

4. Por toda e qualquer deterioraçaõ de carga ou dos Escravos.

5. Por qualquer diminuição no valor da carga de Escravos, por effeito de mortalidade augmentada alem do computo ordinario parataes viagens, ou por cauza de molestias occasionadas pela detençao; este valor deverá ser regulado pelo calculo do preço que os sobreditos Escravos teriaõ no lugar do seu destino, da mesma forma que no cazo precedente de perda total. 1817

6. Hum juro de cinco por cento sobre o importe do capital empregado na compra e manutençaõ da carga, pelo periodo da demora occazionada pela detençaõ, e

7. Por todo o premio de seguro sobre o augmento de risco.

O requerente ou requerentes poderaõ outrosim pretender hum juro, a razaõ de cinco por cento por anno, sobre a somma adjudicada, até que ella tenha sido paga pelo Governo a que pertencer o navio que tiver feito a preza; o importe total de taes indemnidades deverá ser calculado na moeda do paiz a que pertencer o navio detido; e liquidado ao cambio corrente do dia da sentença da commissaõ, excepto a totalidade da manutençaõ dos escravos, que será paga ao par, como acima fica estipulado.

As duas altas Partes Contractantes, dezejando evitar, quanto for possivel, toda a especie de fraude na execuçaõ da Conveçaõ Addicional da data de hoje, convierão que, no cazo em que se provasse de huma maniera evidente e convincente para os Juizes de ambas as naçoens, e sem lhes ser precizo recorrer á decizaõ do Commissario Arbitro, que o captor fòra induzido a erro por culpa voluntaria e reprehensivel do capitaõ do navio detido; nesse cazo somente naõ terá o navio detido direito a receber, durante os dias de detençaõ, a compensação pela demora estipulada no prezento Artigo.

Cedula para regular a estalia, ou compensaçao diaria das despezas de demora.

Por hum navio de 100 tonn eladas	até 120	inclusive,	L. 5	por dia.
121 do. — —	— 150	do.	6	
151 do. — —	— 170	do.	8	
171 do. — —	— 200	do.	10	
201 do. — —	— 220	do.	11	
221 do. — —	— 250	do.	12	
251 do. — —	— 270	do.	14	
271 do. — —	— 300	do.	15	

e assim em proporçaõ.

1817 IX. Quando o dono de qualquer navio, suspeito de fazer commercio illicito de escravos, que tiver sido posto em liberdade, em consequencia de sentença de huma das Commissoens mixtas (ou no cazo acima especificado de perda total) reclamar indemnidades pela perda de escravos que possa haver sulfrido, nunca elle poderá pretender mais escravos alem do numero que o seu navio tinha direito de transportar, conforme as leis Portuguezas, o qual numero deverá sempre ser especificado no seu passaporte.

X. A Commissaõ mixta, estabelecida em Londres pelo Artigo nono da Convençaõ da data de hoje, receberá e decidirá todas as reclamaçoens feitas á cerca de navios Portuguezes e suas cargas aprezadas pelos cruzadores Britannicos por motivo de commercio illicito de escravos, desde o 1 de Junho de 1814, até á época em que a Conveçaõ da data de hoje tiver sido posta em plena execuçaõ; adjudicando-lhes, em conformidade do Artigo nono da dita Convençaõ Addicional, huma indemnizaçaõ justa e completta, conforme as bases estabelecidas nos Artigos precedentes, tanto no cazo de perda total, como, por despezas feitas, e prejuizos soffridos pelos donos e outros interessados nos ditos navios e cargas. A sobredita commissaõ estabelecida em Londres será composta da mesma maneira e será guida pelos mesmos principios ja enunciados nos Artigos 1, 2, e 3, deste regulamento para as commissoens estabelecidas na costa de Africa e no Brasil.

XI. Naõ será permittido a nenhum dos Juizes Commissarios, nem aos Arbitros, nem ao Secretario de qualquer das Commissoens mixtas, debaixo de qualquer pretexto que seja, o pedir, ou receber de nenhuma das partes interessadas nas sentenças que derem, emolumentos alguns em razaõ dos deveres que lhes saõ prescriptos pelo prezente regulamento.

XII. Quando as partes interessadas julgarem ter motivo de se queixar de qualquer injustiça evidente da parte das Commissoens mixtas, poderao representa-la aos seus Governos respectivos, os quaes se rezervaõ o direito de se entenderem mutuamente para mudar, quando o julgarem conveniente, os individuos de que se composerem estas Commissoens.

XIII. No cazo que algum navio seja detido indevidamente com o pretexto das estipulaçoens da Con-

vençaõ Addicional da data de hoje, e sem que o captor se ache authorizado, nem pelo theor da sobredita Convençaõ, nem pelas instrucçoens a ella annexas; o Governo ao qual pertencer o navio detido, terá o direito de pedir reparaçaõ; e em tal cazo o Governo ao qual pertencer o captor se obriga a mandar proceder efficazmente a hum exame do motivo de queixa, e a fazer com que o captor receba, no cazo de o ter merecido, hum castigo proporcionado á infracçaõ em que houver cahido. 1817

XIV. As duas Altas Partes Contractantes convieraõ, que no cazo da morte de hum ou varios dos Commissarios Juizes e Arbitros que compoem as sobreditas Commissoens mixtas, os seus lugares seraõ, suppridos, *ad interim*, da maneira seguinte:

Da parte do Governo Britannico as vacancias seraõ substituidas successivamento; na Commissaõ que rezidir nos Dominios de Sua Magestade Britannica pelo Governador, ou Tenente Governador rezidente naquella colonia: pelo principal Magistrado do lugar, e pelo Secretario. No Brasil, pelo Consul e Vice Consul Britannico que residirem na cidade onde se achar estabelecida a Commissaõ mixta.

Da parte de Portugal as vacancias seraõ preenchidas, no Brasil, pelas pessoas que o Capitaõ General da Provincia nomear para este effeito; e vista a difficuldade que o Governo Portuguez acharia de nomear pessoas adequadas para substituir os lugares que possaõ vagar na Commissaõ rezidente nos Dominios Britannicos, conveiose, que succedendo morrerem os Commissarios Portuguezes, Juiz, ou Arbitro, o resto dos individuos da sobredita Commissaõ deverá proceder igualmente a julgar os navios de escravatura que forem conduzidos perante elles, e á execuçaõ, da sua sentença.

Todavia neste cazo samento as partes interessados teraõ o direito de appellar da sentença, se bem lhes parecer, para a Commissaõ que rezidir no Brasil, e o Governo ao qual pertencer o captor ficará obrigado a satisfazer plenamente as imdemnidades que se deverem, no cazo que a appellaçaõ seja julgada a favor dos reclamadores: bem entendido que o navio e a carga ficaraõ, em quanto durar esta appellaçaõ no lugar da rezidencia da primeira Commissaõ, perante a qual tiverem sido conduzidos.

1817 As Altas Partes Contractantes se obrigaõ a preencher, o mais depressa que seja possivel, qualquer vacancia que possa occorrer nas sobreditas Commissoens, por cauza de morte, ou por qualquer outro motivo. E no cazo que a vacancia de cada hum dos Commissarios Portuguezes que rezidirem nos Dominios Britannicos, naõ este ja preenchida no fin de seis mezes, os navios que ali forem conduzidos depois dessa época para serem julgados, cessaraõ de ter o direito appellação acima estipulado.

Feito em Londres, aos 28 de Julho, de 1817.

Assignada

Castlereagh, (L. S.) Conde de Palmella, (L. S.)

Artigo Separado.

Logo que se verificar a total Abolição do Trafico de Escravatura para os vassallos da Corôa de Portugal, as duas altas Partes Contractantes convem em adaptar, de commum accordo, ás novas circunstancias as estipulaçoens da Convençaõ Addicional assignada em Londres, em 28 de Julho proximo passado; mas quando naõ seja possivel concordar em outro ajuste, a Convençaõ Addicional d'aquella data ficará sendo valida até a expiraçao de quinze annos contados des de o dia em que o Trafico da Escravatura for totalmente abolido pelo Governo Portuguez.

O prezente Artigo Separado será a mesma força e vigor como se fosse inserido, palavra por palavra, na sobredita Convençaõ Addicional. E será ratificado e as ratificaçoens seraõ trocadas o mais cedo que for possivel.

Em fé do que, os Plenipotenciarios respectivos o assignaram e sellaram com os sellos das suas armas.

Feito em Londres, aos 11 de Septembro, de 1817.

Assignado

Castlereagh, (L. S.) Conde de Palmella, (L. S.)

Declaraçao.

Havendo-se concluido entre Sua Magestade Britannica e Sua Magestade Fidelissima huma Convençaõ, assignada em Londres, aos 28 de Julho de 1817, que

tem por objecto o impedir o trafico illicito d'escra- 1817
vatura:

E tendo-se declarado pelo Artigo segundo da sobredita Convençaõ que o trafico d'escravatura continua a ser permittido aos vassallos Portuguezes, unicamente em certos territorios que no mencionado Artigo se eescrevem:

E porquanto os Territorios de Molembo e Cabinda, se achaõ designados no sobredito Artigo como situados na costa Oriental de Africa, o que evidentemente se mostra ser hum engano de palavras, pois que os ditos Territorios de Molembo e Cabinda estaõ de facto situados na costa *Occidental*, e naõ costa *Oriental*, de Africa:

Declaraõ os debaixo assignados que se terá por annulada a palavra *Oriental* n'aquella parte de Artigo segundo a cimamencionada, substituendose-lhe a palavra *Occidental*, e que a ultima parte de referido Artigo fica portanto sendo de teor seguinte:

"Os territorios de Molembo e Cabinda na costa *Occidental* da Africa, desde o quinto grau e doze minutos até ao oitavo grau de latitude meridional."

Convieraõ outrosim os abaixo assignados em que a presente Declaraçao seja considerada como parte integrante da sobredita Convençaõ.

Em testemunho e fé do que os abaixo assignados Secretario d'Estado de Sua Magestade Britannica da Repartiçaõ dos Negocios Estrangeiros e Enviado Ex. Ministro Plenipotenciario de Sua Magestade Fidelissima junto a Sua Magestade Britannica, firmáram a presente Declaraçaõ con os seus proprios punhos, e a sellarem com os sellos das suas armas, em Londres aos trez dias do mez de Abril de 1819.

Assignada

Castlereagh, (L. S.) Conde de Palmella, (L. S.)

73.

Convention conclue entre l'office général des postes de France et celui des Pays-Bas. Signée le 12. Septbr. 1817.

Extrait.

A partir du jour auquel la présente Convention sera exécutée, le public respectif de France et des Pays-Bas sera libre d'affranchir ou de ne point affranchir ses lettres et paquets de l'un pour l'autre Royaume, jusqu'à destination, sans qu'aucun des deux offices contractans puisse forcer à l'affranchissement, ou en restreindre la perception à sa frontière.

Les échantillons de marchandises pourront, comme les lettres et paquets, être, de part et d'autre, pareillement affranchis ou non affranchis, à la volonté du

---

74.

Traité entre la Grande-Bretagne et l'Espagne sur l'abolition de la traite des nègres. Signé à Madrid, le 23 Septembre 1817.

(Texte original anglais.)

In the Name of the Most Holy Trinity.

*It having been stated in the second Additional Article of the Treaty signed at Madrid, on the 5th day of July, of the year 1814, between His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the King of Spain and the Indies, that *His Catholic Majesty concurs, in the fullest manner, in the sentiments of His Britannic Majesty, with respect to the injustice and inhumanity of the traffic in slaves, and promises to take into consideration, with the deliberation which the state of His Possessions in America demands, the means of acting in conformity with those sentiments; and engages*

public, dans l'un, pour l'autre Royaume, jusqu'à destination. 1817

Les taxes d'affranchissement, pourvu que les échantillons soient présentés sous bandes, ou d'une manière indicative de leur contenu, ne seront perçues qu'au tiers des prix déterminés par les tarifs des deux offices pour les lettres et paquets; cependant, ce tiers ne pourra jamais être au-dessous du prix fixé pour une lettre simple, ou pesant moins que six grammes.

Les gazettes et journaux, ainsi que les catalogues, les prospectus, les imprimés et les livres en feuilles, ou brochés, seront, de part et d'autre, assujétis à l'affranchissement forcé, jusqu'à destination, dans l'étendue réunie des deux Royaumes; mais ces ouvrages ne pourront avoir cours, dans le ressort des offices contractans, qu'autant que les propriétaires expéditeurs auront satisfait aux lois et réglemens relatifs à leur introduction et à leur distribution, dans le pays pour lequel ils seront destinés.

74.

Tratado entre la Gran Bretaña y la España, para la Abolicion del Trafico de Negros. Firmado et Madrid, en 23 de Setiembre, de 1817).*

(Texte original espagnol.)

En el Nombre de la Santissima Trinidad.

Habiendose manifestado en el segundo Articulo Adicional del Tratado firmado en Madrid, el 5 de Julio, de 1814, entre Su Magestad el Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, y Su Magestad el Rey de España y do las Indias, que "siendo conformes enteramente los sentimientos de Su Magestad Católica con los de Su Magestad Británica respecto á la injusticia é inhumanidad del Trafico de Esclavos, Su Magestad Católica tomará en consideracion, con la madurez que se requiere, los medios de combinar estos sentimientos con las necesidades de sus posesiones

*) Voy. ce *Recueil Supplém.* T. VII. (*Nouv. Recueil* T. III.) p. 135.

1817 *moreover to prohibit His subjects from carrying on the Slave Trade, for the purpose of supplying any Islands or Possessions, excepting those appertaining to Spain; and to prevent, by effectual measures and regulations, the protection, of the Spanish flag being given to foreigners who may engage in this traffic, whether subjects of His Britannic Majesty, or of any other State or Power:"*

And His Catholic Majesty, conformably to the spirit of this Article, and to the principles of humanity with which He is animated, having never lost sight of an object so interesting to Him, and being desirous of hastening the moment of its attainment, has resolved to co-operate with His Britannic Majesty in the cause of humanity, by adopting, in concert with His said Majesty, efficacious means for bringing about the Abolition of the Slave Trade; for effectually suppressing illicit traffic in slaves, on the part of their respective subjects; and for preventing Spanish ships trading in slaves, conformably to Law and to Treaty, from being molested or subjected to losses from British cruizers. The two High Contracting Parties have accordingly named as their Plenipotentiaries, viz.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Sir Henry Wellesley, a Member of His Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, and His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Catholic Majesty, etc.; and His Majesty, the King of Spain and the Indies, Don Josef Garcia de Leon y Pizarro, Knight Grand Cross of the Royal and distinguished Spanish Order of Charles the Third, etc. etc. etc. Counsellor of State, and First Secretary of State and of the general Dispatch; who, having exchanged their respective full Powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles:

1. His Catholic Majesty engages, that the Slave Trade shall be abolished throughout the entire Dominions of Spain, on the 30*th day of May,* 1820*; and that, from and after that period, it shall not*

en América. Su Magestad Católica promete ademas 1817
prohibir á sus súbditos que se ocupen en el comercio de los esclavos, cuando sea con el objeto de proveer de ellos á las islas y posesiones que no sean pertenecientes á España; y tambien el impedir, por medio de reglamentos y medidas eficaces, que se conceda la proteccion de la bandera Española á los extrangeros que se empleen en este trafico, bien sean subditos de Su Magestad Británica, ó de otros Estados y Potencias:"

Y consiguiente Su Magestad Católica al espíritu de este Artículo, y á los principios de humanidad que le animan, no habiendo perdido nunca de vista un asunto que tanto le interesa, y deseoso de adelantar el momento de su logro, se ha determinado á cooperar con Su Magestad Británica á la causa de la humanidad, adoptando, de acuerdo con su dicha Magestad, medios eficaces para llevar á efecto la Abolicion del Trafico de Esclavos: suprimir el ilícito comercio de esclavos por parte de sus respectivos subditos; y precaver que sean molestados ó perjudicados, por los cruceros Británicos, los buques Españoles que trafiquen en negros, conforme á la ley y á los Tratados. Las dos altas Partes Contratantes han nombrado en consecuencia por sus Plenipotenciarios, á saber:

Su Magestad el Rey del Reyno Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, al Muy Honorable Don Henrique Wellesley, Miembro del Muy Honorable Consejo Privado de Su Magestad, Caballero Gran Cruz de la Muy Honorable Orden del Baño, y Su Embajador Extraordinario y Plenipotenciario cerca de Su Magestad Católica, etc.; y Su Magestad el Rey de España y de las Indias, á Don Josef García de Leon y Pizarro, Caballero Gran Cruz de la Real y distinguida Orden Española de Carlos III. etc. etc. etc. Consejero de Estado, y primer Secretario de Estado y del Despacho Universal; los cuales habiendo cangeado sus respectivos Plenos Poderes, hallados en buena y debida forma se han convenido en los Articulos siguientes:

I. Su Magestad Católica se obliga á que el Tráfico de Esclavos quede abolido en todos los Dominios de España, el dia 30 de Mayo, de 1820, y que desde esta época en adelante no será licito á ningun vasallo

1817 *be lawful for any of the subjects of the Crown of Spain to purchase slaves, or to carry on the Slave Trade, on any part of the coast of Africa, upon any pretext or in any manner whatever; provided, however, that a term of five months from the said date of the 30th of May, 1820, shall be allowed for completing the voyages of vessels which shall have cleared out lawfully, previously to the said 30th of May.*

II. It is hereby agreed that, from and after the exchange of the ratifications of the present Treaty, it shall not be lawful for any of the subjects of the Crown of Spain to purchase slaves, or to carry on the Slave Trade, on any part of the coast of Africa, to the north of the Equator, upon any pretext, or in any manner whatever; provided, however, that a term of six months, from the date of the exchange of the ratifications of this Treaty, shall be allowed for completing the voyages of vessels which shall have cleared out from Spanish ports for the said coast, previously to the exchange of the said ratifications.

III. His Britannic Majesty engages to pay in London, on the 20th of February, 1818, the sum of L. 400,000 to such person as His Catholic Majesty shall appoint to receive the same.

IV. The said sum of L. 400,000 is to be considered as a full compensation for all losses sustained by the subjects of His Catholic Majesty, engaged in this traffic, on account of vessels captured previously to the exchange of the ratifications of the present Treaty; as also for the losses which are a necessary consequence of the abolition of the said traffic.

V. One of the objects of this Treaty, on the part of the two Governments, being mutually to prevent Their respective subjects from carrying on an illicit slave trade, the two High Contracting Parties declare, that they consider as illicit any traffic in slaves carried on under the following circumstances:

1st. Either by British ships, and under the British flag, or for the account of British subjects by any vessel or under any flag whatsoever.

de la Corona de España el comprar esclavos ó continuar el Trafico de Esclavos, en parte alguna de la costa de Africa, bajo ningun pretexto, ni de ninguna manera que sea; bien entendido, sin embargo, que se concederá un término de cinco meses desde dicha fecha de 30 de Mayo, de 1820, para que completen sus viages los buques que hubiesen sido legítimamente habilitados antes del citado dia 30 de Mayo. 1817

II. Queda estipulado, por el presente Articulo, que desde el dia del cange de las ratificaciones del presente Tratado en adelante, no será licito á ningun subdito de la Corona de España el comprar esclavos, ó continuar el Trafico de Esclavos en parte alguna de la costa de Africa al norte del Ecuador, bajo ningun pretexto ó de cualquiera manera que fuere; entendiéndose, sin embargo, que se concederá un término de seis meses desde la fecha del cange de las ratificaciones de este Tratado, para que puedan completar sus viages los buques que hubiesen sido despachados de puertos Españoles para la referida costa, antes del cange de las dichas ratificaciones.

III. Sua Magestad Britanica se obliga á pagar en Londres, el 20 de Febrero, de 1818, la suma de 400,000 libras esterlinas, á la persona que Su Magestad Católica designe para recibirlas.

IV. La expresada suma de 400,000 libras esterlinas se ha de considerar como una compensacion completa de todas las pérdidas que hubiesen sufrido los súbditos de Su Magestad Católica, occupados en este Trafico, con motivo de las expediciones interceptadas antes del cange de las ratificaciones del presente Tratado; como tambien de las que son una consecuencia necessaria de la abolicion de este comercio.

V. Siendo uno de los objetos de este Tratado por parte de los dos Gobiernos el de impedir que sus respectivos súbditos comercien ilegítimamente en esclavos, las dos altas Partes Contratantes declaran, que considerán como comercio ilícito de esclavos el que se haga en adelante del modo siguinte: á saber:

1°. En buques Ingleses ó que lleven pabellon ingles, ó en cualquier otro buque y bajo cualquier pabellon, siempre que sea por cuenta de súbditos Ingleses.

1817 *2d. By Spanish ships upon any part of the coast of Africa, north of the Equator, after the exchange of the ratifications of the present Treaty: provided; however, that six months shall be allowed for completing the voyages of vessels, conformably to the tenor of the Second Article of this Treaty.*

3d. Either by Spanish ships, and under the Spanish flag, or for the account of Spanish subjects, by any vessel, or under any flag whatsoever, after the 30th of May 1820, when the traffic in slaves on the part of Spain is to cease entirely; provided always that five months shall be allowed for the completion of voyages commenced in due time conformably to the first Article of this Treaty.

4th. Under the British or Spanish flag for the account of the subjects of any other Government.

5th. By Spanish vessels bound for any port not in the Dominions of His Catholic Majesty.

VI. His Catholic Majesty will adopt, in conformity to the spirit of this Treaty, the measures which are best calculated to give full and complete effect to the laudable objects which the High Contracting Parties have in view.

VII. Every Spanish vessel which shall be destined for the slave trade on any part of the coast of Africa where this traffic still continues to be lawful, must be provided with a Royal Passport, conformable to the model annexed to the present Treaty, and which model forms an integral part of the same. This Passport must be written in the Spanish language, with an authentic translation in English annexed thereto; and it must be signed by His Catholic Majesty, and countersigned by the Minister of Marine, and also by the principal naval authority of the district, station or port, from whence the vessel clears out, whether in Spain or in the colonial possessions of His Catholic Majesty.

VIII. It is to be understood that this Passport, for rendering lawful the voyages of slave ships, is required only for the continuation of the traffic to the south of the line; those Passports

2º. En buques Españoles que hagan el tráfico en 1817
cualquiera parte de la costa de Africa al norte del Ecuador, despues del cange de las ratificaciones del presente Tratado; entendiéndose, sin embargo, que se concederan seis meses para completar el viage de los buques, segun el tenor del Articulo II. del presente Tratado.

3º. En buques Españoles ó con pabellon Español, ó en cualquier otro buque y bajo cualquier pabellon que sea, por cuenta de súbditos Españoles, despues del 30 de Mayo, de 1820, enque ha de cesar el trafico de negros por parte de la España, y despues de los cinco meses concedidos para el retorno de los viages empezados en tiempo hábil, con arreglo al Articulo I de este Tratado.

4º. En buques bajo pabellon Ingles ó Español, de cuenta de los súbditos de cualquier otra Potencia.

5º. En buques Españoles, cuyo destino sea cualquier puerto fuera de los Dominios de Su Magestad Católica.

VI. Su Magestad Católica, consiguiente al espíritu de este Tratado, tomará todas las providencias mas oportunas para que tengan un cumplido efecto los fines saludables que en él se proponen las altas Partes Contratantes.

VII. Todo buque Español que se empléc en el tráfico de esclavos, y cuyo destino sea á cualquier parte de la costa de Africa, en donde se pueda hacer legítimamente dicho comercio, llevará un Pasaporte Real, escrito en Español, con una traduccion auténtica en Ingles, anexa á el (conforme al modelo anexo, el cual constituye una parte integrante de este Tratado), firmado por Su Magestad Católica, refrendado por el Secretario de Marina, y contrafirmado por el gefe marino superior del distrito, apostadero ó puerto donde se habilite el buque, sea en España, sea en las posesiones coloniales de Su Magestad Católica.

VIII. La necesidad de este Pasaporte para legitimar la navegacion de los buques negreros, no debe entenderse sino para la continuacion del tráfico al sur de la linea, quedando en su fuerza los que se despachan

1817 *which are now issued, signed by the first Secretary of State of His Catholic Majesty, and in the form prescribed by the order of the 16th of December, 1816, remaining in full force for all vessels which may have cleared out for the coast of Africa, as well to the north as to the south of the line, previously to the exchange of the ratifications of the present Treaty.*

IX. The two High Contracting Parties, for the more complete attainment of the object of preventing all illicit traffic in slaves on the part of their respective subjects, mutually consent, that the ships of war of Their Royal navies, which shall be provided with special instructions for this purpose as herein-after mentioned, may visit such merchant vessels of the two nations, as may be suspected, upon reasonable grounds, of having slaves on board, acquired by an illicit traffic, and, in the event only of their finding slaves on board, may detain and bring away such vessels, in order that they may be brought to trial before the tribunals established for this purpose as shall hereinafter be specified; provided always that the commanders of the ships of war of the two Royal navies, who shall be employed on this service, shall adhere strictly to the exact tenor of the instructions which they shall receive for this purpose.

As this Article is entirely reciprocal, the two High Contracting Parties engage mutually to make good any losses which Their respective subjects may incur unjustly by the arbitrary and illegal detention of their vessels. It being understood that this indemnity shall invariably be borne by the Government whose cruizer shall have been guilty of the arbitrary detention; provided always that the visit and detention of slave ships specified in this Article shall only be effected by those British or Spanish vessels which may form part of the two Royal navies, and by those only of such vessels which are provided with the special instructions annexed to the present Treaty.

X. No British or Spanish cruizer shall detain any slave ship not having slaves actually on board; and in order to render lawful the detention of any

ahora, firmados por el primer Secretario de Estado 1817
de Su Magestad Católica, y en la forma que se previno en orden de 16 de Diciembre de 1816, para todos los buques que salgan para la costa de Africa, al norte, como tambien al sud de la linea, antes del cange de las ratificaciones del presente Tratado.

IX. A fin de que se realise mejor el objeto de impedir el comercio ilegitimo de esclavos por parte de sus respectivos súbditos, las dos altas Partes Contratantes se convienen mutuamente en que los buques de guerra de Sus Reales marinas, á quienes se darán al intento especiales instrucciones, de las que se hará luego mencion, sean autorizados para registrar los buques mercantes de ambas naciones, de los cuales se sospeche, con fundamentos razonables, que llevan á su bordo esclavos de ilicito comercio, y tengan asimismo facultad (aunque solo en el caso de hallarse á bordo los negros) para detener y llevarse los referidos buques, á fin de que sean juzgados por los tribunales establecidos con este objeto, segun se indicará despues; bien entendido que se haya de encargar á los comandantes de los buques de guerra que ejerzan esta comision, se atengan con el mayor rigor, á las instrucciones que se les han de dar para dicho objeto.

Siendo este Artículo recíproco en todos respectos, las Altas Partes Contratantes se obligan á resarcir las pérdidas que puedan sufrir injustamente Sus respectivos súbditos por la detencion de cualquiera de sus buques sin sufficiente causa legal. Debiéndose entendir que esta indemnizacion será siempre á expensas del Gobierno á que pertenezca el crucero que haya cometido el acto arbitrario; entendiéndose tambien que la facultad de visitar y detener los buques negreros, segun se expresa en este Articulo, solo podrá ejercerse por los buques Españoles ó Ingleses que pertenezcan á una ú otra Rea marina, y estén provistos de las instrucciones especíales anexas á este Tratado.

X. Ningun crucero, sea Español ó Ingles podrá detener á ningun buque negrero que no tenga, á la sazon, esclavos á bordo; y afin de legalizar la deten-

1817 *ship, whether British or Spanish, the slaves found on board such vessel must have been brought there for the express purpose of the traffic; and those on board of Spanish ships must have been taken from that part of the coast of Africa where the slave trade is prohibited, conformably to the tenor of the present Treaty.*

XI. All ships of war of the two nations, which shall hereafter be destined to prevent the illicit traffic in slaves, shall be furnished by their own Government with a copy of the instructions annexed to the present Treaty, and which shall be considered as an integral part thereof.

These instructions shall be written in Spanish and English, and signed, for the vessels of each of the two Powers, by the Minister of their respective marine.

The two High Contracting Parties reserve the faculty of altering the said instructions, in whole or in part, according to circumstances; it being, however, well understood that the said alterations cannot take place but by the common agreement, and by the consent of the two High Contracting Parties.

XII. In order to bring to adjudication, with the least delay and inconvenience, the vessels which may be detained for having been engaged in an illicit traffic of slaves, there shall be established, within the space of a year, at furthest, from the exchange of the ratifications of the present Treaty, two Mixed Commissions, formed of an equal number of individuals of the two nations, named for this purpose by their respective Sovereigns.

These Commissions shall reside, one in a Possession belonging to His Britannic Majesty: the other, within the Territories of His Catholic Majesty; and the two Governments, at the period of the exchange of the ratifications of the present Treaty, shall declare, each for its own Dominions, in what places the Commissions shall respectively reside. Each of the two High Contracting Parties reserving to itself the right of changing, at its pleasure, the place of residence of the Commission held within its own dominions; provided, however,

cion de cualquier buque Español ó Ingles, será necesario probar que los esclavos hallados á bordo, han sido conducidos con el objeto expreso del trafico; y que los hallados á bordo de los buques españoles han sido tomados en la parte de la costa de Africa, donde esté ya prohibido el trafico, segun el tenor del presente Tratado. 1817

XI. Los buques de guerra pertenecientes á las dos naciones, que en lo sucesivo se destinen á impedir el tráfico ilegítimo de negros, recibirán de su Gobierno una copia de las instrucciones anexas al presente Tratado, las cuales serán consideradas como una parte integral del mismo.

Estas instrucciones se extenderán en Español y en Ingles, y serán firmadas, para todos los buques de cada nacion, por sus respectivos Ministros de marina.

Las dos Altas Partes Contratantes se reservan la facultad de alterar, en todo ó en parte, las susodichas instrucciones, segun requieran las circunstancias; entendiéndose, sin embargo, que dichas alteraciones han de hacerse únicamente de comun consentimiento y con la concurrencia de las dos Altas Partes Contratantes.

XII. A fin de obviar el inconveniente que pudiera originarse de la dilacion en la adjudicacion de los buques detenidos por estar empleados en un comercio ilegal, se establecerán en el espacio de un año, á mas tardar, despues del cange de las ratificaciones del presente Tratado, dos Comisiones Mixtas, compuestas de un número igual de individuos de ambas naciones nombrados al intento por sus respectivos Soberanos.

Una de estas Comisiones residirá en Territorio de Su Magestad Católica, y la otra en una de las posesiones de Su Magestad Británica; y los dos Gobiernos se convendrán en cuanto á los parages de la residencia de dichas Comisiones, al tiempo, de cangearse las ratificaciones del presente Tratado, cada uno por lo respectivo á sus propios Dominios. Cada una de las dos Altas Partes Contratantes se reserva el derecho de mudar á su voluntad, el lugar de residencia de la Comision que ha de estar en sus propios Dominios; entendiéndose, sin embargo, que una de las dos

1817 *that one of the two Commissions shall always be held upon the coast of Africa, and the other, in one of the colonial possessions of His Catholic Majesty.*

These Commissions shall judge the Causes submitted to them, without appeal, and according to the regulation and instructions annexed to the present Treaty, of which they shall be considered as an integral part.

XIII. The acts or instruments annexed to this Treaty, and which form an integral part thereof, are as follows:

No. 1. Form of Passport for the Spanish merchant ships destined for the lawful traffic in slaves.

No. 2. Instructions for the ships of war of both nations, destined to prevent the illicit traffic in slaves.

No. 3. Regulation for the Mixed Commissions which are to hold their sittings on the coast of Africa, and in one of the colonial possessions of His Catholic Majesty.

XIV. The present Treaty, consisting of fourteen Articles, shall be ratified, and the ratifications exchanged at Madrid, within the space of two months from this date, or sooner, if possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have thereunto affixed the seals of their arms.

Done at Madrid, the 23d September, 1817.

Signed

Henry Wellesley, (L.S.) *Jose Pizarro, (L.S.)*

Form of Passport for Spanish Vessels, destined for the lawful Traffic in Slaves.

Ferdinand, by the Grace of God, King of Castille, of Leon, of Arragon, of the Two Sicilies, of Jerusalem, of Navarre, of Granada, of Toledo, of Valencia, of Gallicia, of Majorca, of Minorca, of Seville, of Sardinia, of Cordova, of Corsica, of Murcia, of Jaen, of the Algarves, of Algeciras, of Gibraltar, of the Canary Islands, of the East and West Indies, Isles and Terra firma of the

Comisiones habrá de residir siempre en la costa de 1817
Africa, y la otra en una de las posesiones coloniales de Su Magestad Católica.

Estas Comisiones decidirán las Causas que se les presenten sin apelacion, y conforme al reglamento é instrucciones anexas al presente Tratado, del cual han de considerarse como parte integrante.

XIII. Los actos ó instrumentos anexos á este Tratado, y del cual constituyen una parte integrante, son los siguientes:

No. 1. Modelo de Pasaporte para los busques mercantes Españoles, destinados al tráfico legítimo de esclavos.

No. 2. Instrucciones para los buques de guerra de las dos naciones, destinados á impedir el ilícito comercio de esclavos.

No. 3. Reglamento para las Comisiones Mixtas que han de establecerse en la costa de Africa, y en alguna de las posesiones coloniales de Su Magestad Católica.

XIV. El presente Tratado, compuesto de catorce Artículos, será ratificado, y cangeadas las ratificaciones, en Madrid en el término de dos meses, desde esta fecha, ó antes si fuere posible.

En fé de lo cual, nos los infrascritos Plenipotenciarios, en virtud de nuestros respectivos Plenos Poderes, hemos firmado el presente Tratado, y hecho poner en el los sellos de nuestras armas.

Hecho en Madrid, á 23 de Setiembre, de 1817.

Firmado

HENRY WELLESLEY, (L.S.) JOSE PIZARRO, (L.S.)

Modelo de Pasaporte para los Buques Españoles que se destinaren al Trafico Legitimo de Esclavos.

Don Fernando, por la Gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las Dos Sicilias, de Jerusalen, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Menorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Córdoba, de Córcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algeciras, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra firme del mar

1817 *Ocean; Archduke of Austria; Duke of Burgundy, of Brabant, and of Milan; Count of Apsburg, Flanders, Tirol, and Barcelona; Lord of Biscay and of Molina, etc.*

Whereas, I have granted permission for the vessel called of tons, and carrying men and passengers master, and owner, both Spaniards and subjects of my Crown, to proceed, bound to the ports of and coast of Africa, from whence she is to return to the said master and owner having previously taken the required oath before the tribunal of marine of the proper naval division, from whence the said vessel sails, and legally proved that no foreigner has any share in the above-mentioned vessel and cargo, as appears by the certificate annexed to this Passport, which certificate is given by the same tribunal, in consequence of the steps taken in pursuance of the directions contained in the Ordinance of Matriculation of 1802.

The said Captain and owner of the said vessel being under an obligation to enter solely such ports on the coast of Africa as are to the south of the line; and to return from thence to any of the ports of my Dominions, where alone they shall be permitted to land the slaves whom they carry, after going through the proper forms, to shew that they have, in every respect, complied with the provisions of my Royal Decree of the 22d *of September,* 1817, *by which the mode of conveying slaves from the coast of Africa to my colonial Dominions is regulated; and should they fail in any of these Conditions, they shall be liable to the penalties denounced by the said decree against those who shall carry on the slave trade in an illicit manner.*

I therefore command all general and other officers, commanding my squadrons and ships; the Captain Generals of the Departments of Marine, the Military Commandants of the provinces of the same, their subalterns, Captains of the ports, and all other officers and persons belonging to the Navy: the Viceroys, Captain-Generals or Com-

Océano; Archiduque de Austria; Duque de Borgoña, 1817
de Brabante y de Milan; Conde de Abspurg, Flándes, Tirol y Barcelona; Senor de Vizcaya y de Molina, etc.

Por cuanto he concedido permiso para que el buque titulado de porte de toneladas, que lleva hombres de tripulacion, y pasageros, su Capitan y su proprietario ambos Españoles y súbditos de mi Corona, pueda salir con destino á los purtos de y y costa de Africa; de donde ha de volver á habiendo prestado antes los expresados Capitan y Proprietario el debido juramento y fianza ante el juzgado de marina del correspondiente tercio naval de donde salga dicho buque, y probado legalmente que ningun extrangero, tiene parte alguna en el arriba mencionado buque y cargamento, como resulta de la certificacion anexa á este Pasaporte, dada por el mismo tribunal, en consecuencia de las diligencias practicadas en virtud de lo que prescribe la Ordenanze de Matrìculas de 1802.

Los referidos Capitan y proprietario de dicho buque quedan obligados á entrar solamente en los puertos de la costa de Africa situados al sur de la linea, y volver á cualquiere de los puertos de mis Dominios, donde solo se les permitirá desembarcar los esclavos que conduzcan, despues de haber manifestado en debida forma, que han cumplido en todo con las disposiciones de mi Real Decrèto de 22 de Setiembre de 1817, por el cual se ha arreglado el modo de conducir los esclavos desde la costa de Africa á mis Dominios de ultramar; y se faltasen á alguna de estas condiciones esterán sujetos á las penas establecidas por dicho decreto contra aquellos que hiciéren el tráfico de esclavos de un modo ilicito.

Por tanto mando á los oficiales Generales ó particulares, comandantes de mis escuadras y bajeles: á los Capitanes Generales de los Departamentos de Marina, Comandantes Militares de sus provincias, sus subalternos, Capitanes de puerto, y otros cualesquiera oficiales y dependientes de la Armada: á los Vireyes, Capitanes ó Comandantes Generales de Reinos y Pro-

1817 *mandants of Kingdoms and Provinces; the Governors, Mayors, and Justices of the towns upon the sea coast of my Dominions of Indies; the Royal officers or Judges of entries therein established; and all others of my subjects to whom it belongs, or may belong, not to give her any obstruction, nor to occasion her any inconvenience or detention; but rather to aid her and to furnish her with whatever she may want for her regular navigation; and of the vassals and subjects of Kings, Princes and Republics in friendship and alliance with me; of the commanders, governors, or chiefs of their provinces, fortresses, squadrons and vessels, I require that they likewise shall not impede her in her free navigation, entry, departure, or detention in the ports to which, by any accident, she may be carried, but permit her to provide and supply herself therein with whatever she may be in need of: for which purpose I have commanded this Passport to be made out, which being signed for its validity by my Secretary o State for the Dispatch of Marine, shall serve for the time that a voyage, going and returning, may last; after the conclusion of which, it shall be returned to the commandant of marine, governor or other person by whom it may have been issued, adding for its proper use the corresponding note.*

Given at Madrid on

I, The King.

[Here the signature of the Secretary of State and of the Dispatch of Marine.]

Note. — *This Passport N° authorizes any number of slaves, not exceeding being in the proportion of five slaves for every two tons, (as permitted by the Royal Decree of the 22d of September, 1817) excepting always such slaves employed as sailors or domestics, and children born on board during the voyage, and the same is issued by me the undersigned on the day of this date, made out in favour of who has previously conformed with all the formalities required by the Royal Decree of the 22d of September, 1817, and*

vincias; á los Gobernadores, Corregidores y Justicias 1817
de los pueblos de la costa de mar de mis Dominios de Indias: á los oficiales Reales ó Jueces de arribadas en ellos establecidos; y á todos los demas vasallos mios á quienes pertenece ó pertenecer pudiere, no le pongan embarazo, causen molestia ó detencion; antes le auxilien y faciliten lo que hubiere menester para su regular navegacion; y á los vasallos y súbditos de Reyes, Principes y Repúblicas amigas y aliadas mias: á los comandantes, gobernadores ó cabos de sus provincias, plazas, escuadras y bajeles, requiero que asimismo no le impidan en su libre navegacion, entrada, salida ó detencion en los puertos, á los cuales por algun accidente se condujere, permitiéndole que en ellos se bastimente y provea de todo lo que necesitare; á cuyo fin he mandado despachar este pasaporte; el cual firmado para su validacion de mi Secretario de Estado y del Despacho de Marina, servirá por el tiempo que durare el viage de ida y vuelta; y concluido que sea, lo devolverá al comandante de marina, gobernador ú otra persona por quien se hubiese expedido, poniendo para su uso la nota que corresponde.

Dado en Madrid á

To, El Rey.

[Aqui la firma del Secretario de Estado y del Despacho de Marina.]

Nota. — Este Pasaporte N° autoriza cualquier número de esclavos que no exceda siendo á proporcion de cinco esclavos por cada dos toneladas (segun está permitido por el Real Decreto de 22 de Setiembre de 1817), exceptuándose siempre los esclavos empleados como marineros ó criados, é hijos nacidos á bordo durante el viage; y el mismo se expide por mí el infrascrito en el dia de la fecha, extendido á favor del habiendo precedido todos los requisitos prevenidos por el Real Decreto de 22 Setiembre de 1817,

1817 *is bound to return it immediately upon his return from the voyage.*

Given at on the of of the year

[Here the signature of the principal marine authority of the naval division, station, province or port, from whence the vessel clears out.]

Signed

Henry Wellesley, (*L. S.*) *Jose Pizarro*, (*L. S.*)

Instructions for the British and Spanish ships of war employed to prevent the illicit traffic in Slaves.

I. Every British or Spanish ship of war shall, in conformity with Article IX. of the Treaty of this date, have a right to visit the merchant ships of either of the two Powers actually engaged, or suspected to be engaged, in the Slave Trade, and should any slaves be found on board, according to the tenor of the Xth Article of the aforesaid Treaty; and as to what regards the Spanish vessels, should there be ground to suspect that the said slaves have been embarked on a part of the coast of Africa where the traffic is no longer permitted conformably to the Articles I. and II. of the Treaty of this date; in these cases alone the commander of the said ship of war may detain them, and having detained them, he is to bring them, as soon as possible, for judgment before that of the two Mixed Commissions appointed by the XIIth Article of the Treaty of this date, which shall be the nearest, or which the commander of the capturing ship shall, upon his own responsibility, think he can soonest reach, from the spot where the slave ship shall have been detained.

Ships, on board of which no slaves shall be found intended for the purposes of traffic, shall not be detained on any account or pretence whatever.

Negro servants or sailors, that may be found on board the said vessels, cannot, in any case be deemed a sufficient cause for detention.

II. No Spanish merchantman or slave ship shall, on any pretence whatever, be detained, which shall be found any where near the land or on the high seas, south of the Equator, during the period

y con la obligacion de devolverlo puntualmente al re- 1817
greso del viage.

Dado en á de del año de

[Aqui la firma del gefe de Marina del tercio naval, del apostadero, de la provincia, ó del puerto donde se habilite el buque.]

Firmado

JOSE PIZARRO, (L. S.) HENRY WELLESLEY, (L. S.)

Instrucciones para los Buques de Guerra Españoles é Ingleses, Empleados en Impedir el Ilicito Comercio de Esclavos.

I. Todo buque de guerra Español ó Ingles tendrá derecho, con arreglo al Articulo IX del Tratado de esta fecha, de visitar los buques mercantes de cualquiera de los Potencias, efectivamente empleados ó que se sospeche emplearse en el tráfico de negros, y si se hallaren esclavos á su bordo, con arreglo al tenor del Articulo X del susodicho Tratado; y en cuanto respecta á los busques Españoles, si hay motivos para sospechar que dichos esclavos hayan sido embarcados en calquier punto de la costa de Africa donde no sea ya permitido el tráfico, con arreglo á los Articulos I. y II. del Tratado de esta fecha; en tales casos únicamente, el Comandante de dicho buque de guerra podra detenerlos, y ya detenidos, los llevará, con la brevedad posible, para que sean juzgados por una de las dos Comisiones Mixtas, establecidas, por el Articulo XII. del Tratado de esta fecha, á la cual se hallen mas cercanos, ó á la que el Comandante del buque apresedor, bajo su propria responsabilidad, crea poder llegar mas pronto, desde el parage en que haya sido detenido el buque negrero.

Los buques, á cuyo bordo no se hallaren esclavos destinados para el tráfico, no serán detenidos bajo ningun pretexto ò motivo.

Los criados ó marineros negros que se hallaren á bordo de esto buques no podrán en ningun caso considerarse causa suficiente para su detencion.

II. No podrá ser detenido con pretexto alguno ningun buque Español, mercante ó negrero, que se hallare en cualquier parte, ya sea cerca de tierra, ó bien en alta mar, al sur del Ecuador, durante el

1817 *for which the traffic is to remain lawful, according to the stipulations subsisting between the High Contracting Parties, unless after a chase that shall have commenced north of the Equator.*

III. Spanish vessels furnished with a regular Passport, having slaves on board, shipped at those parts of the coast of Africa where the trade is permitted to Spanish subjects, and which shall afterwards be found north of the Equator, shall not be detained by the ships of war of the two nations, though furnished with the present instructions, provided the same can account for their course, either in conformity with the practice of the Spanish navigation, by steering some degrees to the northward, in search of fair winds, or for other legitimate causes, such as the dangers of the sea duly proved. Provided always, that with regard to all slave ships detained to the north of the Equator, after the expiration of the term allowed, the proof of the legality of the voyage is to be furnished by the vessel so detained. On the other hand, with respect to slave ships detained to the south of the Equator, in conformity with the stipulations of the preceding Article, the proof of the illegality of the voyage is to be exhibited by the captor.

It is in like manner stipulated that the number of slaves found on board as a slave ship by the cruizers, even should the number not agree with that contained in their Passport, shall not be sufficient reason to justify the detention, of the ship; but the captain and the proprietor shall be denounced in the Spanish tribunals, in order to their being punished according to the laws of the country.

IV. Every Spanish vessel intended to be employed in the legal traffic in slaves, in conformity with the principles laid down in the Treaty of this date, shall be commanded by a native Spaniard, and two thirds, at least, of the crew shall likewise be Spaniards. Provided always, that its Spanish or foreign construction shall, in no wise, affect its nationality, and that the negro sailors shall always be reckoned as Spaniards, provided they belong, as slaves, to subjects of the Crown of

tiempo en que el tráfico ha de quedar lícito, segun 1817
las estipulaciones subsistentes entre las altas Partes Contratantes, á menos que se le hubiese empezado á perseguir al norte del Ecuador.

III. Los buques Españoles, provistos de Pasaportes en regla, que tuvieren esclavos á su bordo, embarcados en aquellas partes de la costa de Africa donde es permitido el tráfico á los súbditos Españoles, y que despues fueran hallados al norte del Ecuador, no serán detenidos por los buques de guerra de las dos naciones, aunque lleven las instrucciones presentes, con tal que aquellos puedan justificar su derrotero, bien por ser en conformidad con el uso de la navegacion Española dirigir su rumbo algunos grados hácia al norte en busca de vientos favorables, ó bien por otras causas legítimas, como los riesgos del mar, debidamente probados. Entendiéndose siempre que en cuanto á los buques negreros, que fueren detenidos al norte del Ecuador despues de fenecido el tiempo hábil, la prueba de la legalidad del viage se ha de hacer por el buque detenido. Por lo contrario, con respecto á los buques negreros detenidos al sur del Ecuador, segun las estipulaciones del Articulo precedente, la prueba de la ilegalidad del viage deberá hacerse por el apresador.

Se estipula igualmente que el número de esclavos que los cruceros hallaren á bordo de un buque negrero, aun cuando no correspondiese con el del Pasaporte, no será motivo suficiente para justificar la detencion del buque; pero el Capitan y el propietario serán denunciados en los tribunales Espeñoles, á fin de que sean castigados con arreglo á las leyes del pais.

IV. Todo buque Español destinado á emplearse en el lícito tráfico de esclavos, segun los principios enunciados en el Tratado de esta fecha, será mandado por un Español de nacimiento, y las dos terceras partes de su tripulacion, por lo menos, serán Españoles. Entendiéndose siempre que la construccion del buque sea Española ó extrangera, no influirá de ninguna manera sobre su nacionalidad; y que los marineros negros serán siempre considerados como Españoles, con tal que pertenezcan como esclavos á súbditos de

1817 *Spain, or that they have been enfranchised in the Dominions of His Catholic Majesty.*

V. Whenever a ship of war shall meet a merchantman liable to be searched, it shall be done in the most mild manner, and with every attention which is due between allied and friendly nations; and, in no case, shall the search be made by an officer holding a rank inferior to that of Lieutenant in the navy of Great Britain, or of Ensign of a ship of the line in the Spanish navy.

VI. The ships of war which may detain any slave ship, in pursuance of the principles laid down in the present instructions, shall leave on board all the cargo of negroes untouched, as well as the captain, and a part, at least, of the crew of the above-mentioned slave ship; the Captain shall draw up in writing an authentic Declaration which shall exhibit the state in which he found the detained ship, and the changes which may have taken place in it: he shall deliver to the Captain of the slave ship a signed certificate of the papers seized on board the said vessel, as well as of the number of slaves found on board at the moment of detention.

The negroes shall not be disembarked till after the vessels which contain them shall be arrived at the place where the lagality of the capture is to be tried by one of the two Mixed Commissions, in order that, in the event of their not being adjudged legal prize, the loss of the proprietors may be more easily repaired. If, however, urgent motives, deduced from the length of the voyage, the state of health of the negroes, or other causes, required that they should be disembarked entirely or in part, before the vessel could arrive at the place of residence of one of the said Commissions, the commander of the capturing ship may take on himself the responsibility of such disembarkation, provided that the necessity be stated in a certificate in proper form."

VII. No conveyance of slaves from one port in the Spanish possessions to another shall take

la Corona de España, ó que hayan sido puestos en 1817
libertad en los Dominios de Su Magestad Católica.

V. Siempre que un buque de guerra encuentre uno mercante que se halle en el caso de ser visitado, se hará el examen del modo mas moderado, y con toda la consideracion que es debida entre naciones amigas y aliadas; y en ningun caso se hará la visita por un oficial de grado inferior al de teniente de la marina de la Gran Bretaña, ó al de alferez de navio en la Española.

VI. Los buques de guerra que detengan barcos negreros, con arreglo á los principios establecidos en estas instrucciones, dejarán á bordo todo el cargamento de negros intacto, como tambien el Capitan, y una parte, por lo menos, de la tripulacion de dicho buque negrero; el Capitan hará una Declaracion autentica por escrito, en la cual expresará el estado en que halló el buque detenido, y las mudanzas que se hubiéren hecho en él. Dará al Capitan del buque negrero una certificacion firmada de los papeles cogidos en dicho buque, como tambien del número de esclavos que se hubiesen encontrado à bordo a tiempo de su detencion.

No se desembarcarán los negros hasta que los buques donde se hallen hayan llegado al parage donde se ha de decidir sobre la validez de la presa por una de las dos Comisiones Mixtas, á fin de que, en el caso de no ser adjudicados de buena presa, pueda repararse mas facilmente la pérdida de los propietarios. Si no obstante hubiere algun motivo urgente, dimanado de la extension del viage, del estado de salud de los negros, ó de otras causas que exigiese el desembarque de todos ó parte de estos, antes que el buque pudiese llegar al parage de la residencia de una de las dichas Comisiones, el Comandante del buque apresador podrá tomar sobre sí la responsabilidad de tal desembarque, siempre que acredite la necesidad con una certificacion en debida forma.

VII. No se trasladarán esclavos de un puerto de las posesiones Españolas á otro, excepto en buques

1817 *place, except in ships provided with passports from the Government on the spot*, **ad hoc.**

Done at Madrid, the 23d day of September, 1817.
Signed

Henry Wellesley, (*L. S.*) *Jose Pizarro*, (*L. S*)

Regulations for the Mixed Commissions, which are to reside on the coast of Africa, and in a Colonial Possession of His Catholic Majesty.

I. The Mixed Commissions to be established by the Treaty of this date upon the coast of Africa, and in a Colonial Possession of His Catholic Majesty, are appointed to decide upon the legality of the detention of such slave vessels as the cruizers of both nations shall detain, in pursuance of this same Treaty, for carrying on an illicit commerce in slaves.

The above-mentioned Commissions shall judge without appeal, according to the letter and spirit of the Treaty of this date.

The Commissions shall give sentence as summarily as possible, and they are required to decide, (as far as they shall find it practicable) within the space of twenty days, to be dated from that on which every detained vessel shall have been brought into the port where they shall reside; first, upon the legality of the capture; second, in the case in which the captured vessel shall have been liberated, as to the indemnification which she is to receive.

And it is hereby provided that, in all cases, the final sentence shall not be delayed, on account of the absence of witnesses, or for want of other proofs, beyond the period of two months; except upon the application of any of the parties interested, when upon their giving satisfactory security to charge themselves with the expence and risks of the delay, the Commissioners may, at their discretion, grant an additional delay, not exceeding four months.

II. Each of the above-mentioned Mixed Commissions, which are to reside on the coast of Africa and in a colonial possession of His Catholic Majesty, shall be composed in the following manner:

provistos de Pasaportes del Gobierno de aquel territorio, expedidos *ad hoc.* 1817

Hecho en Madrid á 23 de Setiembre, 1817.

Firmado

HENRY WELLESLEY, (L. S.) JOSE PIZARRO, (L. S.)

Reglamento para las Comisiones Mixtas que han de residir en alguna de las Posesiones Coloniales de Su Magestad Catolica y en la costa de Africa.

I. Las Comisiones Mixtas que se han de establecer por el Tratado de esta fecha en una de las posesiones coloniales de Su Magestad Católica y en la costa de Africa, decidirán sobre la legalidad de la detencion de los buques negreros que detengan los cruceros de las dos naciones, en virtud del mismo Tratado, por hacer el comercio ilicito de esclavos.

Las referidas comisiones sentenciarán, sin apelacion, con arreglo al tenor y espiritu del Tratado de esta fecha.

Las Comisiones sentenciarán con la brevedad posible, y se les encarga (en cuanto hallen practicable) que decidan dentro del término de veinte dias, á contar desde en el que cada buque detenido fuere conducido al puerto de su residencia; primero, sobre la legalidad del apresamiento; segundo, en el caso de que el buque apresado sea puesto en libertad, sobre la indemnizacion que haya de recibir.

Y se estipula, por el presente, que en todos los casos la sentencia final no se dilatará mas del término de dos meses, por motivo de la auscencia de testigos, ó por falta de otras pruebas, excepto cuando alguna de las partes interesadas lo pida, dando fianza suficiente de encargarse de los gastos y riesgos de la dilacion, en cuyo caso los Comisionados podrán conceder á su discrecion, una proroga de término que no pase de cuatro meses.

II. Cada una de las susodichas Comisiones mixtas que han de residir, la una en alguna de las posesiones de ultramar de Su Magestad Católica, y la otra en la costa de Africa, se compondrá del modo siguiente:

1817 *The two High Contracting Parties shall each of them name a Commissary Judge, and a Commissioner of Arbitration, who shall be authorized to hear and to decide, without appeal, all Cases of capture of slave vessels which, in pursuance of the stipulations of the Treaty of this date, may be laid before them. All the essential parts of the proceedings carried on before these Mixed Commissions shall be written down in the legal language of the country in which the Commission may reside.*

The Commissary Judges and the Commissioners of Arbitration shall make oath, in presence of the principal Magistrate of the place in which the Commission may reside, to judge fairly and faithfully, to have no preference either for the claimants or the captors, and to act, in all their decisions, in pursuance of the stipulations of the Treaty of this date.

There shall be attached to each Commission a Secretary or Registrar, appointed by the Sovereign of the country in which the Commission may reside, who shall register all its acts; and who, previous to his taking charge of his post, shall make oath, in the presence of at least one of the Commissary Judges, to conduct himself with respect for their authority, and to act with fidelity in all the affairs which may belong to his charge.

III. The form of the process shall be as follows:

The Commissary Judges of the two nations shall, in the first place, proceed to the examination of the papers of the vessel, and to receive the depositions on oath of the Captain, and of two or three, at least, of the principal individuals on board of the detained vessel, as well as the declaration on oath of the captor, should it appear necessary, in order to be able to judge and to pronounce if the said vessel has been justly detained or not, according to the stipulations of the Treaty of this date; and in order that according to this judgment, it may be condemned or liberated. And in the event of the two Commissary Judges not agreeing on the sentence they ought to pronounce, whether as to the legality of the detention, or the indemnification to be allowed, or on any other question which

Las dos Altas Partes Contratantes nombrarán, cada 1817
una, un Juez Comisionado, y un Comisionado de Arbitracion, los cuales serán autorizados para oir y determinar, sin apelacion, todos los Casos de apresamiento de buques negreros que se presenten ante ellos, conforme á las estipulaciones del Tratado de esta fecha. Todas las partes esenciales del proceso que se siga ante estas Comisiones Mixtas se pondrán por escrito en el idioma legal del pais donde resida la Comision.

Los Jueces Comisionados, y los Comisionados de Arbitracion, prestarán juramento en manos del principal Magistrado del parage donde resida la Comision, de juzgar bien y fielmente en su oficio, de no mostrar preferencia alguna á los apresadores ó apresados, y de proceder en todas sus decisiones conforme á las estipulaciones del Tratado de esta fecha.

Se agregará á cada Comision un Secretario ó Registrador, nombrado por el Soberano del pais donde resida la Comision, el cual registrará todos los actos de esta; y antes de tomar posesion de su empleo prestará juramento en manos de uno de los Jueces Comisionados, por lo menos, de que se conducirá con el debido respeto á la autoridad de estos, y que procederá con fidelidad en todos los asuntos relativos á su encargo.

III. La forma del proceso será del modo siguiente:

Los Jueces Comisionados de las dos naciones procederán en primer lugar á examinar los papeles del buque, y recibir declaraciones juradas al Capitan y á dos ó tres, por lo menos, de los principales individuos que se hallaren á bordo del buque detenido, y asimismo tomarán declaracion jurada al apresador, en caso que parezca necesario, á fin de ponerse en estado de poder juzgar y sentenciar si el buque ha sido legalmente detenido ó no, con arreglo á las estipulaciones del Tratado de esta fecha, y para que en consequencia del juicio sea condenado el buque ó puesto en libertad. Y en el caso de que los dos Jueces Comisionados no estuviesen de acuerdo en la sentencia que deban pronunciar, ya sobre la legalidad de la detencion, ya sobre la indemnizacion que ha de concederse, ó sobre alguna otra cuestion que resultase de las estipulaciones

del Tratado de esta fecha, sacarán por suerte el 1817
nombre de uno de los dos Comisionados de Arbitracion, quien despues de enterarse de los documentos relativos al proceso, conferenciará con dichos Jueces sobre el caso de que se tratare, y se pronunciará la sentencia final conforme al dictamen de la pluralidad de votos de los expresados Jueces Comisionados, y del Comisionado de Arbitracion.

IV. Siempre que el cargamento de esclavos hallados á bordo de un buque negrero Español haya sido embarcado en cualquier punto de la costa de Africa, donde continúe siendo lícito el Tráfico de Negros, no será detenido tal buque bajo el pretexto de que los mencionados esclavos hayan sido conducidos originalmente por tierra de cualquier otra parte de aquel continente.

V. En la declaracion autentica que ha de hacer el apresador ante la Comision, como tambien en la certificacion de los papeles cogidos, que se ha de entregar al Capitan del buque apresado al tiempo de su detencion, el expresado apresador estará obligado á declarar su nombre, el de su buque, igualmente que la latitud y la longitud del parage en donde se hubiese efectuado la detencion, y el número de esclavos que se hubiesen hallado vivos á bordo del buque al tiempo de su detencion.

VI. Luego que se haya pronunciado la sentencia, el buque detenido, si fuere absuelto, y lo que existiere del cargamento, se restituirán á los proprietarios, quienes podrán reclamar de la misma Comision una valuacion de los daños que tengan derecho de pedir; el mismo apresador, y en su defecto su Gobierno, quedará responsable de los expresados daños. Las dos altas Partes Contratantes se obligan mutuamente á abonar en el término de un a˜o, desde la fecha de la sentencia, las indemnizaciones que fueren concedidas por la referida Comision; entendiéndose que estas indemnizaciones han de ser à cargo de aquella Potencia de que fuere subdito el apresador.

VII. En caso de condena de algun buque por un

1817 *for an unlawful voyage, she shall be declared lawful prize, as well as her cargo, of whatever description it may be, with the exception of the slaves who may be on board as objects of commerce; and the said vessel, as well as her cargo, shall be sold by public sale for the profit of the two Governments: and as to the slaves, they shall receive from the Mixed Commission a certificate of emancipation, and shall be delivered over to the Government on whose Territory the Commission which shall have so judged them, shall be established, to be employed as servants or free labourers. Each of the two Governments binds itself to guarantee the liberty of such portion of these individuals as shall be respectively consigned to it.*

VIII. Every claim for compensation of losses occasioned to ships suspected of carrying on an illicit trade in slaves, not condemned as lawful prize by the Mixed Commissions, shall be also heard and judged by the above-mentioned Commissions, in the form provided by the third Article of the present regulation. And in all cases wherein restitution shall be so decreed, the commission shall award to the claimant or claimants, or his or their lawful attorney or attornies, for his or their use, a just and complete indemnification: for all costs of suit, and for all losses and damages which the claimant or claimants may have actually sustained by such capture and detention, that is to say; in case total loss, the claimant or claimants shall be indemnified, first, for the ship, her tackle, apparel and stores, secondly, for all freight due and payable; thirdly for the value of the cargo of merchandize, if any; fourthly, for the slaves on board at the time of detention, according to the computed value of such slaves at the place of destination; deducting therefrom the usual fair average mortality for the unexpired period of the regular voyage; deducting also for all charges and expences payable upon the sale of such cargoes, including commission of sale, and fifthly, for all other regular charges in such cases of total loss: and in all other cases not of total loss, the claimant or claimants shall be indemnified; first, for all spe-

viage ilícito, dicho buque serà declarado de buena 1817
presa, igualmente que su cargamento, de cualquiera clase que fuere, à excepcion de los esclavos que se hallaren à bordo como objetos de comercio; y el referido buque, asi como su cargamento, seràn vendidos en publica subasta à beneficio de los dos Gobiernos: y en quanto a los esclavos, recibiràn estos de la Comision Mixta un certificado de emancipacion, y seràn entregados al Gobierno en cuyo territorio se hallare establecida la Comision que hubiese pronunciado la sentencia, para ser empleados en calidad de criados ó de labradores libres. Cada uno de los dos Gobiernos se obliga à garantir la libertad de aquel numero de estos individuos que respectivamente le fuere consignado.

VIII. Toda reclamacion de compensacion de pérdidas ocasionadas à buques sospechados de hacer el tràfico ilícito de esclavos, y que no fueren sentenciados como legítimas presas por las Comisiones Mixtas, serà tambien recibida y decidida por las mencionadas Comisiones en la forma prescrita en el Artículo tercero del presente reglamento. Y en todos los casos en que recaiga sentencia de restitucion, la Comision adjudicarà al reclamante ó reclamantes, ó à sus legítimos apoderados, una justa y completa indemnizacion en beneficio de aquellos, por todas las costas de proceso, y por todas las pérdidas y daños que efectivamente hubiere sufrido el reclamante ó reclamantes por tal apresamiento y detencion, es decir, que en el caso de pérdida total, el reclamante ó reclamantes seràn indemnizados; primero, por el buque, su aparejo, cordage y provisiones; segundo, por todo flete debido ó pagadero; tercero, por el valor del cargamento de mercaderías, si las hubiere; cuarto, por los esclavos que hubiere à bordo al tiempo de la detencion, con arreglo al valor de tales esclavos, calculado segun el que tendrian en el parage de su destino; rebajando las averías que suele haber por mortandad á proporcion del tiempo no fenecido de un viage regular; haciendo tambien una rebaja por todes los gastos y expeusas dimanadas de la venta de tales cargamentos, inclusa la comision de venta; y quinto, por todos los demas gastos regulares en tales casos de perdita total: y en cualquier otro caso que no sea de pérdida total,

1817 *cial damages and expences occasioned to the ship by the detention, and for loss of freight when due or payable; secondly, a demurrage, when due, according to the Schedule annexed to the present Article; thirdly, a daily allowance for the subsistence of slaves, of one shilling, or four rials and a half Vn. for each person, without distinction of sex or age, for so many days as it shall appear to the Commission that the voyage has been or may be delayed by reason of such detention; as likewise, fourthly, for any deterioration of cargo or slaves; fifthly, for any diminution in the value of the cargo of slaves, proceeding from an increased mortality beyond the average amount of the voyage, or from sickness occasioned by detention; this value to be ascertained by their computed price at the place of destination, as in the above case of total loss; sixthly, an allowance of five per cent. on the amount of the capital employed in the purchase and maintenance of cargo for the period of delay occasioned by the detention; and seventhly, for all premium of insurance on additional risks.*

The claimant or claimants shall likewise be entitled to interest at the rate of five per cent. per annum, on the sum awarded until paid by the Government to which the capturing ship belongs; the whole amount of such indemnifications being calculated in the money of the country to which the captured ship belongs, and to be liquidated at the exchange current at the time of award; excepting the sum for the subsistence of slaves, which shall be paid at par, as above stipulated.

The two High Contracting Parties wishing to avoid as much as possible every species of fraud in the execution of the Treaty of this date, have agreed that if it should be proved, in a manner evident to the conviction of the Commissary Judges of the two nations, and without having recourse to the decision of a Commissioner of Arbitration, that the captor has been led into error by a voluntary and reprehensible fault on the part of the Captain of the detained ship; in that case only the de-

el reclamante ó reclamantes serán indemnizados; primero, por todos los daños y gastos particulares ocasionados al buque por su detencion, y por la pérdida del flete, tanto debido, como pagadero; segundo, por los gastos de demora la cantidad diaria estipulada en la nota anexa al presente Artículo: tercero, una racion diaria para la manutencion de los esclavos, á razon de un *shilling* ó cuatro reales y medio de V^{n}. por cabeza, sin distincion de sexo ni de edad, por tantos dias cuantos estimáre la Comision que se hubiese retardado el viage, á causa de tal detencion; y cuarto, por cualquiera deterioracion del cargamento ó de los esclavos; quinto, por cualquiera diminucion en el valor del cargamento de esclavos, dimanada de una mortandad mas considerable que la que regularmente se computa, segun el viage, ó en raçon de enfermedades causadas por la detencion; este valor se arreglará por un calculo de su precio en el parage de su destino, como en el caso anterior, de pérdida total; sexto, una concesion de cinco por ciento sobre el valor del capital empleado en la compra y manutencion del cargamento, por el tiempo de la demora causada por la detencion; y séptimo, por todo premio de seguros sobre el aumento de riesgos. 1817

El reclamante ó reclamantes tambien tendrán derecho á un interes, calculado en cinco por ciento al año, sobre la cantidad adjudicada, hasta que sea pagada por el gobierno á que perteneciere el buque apresador: todo el importe de tales indemnizaciones se calculará en moneda del pais á que perteneciere el buque detenido, y se liquidará al cambio que corra al tiempo de la adjudicacion, à excepcion de la cantidad destinada para la manutencion de los esclavos, la cual se pagará al *par*, como arriba se estipula.

Las dos altas Partes Contratantes, deseosas de evitar cuanto sea posible toda especie de fraude en la execucion del Tratado de esta fecha, se han convenido en que si se probase de un modo evidente, y con pleno convencimiento de los Jueces Comisionados de las dos naciones, y sin necesidad de recurrir á la decison de un Comisionado de arbitracion, que el apresador ha sido inducido en error por culpa voluntaria y reprehensible del Capitan del buque detenido, solo en tal caso no tendrá derecho este ultimo de recibir,

1817 *tained ship shall not have the right of receiving, during the days of her detention, the demurrage stipulated by the present Article.*

Schedule of Demurrage or daily allowance for a Vessel of

100 *tons to* 120 *inclusive,*	*L.* 5	*per diem.*
121 *ditto* — 150 *ditto,*	6	
151 *ditto* — 170 *ditto,*	8	
171 *ditto* — 200 *ditto,*	10	
201 *ditto* — 220 *ditto,*	11	
221 *ditto* — 250 *ditto,*	12	
251 *ditto* — 270 *ditto,*	14	
271 *ditto* — 300 *ditto,*	15	

and so on in proportion.

IX. When the proprietor of a ship, suspected of carrying on an illicit trade in slaves, released in consequence of a sentence of one of the Mixed Commissions, (or in the case, as above-mentioned, of total loss) shall claim indemnification for the loss of Slaves which he may have suffered, he shall in no case be entitled to claim for more than the number of slaves which his vessel, by the Spanish laws, was authorized to carry, which number shall always be stated in His Passport.

X. Neither the judges, nor the arbitrators, nor the secretary of the Mixed Commissions, shall be permitted to demand or receive, from any of the parties concerned in the sentences which they shall pronounce, any emolument, under any pretext whatsoever, for the performance of the duties which are imposed upon them by the present regulation.

XI. When the parties interested shall imagine they have cause to complain of any evident injustice on the part of the Mixed Commissions, they may represent it to their respective governments, who reserve to themselves the right of mutual correspondence, for the purpose of removing, when they think fit, the individuals who may compose these Commissions.

XII. In case of a vessel being improperly detained, under pretence of the stipulations of the

durante los dias de su detencion, los gastos de demora estipulados por el presente Articulo. 1817

Nota del estipendio diario para gastos de demora por un buque de

100 tonn eladas á 120 inclusive,	L. 5		
121 id. — — — 150 id.	6		
151 id. — — — 170 id.	8		
171 id. — — — 200 id.	10		
201 id. — — — 220 id.	11	por dia.	
221 id. — — — 250 id.	12		
251 id. — — — 270 id.	14		
271 id. — — — 300 id.	15		

y asi en proporcion.

IX. Cuando el propietario de un buque que se hiciere sospechoso de traficar ilicitamente en esclavos, y fuere puesto en libertad en consecuencia de una sentencia de una de las dos Comisiones Mixtas (ó en el caso ya referido de pérdida total) reclamase indemnizacion por la pérdida de esclavos que hubiese sufrido, en ningun caso tendrá derecho de pedir mayor número de esclavos que el que su buque era autorizado para llevar segun las leyes Españolas, el cual número deberá siempre expresarse en su Pasaporte.

X. No será permitido á los jueces ni á los árbitros, ni al secretário de las Comisiones Mixtas, pedir ó recibir emolumentos de ninguna de las partes interesadas en las sentencias que pronuncien, bajo ningun pretexto, por el desempeño de las obligaciones que se les imponen por el presente reglamento.

XI. Cuando las partes interesadas juzguen que tienen razon para quejarse de alguna injusticia manifiesta de parte de las Comisiones Mixtas, lo representarán asi á sus respectivos gobiernos, quienes se reservan el derecho de comunicarse mutuamente, con el objeto de mudar los individuos que componen estas Comisiones cuando lo estimen conveniente.

XII. En caso de ser detenido impropiamente un buque bajo el pretexto de las estipulaciones del Tratado

1817 *Treaty of this date, and the captor not being enabled to justify himself, either by the tenor of the said Treaty, or of the instructions annexed to it, the government to which the detained vessel may belong shall be entitled to demand reparation; and in such case the government to which the captor may belong binds itself to cause enquiry to be made into the subject of the complaint, and to inflict upon the captor, if he be found to have deserved it, a punishment proportioned to the transgression which may have been committed.*

XIII. The two High Contracting Parties have agreed, that in the event of the death of one or more of the Commissary judges, or the Commissioners of arbitration, composing the above-mentioned Mixed Commissions, their posts shall be supplied, **ad interim**, *in the following manner:*

On the part of the British Government, the vacancies shall be filled successively, in the Commission which shall sit within the Possessions of His Britannic Majesty, by the Governor or Lieutenant Governor resident in that colony, by the principal magistrate of the same, and by the secretary; and in that which shall sit within the possessions of His Catholic Majesty, it is agreed, that in case of the death of the British judge or arbitrator there, the remaining individuals of the said Commission shall proceed equally to the judgment of such slave-ships as may be brought before them, and to the execution of their sentence. In this case alone, however the parties interested shall have the right of appealing from the sentence, if they think fit, to the Commission resident upon the coast of Africa; and the government to which the captor shall belong shall be bound fully to make good the compensation which shall be due to them, in case the appeal be decided in favour of the claimants; but the vessel and cargo shall remain, during such appeal, in the place of residence of the first Commission before which they shall have been carried.

On the part of Spain, the vacancies shall be supplied, in the possession of His Catholic Majesty, by such persons of trust as the principal au-

de esta fecha, y no pudiendose justificar el apresador 1817
ó con el tenor de dicho Tratado, ó el de las instrucciones anexas á él, el gobierno á que pertenezca el buque detenido tendrá derecho para pedir reparacion, y en tal caso el gobierno á que pertenezca el apresador se obliga á que se haga averiguacion sobre el motivo de la queja, y á que se imponga al apresador, en el caso de que se pruebe haberlo merecido, un castigo proporcionado á la infraccion cometida.

XIII. Las dos Altas Partes Contratantes estipulan que en el caso de morir uno ó mas de los jueces Comisionados, ó los Comisionados de arbitracion, que componen las susodichas Comisiones Mixtas, serán suplidas sus plazas interinamente del siguiente modo.

Por parte del Gobierno Britanico se llenarán sucesivamente las vacantes de la Comision que se establezca en las Posesiones de Su Magestad Británica, por el Gobernador ó Teniente Gobernador residente de aquella colonia, por el principal magistrado de la misma, y por el secretario; y en la que se establezca en las Posesiones de Su Magestad Católica se estipula, que si muere alli el juez ó árbitro Británico, los restantes individuos de dicha Comision procederán igualmente á sentenciar los barcos negreros cuyas causas se presenten ante ellos, y á executar la sentencia. Sin embargo, solo en este caso tendrán las partes interesadas derecho para apelar de la sentencia, si lo tuvieren por conveniente, á la Comision residente en la costa de Africa; y el gobierno á que pertenezca el apresador estará obligado á abonar del modo mas completo la compensacion que les fuere debida en caso de que se decida la apelacion en favor de los reclamantes; pero el barco y el cargamento permanecerán durante la apelacion en el lugar de la residencia de la primera Comision ante la cual hayan sido llevados.

Por Parte de la España, las vacantes que hubiere en la Posesion de Su Magestad Catôlica se llenarán por las personas de confianza que eligiere la autoridad

1817 *thority of the country shall appoint; and upon the coast of Africa, in case of the death of any Spanish judge or arbitrator, the Commission shall proceed to judgment, in the same manner as above-specified for the Commission resident in the Possession of His Catholic Majesty, in the event of the death of the British judge or arbitrator; an appeal being in this case likewise allowed to the Commission resident in the Possession of His Catholic Majesty; and in general, all the provisions of the former case being to be applied to the present.*

The High Contracting Parties have agreed to supply, as soon as possible, the vacancies that may arise in the above-mentioned Commissions, from death or any other cause; and in case that the vacancy of any of the Spanish Commissioners in the British Possessions, or of the British Commissioners in the Spanish Possession, be not supplied at the end of the term of seven months for America, and of twelve for Africa, the vessels which shall be brought to the said Possessions respectively, shall cease to have the right of appeal above-stipulated.

Done at Madrid, the 23d day of September, in the year of our Lord, 1817.

Signed

Henry Wellesley, (*L. S.*) *Jose Pizarro,* (*L. S.*)

75.

Traité entre la Grande-Bretagne et Madagascar sur l'abolition du commerce d'esclaves. Signé à Tamatave, le 23. *Octobre* 1817.

Robert Townsend Farquhar, Esq. Governor and Commander in Chief, Captain General, Vice-Admiral of the Island of Mauritius and its dependencies:

By His Commissioners, Captain Stanfell of the Royal Navy, commanding His Majesty's ship Phaëton, and T. R. Pye, Esq. Assistant-Agent for His Excellency's Government at Madagascar, who are vested with full Powers, and Radama, King of Madagascar

superior del pais; y en la costa de Africa, ocurriendo 1817
la muerte de algun juez ó árbitro Español, la Comision procederá á sentenciar del mismo modo que se especifica arriba en cuanto á la Comision residente en la Posesion de Su Magestad Católica en el caso de muerte del juez ó árbitro Britànico; concediéndose igualmente en este caso apelacion á la Comision residente en la Posesion de Su Magestad Católica; y en general todas las disposiciones del primer caso son aplicables al presente.

Las altas Partes Contratantes se convienen en llenar cuanto antes sea posible las vacantes que ocurran en dichas comisiones, por muerte ó por otra causa. Y en el caso de que la vacante de cualquiera de los Comisionados Españoles en las Posesiones Británicos, o de los Comisionados Británicos en la Posesion Española, no esten llenas despues del término de siete meses para América y doce para Africa, los buques que sean llevados á dichas Posesiones respectivamente dejarán de tener el derecho susodicho de apelacion.

Hecho en Madrid á 23 de Setiembre del año de nuestro Señor 1817.

Firmado

HENRY WELLESLEY, (L. S.)   JOSE PIZARRO, (L. S.)

---

and its dependencies, by His Commissioners Ratzalika, Rampoole Ramanou and Raciahato — representing the said Radama, and with full Powers from His Majesty —

Have agreed upon the following Articles and Conditions:

I. It is agreed by the Parties to these presents, respectively, that the mutual confidence, friendship, and brotherhood, which are hereby acknowledged to subsist between the Contracting Parties, shall be maintained and perpetuated for ever.

II. It is agreed, and the two Contracting Parties hereby covenant and agree that, from the date of this Treaty, there shall be an entire cessation and extinction through all the Dominions of King Radama, and

1817 wherever his influence can extend of the sale or transfer of slaves, or other persons whatever; to be removed from of the soil of Madagascar into any country, island, or dominion of any other Prince, Potentate, or Power whatever; and that Radama, King of Madagascar, will make a proclamation and a law prohibiting all his subjects, or persons depending on him or his dominions, to sell any slave to be transported from Madagascar, or to aid or abet, or assist, in any such sale, under penalty that any person so offending shall be reduced to slavery himself.

III. And in consideration of this concession on the part of Radama, the King of Madagascar and His nation, and in full satisfaction for the same, and for the loss of revenue thereby incurred by Radama, King of Madagascar, the Commissioners on the part of His Excellency the Governor of Mauritius, do engage to pay Radama, yearly, the following articles:

One thousand dollars in gold.
One thousand dollars in silver.
One hundred barrels of Powder of 100 lbs. each.
One hundred English muskets, complete, with accoutrements.
Ten thousand flints.
Four hundred red jackets.
Four hundred shirts.
Four hundred pair of trowsers.
Four hundred pair of shoes.
Four hundred soldiers' caps.
Four hundred stocks.
Twelve serjeants' swords, regulation, with belts.
Four hundred pieces of white cloth. } India.
Two hundred pieces of blue cloth. }
A full-dress coat, hat, and boots, all complete, for King Radama; — and
Two horses.

upon a certificate being received, that the said laws and regulations and proclamations have been enforced the preceding quarter, which certificate shall be signed by Radama, and coundersigned by the agent of His Excellency Governor Farquhar, resident at the Court of Radama.

IV. And further, it is agreed by the Contracting Parties mutually to protect the faithful friend and Ally

of England, the King of Johanna, from the predatory 1817 attacks to which he has been for many years annually exposed from some of the smaller States of the sea-coast of Madagascar; and to use every means in their power, by their subjects, allies, and dependents, to put a final end to this system of piracy; and for this purpose, proclamations shall be made by Radama and the Governor of Mauritius, prohibiting all persons whatever from engaging in this piracy; and these proclamations shall be particularly distributed in the ports and on the sea-coast of Madagascar.

Additional Article.

The Contracting Parties agree in considering this Treaty as provisional, until ratified and confirmed by His Majesty's Ministers on the part of the King of Great Britain, — which Ratification will be forwarded, without loss of time, to the King of Madagascar (Radama) by His Ambassador to that Court. This formality, however, is not to prevent the stipulations of the Treaty from being carried into full and complete effect from the date hereof.

Done at Tamatave, Island of Madagascar, October 23, 1817.

Signed

Francis Stanfell,	Ratzalika for Radama.
Captain H. M. S. Phaëton,	Rampoole Ramanou.
Senior Naval Officer and	Raciahato.
Commissioner.	Ramalaza, as Witness.

Thos. R. Pye.

Agent of the British Government and Commissioner.

76.

Proclamation du Roi de Madagascar pour l'exécution du Traité conclu avec la Grande-Bretagne. En date du 23. Octobre 1817.

(Traduction officielle anglaise.)

Inhabitants of Madagascar,

You are none of you ignorant of the friendship we enjoy with the Governor of the Mauritius, and the

1817 devoted attachment we have avowed to him. His attention, unlike that of all other foreign nations that have visited our shores, has been directed to increase our happiness and prosperity; he has never deprived us of our rights or our properties; he has not suffered the white men to carry off our children into slavery; he has sent us people to teach us arts and industry unknown before, to defend us against our enemies, and to prevent famine, by more extensive cultivation.

We are happier and safer since the establishment of British dominion in our neighbourhood; and we are grateful to our good Father, who has produced for us these blessings.

His nation and King have made laws to prevent you from being carried out of your island into slavery; and he has punished such of the whites as have presumed to violate this law.

He has called on us to assist him in this work, for our own benefit; and he has promised his powerful assistance to punish such as may be refractory and disobedient.

We willingly agree to this proposal of our Father; and we hereby declare, that if any of our subjects or persons depending upon our power, shall henceforward be guilty of selling any slave or other person, for the purpose of being transported from the island of Madagascar, the person guilty shall be punished, by being reduced to slavery himself, and his property shall be forfeited to me.

Let my subjects then who have slaves, employ them in planting rice and other provisions, and in taking care of their flocks, in collecting bees-wax and gums, and in manufacturing cloths and other articles which they can sell. I set them the first example myself, by abandoning the tax payable to me upon the sale of slaves for exportation.

I direct my brother, Jean René, and other chiefs upon the sea coast, to seize for their own use and profit all such slaves as may be attempted to be exported in their respective provinces. They will also give every support and assistance to the Government Agent of Mauritius in the axecution of his duties.

I command all my subjects and dependents, and

invite all my Allies, to abstain from any maritime predatory excursion whatever; and more particularly neither to practise nor allow of any attack or attempt upon the friends of our Ally the British nation. 1817

It has been usual to make an annual attack upon the sultan of Johanna and the Comoro islands. Our good friend the Governor of Mauritius dissolved the meditated attack of last year; and we now join with him in forbidding any further enmity to the King or inhabitants of the Comoro Archipelago, or other islands on the coast of Africa or north Archipelago, under the pain of our most severe displeasure, and of incurring the punishment due to pirates, of whatever nation or people they may be.

Such is my will; let it be known to every inhabitant of this island: it is for their own happiness and their own safety to pay obedience to this proclamation.

Tamatave, island of Madagascar, 23d October, 1817.

Ratzilika, Racihato, Rampoole, Ramalaya, Ramanow, } Commissioners for Radama.

Approved, R. T. Farquhar.

77.

Articles de protection accordée par le Roi de Sardaigne à la Principauté de Monaco convenus entre les Plénipotentiaires de S. M. et ceux du Prince de Monaco. Signés à Turin, le 7. Novembre 1817.

Il Trattato di Parigi del 20 novembre 1815 avendo determinato, che le relazioni ristabilite da quello delli 30 maggio 1814 tra la Francia ed il Principato di Monaco, cesserebbero per sempre, e che le stesse relazioni esisterebbero tra Noi ed il detto Principato, ha il Principe Onorato di Monaco, mio amatissimo Cugino, spedito a questa Reale Nostra Residenza, il di lui figlio Gabriele Onorato, Duca di Valentinois, munito di sua procura generale per adattare, di con-

1817 certo co' Plenipotenziarii da Noi nominati, alle nuove circostanze ed alla posizione in cui trovasi il detto Principato verso i Nostri Stati, le disposizioni del primordiale Trattato di protezione stipulato a Péronne li 14 settembre 1641 tra la Francia ed il Principe Onorato di Monaco.

Ed avendo Noi accondisceso alle domande di detto Duca di Valentinois, Principe ereditario di Monaco, mediante gli articoli di concessione come sovra concordati, ed a seconda anche di quanto ci venne dal medesimo proposto, quali sono del tenor seguente.

I. Vi sarà in Monaco una guarnigione di un mezzo Battaglione di Fanteria Piemontese per custodire quella piazza, risiedervi, e prestarvi servizio.

Il Principe di Monaco posto nelle stesse relazioni con Sua Maestà, in cui era colla Francia, sarà Capitano e Governatore per Sua Maestà di detta Piazza, nominato con Regie Patenti, e così pure lo saranno dopo di lui i suoi eredi e successori nel detto Principato, colle stesse autorità e facoltà che hanno i Generali Comandanti le altre piazze forti de' Regii Stati sugli Ufficiali e soldati. Godranno questi delle stesse paghe e vantaggi che s'usa nelle altre guarnigioni degli Stati di Sua Maestà. Il Principe darà la parola e terrà le chiavi della piazza.

II. Vi sarà in detta piazza un Luogotenente del Principe per comandare la guarnigione in sua assenza, al quale posto Sua Maestà ha nominato per la prima volta il signor Cavaliere Maggiore Generale Lunel, e venendo detto posto a rendersi vacante, Sua Maestà ed i suoi Successori vi nomineranno sempre una persona distinta e grata al detto Principe.

III. Se per caso di guerra o per altri motivi esigesse il servizio di Sua Maestà di aumentare la guarnigione di Monaco con altri soldati Piemontesi, saranno essi sempre sotto il comando del Principe nella di lui qualità di Governatore delle armi di Sua Maestà in detta piazza.

IV. Il Luogotenente e tutti gli altri Uffiziali Piemontesi che entreranno nella piazza, presteranno giuramento nelle mani del Principe Governatore, ed in di lui assenza, in quelle del Luogotenente suddetto, di custodirla fedelmente per lui, e suoi successori sotto la protezione ed al servizio di Sua Maestà.

V. Sua Maestà manterrà a sue spese la detta guarnigione, che sarà esattamente pagata, senza che il detto Principe nè i suoi sudditi restino per tal motivo gravati d'alcuna spesa. Gli Uffiziali pagheranno l'alloggio come si faceva da' Francesi, e Sua Maestà farà corrispondere dall' Azienda della Guerra al Principe una giusta indennità pel mantenimento delle caserne occupate dalla guarnigione. 1817

Le derrate ed altri oggetti che Sua Maestà spedirà a Monaco pel mantenimento delle sue truppe, saranno esenti da ogni diritto d'entrata, mediante le debite precauzioni per evitare il contrabando.

VI. Sua Maestà lascierà il detto Principe nella sua libertà e sovranità di Monaco, Mentone e Roccabruna (salvo quanto a questi due luoghi il disposto dall'investitura delli 30 novembre 1816), senza che la detta guarnigione nè altri possano inquietarlo mai, nè ingerirsi in quanto s'appartiene alla detta sovranità di terra e di mare, e meno ancora nel governo o giustizia de' suoi popoli, o amministrazione de' suoi beni, ma solamente la detta guarnigione sarà impiegata a custodire la piazza, come si disse.

VII. Le monete di Sua Maestà avranno corso nel Principato di Monaco, come ne' Regii Stati.

VIII. La posizione del Principato di Monaco, circondato da ogni lato di terra dagli Stati di Sua Maestà, dovendo stabilire delle relazioni con questi Stati più intime, più frequenti, e più necessarie di quelle che esistevano colla Francia, mentre Sua Maestà è disposta a far provare agli abitanti del Principato tutti quei vantaggi che hanno ragione di sperare dalla benefica sua protezione, con istabilire anche nella distribuzione delle Reali Sue grazie la minore differenza possibile tra essi ed i proprii Suoi sudditi, dovrà per parte di detto Principe regolarsi la legislazione in modo che i diritti regali e privativi di Sua Maestà ne' proprii Stati non ricevano da essa alcun danno, che le comunicazioni siano assolutamente libere tra le due parti de' Regii Stati attraverso il detto Principato, e che non serva mai questo d'asilo ai malfattori e disertori in esso rifugiati dagli Stati di Sua Maestà.

IX. Quando piaccia a Sua Maestà di mettere nella detta piazza Maggiori, Aiutanti, o altri simili Uffiziali, Ella vi destinerà persone grate al Principe, il quale

1817 eserciterà sopra di essi l'autorità che spetta ad un Generale Comandante di piazza forte. Gli altri Uffiziali, come Cannonieri, ed anche il Cappellano, Medico ed altri tali saranno scelti e pagati da Sua Maestà. Vi sarà nella piazza un numero di dodici Artiglieri ed un Capo.

X. Sua Maestà riceverà sotto la Reale sua protezione e salvaguardia perpetua non che de' Reali Suoi Successori, quali Sua Maestà obbligherà in virtù della presente Convenzione, il detto Principe di Monaco, il Duca suo figlio, tutta la di lui famiglia, e tutti i suoi sudditi, e le sue piazze di Monaco, Mentone e Roccabruna, co' loro territorii, giurisdizioni e dipendenze, e così pure tutti gli eredi e successori di detto Principe, e li difenderà sempre contro chiunque volesse indebitamente offenderli. Manterrà il detto Principe nella stessa libertà e sovranità in cui lo troverà, ed in tutti i suoi privilegi di terra e di mare, e giurisdizioni che gli spettano, di qualunque sorte essi sieno, e lo farà di più comprendere in tutti i Trattati di pace. Inoltre il detto Principe potrà far inalberare in tutte le sue piazze e terre lo Stendardo Reale in occasione di qualche inquietudine di nemici.

XI. Avendo il Principe di Monaco esposto a Sua Maestà, che le sue circostanze di famiglia gli renderebbero troppo difficile il mettere sin da questo punto Se ed i Suoi figliuoli, come è suo fermo proposito, nelle stesse personali relazioni verso la Maestà Sua, in cui furono sempre i di lui antecessori verso la Francia, Sua Maestà persuasa della divozione dello stesso Principe all'Augusta Sua Persona e Reale Famiglia, e della premura ch' egli si farà, non che il Duca di lui figlio, di abbracciare e seguitare fedelmente il nuovo sistema Italiano, in cui il Trattato del 20 novembre 1815 l'ha irrrevocabilmente fissato, si riserva, cessate che sieno le dette circostanze, d'impiegare il detto Principe e Suoi figliuoli in cariche convenienti, per dimostrare la vera stima che ha di loro, e di accordargli anche le distinzioni de' suoi Ordini, e quei maggiori favori, che sarà sempre disposta a compartire ad una Casa illustre già per antiche investiture, e da più secoli ligia a questa Corona.

XII. In oltre Sua Maestà accorda al detto Principe e Suoi Successori dodici paghe di soldati, che sa-

ranno corrisposte nello stesso tempo che serà pagata 1817
la guarnigione.

XIII. Sua Maestà confermerà ai Principi di Monaco tutti i privilegi loro anticamente accordati dalla Real Casa di Savoia, e sì e come essi ne godevano all' epoca del 1792.

XIV. Sua Maestà darà ordine alla sua Marineria di proteggere il porto e la piazza di Monaco come gli altri porti e piazze del suo littorale.

E qualora il Principe così elegga, sarà anche stabilito un Console o Vice Console di Marina a Monaco per tutti i bisogni del commercio di quegli abitanti non che de' sudditi e legni di Sua Maestà che approderanno in quella spiaggia.

Ne' diritti d'ancoraggio e tonnellaggio non si farà differenza tra i sudditi di Sua Maestà e quelli del Principato, e quanto alle leggi sanitarie, le Autorità del Principe si concerteranno sempre col Magistrato di Sanità stabilito in Nizza onde provvedere alla comune sicurezza.

Il Principe darà le convenienti disposizioni, acciò i Legni sudditi di Sua Maestà, che approderanno nel porto di Monaco, trovino in ogni tempo a provvedervisi liberamente di acqua sana ed abbondante.

Abbiamo alle sovra estese condizioni acconsentito, e promesso in parola di Re di osservarle, e farle inviolabilmente e fedelmente osservare.

In fede del che abbiamo firmato le presenti di Nostra Mano, e le medesime fatte controsegnare dal Conte della Valle, Nostro Primo Uffiziale ed incaricato del Portafoglio della Nostra Segreteria di Stato per gli Affari esteri, e fattovi apporre il sigillo delle Nostre Armi.

Concordata la sovrascritta minuta di dichiarazione, per essere sottoposta alla Regia approvazione.

Torino, li 7 novembre 1817.

Il Principe ereditario di Monaco
Duca di Valentinois.

Della Valle. Montiglio.

Approuvés par le Roi de Sardaigne le 8. Novembre 1817.

1817

78.

Articles arrêtés le 9. Novembre 1817 entre les Plenipotentiaires du Roi de Sardaigne, et ceux du Prince de Monaco en exécution des articles de protection du 8. Novembre.

Vittorio Emanuele

per Gracia di dio Re di Sardegna, di Cipro e di Gerusalemme, Duca di Savoia, di Genova ecc. Principe di Piemonte ecc. ecc. ecc.

Dopo che con solenne Nostra dichiarazione dell' 8 corrente mese si è da Noi ricevuto sotto la Real Nostra protezione e salvaguardia perpetua il Principe di Monaco, e si è pure sulla base delle disposizioni dell' antico Trattato di Peronne vigente fin dall' anno 1641 tra quel Principe e la Francia, determinato in conformità eziandio delle domande rassegnateci dal detto Principe, i rapporti di protezione che esister dovranno in avvenire tra Noi e quel Principe in forza del Trattato di Parigi del 20 novembre 1815; volendo maggiormente dimostrare al detto Principe il Nostro vivo desiderio di rendere efficace ed utile a pro di quegli abitanti la Reale Nostra protezione, con assicurarli prima di tutto contro la mancanza de' generi di prima necessità, che soffre quel territorio, per cui già dai Nostri Predecessori e dalla Francia erano state concedute ai Principi di Monaco annue esportazioni di granaglie nelle quantità necessarie al consumo del Principato. E volendo per parte sua il detto Principe di Monaco nella persona del Principe creditario Duca di Valentinois suo figlio, munito di sua procura generale, provarci la riconoscenza, di cui è penetrato per le riportate favorevoli concessioni, con togliere immediatamente la causa de'reclami spesse volte statigli fatti dai Nostri Ministri per il danno che arreca alle Nostre Gabelle l'esistenza di una manifattura di tabacco in Monaco, il di cui principale smercio necessariamente si fa nei Nostri Stati al medesimo d'ogni parte di terra confinanti, oggetto questo già stato preso in

considerazione, ma non risolto nelle trattative che precedettero la convenzione del 18 novembre 1760. 1817

Abbiamo pertanto ordinato ai Nostri Plenipotenziarii, che hanno trattato la suddivisata dichiarazione, di conchiudere a seconda de' principii dalla medesima in perpetuo stabiliti, una convenzione sovra i due essenzialissimi oggetti avanti accennati. Al che essendosi di buon grado accostato il detto Principe, e la cosa essendo stata prontamente condotta a buon termine, coll' aggiunta ancora di varii altri capi d'accordo, tutti tendenti al maggior reciproco vantaggio delle rispettive popolazioni, ed a confonderle nelle relazioni di commercio, amicizia ed interessi in una sola famiglia;

I quali capi d'accordo sono del tenor seguente.

I. Il Principe di Monaco rinuncia per sempre a stabilire nel Principato veruna manifattura di tabacco; egli proibirà quindi innanzi assolutamente la fabbrica, l'importazione ed il commercio nel Principato, anche a semplice titolo di transito o di deposito, del detto genere, il quale gli sarà, come in appresso, somministrato dalle Regie Gabelle.

II. In conseguenza di questa rinuncia, la manifattura di tabacco attualmente stabilita in Monaco verrà chiusa al primo gennaio 1818. Tutto il tabacco o foglia di tabacco che si troverà in magazzeno alla detta epoca, sarà, ove l'impresaro non preferisca esportarlo fra un mese successivo, comprato dalle Regie Gabelle al prezzo di fabbrica e di costo rispettivamente. Lo stesso avrà luogo pel tabacco provvisto in buona fede all'Estero, prima che all'Impresaro sia data notizia della presente convenzione, non che per tutti gli utensili inservienti alla detta fabbrica, di modo che per tutte le dette cause non sia il Principe tenuto a veruna indennità verso l'Impresaro, e sia questa intieramente a carico delle Regie Gabelle. I prezzi del tabacco e utensili saranno fissati dai Periti che verranno eletti rispettivamente dalle Regie Gabelle e dall' Impresaro, e non potendosi i Periti accordare, dovrà proporre la sua indennità, e farla stabilire dalle Autorità Regie competenti alla forma di tutti gli altri creditori verso il Regio Patrimonio.

III. Tutto il tabacco necessario al consumo del Principato, ed in quantità approssimativa di 500 rubbi peso di Nizza, cioè 275 da fumo e 225 da naso, e

1817 nelle qualità che verranno richieste sarà somministrata agli Agenti del Principe dalla Regia Manifattura di Nizza al puro prezzo di fabbrica, per essero smaltito al prezzo di tariffa in vigore in detta Città, e non altrimenti, talchè il beneficio della vendita sia eguale per il Principe a quello delle Regie Gabelle.

IV. La vendita del sale nel Principato si farà dal primo gennaio 1818 per cento esclusivo delle Regie Gabelle nel modo seguente:

Non vi sarà che un solo deposito di sale a Mentone.

Il principe non farà mai incette di sale all'Estero, ma gliene sarà somministrata a semplice richiesta dell' Agente da lui deputato al deposito di Mentone, tutta la quantità che egli domanderà, acciò possa venderlo indistintamente ai proprii, come ai Regii sudditi retti in proposito dalle leggi daziarie del Contado di Nizza, che ivi si recheranno pei loro interessi allo stesso prezzo però, cui le Regie Gabelle lo vendono nel detto Contado, e non altrimenti.

Il sale serà fornito a levate del valore di due mila lire nuove di Piemonte caduna, e ad ogni nuova levata l'Agente del Principe dovrà sempre pagare l'ammontare dell' antecedente al prezzo avanti indicato.

In compenso del beneficio che le Regie Gabelle ricaveranno dalla vendita del sale al deposito di Mentone, sarà da esse pagata al tesoro del Principe l'annua responsione di lire 5000.

Ferme stanti le attuali proibizioni di ogni introduzione e commercio di sale nel Principato, sarà espressamente proibito l'appulso d'ogni bastimento carico di sale ne' porti e spiaggie del medesimo.

V. Le merci e le derrate provenienti dai Regii Stati non saranno soggette a verun diritto di transito nel Principato. Per garantire il Principe da ogni versamento di merci pregiudiziale alle sue finanze, i suoi Agenti comunicheranno ai Regii Ricevidori di dogana stabiliti in Turbia, Gorbio, S. Agnes, Castiglione, Castellaro e Garavano le tariffe d'entrata ossia di consumo in osservanza nel Principato: tutti i detti Ricevidori riscuoteranno alla sortita insieme ai diritti dovuti a S. M. i diritti di consumo dovuti al Principato, segnandone in due distinte colonne tanto de' registri, che della spedizione, l'importo rispettivo.

L'ammontare di questi diritti di consumo sarà

rimborsato dal Ricevidore del luogo, per cui il con- 1817
ducente rientrerà negli Stati di S. M., previa ricognizione dell'identità de' generi ed effetti che avranno, dato luogo alla riscossione.

In fine di ciascun mese gli Agenti delle finanze del Principe ritireranno da' rispettivi Ricevidori le somme rimaste a loro mani per i generi, de' quali la sortita non sarà stata giustificata. Sarà facoltativo al Principe di destinare un preposto agli uffizii della Turbia, Garavano ed altri sovra indicati, affine di verificare le merci tanto all' entrata che all' uscita, onde assicurarsi per tal modo della reale sortita dal Principato degli oggetti che vi avranno transito.

I generi ed effetti di qualunque sorta di Regia spettanza transiteranno liberamente quando saranno accompagnati dagli Uffiziali militari, o di finanza a ciò destinati; mediante il disposto da quest' articolo non saranno d'or innanzi le dette merci e derrate provenienti dagli Stati di S. M. visitate nè fermate sul territorio del Principe.

VI. Vi sarà in Monaco un Direttore delle Poste gradito al Principe, nominato dalla Direzione Generale di Torino, come vi era nel 1792, nominato dall'Amministrazione Francese. Esso corrisponderà direttamente col Direttore Generale di Torino, dal quale riceverà le opportune istruzioni. Avrà di più, a titolo di appalto, anche la direzione delle poste del Principato, e corrisponderà per prezzo di tale appalto alle finanze del Principe la metà degli utili netti che ricaverà dagli uffizi colà stabiliti. Il servizio si farà in modo, che le lettere di Francia, Torino e Genova non soffrano verun ritardo, e non arrivino mai isolate con pericolo di smarrimento.

VII. I rei ed i disertori dagli Stati di S. M. che si rifugieranno nel Principato, dovranno, anche senza speciale inchiesta, essere arrestati, e consegnati alle Regie Autorità; e generalmente ogni suddito di S. M. che colà si ricoveri, dovrà tosto essere rimesso ogni qual volta sarà dalle stesse Autorità riclamato.

I condannati dai Tribunali del Principato a pene afflittive, che si rifugiassero negli Stati di S. M., saranno prontamente restituiti.

VIII. S. M. farà stabilire un posto di Carabinieri a Garavano per mantenervi la pulizia, ed assicurare

1817 l'esecuzione delle leggi specialmente sanitarie, e prescriverà le misure le più severe, onde si tolga in detto luogo ogni occasione di contrabbando a pregiudizio delle dogane del Principe.

IX. Gl'individui condannati alla pena della galera dai Tribunali del Principato, saranno ricevuti ne' Bagni de' Regii Stati sullo stesso piede che erano ricevuti ne' Bagni di Francia prima del 1792.

X. Tutti i Comuni superiori al Principato, dove sono acque, all'uso delle quali gli abitanti di esso hanno diritto per titolo o prescrizione, non potranno ritenerle nè divertirle in pregiudizio de' diritti acquistati a' Comuni e particolari inferiori. I Tribunali faranno eseguire puntualmente i titoli e le transazioni legittimamente stipulate tra i rispettivi Comuni superiori ed inferiori, e per quelle variazioni che il bene dell' agricoltura potesse esigere, saranno nominati per parte di S. M. e del Principe due arbitri, che si riuniranno a Nizza, affine di stendere quel progetto di nuovi regolamenti che stimeranno più vantaggioso ai Comuni, ed a' particolari interessati sentiti però i medesimi, e salvi sempre i dritti a chiunque siasi legittimamente acquistati.

XI. Gli abitanti di Monaco, che si presenteranno muniti d'autorizzazione da quel Governo, potranno, mediante il pagamento de' dritti d'uscita cui soggiacciono i Regii sudditi, e le debite precauzioni di dogana, estrarre da' Regii Stati i seguenti generi, cioè:

10m. rubbi, peso di Nizza, legumi di diverse specie.

500 sacchi di riso, d'emine 5 di Piemonte caduno.

10m. sacchi di grano simili.

Ciascuna spedizione dovrà sempre essere almeno del decimo pelle quantità sovra divisate. In caso di carestia, per cui sia generalmente proibita l'estrazione delle granaglie da' Regii Stati, S. M. comprenderà il Principato di Monaco, sulla domanda che gliene verrà fatta in tempo congruo, nelle incette che si faranno all'Estero, acciò ne possano essere quegli abitanti provvisti, previo pagamento, allo stesso prezzo da cui si faranno le compre per conto del Regio Governo.

XII. Al fine dell' attuale appalto per le somministranze dovute alle Regie truppe stazionate in Monaco, S. M., ove il Principe lo desideri, preferirà per

la provvista del pane il munizioniere del Principato, 1817
con ciò però, che il prezzo non sia mai maggiore di quello del pane che la Regia Azienda della Guerra somministra alle truppe stazionate in Nizza.

XIII. Desiderando il Principe, che gli si rimettano dei forzati dai Bagni di Villafranca per applicarli ai lavori pubblici del Principato, gliene saranno senza difficoltà spediti, sempre che se ne abbiano dei disponibili, e sarà in tal caso a carico del Principe l'alloggio de'medesimi, e la mercede del lavoro sul piede che viene corrisposta dai particolari, od appaltatori d'imprese pel Regio Servizio, non che il trattenimento e cura all'ospedale, venendo quelli ammalati, e di più la spesa di trasporto degli oggetti destinati alla loro sussistenza.

XIV. Per la fissazione delle indennità promesse dall'art. 5 della Regia Dichiarazione delli otto del corrente relativamente alle Caserme, non che per la fissazione del diritto di rotta, cui avranno a soggiacere le merci provenienti da'Regii Stati, destinate pel transito nel Principato, S M. ed il Principe delegheranno rispettivamente un Uffiziale del Genio, acciò recatisi sul luogo fissino tanto la detta indennità, che la tariffa del dritto di passo, calcolando questa sulle maggiori difficoltà locali che può presentare la strada del Principato, in confronto di egual tratto di strada sulle terre finitime di S. M.

XV. Tutto il confine del Principato sarà visitato da'Commissarii a ciò destinati, ed i limiti mancanti saranno ristabiliti colla scorta degli antichi piani di limitazione. Dovranno i Commissarii stendere un processo verbale delle loro operazioni, e levare un piano totale della limitazione.

Ove nascessero difficoltà, sospenderanno nelle parti contraddette l'operazione per riferirne ai rispettivi Governi.

Noi abbiamo approvati ed approviamo in tutte le loro disposizioni i surriferiti articoli di convenzione, e quelli promettiamo in parola di Re di osservare e fare puntualmente osservare.

In fede del che abbiamo firmato le presenti di nostra mano, e le medesime fatte controsegnare dal Conte della Valle nostro Primo Uffiziale ed incaricato del Portafoglio della nostra Segreteria di Stato per gli Affari Esteri, e fattovi apporre il sigillo delle Nostre Armi.

1817 Concordatà la sovrascritta Minuta di Dichiarazione per essere sottoposta alla Regia approvazione.

Torino, li 9. Novembre 1817.

Il Principe creditario di Monaco.

DUCA DI VALLNTINOIS.

DELLA VALLE. MONTIGLIO.

(Approuvés par S. M. le Roi de Sardaigne, le 11. Novembre 1817.)

79.

Convention entre le Roi de Sardaigne, et l'Archiduc Grand-Duc de Toscane pour l'abolition du droit d'Aubaine, Signée à Florence, le 5. *Janvier* 1818.

Sua Maestà il Re di Sardegna, di Cipro e di Gerusalemme, Duca di Savoia e di Genova, Principe di Piemonte, ecc. ecc. ecc.; e

Sua Altezza Imperiale e Reale l'Arciduca Gran Duca di Toscana, Principe Imperiale d'Austria, Principe Reale d'Ungheria, e di Boemia ecc. ecc. ecc., volendo che i loro sudditi risentano il vantaggio dei vincoli di sangue che avventurosamente legano le due Famiglie Sovrane, col vedere vieppiù consolidate ed aumentate le relazioni di parentela, d'amicizia e di commercio che già sussistono tra gli abitanti dei due Dominii, hanno determinato di venire ad una Convenzione, colla quale, abolito fra i due Dominii ogni diritto d'albinaggio, forensità, o retorsione, venga colle opportune analoghe disposizioni ad assicurarsi reciprocamente la piena e libera contrattazione, il possesso ed il godimento de' beni e diriti spettanti ai sudditi negli Stati dell'uno e dell'altro Dominio.

Hanno perciò nominato per loro Ministri plenipotenziarii, cioè,

Sua Maestà il Re di Sardegna ecc. ecc. ecc.,

Sua Eccellenza il signor Marchese Antonio Brignole Sale, Cavaliere della Sacra Religione ed Ordine Militare de' Santi Maurizio e Lazzaro, Gran Croce dell'Ordine del Merito sotto il titolo di San Giuseppe, e suo Ministro plenipotenziario presso la Corte di Toscana;

E Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca 1817
di Toscana ecc. ecc. ecc.,

Sua Eccellenza il signor Cavaliere Vittorio Fossombroni, Cavaliere dell' insigne Ordine di Santo Stefano Papa e Martire, e Gran Croce di quello del Merito sotto il titolo di San Giuseppe di Toscana, Gran Croce della Sacra Religione ed Ordine Militare de'Santi Maurizio e Lazzaro, Ufficiale della Legion d'Onore, Segretario di Stato, Ministro degli Affari Esteri dell'Imperiale e Reale Altezza Sua,

I quali, dopo aver cambiato le loro plenipotenze, ed avendole trovate in debita forma, hanno convenuto e convengono di quanto segue.

I. Sarà in virtù del presente Trattato abolito per sempre fra i due Stati ogni diritto di albinaggio, di detrazione, di retorsione, e qualunque altro fosse contrario alla libertà delle successioni e disposizioni reciproche, e gli eredi e legatarii godranno in ambedue i Dominii dello stesso trattamento che vi avrebbero i proprii e naturali sudditi, ben inteso che soggiaceranno alle stesse leggi e condizioni a questi imposte.

II. I contratti, i testamenti, ed ogni altro atto o disposizione sì tra vivi, che d'ultima volontà, i quali siano rivestiti delle formalità e condizioni richieste per la loro validità nel luogo dove saranno stati fatti, avranno egualmente il loro effetto nello Stato dell'altra Parte contraente, quando anche si richiedessero in questo Stato per detti atti o disposizioni, formalità o regole maggiori o differenti.

III. Gli atti pubblici e sentenze che portano seco ipoteca in uno dei due Dominii porteranno parimente ipoteca su i beni stabili, o riputati a guisa di stabili, spettanti al debitore nell' altro Dominio, secondo che detti beni ne saranno suscettibili dietro le leggi dello Stato, in cui saranno posti, e ferme stanti le forme, e secondo le regole e pratiche giudiziarie in esso vigenti per la conservazione e realizzazione delle ipoteche, talchè l'effetto sia che l'atto o giudicato di ragione eseguibile; quantunque emanato nell'altro Dominio, abbia lo stesso vigore, anche per le azioni reali e possessive, come se fosse posto in essere, o proferito in quello dove sono situati detti beni, previe le formalità nei rispettivi Stati prescritte in materia giudiziale.

IV. Per facilitare le esecuzioni delle sentenze ed

1817 ordinanze di giustizia, resta convenuto che potranno concedersi nei casi e secondo i modi di ragione, sopra semplici requisitorie passate tra i rispettivi Tribunali Supremi, fermo stante l'adempimento delle formalità-relative alla giurisdizione rispettiva a tenore dell'articolo precedente.

V. S'intenderà abolito l'obbligo della cauzione *judicatum solvi*, e potranno i sudditi dell' uno Dominio presentarsi e stare in giudicio davanti ai Tribunali dell' altro, come se fossero sudditi naturali dello Stato, e pienamente soggetti alla giurisdizione del Tribunale ove penderà la causa.

VI. Sarà la presente Convenzione natificata al più presto possibile dai rispettivi Sovrani, e pubblicata in

---

80.

Alvara of the King of Portugal for the punishment of Persons concerned in the Slave Trade. Rio de Janeiro, January 26 1818.

(Traduction officielle.)

I, the King, make known to those to whom the present Alvará, having the force and effect of a law, shall come, that, as the abolition of the Slave Trade in the ports of the coast of Africa, north of the equator, established by the ratification of the Treaty, dated the 22d of January, 1815 and of the Additional Convention, dated the 28th July, 1817, requires the adoption of fresh measures, which, fixing just and adequate penalties that shall attach to offenders, may afford to Judges and other persons charged with the execution of those measures, a standard for deciding upon such cases as shall occur relative to this object, think proper to ordain as follows:

Art. I. All persons of whatsoever quality or condition, who shall proceed to fit out or prepare vessels for the traffic in slaves, in any part of the coast of Africa, lying north of the equator, shall

amendue i Dominii, ed avrà il suo pieno ed intiero 1817
effetto dal giorno immediatamente successivo a quello, in cui verrà eseguito il cambio delle ratifiche.

Dato in Firenze le 5 gennaio mille ottocento diciotto.

Il Marchese Brignole Sale
Ministro plenipotenziario di Sua Maestà il Re di Sardegna presso la Corte di Toscana.

Fossombroni
Segretario di Stato, e Ministro degli Affari Esteri.

Ratifiée par S. M. le Roi de Sardaigne le 17, et par S. A. I. et R. le Grand-Duc de Toscane le 29 Janvier 1818.

80.

Décret du Roi de Portugal sur la punition des personnes qui s'occupent du trafic d'esclaves. En date de Rio-Janeiro, le 26. Janvier 1818.

Eu El-Rey faço saber aos que este Alvará com força de lei virem: Que attendendo a que a prohibição do Commercio de Escravos em todos os portos da costa d'Africa ao norte do equador, estabelecida pela ratificação do Tratado de 22 de Janeiro de 1815, e da Convenção Addicional de 28 de Julho de 1817, exige novas providencias, que, prescrevendo as justas e proporcionadas penas, que hão de ser impostas aos transgressores, sirvão de regra certa de julgar, e decidir nos cazos occurrentes sobre este objecto, aos juizes, e mais pessoas encarregadas da sua execução: Hei por bem ordenar o seguinte.

Art. I. Todas as pessoas de qualquer qualidade e condição, que sejão, que fizerem armar e preparar navios para o resgate e compra de escravos, em qualquer dos portos da costa d'Africa, situados ao norte do equador, incorreráõ na pena de perdimento dos escravos, os quaes immediatamente ficaráõ libertos,

1818 *incur the penalty of the loss of the slaves, who shall be declared free, with a destination hereinafterwards mentioned. The vessels engaged in the traffic shall be confiscated, with all their tackle and appurtenances, together with the cargo, of whatever it may consist, which shall be on board, on account of the owners or freighters of such vessel, and of the owners of such slaves. The officers of such vessel, to wit, the captain or master, the pilot and supercargo, shall be banished for 5 years to Mesambique, and each shall pay a fine equivalent to the pay or other profits which he was to gain by the adventure. Policies of insurance cannot be made on such vessels, or their cargoes; and if they are made, the assurers who shall knowingly make them shall be condemned in triple the amount of the stipulated premium.*

II. All persons of whatever rank or condition who shall import slaves into Brazil in Foreign vessels shall incur the same penalty of the loss of the slaves, who shall become freemen, and be provided for as hereinafter directed.

III. Informations shall be received relative to all the above cases. And if the vessel and her cargo have been confiscated, half of the whole proceeds of the property, sold by public auction, as well as half of the fines, shall be given to the informer, and the other half shall be paid into my Royal Treasury, to which the whole produce shall belong, if there be no informer. In case, however, of a vessel having been captured by a ship of war, such vessel and her cargo shall be subject to the provisions specified in the 7th Article of the regulation concerning the Mixed Commissions, annexed, under number 3, to the above Convention of July the 28th, 1817. But in case the ship should be captured or confiscated, it shall not be lawful to commence an action for the recovery of such ship and cargo, except within a term not exceeding 3 years, to reckon from the date of the ship's entrance into the port where she has unloaded, after the expiration of wich period, the said action shall be inadmissible and void.

para terem o destino abaixo declarado: e lhe serão 1818
confiscados os navios empregadas nesse trafico com todos os seus aparelhos e pertences, e juntamente a carga, qualquer que seja, que a seu bordo estiver por conta dos donos e fretadores dos mesmos navios, ou dos carregadores de escravos. E os officiaes dos navios, a saber, capitão ou mestre, piloto, e sobre-carga, serão degradados por 5 annos para Moçambique, e cada hum pagará huma multa equivalente á soldada e mais interesses que haveria de vencer na viagem. Não se poderáõ fazer seguros sobre taes navios, ou sua carregação; e fazendose, serão nullos; e os seguradores, que scientemente os fizerem, serão condemnados no tresdobro do premio estipulado para o cazo de sinistro.

II. Na mesma pena de perdimento dos escravos, para ficarem libertos, e terem o destino abaixo declarado, incorreráõ todas as pessoas de qualquer qualidade e condição, que os conduzirem a qualquer dos portos do Brazil em navios com bandeira que não seja Portugueza.

III. Todos os sobreditos cazos serão objecto de denuncia. E no cazo de ter havido confisco de navio e de sua carga; ametade de todo o preço, que se realisar em arrematação publica, bem como ametade das outras penas pecuniarias, será para os denunciantes, e a outra ametade para a minha real fazenda, á qual pertencerá tudo quando não houver denunciante. No cazo porém de ter havido preza de navio, feita por embarcação de guerra; a respeito delle, e sua carga se observará o que he prescripto pelo Artigo 7, do regulamento para as Commissões Mixtas, addicionado em numero 3 à sobredita Convenção de 28 de Julho de 1817. Porém só podoráõ ser demandados dentro de 3 annos, contados, no cazo de preza ou confisco do navio, do dia da entrada do navio no porto da descarga, e findo este espaço, ficaráõ prescriptas e extinctas as acçoes.

1818 *IV. Informations, and all proceedings, inclusive of the final sentence and its execution, shall be brought before the Judges appointed to try causes respecting contraband goods and embezzlement, in any place or district whither the slaves have been carried, or before any other Magistrate or Judge competent to decide on those matters, to whom I deem proper to commit this jurisdiction, as well as the authority requisite for carrying into execution the sentences passed by the Mixed Commission, in cases cognizable by the latter, and for trying and determining other cases that may occur, as also those accruing from them, allowing the party to bring an appeal conformably to the ordinance. It shall, however, be lawful for either of the parties to apply to the Mixed Commission for them to determine, whether, or not, the case have reference to the abolition, in which event the proceedings upon it shall be delivered up to the commission in the state in which they are; and whatever the commission may decide, shall be carried into effect.*

V. The slaves made over to my Royal Treasury in the manner specified in the above 7th Article of the regulation concerning the Mixed Commissions, and those declared free by the above Article (as it would be unjust to abandon them without support) shall be delivered into the office of the judge of the district, or, where there is none, into that of the judge charged to watch over the rights of the Indians, whose powers I enlarge with that jurisdiction, to serve as freedmen for 14 years in any public service of the navy, the fortresses, agriculture, or manual trades, as may be thought most convenient, being for that purpose enrolled in the respective stations; or shall be hired out to individuals of known property and probity, who shall be bound to support, clothe, and instruct them, teaching them some handicraft or labour, that may be agreed upon, during the stipulated period; the terms and the conditions of which shall be renewed as often as necessary, till the 14 years are expired; the time of servitude may be shortened by 2 or more years, according as the

IV. As Denuncias, e todos os autos do Processo até sentenca final e sua execução, serão feitos perante os Juizes dos Contrabandos e Descaminhos do lugar ou destrito, onde os Escravos forem conduzidos, ou perante qualquer outro Magistrado ou Juiz, que essa jurisdicçáo exercitar, aos quaes Hei por bem commetter esta jurisdicção, bem como a necessaria para executarem as sentenças proferidas pelas Commissões Mixtas, nos cazos do seu conhecimento, e para julgar e conhecer dos outros cazos que occorrerem, e suas dependencias, dando os competentes recursos na forma da Ordenação. Qualquer das partes porém poderá requerer á Commissão Mixta, para que julgue, se he, ou não, cazo de prohibição; e neste cazo se lhe remetteráõ os autos no estado, em que estiverem: E o que por ella for decidido, se executará. 1818

V. Os Escravos consignados à minha real fazenda pelo modo prescripto, no sobredito 7 Artigo do regulamento para as Commissões mixtas, e todos os mais libertos pela maneira acima decretada, por não ser justo que fiquem abandonados, serão entregues no juizo da Ouvidoria da Comarca; e onde o não houver, naquelle que estiver encarregado da Conservatoria dos Indios, que Hei por bem ampliar, unindo-lhe esta jurisdicção; para ahi serem destinados a servir como libertos por tempo de 14 annos; ou em algum serviço publico de mar, fortalezas, agricultura, e de officios, como melhor convier, sendo para isso alistados nas respectivas estações; ou alugados em praça a particulares de estabelecimento e probidade conhecida, assignando estes termo de os alimentar, vestir, doutrinar, e ensinar-lhe o officio ou trabalho; que se convencionar, e pelo tempo, que for estipulado; renovando-se os termos e condições as vezes que for necessario, até preencher o sobredito tempo de 14 annos: Este tempo porém poderá ser diminuido por 2 ou mais annos, áquelles libertos, que por seu prestimo a bons costumes se fizerem dignos de gozar antes delle do pleno direito

1818 *good conduct of these persons may entitle them to the enjoyment of full freedom. In case these freedmen are destined for the public service, the officer who shall have authority in the respective stations to which they are assigned, shall nominate a proper person to fix the period as above-mentioned, who shall be responsible for their education and treatment. They shall have as curator a person of known probity, who shall be nominated every 3 years by the judge, and approved by the Judicial Council or Governor, and Captain General of the Province. To him it shall belong to provide every thing which may contribute to their well being, to testify abuses that may affect them, to procure them release after their proper term of service, and enforce generally for their benefit the observance of the laws prescribed for the protection of orphans, in as far as those laws are applicable to them, to the end that whatever is ordered concerning them may be strictly executed.*

IV. In the ports to the south of the equator, where the traffic in slaves is still permitted, the regulations passed in the law of the 24th November 1813, shall be observed with the following modifications: — The distinction between vessels which shall exceed or shall not exceed 201 tons, shall be abolished, and the number of slaves shall be regulated acording to the tonnage of the vessel, in the proportion of 5 to every 2 tons, according to the ancient measure. The prohibition respecting marks made with iron on the body of the slaves, shall not extend to marks imprinted with silver carimbos, which, being excepted, shall be permitted. It shall be allowed to the persons who own or freight slave vessels, to use, indiscriminately, iron or copper kettles, provided the latter be tinned anew every voyage, which shall be ascertained by proper officers visiting those vessels. If surgeons do not sail on board such vessels, on account of the impossibility of procuring them, or for some other reason equally conclusive, the owners shall be obliged to carry with them black sangradores experienced in the treatment of the diseases with which the slaves are commonly afflicted, and in the remedies

da sua liberdade. E no cazo de serem destinados a 1818
serviço publico na maneira sobredita, quem tiver authoridade na respectiva estação nomeará huma pessoa capaz para assignar o sobredito termo, e para ficar responsavel pela educação e ensino dos mesmos libertos. Terão hum Curador, pessoa de conhecida probidade, que será proposto todos os triennios pelo Juiz, e approvado pela Mesa do Desembargo do Paço desta Côrte, ou pelo Governador e Capitão-General da respectiva provincia; e a seu officio pertencera requerer tudo o que for a bem dos libertos; e fiscalizar os abuzos; procurar que no tempo competente se lhe dê resalva do serviço; e promover geralmente em seu beneficio a observancia do que se acha prescripto pela lei a favor dos orfãos, no que lhes poder ser applicado, para o que será sempre ouvido em tudo, o que á cerca delles se ordenar pelo sobredito juizo.

VI. Nos portos ao sul do equador, em que he permittido o Commercio de Escravos, se observará o que está ordenado pelo Alvará de 24 de Novembero de 1813 com as modificações e declarações seguintes; a saber: Ficará abolida a distinção entre tonelladas, que excederem o numero de 201 e que não excederem este numero; e sem effeito o que á cerca destas ultimas he ordenado no dito Alvará, para ser regulada a carga de Escravos a razão de 5 por cada 2 tonelladas do porte de qualquer navio, medida pelo antigo padrão. Da prohibição das marcas feitas comferro no corpo dos escravos, serão exceptuadas e permittidas as marcas impressas com carimbos de prata. Será licito aos donos ou fretadores dos navios empregar no serviço destes caldeiras de ferro ou de cobre indistinctamente, com tanto que estas sejão todas as viagens estanhadas de novo, o que se fiscalizará nas vizitas que se hão de fazer a bordo dos mesmos navios: E quando a bordo destes não possão andar Cirurgiãos para curar os Escravos, pelos não haver, ou por outra razão equivalente, serão os donos ou fretadores obrigados a trazer a bordo dos ditos navios pretos sangradores, intelligentes e experimentados no tratamento das molestias, de que ordinariamente são infectados os ditos

1818 *proper for curing them; because in regard to all these objects experience has evinced the necessity of specifiying the provisions set forth in this Alvará, which, under the above modifications, shall be observed in all its details.*

VII. Whereas the alteration effected in the Slave Trade by the restrictions contained in the above Treaty and Additional Convention, requires considerable modifications in the provisions of the former laws enacted on this subject, independent of the last change which will tend to render many of them void, I think proper to order, that it shall be permitted to import into the ports of Brazil, slaves from any ports where this traffic is not prohibited, and that the freight shall continue to be settled by the parties,

The present injunctions shall be strictly complied with; wherefore I direct the Tribunal of the Privy Council of Conscience and of Orders; the President of my Royal Exchequer; the Council of my Royal Treasury; the Chief Justice of the Supreme Court of Appeal in Brazil; the President of the Tribunal of Bahia; the Governors and Captains General; and the other Governors of Brazil, and of my dominions beyond sea, also all the Ministers of Justice, and other persons whom the present Alvará may concern, to comply with and observe the same, notwithstanding any decision that may be at variance with it, and which I rescind for this end only: and it shall have the force and effect of a letter issued by the Chancellery, though it be not actually issued by the same, and though its validity extend beyond a year, notwithstanding the law to the contrary.

Given at the Palace of Rio de Janeiro, the 26th of January 1818.

Signature du Roi.

Thomas Antonio de Villanova Portugal.

---

escravos, e no conhecimento dos remedios proprios e 1818
adequados, de que elles uzão em seus curativos: porque em todos estes objectos tem mostrado a experiencia ser necessario declarar as providencias dadas naquelle Alvará, que se observará (com as sobreditas explicações) em tudo o mais, que nelle he disposto.

VII. Attendendo a que a mudança e alteração superveniente ao commercio dos escravos pelas restricções, ajustadas no sobredito Tratado e Convenção Adicional, exige que em grande parte se alterem e modifiquem as disposições das antigas leis a este respeito feitas sem attenção áquella posterior mudança, pela qual muitas até ficarão sem ter aplicação: Hei por bem ordenar que em todos os portos do Brazil seja licito importar escravos trazidos dos portos em que for licito este commercio: E que os fretes fiquem á dispozição e convenção das partes.

Este se cumprirá como nelle se contém: Pelo que Mando á Mesa do Desembargo do Paço e da Consciencia e Ordens; Presidente do Meu Real Erario; Conselho da Minha Real Fazenda; Regedor da Caza da Supplicação do Brazil; Governador de Relação de Bahia; Governadores e Capitães Generaes; e mais Governadores do Brazil e dos meus Dominios Ultramarinos; e a todos os Ministros de Justiça, e mais Pessoas, a quem pertencer o conhecimento deste Alvará, o cumprão e guardem, não obstante qualquer Decizão em contrario, que Hei por derogada para este effeito sómente: E valerá como Carta passada pela Chancellaria, posto que por ella não ha de passar, e que o seu effeito haja de durar mais de hum anno, sem embargo da lei em contrario.

Dado no Palacio do Rio de Janeiro, em 26 de Janeiro de 1818.

REY.

THOMAZ ANTONIO DE VILLANOVA PORTUGAL.

1818

81.

Convention entre le Roi de Sardaigne, et la Duchesse de Massa et Carrara pour l'abolition du droit d'Aubaine. Signée à Sarzane, le 30. Janvier 1818.

Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua Altezza Reale la Duchessa di Massa e Carrara volendo, che i loro sudditi risentano un vantaggio degli stretti vincoli di Sangue, che avventurosamente legano le due famiglie Sovrane, col vedere vieppiù consolidate ed aumentate le relazioni di parentela, d'amicizia e di commercio, che già sussistono fra gli abitanti dei due Dominii, hanno determinato di devenire ad una Convenzione, colla quale abolito fra i due Stati ogni diritto d'Albinaggio, venga colle opportune analoghe disposizioni ad assicurarsi reciprocamente la piena e libera contrattazione, il possesso ed il godimento dei beni e diritti spettanti ai sudditi dell'uno nei Dominii dell'altro Governo.

Hanno perciò nominato per loro Ministri Plenipotenziarii, cioè:

Sua Maestà il Re di Sardegna, il Senatore Gioanni Battista Adami Reggente il Reale Consiglio di Giustizia di Sarzana,

E Sua Altezza Reale la Duchessa di Massa e Carrara, Gioachino Grossi Presidente del Tribunale d'Appello di Massa.

I quali dopo aver cambiato le loro plenipotenze, ed avendole trovate in debita forma, hanno convenuto e convengono di quanto segue.

I. Sarà in virtu del presente Trattato abolito fra i due Stati ogni diritto d'Albinaggio, di detrazione, e qualunque altro fosse contrario alla libertà delle successioni, e disposizioni reciproche, e gli eredi, e legatarii godranno in amendue i Dominii, dello stesso trattamento, che si userebbe ai proprii e naturali sudditi, ben inteso, che soggiaceranno alle stesse leggi e condizioni a questi imposte.

II. Siccome le leggi degli Stati di Massa e Carrara contengono la proibizione agli stranieri di acqui-

stare in quel Dominio beni stabili anche per compra, cessione ecc., salvi i sudditi del Ducato di Genova, coi quali vige consuetudine di reciprocamente acquistare, e succedere; si dichiara, che non essendo vietato ai sudditi di detti Stati gli acquisti per atti tra vivi nei Dominii di Sua Maestà il Re di Sardegna, salva la locale ristretta eccezione portata dalli §§. 6 e 7 titolo ultimo delle Generali Costituzioni che sono in vigore in Piemonte relativamente ai detti acquisti tra vivi, debbano li sudditi di Sua Maestà nei Dominii di Massa e Carrara considerarsi compresi per reciprocità di trattamento non nella regola, ma nella limitazione della sopra indicata legge proibitiva, e quindi esenti anche per questo capo da ogni diritto d'Albinaggio, e qualunque altro pesante in quegli Stati sopra i forestieri considerati come tali, e che la presente disposizione, come dichiarativa debba estendersi ai casi passati non giudicati, nè transatti. 1818

III. I contratti, i testamenti, ed ogni altro atto, o disposizione sì tra vivi, che d'ultima volontà, i quali siano rivestiti delle formalità e condizioni richieste per la loro validità nel luogo dove saranno stati fatti, avranno egualmente il loro effetto nello Stato dell'altra Parte contraente, quando anche si richiedessero in questo Stato per detti atti o disposizioni, formalità o regole maggiori, o differenti.

IV. Gli atti pubblici, o sentenze importanti ipoteca in uno dei due Dominii, importeranno parimenti l'ipoteca sui beni stabili, o riputati a guisa d'essi spettanti al dibitore nell'altro Dominio, secondo che detti beni ne saranno suscettibili dietro le leggi dello Stato, in cui saranno posti, e ferme stanti le regole, e pratiche giudiziarie in esso vigenti per la conservazione, e realizzazione delle ipoteche, talchè l'effetto sia, che l'atto, o giudicato di ragione eseguibile, quantunque emanato nell'altro Dominio, abbia lo stesso vigore anche per le azioni reali, e possessorie, come se fosse posto in essere in quello dove sono situati.

V. Per facilitare le esecuzioni delle sentenze, ed ordinanze di giustizia, resta convenuto, che potranno quelle concedersi nei casi, e secondo i modi di ragione sovra semplici requisitorie passate tra i rispettivi Tribunali Supremi.

VI. S'intenderà abolito l'obbligo della cauzione *ju-*

1818 *dicatum solvi*, e potranno i sudditi dell'uno Dominio presentarsi, e stare in giudizio davanti ai Tribunali dell'altro, come se fossero sudditi naturali dello stato e pienamente soggetti alla giurisdizione del Tribunale, ove penderà la causa.

VII. Sarà la presente Convenzione ratificata al più presto possibile dai rispettivi Sovrani, e pubblicata in amendue i Dominii, ed avrà il suo pieno, ed intiero effetto dal giorno immediatamente successivo a quello, in cui verrà eseguito il cambio delle ratifiche.

In fede del che i rispettivi Plenipotenziarii si sono sottoscritti, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Sarzana, il 30 gennaio 1818.

Adami Reggente il Reale Consiglio di Giustizia in Sarzana.

Gioachino Grossi Presidente del Tribunale d'Appello in Massa, Delegato speciale di S. A. R. la Serenissima Duchessa di Massa e Carrara.

Ratifiée par S. M. le Roi de Sardaigne le 10. Février, et par S. A. R. la Duchesse de Massa le 7. Mars 1818.

82.

Convention entre le Roi de Sardaigne et la Duchesse de Massa e Carrara pour l'extradition réciproque des Malfaiteurs. Signée à Sarzane, le 30. Janvier 1818.

Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua Altezza Reale la Duchessa di Massa e Carrara convinte: che la facilità, che hanno i delinquenti di uno Stato di rifuggiarsi in altro Stato confinante, produce per lo più la loro impunità e la conseguente maggior frequenza dei delitti, per provvedere ad un oggetto tanto importante alla pubblica tranquillità, ed al reciproco vantaggio dei due Stati, hanno determinato di devenire ad una Convenzione per l'arresto, e consegna vicendevole dei condannati, e malviventi.

Hanno perciò nominati per loro Ministri Plenipotenziarii, cioè: 1818

Sua Maestà il Re di Sardegna, il Senatore Giovanni Battista Adami Reggente il Real Consiglio di Giustizia a Sarzana,

E Sua Altezza Reale la Duchessa di Massa e Carrara, Gioachino Grossi, Presidente del Tribunale d'Appello di Massa.

I quali dopo aver cambiato le loro plenipotenze, ed avendole trovate in debita forma, hanno convenuto e convengono di quanto segue.

I. Gl'imputati d'un delitto, il di cui titolo giusta le leggi del luogo ove sarà commesso, od in difetto giusta la ragione comune importi una pena non minore della galera, od altra corrispondente corporale grave, e così pure i condannati al detto genere di pena, non saranno nè tollerati, nè assicurati in veruno dei due Dominii, e dovranno arrestarsi, indi consegnarsi al Governo richiedente ogni qual volta siano soggetti al medesimo, o per causa del commesso delitto, o per origine, o per domicilio.

Agli effetti della presente Convenzione s'intenderà suddito d'origine chiunque sarà nato in uno dei Dominii contraenti, e legittimamente domiciliato, chiunque vi avrà dimorato per un decennio non interrotto.

II. Qualora poi il delinquente appartenga per titolo d'origine, od anche soltanto di legittime domicilio al Governo requisito, e non sia in questo secondo caso suddito d'origine del Governo richiedente, non avrà luogo la di lui consegna al Governo, che ne avrà fatta la ricerca, ma sarà dal primo condannato a seconda delle leggi del luogo del commesso delitto, ed in difetto di quelle del dritto comune, purchè la pena non sia mai più grave di quella prescritta per simile delitto dalle leggi del Governo, a cui appartiene il delinquente.

A tal fine dal Giudice, nella di cui giurisdizione sarà seguito il delitto, si rimetteranno a quello del luogo, ove il reo è ditenuto, gli atti assunti, onde possa il processo essere condotto a termine, giusta i Regolamenti ivi vigenti. La sentenza poi dovrà essere comunicata dall' uno all' altro Governo,

Qualora poi si trattasse d'un fatto atroce, e gravemente perturbante la pubblica tranquillità, commesso in uno dei due Stati in complicità tra sudditi d'amen-

1818 due i Governi, si consegneranno i rei al Giudice del luogo del delitto, all'effetto dei confronti, e degli esami necessarii alla compita prova del medesimo, previi gli opportuni concerti da prendersi tra i rispettivi Giudici processanti, e si restituiranno poi per essere giudicati, nello Stato richiesto.

III. I delinquenti, che avessero commesso nello Stato requisito un delitto importante pena maggiore, ed anche eguale a quella, pell'incorso della quale venissero richiesti, non si consegneranno se non dopo che abbiano scontata la pena del delitto commesso nello Stato requisito.

IV. L'arresto, e la consegna de' malfattori si richiederanno, quanto ai condannati, mediante la presentazione della sentenza, e rispetto ai semplici imputati, basterà la sola asserzione del titolo del delitto per parte degli Uffiziali del Dominio richiedente.

Dovranno nel tempo stesso consegnarsi le copie dei processi, che si fossero compilati prima della consegna del reo, per le quali si corrisponderà la sola mercede della scrittura, ed in un coi processi si rimetteranno le armi, il danaro, ed ogni altra cosa che vi abbia relazione, e servir possa di prova al delitto medesimo.

V. Le robe tanto furtive, che non furtive, le quali nel corso della procedura si riconosceranno appartenere a terze persone, dovranno, dopo che se ne sarà fatto l'uso opportuno nel processo, restituirsi ai proprietarii senza spesa, tuttavolta che avendo fatto constare delle loro ragioni per mezzo di legittime prove avanti il Giudice della causa, o avanti il Giudice competente del luogo di loro abitazione, abbiano su di ciò riportato favorevole decreto.

Delle robe proprie de' malfattori, e che appresso d'essi si troveranno, si disporrà secondo le leggi del Dominio, ove sarà fatta l'esecuzione della condanna.

VI. Il Governo, che giusta la presente Convenzione sarà nel caso d'essere legittimamente richiesto della consegna d'un qualche condannato, o delinquente, non potrà fargli grazia, nè concedergli salvo-condotto, od impunità, eccettuati quei salvo-condotti, che si accordano per la prova d'altri delitti, secondo le regole,

e pratiche criminali, i quali però non meno, che quelli, 1818
che fossero altrimenti accordati ai suddetti rei, dovranno essere, ritirati, e di nessun valore, venendo i medesimi dall'altro Governo giustamente riclamati.

Quando la consegna non avrà luogo, per essere il reo in uno dei casi contemplati dall'articolo secondo, non potrà concedersegli grazia, nè impunità, se non se d'intelligenza, e coll'adesione dell'altro Governo.

VII. Venendo l'una delle Parti contraenti a richiedere l'altra per la consegna d'individui non sudditi, nè domiciliati, rei di delitti commessi fuori dei rispettivi Stati; pei quali sia luogo a procedere nello Stato richiedente, si riservano i Governi d'accordare, o non tale consegna, avuta considerazione ai Concordati vigenti con altri Dominii, ed alla qualità, e circostanza del delitto.

VIII. La spesa per il mantenimento dei rei dal punto del loro arresto sino a quello della loro consegna, sarà a carico del Governo richiedente, e si regolerà sullo stesso piede fissato per gli altri ditenuti nello Stato richiesto, salvo quelle maggiori spese che la qualità e circostanza delle persone od altri motivi esigessero, le quali non meno che le occorse per le copie dei processi saranno rimborsate di sei in sei mesi a norma delle tabelle, che verranno sul particolare esibite, e si compenseranno tra i due Governi.

IX. Qualunque persona dei rispettivi Stati, che scientemente dasse albergo, aiuto, o favore agli imputati o condannati per un delitto importante una delle pene indicate all'articolo primo, incorrerà le pene imposte dalle leggi nel luogo della ricettazione ai fautori, o ricettatori dei banditi, salvo le eccezioni stabilite dalle stesse leggi per le persone congiunte di sangue secondo i gradi dell'attinenza, e le circostanze de'casi.

X. La forza pubblica accorsa o spedita in traccia dei delinquenti dovrà arrestarsi ai confini dei due Stati, e non potrà fargli inseguire entro il Dominio dell'altro Governo, se non se da una o da due persone al più, munite di foglio d'ordine sino al luogo più vicino per farne richiesta alle Magistrature civili e militari che ivi si trovano, le quali dovranno prestarsi subito con ogni mezzo onde scoprire l'individuo inseguito e farlo indilatamente arrestare.

1818 La consegna poi dei malfattori dovrà farsi ai confini dei due Stati, premessi gli opportuni concerti tra i due Governi.

XI. Succedendo talvolta che alcuno dei suddetti malviventi, e facinorosi, li quali fuggono da uno Stato, passino al servizio militare di un altro colla mira di sottrarsi dagli effetti del presente Concordato, si conviene, che anche in simili casi abbiano ad essere consegnati al Governo, che ne farà la ricerca, ed affine poi di prevenire qualunque difficoltà potesse insorgere per l'ingaggio, montura, alimenti, e stipendii prestati dal Corpo militare dove fossero arruolati, si stabilisce, che a titolo d'indennizzazione di tutte le spese suddette debbasi nell'atto della consegna di caduno di tali rei sborsare la somma di lire cento nuove di Piemonte ossia Italiane.

XII. Sarà obbligo dei Giusdicenti dei rispettivi Dominii, specialmente di quelli posti in vicinanza dei confini l'invigilare sulle persone oziose, e vagabonde, od estere, e di prendere sul particolare gli opportuni concerti, onde nei singoli casi sia data esecuzione alle leggi veglianti su questa materia

Similmente i Giudici e i Tribunali dell'uno e dell'altro territorio nella giurisdizione dei quali si trovassero imputati, o condannati, ai quali s'estende la presente Convenzione, dovranno praticare le diligenze possibili, ed agire di piena intelligenza per farli arrestare, e prestarsi vicendevolmente all'immediato sfogo delle rispettive requisitorie per gli esami dei testimonii, ed altre verificazioni ed indagini che potessero occorrere pel buon servizio della giustizia punitiva, ed alla più spedita e piena istruzione dei processi pendenti presso i giudici, e Tribunali suddetti.

XIII. La presente Convenzione sarà pubblicata in amendue i Dominii subito che sia seguito il cambio delle ratifiche, e sarà in osservanza, anche per i delitti anteriori alla medesima, trascorso il termine di quindici giorni dal dì in cui verrà eseguito il cambio suddetto.

Essa avrà forza per anni cinque, passati i quali s'avrà per rinnovata di quinquennio in quinquennio fino a dichiarazione in contrario di uno dei due Governi.

In fede del che i rispettivi Plenipotenziarii hanno

segnato la presente e vi hanno apposto il sigillo delle 1818
loro armi.

Torino, il 3 del mese di febbraio 1817.
Sarzana, il 30 gennaio 1818.

ADAMI Reggente il Reale Consiglio di giusticia di Sarzana.

GIOACHINO GROSSI Presidente del Tribunale d'Appello in Massa.

Ratifiée par S. M. le Roi de Sardaigne le 10. *Février, et par S. A. R. la Duchesse de Massa le* 7. *Mars* 1818.

83.

Convention entre le Roi de Sardaigne, et la Duchesse de Massa et Carrara pour l'extradition réciproque des déserteurs. Signée à Sarzane, le 30. *Janvier* 1818.

Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua Altezza Reale la Duchessa di Massa e Carrara volendo reprimere il delitto della diserzione nelle truppe dei rispettivi Stati, ed adottare di buon accordo le misure, che sono le più proprie ad un tale scopo, e nello stesso tempo le più analoghe ai rapporti di buon vicinato e di amichevole corrispondenza, che uniscono li due Dominii, hanno determinato di devenire ad una Convenzione, colla quale venga assicurato l'arresto, e restituzione reciproca dei disertori.

Hanno perciò nominati per loro Ministri Plenipotenziarii, cioè:

Sua Maestà il Re di Sardegna, il Senatore Giovanni Battista Adami Reggente il Reale Consiglio di Giustizia in Sarzana,

E Sua Altezza Reale la Duchessa di Massa e Carrara, Gioachino Grossi Presidente del Tribunale d'Appello di Massa.

I quali dopo aver cambiato le loro plenipotenze, ed avendole trovate in debita forma, hanno convenuto e convengono di quanto segue.

1818 I. Tutti i militari sì di fanteria, che di cavalleria, artiglieria, treno, e di qualunque altro corpo delle truppe sì di terra, che di mare di Sua Maestà Sarda, e così pure qualunque individuo delle Truppe di Massa e Carrara, che disertando dal servizio della Potenza, cui appartengono, si rifugiassero negli Stati dell'altra, dovranno essere immediatamente arrestati anche senza speciale inchiesta, e restituiti con le armi, cavalli, equipaggio, ed ogni cosa, che avranno seco loro asportata nella diserzione.

II. L'arresto, e la consegna avranno luogo, ancorchè il disertore si fosse già arruolato nelle truppe dell' altra Potenza.

Ove però il disertore fosse suddito del Principe nello Stato del quale si rifugiasse, non avrà luogo la consegna della di lui persona, ma soltanto delle armi, cavalli, ed effetti da lui asportati.

Quando l'individuo arrestato fosse disertore dell' armata di un altro Sovrano, col quale vi esistesse un eguale cartello, dovrà rimettersi allo Stato, che avrà abbandonato in ultimo luogo.

III. Sarà poi sempre salva la vita di quei disertori, che venissero consegnati, quando però non fossero condannati in pena di morte per altro delitto.

IV. Se il disertore dopo la sua evasione avesse commesso un delitto nel paese, in cui si è rifuggiato, o presovi parte, dovrassi ciò ostante restituire a quello dei due Governi, cui appartiene. Questo Governo, dopo che il disertore avrà scontata la pena della diserzione, dovrà nuovamente rimetterlo all' altro dove avrà delinquito, qualora il delitto sia tale a dar luogo alla consegna a termini del Concordato di questo giorno relativo all' arresto, e reciproca consegna dei malfattori.

V. Tutte le Autorità civili e militari, e soprattutto i Comandanti verso le frontiere, saranno tenuti d'invigilare attentamente sui disertori dalle rispettive truppe, che s'introducessero nella loro giurisdizione, e di prendere colla maggior celerità gli opportuni concerti a questo fine, e specialmente acciò i militari non muniti di passaporto, o foglio di rotta in regola non trovino asilo negli Stati dell' altra Parte contraente, e sieno immediatamente arrestati.

VI. Ogni distaccamento spedito ad inseguire un disertore dovrà fermarsi alla frontiera, e non potrà

mandare entro i confini dello Stato vicino, che una persona, o due al più munite di foglio d'ordine, sino al luogo più prossimo per farne richiesta alle Autorità civili e militari. 1818

Subito seguito poi l'arresto di un disertore, se ne darà avviso al Commandante del posto più vicino nell' altro Dominio, indicando il Corpo, cui quello appartiene, il giorno del di lui arresto, e gli effetti, di cui sarà stato trovato in possesso, acciò quel Comandante possa spedire alla frontiera un distaccamento per prenderlo, e darne ricevuta.

VII. Il mantenimento dei disertori, e dei cavalli sarà corrisposto secondo i regolamenti, che sono in vigore nei rispettivi Dominii per le proprie truppe, e l'ammontare non meno che il premio fissato nell'articolo seguente, ne saranno pagati ogni sei mesi secondo le tabelle, che verranno sul particolare esibite, e si compenseranno tra i due Governi.

VIII. Quelli, che arrestano o denunziano un disertore, ricevono un premio di lire venti nuove di Piemonte, ossia Italiane, per un soldato di fanteria, e lire trenta per un soldato di cavalleria col cavallo.

IX. Ogni individuo d'un Governo, che indurrà in qualunque modo un soldato dell'altro a disertare, sarà castigato con due mesi d'arresto, ed una multa di lire cinquanta suddette, a favore del Corpo, cui apparterrà il disertore, senza pregiudizio di quell'aumento di pena, cui potessero dar luogo le circostanze aggravanti del delitto.

Similmente quelli che daranno scientemente ricetto a un disertore, incorreranno la pena di un mese di carcere, ed in tempo di guerra quell'altra più grave, che le circostanze del delitto potranno meritare.

X. Resta vietato ai sudditi rispettivi di comprare dai disertori delle truppe dell'altra Potenza vestiario, cavalli, e qualunque altra parte del loro equipaggio.

Questi effetti, dovunque vengano trovati, saranno sempre considerati come cose rubate, e restituite al Corpo, a cui apparterrà il disertore.

I trasgressori a questo articolo saranno inoltre puniti con una multa di cento lire suddette a favore del detto Corpo, quando per la qualità degli effetti rubati, o altrimenti, sia dimostrato, che fosse loro nota la provenienza degli effetti.

1818 XI. Tutte le disposizioni del presente Concordato sono comuni anche ai giovani compresi nella leva militare, i quali per sottrarvisi si rifuggiassero dagli Stati dell' una in quelli dell' altra Parte contraente; ma per un giusto reciproco riguardo particolare ai due Governi, si conviene, che non vengano i detti giovani consegnati sottoposti a veruna pena afflittiva.

XII. La presente Convenzione sarà pubblicata in amendue i Dominii, subito che sará seguito il cambio delle ratifiche; e sarà in osservanza quindici giorni dopo tale cambio.

Essa avrà forza per anni cinque, e s'intenderà senz' altro rinnovata di quinquennio in quinquennio sino a dichiarazione d'uno dei due Governi.

In fede del che i rispettivi Plenipotenziarii si sono sottoscritti, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Sarzana, il 30 gennaio 1818.

Adami Reggente il Reale Consiglio di Giustizia di Sarzana.

Gioachino Grossi Presidente del Tribunale d'Appello in Massa.

Ratifiée par S. M. le Roi de Sardaigne le 10. Février, et par S. A. R. la Duchesse de Massa le 7. Mars 1818.

84.

Déclaration du Bey de Tripoli. En date du 8. Mars 1818.

(Traduit de l'arabe.)

Nous, Jusuf Caramanli Basha Bey, Gouverneur et Capitaine général de la Cité et Régence de Tripoli, dans l'Occident, promettons et déclarons sincèrement, par ces présentes, qu'à l'avenir nous donnerons aux capitaines de tous nos vaisseaux l'ordre le plus strict, sous peine de punition sévère, de ne pas croiser près d'aucun port des Etats de Sa Majesté Britannique, particulièrement dans le canal Anglais ou les mers étroites, et de n'en pas approcher.

Tripoli 8. Mars 1818, correspondant au 1er du 2e Giamat de l'année 1233. 1818

Ecrit par ordre de Son Altesse Sidy Jusuf Basha Caramanli, qui y a fait apposer son sceau Royal.

Accepté pour le compte du gouvernement de Sa Majesté Britannique, conformément aux instructions de S. E. le Lieutenant-général Sir Thomas Maitland, Gouverneur de Malte.

Signé: WARRINGTON,
Consul-général d'Angleterre.

85.

Convention signée le 3. Mai 1818 entre le Roi de Sardaigne et le Roi des Deux Siciles pour l'abolition des droits d'aubaine et de détraction; avec un article séparé du 29. Janvier 1822.

S. M. il Re di Sardegna e S. M. il Re del Regno delle Due Sicilie intenti sempre a procurare il bene de' proprii sudditi, ed a profittare di tutte le occasioni per fare ad essi sperimentare i vantaggiosi effetti dei vincoli di parentela e di perfetta corrispondenza che tra loro felicemente sussistono, hanno risoluto di stipulare una Convenzione per la reciproca abolizione di ogni diritto di albinaggio e di detrazione nei rispettivi loro Dominii; epperciò hanno nominati e muniti delle necessarie plenipotenze, cioè:

S. M. il Re di Sardegna,

Il signor Conte Gioanni Piccono Della Valle, Cavalere degli Ordini Reali e Militari de' Santi Maurizio e Lazzaro e di Savoia, Commendatore dell' Ordine Reale di Santo Stefano d'Ungheria, Cavaliere dell'Ordine Reale e Militare di S. Luigi di Francia, Maggiore nello Stato Maggiore delle sue armate, Direttore Generale delle Regie Poste, e Primo Uffiziale della Segreteria di Stato per gli Affari esteri; e

S. M. il Re del Regno delle Due Sicilie,

Il signor D. Antonio Statella, Marchese di Spaccaforno, dei Principi di Cassero, suo Gentiluomo di

1818 Camera con esercizio, e suo Inviato Straordinario presso di S. M. Sarda;

I quali, dopo il cambio delle rispettive loro plenipotenze, e queste ritrovate in buona e debita forma, hanno convenuto dei seguenti articoli.

I. A contar dal giorno del cambio delle ratifiche della presente Convenzione, sarà vicendevolmente abolito fra i due Stati ogni diritto di albinaggio, di detrazione, e qualunque altro fosse contrario alla libertà delle successioni e disposizioni reciproche, e gli eredi e legatarii godranno in amendue i Dominii dello stesso trattamento che si userebbe ai proprii e naturali sudditi, ben inteso che soggiaceranno alle stesse leggi e condizioni a questi imposte.

II. I contratti, i testamenti ed ogni altro atto o disposizione sì tra vivi, che di ultima volontà, i quali sieno rivestiti delle formalità e condizioni richieste per la loro validità nel luogo dove saranno stati fatti, avranno egualmente il loro effetto nello Stato dell'altra Parte contrattante, quando anche si richiedessero in questo Stato per detti atti o disposizioni, formalità o regole maggiori, o differenti.

E con ciò non s'intende derogare alle leggi vigenti, o che in avvenire saranno promulgate ne' rispettivi Stati riguardo agli effetti legali, ed alla legale esecuzione dei mentovati contratti e testamenti, come pure riguardo alle leggi personali concernenti lo stato e la capacità delle persone contraenti; ben inteso che i sudditi delle due Potenze potranno succedere e contrattare nei Dominii dell'altra, come i proprii sudditi.

III. Sarà la presente Convenzione ratificata al più presto possibile dai rispettivi Sovrani, e pubblicata in amendue i Dominii.

Dat. in Torino, il dì 3 del mese di maggio 1818.

DELLA VALLE. Il Marchese DI SPACCAFORNO.

Article séparé et additionnel.

Per varie circostanze essendo stata finora ritardata la ratifica della Convenzione che sotto la data dei tre maggio 1818 fu sottoscritta in Torino fra il Conte Della Valle ed il Marchese di Spaccaforno per la reciproca abolizione del diritto di albinaggio, e di detrazione negli Stati di Sua Maestà il Re di Sardegna

e di Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie; 1818
nè volendo permettere le prelodate Maestà Loro, che i rispettivi loro sudditi risentano il danno di tal. ritardo, e siano quindi defraudati del beneficio di detta abolizione, son convenute, che senza tenersi conto dell' epoca stabilita nell' articolo primo della detta Convenzione, tanto l'abolizione di ogni diritto d'albinaggio, e di detrazione, o di qualunque altro contrario alla libertà delle successioni, quanto le altre disposizioni stipulate nella suddetta Convenzione dei 3 maggio 1818, si estenderanno a tutte le successioni aperte dal primo giugno 1818 a favore dei sudditi dei rispettivi Stati, e ciò qualora non vi sia pregiudizio dell' autorità della cosa o definitivamente giudicata, o legittimamente transatta prima del cambio delle ratifiche, che dovrà seguire nell' improrogabile termine di un mese tanto della già sottoscritta Convenzione, quanto del presente articolo separato addizionale.

Noi sottoscritti Plenipotenziarii di Sua Maestà il Re di Sardegna e di Sua Maestà il Re del Regno delle Due Sicilie, autorizzati specialmente a sottoscrivere il suddetto articolo separato addizionale, dopo di avere cambiato le nostre rispettive plenipotenze, trovate in buona e dovuta forma, l'abbiamo firmato, e messovi il suggello delle nostre armi.

Napoli, 29 di gennaio 1822.

Conte Solaro della Margarita.
Comm. Ferdinando Gerardi.

La Convention et l'article separé ont été ratifiés par le Roi de Sardaigne le 17. Février, et par le Roi de Naples le 28. Février 1822.

86.

Articles additionnels à la convention conclue le 25. Avril 1818 entre la Grande-Bretagne et la France. Signés à Paris, le 4. Juillet 1818.

Les Cours de la Grande-Bretagne et de France étant convenues de terminer, par une transaction à l'amiable, les difficultés qui se sont opposées jusqu'à

1818 ce jour à la liquidation complette, et au payement des créances des sujets de Sa Majesté Britannique, dont les réclamations étaient fondées sur l'Article Additionnel de la Convention du 20. Novembre, 1815, confirmé par l'Article Additionnel (Séparé) de la Convention du 25. Avril dernier, — les soussignés, Chevalier Charles Stuart, Ambassadeur Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique près la Cour de Sa Majesté Très Chrétienne, etc. etc. etc. et le Duc de Richelieu, Ministre et Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères de Sa Majesté Très Chrétienne, et Président du Conseil de Ses Ministres, etc. etc. etc. munis de l'autorisation de leurs Gouvernmens respectifs, sont convenus de ce qui suit:

I. Le montant total des payemens à faire par la France pour l'acquittement et l'extinction totale des créances des sujets de Sa Majesté Britannique, fondées sur la décision de Sa Majesté Très Chrétienne, relativement aux marchandises Anglaises introduites à Bordeaux, par suite du tarif des douanes publié le 24 Mars, 1814, est fixé à la somme de 450,000 francs.

II. La dite somme de 450,000 francs sera versé entre les mains des Commissaires désignés à cet effet par Sa Majesté Britannique, par portions égales de 75,000 francs chacune, dont le payement aura lieu le premier de chaque mois, à dater du 1er Août prochain, de manière à ce que la somme totale soit acquittée au 1er Janvier, 1819.

III. Les présens Articles seront ratifiés, et les ratifications en seront échangées dans le terme d'un mois, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les soussignés les ont signés, et ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 4. Juillet, 1818.

Signé CHARLES STUART, (L.S.) RICHELIEU, (L.S.)

87.

Convention entre le Roi de Sardaigne et le Pape Pie VII pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction. Signée à Rome, le 20. Juillet 1818.

La Santità di Nostro Signore Papa Pio VII felicemente regnante, e Sua Maestà Vittorio Emanuele Re di Sardegna già uniti coi più stretti vincoli di tenerissimo affetto e di sincera venerazione, da cui sono vicendevolmente animati, volendo dare una prova sempre maggiore di quella perfetta amicizia e corrispondenza che regna fra loro, e ravvisando di reciproco vantaggio dei rispettivi sudditi il toglier loro ogni ostacolo alla libertà vicendevole di succedere, acquistare, e disporre; hanno munito dei loro pieni poteri, cioè S. S., il signor Cardinale Ercole Consalvi, Diacono di Santa Maria ad Martyres, Suo Segretario di Stato, e la Maestà del Re di Sardegna, il signor Conte Giuseppe Barbaroux, Incaricato di una Missione straordinaria presso la Santa Sede, li quali dopo di essersi cambiate le plenipotenze, hanno convenuto e stabilito quando segue.

I. È dichiarato non esistente, e abolito reciprocamente nei Dominii della Santità Sua e in quelli di S. M. il Re di Sardegna ogni diritto di albinaggio, di detrazione, ed altro di simile natura.

II. I sudditi di uno Stato goderanno nell'altro della stessa facoltà, e nella medesima maniera, che i proprii sudditi, di acquistare, e trasmettere ogni sorta di beni, diritti e ragioni tanto per atti tra vivi, che d'ultima volontà, e per causa di morte, senza che sia necessaria la residenza, nè uopo sia di lettere di naturalizzazione, o di altra permissione, e formalità qualunque, di cui non abbisognerebbero i veri sudditi naturali.

III. La presente Convenzione avrà forza e vigore dalla sua promulgazione nei rispettivi Dominii: essa verrà ratificata entro il termine di giorni quaranta.

Roma li 28 luglio 1818.

Ercole Cardinal Consalvi.
Conte Giuseppe Barbaroux.

(Ratifiée par le Roi de Sardaigne le 17. Août, et par le saint Père le 1er Septembre 1818.)

d'une amende de 5,000 fl. et en outre de réclusion 1818
pour 5 années.

II. Seront punis des mêmes peines, les capitaines de navires, pilotes et subrécargues qui auront pris service à bord d'un bâtiment, sachant qu'il était employé à la Traite des Nègres, et qui auront ainsi exercé ou favorisé ce commerce illicite, soit pour leur propre compte, soit pour compte d'autrui.

III. Les matelots et autres gens de l'équipage qui auront eu connaissance que le bâtiment sur lequel ils servent, était destiné à faire ou favoriser la Traite des Nègres, seront punis d'un emprisonnement de 6 mois au moins, et de 2 années au plus. Ceux qui viendront à l'apprendre par la suite, sont dès ce moment quittés et déchargés de leur engagement, et ils seront tenus, sous la même peine, de quitter le service dès qu'ils pourront le faire sans danger.

IV. La peine d'emprisonnement mentionnée à l'Art. 3 sera de même encourue par tous assureurs, courtiers de navires et autres, qui auront assuré quelque vaisseau ou navire, ou qui en auront favorisé l'affrétement en quelque manière que ce soit, sachant qu'il était destiné à la Traite des Nègres; en outre leur patente sera sur le champ supprimée, sans qu'il puisse dans la suite, leur en être délivré de semblable.

V. Les dispositions pénales ci-dessus énoncées, ne seront néanmoins nullement applicables au cas où des esclaves actuellement existans dans les colonies, ou leurs enfans nés ou à naître, viendraient à être transportés dans les Indes-Occidentales, soit d'une colonie des Pays-Bas à une autre, ou d'une colonie étrangère à une autre, ou d'une colonie des Pays-Bas à une colonie étrangère, ou d'une colonie étrangère à une colonie des Pays-Bas, ou enfin d'une colonie quelconque dans les Indes-Occidentales à une autre partie. Déclarons au contraire bien expressément que nul ne pourra, en aucune manière, être inquiété à ce sujet, attendu que ledit transport n'est point compris dans les prohibitions de la présente loi.

VI. Pareillement les peines comminées par la présente loi, ne pourront être rendues applicables à ceux qui auront sauvé et secouru quelque bâtiment chargé d'esclaves, se trouvant en détresse, ou bien qui auront reçu à bord des esclaves embarqués sur un tel bâti-

1818 ment, pourvu qn'à son entrée dans le premier port où il viendra à relâcher, le capitaine ou patron en fasse déclaration en bonne forme dans les 24 heures.

Mandons et ordonnons, etc.

Donné à Bruxelles, le 20. Novembre de l'an 1818, et de Notre règne le 5me.

Par le Roi, GUILLAUME.
J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

89.

Acte d'accession du Roi de Sardaigne à la Convention conclue à Aix la Chapelle, le 9. Octobre 1818. Signé à Londres, le 22. Mars 1819.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne ayant été amicalement invitée de la part de Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande à accéder à la Convention conclue à Aix la Chapelle le neuf Octobre 1818 entre Sa Majesté le Roi de France d'une part, et chacune des quatre Cours d'Autriche, de la Grande Bretagne, de Prusse et de Russie d'autre part; et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, après avoir eu communication de la Convention susdite, n'ayant rien plus à cœur que de donner à Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande toutes les preuves de confiance et d'amitié qui sont en son pouvoir, a muni à cet effet de ses pleins pouvoirs le Comte Saint Martin d'Agliè, son Envoyé extraordinaire, et Ministre plenipotentiaire auprès de Sa Majesté Britannique, pour, en son nom, donner acte de cette accession; le quel, en conséquence, déclare, que Sa Majesté le Roi de Sardaigne accède par le présent Acte, envers Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, à la dite Convention du neuf Octobre 1818, qui est censée insérée ici de mot à mot, et s'engage non seulement envers Sa dite Majesté, mais aussi envers les autres Puissances et Etats qui y sont intéressés, à se conformer en tout aux stipulations qui s'y trouvent arrêtées, et qui peuvent concerner Sa Majesté le Roi de Sardaigne.

Le présent Acte d'accession sera ratifié, l'échange des instrumens, de ratification de l'accession d'une part, et de l'acceptation de l'autre part, aura lieu dans l'espace de trois mois. 1819

En foi de quoi, Nous Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, avons, en vertu de nos pleins pouvoirs, signé le présent Acte d'accession.

Fait à Londres le vingtdeux mars, l'an de grâce mil huit cent dixneuf.

S. Martin D'Aglie.

Ratifié par S. M. le 20. Octobre 1819.

Le Comte Rossi au nom de S. M. le Roi de Sardaigne a accédé à la même Convention envers l'Autriche par acte du 23. Février 1819, ratifié par S. M. le 13. Avril de la même année.

Le Comte de Castellalfer envers la Prusse par acte du 16. Janvier, ratifié le 27. Février 1819.

Le Comte Cotti de Brusasco envers la Russie par acte du 19. Août, ratifié le 10. Décembre 1818.

90.

Convention signée à Mayence le 25 Août 1820, entre la France et Bade, sur l'établissement de deux bureaux d'octroi de navigation du Rhin, entre Bâle et Strasbourg.

Extrait.

Art. 1er. La navigation entre Bâle et Strasbourg sera entièrement libre, et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à tout batelier muni d'une autorisation pour naviguer, délivrée sous l'autorité de son souverain respectif, et visée par la commission d'administration provisoire à Mayence.

2. Les douanes des deux rives, n'ayant rien de commun avec les droits de la navigation, en restent séparées, et il leur sera expressément recommandé, de ne mettre aucune entrave à la navigation; en consé-

1820 quence, tout batelier, dès qu'il aura quitté les bords du fleuve, jouira d'une liberté pleine et entière, et ne pourra dans sa route et avant d'être arrivé au lieu du débarquement, être assujéti à aucune autre visite qu'à celle des employés de la navigation, à moins qu'ayant commencé des versemens frauduleux, il ne cherchât à fuir sur le fleuve, dans lequel cas les employés des douanes pourront exercer à son égard, toutes les mesures de répression, et toutes autres dispositions qui sont en pratique sur les autres parties du fleuve: mais ils seront obligés d'en donner en même temps connaissance au bureau de navigation le plus proche du lieu, où aura commencé le versement frauduleux.

3. Dans le cas où, pour cause de vent, d'avarie, de péril imminent, ou pour tout autre évènement de force majeure, un batelier quelconque serait forcé de stationner ou relâcher sur un point des deux rives, au delà de 24 heures, il devra en prévenir sur-le-champ, le bureau des douanes le plus voisin, lui représenter son manifeste, feuillet de chargement, et recevoir, suivant que les circonstances l'exigeront un ou plusieurs préposés à bord, auxquels il ne sera tenu de donner qu'une place au feu.

4. Si le déchargement de l'embarcation est jugé indispensable, ce qui sera constaté au moyen d'un procès-verbal dressé par l'autorité civile de la commune la plus voisine, par un employé du bureau de navigation le plus prochain, appelé à la diligence du batelier et par le préposé placé à bord, ce déchargement s'effectuera sans retard, et provisoirement sur le bord du rivage où l'embarcation aura été amarrée, mais aucun des collis ne pourra être enlevé que sur la permission du chef du bureau des douanes, et en présence d'un préposé qu'il déléguera.

5. Les marchandises ainsi débarquées seront transportées sous l'escorte des préposés, dans un magasin de la commune où se trouvera établi le bureau des douanes, pour être déposées et pris les mesures que leur conservation nécessitera.

6. Le loyer du magasin, où les marchandises auront été déposées, sera avancé par le batelier, et remboursé par les propriétaires de ces mêmes marchandises. Ce magasin, qui offrira sûreté et solidité pour la conservation des marchandises, sera fermé à

deux clefs, dont l'une restera entre les mains du batelier et l'autre en celles du receveur des douanes. 1820

7. Le procès-verbal de déchargement, auquel seront annexés le manifeste, feuillets de chargement et lettres de voitures, servira d'inventaire desdites marchandises, et sera remis contre récépissé, au receveur de la douane; il est libre au batelier de se faire délivrer copie du tout.

8. La sortie des marchandises déposées au magasin, qui devra avoir lieu aussitôt que les obstacles de la navigation ou la cause de l'avarie auront cessé, sera constatée par un procès-verbal dressé et signé par les préposés de la douane et le batelier.

9. Dans les cas où les causes qui retarderaient la navigation, ou le départ des marchandises, se prolongerait de manière à faire desirer aux propriétaires de les retirer du magasin, celles dont l'entrée dans l'intérieur de l'Etat sur le territoire duquel elles se trouvent, ou dont le transit n'est pas prohibé, pourront être extraites partiellement et admises à circuler ou à transiter, après toutefois, que les droits d'entrée ou de transit auront été acquittés, suivant les tarifs existans des douanes.

10. L'octroi de navigation sur le Rhin, tel qu'il existe depuis Strasbourg jusqu'aux frontières du royaume des Pays-Bas, pourra, pour l'exécution de l'art. 5 de la Convention de Vienne de 1815, être mis en activité sur la partie entre Strasbourg et Bâle le 15e jour qui suivra l'échange de la ratification des présentes Conventions. . . . . .

11. Les Hautes Parties contractantes prennent l'engagement formel de ne grever la navigation d'aucun autre droit quelconque, outre ceux fixés par la présente convention, sous quelque dénomination et prétexte que ce puisse être; mais sous la dénomination d'impositions qui affecteraient la navigation, ne sont pas comprises les douanes que chaque Etat a la faculté d'établir ou de conserver sur son territoire, et par lesquelles il peut faire lever des droits à son profit, sur les marchandises qui, par le Rhin, entrent dans son territoire, ou en sortent.

27. . . . .

. . . .

1820 Les fonctions de douaniers, maîtres de grues, de balances publiques et de courtier de navigation, sont incompatibles avec celles de l'octroi du Rhin.

Les employés ne pourront, sous peine d'être destitués, s'absenter ou se faire suppléer, même pour un court espace de temps, que du consentement, par écrit, des autorités diverses auxquelles ils seront subordonnés.

31. Sur toute embarcation naviguant sur le Rhin, il sera inscrit aux deux côtés de la poupe en caractères distincts et bien lisibles: 1° le nom de ladite embarcation; 2° celui du domicile du batelier auquel elle appartient; 3° le nombre de quintaux de 5 myriagrammes, formant sa capacité, et 4° le numéro du registre du procès-verbal de jaugeage géométrique.

Il est accordé un an, à compter de l'ouverture desdits bureaux pour remplir cette formalité: cette époque passée, toute embarcation non jaugée, si elle passe devant un desdits bureaux, ou si elle est rencontrée par une nacelle portant le pavillon de la navigation du Rhin, pourra être retenue jusqu'à ce que le batelier ou conducteur ait payé une amende de douce francs.

Les deux tiers des amendes de cette espèce appartiendront au visiteur et l'autre tiers aux canotiers du bureau, à la diligence desquels ladite embarcation aura été retenue.

32. Chaque batelier, nacellier ou flotteur, naviguant sur le Rhin, devra être muni d'un manifeste ou déclaration qui contiendra:

1°. Son nom et domicile;

2°. Le lieu du chargement, ou de la construction des trains et radeaux;

3°. Le nom et numéro de l'embarcation avec la capacité, ou la désignation si les trains et radeaux sont avec ou sans surcharge;

4°. Le nom du pilote ou contre-maître, auquel, en l'absence du propriétaire, la conduite du bateau, train ou radeau est confiée;

5°. L'énumération et la désignation des espèces, quantités et poids des marchandises qui y sont chargées, ou l'espèce et la quantité des bois dont les trains sont composés. Les flotteurs devront, en outre, joindre à leurs manifestes, un registre du produit cubique de chaque arbre mesuré partiellement.

Ces manifestes qui seront rédigés et signés dans

la forme prescrite pour les autres bureaux, au lieu 1820
de chargement, ou au premier bureau devant lequel l'embarcation ou les train et radeau passent, seront exhibés, au passage devant chaque bureau, et il sera fait une recapitulation signée par le receveur et le contrôleur de la perception qui aura lieu.

Les employés de la navigation, embarqués dans une nacelle ou canot portant pavillon du gouvernement, pourront exiger dans leurs excursions en rivière, l'exhibition de ces manifestes ou declarations et quittances de paiement de la part de tout conducteur d'embarcation, train ou radeau, en tel endroit du Rhin qu'il soit rencontré.

Le principal employé y apposera son visa, sans exiger aucune rétribution quelconque, et fera mention du lieu, du jour et de l'heure.

Il ne sera fait aucune perçeption par les employés de l'octroi, qu'elle ne soit mentionnée au bas du manifeste des chargemens, et que de plus il n'en soit délivré au conducteur de l'embarcation ou du train ou radeau, une quittance particulière.

33. Le droit de navigation sur le Rhin, sera perçu dans les bureaux entre Bâle et Strasbourg:

1°. Pour la navigation qui se fait en remontant le Rhin, d'avance et à raison de la distance à parcourir.

2°. Attendu que la France a déclaré vouloir placer son bureau près du grand pont du Rhin vis-à-vis Kehl, pour celle qui se fait en descendant le Rhin, à raison de la distance parcourue, qui sera toujours comptée au bureau du Vieux-Brisach, commo si les bateaux et trains étaient partis de Bâle, et aux bureaux du grand pont du Rhin en face de Kehl, comme s'ils étaient partis du Vieux-Brisach.

Cette différence de perception a été ainsi adoptée, parce qu'afin d'éviter dans l'intérêt du commerce, la multiplication des bureaux, il n'en est point établi à la proximité de Bâle.

34. Indépendamment du droit sur les denrées ou marchandises, dont il sera parlé, ci-après, il sera perçu dans chacun de ces deux bureaux, pour chaque embarcation chargée ou non, du port de cinquante quintaux et au-dessus, un droit de reconnaissance réglé comme suit:

1820 Pour une embarcation de 50 à 299 quint. fr. 10 c.

de 300 à 599	1 fr.	
de 600 à 999	2 fr.	
de 1000 à 1499	4 fr.	
de 1500 à 1999	6 fr.	
de 2000 à 2499	9 fr.	
de 2500 et au-dessus.	15 fr.	

Ce droit sera perçu jusqu'à ce que l'embarcation ait été jaugée géométriquement, d'après la capacité déclarée par le conducteur, mais vérifiée par les employés.

35. Le système décimal est adopté pour les poids et mesures mentionnés dans le présent réglement et les tarifs y fixés; en conséquence le mètre servira de mesure de longueur et le kilogramme pour le poids.

36. Par le mot quintal, on entendra les poids de cinquante kilogrammes, equivalent, en l'ancien poids de France dit de marc, à cent deux livres, deux onces deux gros et demi; en poids de Cologne, à 106; en poids de Mayence, 106 liv. 5 onces; en poids d'Amsterdam à 101 liv. 3 onces.

38. La perception se fera sur les deux rives, en francs et centimes, sans fractions, mais on ajoutera un centime pour celles au-dessus de cinq dixièmes de centimes. Après avoir ainsi calculé les droits, on en réduira le montant dans la monnaie ayant cours légal dans les caisses publiques de la rive où est situé le bureau, et le batelier ou flotteur aura la faculté de payer dans telles espèces que bon lui semblera, d'après le tarif qui sera affiché dans le bureau.

53. Si une embarcation, son chargement ou partie d'icelui, après avoir acquitté les droits de navigation dans un ou les deux bureaux, viennent à être avariés, ou même à périr entièrement par quelque cause que ce puisse être, aucune demande en exemption ou restitution de tout ou partie des droits perçus ou à percevoir, ne sera admise, nonobstant tout réglement ou usage contraire.

54. Les conducteurs d'embarcations ou trains et radeaux, qui auront contrevenu à quelqu'une des dispositions de la présente Convention, ou des réglemens qui en dériveront, pourront être retenus, ainsi que leurs embarcations, trains ou radeaux, dans le lieu où

il aura été informé contre eux, jusqu'à ce qu'ils 1820
aient acquitté les droits dus par eux, ainsi que les amendes et frais que leur conduite aura occasionés, à moins qu'ils ne fournissent sur les lieux une caution reconnue solvable et admise par le receveur du bureau qui sera saisi de l'affaire.

55. Si les employés de la navigation se trouvent dans la nécessité de retenir quelque embarcation, train ou radeau, naviguant sur le Rhin, ils ne pourront le faire qu'après avoir dressé au préalable un procès-verbal contenant les motifs de cette mesure extraordinaire, et si même, les circonstances les obligent de plus à mener lesdits bateaux, trains ou radeaux, à quelque point de l'une ou l'autre rive, il leur est recommandé très expressément d'en prévenir de suite les employés des douanes de la rive où ils les feront amarrer: tout retard dans cette formalité pourra être puni par la destitution; les précautions à prendre de la part des douanes en pareil cas seront les mêmes que celles dont il est fait mention dans les articles 3 à 9.

56. Si d'après les vérifications qui seront faites par les employés de la navigation il appert que les conducteurs d'une embarcation, trains ou radeaux, n'ont pas exhibé dans les lieux où ils devraient le faire, les manifestes et déclarations dont il est parlé dans l'art. 32, où que ces manifestes ne soient pas réguliers et conformes à la vérité, soit pour la quantité, soit pour la nature des objets transportés, ou, si après avoir exhibé des manifestes exacts, lesdits conducteurs parviennent à se soustraire à l'acquittement du droit de navigation, en tout ou en partie, ils seront obligés de payer, par forme d'amende, le double des droits auxquels ils ont voulu se soutraire et indépendamment desdits droits.

Ainsi le doublement aura lieu sur la totalité du chargement, s'il n'y a point eu d'exhibition du manifeste, là où elle devait se faire, ou si une embarcation étant chargée, a été déclarée à vide; mais si l'infidélité dans les manifestes ou declarations, n'est que d'une partie des chargemens, cette partie seule sera assujétie au doublement des droits.

De même, si l'infidelité consiste à avoir dissimulé la véritable nature des objets, le doublement ne portera que sur l'excédant des droits auxquels un énoncé fidèle eût donné lieu.

1820 Dans tous les cas, la somme à doubler, toujours indépendamment des droits dus, se composera d'autant d'articles qu'il y aura eu de bureaux où les droits auront été fraudés, en tout ou en partie.

91.

Article additionnel au Traité conclu le 23. *Octobre* 1817 *entre la Grande-Bretagne et le Roi de Madagascar sur l'abolition du commerce d'esclaves. Signé à Tananarivoux, le* 11me *Octobre* 1820.

By virtue of the Treaty concluded between His Majesty Radama, King of Madagascar, and His Excellency R. T. Farquhar, Esq. Governor and Commander in chief of the Island of Mauritius and dependencies, Captain General, Vice Admiral, etc. etc. etc. bearing date the 23d of October 1817, the abolition of the exportation of slaves shall, from this day for ever be maintained and preserved inviolate; and the Contracting Parties severally bind themselves to fulfil all the Articles and conditions contained in the said Treaty, with the most scrupulous care and attention.

In consequence of this Treaty, confirmed and ratified by command of His Britannic Majesty, and accepted this day by His Majesty the King of Madagascar, there has been agreed upon between Mr. James Hastie, Agent of Government, on the part of His Excellency Governor Farquhar, and King Radama, that the said Mr. Hastie engages, on the part of his Government, to take with him 20 free subjects of His Majesty King Radama, to be instructed in and brought up to different trades, such as mechanics, gold and silver smiths, weavers, carpenters, blacksmiths; or placed in the arsenals, dockyards, etc. etc. etc. whereof 10 shall be sent to England, and 10 to the island of Mauritius, at the expense of the British Government.

It is further agreed upon between the two parties, that if on the arrival at Mauritius of the 20 individuals

above-mentioned, accompanied by Mr. Hastie, the 1820
Governor should not consent to the instruction of the said 20 individuals, 10 at Mauritius, and 10 in England, then shall the Treaty become null, without compromising, however, the word or promise of King Radama.

It is understood by this Article, that the British Government shall place the said 20 individuals with persons practising the various trades before mentioned; but that Government is not responsible for their conduct or their want of capacity.

Mr. James Hastie further engages to take with him 8 other individuals, to be instructed in music, for the purpose of being formed into a band for the regiment of guards of His Majesty the King of Madagascar.

In consequence of this Article and the conditions before stated, King Radama will make a Proclamation, in the which he will notify the said abolition of the exportation of slaves from within his dominions: and will further invite all persons of talent, or otherwise skilled in any trade or profession, to come and visit his country, promising to them his protection; and the said proclamation shall be published in the Mauritius Gazette.

Given at Tananarivoux, this 11th of October 1820.

JAMES HASTIE, RADAMA MANZAKA.
Agent to the British Government.

92.

Proclamation de Radama, Roi de Madagascar, défendant l'exportation d'esclaves. En date du 11. *Octobre* 1820.

(Traduction officielle anglaise.)

THE KING RADAMA,

Moved by the same principles of humanity which have animated the Sovereign of Great Britain and other Powers, to abolish and prohibit the exportation of slaves, by these presents makes a Proclamation, in the which he forbids in a solemn manner all and every person, to export the natives of Madagascar, under

1820 the penalty of themselves, in their own persons, being reduced to slavery.

The King Radama embraces the present occasion of calling upon all persons of talent or profession to come and visit his country, in order to prosecute their inquires and researches as to the nature of its productions; and to whom he gives a sacred assurance of his protection in their efforts and undertakings.

Given at Tananarivoux, this 11th October, 1820.

RADAMA MANZAKA.

93.

Articles du Traité d'alliance, conclu entre la France et la Confédération Suisse le 27. Septembre 1803, qui, en suite de la proposition faite par le Ministre plénipotentiaire de France en Suisse, le 16. Octobre 1820, et de la déclaration donnée par le Directoire Fédéral au nom des Etats de la Suisse, le 3. Mars 1821, sont maintenus provisoirement (nonobstant l'expiration dudit Traité) jusqu'à l'époque de la conclusion d'une nouvelle Convention entre les deux Etats.

Extrait.

Dans les affaires litigieuses personnelles ou de commerce, qui ne pourront se terminer à l'amiable, ou sans la voie des tribunaux, le demandeur sera obligé de poursuivre son action directement devant les juges naturels du défendeur, à moins que les parties ne soient présentes dans le lieu même, où le contrat a été stipulé, ou qu'elles ne fussent convenues des juges par-devant lesquels elles se seraient engagées à discuter leurs difficultés.

Dans les affaires litigieuses ayant pour objet des propriétés foncières, l'action sera suivie par devant

le tribunal ou magistrat du lieu, où ladite propriété est située. 18$\frac{20}{21}$

Les contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers d'un Français mort en Suisse, à raison de sa succession, seront portées devant le juge du domicile que le Français avait en France. Il en sera usé de même à l'égard des contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers d'un Suisse mort en France.

Il ne sera exigé des Français qui auraient à poursuivre une action en Suisse; et des Suisses qui auraient une action à poursuivre en France, aucuns droits, cautions ou dépôts, auxquels ne seraient pas soumis les nationaux eux-mêmes, conformément aux lois de chaque endroit.

Les jugemens définitifs en matière civile, ayant force de chose jugée, rendus par les tribunaux français seront exécutoires en Suisse, et réciproquement, après qu'ils auront été légalisés par les envoyés respectifs, ou à leur défaut par les autorités compétentes de chaque pays.

En cas de faillite ou de banqueroute de la part d'un Français possédant des biens en France, s'il y a des créanciers suisses et des créanciers français, les créanciers suisses qui se seraient conformés aux lois françaises pour la sûreté de leur hypothèque, seront payés sur lesdits biens, comme les créanciers hypothécaires français, suivant l'ordre de leur hypothèque, et réciproquement, si des Suisses possédant des biens dans la Confédération Helvétique, se trouvaient avoir des créanciers français et des créanciers suisses, les créanciers français qui se seraient conformés aux lois suisses, pour la sûreté de leur hypothèque en Suisse, seront colloqués sans distinction avec les créanciers suisses, suivant l'ordre de leur hypothèque.

Quant aux simples créanciers, ils seront aussi traités également, sans considérer auquel des deux états ils appartiennent, mais toujours conformément aux lois de chaque pays.

Dans toutes les procédures criminelles pour délits graves, dont l'instruction se fera soit devant les tribunaux français, soit devant ceux des Suisses, les témoins suisses qui seront cités à comparaître en personne en France, et les témoins français qui seront cités à comparaître en personne en Suisse, seront tenus

18$\frac{20}{21}$ de se transporter près le tribunal qui les aura appelés, sous les peines déterminées par les lois respectives des deux nations. Les deux gouvernemens accorderont dans ce cas aux témoins les passe-ports nécessaires, et ils se concerteront pour fixer l'indemnité et l'avance préalable qui seront dues à raison de la distance et du séjour; mais si le témoin se trouvait complice, il sera renvoyé par-devant son juge naturel, aux frais du gouvernement, qui l'aurait appelé.

Si les individus qui seraient déclarés juridiquement coupables de crimes d'état, assassinats, empoisonnemens, incendies, faux sur des actes publics, fabrication de fausse monnaie, vols avec violence ou effraction, ou qui seraient poursuivis comme tels, en vertu des mandats décernés par l'autorité légale, se réfugiaient d'un pays dans l'autre, leur extradition sera accordée à la première réquisition. Les choses volées dans l'un des deux pays et déposées dans l'autre, seront fidèlement restituées, et chaque état supportera jusqu'aux frontières de son territoire les frais d'extradition et de transport.

Dans le cas de délits moins graves, mais qui peuvent emporter peine afflictive, chacun des deux états s'engage, indépendamment des restitutions à opérer, à punir lui-même le délinquant; et la sentence sera communiquée à la légation française en Suisse, si c'est un citoyen français, et respectivement au chargé d'affaires de la Suisse à Paris, ou à son défaut au Directoire fédéral, si la punition pesait sur un citoyen suisse.

94.

Déclaration du Bey de Tunis, du 28. Mai 1822.

Mahmoud, Bacha, Bey de Tunis; au Commandant Capitaine Warren, et à l'Aide-de-Camp Ponsonby.

J'ai reçu votre lettre datée du 6 Ramadan, dans laquelle vous dites que le Consul anglais, residant ici, a informé votre Gouvernement qu'un droit de trois pour cent a été imposé sur le riz importé à Tunis par les sujets anglais, ce qui est une infraction du Traité

entre moi et le Gouvernement d'Angleterre et que vous 1822
avez reçu l'ordre de votre Gouvernement de parler de cette affaire et de dire que votre Roi est persuadé que je dois renoncer à ce droit sur le riz pour ne pas interrompre la paix et la longue amitié qui existent entre les deux Gouvernemens, j'ai bien entendu et compris tout ce que vous dites en outre à ce sujet.

La réponse à ce qui a été dit, est que ce droit de douane sur le riz, existait autrefois pour les marchands de toute nation apportant du riz à Tunis, et nous ne trouvons point qu'il y ait eu d'exception stipulée dans les Traités avec l'Angleterre. Comme il vous semble que cette affaire apporte interruption à la paix et ancienne amitié entre les deux gouvernemens, il est par les presentes et dès ce moment renoncé audit droit pour les marchands anglais qui importeront du riz à Tunis, et ils ne payeront sur cet article aucun droit de douane, desireux que je suis de ne point troubler cette amitié existante pour une chose de si peu d'importance.

Je me réserve toutefois d'envoyer quelqu'un pour discuter ce point de ma part avec Votre gouvernement, s'il plait à Dieu.

Ecrit le 7 de Ramadan, 1237 de l'Hégire et le 28. Mai 1822 de l'Ere chrétienne.

95.

Articles additionnels aux Traités subsistans entre la Grande-Bretagne et le Roi de Madagascar, sur l'abolition du commerce d'esclaves. Signés à Tamatave, le 31. Mai 1823.

Whereas by certain Treaties and Engagements, made and established between the Britis Government and Radama, King of Madagascar, more particularly those dated the 23rd day of October 1817 and the 11th day of October 1820, which said Treaties and Engagements have been approved and confirmed by His Britannic Majesty, the Slave-Trade was abolished throughout Madagascar;

1823 And whereas the conditions of the said Treaties have been faithfully observed and kept by the Contracting Parties on both sides, which have produced the happiest and most beneficial effects, in contributing to the accomplishment of the great object of general abolition, and more particularly in improving the people of Madagascar in their moral and religious habits, and in laying the most sure foundation for their rapid advancement to ultimate civilization:

Now, with the view of giving still greater force and efficacy to the objects and conditions of the said Treaties, and of for ever removing the possibility of the revival of a traffic, which for centuries was the great scourge of that vast, fertile and populous island; It is agreed between Sir Robert Townsend Farquhar, Baronet, and Fairfax Moresby, Esquire, C. B. Captain of His Majesty's ship the *Menai*, of the one part, and Rafarlah, Chief of Foule Point, and Jean René, Chief of Tamatave, on behalf of King Radama, of the other part:

Art. 1. That the ships and vessels of His Britannic Majesty, and all other British ships and vessels, legally commissioned or deputed for the prevention of the Slave-trade, shall have, and by these presents they have, full power and authority to seize and detain all ships and other vessels, whether of and belonging to the subjects of Madagascar, or of any other nation or people whatsoever, which shall be found in any harbour, port, roadstead, creek or river, or on or near the shores and coasts of Madagascar, carrying on the traffic in slaves, or aiding or abetting in carrying on such traffic; and that the said ships, or other vessels, when so seized and detained as aforesaid, shall be treated and dealt with as hereinafter mentioned.

II. That all ships and vessels seized and detained as aforesaid shall be given up, and delivered for adjudication to the Chief or Commandant of Foule Point, Tamatave, or wheresoever else the said Radama shall appoint a Governor, Commandant, or special Commissioners, for such purpose, or they the said ships and vessels shall and may be otherwise dealt with, as the laws of Great Britain now or hereafter shall authorize and direct; and that when any such ships or vessels shall be so given up and delivered to any such Gover-

nor, Commandant, or special Commissioner as afore- 1723
said, for adjudication, and lawfully convicted of any offence or fraud against this Treaty and Engagement, or any former Treaty and Engagement, made for the abolition of the Slave-trade at Madagascar, such ships or vessels shall be confiscated and forfeited, together with their cargoes, guns, tackle and furniture, for the benefit of King Radama, to be by him applied as he shall judge fitting.

III. That when any such ships or vessels, so seized and detained as aforesaid, shall be found to have on board any persons, natives of Madagascar, or of Africa, or of any African island, or of any other territory or place whatsoever, who shall have been taken on board, and detained, with intent to lead them into slavery, all such persons shall be dealt with as follows; that is to say: If they shall be natives of Madagascar, they shall be forthwith restored to their own homes and families; and if they shall be natives of any other country, territory or place, they shall (where it can be conveniently done) be sent and restored to their native countries; or if that shall be found impracticable, or greatly inconvenient, then they shall be enrolled and classed with the corps or body called the Serundahs, which is a corps or body belonging to the establishment of King Radama, and maintained and provided for by him.

IV. That the Contracting Parties to these presents agree, in considering this Additional Treaty as provisional, until ratified and confirmed by His Majesty the King of Great Britain, and Radama, the King of Madagascar.

Done at Tamatave, Madagascar, this 31st day of May, 1823.

RAFARLAH.	R. T. FARQUHAR.
JN. RÉNÉ.	FAIRFAX MORESBY.

1823

96.

Ordre du Conseil de S. M. Britannique, portant l'exemtion de certains bâtimens hanoveriens de l'obligation de prendre des pilots dans les ports de la Grande-Bretagne. En date du 18. Novembre 1823.

— — — — — His Majesty, by virtue of the power vested in him ..... is pleased to order, that from

97.

Déclaration du Bey de Tunis, du 1er Janvier 1824.

Mahmoud Bacha Bey de Tunis au capitaine Gowan William Hamilton, Commandant de l'escadre anglaise à présent à la Goulette et à Alexandre Cutin, Consul anglais à Tunis.

Nous avons reçu votre lettre datée du 29. Décembre 1823, contenant un nouvel article relatif aux esclaves grecs, lesquels ne devront pas être vendus ou achetés, et afin que nous ne permetions à personne dans notre pays de faire des esclaves durant la guerre existant entre la Grèce et notre Maître le Sultan Ottoman; la même lettre nous demandant qu'en cas de guerre future avec un Royaume quelconque, nous ne recevions aucun esclave qui pourrait arriver dans les ports de nos Etats sur un vaisseau de quelque nation que ce soit, quoique vous ayez vu la lettre que nous avons reçue du Capitan Bacha et que vous en connaissiez le contenu; quoi qu'il en soit, nous observerons la promesse par nous faite que si quelques esclaves chrétiens ou grecs arrivaient ici à l'avenir nous ne les vendrions pas et nous ne donnerions permission à personne de les acheter, mais nous les garderions comme prisonniers de guerre jusqu'à

and after the date of this order, all vessels belonging 1823
to the subjects of His Majesty the King of Hannover, and being of less burthen than 60 tons, which shall enter in or clear out from any of the ports of the United Kingdom, shall be and they are hereby exempted from taking on board a pilot to conduct them into or from any such port, in all cases where British vessels, being of less burthen than 60 tons, are not required by law to take pilots, any law, custom, or usage to the contrary nothwithstanding.

JAS. BULLER.

97.

Déclaration of the Bey of Tunis, 1st January, 1824.

From the Adorer of God Almighty, and who hopes for his mercy, Mahmoud Bashaw, Bey of Tunis, to Captain Gowan William Hamilton, commanding the British squadron, at present at the Goletta, and to the English Consul at Tunis, Alexander Tulin.

We have received your letter dated the 29th December, 1823, containing a new Article regarding Greek Slaves; that they are not to be bought or sold, and that we are not to allow any one in our country to make slaves, during the existing war in Greece, with our master, the Ottoman Sultan; and you also ask of us that, in case of any future war with any kingdom, we are not to receive any slave which may arrive in the ports of our Dominions on any ship of whatever nation, although you have seen the letter which we have received from the Captain Bashaw, and know its contents. However, we shall observe our promises, that if any slaves, Christians, or Greeks, should arrive here in future, we shall neither sell them, nor allow any one to buy them, but we shall keep them as prisoners of war until peace shall be made, and then they shall return us those they have, and we shall return them those we have without any ransom; and this we do contrary to the orders of our master the Sultan;

1824 *ce que la paix soit faite, et alors il y aurait entre eux et nous échange des prisonniers sans rançon; ceci est pourtant contraire aux ordres du Sultan notre Maître, mais en considération de l'ancienne amitié qui existe entre nous, nous remplirons ces conditions quand bien même devrions-nous encourir le deplaisir de notre Maître le Sultan, les Grecs étant ses sujets; mais néanmoins cesi par égard pour vous, nous accédons par les présentes à vos demandes en considération de l'amitié qui depuis si long-temps existe entre nous.*

Fait à Bardo, le 21 de la lune Rebia Teni 1239 de l'Hégire, 1er Janvier 1824 de l'Ere chrétienne.

Accepté pour le compte du Gouvernement anglais.

Signé: Gowan William Hamilton.

98.

Déclaration du Bey de Tunis, du 7. Janvier 1824.

Nous Mahmoud Bacha Bey, maitre de l'Afrique, déclarons avoir ajouté un nouvel article au Traité avec le gouvernement britannique, lequel est que si aucun sujet anglais commet une faute pour laquelle il mérite la mort, nous informerons le Consul anglais deux jours avant de rendre la sentence, afin qu'il soit présent au procès; et si ensuite il doit subir la mort, un sursis de deux jours lui sera également accordé avant son exécution; nous n'empêcherons personne de parler avec lui, et après sa mort son corps pourra être pris par ses compatriotes sans que personne puisse l'insulter, et les sujets sardes seront traités comme les Anglais, leurs Traités étant de même que ceux d'Angleterre.

Fait au commencement de la lune Jumed Owel 1239 de l'Hégire, 7. Janvier 1824 de l'Ere chrétienne.

but in consideration of the ancient friendship which 1824
subsists between us, we shall fulfil this, even were we to experience any displeasure from our master, the Sultan, as the Greeks are his subjects; but notwithstanding, out of regard for you, we have hereby agreed to your demands, in consideration of the friendship which has subsisted between us for such a long time.

Done at Bardo, the 21st of the Moon, Rebia-Teni, 1239 of the Hegira; the 1st of January, 1824, of the Christian era.

Accepted, on the part of the Britisch Government,

GOWAN WILLIAM HAMILTON.

ALEXANDER TULIN, *British Pro Consul.*

99.

Ordre du Conseil de S. M. Britannique portant l'exemtion de certains bâtimens Hamburgeois de l'obligation de prendre des pilots dans les ports de la Grande-Bretagne. En date du 10. Mars 1824.

Whereas, by an Act, passed in the 4th year of His present Majesty's reign, [Cap. 77.] intituled, "An Act to authorize His Majesty, under certain circumstances, to regulate the duties and drawbacks on goods imported or exported in foreign vessels, and to exempt certain foreign vessels from pilotage," His Majesty is authorised, by and with the advice of His Privy Council, or by any Order or Orders in Council, in all cases in which British vessels, of less burthen than 60 tons, are not required by law to take pilots, to exempt foreign vessels, being of less burthen than 60 tons, from taking on board a pilot to conduct them into or from any of the ports of the United Kingdom, any law, custom, or usage, to the contrary notwithstanding;

1824 His Majesty, by virtue of the power vested in him by the said Act, and by and with the advice of His Privy Council, is pleased to order, and it is hereby ordered, that from and after the date of this Order, all vessels belonging to the inhabitants of Hamburgh, and being of less burthen than 60 tons, which shall enter in or clear out from any of the ports of the United Kingdom, shall be, and they are hereby exempted from taking on board a pilot to conduct them into or from any such port, in all cases where British vessels, being of les burthen than 60 tons, are not required by law to take pilots, any law, custom or usage to the contrary notwithstanding:

And the Right Honourable the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury are to give the necessary directions herein accordingly.

Jas. Buller.

100.

Ordre du Conseil de S. M. Britannique portant l'exemption de certains bâtimens danois de prendre des pilots dans les ports de la Grande-Bretagne. En date du 10. *Mars* 1824.

Whereas by an Act, ... etc.

— — His Majesty, by virtue of the power vested in him by the said Act, and by and with the advice of His Privy Council, is pleased to order, and it is hereby ordered, that from and after the date of this order, all vessels belonging to the subjects of His Majesty the King of *Denmark*, and being of less burthen than 60 tons, which shall enter in or clear out from any of the ports of the United Kingdom, shall be, and they are hereby exempted from taking on board a pilot, to conduct them into or from any such port, in all cases where British vessels, being of less burthen than 60 tons, are not required by law to take pilots, any law, custom, or usage to the contrary notwithstanding.

And the Right Honourable the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury are to give the necessary directions herein accordingly. 1824

JAS. BULLER.

101.

Ordre du Conseil de S. M. Britannique pour régler les droits payables des bâtimens Prussiens et de leurs cargaisons dans les ports britanniques. En date du 25. May 1824.

— — — Whereas by a Convention, bearing date the second day of April last, His Majesty the King of Prussia has engaged that, from and after the first day of May then next ensuing, British vessels and their cargoes, entering or departing from the ports of Prussia, shall be placed on the same footing as Prussian vessels, in respect of the articles permitted to be imported or exported, and of the duties, bounties, drawbacks, and allowances, on such British vessels and cargoes; His Majesty, by virtue of the powers vested in Him and by and with the advice of His Frivy Council, is pleased to order, and it is hereby ordered, that, from and after the first of this instant May, Prussian vessels entering or departing from the ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, shall not be subject to any other or higher duties or charges whatever, than are or shall be levied on British vessels entering or departing from such ports: That all articles of the growth, produce, or manufacture, of any of the dominions of His Prussian Majesty, which are or shall be permitted to be imported into or exported from the ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, in British vessels, shall, in like manner, be permitted to be imported into and exported from the said ports, in Prussian vessels: That all articles not of the growth, produce, or manufacture, of the dominions of His Prussian Majesty, which can legally be imported from Prussia into the ports of the United Kingdom in Prussian ves-

1824 sels, shall be subject only to the same duties as are payable upon the like articles if imported in British ships: That all goods, wares, and merchandise, which can legally be imported into the ports of the United Kingdom, shall be admitted at the same rate of duty, when imported in Prussian vessels, that is charged on similar artiles imported in British vessels; and that all goods, wares, or merchandise, which can be legally exported from the ports of the United Kingdom, shall be entitled to the same bounties, drawbacks, and allowances, when exported in Prussian vessels, that are granted, paid, or allowed, on similar articles, when exported in British vessels:

And the Right Honourable the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury are to give the necessary directions herein accordingly.

Jas. Buller.

102.

Ordre du Conseil de S. M. Britannique sur l'exemption de certains bâtimens de Lubeck de l'obligation de prendre des pilots dans les ports de la Grande-Bretagne. En date du 25. Mai 1824.

Whereas, by an Act, passed in the 4th year of His present Majesty's reign, [Cap. 77.] intituled "An Act to authorise His Majesty, under certain circumstances, to regulate the duties and drawbacks on goods imported or exported in foreign vessels, and to exempt certain foreign vessels from Pilotage," His Majesty is authorized, by and with the advice of His Privy Council, or by any Order or Orders in Council, in all cases in which British vessels, of less burthen than 60 tons, are not required by law to take pilots, to exempt foreign vessels, being of less burthen than 60 tons, from taking on board a pilot to conduct them into or from any of the ports of the United Kingdom, any law, custom, or usage, to the contrary notwithstand-

ing; His Majesty, by virtue of the power vested in Him by the said Act, and by and with the advice of his Privy Council, is pleased to order, and it is hereby ordered, that, from and after the date of this order, all vessels belonging to the inhabitants of Lubeck, and being of less burthen than 60 tons, which shall enter in or clear out from any of the ports of the United Kingdom, shall be, and they are hereby exempted from taking on board a pilot to conduct them into or from any such port in all cases where British vessels, being of les burthen than 60 tons, are not required by law to take pilots, any law, custom, or usage, to the contrary notwithstanding. 1824

And the Right Honourable the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury are to give the necessary directions herein accordingly.

Jas. Buller.

103.

Ordre du Conseil de S. M. Britannique, pour régler les droits à percevoir des bâtimens hanovriens dans les ports de la Grande-Bretagne. En date du 25. *Mai* 1824.

— — — — Whereas satisfactory proof has been laid before His Majesty and His Privy Council, that goods, wares, and merchandise, imported into or exported from the Kingdom of Hanover, are charged with the same duties, and are allowed the same drawbacks, bounties, or allowances, when imported or exported in British vessels, as are levied or allowed on similar goods, wares, and merchandise when imported or exported from the said Kingdom of Hanover, in Hanoverian vessels, and that British vessels are charged with no other or higher tonnage duties on their entrance into the ports of the Kingdom of Hanover, than are levied on Hanoverian vessels; His Majesty, by virtue of the powers vested in him, and by and with the advice of His Privy Council, is pleased to order, and it is hereby ordered, that, from and after the 1st of

1824 this instant May, Hanoverian vessels entering or departing from the ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, together with the cargoes on board the same, such cargoes consisting of articles which may be legally imported or exported, shall not be subject to any other or higher duties or charges whatever than are or shall be levied on British vessels entering or departing from such ports, or on similar articles when imported into or exported from such ports in British vessels; and also that such articles when exported from the said ports in Hanoverian vessels, shall be entitled to the same bounties, drawbacks, and allowances, that are granted on similar articles when exported in British vessels:

And the Right Honourable the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury, are to give the necessary directions herein accordingly.

JAS. BULLER.

104.

Déclaration de la part de la Grande-Bretagne et d'Hanovre concernant la reciprocité du commerce. Signée à Londres, le 12. Juin 1824.

The undersigned, His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and the Minister of State and Cabinet of His Majesty The King of Hanover, hereby declare, in the name of their respective Governments:

That the Hanoverian Government having placed British ships, and all articles imported in such ships, in respect to all duties, whether upon the goods or upon the ships, and in respect to charges and privileges of pilotage, upon the same footing with Hanoverian ships, and the like goods, if imported in such ships; and the said Hanoverian Government binding itself to observe these conditions, and any other stipulations in favour of the shipping and commerce of Great Britain, which are contained in a Convention between His Britannic Majesty and the King of Prussia,

concluded and signed at London, on the 2d of April, 1824 1824;

His Britannic Majesty engages to extend to the subjects and shipping of the Kingdom of Hanover, all the benefits secured by the said Convention to the shipping and commerce of Prussia, upon the principle of reciprocity which forms the basis of the said Convention.

In witness whereof, they have signed the present Declaration, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at London, the 12th day of June, in the year of our Lord, 1824.

(L. S.) George Canning. (L. S.) Munster.

(A Counter Declaration to the same effect was signed on the same day.)

105.

Ordre du Conseil de S. M. Britannique pour régler les droits à percevoir des bâtimens Hambourgeois et de leurs cargaisons dans les ports de la Grande-Bretagne. En date du 30. Juin 1824.

— — Whereas satisfactory proof has been laid before His Majesty and His Privy Council, that goods, wares, and merchandise, imported into or exported from the territories of the Free Hanseatic Republic of Hamburgh, are charged with the same duties, and are allowed the same drawbacks, bounties, or allowances, when imported or exported in British vessels, as are levied or allowed on similar goods, wares, and merchandise, when imported or exported from Hamburgh, in Hamburgh vessels; and that British vessels are charged with no other or higher tonnage duties on their entrance into the territories of Hamburgh, than are levied on Hamburgh vessels; His Majesty, by virtue of the powers vested in him by the Acts above recited, and by and with the advice of his Privy Council, is pleased to order, and it is hereby ordered, that, from and after the first day of July next, Ham-

1824 burgh vessels entering the ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, in ballast or laden, or departing from the ports of the said United Kingdom, together with the cargoes on board the same, such cargoes consisting of articles which may be legally imported or exported, shall not be subject to any other or higher duties or charges whatever, than are or shall be levied on British vessels entering or departing from such ports, or on similar articles when imported into, or exported from, such ports in British vessels; and also that such articles, when exported from the said ports in Hamburgh vessels, shall be entitled to the same bounties, drawbacks, and allowances that are granted on similar articles when exported in British vessels:

And the Right Honourable the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury are to give the necessary directions herein accordingly.

JAS. BULLER.

106.

Ordre du Conseil de S. M. Britannique, pour régler les droits à percevoir des bâtimens de Brème et de leurs cargaisons dans les ports de la Grande-Bretagne. En date du 14. *Août* 1824.

— — Whereas satisfactory proof has been laid before His Majesty and His Privy Council, that goods, wares, and merchandise imported into or exported from the territories of the Free Hanseatic Republic of *Bremen*, are charged with the same duties, and are allowed the same drawbacks, bounties, or allowances, when imported or exported in British vessels, as are levied or allowed on similar goods, wares, and merchandise, when imported or exported from Bremen in Bremen vessels, and that British vessels are charged with no other or higher tonnage duties on their entrance into the territories of Bremen, than are levied on Bremen vessels; His Majesty, by virtue of the powers vested in Him by the Acts above recited, and by and

with the advice of His Privy Council, is pleased to 1824
Order, and it is hereby ordered, that, from and after the 10th day of July last, Bremen vessels entering the ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, in ballast or laden, or departing from the ports of the said United Kingdom, together with the cargoes on board the same, such cargoes consisting of articles which may be legally imported or exported, shall not be subject to any other or higher duties or charges whatever, than are or shall be levied on British vessels entering or departing from such ports, or on similar articles when imported into or exported from such ports in British vessels; and also that such articles, when exported from the said ports in Bremen vessels, shall be entitled to the same bounties, drawbacks, and allowances that are granted on similar articles when exported in British vessels.

107.

Ordre du Conseil de S. M. Britannique, pour régler les droits à percevoir des bâtimens de Lubeck et de leurs cargaisons dans les ports de la Grande-Bretagne. En date du 14. *Août* 1824.

— — Whereas satisfactory proof has been laid before His Majesty and His Privy Council, that goods, wares, and merchandise imported into or exported from the territories of the Free Hanseatic Republic of *Lubeck*, are charged with the same duties, and are allowed the same drawbacks, bounties, or allowances, when imported or exported in British vessels, as are levied or allowed on similar goods, wares, and merchandise when imported or exported from Lubeck in Lubeck vessels; and that British vessels are charged with no other or higher tonnage duties on their entrance into the territories of Lubeck, than are levied on Lubeck vessels; His Majesty, by virtue of the powers vested in him, and by and with the advice of His Privy

1824 Council, is pleased to order, and it is hereby ordered, that from and after the 1st day of this instant, August, Lubeck vessels entering the ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, in ballast or laden, or departing from the ports of the said United Kingdom, together with the cargoes on board the same, such cargoes consisting of articles which may be legally imported or exported, shall not be subject to any other or higher duties or charges whatever, than are or shall be levied on British vessels entering or departing from such ports, or on similar articles when imported into or exported from such ports in British vessels; and also that such articles, when exported from the said ports in Lubeck vessels, shall be entitled to the same bounties, drawbacks, nnd allowances, that are granted on similar articles when exported in British vessels:

And the Right Honourable the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury are to give the necessary directions herein accordingly.

C. C. Greville.

108.

*Traité de paix, d'amitié, de navigation et de commerce entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la république de Colombie, signé à Bogota, le 3. Octobre 1824 *).*

(Traduction française authentique.)

Art. 1er. Il y aura paix parfaite, constante et inviolable, amitié sincère entre la République de Colombie et les Etats-Unis d'Amérique, dans toute l'étendue de leurs possessions et territoires, et entre les deux Nations et les citoyens réciproquement, sans distinction des personnes ni des rangs.

2. La République de Colombie et les Etats-Unis d'Amérique, desirant vivre en paix avec toutes les au-

*) Voy. ce *Recueil Supplém.* T. X. (*Nouv. Rec.* T. VI.) p. 984.

tres Nations de la terrre, en suivant une politique 1824
franche et également amie de toutes, s'engagent réciproquement à n'accorder aux autres Nations aucune faveur sans qu'elle soit immédiatement partagée par l'autre Partie contractante, qui en jouira librement, si la concession est libre: on allouera les mêmes compensations, si la concession est conditionnelle.

3. Les citoyens de la République de Colombie pourront fréquenter toutes les côtes et toutes les contrées appartenant aux Etats-Unis d'Amérique, y résider et y trafiquer avec toutes sortes de produits, manufacturés et autres, sans payer des droits, supporter des charges ou des impositions autres ou plus fortes, que les Nations les plus favorisées sont, ou seront obligées à payer; ils jouiront dans le commerce et la navigation, de tous les droits, privilèges et exemptions dont jouissent, ou dont jouiront les citoyens de la Nation la plus favorisée, en se soumettant cependant aux lois, décrets et usages auxquels sont soumis les sujets des Nations les plus favorisées. De même les citoyens des Etats-Unis d'Amérique pourront fréquenter toutes les côtes et toutes les contrées appartenant à la République de Colombie, et y jouir de tous les avantages assurés par le présent article.

4. De plus, il est convenu qu'il sera entièrement libre et permis aux négocians, capitaines de navires et autres citoyens des deux pays, de diriger eux-mêmes leurs affaires, dans tous les ports et places soumis à la juridiction de l'un ou de l'autre pays; il en sera ainsi pour les consignations et la vente des produits et marchandises, en gros ou en détail, pour le chargement, le déchargement et l'expédition de leurs navires, devant, dans tous ces cas, être traités comme les citoyens du pays où ils résident, ou au moins sur le pied des sujets ou des citoyens de la Nation la plus favorisée.

5. Les citoyens des deux Nations ne pourront être soumis à aucun embargo, ni retenus avec leurs navires, cargaisons, marchandises, ou autres effets, pour quelque expédition militaire, pour utilité publique ou particulière quelconque, sans qu'il soit alloué aux intéressés une indemnité suffisante.

6. Lorsque les citoyens d'une des deux Nations, seront forcés, soit par le temps, soit par les pirates ou les ennemis, de chercher un refuge ou un asile

1824 dans les rivières, baies ou ports, avec leurs navires, soit marchands soit de guerre, soit propriété publique, soit particulière, on les recevra et on les traitera avec humanité, en leur accordant faveur et protection pour la réparation de leurs vaisseaux, pour faire des vivres et se mettre en état de continuer leur voyage, sans obstacle, ni tort d'aucune espèce.

7. Tous vaisseaux, marchandises et autres effets appartenant aux citoyens de l'une des deux Parties contractantes, qui, ayant été capturés par les pirates, soit dans les lieux soumis à sa juridiction, soit en pleine mer, seront portés ou rencontrés dans les rivières, baies, ports, ou sur les chemins soumis à l'autre Puissance, seront remis aux propriétaires, pourvu que ceux-ci prouvent d'une manière évidente, leur droits devant les tribunaux compétens; bien entendu que ces réclamations devront être faites dans le délai d'un an par les Parties elles-mêmes, par leurs chargés d'affaires, ou par les agens de leurs Gouvernemens respectifs.

8. Lorsqu'un navire appartenant aux citoyens de l'une ou de l'autre Nation fera naufrage, se brisera, ou souffrira quelque dommage sur les côtes, ou dans les lieux soumis à l'autre Puissance contractante, celle-ci sera tenue de lui accorder assistance et protection, comme aux navires de sa propre Nation, leur permettant de décharger (si besoin est) leurs marchandises et effets, sans exiger aucun droit, impôt, ou contribution quelconque, jusqu'à ce que ces marchandises soient exportables.

9. Les citoyens de l'une des Parties contractantes pourront disposer librement de leurs biens personnels dans les lieux soumis à la juridiction de l'autre Puissance, par vente, donation, testament, ou autrement; et leurs héritiers, bien que citoyens de l'autre Etat, leur succéderont dans leurs biens personnels, soit par testament, soit *ab intestat*, et pourront en prendre possesion, soit par eux-mêmes, soit par leurs fondés de pouvoirs, et en disposer selon leur volonté, en payant les droits auxquels sont soumis les régnicoles eux-mêmes pour les mêmes biens et dans les mêmes cas. Si, en cas d'héritage de biens immeubles (*reatestate – bienes raices*) lesdits héritiers n'étaient pas libres d'entrer en possession de l'héritage, à cause de leur caractère d'étranger, on leur accorderait trois

ans pour en disposer comme ils le jugeraient convenable, et en tirer les produits sans empêchement, sans trouble, et exemptés de tous droits de détraction de la part du gouvernement des Etats respectifs. 1824

10. Les deux Parties contractantes promettent et s'engagent formellement à accorder leur protection spéciale, aux personnes et aux propriétés des citoyens de l'autre Partie, voyageurs ou habitans de tous rangs, qui se trouveront sous la juridiction de l'un des deux Pays, leur laissant le libre accès des tribunaux de justice pour leurs affaires judiciaires, sur le même pied que les naturels ou les citoyens du pays où ils se trouvent; à cet effet, ils pourront employer pour la défense de leurs droits, tels avocats, procureurs notaires, agens, facteurs, qu'ils voudront dans leurs contestations judiciaires; et ces citoyens, ou ces agens, pourront assister librement aux décisions et sentences portées par les tribunaux dans les affaires qui les concerneront, et exiger également tous les examens et interrogatoires qui pourront jeter du jour sur lesdites contestations.

11. Il est, de plus, convenu que les citoyens des deux Parties Contractantes jouiront d'une parfaite et entière liberté de conscience dans les pays soumis à l'une ou à l'autre Puissance, sans être exposés à être inquiétés ou molestés à raison de leurs croyances religieuses, pourvu qu'ils respectent les lois et les usages établis. En conséquence les citoyens de l'une des Puissances contractantes qui mourront dans les pays soumis à la juridiction de l'autre, seront enterrés dans les cimetières accoutumés ou dans tel autre lieu propre et convenable qui devra être protégé contre toute violation et toute profanation.

12. Il est, de plus, permis aux citoyens de la République de Colombie et à ceux des Etats-Unis d'Amérique, de naviguer avec toute sécurité et toute liberté, sur leurs vaisseaux, dans tous les ports qui sont, ou qui seront en hostilité avec l'une des Parties contractantes, sans qu'il soit permis d'établir aucune distinction, à cause des propriétaires des marchandises chargées sur lesdits vaisseaux. Il est encore permis auxdits citoyens de transporter sur leurs navires les marchandises susmentionnées, de trafiquer avec la même liberté et la même sécurité dans les ports, pla-

1824 ces et havres des Nations ennemies des deux Parties contractantes ou de l'une d'elles, sans opposition, ni trouble quelconque, non-seulement d'une place ennemie et une place neutre, mais encore d'une place ennemie à une autre place également ennemie, soit qu'elle soit sous la juridiction d'une puissance, ou sous celle de diverses puissances. Il est, de plus, stipulé que le navire libre assure liberté aux marchandises, et que l'on considérera comme libre et exempt, tout ce qui sera à bord de navires appartenant aux citoyens de l'une des Puissances contractantes, même dans le cas où la cargaison, en tout ou en partie, appartiendrait aux ennemis de l'une ou de l'autre Puissance, en exceptant toujours les articles de contrebande. Il est aussi convenu que la même liberté s'étendra aux personnes qui se trouveront à bord desdits navires libres, de sorte que les personnes ennemies des deux Nations ou de l'une d'elle, ne pourra être saisie à bord des navires libres, à moins cependant que ce ne soit des officiers ou des soldats actuellement au service des ennemis. Toutefois, il est entendu et convenu que les stipulations contenues dans le présent article, et qui portent que le pavillon couvre la marchandise, ne seront applicables qu'aux Puissances qui reconnaissent ce principe; mais si l'une des deux Parties contractantes est en guerre avec une tierce Puissance, et que l'autre garde la neutralité, le pavillon de celle-ci couvrira la propriété des ennemis, dont le Gouvernement aura reconnu le même principe.

13. Il est, de plus, convenu que dans le cas où le pavillon neutre de l'une des Puissances contractantes protégerait les propriétés des ennemis de l'autre Puissance, en vertu des stipulations précédentes, il sera toujours entendu que les propriétés neutres, trouvées à bord des bâtimens ennemis, seront considérées comme propriétés ennemies, et sujettes, comme telles, à la saisie et à la confiscation, à moins que ces propriétés n'aient été chargées sur ces navires, avant la déclaration de guerre, ou même lorsque cette déclaration n'aurait pu parvenir à leur connaissance; et il est convenu que deux mois après la déclaration, les sujets de l'une et de l'autre Puissance ne pourront plus prétexter cause d'ignorance. Au contraire, si le pavillon neutre ne protège pas les propriétés des ennemis, les

biens et les marchandises des neutres embarqués sur 1824
les bâtimens ennemis, seront libres.

14. Cette liberté de navigation et de commerce s'étendra à toute espèce de marchandises, à l'exception seulement de celles qui sont regardées comme de contrebande; et, sous le nom de contrebande ou objets prohibés, l'on comprend:

A. Canons, mortiers, obusiers, pierriers, espingoles, mousquets, fusils, carabines, pistolets, piques, épées, sabres, lances, épieux, hallebardes, grenades, bombes, poudres, mèches, balles, et tous les objets appartenant à ces armes;

B. Boucliers, casques, cuirasses, cotes de mailles, fournitures et vêtemens à l'usage des troupes;

C. Ceinturons et chevaux, ainsi que leurs harnais;

D. Et, en général, toutes espèces d'armes, et d'instrumens de fer, d'acier, de bronze, de cuivre, ou de toute autre matière, manufacturés, préparés et destinés évidemment pour faire la guerre, soit sur mer soit sur terre.

15. Tous les objets, toutes les marchandises non comprises dans l'énumération qu'on vient de faire, d'une manière explicite, seront regardées comme libres et propres au commerce, en sorte que les citoyens des deux Parties contractantes pourront les transporter avec toute liberté, même dans les places soumises aux ennemis, excepté celles qui, dans le moment, se trouveraient assiégées ou bloquées; et afin d'éloigner toutes difficultés à cet égard, on ne regardera comme assiégées ou bloquées, que les places actuellement attaquées par des forces militaires capables d'empêcher l'entrée des neutres.

16. Les articles de contrebande dont on vient de faire l'énumération et la classification qui seront trouvés à bord d'un navire destiné pour un port ennemi, seront sujets à la saisie et à la confiscation; le reste de la cargaison et le navire seront libres, et les propriétaires pourront en disposer à leur gré. Aucun des bâtimens appartenant à l'une des deux Nations ne pourra être arrêté en pleine mer, sous prétexte qu'il recèle à son bord des articles prohibés, lorsque le maître, le capitaine ou le subrécargue consentiront à remettre au *capteur* les articles de contrebande, à moins que par leur volume et leur quantité, il ne devienne impossible

1824 de charger ces articles à bord du bâtiment *capteur*; mais alors, comme dans tous les autres cas de juste détention, le vaisseau retenu sera envoyé dans le port le plus sûr et le plus voisin, pour y être jugé selon les lois.

17. Et comme il arrive souvent qu'un vaisseau se dirige vers un port ennemi, sans savoir qu'il est assiégé, bloqué ou investi, il est convenu que, dans ce cas, le vaisseau ne pourra entrer dans ce port, mais qu'on ne retiendra ni lui, ni une partie de sa cargaison (à moins de contrebande) ou à moins que ledit bâtiment ne persiste à entrer malgré l'intimation faite par le commandant des forces militaires, du blocus ou du siège; mais il pourra toujours changer sa route et se diriger sur un autre port, ou lieu qu'il jugera convenable. Aucun des bâtimens des deux Nations, entré dans un port assiégé, avant le blocus et l'attaque, n'éprouvera d'obstacles pour en sortir avec son chargement, et dans le cas où ledit bâtiment serait trouvé dans le port après la prise ou la reddition de la place, il sera remis ensuite aux propriétaires avec sa cargaison.

18. Pour éviter toute espèce d'abus dans la visite des chargemens et des navires des Puissances contractantes, en pleine mer, il est arrêté que, lorsqu'un bâtiment de guerre public ou particulier, rencontrera un neutre de l'autre Nation, le premier restera hors de la portée du canon; il enverra sa chaloupe avec deux ou trois hommes seulement pour faire la visite des papiers concernant les propriétaires du navire et son chargement, sans se permettre aucune violence, ni mauvais traitemens; la personne et les biens du capitaine en répondent: c'est pourquoi les capitaines des bâtimens armés par les particuliers, devront, avant de recevoir leurs commissions et leurs brevets, fournir des sûretés suffisantes pour répondre des dommages qui arriveront par leur fait. De plus, il est arrêté que jamais on ne pourra exiger que le neutre se transporte à bord du bâtiment examinateur, pour exhiber ses papiers ou pour tout autre motif.

19. Pour éviter toutes vexations, tout abus dans l'examen des papiers constatant la propriété des navires appartenant à l'une des Nations contractantes, elles sont convenues et conviennent qu'en cas de guerre de

l'une des deux Parties, les bâtimens appartenant aux 1824
citoyens de l'autre Puissance, seront pourvus de lettres de mer ou de passeports, où l'on fera connaître le nom, la propriété, et le chargement dudit navire, de même que le nom et le domicile du maître ou du capitaine dudit navire, afin qu'il soit constant que c'est la propriété d'un citoyen de l'une des deux Puissances; il est, de plus, convenu que lesdits bâtimens seront tenus, lorsqu'ils porteront un chargement, d'exhiber, outre les passeports et les lettres de mer, des certificats qui spécifieront les diverses espèces de marchandises, et le lieu de départ du bâtiment, afin qu'on puisse ainsi savoir s'il n'a pas à bord quelques objets de contrebande ou prohibés; ces lettres seront expédiées par les officiers du lieu d'où est parti le bâtiment, dans les formes accoutumées. Sans ces lettres le bâtiment pourra être retenu pour être jugé par les tribunaux compétens; il pourra être déclaré de bonne prise, à moins qu'il ne satisfasse ou qu'il ne supplée aux dispositions précédentes, par des témoignages entièrement équivalens.

20. Il est, de plus, convenu que les stipulations précédentes, relatives à la visite des bâtimens, s'appliqueront seulement à ceux qui navigueront sans convoi; que, lorsqu'ils seront convoyés, la déclaration du commandant, faite sous sa parole d'honneur, suffira pour attester que les bâtimens qui sont sous sa protection, appartiennent à la Nation dont ils portent le pavillon, et qu'ils n'ont à bord aucun article de contrebande lorsqu'ils seront destinés pour un port ennemi.

21. Il est convenu, de plus, que dans tous les cas, les seuls tribunaux établis pour juger les affaires de prises, dans le pays où la prise sera conduite, devront connaître de ces sortes de causes; et chaque fois que lesdits tribunaux prononceront dans de semblables causes, contre le bâtiment, le chargement ou la propriété réclamée par les citoyens de l'autre Nation, la sentence ou le décret devra faire mention des raisons ou des motifs qui l'ont fait rendre, et une copie authentique de la sentence ou du décret et de toute la procédure, sera remise, s'il l'exige, au capitaine ou à l'agent dudit vaisseau, sans délai aucun, après qu'il aura payé les frais légaux.

22. Quand l'un des deux Etats contractans sera

1824 en guerre avec une autre Puissance, il ne sera pas permis aux citoyens de l'autre Etat contractant de prendre des commissions ou des lettres de marque, dans le but d'agir hostilement avec ledit ennemi contre la Puissance en guerre, sous peine d'être traités comme pirates,

23. Si, par une fatalité qu'on ne saurait prévoir, et que Dieu ne permette pas! les deux Puissances contractantes venaient à se faire la guerre, elles ont convenu et conviennent maintenant, pour alors, que six mois seront accordés aux marchands établis sur les côtes ou dans les ports desdites Puissances, et un an à ceux qui habitent l'intérieur du pays, pour régler leurs affaires et transporter leurs effets là où ils le jugeront convenable, leur donnant un sauf-conduit qui leur servira de protection suffisante jusqu'au port désigné. Les citoyens exerçant d'autres professions, qui se seront établis sur les territoires, ou dans les domaines de la République de Colombie et des Etats-Unisd'Amérique, seront respectés et maintenus dans la pleine jouissance de leur liberté personnelle et de leur propriété, à moins qu'ils ne perdent cette protection par leur conduite, protection que les Puissances contractantes promettent de leur accorder.

24. Ni les dettes contractées par les individus d'une nation à l'égard des individus de l'autre, ni les actions, ni les espèces qu'ils pourront avoir dans les fonds publics, dans les banques publiques ou particulières, ne pourront être séquestrées ou confisquées dans aucun cas de guerre ou de différend national.

25. Les deux Parties contractantes voulant prévenir toute mésintelligence au sujet de l'étiquette dans leurs communications et correspondances diplomatiques, ont convenu et conviennent d'accorder à leurs envoyés, Ministres et autres Agens diplomatiques, les mêmes faveurs, immunités et exemptions que celles dont jouissent ou jouiront à l'avenir les Agens des Nations les plus favorisées; bien entendu que les faveurs, immunités ou privilèges, que la République de Colombie ou les Etats-Unis d'Amérique jugeront convenable d'accorder aux Ministres, ou autres Agens publics, d'une Puissance quelconque, seront, par là même, accordés aux Agens de l'autre Puissance contractante.

26. Pour rendre plus puissante la protection que

la République de Colombie et les Etats-Unis d'Amérique accorderont, à l'avenir, à la navigation et au commerce des citoyens de l'une et de l'autre Puissance, elles conviennent de recevoir et d'accréditer des Consuls et Vice-Consuls dans tous les ports ouverts au commerce étranger; ils y jouiront de tous les droits, privilèges et immunités dont jouissent les Consuls et Vice-Consuls de la Nation la plus favorisée, laissant, cependant, à chaque Partie contractante, la liberté d'excepter les ports et lieux où la résidence de Consuls et de Vice-Consuls ne paraîtra pas convenable. 1824

27. Pour que les Consuls et Vice-Consuls des deux Parties contractantes jouissent des droits, prérogatives et immunités attachés à leur caractère public, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, ils présenteront leurs commissions ou lettres patentes dans la forme voulue, au Gouvernement auprès duquel ils seront accrédités, et ayant obtenu l'*exequatur*, ils seront considérés comme tels par toutes les autorités, par les magistrats et habitans du district consulaire dans lequel ils résident.

28. De plus, il est convenu que les Consuls, leurs secrétaires, leurs officers, et les personnes attachées au service des Consulats (pourvu que ne soit pas des citoyens du pays où réside le Consul), seront exempts de tout service public, de toute espèce de droits, impôts et contributions, à l'exception des charges qu'ils doivent supporter pour raison de commerce ou de propriété, et auxquelles sont assujétis les citoyens, les nationaux, les étrangers, étant obligés de se conformer en tout aux lois des Etats respectifs. Les archives et papiers des Consulats seront inviolablement respectés, et, sous aucun prétexte, les magistrats ne pourront ni s'en saisir, ni y intervenir.

29. Lesdits Consuls pourront requérir le secours des autorités locales pour emprisonner, détenir et garder les déserteurs des bâtimens de l'Etat, publics ou particuliers, et pour cela ils devront s'adresser aux tribunaux, juges et officiers compétens; ils demanderont lesdits deserteurs par écrit, en prouvant, par la présentation des registres des navires, par le rôle d'équipage, et par les autres documens publics, que ces hommes faisaient partie desdits équipages, et la chose étant ainsi prouvée (à moins de preuve du contraire),

1824 on ne pourra refuser de livrer ces déserteurs. Dès que ces déserteurs seront arrêtés, on les mettra à la disposition du Consul, et ils pourront être enfermés dans les prisons publiques, à la demande et aux dépens de ceux qui les réclameront, pour être ensuite envoyés aux navires auxquels ils appartiennent, ou à des navires de la même Nation. Mais, s'ils n'étaient pas renvoyés dans l'espace de deux mois, à compter du jour de leur arrestation, ils seraient mis en liberté et ne pourraient plus être inquiétés pour la même cause.

30. Pour protéger plus efficacement leur commerce et leur navigation, les deux Parties contractantes s'engagent à former, dès que les circonstances le permettront, une convention consulaire qui établira plus spécialement les pouvoirs et immunités des Consuls et Vice-Consuls des Parties respectives.

31. La République de Colombie et les Etats Unis d'Amérique, voulant rendre aussi durables et aussi solides que les circonstances le permettront, les relations qui doivent s'établir entre les deux Puissances, en vertu du présent Traité, ou convention générale de paix, d'amitié, de navigation et de commerce, ont déclaré solennellement être d'accord sur les points suivans:

1°. Le présent Traité aura force et vigueur pendant douze ans, à compter du jour de l'échange des ratifications, dans tous les points qui ont rapport au commerce et à la navigation; et pour tous ceux qui ont trait à la paix et à l'amitié, l'obligation sera éternelle pour les deux Nations.

2°. Si un ou plusieurs citoyens de l'une ou de l'autre Puissance, violent quelques-uns des articles de ce Traité, ils seront personnellement responsables, et l'harmonie et la bonne intelligence ne seront point troublées entre les deux Nations qui s'obligent à ne protéger l'infracteur en aucune manière, et à ne point sanctionner sa violation.

3°. Si (ce qu'on ne saurait craindre!) un des articles du présent Traité venait malheureusement à être violé de quelque autre manière que ce soit, il est expressément convenu qu'aucune des Parties n'ordonnera et n'autorisera point les actes de représailles, qu'elle ne déclarera point la guerre à l'autre, pour des injures et des infractions, avant que la partie qui se sera

crue offensée, n'ait présenté à l'autre un exposé de 1824
ces griefs et injures, appuyé de preuves et de temoignages compétens, afin d'en exiger justice et satisfaction, et que cette Partie n'ait refusé satisfaction sans raison, ou n'ait différé sans raison de la rendre.

4°. Rien, dans le présent Traité, ne pourra être allégué, ni opposé aux autres Traités publics antérieurement existans, avec les autres Souverains ou les autres Etats.

Le présent Traité de Paix, de navigation et de commerce sera ratifié par le président de la République de Colombie, chargé du pouvoir exécutif, avec le consentement et l'approbation du congrès de ladite République, et par le président des Etats-Unis d'Amérique, avec le consentement et l'approbation du Sénat des mêmes Etats, et les ratifications seront échangées dans la ville de Washington dans huit mois à compter de ce jour, et avant s'il est possible.

En foi de quoi, nous, Plénipotentiaires de la République de Colombie et des Etats-Unis d'Amérique, avons signé et scellé les présentes.

Fait dans la ville de Bogota, le 3 d'octobre 1824, quatorzième de l'indépendance de la République de Colombie, et quarante-neuvième de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

Signé: (L. S.) PEDRO GUAL.
(L. S.) RICHARD CLOUGH.
ANDERSON, jeune.

109.

Ordre du Conseil de S. M. Britannique portant l'exemtion de certains bâtimens de Brême de l'obligation de prendre des pilots dans les ports de la Grande-Bretagne. En date du 19. Octobre 1824.

— — — His Majesty, by virtue of the power vested in him and by and with the advice of His Privy Council, is pleased to order, and it is hereby ordered,

1824 that from and after the date of this order, all vessels belonging to the inhabitants of *Bremen*, and being of less burthen than 60 tons, which shall enter in or clear out from any of the ports of the United Kingdom, shall be, and they are hereby exempted from taking on board a pilot to conduct them into or from any such port, in all cases where British vessels being of less burthen than 60 tons, are not required by law to take pilots, any law, custom, or usage to the contrary notwithstanding.

And The Right Honourable the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury are to give the necessary directions herein accordingly.

Jas. Buller.

110.

Convention entre la France et le Grandduché de Bade signée à Paris, pour le transport des lettres et échantillons de marchandises. En date du 27. Novembre 1827.

Extrait.

Charles, etc.

Vu la loi du 17 frimaire au VIII, etc.;

Vu aussi les conventions conclues et signées à Paris, le 27 Novembre 1824, entre l'office général des postes françaises et l'office général des postes de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade; etc.;

Art. 1er. A dater du 1er jour de Janvier 1825, le public de France sera libre d'affranchir jusqu'à destination ou de ne point affranchir ses lettres et paquets pour le grand-duché de Bade.

2. Cependant l'affranchissement sera obligatoire pour les lettres et paquets chargés ou recommandés.

Il sera pareillement indispensable d'affranchir les gazettes ou journaux, ainsi que les catalogues, les prospectus, les imprimés et les livres en feuilles ou brochés;

Le tout jusqu'à destination dans le grand-duché.

7. Les lettres et paquets, les échantillons de marchandises, les gazettes et journaux, ainsi que tous

les autres ouvrages de librairie, affranchis, les uns 1827
volontairement, et les autres obligatoirement, dans toute l'étendue du grand-duché, pour toute l'étendue du royaume de France jusqu'à destination, seront distribués à leurs adresses, sans qu'il puisse en être exigé aucun prix de port.

11. Les échantillons de marchandises venant du grand-duché de Bade, pourvu que les paquets soient mis sous bandes ou d'une manière indicative de leur contenu, ne seront taxés, d'après leur timbre, qu'au tiers des prix ci-dessus réglés pour les lettres et paquets de celui des rayons badois d'où ils auront été expédiés; cependant le prix de port n'en sera jamais moindre que celui d'une lettre simple.

111.

Loi renfermant des mesures ultérieures pour la répression et l'extinction du trafic des esclaves, promulguée dans les Pays-Bas le 23. Décembre 1824.

Nous Guillaume, par la grace de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc.

A tous ceux qui les présentes verront, salut! savoir faisons:

Ayant jugé convenable de prendre, pour la répression et l'extinction de la traite des nègres, des mesures plus efficaces que celles contenues dans la Loi du 20. Novembre, 1818;

A ces causes, Notre Conseil-d'Etat entendu, et de commun accord avec les Etats-Généraux,

Avons statué et statuons:

Art. I. Ceux qui se seront rendus coupables des faits énoncés aux Articles 1 et 2 de la loi du 20. Novembre 1818, seront punis d'une amende de 10,000 florins et de 15 années de travaux forcés; seront, en outre; confisqués les bâtimens qui auront été employés audit commerce illicite.

1824 II. Les faits énoncés aux Articles 3 et 4 de la prédite loi, seront punis de 5 années de réclusion.

III. N'est pas compris dans les exceptions prononcées par l'Article 5 de la prédite loi, le transport ou l'importation dans les colonies de notre Royaume, d'esclaves provenant de colonies étrangères où leur importation directe d'Afrique est permise.

IV. Les dispositions ultérieures, de la loi ci-dessus énoncée, sont maintenues.

Mandons et ordonnons que la présente loi, etc.

Donné à Bruxelles, le 23. Décembre de l'an 1824, de notre règne le 12me.

Par le Roi: GUILLAUME.

J. G. DE MEY DE STREEFKERK.

112.

Convention entre la Grande-Bretagne et la Russie, concernant les limites de leurs possessions respectives sur la côte du nord-ouest de l'Amérique et la navigation de l'Océan pacifique. Conclue à St. Petersbourg, le $\frac{16}{28}$ Février 1825 *).

(Texte original français.)

Au Nom de la très Sainte et Indivisible Trinité.

Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, désirant resserrer les liens de bonne intelligence et d'amitié qui les unissent, au moyen d'un accord qui régleroit, d'après le principe des convenances réciproques, divers points rélatifs au commerce, à la navigation, et aux pêcheries de leurs sujets sur l'Océan Pacifique, ainsi que les limites de leurs possessions respectives sur la côte nord-ouest de l'Amérique, ont nommé des Plénipotentiaires pour conclure une Convention à cet effet, savoir: — Sa Majesté le

---

*) Voy. ce *Recueil Supplém.* T. X. (*Nouv. Recueil* T. VI.) p. 684.

Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de 1825
l'Irlande, le Très Honorable Stratford Canning, Conseiller de Sa dite Majesté en Son Conseil Privé, etc. Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le Sieur Charles Robert Comte de Nesselrode, Son Conseiller Privé actuel, Membre du Canseil de l'Empire, Secrétaire d'Etat dirigeant le Ministère des Affaires Etrangères, etc.; et le Sieur Pierre de Poletica, Son Conseiller d'Etat Actuel, etc. Lesquels Plenipotentiaires, après s' être communiqué leurs plein-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les Articles suivans:

Art. I. Il est convenu que, dans aucune partie du grand Océan, appelé communément Océan Pacifique, les sujets respectifs des Hautes Puissances Contractantes ne seront ni troublés, ni gènés, soit dans la navigation, soit dans l'exploitation de la pèche, soit dans la faculté d'aborder aux côtes, sur des points qui ne seroient pas déjà occupés, afin d'y faire le commerce avec les indigènes, sauf toutefois les restrictions et conditions déterminées par les Articles qui suivent.

II. Dans la vue d'empècher que les droits de navigation et de pèche exercés sur le grand océan par les sujets des Hautes Parties Contractantes ne deviennent le prétexte d'un commerce illicite, il est convenu que les sujets de Sa Majesté Britannique n'aborderont à aucun point où il se trouve un établissement Russe, sans la permission du Gouverneur ou Commandant; et que, réciproquement, les sujets Russes ne pourront aborder, sans permission, à aucun établissement Britannique, sur la côte nord-ouest.

III. La ligne de démarcation entre les possessions des Hautes Parties Contractantes sur la côte du continent et les îles de l'Amérique nord-ouest, sera tracée ainsi qu'il suit:

A partir du point le plus méridional de l'île dite Prince of Wales, lequel point se trouve sous parallèle du 54e degré 40 minutes de latitude nord, et entre le 131e et le 133e degré de longitude ouest (méridien de Greenwich), la dite ligne remontera au nord le long de la passe dite Portland Channel, jusqu'au point de la terre ferme où elle atteint le 56e degré de latitude nord: de ce dernier point la ligne de démarcation suivra la crète des montagnes situées parallèlement

1825 à la côte, jusqu'au point d'intersection du 141e degré de longitude ouest (même méridien) et finalement, du dit point d'intersection, la même ligne méridienne du 141e degré formera, dans son prolongement jusqu'à la Mer Glaciale la limite entre les possessions Russes et Britanniques sur le continent de l'Amérique nord-ouest.

IV. Il est entendu, par rapport à la ligne de démarcation déterminé dans l'Article précédent:

1. Que l'ile dite Prince of Wales appartiendra toute entière à la Russie:

2. Que partout où la crète des montagnes qui s'étendent dans une direction parallèle à la côte depuis le 56e degré de latitude nord au point d'intersection du 141e degré de longitude ouest, se trouveroit à la distance de plus de 10 lieues marines de l'océan, la limite entre les possessions Britanniques et la lisière de côte mentionnée ci-dessus comme devant appartenir à la Russie, sera formée par une ligne parallèle aux sinuosités de la côte, et qui ne pourra jamais en être éloignée que de 10 lieues marines.

V. Il est convenue en outre, que nul établissement ne sera formé par l'une des deux Parties dans les limites que les deux Articles précédens assignent aux possessions de l'autre. En conséquence, les sujets Britanniques ne formeront aucun établissement, soit sur la côte, soit sur la lisière du terre ferme comprise dans les limites des possessions Russes, telles qu'elles sont désignées dans les 2 Articles précédens; et, de même, nul établissement ne sera formé par des sujets Russes au delà des dites limites.

VI. Il est entendu que les sujets de Sa Majesté Britannique, de quelque côté qu'ils arrivent soit de l'océan, soit de l'intérieur du continent, jouiront à perpétuité du droit de naviguer librement, et sans entrave quelconque, sur tous les fleuves et rivières qui, dans leurs cours vers la mer Pacifique, traverseront la ligne de démarcation sur la lisière de la côte indiquée dans l'Article III. de la présente Convention.

VII. Il est aussi entendu que, pendant l'espace de 10 ans, à dater de la signature de cette Convention, les vaisseaux des deux Puissances, ou ceux appartenans à leurs sujets respectifs, pourront réciproquement fréquenter, sans entrave quelconque, toutes

les mers intérieures, les golfes, havres, et criques sur 1825
la côte mentionnée dans l'Article III. afin d'y faire la pêche et le commerce avec les indigènes.

VIII. Le port de Sitka, ou Novo Archangelsk, sera ouvert au commerce et aux vaisseaux des sujets Britanniques durant l'espace de 10 ans, à dater de l'échange des ratifications de cette Convention. Au cas qu'une prolongation de ce terme de 10 ans soit accordée à quelque autre Puissance, la même prolongation sera également accordée à la Grande Bretagne.

IX. La susdite liberté de commerce ne s'appliquera point au trafic des liqueurs spiritueuses, des armes à feu ou autres armes, de la poudre à canon ou autres munitions de guerre; les Hautes Parties contractantes s'engageant réciproquement à ne pas permettre que les susdits articles soient vendus ou délivrés, d'aucune manière quelconque, aux natifs du pays.

X. Tout navire anglais ou russe naviguant dans l'Océan pacifique, qui sera forcé par des tempêtes ou des accidens à se refugier dans les ports des Parties respectives, aura la liberté de s'y radouber, de s'y procurer toutes les provisions nécessaires, et de remettre en mer, sans payer aucun autre droit que ceux de port et de fanal, qui seront les mêmes que paient les vaisseaux nationaux. Dans le cas, néanmoins, où le patron dudit navire, serait dans la nécessité de disposer d'une partie de ses marchandises pour défrayer ses dépenses, Il se conformera aux réglemens et tarifs du lieu où il les aura débarquées.

XI. Dans tous les cas de plaintes, pour infraction des articles de la présente Convention, les autorités civiles et militaires des Hautes Parties contractantes, sans avoir préalablement agi ou pris aucune mesure de contrainte, feront un rapport exact et circonstancié de l'affaire à leurs Cours respectives, qui s'engagent à la terminer amiablement et selon les principes de la justice.

12. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Londres, dans l'espace de six semaines, ou plus tôt s'il est possible.

En foi de quoi, les Plenipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

1825 Fait à St. Petersbourg, le $\frac{6}{28}$ Février de l'an de Grace 1825.

(L. S.) Le Comte de NESSELRODE.
(L. S.) PIERRE de POLETICA.
(L. S.) STRATFORD CANNING.

113.

Loi contenant les procedés à observer dans la condemnation des bâtimens pour le trafic des esclaves, promulguée dans les Pays-Bas le 10. Mars 1825.

Nous, Guillaume, par la Grace de Dieu, etc. etc.

Sur le rapport de notre Ministre des Affaires Etrangères, en date du 22. Février dernier, auquel étoit joint copie d'une note de M. l'Ambassadeur Britannique, du 22. Mai, 1824, etc.

Avons trouvé bon et entendu d'arrêter, premièrement;

I. Que la quote part du Gouvernement dans la saisie de Batimens des Pays-Bas ou Anglais, faisant la Traite, dont la confiscation aura été prononcé par des Tribunaux Mixtes, sera adjugée aux officiers et équipages de la marine des Pays-Bas, qui les auront saisis, sauf toutefois déduction des frais relatifs à l'administration du régime intérieur de la Cour de Justice de Sierra Leone, en dérogéant ainsi au § 6 de l'Art. 3 de l'Arrêté du 18. Novembre, 1820.

II. Que le produit net des vaisseaux Négriers qui sont pris en vertu de la loi du 23. Déc. 1824, sera pareillement dévolu aux officiers et aux équipages des bâtimens de guerre des Pays-Bas, sans déduction de la quote part, qui, d'après les dispositions de l'Arrêté du 13. Décembre, 1818, devrait être prélevée au profit du trésor.

En second lieu; d'autoriser notre Ministre des Affaires Etrangères à repondre à la note de l'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique, en lui donnant communication des dispositions précitées.

Nos Ministres de la Marine, de l'Industrie Nationale, des Colonies, et des Affaires Etrangères, sont chargés de l'exécution du présent, dont il sera également donné connaissance pour l'information à nos Ministres des Finances et de la Justice, ainsi qu'à la Chambre Générale des Comptes. 1825

Donné à Bruxelles, le 10. Mars, 1825.

GUILLAUME.

114.

*Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Colombie et la Grande-Bretagne. Signé à Bogota, le 18. Avril 1825 *).*

(Texte original espagnol.)

En el Nombre de la Santisima Trinidad.

Habiendose establecido estensas relaciones comerciales, por una serie de años, entre varias provincias ó paises de America, que, unidos ahora, constituyen la República de Colombia, y los dominios de Su Magestad el Rey del Reyno Unido de la Gran Bretaña e Yrlanda, ha parecido conveniente, asi para la seguridad y fomento de aquella correspondencia comercial, como para mantener la buena inteligencia entre la dicha república, y Su dicha Magestad, que las relaciones que ahora subsisten entre ambas, sean regularmente conocidas y confirmadas, por medio de un Tratado de Amistad, Comercio, y Navegacion. Con este obgeto han nombrado sus respectivos Plenipotenciarios, á saber; — el Vice Presidente encargado del Poder Ejecutivo de la República de Colombia, á Pedro Gual, Secretario de Estado y del Despacho de Relaciones Esteriores de la misma; y al General Pedro Briceño Mendez; — y Su Magestad El Rey de la Gran Bretaña e Yrlanda, á Juan Potter Hamilton, Escudero, y á Patricio Campbell, Escudero: — quienes, despues de haberse comunicado sus respectivos plenos poderes, hallados en debida y propia forma, han convenido y concluido los Articulos siguientes: —

---

*) Voy. ce *Recueil Supplém.* T. X. (*Nouv. Recueil* T. VI.) p. 740.

1825 Art. I. Habrá perpetua, firme, y sincera amistad entre la República y Pueblo de Colombia, y los dominios y súbditos de Su Magestad El Rey del Reyno Unido de la Gran Bretaña e Yrlanda, sus herederos y succesores.

II. Habrá entre todos los territorios de Colombia, y los territorios de Su Magestad Británica en Europa, una reciproca libertad de comercio. Los ciudadanos y súbditos de los dos paises respectivamente, tendrán libertad para ir libre y seguramente, con sus buques y cargamentos, á todos aquellos parages, puertos, y rios, en los territorios antedichos, a los cuales se permite, ó se permitiere ir á otros estrangeros, entrar en los mismos, y permanecer, y residir en cualquiera parte de los dichos territorios, respectivamente; tambien para alquilar y ocupar casas y almacenes para los obgetos de su comercio; y, generalmente, los comerciantes y traficantes de cada nacion, respectivamente, gozarán la mas completa proteccion y seguridad para su comercio, estando siempre sugetos á las leyes y estatutos de los dos paises, respectivamente.

III. Su Magestad El Rey del Reyno Unido de la Gran Bretaña e Yrlanda, se obliga ademas, á que los ciudadanos de Colombia tengan la misma libertad de comercio y navegacion que se ha estipulado en el Articulo anterior, en todos sus dominios situados fuera de Europa, en toda la estencion en que se permite ahora, ó se permitiere despues, á cualquiera otra nacion.

IV. No se impondrán otros ó mas altos derechos á la importacion en los territorios de Colombia de cualesquiera articulos del producto natural, producciones, ó manufacturas de los dominios de Su Magestad Británica, ni se impondrán otros ó mas altos derechos á la importacion en los territorios de Su Magestad Británica, de cualesquiera articulos del producto natural, producciones, ó manufacturas de Colombia, que los que se pagan, ó pagaren, por semejantes articulos, cuando sean producto natural, producciones, ó manufacturas de cualquier otro pais estrangero; ni se impondrán otros ó mas altos derechos ó impuestos, en los territorios ó dominios de cualquiera de las partes contratantes, á la esportacion de cualesquier articulos para los territorios ó dominios de la otra, que los que

se pagan, ó pagaren, por la esportacion de iguales 1825
articulos para cualquier otro pais estrangero. Ni se impondrá prohibicion alguna á la exportacion ó importacion de cualesquier articulos del producto natural, producciones, ó manufacturas de los territorios y dominios de Colombia, ó de Su Magestad Británica, para los dichos, ó de los dichos territorios de Colombia, ó para los dichos, ó de los dichos dominios de Su Magestad Británica, que no se estiendan igualmente á todas las otras naciones.

V. No se impondrán otros ó mas altos derechos ó impuestos por razon de tonelada, fanal, ó emolumentos de puerto practico salvamento en caso de averia ó naufragio, ó cualesquier otros gastos locales, en ninguno de los puertos de los territorios de Su Magestad Británica, á los buques Colombianos, que los pagaderos, en los mismos puertos, por buques Británicos; ni en los puertos de Colombia, á los buques Británicos, que los pagaderos, en los mismos puertos, por buques Colombianos.

VI. Se pagarán los mismos derechos á la importacion en los dominios de Su Magestad Británica, de cualquier articulo del producto natural, producciones, ó manufacturas de Colombia, ya sea que esta importacion se haga en buques Británicos, ó en Colombianos; y se pagarán los mismos derechos á la importacion en los territorios de Colombia de cualquier articulo del producto natural, producciones ó manufacturas de los dominios de Su Magestad Británica, ya sea que esta importacion se haga en buques Colombianos, ó en Británicos. Se pagarán los mismos derechos, y se concederán los mismos descuentos y gratificaciones, á la esportacion de cualesquier articulos del producto natural, producciones, ó manufacturas de Colombia para los dominios de Su Magestad Británica, ya sea que esta esportacion se haga en buques Británicos, ó en Colombianos. Y se pagarán los mismos derechos, y se concederán los mismos descuentos y gratificaciones, á la esportacion para Colombia de cualesquier articulos del producto natural, producciones, ó manufacturas de los dominios de Su Magestad Británica, ya sea que esta esportacion se haga en buques Colombianos, ó en Británicos.

VII. Para evitar cualquiera mala inteligencia con

1825 respecto á las reglas que pueden respectivamente constituir un buque Colombiano ó Británico, se ha convenido aqui que todo buque construido en los territorios de Colombia, y poseido por sus ciudadanos, ó por alguno de ellos, y cuyo capitan y tres cuartas partes de los marineros, á lo menos, sean ciudadanos Colombianos, escepto en los casos en que las leyes provean otra cosa por circunstancias estremas, será considerado como buque Colombiano; y todo buque construido en los dominios de Su Magestad Británica, y poseido por súbditos Británicos, ó por alguno de ellos, y cuyo capitan y tres cuartas partes de los marineros, á lo menos, sean súbditos Británicos, escepto en los casos en que las leyes provean otra cosa por circunstancias estremas, será considerado como buque Británico.

VIII. Todos los comerciantes, comandantes de buques, y otros, ciudadanos y súbditos de la república de Colombia, y de Su Magestad Británica, tendrán entera libertad, en todos los territorios de ambas Potencias respectivamente, para manejar por si mismos sus propios negocios, ó confiarlos al manejo de quien gusten, como corredor, factor, ajente, ó interprete; ni serán obligados á emplear otras personas cualesquiera para aquelles obgetos, ni á pagarles salario alguno, ó remuneracion, á menos que ellos quieran emplearlos; y se concederá absoluta libertad, en todo caso, al comprador y vendedor, para contratar y fijar el precio de cualesquier efectos, mercaderias, ó generos importados ó espertados de los territorios de cualesquiera de las dos Partes Contratantes segun lo tengan á bien.

IX. En todo lo relativo á la carga y descarga de buques, seguridad de las mercaderias, generos, y efectos, la succesion de bienes muebles, y la disposicion de propiedad mueble, de toda especie y denominacion, por venta, donacion, cambio, ó testamento, ó de otra manera cualquiera, como tambien á la administracion de justicia, los ciudadanos y súbditos de las dos Partes Contratantes gozarán, en sus respectivos territorios y dominios, los mismos privilegios, libertades, y derechos, que la nacion mas favorecida, y no se les impondrán, por ninguno de estos respectos, impuestos, ó derechos algunos mas altos que los que

pagan, ó pagaren, los ciudadanos ó súbditos de la Potencia en cuyos territorios ó dominios residan. 1825

Estarán esentos de todo servicio militar forzado, de mar ó de tierra, y de todo prestamo forzoso, ó exacciones ó requisiciones militares, ni serán compelidos á pagar contribucion alguna ordinaria, mayor que las que paguen los ciudadanos ó súbditos de una ú otra Potencia, bajo ningun pretesto cualquiera.

X. Sera libre á cada una de las dos Partes Contratantes el nombrar Cónsules para la proteccion del comercio, que residan en los territorios y dominios de la otra parte; pero antes que cualquier Cónsul obre como tal, será aprobado y admitido, en la forma acostumbrada, por el Gobierno al cual fuere eviado; y cualquiera de las Partes Contratantes puede esceptuar de la residencia de Cónsules, aquellos lugares particulares, que cualquiera de ellas juzgue conveniente esceptuar.

XI. Para la mejor seguridad del comercio entre los ciudadanos de Colombia, y los súbditos de Su Magestad Britanica, se ha convenido, que si, en algun tiempo, desgraciadamente sucediere alguna interrupcion de la correspondencia comercial amistosa, ó algun rompimiento entre las dos Partes Contratantes, los ciudadanos ó súbditos de cualquiera de las dos Partes Contratantes, residentes en los dominios de la otra, tendrán el privilegio de permanecer, y continuar su trafico alli, sin ninguna especie de interrupcion, mientras se conduzcan pacificamente, y no cometan ofensa contra las leyes; y sus efectos y propiedades, ya esten confiadas á individuos particulares, ó al estado, no estarán sugetas á ocupacion ó secuestro, ni á ningunas otras demandas, que las que puedan hacerse de iguales efectos ó propiedades pertenecientes á ciudadanos ó súbditos de la Potencia en que residan.

XII. Los ciudadanos de Colombia gozarán, en todos los dominios de Su Magestad Británica, una perfecta e ilimitada libertad de conciencia, y la de ejercitar su religion pública, ó privadamente, dentro de sus casas particulares, ó en las capillas, ó lugares del culto destinados para aquel obgeto, conforme al sistema de tolerancia establecido en los dominios de Su Magestad Británica. Asimismo los subditos de Su Magestad Británica, residentes en los territorios de

1825 Colombia[1], gozarán la mas perfecta y entera seguridad de conciencia, sin quedar por ella espuestos á ser molestados, inquietados, ni perturbados en razon de su creencia religiosa, ni en los ejercicios propios de su religion, con tal que lo hagan en casas privadas, y con el decoro debido al culto divino, respetando las leyes, usos, y costumbres establecidas. Tambien tendrán libertad pare enterrar los súbditos de Su Magestad Británica, que mueran en los dichos territorios de Colombia, en lugares convenientes y adecuados, que ellos mismos designen y establezcan, con acuerdo de las autoridades locales para aquel obgeto; y los funerales ó sepulcros de los muertos no serán trastonados de modo alguno, ni por ningun motivo.

XIII. El Gobierno de Colombia se compromete á co-operar con Su Magestad Británica para la total abolicion del Trafico de Esclavos, y para prohibir a todas las personas habitantes en el territorio de Colombia, del modo mas eficaz, el que tomen parte alguna en semejante Trafico.

XIV. Y por cuanto seria conveniente y util, para facilitar mas la mutua buena correspondencia entre las dos Partes Contratantes, y evitar en adelante toda suerte de dificultades, que se propongan y adicionen al presente Tratado otros Articulos, que, por falta de tiempo y la premura de las circunstancias, no pueden ahora redactarse con la perfeccion debida; se ha convenido y conviene, por parte de ambas Potencias, que se prestarán, sin la menor dilacion posible, á tratar y convenir sobre los Articulos que faltan á este Tratado, y se juzguen mutuamente ventajosos; y dichos Articulos, cuando se convengan, y sean debidamente ratificados, formarán parte del presente Tratado de Amistad, Comercio, y Navegacion.

XV. El presente Tratado de Amistad, Comercio, y Navegacion, será ratificado por el Presidente ó Vice Presidente, encargado del Poder Ejecutivo de la República de Colombia, con consentimiento y aprobacion del Congreso de la misma, y por Su Magestad el Rey del Reyno Unido de la Gran Bretaña e Yrlanda; y las ratificaciones serán cangeadas en Londres en el termino de 6 meses, contados desde este dia, ó antes si fuese posible.

En testimonio de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios han firmado las presentes, y puesto sus sellos respectivos. 1825

Dadas en la Ciudad de Bogotá, el dia 18 del mes de Abril, del año del Señor, 1825.

(L. S.) Pedro Gual.
(L. S.) P. Briceno Mendez.
(L. S.) J. Potter Hamilton.
(L. S.) Patrick Campbell.

Articulo Adicionel.

Por cuanto, en el presente estado de la Marina Colombiana, no seria posible que Colombia se aprovechase de la reciprocidad establecida por los Articulos quinto, sexto y septimo, del Tratado firmado hoy, si aquella parte que estipula que para ser considerado como buque Colombiano, el buque debe haber sido realmente construido en Colombia, se pone immediatamente en ejecucion, — se ha convenido en que, por el espacio de 7 años, que se han de contar desde la fecha de la ratificacion de este Tratado, todo buque, de cualquiera construccion, que sea *boná fide* propiedad de alguno ó algunos de los ciudadanos de Colombia, y cuyo capitan y tres cuartas partes de los marineros, á lo menos, sean tambien ciudadanos Colombianos, escepto en los casos en que las leyes provean otra cosa por circunstancias estremas, será considerado como buque Colombiano: — reservandose Su Magestad El Rey del Reyno Unido de la Gran Bretaña e Yrlanda el derecho, al fin de dicho termino de 7 años, de reclamar el principio de restriccion reciproca estipulado en el articulo septimo antes referido, si los intereses de la navegacion Británica resultaren perjudicados por la presente escepcion de aquella reciprocidad, en favor de los buques Colombianos.

El presente Articulo Adicional tendrá la misma fuerza y validez, que si se hubiera insertado, palabra por palabra en el Tratado firmado hoy; será ratificado, y las ratificaciones serán cangeadas en el mismo tiempo.

En fé de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios lo han firmado, y puesto sus sellos respectivos.

1825 Dado en la Ciudad de Bogotá, el dia 18 del mes de Abril, del año del Señor, 1825.

(L. S.) PEDRO GUAL.
(L. S.) P. BRICENO MENDEZ.
(L. S.) J. POTTER HAMILTON.
(L. S.) PATRICK CAMPBELL.

Acceptation de la Déclaration du Ministre Secrétaire d'état pour les relations étrangères de la Grande-Bretagne par le Plénipotentiaire de la Colombie.

El Infraescrito, Plenipotenciario de la República de Colombia, habiendo recibido de S. E. el Secretario Principal de Estado en el Departamento de Negocios Estrangeros, una Declaracion, en que se expresa, "Que á fin de evitar cualquiera mala inteligencia que pudiese ocurrir en la execucion de aquella parte del Articulo VII. del Tratado entre Su Magestad Británica, y la República de Colombia, firmado en Bogotá, el 18 de Abril de 1825, en el cual se define qué buques han de considerarse con derecho á gozar los privilegios de buques Británicos y Colombianos, fuera de los requisitos expresados allí, tendrán asimismo derecho á ser considerados como buques Británicos, los buques que hubieren sido apresados á un enemigo por los buques de guerra de Su Magestad Británica, ó por súbditos de Su dicha Magestad; provistos de patentes de corso por los Lores Comisionados del Almirantazgo, y regularmente condenados como de buena presa en uno de los tribunales de presas de Su dicha Magestad, ó que hubieren sido condemnados en cualquier tribunal competente por infraccion de las leyes establecidas para impedir el comercio de Esclavos; — y que del mismo modo, buques apresados al enemigo por los buques de Colombia, y condenados en igualdad de circunstancias, tendrán derecho á ser considerados como buques Colombianos: —

El Infraescrito, en virtud de los plenos poderes de que se halla revestido, acepta y adopta, por las

presentes, dicha Declaracion, en nombre y represen- 1825
tacion de su Gobierno.

Londres, 7 de Noviembre de 1825.

Manuel José Hurtado.

S. E. el Muy Honorable Jorge Canning,
etc. etc. etc.

115.

Convention de Limites entre la France et la Bavière. — Signée à Paris, le 5. Juillet, 1825.

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, et Sa Majesté le Roi de Bavière, désirant terminer à l'amiable les différends qui se sont élevés, relativement à la fixation des Limites entre la France et la Province Bavaroise, désignée sous le nom de cercle du Rhin ou de Bavière Rhénane, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, le Sieur Baron de Damas, Pair de France, Lieutenant-Général de ses Armées, Grand Croix de l'Ordre Royal et Militaire de St. Louis, Grand-Officier de l'Ordre Royal de la Légion d'Honneur, etc., son Ministre, et Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères;

Et Sa Majesté le Roi de Bavière, le Sieur Comte de Bray, Chambellan, Conseiller intime actuel, Membre du Conseil d'Etat, Grand-Croix des Ordres du Mérite Civil de la Couronne de Bavière, de l'Aigle Rouge de Prusse, de Ste. Anne de Russie, de l'Etoile Polaire de Suède, Chevalier de l'Ordre de St. Jean de Jérusalem, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Très Chrétienne;

Lesquels, après s'être communiqué leurs Pleins-Pouvoirs respectifs, sont convenus de ce qui suit;

Art. I. La Limite, depuis son point de départ situé sur la Blise, au point commun avec la Frontière Prussienne, jusques auprès de la Commune d'Obersteinbach, restera telle qu'elle est maintenant fixée, à l'exception seulement de la partie où cette limite étoit

1825 formée par la Rivière de la Schwalb; dans cette partie, elle sera désormais déterminée par le nouveau cours donné à cette Rivière pour son redressement.

II. La Limite depuis le Territoire de la Commune d'Obersteinbach jusqu'au Rhin, sera fixée d'après les dispositions specifiées ci-après, savoir:

1. La Bavière cède à la France en toute propriété et souveraineté, 1°. la Partie de la Commune d'Obersteinbach, qui est indiquée au Plan No. 3. ci-annexé, par le liséré orange et les Lettres A. A. A., de manière que le Village d'Obersteinbach ainsi que toute la portion qui contient la route conduisant de Bitche à Weissembourg fera partie du Royaume de France. 2°. Toute la Commune de Niedersteinbach, en y comprenant le Pays ou Domaine, connu sous le nom de Wingelsbach, avec le Hameau de ce nom. En outre, la Bavière abandonne et cède à la France le Territoire nommé Frönsbourg, comprenant le Château et la Forèt de ce nom. Les Forèts seulement, situées dans la Commune de Niedersteinbach et la partie de celle d'Obersteinbach, qui sont cédées par la Bavière à la France en toute propriété et souveraineté resteront soumises, quels qu'en soient les nouveaux Possesseurs, à la charge qui leur ait imposée, d'après les stipulations du contrat passé avec les fermiers des forges Bavaroises de la Schönau, de fournir leur contingent de bois aux dits forges, aux prix indiqués dans le dit contrat et tout le temps qu'il doit durer. Il sera fait une mention spéciale de cette clause dans les Procès-verbaux de délimitation, et, en même tems l'on y indiquera la quantité que chacune en doit fournir, en raison de son étendue et de sa qualité.

2. La France renonce à toute prétention sur les Forêts de Döremberg, d'Alsberg, et de Siebentheil, pour les parties possédées actuellement par la Bavière, lesquelles resteront en toute propriété et souveraineté à ce Royaume.

3. La Limite autour de Weissembourg, sur la rive droite de la Lauter, sera formée ainsi qu'elle est marquée au Plan No. 1; le liséré bleu sur ce plan indiquant dans l'étendue du rayon de 1,000 toises, l'ancienne Limite Communale de Weissembourg et d'Alstadt, sans pourtant depasser le dit rayon de 1,000 toises, et le trait ponctué en noir marquant d'une part, ce que

la France acquiert de terrain au delà de ce rayon 1825
avec le Village de Weiller, et d'autre part ce qui est réservé de ce terrain à la Bavière autour du Village de Schweigen qu'elle conserve; dans ce dernier terrain se trouve comprise la fontaine, située au bas du chemin, laquelle appartiendra aussi à la Bavière. De plus, lors du réglement définitif de la Limite, il sera laissé à la Bavière, comme propriété communale de Schweigen, une partie du bois communal de Weissembourg, laquelle sera calculée, en raison des droits que la Population du dit Schweigen a sur les dits boix communaux. Cette clause ne sera pourtant exécutée que dans les cas où les Habitans de Schweigen le préféreroient et s'ils n'aimoient pas mieux rester co-propriétaires du bois communal entier.

Cette Limite comprendra, à l'ouest de Weissembourg, tout le Village de Weiller y compris le Langenbergerhoff et la Chapelle de la Vierge, Paroisse de Weiller, elle suivra ensuite l'ancienne limite des banlieues ou Limites Communales de Weissembourg et d'Alstadt, à l'exception pourtant du Village de Schweigen qui reste à la Bavière, et dont les Dépendances sur le Territoire de Weissembourg, sont indiquées par le trait déjà cité.

4. Les Dépendances des moulins de St. Remi et de Siebenhart, seront cédées par la Bavière à la France. D'autre part, les Dépendances du moulin du Bienwald seront cédées par la France à la Bavière, de manière que sur ces 3 points, la Frontière sera formée par le milieu du canal déversoir des eaux de ces moulins, au lieu de l'être par le milieu de la Lauter, ainsi que le prescrit le Traité du 20. Novembre, 1815.

5. La Bavière voulant donner à la France une nouvelle pveuve du désir sincère qui l'anime, de faire tout ce qui peut être agréable à Sa Majesté Très Chrétienne, cède en avant de Lauterbourg, sur la rive gauche de la Lauter, un terrain du 25 hectares. La limite de cette cession sera conforme au Plan, ci-joint, No. 2, ainsi qu'il est marqué sur ce Plan, par une ligne ponctuée en rouge, de manière à ce que la briqueterie et la maison du briquetier qui sont maintenant des Dépendances de la Commune de Berg, seront en dehors de cette cession.

6. La France renonce à tous ses droits et pré-

1825 tentions sur Neubourg, et tout le Territoire de Neubourg et de Berg, compris entre la Lauter et la vieille Lauter, dont le cours actuel détermine maintenant l'état de possession. L'octroi de Neubourg est compris dans cette renonciation; mais pour donner à la France une compensation des droits qu'elle réclamoit à un partage des produits du dit octroi; la Bavière supprimera le Bureau établi à Germersheim et appuyera de toute son influence auprès de la Commission de l'octroi du Rhin, l'établissement d'un nouveau Bureau sur le Territoire Français, entre Strasbourg et la Frontière, si la France juge convenable à ses intérêts d'en établir un.

7. Sur tous les autres points, la Frontière dans cette seconde partie, restera fixée, comme cela est prescrit par le Traité du 20. Novembre, 1815.

III. Les deux Etats entreront ou resteront en possession des diverses parties désignées dans l'Article II, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité pécuniaire, à raison de leur occupation antérieure à la présente Convention; tant pour ce qui concerne la perception des impôts, que pour les revenus des propriétés Communales ou Royales.

IV. Il sera stipulé dans la Convention de Limites; à conclure par Messieurs les Commissaires Délimitateurs que, sur les rivières et ruisseaux limitrophes, et particulièrement, sur toute l'étendue de la Lauter qui sert de Frontière, l'on ne pourra faire aucune nouvelle construction ou bâtisse, qui puisse en déranger le cours actuel, à moins que ces constructions n'ayent un but d'utilité commune aux deux Etats et ne soient consenties par eux. A l'égard des constructions riveraines et des ponts déjà existans, on s'en tiendra aux observations actuelles.

De plus, il sera convenu entre eux, qu'aucune construction nouvelle ne pourra être effectuée le long des limites, qu'autant qu'elles seroient éloignées de 10 mètres de ces mêmes limites.

Il sera encore convenu entre eux, que sur tous les points où les chemins servent à indiquer le tracé de la Frontière, ces chemins dans toutes celles de leurs parties qui suivront la Frontière, seront déclarés mitoyens, c'est-à-dire, communs aux deux Etats.

V. Dans toutes les portions de la Frontière, où la limite actuellement désignée coupera les propriétés

des Sujets des deux Pays, les Possesseurs de ces propriétés ainsi morcellées auront la faculté de retirer leur récolte et de les cultiver sans qu'il y soit mis aucun obstacle sur le territoire qu'ils auront désigné d'après une déclaration préalable, et qui sera faite une fois pour toutes. 1825

Les Propriétaires de chacun des deux Etats, qui se trouveroient Possesseurs de terres dans l'autre, à une distance de la Frontière qui sera déterminée par les Commissaires Délimitateurs, auront la faculté de retirer leur récolte sans payer aucun droit, mais en se conformant cependant aux réglemens des Douanes de chaque Pays, pour ce qui concerne le transit des marchandises, et après en avoir fait une déclaration préalable.

VI. Messieurs les Commissaires Français et Bavarois, chargés de la délimitation, recevront dans le plus bref délai possible, l'ordre de se réunir, afin de régler d'après les bases établis dans la présente Convention, le tracé de la Frontière entre les deux Etats. Ils feront procéder, après que leur Convention de Limites sera ratifiée, à la remise et prise de possession des parties réciproquement cédées, et feront marquer provisoirement dans ces parties les limites par des poteaux.

Ils feront ensuite dresser par leurs Délégués des Procès-verbaux de délimitation, commune par commune, lesquels étant accompagnés de Plans descriptifs constateront le tracé de la Frontière et les droits respectifs de ces Communes et de leurs Habitans; en même tems, leurs Délégués feront procéder à un abornement sur tous les points, où cela sera jugé nécessaire, de sorte que la réunion de ces Procès-verbaux, à la suite de la dite Convention de Limites, montrera qu'elle a eu son entière exécution.

VII. La présente Convention sera ratifiée, et les Ratifications en seront échangées dans le terme de 6 semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le Cachet de leurs Armes.

Fait à Paris, le 5. Juillet, 1825.

Le Baron de Damas.
Le Comte de Bray.

(Ratifiée par le Roi de France le 31. Juillet, 1825.)

116.

Déclaration du Bey de Tunis, en date du 9. *Septembre* 1825.

(Traduction anglaise authentique de l'Arabe.)

To our estimable and respected friend, Sir Thomas Reade, Consul-General, resident in our Regency from the English Government.

The letter you wrote to our son, Hossein Bash Mameluk, has been received, and has been read before us, wherein you say that the 12th Article concluded with the American Government*), ought not to alter

*) *Article* 12 *of the Convention between The United States and Tunis, signed at Bardo,* 24*th February*, 1824. — When Citizens of the United States shall come within the dependencies of Tunis, to carry on commerce there, the same respect shall be paid to them which the merchants of other nations enjoy; and if they wish to establish themselves within our ports, no opposition shall be made thereto, and they shall be free to avail themselves of such Interpreters as they may judge necessary, without any obstruction, in conformity with the usages of other Nations, and if a Tunisian subject shall go to establish himself within the dependencies of The United States, he shall be treated in like manner. If any Tunisian subject shall freight an American vessel, and load her with merchandise, and shall afterwards want to unload or ship them on board of another vessel, we shall not permit him until the matter is determined by a reference of merchants, who shall decide upon the case, and after the decision, the determination shall be conformed to.

No captain shall be detained in port against his consent, except when our ports are shut for the vessels of all other nations, which may take place with respect to merchant vessels, but not to those of war.

The subjects and citizens of the two nations, respectively, Tunisians and Americans, shall be protected in the places where they may be, by the officers of the Government there existing; but, on failure of such protection, and for redress of every injury, the party may resort to the chief authority in each country, by whom adequate protection and complete justice shall be rendered. In case the Government of Tunis shall have need of an American vessel for its service, such vessel being within the Regency, and not previously engaged, the Government shall have the preference, on its paying the same freight as other merchants usually pay for the same service, or at the like rate, if the service be without a customary precedent.

the 2d Article of the Treaty concluded with the English 1825
Admiral Freemantle. I inform you that the 12th Article concluded with the Americans, is in no respect at variance with the 2d Article arranged with the English. We have granted that Article solely to the end that American ships and subjects may, in all cases, be treated and favoured equally with French and English subjects, and be respected and protected in our Kingdom. Wherefore I write you this letter, and salute you.

Given the 26th of the Moon Moharem, 1241, corresponding with the 9th September, 1825.

(L. S.) Hassan Pacha.
(L. S.) Hossein Bash. Hameluk.

117.

Convention de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et les villes Anséatiques, signée à Londres le 29. Septembre 1825).*

(Texte original en langue fançaise.)

Sa Majesté Le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande, d'une part, et le Sénat de la ville libre et Anséatique de Lubeck, le Sénat de la ville libre et Anséatique de Bremen, et le Sénat de la ville libre et Anséatique de Hambourg, (chacun de ces Etats pour soi séparément) de l'autre part, également animés du désir de procurer toutes les facilités et tous les encouragemens possibles à ceux de leurs sujets et citoyens qui ont part à des relations commerciales entre eux, et persuadés que rien ne sauroit contribuer davantage à l'accomplissement de cet objet désirable, que l'abolition réciproque de toute différence entre les impôts sur les bâtimens et leurs cargaisons des Etats respectifs dans les ports des autres, ont nommé leurs Plénipotentiaires pour conclure une Convention à cet effet, savoir: —

Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande, les Très Honorable George

*) Voy. ce *Recueil Supplém.* T. X. (*Nouv. Recueil* T. VI.) p. 810.

1825 Canning, Conseiller de Sa dite Majesté en son Conseil Privé, Membre du Parlement, et Son Principal Secrétaire d'Etat, ayant le Departement des Affaires Etrangères, et le Très Honorable William Huskisson, Conseiller de Sa dite Majesté en Son Conseil Privé, Membre du Parlement, President du Comité du Conseil Privé pour les Affaires de Commerce et des Colonies, et Trésorier de la Marine de Sa dite Majesté: —

Et le Sénat de la ville libre et Auséatiques de Lubeck, le Sénat de la ville libre et Anséatique de Bremen, et le Sénat de la ville libre et Anséatique de Hambourg, le Sieur Jacques Colquhoun, leur Agent et Consul Général près de l'illustre Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande.

Lesquels, après s'être communiqués réciproquement leurs plein-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les Articles suivans: —

Art. I. A dater d'aujourd'hui, et après cette époque, les navires Anglais qui entreront dans les ports des Républiques libres et Anséatiques de Lubeck, Bremen, ou Hambourg, ou qui en sortiront, et les bâtimens de Lubeck, de Bremen, ou de Hambourg, qui entreront dans les ports du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande, ou qui en sortiront, ne seront sujets à droits de vaisseaux autres ou plus considérables que ceux qui sont actuellement, ou pourront par la suite, être imposés aux navires indigènes, à leur entrée dans ces ports, ou à leur sortie.

II. Toutes les marchandises et objets de commerce, produits soit par les territoires des Républiques libres et Anséatiques de Lubeck, Bremen, ou Hambourg, ou de toute autre pays, qui pourront être légalement importés de l'un des ports des dites Républiques dans le Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande dans des navires Anglais, seront également autorisés à être importés dans des navires de Lubeck, Bremen, ou Hambourg: — et toutes les marchandises et objets de commerce, produits soit par l'un des Etats de Sa Majesté Britannique, ou par tout autre pays, qui pourront être légalement exportés des ports du Royaume Uni dans des navires Anglais, seront également autorisés à être exportés, des dits ports, dans les navires de Lubeck, Bremen, ou Ham-

bourg. Et toutes les marchandises et objets de commerce qui pourront être légalement importés dans lesdits ports dans des navires nationaux, seront également autorisés à être importés dans les de Lubeck, Bremen, ou Hambourg, ou exportés des dits ports, dans des navires Anglais. 1825

III. Toutes les marchandises et objets de commerce dont l'entrée dans les ports du Royaume Uni directement de l'un des ports de Lubeck, Bremen, ou Hambourg, est permise, seront exactement sujets aux mêmes droits, qu'ils soient importés par les navires de la Grande Bretagne, ou par les navires de l'une des dites Républiques: — et il sera accordé pour toutes les marchandises et objets de commerce dont la sortie des ports du Royaume Uni est permise, les mêmes primes, remboursemens de droits, et avantages, que l'exportation s'en fasse par les navires Anglais ou Anséatiques. Et la même réciprocité sera observée, dans les ports des dites Républiques, relativement à toutes les marchandises et objets de commerce qui seront légalement importés dans l'un ou l'autre de ces dits ports, ou exportés de ces mêmes ports dans des navires appartenans au Royaume Uni.

IV. Il ne sera donné, ni directement ni indirectement, par l'une ou par l'autre des Parties Contractantes, ni par aucune compagnie, corporation, ou agent, agissant en son nom, ou sous son autorité, aucune préférence quelconque pour l'achat d'aucune production du sol ou de l'industrie de leurs Etats respectifs importée dans le territoire de l'autre, à cause ou en considération de la nationalité du navire qui auroit transporté cette production; l'intention bien positive des deux Hautes Parties Contractantes étant, qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

V. En considération de l'étendue limitée des territoires des Républiques de Lubeck, Bremen, et Hambourg, et de l'intime liaison de commerce et de navigation subsistante entre ces Républiques, il est ici stipulé et convenu, que tout navire qui aura été construit dans l'un des ports des dites Républiques, et qui sera reconnu appartenir exclusivement à un citoyen ou à des citoyens de l'une ou de l'autre, et dont le capitaine sera aussi citoyen de l'une ou de l'autre, et pourvu que les trois quarts de l'équiqage seront sujets

1825 ou citoyens de l'une des dites Républiques, ou de l'un ou plusieurs des Etats compris dans la Confédération Germanique, d'après la description et énumération qui en a été faite dans les Articles LIII et LVI du Traité Général du Congrès signé à Vienne le 9. Juin, 1815 *), le dit Navire, ainsi ocnstruit, reconnu, et navigué, sera tenu et considéré, pour tous les objets de cette Convention, comme navire appartenant à Lubeck, Bremen, ou Hambourg.

VI. Tout navire, avec sa cargaison, appartenant à l'une des trois Républiques libres Anséatiques de Lubeck, Bremen, ou Hambourg, et venant de l'un des susdits ports dans le Royaume-Uni, sera, pour tous les objets de cette Convention, considéré comme venant du pays auquel le dit navire appartient; et tout navire Anglais, avec sa cargaison trafiquant avec les ports de Lubeck, Bremen, ou Hambourg, directement ou succesivement, sera, dans ces mêmes objets, sur le pied d'un navire Anséatique avec sa cargaison, faisant le même voyage.

VII. Il est en outre mutuellement convenu, que dans aucun des Etats des Hautes Parties Contractantes il ne sera levé aucuns droits autres ou plus considérables, sur aucune propriété personnelle des sujets ou ci-

*) Art. 53. Les Princes Souverains et les Villes libres d'Allemagne, en comprenant dans cette transaction L. L. M. M. l'Empereur d'Autriche, les Rois de Prusse, de Dannemarc, et des Pays Bas; et nommément — l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse, pour toutes celles de leurs possessions qui ont anciennement appartenu à l'Empire Germanique; — le Roi de Danemark, pour le Duché de Holstein; — le Roi des Pays Bas, pour le Grand-Duché de Luxembourg; — établissent entre eux une Confédération perpétuelle qui portera le nom de Confédération Germanique.

Art. 56. Les Affaires de la Confédération seront confiées à une Diète Fédérative, dans laquelle tous les Membres votéront par leurs Plénipotentiaires, soit individuellement soit collectivement, de la manière suivante sans préjudice de leur Rang: — 1. Autriche. 2. Prusse. 3. Bavière. 4. Saxe. 5. Hannovre. 6. Wurtemberg. 7. Bade. 8. Hesse Electorale. 9. Grand Duché de Hesse. 10. Dannemarc, pour Holstein. 11. Pays Bas, pour Luxembourg. 12. Maisons Grand Ducales et Ducales de Saxe. 13. Brunswick et Nassau. 14. Mecklenbourg Schwerin et Strelitz. 15. Holstein-Oldenbourg, Anhalt et Schwartzbourg. 16. Hohenzollern, Lichtenstein, Reuss, Schaumbourg-Lippe, Lippe et Waldeck. 17. Les Villes Libres de Lubeck, Francfort, Brême et Hambourg. — Total 17 Voix.

toyens de chacune d'elles, respectivement, dans le trans- 1825
port de ces propriétés hors du domaine ou du territoire de ces Etats, (soit en cas d'héritage de ces propriétés, soit autrement), que ceux qui sont ou seront payables dans chaque Etat, sur les mêmes propriétés, quand elles sont transportées par un sujet ou citoyen de cet Etat, respectivement.

VIII. Les Hautes Parties Contractantes se réservent le droit d'entrer dans les stipulations additionnelles, afin de faciliter d'étendre, même au delà de ce qui est compris dans la Convention actuelle, les relations commerciales de leurs sujets respectifs, de leurs états, citoyens et territoires, d'après le Principe d'avantages réciproques ou équivalens, suivant la nature des cas; et après la conclusion d'un Article ou Articles quelconques entre les dites Hautes Parties Contractantes, pour donner effet à ces stipulations, il est ici convenu que l'Article ou les articles qui pourront être à l'avenir ainsi conclus, seront considérés comme faisant partie de la présente Convention.

IX. La présente Convention sera en vigueur pendant 10 ans, à dater de ce jour, et au delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de 12 mois après que le Roi dn Royaume uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande d'une part, ou l'un ou l'autre des gouvernemens des Républiques libres et Anséatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg de l'autre part, aura annoncé à l'autre son intention de la terminer; chacune des Hautes Parties contractantes se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration, au bout des 10 ans susmentionnés; et il est convenu entre elles qu'à l'expiration de 12 mois après qu'une telle déclaration de l'une des Hautes Parties contractantes aura été reçue, par l'autre cette cnnvention et toutes les stipulations y renfermées cesseront d'être obligatoires par rapport aux Etats qui donneront ou recevront cette déclaration; bien entendu et convenu, que si l'une ou plusieurs des dites Répnblques Anséatiques, à l'expiration de 10 ans à dater de ce jour donnent ou reçoivent la déclaration de la cessation proposée de cette convention, la dite convention restera néanmoins en pleine force et effet aux autres Républiques ou République, qui n'auront ni donné ni reçu cette déclaration.

X. La présente Convention sera ratifiée et les ra-

1825 tifications seront échangées à Londres dans l'espace d'un mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 29. Septembre, l'an de Grace 1825.

(L. S.) JAMES COLQUHOUN.
(L. S.) GEORGE CANNING.
(L. S.) W. HUSKISSON.

118.

Ordonnance du Roi de France qui prescrit l'accomplissement des conditions de réciprocité stipulées par une Convention du 26. Janvier 1826, à l'égard de la navigation britannique. En date du 8. Février 1826.

Art. 1er. A dater du 5. Avril prochain, les navires britanniques venant avec ou sans chargement des ports du Royaume-Uni de l'Angleterre et de l'Irlande, et des possessions dudit Royaume en Europe, dans les ports de France, et les navires français revenant des ports du Royaume-Uni et de ses possessions en Europe, paieront un droit de tonnage égal, lequel, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, n'excédera pas le droit maintenant perçu à l'entrée des ports de France sur tous navires étrangers.

Les navires britanniques, venant des ports du Royaume-Uni ou des possessions de ce Royaume en Europe ne supporteront les redevances de pilotage, de bassin, de quarantaine et autres analogues, que d'après le taux établi pour les navires français.

2. A dater de la même époque; toutes marchandises et tous objets de commerce qui peuvent ou pourront être légalement importés des ports du Royaume-Uni et de ses possessions en Europe, pour la consommation de notre Royaume, ne paieront à leur importation par navires britanniques, que les mêmes droits qui sont ou seront perçus sur lesdites marchandises et

objets de commerce à leur importation par navires français. 1826

3. Les produits de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique, importés de quelque pays que ce soit par navires britanniques, ou bien chargés par navires français, ou tous autres, dans un des ports de la domination britannique en Europe, ne pourront, à dater de la même époque du 5. Avril prochain, être admis en France pour la consommation du Royaume, mais seulement pour l'entrepôt et la réexportation.

La même disposition est applicable aux produits des pays d'Europe autres que le Royaume-Uni ou ses possessions, lorsqu'ils seront importés par navires britanniques venant d'un autre port que ceux du Royaume-Uni ou de ses possessions en Europe.

4. Seront affranchis de tout droit de navigation les bateaux pêcheurs appartenant au Royaume-Uni ou à ses possessions en Europe, lorsque, étant forcés par le mauvais temps de chercher un refuge dans les ports ou sur les côtes de France, ils n'y auront effectué aucun chargement ni déchargement.

5. Le Président de notre Conseil des Ministres, Ministre Secrétaire d'Etat au département des finances, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 8. Février de l'an de grâce 1826, et de notre règne le second.

Signé CHARLES.

Par le Roi: Le Président du Conseil des Ministres,
Signé JH. DE VILLÈLE.

119.

Décret du Roi des Pays-Bas relativement aux droits payables des articles importés en bâtimens anglais. En date du 8. Février 1826.

Nous Guillaume, par la Grâce de Dieu, Roi des Pays Bas, Prince d'Orange Nassau, Grand Duc de Luxembourg, etc.

1826 Considérant, qu'en conséquence des dispositions du Conseil prises par le Gouvernement Anglais en date du 30. Janvier dernier, les circonstances ne sont plus les mêmes, qui avaient donné lieu à notre Arrêté du 11. Août, 1824, par lequel il a été statué que toutes les marchandises, qui, à dater du 14 du même mois, seraient importés du Royaume Uni de la Grande Bretagne dans ce pays, sur des bâtimens portant pavillon Anglais, seraient provisoirement considérées et traitées quant aux droits d'entrée comme si elles étaient importées par des bâtimens nationaux:

Sur la proposition faite par le Département des Affaires Etrangères, de concert avec celui de l'intérieur, et avec l'Administration des Contributions directes, Droits d'Entrée et des Accises;

120.

Convention of Commerce and Navigation between Great Britain and Sweden. Signed at London, the 18th of March, 1826.

(Texte original anglais.)

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the King of Sweden and Norway, having, by Declarations, exchanged on the 24th day of April, and 16th day of July, 1824, entered into stipulations for removing impediments affecting the navigation and trade of their respective states; and their said Majesties being mutually desirous of still further extending and improving the relations of friendship and commerce now happily subsisting between them and their respective subjects, and of placing the arrangements already agreed upon by the declarations aforesaid, upon a more sure and satisfactory footing, have appointed their Plenipotentiaries to conclude a Convention for these purposes, that is to say: —

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right

Avons trouvé bon et entendu de revoquer notre 1826
Arrêté du 11. Août, 1824, et d'en faire cesser les effets à dater du 11 de ce mois.

Les Départemens des Affaires Etrangères et de l'Intérieur, et l'Administration des Contributions Directes, Droits d'Entrée, et de Sortie, et des Accises, sont chargés de l'exécution du present Arrêté, dont expédition sera adressée à notre Ministre des Finances, et à la Chambre générale des Comptes, et qui sera inséré au Journal Officiel.

La Haye, le 8. Février, 1826.

De par le Roi: GUILLAUME.
J. G. DE MEY DE STREEFKERK.

120.

Convention de Commerce et de navigation entre la Suede et la Grande-Bretagne. Signée à Londres, le 18. Mars 1826).*

(Texte original suedois.)

Hans Majestät Konungen af Sverige og Norrige, samt Hans Majestät Konungen af det förenade Konungariket Stora Britannien och Irland, som genom Declarationer utvexlade den 24. April och 16 Julii år 1824. öfverenskommit om stadganden till undanrödjande af hinder för deras respective Staters sjöfart och handel, hafva, lifvade af ömsesidig åstundan, at mer och mer utvidga de vänskaps och handels sörhållanden, som nu lyckligen äga rum emellan Högstbeörde Deras Majestäter och Deras ömsesidige undersåtare, samt att gifva de genom förberörde Declarationer redan widtagne bestämmelser en mera säker och tillfredsställande grund, utsett hvar Sine befullmägtigade Ombud, till afslutande af en Convention i detta afseende, nemligen: Hans Majestät Konungen af det förenade Konungariket Stora Britannien och Irland, The Right Hono-

*) Voy. *Recueil Supplém.* T. X. (*Nouv. Rec.* T. VI.) p. 912.

1826 *Honourable George Canning, a Member of His said Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, and His said Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; — and the Right Honourable William Huskisson, a Member of His said Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, President of the Committee of Privy Council for Affairs of Trade and Foreign Plantations, and Treasurer of His said Majesty's Navy: —*

And His Majesty the King of Sweden and Norway, the Sieur Gustavus Algernon, Baron de Stierneld, His First Gentleman of the Chamber, Under-Chancellor of His Orders, Commander of the Order of the Polar Star, Knight of the Order of St. Anne of Russia of the Second Class, and of the Order of the Red Eagle of Prussia of the Third Class; and His said Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Britannic Majesty: —

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Art. 1. The several stipulations contained in the Declarations exchanged between the Plenipotentiaries of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the King of Sweden and Norway, on the 24th day of April, and 16th day of July, 1824, shall continue in force between the High Contracting Parties, respectively, for the term of the present Convention, and shall be equally binding upon the said parties, their officers and subjects (except as far as the same may be hereinafter varied,) as if the same had been inserted, word for word, in this Convention.

II. British vessels entering or departing from the ports of the Kingdoms of Sweden and Norway, and Swedish and Norwegian vessels entering or departing from the ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, shall not be subject to any other or higher ship-duties or charges, than are or shall be levied on national vessels entering or departing from such ports, respectively.

rable Georg Canning, Ledamot af Dess Hemliga 1826
Råd, Ledamot af Parlamentet, och Dess förnämste Stats Secreterare för Utrikes Arenderne; samt The Right Honorable Wilhelm Huskisson, Ledamot af Dess Hemliga Råd, och af Parlamentet, President af Hemliga Rådets Utskott för Handels och Colonial Arenderne, samt Skattmästare af Dess Flotta:

Och Hans Majestät Konungen af Sverige och Norrige, Friherre Gustav Algernon Stierneld, Dess Envoyé Extraordinaire och Ministre Plénipotentiaire hos Hans Stor Britanniska Majestät: hvilka efter utvexlingen af de för dem utfärdade och i godt och behörigt skick befundne Fullmakter, hafva öfverenskommit om följande Artiklar, etc.

Art. I. — De särskilte stadganden som innehållas uti de emellan de af Hans Majestät Konungens af Sverige och Norrige, och Hans Majestät Konungens af det förenade Konungariket Stora Britannien och Irland dertill befullmägtigade Ombud, under den 24. April, och 16. Julii år 1824, utvexlade Declarationer, skola äga kraft och verkan emellan de Höga Contraherande Magterne, så länge närvarande Convention räcker, och skola wara lika förbindande för dem, Deras Embetsmän och undersåtare (i så måtto de icke genom hvad härefter följer, blifva jemkade), aldeles som om de ord för ord woro införde uti närvarande Convention.

II. — Fartyg tillhörande det förenade Konungariket Stora Britannien och Irland, som inlöpa uti hamnar, belägne i Konungarikena Sverige och Norrige, eller som derifrån utlöpa, samt Svenska och Norrska fartyg som inlöpa uti det förenade Konungarikets Stora Britanniens och Irlands hamnar, eller som derifrån utlöpa, skola icke vara underkastade några afgifter eller pålagor högre eller andra än dem, som för närvarande äro eller framdeles kunna blifva de respective ländernes egna fartyg pålagde wid Deras inlöpande i berörde hamnar eller wid Deras utlöpande derifrån.

1826 *III. All goods, wares, and merchandise, whether the production of the Kingdoms of Sweden and Norway, or of any other country, which may be legally imported from any of the ports of the said kingdoms into the United Kingdom of Great Britain and Ireland, in British vessels, shall, in like manner, be permitted to be so imported directly in Swedish or Norwegian vessels; and all goods, wares, and merchandise, whether the production of any of the dominions of His Britannic Majesty, or of any other country, which may be legally exported from the ports of the United Kingdom, in British vessels, shall in like manner, be permitted to be exported from the said ports in Swedish or Norwegian vessels. An exact reciprocity shall be observed in the ports of Sweden and Norway, so that all goods, wares, and merchandize, whether the production of the United Kingdom, or of any other country, which may be legally imported from the ports of the United Kingdom into the ports of of Sweden and Norway, in Swedish or Norwegian vessels, shall, in like manner, be permitted to be so imported from the ports of the United Kingdom in British vessels; and all goods, wares, and merchandize, whether the production of any of the dominions of His Swedish Majesty, or of any other country, which may be legally exported from the ports of Sweden or Norway in Swedish or Norwegian vessels, shall, in like manner, be permitted to be exported from the said ports in British vessels.*

IV. All goods, wares, and merchandise, which can legally be imported into the ports of either country dirctly from the other, shall, upon such importation, be admitted at the same rate of duty, whether imported in vessels of the one or the other country: and all goods, wares, and merchandise, which can be legally exported from the ports of either country, shall, upon such exportation, be liable to the same duties, and be entitled to the same bounties, drawbacks and allowances, whether exported in vessels of the one or the other country.

III. — Alle Handelswaror och gods, antingen de 1826
äro producerade i Konungarikena Sverige och Norrige, eller i hvilket annat land som helst, hvaraf införseln från nämde Konungarikens hamnar til hamnar belägna uti det förenade Konungariket Stora Britannien och Irland, är lagligen tilläten uti fartyg tillhörande sidstnämde förenade Konungarike, kunna likaledes dit införas, directe från Sverige och Norrige, uti Svenska och Norrska fartyg; och alla handelsvaror och gods, vare sig producter af Hans Stor Britanniska Majestäts Stater, eller af något annat land, hvaraf utförseln från det förenade Konungarikets hamnar uti Dess egnar Fartyg är lagligen tillåten, kunna likaledes utföras från nämde hamnar uti Svenska och Norrska Fartyg. En fullkomlig reciprocitet skall iagttagas uti Sveriges och Norriges hamnar, så att alla handelswaror och gods, antingen de äro producerade uti det förenade Konungariket, eller i hvilket annat land som helst, som lagligen kunna insöras från det förenade Konungarikets hamnar, till Svenska och Norrska hamnar uti Svenska och Norrska Fartyg, kunna likaledes dit införas directe från det förenade Konungariket Stora Britannien och Irland uti Engelska Fartyg, och alla handelsvaror och gods, antingen de äro producerade uti något of Hans Majestät Konungens af Sverige och Norrige Riken, eller i hvilket annat land som helst, hvilka lagligen kunna utföras från Sveriges och Norriges hamnar uti Svenska och Norrska Fartyg, kunna likaledes utföras från nämde hamnar uti Engelska Fartyg.

IV. — Alla handelsvaror och gods, hvaraf införseln till endera af de båda Magternes hamnar directe från den andras hamnar, är tillåten, skola, wid deras införsel wara underkastade enahanda afgifter, antingen de åro införde med fartyg tillhörande den andra Maktens undersåter, eller med inhemska Fartyg, och alla handelsvaror och gods, hvaraf utförseln från både Magternes hamnar är tillåten, skola, wid deras utskeppning, wara underkastade samma Tullafgifter, och berättigade til samma premier, restitution utaf afgifter, och öfrige förmåner, antingen denna utförsel verkställes med inhemska, eller med Fartyg tillhörande den andra Maktens Undersåter.

1826 *V. No priority or preference shall be given, directly or indirectly, by the Government of either country: or by any company, corporation, or agent, acting in its behalf or under its authority, in the purchase of any article of the growth, produce, or manufacture of either country, imported into the other, on account of, or in reference to the character of the vessel in which such article was imported; it being the true intent and meaning of the High Contracting Parties, that no distinction or difference whatever shall be made in this respect.*

VI. From and after the date of the present Convention, British ships shall be allowed to proceed direct from any port of His Britannic Majesty's dominions, to any colony of His Majesty the King of Sweden and Norway not in Europe, and to import into such colony any goods the growth, produce, or manufacture of the United Kingdom, or of any of the British dominions, not being such goods as are prohibited to be imported into such colony, or as are admitted only from the dominions of His Majesty the King of Sweden and Norway; and such British ships, and such goods so imported in them: shall be liable, in such colony of His Majesty the King of Sweden and Norway, to no higher or other charges than would be there payable on Swedish or Norwegian ships importing the like sorts of goods; or payable on the like goods, the growth, produce, or manufacture of any foreign country, allowed to be imported into the said colony in Swedish or Norwegian ships. And from and after the same date, Swedish and Norwegian vessels shall be allowed to proceed direct from any ports of the dominions of His Majesty the King of Sweden and Norway, to any colony of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, (other than those in the possession of the East India Company, and to import into such colony any goods, the growth, produce, or manufacture of the Kingdoms of Sweden and Norway, or of any of their dominions, not being such goods as are prohibited to be imported into such colony; or as are admitted only from the dominions of His Britannic Majesty; and such Swedish and Norwegian vessels,

V. — Hvarken directe eller indirecte skall af den 1826
ena eller andra af de både Regeringarne, eller af något Compagnie eller någon Agent, som handlar i Dess namm, eller under Dess Autoritet, några företrädes rättigheter blifva beviljade för inköp af någon utaf ettdera af de båda Rikenas Natur eller Konst producter, införd på det andras område, på grund eller till följe af det fartygs Nationalitet, som öfverfördt denna product, då båda de Höga Contrahenternes afsigt är att ingen slags olikhet eller åtskillnad må äga rum i detta afseende.

VI. — Från och med dagen af denna Conventions underteknande skola det förenade Konungariket Stora Britanniens och Irlands Fartyg kunna afgå directe från Hans Stor Vritanniska Majestäts Staters hamnar, till hvarje Colonie, tillhörig Hans Majestät Konungen af Sverige och Norrige, utom Europa, samt dit införa alla waror som äro det förenade Konungarikets eller någon af Dess underlydande länders natur eller konst producter, hvaraf införseln icke är förbuden uti dessa Colonier, eller som allenast äro tillåtne, såsom kommande från Hans Majestät Konungens af Sverige och Norrige Stater, och dessa det förenade Konungarikets Fartyg, samt de sålunda införda waror, skola icke, uti nämde Hans Majestät Konungens af Sverige och Norrige Colonier, wara underkastade högre eller andra afgifter, än dem som där skulle erläggas af Svenska och Norrska Fartyg, då de införa samma slags waror, eller som skola betalas för hvarje annat främmande lands Natur eller Konst producter, och hvaraf införseln til dessa Colonier är tillåten med Svenska och Norrska fartyg; och från och med samma dag skola Svenska och Norrska Fartyg kunna afgå directe från Hans Majestät Konungens af Sverige och Norrige Rikens hamnar, till hvar och en af det förenade Konungariket Stora Britanniens och Irlands Colonier, (med undantag af dem, som tillhöra Ost-Indiska Compagniet) samt dit införa alla waror, som äro Konungarikena Sveriges och Norriges eller något af deras underlydande länders Natur eller Konst producter, hvaraf införseln icke är förbuden uti dessa Colonier, eller som allenast äro tillåtne såsom kommande från Hans Majestät Konungans af det förenade Konungariket Stora Britannien och Irland Stater, och dessa Svenska och Norska Fartyg,

1826 *and such goods so imported in them, shall be liable, in such colony of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, (other than those in the possession of the East India Company), to no other or higher charges than would be there payable on British vessels importing the like sort of goods, or payable on the like goods, the growth, produce, or manufacture of any foreign country, allowed to be imported into the said colony in British ships.*

VII. From and after the date of the present Convention, British ships shall be allowed to export from any colony of His Majesty the King of Sweden and Norway, not in Europe, any goods not prohibited to be exported from such colony; and such British ships, and such goods so exported in them, shall be liable, in such colony, to no other or higher charges than would be payable by, and shall be entitled to the same drawbacks as would be there allowable on, Swedish or Norwegian ships exporting such goods. And the like liberty and privileges of exportation shall be reciprocally granted in the British Colonies, (other than those in the possession of the East India Company), to Swedish and Norwegian ships, and to goods exported in them.

VIII. In respect to the commerce to be carried on in vessels of Sweden or Norway with the British dominions in the East Indies, or now held by the East India Company in virtue of their Charter, His Britannic Majesty consents to grant the same facilities and privileges, in all respects, to the subjects of His Swedish Majesty, as are or may be enjoyed; under any Treaty or Act of Parliament, by the subjects or citizens of the most favoured nation: subject to the laws, rules, regulations, and restrictions which are or may be applicable to the ships and subjects of any other foreign country enjoying the like facilities and privileges of trading with the said dominions.

samt de sålunda införda waror, skola uti nämde det 1826
förenade Konungariket Stora Britanniens och Irlands Colonier, (med undantag af dem, som tillhöra Ost-Indiska Compagniet), icke wara underkastade högre eller andra afgifter än dem, som skulle erläggas af Stor Britanniska Fartyg, då de införa samma slags waror, eller som skulle beta as för hvarje annat främmande lands Natur eller Konst producter, och hvaraf införseln til dessa Colonier är tillåten med det förenade Konungariket Stora Britanniens och Irlands Fartyg.

VII. — Från och med dagen af denna Conventions underteknande skola det förenade Konungariket Stora Britanniens och Irlands Fartyg kunna utföra från Hans Majestät Konungens af Sverige och Norrige Colonier, utom Europa, alle de waror, hvaraf utförseln från berörde besittningar icke är förbuden, och dessa det förenade Konungarikets Fartyg, jemte deras laster, skola där icke wara underkastade, andra eller högre afgifter, än dem Svenska och Norrska Fartyg, som utföra samma varor, skulle erlägga, och skola äga rätt till samma restitution utaf afgifter, som sidst nämde Fartyg, och samma frihet, äfvensom samma utförsels privilegier skola sammaledes, uti det förenade Konungariket Stora Britanniens och Irlands Colonier (med undantag af dem som tillhöra Ost-Indiska Campagniet) tillgodonjutas af Svenska och Norrska Fartyg, jemte deras laster.

VIII. — Hwad angår den handel, som kommer att äga rum, genom Svenska och Norrska Fartyg, med Hans Stor Britanniska Majestäts Besittningar uti Ost-Indien, eller med dem, som nu innehafvas af Ost-Indiska Compagniet, i stöd af Dess privilegier, samtycker Hans Stor Britanniska Majestät, att bevilja Hans Majestät Konungens af Sverige och Norrige Undersåtare, i alla afseenden, enahanda förmåner och privilegier, som antingen i följe af Tractater eller Parlaments Acter, någon af de mäst gynnade Nationers Undersåtare eller medborgare, för närvarande åtnjuta, eller framdeles komma att åtnjuta, med förbindelse ett ställa sig till efterrättelse de lagar, reglementen och inskränkningar, som äro eller kunna blifva ålagde Fartyg och undersåtare af hvarje annat land, som åtnjuter samma förmåner och privilegier för handeln med berörde besittningar.

1826 *IX. The High Contracting Parties engage that all articles the growth, produce, or manufacture of their respective dominions, shall be subject to no higher duties, upon their admission from the one country into the other, than are paid by the like articles, the growth, produce, or manufacture of any other foreign country; and that no prohibition or restraint shall be imposed upon the importation, into the one country from the other, or upon the exportation from the one country to the other, of any such articles, the growth, produce, or manufacture of either of the said States, which shall not equally extend to all other nations; and, generally, that in all matters and regulations of trade and navigation, each of the High Contracting Parties will treat the other upon the footing of the most favoured nation.*

X. In consideration of the advantages and facilities which the navigation and commerce of the United Kingdoms of Sweden and Norway will enjoy, under the present Convention, and the Act of Parliament of the 5th July, 1825, His Majesty the King of Sweden and Norway consents that, from and after this date, vessels of the United Kingdom of Great Britain and Ireland shall be allowed to import into Sweden any merchandize or goods of European origin, which are likewise permitted to be imported into Sweden from any port whatever, with the exception of the following articles:

Salt, hemp, flax, oil of all kinds, grain of all kinds, wine, tobacco, salt or dried fish, wool, and stuffs of all kinds: which, as before, shall be imported into Sweden only in vessels of Sweden and Norway, or in vessels of the countries of which such articles are the produce.

The said excepted articles shall, however, be allowed to be imported into Sweden in vessels of the United Kingdom of Graat Britain and Ireland, proceeding direct from some port of the United Kingdom, provided such articles shall have been previously landed and warehoused in a port of the United Kingdom, after having been imported thither from the country of their origin.

IX. — De Höga Contraherande Magterne öfverenskomma, att allda deras respective Länders Natur eller Konst producter icke, wid deras införsel uti det ena landet skola wara underkastade högre afgifter än den som skulle erläggas för något annat lands Natur eller Konst producter, samt att intet förbud eller inskränkning skall blifva pålagd införseln till det ena landet från det andra, eller utförseln från det ena landet till det andra af de båda Staternes Natur eller Konst producter, utan att på samma gång ntsträckas till hvarje annan Nation, och i allmänhet, at i hwad som rörer handeln och sjöfarten, skall hvar och en af de Höga Contraherande Magterna behandla den andra såsom den mäst gynnade Nation. 1826

X. — I följd af de förmåner och lattnader hvaraf de förenade Konungarikenas Sverige och Norrige handel och sjöfart komma i åtnjutande genom denna Convention, och medelst Parlaments Acten af den 5. Julii Julii år 1825, samtycker Hans Majestät Konungen af Sverige och Norrige, att ifrån och med denna dag, Fartyg tillhörande det förenade Konungariket Stora Britannien och Irland, skola kunna, ifrån hvilken hamn som helst, till Sverige införa alla slags handelsvaror och tillwerkningar af Europeiskt ursprung hvilkas införsel där är lagligen tillåten, med undantag af följande Articlar, nemligen:

Salt, Hampa, Lin, Oljor af alla slag, Spannmål af alla slag, Winer, Toback, Fisk, salt eller torr, Ull, och Wäfnader af alla slag, hvilka artiklar hädanefter, som hittils må till Sverige införas endast med Svenska och Norrska Fartyg eller det landets där samma articlar äro alstrade eller tilwerkade. Nämde undantagne artiklar skola dock kunna till Sverige införas med Fartyg tillhörande det förenade Konungariket Stora Britannien och Irland, kommande directe från någon hamn i det förenade Konungariket, såvida samma articlar derstädes först blifvit utlossade, landade och magasinerade, efter att hafva dit bliffit införda från deras productions ort.

1826 *These stipulations in favour of British commerce shall remain in force during the continuance of the present Convention, and as far as the Act of Parliament of the 5th July, 1825, shall continue to grant to the navigation and commerce of Sweden, equivalent facilities of the same nature.*

XI. His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the King of Sweden and Norway, mutually agree that no higher or other duties shall be levied, in any of their dominions, upon any personal property of their respective subjects, on the removal of the same from the dominions of their said Majesties, reciprocally, either upon the inheritance of such property, or otherwise than are or shall be payable in each State upon the like property, when removed by a subject of such State, respectively.

XII. The present Convention shall be in force for the term of 10 years, from the date hereof, and further, until the end of 12 months after either of the High Contracting Parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same; each of the High Contracting Parties reserving to itself the right of giving such notice to the other, at the end of the said term of 10 years; and it is hereby agreed between them, that at the expiration of 12 months, after such notice shall have been received by either party from the other, this Convention, and all the provisions thereof, shall altogether cease and determine.

XIII. The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London, within 6 weeks from the date hereof, or sooner if possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at London, the 18th day of March, in the year of our Lord 1826.

(L. S.) GEORGE CANNING. *(L. S.)* STIERNELD.
(L. S.) WILLIAM HUSKISSON.

Dessa Stadganden till förmån för Engelska handeln skola äga kraft och verkan under fortvarandet af denna Convention, och för så widt, som Parlaments Acten af den 5. Julii år 1825 fortfar att lemna lika och motsvarande förmåner åt Svenska handeln och sjöfarten. 1826

XI. — Hans Majestät Konungen af Sverige och Norrige, samt Hans Majestät Konungen af det förenade Konungariket Stora Britannien och Irland, öfverenskomma sins emellan, att ingen högre eller olika afgift skall, uti deras respective Länder, blifva deras undersåtare affordrad för Engendom som öfverflyttas från det ena till det andra af Högstberörde Deras Majestäters Länoer, antingen genom arf, eller annorledes, än som uti hvardera af de båda Magternas Länder, skulle erläggas af samma slags Egendom öfverflyttad af en detta Landsundersåte.

XII. — Närvarande Convention skall fortfara uti Tio år, att räkna från denna dag, samt utöfver denna tid, intilldess Tolf Månader äro förflutne sedan den ena af de Höga Contraherande Magterne, för den andra tillkännagifvit sin afsigt att uphäfva den samma, hvardera af de Höga Contraherande Magterne förbehållit, att göra den andra ett sådant tillkännagifvande vid sluttet af förberörde Tio år, och är det emellan Dem öfverenskommit att, wid utgången af Tolf Månader sedan att sådant tillkännagifvande af endera af de Höga Contraherande Magterne blifvit af den andra emottagit, skall denna Convention, och alla stadganden, som deruti innehållas, uphöra att, å någondera sidan, vara förbindande.

XIII. — Närvarande Convention skall ratificeras och ratificationerne deraf utvexlas i London innom en tid af sex veekor, eller förr, om sig så göra låter.

Till yttermera visso hafva de ömsesidiga befullmägtigade underteknat den samma, och den med deras Insegel bekräftat.

Som skedde i London den 18. Mars; år efter Christi Börd, 1826.

(L. S.) SIERNELD.

1826 *Additional Article.*

As it may sometimes happen that a Swedish or Norwegian vessel trading to the possessions held by the British East India Company in the East Indies, under the 8th Article of the Conven- of this date, may find it expedient to dispose of the whole or part of her cargo, on her homeward bound voyage, in other ports than those of Sweden and Norway, it is hereby agreed, that any such vessel may proceed, with such cargo, to any foreign place or port whatsoever, not being within the limits of the East-India Company's Charter, and excepting the United Kingdom of Great-Britain and Ireland and its dependencies.

The present additional Article shall have the same force and validity as if it were inserted word for word, in the Convention signed this day. It shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at the same time.

In Witness whereof; the respective Plenipotentiaries have signed the same and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at London, the 18th day of March 1826.

(L. S.) George Canning. *(L. S.)* Stierneld.
(L. S) William Huskisson.

121.

Acte du Parlament d'Angleterre en execution des Traités de commerce conclus avec Buenos-Ayres, Colombie et autres Pays de l'Amérique. En date du 22. Mars 1826.

Whereas Treaties of Amity, Commerce, and Navigation have been concluded between His Majesty and the Republics of the States of the Rio de la Plata and of Colombia respectively: And whereas it is expedient to give effect to such parts of the said Treaties as require the sanction of Parliament; be it therefore enacted by the King's Most Excellent Majesty, by

Additionel Artikel. 1826

Då det någongång skulle kunna hända att ett Svenskt eller Norskt Fartyg, som drifver handel med besittningarne tillhörande Engelska Ost-Indiska Compagniet uti Ost-Indien, j följd af de uti VIIIde Artikeln af denna Convention innehållne stadganden, funne lämpeligt att föryttra eller aflasta hela sin retour-last, eller en del deraf, i andra hamnar än Sveriges och Norriges, så är, genom närvarande Artikel öfverenskommit att ett sådant Fartyg skall kunna begifva sig med sin last til hvilken hamn som helst, undantagande till dem, som befinna sig innom de af Ost-Indiska Compagniets Privilegi er föreskrefne gränsor, samt det förenade Konungariket Stora Britannien och Irland och de detsamma underlydande Länders hamnar.

Närvarande Additionella Artikel, skall äga samma kraft och verkan, som om den ord för ord wore införd uti Conventionen af denna dag. Den skall ratificeras och ratificationerne utvexlas på samma gång.

Till yttermera visso hafva de ömsesidiga Befullmägtigade underteknat densamma och den med deras Insegel bekräftat.

Som skedde i London den 18. Mars år efter Christi Börd, 1826.

(L. S.) Stierneld.

---

and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, that all ships of whatever built, and of whatever way acquired, being duly owned and navigated as the ships of the said Republics respectively, shall, for the term of 7 years, from the respective dates of such Treaties, be deemed to be the ships of those countries respectively, in all places under British dominion; any thing in the law of navigation to the contrary notwithstanding.

II. And whereas Treaties of the like nature may be concluded between His Majesty and other countries in America not yet provided with national merchant shipping, built or acquired in manner required by the law of navigation: be it therefore enacted, That all ships,

1826 of whatever built, and in whatever way acquired, being duly owned and navigated as the ships of particular countries in America, shall be deemed to be the ships of such countries respectively, in all places under British dominion, for any term not exceeding 7 years, agreed to in that behalf in any Treaty between His Majesty and any of such countries respectively; any thing in the law of navigation to the contrary notwithstanding.

122.

Déclaration du Bey de Tunis. En date du 13. Avril 1826.

Louange à Dieu, etc.

Hassan-Bacha-Bey à son Très Fidèle Allié et véritable ami le Roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Attendu qu'il nous a été représenté qu'une grossière insulte a été faite au pavillon anglais en ce qui concerne le vaisseau anglais *le Marc-Antoine*, en violation des Traités existant entre Nous et Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande, nous nions, par les présentes, avoir aucune connaissance d'un tel outrage, et en signe de notre sincère regret à cette occasion, nous desirons offrir à Sadite Majesté le Roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande notre assurance formelle que nous prendrons des mesures pour prévenir le renouvellement de procédés semblables, en ordonnant et enjoignant à tous et chacun de nos officiers et autres personnes nous devant hommage et obéissance, de réprimer, sous leur responsabilité, toute molestation ou injure faite par parole ou par action à des sujets anglais, leurs vaisseaux ou propriétés dans l'intérieur de nos domaines, mais au contraire de leur montrer tout le respect qui leur est dû en conformité avec les Traités et nos intentions; quiconque enfreindra cet ordre, sera puni d'une manière exemplaire.

Tout salut est en Dieu. Ecrit dans la lune de Ramadan, 1241 de l'Hégire. A. D. 13. Avril 1826.

Signé: THOMAS READE.
Consul-général de la Grande-Bretagne.

123.

Ordre du Conseil de S. M. Britannique accordant le privilège de trafiquer avec les colonies anglaises aux bâtimens de la Prusse. En date du 3. Mai 1826.

— — Whereas within the dominions of His Majesty the King of Prussia, the commerce and navigation of this country, and of its possessions abroad, have been placed upon the footing of the most favoured nation; His Majesty is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to declare, that the ships of and belonging to the dominions of His Majesty the King of Prussia, are entitled to the privileges so granted as aforesaid by the law of navigation, and may import from such the dominions of His Majesty the King of Prussia, into any of the British possessions abroad, goods, the produce of such dominions, and may export goods from such British possessions abroad to be carried to any foreign country whatever:

And the Right Honourable the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury, and the Right Honourable Earl Bathurst, one of His Majesty's Principal Secretaries of State, are to give the necessary directions herein as to them may respectively appertain.

Jas. Buller.

124.

Ordonnance du Roi de Prusse plaçant le commerce et la navigation de la Grande-Bretagne sur le pied des nations les plus favorisées. En date du 20. Mai 1826.

M. de Schuckmann, Ministre d'Etat et l'Intérieur.
Le Comte de Bernstorff, Ministre d'Etat et du Cabinet.

Sur le rapport que vous m'avez fait le 9 de ce mois, relativement à l'assurance donnée de la part du

1826 Gouvernement Britannique à mon Ministre à Londres, que mes sujets seroient aussitôt mis en jouissance des avantages que l'Acte 6 Geo. IV. Chap. 114, accorde aux sujets de pays étrangers, par rapport au commerce avec les colonies Anglaises, si le commerce et la navigation de l'Angleterre et de ses colonies étoient mis dans mes états sur le pied de la nation la plus favorisée, j'ordonne qu'ils soient traités sur ce pied dès à présent, et tant que mes sujets continueront à jouir des avantages qui leur son assurés par l'Acte sus mentionné; et je vous charge de mettre cette ordonnance à exécution.

Berlin, le 20. Mai, 1826.

FREDERIC GUILLAUME.

125.

Circulaire du Gouvernement Autrichien touchant le Commerce des Esclaves et les mauvais traitemens qu'on leur aurait fait éprouver. En date de Vienne, le 7. Août 1826.

Sa Majesté Impériale et Royale, par décret de la Chancellerie de Cour du 26 de ce mois, dans le but d'empêcher le commerce des Esclaves, principalement de la part de sujets Autrichiens, ou sur vaisseaux Autrichiens, et de protéger les Esclaves contre les mauvais traitemens, en conformité avec les lois Autrichiennes en vigueur (et spécialement le paragraphe 16 de la loi civile, qui ordonne que tout homme, par droit de nature, sanctionné par la raison, soit considéré comme une personne, et prohibe dans les Etats Autrichiens l'esclavage, ou l'exercice d'une violence qui tendrait au même but; et le paragraphe 78 de la première partie du Code Pénal, qui déclare crime de violence publique tout empêchement à l'usage de la liberté individuelle), et par suite de la résolution du 25. Juin, 1826, a daigné décréter et ordonner ce qui suit:

I. Tout Esclave devient libre du moment où il touche le sol, ou même un vaisseau Autrichien. Un

Esclave, même à l'étranger, réçoit également la liberté 1826
à l'instant où il est remis, à quelque titre que ce soit, à un sujet Autrichien.

II. Tout sujet Autrichien qui apporterait obstacle à l'usage de la liberté individuelle de l'Esclave qui lui aurait été remis, ou l'aurait aliéné de nouveau, soit sur le sol Autrichien ou à l'étranger; tout capitaine de vaisseau Autrichien qui se chargerait du transport d'un ou de plusieurs Esclaves, ou mettrait obstacle par lui-même ou par d'autres, à l'usage de la liberté individuelle acquise à celui qui serait venu sur son vaisseau, commettrait le crime de violence publique, et serait puni, aux termes des paragraphes 78 et 79 du livre 1er du Code Pénal, d'un an à cinq ans de *prison dure*. Si un capitaine de vaisseau Autrichien, ou tout autre sujet de Sa Majesté Impériale et Royale, exerçait un commerce continu d'Esclaves ou qui y eût rapport, la peine pourrait être élevée à 10 ans, et même, suivant les circonstances aggravantes, à 20 ans.

III. Comme, aux termes du paragraphe 4 du livre 1er du Code Pénal, le crime existe par la méchanceté du malfaiteur indépendamment de la condition de celui sur lequel il est exercé, le sujet Autrichien qui porterait atteinte à la liberté corporelle d'un Esclave d'une manière quelconque réputée délit ou crime par les lois Autrichiens, encourrait les peines que le livre 1er du Code Pénal prononce en pareil cas.

IV. Des sévices moindres exercés par un sujet Autrichien envers un Esclave, seraient, conformément au paragraphe 173 du livre 2d du Code Pénal, punis d'une amende de 5 à 100 florins, ou de trois jours à un mois d'arrêts. En cas de récidive, ou si les sévices exigeaient plus de rigueur, on pourroit ajouter aux arrêts, le jeûne ou une réclusion plus rigoureuse.

V. Les présentes dispositions sont aussi applicables aux prisonniers de guerre, qui sont traités comme Esclaves par la partie belligérante au pouvoir de laquelle ils sont tombés.

VI. Les étrangers qui se rendraient coupables du crime de violence publique, ou des autres délits cidessus spécifiés, envers un Esclave, soit sur le territoire des Etats Autrichiens soit sur un vaisseau Autrichien, seraient, conformément au principe général exprimé au paragraphe 31, livre 1er du Code Pénal, pas-

1826 sibles des mêmes peines que les sujets Autrichiens. Les étrangers qui, après s'être rendus coupables de pareils crimes à l'étranger, viendraient à toucher le sol Autrichien, seraient, aux termes des paragraphes 33 et 34 du livre 1er du Code Pénal, arrêtés pour être remis au gouvernement du pays où le crime ou délit a été commis.

Si l'on refusait de les recevoir, on procéderait contre ces étrangers, conformément aux dispositions du Code Pénal Autrichien, et l'on ajoutera toujours le bannissement après l'expiration de la peine. Dans le cas où les lois du pays où le crime ou délit a été commis, prononceraient une peine moindre que celle portée par les lois Autrichiennes, on suivra les dispositions de la loi la moins rigoureuse.

Vienne, le 7. Août, 1826.

AUGUSTIN REICHMANN, BARON DE HOCHKIRCHEN,
Président du Gouvernement.

E. COMTE DE HOYOS,
Conseiller de Gouvernement et Directeur de Chancellerie.

126.

Décret du Roi des Pays-Bas concernant la navigation sur le Rhin. En date du 10. Septembre 1826.

Nous Guillaume, par la Grace de Dieu Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange Nassau, Grand-Duc de Luxembourg etc.

Vu l'acte du Congrès de Vienne du 9. Juin 1815 et les articles concernant la navigation du Rhin y appartenant. Eu égard a notre accession audit Acte;

Considérant que lesdits Articles ont établi le principe que la Navigation du Rhin sera libre, et ne sera interdite à personne sous le rapport du commerce;

Désirant voir levées les difficultés, qui jusqu'à ce jour se sont opposées à l'établissement des arrangemens nécessaires, tant par rapport à la navigation du Rhin, que relativement au règlement à projeter d'après lequel cette navigation devra être réglée en vertu des stipulations faites à Vienne en 1815.

Considérant les démarches auprès des autres états 1826
riverains, et plus particulièrement celles qui ont eu lieu récemment pour faire mettre en vigueur les dispositions existantes touchant la navigation du Rhin;

Voulant contribuer, autant qu'il dépend de nous, à prévenir qu'en attendant le concert à établir avec les autres états riverains, les intéressés ne soient plus longtemps privés de la jouissance des avantages, que les stipulations de l'Acte du Congrès de Vienne sur la navigation du Rhin ont fait attendre;

Voulant en même temps donner une preuve de notre disposition, à venir au devant des voeux qui nous ont été exprimés par quelques Puissances et états riverains, aussitôt que cela peut s'effectuer sans déroger à l'honneur, à l'intérêt bien entendu et aux droits du Gouvernement des Pays-Bas, dans la persuasion que les autres états riverains, comme on est fondé à attendre et à désirer, seront animés des mêmes dispositions, tandis que nous avons encore en vue de prévenir que la conduite des Pays-Bas ne soit alléguée comme motivant un refus de la part d'autres états riverains, de donner suite aux dispositions de l'Acte du Congrès de Vienne;

Considérant que dans la huitième Séance de la Commission du Congrès de Vienne, nommée pour régler les affaires de la navigation fluviale en général, il a été convenu, que le Lek seul serait considéré comme une continuation du Rhin, et assujetti aux dispositions à établir pour ce fleuve;

Avons arrrété et arrêtons:

Art. I. Le Lek sera considéré comme la continuation du Rhin sur le territoire des Pays-Bas, et les péages qui se perçoivent sur cette voie cesseront au 1er Avril prochain, et seront remplacés d'après la première partie du troisième des Articles précités, concernant la Navigation du Rhin, par un droit de navigation, que nous réglerons ultérieurement dans l'esprit de cet Article, et selon la longueur de la rivière dans les Pays-Bas.

II. De même, à partir du 1er Avril prochain, il ne sera plus perçu de droit de patente des bateliers du Rhin, faisant usage de la voie indiquée dans l'Article précédent.

Au lieu de cet impôt il sera levé un droit de re-

1826 connaissance sur le pied de celui qui se perçoit sur le Rhin conventionnel, et qui de même sera réglé ultérieurement par nous dans l'esprit de la seconde partie du 3ème Article ci-dessus mentionné.

III. D'après le 22e des mêmes Articles concernant la navigation du Rhin, les bateliers et les bâtimens appartenans à la navigation du Rhin qui remontent ou descendent la rivière, et qui sont destinés au transport directe de marchandises sans rompre charge, seront libérés à compter de la même époque à leur entrée dans le Royaume, des formalités prescrites par la loi du 26. Août, 1822, sur l'importation, l'exportation, et le transit, lesquelles formalités seront remplacées par telles mesures de précaution contre l'introduction clandestine des marchandises sur le territoire des Pays-Bas, qu'on jugera nécessaire, telles que l'établissement des gardiens à bord des bâtimens ou la fermeture des écoutilles, ou bien l'une et l'autre simultanément, le tout cependant sans frais pour le batelier ou la cargaison, et sans que le batelier soit tenu à autre chose qu'à fournir la nourriture, le chauffage et l'éclairage, aux gardiens, pendant leur séjour sur les bâtimens.

IV. Les prohibitions du transit de marchandises, établies par le tarif de 1822, seront levées à partir du 1er Avril prochain, pour ce qui concerne les marchandises qui sont transportées, soit en montant, soit en descendant le Rhin, et le Lek comme continuation du premier fleuve.

V. Les mesures que renferme le present Arrêté sont prises dans la confiance que les autres états riverains y répondront par des mesures analogues; et si les Pays-Bas ne voyaient pas réaliser cette attente, nous nous réservons de les mettre hors d'effet, ou de les modifier de telle manière que, dans ce cas, nous le jugerons convenable.

Nous Ministres des Affaires Etrangères et de l'Intérieur, et Notre Conseiller d'Etat, Administrateur des Impositions Directes, Droit d'Entrée et de Sortie et des Accises; nous soumettront le plus tôt possible les propositions nécessaires à l'égard de tout ce qui est requis pour assurer la stricte exécution des dispositions que renferme cet Arrêté au 1. Avril prochain.

Copies du présent Arrêté seront expédiées à nos Ministres des Affaires Etrangères et de l'Intérieur, etc.

Donné au Château du Loo, le 10e. Septembre, 1826 de l'an 1826, le 13me de notre règne.

Par le Roi: GUILLAUME.
J. G. DE MEY DE STREEFKERK.

127.

Ordonnance du Roi de France relative à l'exécution du Traité de commerce et de navigation conclu avec l'Empire du Brésil. En date du 4 *Octobre* 1826.

Charles, etc.

Vu le Traité d'amitié, de navigation et de commerce, conclu entre Nous et Sa Majesté l'Empereur du Brésil, le 8. Janvier de la présente année.

Voulant assurer, en tout ce qui ne résulte pas déjà des lois générales du Royaume, l'accomplissement des stipulations consenties à l'égard de la navigation et du commerce de l'Empire du Brésil; etc., etc.

Art. 1er. A partir de la publication de la présente ordonnance, les navires brésiliens, venant de quelque lieu que ce soit dans les ports de France, ne supporteront les redevances de pilotage, de bassins et de quarantaine, que d'après le taux établi pour les navires français.

2. Les produits du sol et de l'industrie du Brésil importés des ports dudit empire dans ceux de la France par navires brésiliens, ne paieront que les mêmes droits qui sont perçus sur lesdits produits venant des mêmes ports par navires français, pourvu qu'ils soient accompagnés de certificats d'origine délivrés par les agens des douanes du port d'embarquement, et attestés par les Consuls ou Vice-Consuls de France dans le même port; lesquelles attestations devront être supplées par celle de l'autorité locale, au cas où il n'existerait dans le susdit port aucun agent consulaire de France.

3. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, seront admis au bénéfice des deux articles précédens tous navires possédés par des sujets brésiliens, dont

1826 le capitaine sera également sujet brésilien, à quelque nation qu'appartienne le reste de l'équipage.

En conséquence, demeure suspendue, à l'égard desdits navires, l'application de l'article 3 de l'acte du 21. Septembre 1793, qui ne reconnait la nationalité des bâtimens étrangers qu'autant que les officiers et les trois quarts de l'équipage sont du pays dont les mêmes bâtimens portent le pavillon.

4. Les cotons *longue-soie* provenant du Brésil, et qui seront apportés directement de ce pays par navire brésilien ou français, ne paieront que le droit des cotons *courte-soie*.

5. La différence entre le droit des cotons longue-soie et celui des cotons courte-soie sera remboursée pour les quantités de coton du Brésil qui ont été importées en France aux conditions de l'article précédent, depuis le 8. Juin 1826, jour où le Traité du 8 Janvier de la présente année a reçu son exécution au Brésil en faveur du commerce français.

6. Le Président de notre Conseil des Ministres, Ministre secrétaire d'Etat au département des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au *Bulletin des lois*.

Donné à Saint-Cloud, etc.

128.

*Convention entre la Grande-Bretagne et le Brésil, sur l'abolition de la traite des nègres. Signée à Rio de Janeiro le 23. Novembre 1826 *).*

(Texte original portugais).

Em Nome da Santissima e Indivisivel Trindade.

Havendo Sua Magestade o Rei do Reino Unido da Gram Bretanha e Irlanda, e Sua Magestade o Imperador do Brazil, reconhecido respectivamente a obrigaçaõ, que, pela separaçaõ do Imperio do Brazil do Reino de Portugal, se l'hes devolve de renovar, confirmar, e dar pleno effeito às estipulaçoẽs dos Tratados,

*) Voy. ce *Recueil Supplém.* T. X. (*Nouv. Recueil* T. VI.) p. 1087.

para a regulaçaõ e aboliçaõ do Commercio de Escravatura na costa d'Africa, que subsistem entre as corôas da Gram Bretanha e Portugal, em quanto estas estipulações saõ obrigatorias para com o Brazil: e como para se conseguir este taõ importante objecto, Sua Magestade o Rei do Reino Unido da Gram Bretanha e Irlanda, e Sua Magestade o Imperador do Brazil, se achaõ animados do mais sincero desejo de determinar e definir a epoca, em que a total aboliçaõ do dito commercio terá lugar, em quanto respeitar aos dominios e subditos do Imperio do Brazil; suas ditas Magestades tem nomeado para seus Plenipotenciarios para concluir huma Convençaõ à este fim, a saber: 1826

Sua Magestade Britannica, ao muito honrado Robert Gordon, Seu Enviado Extraordinario, e Ministro Plenipotenciario junto á Corte do Brazil.

E Sua Magestade o Imperador do Brazil, ao Illustrissimo e Excellentissimo Marquez de Inhambupe, Senador do Imperio, do Conselho de Estado, Ministro e Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros, etc.; e ao Illustrissimo e Excellentissimo Marquez de Santo Amaro, Senador do Imperio, do Conselho de Estado etc.

Os quaes, depois de terem trocado os respectivos plenos poderes, que foraõ achados em bôa e devida forma, concordaraõ e concluiraõ os Artigos seguintes:

Art. I. Acabados 3 annos depois da troca das ratificaçoes do presente Tratado, naõ será licito aos subditos do Imperio do Brazil fazer a Commercio de Escravos na costa d'Africa debaixo de qualquer pretexto ou maneira qualquer que seja. E a continuaçaõ deste Commercio feito depois da dita epoca por qualquer pessôa subdita de Sua Magestade Imperial, será considerado e tratado de pirataria.

II. Sua Magestade o Rei do Reino Unido da Gram Bretanha e Irlanda, e Sua Magestade o Imperador do Brazil, julgando necessario declararem as obrigaçoes, pelas quaes se achaõ ligados para regular o dito commercio até o tempo de sua final aboliçaõ, concordaõ por isso mutuamente em adoptarem e renovarem taõ efficazmente, como se fossem inseridos palavra por palavra nesta Convençaõ, todos os Artigos e disposiçoes dos Tratados concluidos entre Sua Magestade Britannica, e El Rei de Portugal, sobre este assumpto em 22 de Janeiro de 1815, e 28 de Julho de

1826 1817, e os varios Artigos explicativos, que lhes tem sido addicionados.

III. As Altas Partes Contractantes concordaõ mais em que todas as materias e cousas nos ditos Tratados contendas; assim como as instrucções, e formas de instrumentos annexos ao Tratado de 28 de Julho de 1817, sejaõ applicados *mutatis mutandis* ás ditas Altas Partes Contractantes, e seus subditos taõ efficazmente, como se fossem aqui repetidas palavra por palavra, confirmando e approvando por este acto todo o que foi feito pelos seos respectivos subditos em conformidade dos ditos Tratados, e em observancia delles.

IV. Para a execuçaõ dos fins desta Convençaõ as Altas Partes Contractantes concordaõ mais em nomearem desde já Commissões Mixtas na forma d'aquellas já estabelecidas por parte de Sua Magestade Britannica, e El Rei de Portugal, em virtude da Convençaõ de 28 de Julho de 1817.

V. A presente Convençaõ será ratificado, e as Ratificações seraõ trocadas em Londres dentro do espaço de 4 mezes desde esta data, ou mais cedo, se for possivel.

Em testemunho do que os respectivos Plenipotenciarios assignáraõ a mesmo, e lhe pozeraõ o sello dos suas armas.

Feita na Cidade do Rio de Janeiro, aos 23 de Novembro 1826.

(L. S.) Marquez de Inhambupe.
(L. S.) Marquez de Santo Amaro.
(L. S.) Robert Gordon.

129.

Déclaration relative à l'admission reciproque des ouvriers, signée à Berlin entre les Plénipotentiaires de France et de Prusse, le 13. Juin 1827.

Le gouvernement prussien et le gouvernement français, pénétrés de la nécessité de se donner mutuellement la garantie qu'à l'avenir leurs sujets respectifs de la classe ouvrière, qui se rendent du territoire

d'un des deux gouvernemens sur celui de l'autre, pour 1827.
exercer leurs professions, seront toujours reçus à leur retour dans leur patrie, et qu'il ne leur sera pas donné d'empêchement par les autorités compétentes, ont consigné dans cette déclaration, qu'ils sont convenus, dans le système d'une réciprocité parfaite, des articles suivans.

Art. 1er. Tout individu, de la classe ouvrière, originaire des Etats de Sa Majesté le Roi de Prusse qui veut se rendre en France, pour exercer sa profession, est tenu de se munir, outre son livret, d'un certificat d'origine qui énoncera en même temps sans réserve, qu'à son retour il sera accueilli dans sa patrie. L'entrée du territoire français ne pourra lui être accordée que sur la présentation d'un tel certificat.

De même, l'entrée du territoire prussien ne pourra être accordée aux sujets français de la même classe que sur la présentation d'un semblable certificat.

2. Ces certificats d'origine pourront être retenus aux frontières respectives des deux Etats et échangés contre des actes au moyen desquels les sujets prussiens ou français pourront librement circuler dans celui des Etats où, selon leur origine ils se trouveront étrangers.

3. Les deux Gouvernemens prendront, chacun en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour que la Légation de Prusse à Paris et celle de France à Berlin soient exactement informées de l'entrée de leurs nationaux dans les Etats du Souverain près de qui elles sont accréditées.

4. Les certificats d'origine seront délivrés par les autorités prussiennes ou françaises qui d'après, la législation des deux Etats, ont le droit de délivrer des passeports à l'étranger.

5. Ces dispositions, qui entreront en vigueur à dater de ce jour, ne sont applicables qu'aux individus de la classe ouvrière qui se rendent d'un des deux Royaumes dans l'autre pour exercer leurs professions. Pour toutes les personnes qui n'appartiennent pas strictement à cette catégorie, les dispositions concernant les voyageurs et leurs pièces justificatives auront leur effet comme par le passé.

Fait à Berlin, le 13. Juin 1827.

1827

130.

*Convention préliminaire de commerce et de navigation entre les Etats-unis de Mexique et l'Hanovre, signée le 20. Juin 1827 *).*

(Texte original et officiel espagnol.)

Las dos Altas Partes contratantes convenien á nombre de sus Gobiernos respectivos en que el Tractado citado entre la Gran Bretania y los Estados Unidos de Mexico con sus articulos adicionales del mismo modo que se hallan anexos á esta convencion, formarán de hoy en adelante la base de las relaciones entre los Estados Unidos de Mexico y el Reyno de Hannover; sin embargo se reconoce que el articulo 3º del mencionado tratado no puede tener efecto por no poseer el Reyno de Hannover Colonia alguna. Asimismo el artº 14 no podrá aplicarse á los subditos de este Reyno. El Artº 15 es igualmente reconocido como no aplicable á las relaciones entre los Estados Unidos de Mexico y el Reyno de Hannover.

La ratificacion del presente Tratado se hará en Londres en el espacio de un año ó antes, si pudiere hacerse.

Fecho en Londres á 20 de Junio de 1827.

Sebastian Camacho.
Le comte de Munster.

*) Voy. *Nouv. Recueil.* T. VIII. (*Rec. Supplém.* T. XII.), p. 50. Nro. 3. Le Traité allegué entre la Grande-Bretagne et le Mexique est du 26. Décembre 1826.

131.

Circulaire du directeur général des douanes en France portant réglement provisoire des conditions auxquelles sont admis dans les ports du Royaume, les navires mexicains ainsi que leurs cargaisons. En date du 27. Juin 1827.

Une circulaire manuscrite, du 10. Octobre 1826, a fait connaître aux Directeurs maritimes, qu'en vertu d'une décision du Roi, les navires mexicains étaient admissibles dans les ports du Royaume avec leur pavillon.

Les rapports commerciaux entre la France et le Mexique viennent d'être régularisés et le traitement spécial auquel on doit admettre les arrivages mexicains forme l'objet d'une Instruction qui m'est adressée par Son Excellence le Ministre des finances, et qui renferme les dispositions suivantes:

Le coton *longue soie* importé en droiture des ports du Mexique par navires mexicains, ne paiera que le droit imposé sur le coton *courte soie* importé du même pays par navires français.

Les autres marchandises restent assujéties aux droits ordinaires du tarif, suivant la provenance et le pavillon.

Les produits du sol et de l'industrie du Mexique, en tant qu'ils auront à jouir de quelque faveur, en raison de la provenance, devront être accompagnés de certificats d'origine délivrés et signés par les agens des douanes dans le port d'embarquement. Les certificats relatifs à la cargaison de chaque navire recevront un numéro suivi. Ils seront annexés, sous le cachet de la douane, au manifeste que visera le Consul français..

Lorsque des produits du sol ou de l'industrie de la France seront expédiés pour le Mexique, la douane du port où se fera l'expédition délivrera, comme il est dit ci-dessus, des certificats d'origine, qui seront nu-

1827 mérotés et qu'elle réunira, sous son cachet, au manifeste qui devra être visé par le Consul mexicain.

Dans les ports des deux pays où il n'y aurait point d'Agent consulaire, les certificats de la douane, toujours numérotés progressivement, et joints au manifeste, suffiront pour constater l'origine; et dans les ports du Mexique où il n'y aurait ni Consul ni douanes, les certificats d'origine seront délivrés et signés dans les mêmes formes par les autorités locales.

Les navires mexicains paieront, comme ceux des Etats-Unis d'Amérique; une somme fixe de 5 francs par tonneau, d'après le tonnage énoncé sur les papiers de bord *), au moyen de cette somme, qui n'est point passible du décime, ces navires ne paieront ni droit de tonnage, ni droit d'expédition. Ils ne paieront d'ailleurs les droits de courtage et de pilotage que sur le même pied que les navires français, sauf aux courtiers et pilotes à se faire rembourser par l'administration des douanes la différence de taxe à laquelle ils doivent renoncer en faveur des Mexicains; et ce à l'instar de ce qui se pratique à l'égard des bâtimens de l'Union d'Amérique.

Pour qu'un navire soit considéré et traité comme mexicain, il faut qu'il appartienne de bonne foi à des Mexicains, et que le capitaine et les trois quarts de l'équipage au moins soient originaires du Mexique, ou légalement naturalisés dans ce pays, sans qu'il soit nécessaire que ce bâtiment ait été construit au Mexique; il faut, de plus, qu'il soit muni d'un registre, passeport, ou papier de sûreté constatant:

1°. Le nom, l'espèce, les dimensions et la capacité du bâtiment, ainsi que les autres renseignemens propres à le faire reconnaître et à en établir la nationalité;

2°. Le nom, la qualité, la résidence du propriétaire, et, s'il y a lieu, des copropriétaires, en indiquant, dans ce dernier cas, la portion que possède chacun d'eux.

Des instructions feront connaître ultérieurement la forme dans laquelle cet acte devra être dressé, et

*) On tiendra note comparative, comme pour les navires américains, du tonnage admis d'après le registre de bord, et de celui qui serait résulté du mode de jaugeage établi par la loi du 12 nivose an 2.

par quel fonctionnaire il devra avoir été délivré. En 1827 attendant, on n'élevera aucune difficulté sur cette forme ni sur la qualité des signataires.

Les Consuls mexicains sont admis à procéder en France aux sauvetages des bâtimens de leur nation, et les Consuls de Sa Majesté jouissent de la réciprocité dans les ports du Mexique: ainsi les dispositions de la circulaire n^{0}. 935 s'étendent aux Consuls mexicains.

En tout ce qui n'est pas expressément réglé par la présente, les navires et les cargaisons du Mexique restent assujétis au droit commun.

Le Conseiller d'Etat, Directeur général des douanes, membre de la Chambre des Députés.

Signé Castelbajac.

Pour ampliation: *Signé* David.

L'Administrateur des douanes chargé de la troisième division.

132.

Acte du Parlement Britannique pour mettre en exécution la convention conclue avec l'Empereur du Brésil sur l'abolition finale du commerce des esclaves de l'Afrique. En date du 2. Juillet 1827.

Whereas a Convention was concluded between His Majesty and His Majesty the Emperor of Brazil, for the regulation and final abolition of the African Slave Trade, so far as relates to the dominions and subjects of the Brazilian Empire, and signed at Rio de Janeiro on the 23rd day of November in the year of our Lord 1826.

And whereas by the 1st Article of the said Convention it was agreed upon and concluded between the High Contracting Parties, that at the expiration of 3 years, to be reckoned from the exchange of the ratifications of the present Treaty, it should not be lawful for the subjects of the Emperor of Brazil to be concerned in the carrying on of the African Slave

1827 Trade under any pretext or in any manner whatever, and that the carrying on such trade after that by any person, subject of His Imperial Majesty, should be deemed and treated as piracy.

And whereas by the 2nd Article of the said Convention, His Majesty and His Majesty the Emperor of Brazil, deeming it necessary to declare the engagements by which they hold themselves bound to provide for the regulation of the said trade till the time of its final abolition, did mutually agree to adopt and renew, as effectually as if the same were inserted word for word in the said Convention, the several articles and provisions of the Treaties concluded between His Majesty and the King of Portugal on this subject, on the 22d of January 1815, and on the 28th of July 1817, and the several explanatory Articles which have been added thereto; and by the third Article of the said Convention, the High Contracting Parties further agreed that all the matters and things contained in those Treaties, together with the instructions and regulations and forms of instruments annexed to the Treaty of the 28th July 1817, should be applied *mutatis mutandis* to the said Contracting Parties and their subjects, as effectually as if they were recited word for word therein, confirming and approving thereby all matters and things done by their respective subjects under the said Treaties, and in execution thereof; and by the 4th Article of the said Convention, for the execution of the purposes of the said Convention, the said High Contracting Parties further agreed to appoint forthwith Mixed Commissions, after the form of those already established on the part of His Britannic Majesty and the King of Portugal, under the Convention of the 28th of July 1817: And whereas by the 5th Article of the said Convention it is agreed, that the said Convention should be ratified, and the ratifications should be exchanged at London within 4 months from the date thereof, or sooner if possible; and the same has been done accordingly: And whereas it is expedient and necessary that effectual provision should be made for carrying into execution the provisions of the said Convention:

And whereas the several Articles and provisions of the Treaties, and the several explanatory articles

which have been added thereto, mentioned in the said 1827
2d Article, and the instructions and regulations and forms of instruments annexed to the Treaty mentioned in the said 3rd Article, are fully set forth in an Act made and passed in the 5th year of His present Majesty, [Cap. 113] intituled, "An Act to amend and consolidate the laws relating to the abolition of the Slave Trade", reciting and confirming an Act made and passed in the 58th year of his late Majesty King George the Third, [Cap. 85,] intituled, "An Act to carry into execution a Convention made between His Majesty and the King of Portugal, for the preventing traffic in Slaves", and an Act made and passed in the 59th year of His late Majesty, King George the Third, [Cap. 17.] intituled, "An Act to amend an Act of last Session of Parliament, for carrying into execution a Convention made between His Majesty and the King of Portugal, for the preventing the traffic in Slaves"; be it therefore enacted, by the King's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, that the several Treaties, Articles, matters and things aforesaid, as the same are set forth in the said Acts, and the several powers, penalties, provisions, enactments, and clauses in the same Acts relating thereto, shall be applied *mutatis mutandis* to His Majesty and the Emperor of Brazil, and their respective subjects, and that all matters and things done or to be done in pursuance thereof, so far as they are applicable to the said Convention between His Majesty and His Majesty the Emperor of Brazil, shall be deemed lawful and authorized by this Act, in like manner, form, and effect, as if all the said several Treaties, Articles, matters and things, and all the said powers, penalties, provisions, enactments, and clauses were repeated and set forth *mutatis mutandis* in this Act; and that from and after the passing of this Act, it shall not be lawful for any person to commence, prosecute or proceed in any claim, action or suit whatever, in the high court of Admiralty or in any other court, or before any judges or persons whomsoever, other than the several mixed courts of justice, appointed under and by virtue

1827 of the said Convention between His Majesty and His Majesty the Emperor of Brazil, and the instructions and regulations therein mentioned or referred to, and this Act, for the condemnation or restitution, of any ship or cargo or Slaves, or for any compensation or indemnification for any loss or damage, or for any injury sustained by such ship, cargo or Slaves, or by any person on board any such ship, in consequence of any capture, seizure or detention under the authority or in pursuance of the provisions of the said last-mentioned Convention, or of the instructions and regulations therein mentioned or referred to, or of this Act; and that the pendency of any claim, suit, or proceeding instituted or which may be instituted before any of the said mixed courts, so to be appointed under the authority of the said last mentioned Convention, and the instructions and regulations therein mentioned or referred to, and this Act, for the condemnation or restitution of any ship or cargo or Slaves, taken, seized or detained by virtue of the said last-mentioned Convention, or of the instructions and regulations therein mentioned or referred to, or for any compensation or indemnification for any loss or damage in consequence of the taking, seizing or detaining any such ship, or the final adjudication, condemnation, judgment or determination of any such mixed court, as the case shall require, may be pleaded in bar or given in evidence under the general issue; or in case no such claim, suit or proceeding shall have been instituted before any such mixed court, then the said last-mentioned Convention, and the instructions and regulations therein mentioned or referred to in this Act, may in like manner be pleaded in bar, or given in evidence under the general issue; and every such plea in bar or evidence so given under the general issue, shall be deemed and adjudged to be a good and complete bar to any such claim, action, suit or proceeding in the said high court of Admiralty, or in any court or place other than such mixed courts; any thing in any Act or Acts, or law or laws to the contrary in anywise notwithstanding.

133.

Acte du Parlement Britannique pour mettre en exécution le traité conclu entre la Grande-Bretagne et la Suède relativement au commerce des esclaves. En date du 2. Juillet 1827.

Whereas a Treaty was made between His Majesty and the King of Sweden and Norway, for preventing their subjects from engaging in any traffic in slaves, and signed at Stockholm on the 6th day of November, 1824: and whereas by the 1st Article of the said Treaty, wherein it is recited that the laws of Sweden and Norway, from the remotest time, never have recognized the existence of slavery under any form whatever; and that the laws of the United Kingdom of Great Britain and Ireland prohibit to the subjects of His Britannic Majesty, under the severest penalties, any participation whatever in a commerce degrading to humanity and unworthy of a civilized age; His Majesty the King of Sweden and Norway engages himself in consequence, to reiterate within the space of 6 months after the ratification of the said Treaty, or sooner if possible, to all his subjects, in the most explicit manner, the prohibition then already existing, that they should take any part in the traffic of slaves; and by the said 1st Article, in order to render more effective the measures to which His Majesty the King of Sweden and Norway pledges himself by the said Treaty for the suppression of the said traffic; and with a view of assimilating them more nearly to those already adopted by Great Britain, His said Majesty engages to add to them as soon as possible, with the concurrence of the States General of the Kingdom of Sweden, and of the Storthing of the Kingdom of Norway, penal laws according to the spirit of the legislation of each of the said countries, which laws shall visit with a punishment proportionate to the magnitude of the crime, any participation whatever by Swedish or Norwegian subjects in the Slave Trade;

1827 and in the mean time and until these subsequent arrangements could be put in force, the tenor of the Royal Ordinance of the 7th day of February, 1823, of which a copy is annexed to the said Treaty, marked with the letter A, is formally maintained and confirmed by the said 1st Article: and whereas by the 2d Article of the said Treaty, in order more completely to prevent all infringement of the spririt of the said 1st Article, His Majesty and His Majesty the King of Sweden and Norway do declare, that the vessels belonging to their respective subjects, which contrary to all expectation may be found employed in the said forbidden traffic, shall by that act lose all right to claim the protection of their flag; and His Majesty and His Majesty the King of Sweden and Norway mutually consent, that the ships of their Royal Navies, which shall be provided with special instructions for this purpose as therein-after mentioned, shall visit such merchant vessels of the two nations as may be suspected, on reasonable grounds, of being concerned in the traffic of slaves contrary to the provisions of the said Treaty, and in case thereof, may detain and bring away such vessels, in order that they may be brought to trial in the manner stipulated in the 4th Article of the said Treaty: and whereas by the 3d Article of the said Treaty, in order to explain the mode of execution of the preceding Article, it is agreed, 1st that such reciprocal right of visit and detention shall not be exercised within the Mediterranean sea, nor within the European seas lying without the Straits of Gibraltar, to the northward of the 37th degree of north latitude, and within and to the eastward of the meridian of Ferro; 2dly, that all ships of the Royal Navies of the two nations, which shall be thereafter employed to prevent the traffic in slaves, shall be furnished by their respective Governments with a copy in the English, Swedish, and Norwegian languages of the instructions annexed to the said Treaty, and which instructions shall be considered as an integral part thereof, provided that they shall not be altered or modified but with the common consent of His Majesty and of His Majesty the King of Sweden and Norway; 3rdly, that the names of the several vessels furnished with such instructions, the force of

each, and the names of their several commanders, 1827
shall be from time to time communicated forthwith by the Power issuing the same to the other High Contracting Party; 4thly that the ships of each of the Royal Navies authorised to make such visit as aforesaid shall not exceed the number of 12 belonging to either of the High Contracting Parties, without the previous consent of the other High Contracting Party; 5thly, that the right of visit, such as thus reciprocally agreed on by His Majesty and His Majesty the King of Sweden and Norway, shall not be directly exercised upon merchant vessels sailing under the convoy of one or more ships of war of either His Majesty or His Majesty the King of Sweden and Norway, but that if, contrary to all expectation, the commander of a ship of war of either of the two Governments employed in the suppression of the Slave Trade, should have reasonable grounds for suspecting that a ship under convoy of the other Government should in fact have on board slaves destined for sale, or be otherwise engaged in the traffic of slaves contrary to the provisions of the said Treaty, the commander of such ship of war as aforesaid shall address himself to the commander of the convoy, in order to communicate his suspicions, and the latter shall then proceed to visit the suspected ship, accompanied by either the commander of the cruiser himself, or any officer whom the latter may delegate as his representative; and it is agreed that the commander of the convoy shall afford all the aid and assistance possible to the visit of the suspected ships, and to their eventual detention, according to the spirit, and true sense of the said Treaty: and whereas it is by the 4th Article of the said Treaty agreed, in order to bring to adjudication, with the least delay and inconvenience, the ships of the two nations which may be detained for being engaged in the traffic of slaves, contrary to the provisions of the said Treaty, that Mixed Courts of Justice shall be formed of an equal number of individuals, to be named for this purpose by their respective Sovereigns, and that one of the said courts shall be established in one of the possessions of His Britannic Majesty on the coast of Africa, which shall be named at the exchange of the ratification of the said Treaty, and the other

1827 in the island of Saint Bartholomew in the West Indies, belonging to His Majesty the King of Sweden and Norway, each of their said Majesties reserving to himself the right of changing at his pleasure the place of residence of the Court within his dominions; and it is also thereby provided, that in the event of the absence, on account of illness or any other unavoidable cause, of one or more of the Commissioners, Judges, or Arbiters, under the said Treaty, or in case of their absence on leave from their Government, duly notified to the Board of Commissioners sitting under the said Treaty, their posts shall be supplied in the same manner in which, by the 9th Article of the regulations for the Mixed Commissioners, those vacancies are to be supplied which may occur by the death of one or more of the Commissioners aforesaid; and it is thereby also agreed, that each Government shall name, to sit in each of these courts, a judge and an arbiter, reserving, however, to itself, according to circumstances and as it shall think proper, the power either of naming for that purpose permanent salaried officers, or of eventually appointing duly qualified individuals on the spot, who shall, when the case occurs, assemble in the quality of judges and arbiters; and it is provided nevertheless, that after the term fixed for the meeting of the said Commissioners, their proceedings in examination and adjudication shall not be delayed by reason of the absence of any judge or arbiter to be appointed under the provisions of the said Treaty, but that the same shall be had and determined by such Commissioners as shall or may be assembled, observing in all things, as nearly as may be, the several provisions of the said Treaty: And whereas, by the 5th Article of the said Treaty, His Majesty and His Majesty the King of Sweden and Norway each engage to make good to the subjects of the other any losses which their respective cruisers may cause them to experience by the illegal or arbitrary detention of their vessels; and it is thereby declared to be understood, that the visit and detention shall not under any pretext whatever be effected but by ships which form a part of the two Royal Navies of their said Majesties, and which shall be provided with the special instructions annexed to the said Treaty, and in pursuance to the provisions

thereof: And whereas by the 6th Article of the said 1827
Treaty it is agreed, that in case the officers commanding vessels employed for the suppression of the Slave Trade shall deviate in any respect whatever from the stipulations of the said Treaty, the Government which shall conceive itself to be wronged by such conduct shall have the right to demand reparation, and in such case the Government to which the said commanding officers shall belong binds itself to cause enquiry to be made into the subject of the complaint, and to inflict, should such complaint be grounded, punishment proportioned to the transgression which may have been committed: And whereas by the 7th Article of the said Treaty it is agreed, that in case of clear and undeniable proof that during the immediate voyage of a vessel so visited as aforesaid, one or more slaves shall, for the purpose of traffic, have been embarked on board of such vessel, then and in such case the vessel in question shall be detained and brought to trial in the manner therein above-mentioned in the 2d Article of the said Treaty; and it is thereby further mutually agreed, that all merchant vessels which shall be found hovering or sailing near the coasts of Africa, within one degree to the westward of the said coasts, between the 20th degree of north latitude and the same degree of south latitude, or at anchor within any of the rivers, gulfs, or creeks of these coasts within the limits herein above established, or at anchor in any part within the said limits, may be lawfully detained and brought before the established tribunals, provided that in her equipment there shall be found any of the particulars therein-after mentioned; namely, 1st. that her hatches, are fitted with open gratings instead of close hatches, as usual in merchants vessels; 2dly. that there are more divisions or bulk heads in her hold, or on her deck, than are necessary for trading vessels; 3dly. that on board of her there is spare plank either actually fitted in that shape, or fit for readily laying a second or moveable deck, or slave deck; 4thly. that on board of her there are shackles, bolts, and handcuffs; 5thly. that on board of her there is an unreasonable quantity of water in casks or in tanks; more than sufficient for the consumption of her crew as a merchant vessel; 6thly. that on board of her

1827 there is an unreasonable number of water casks or other vessels for holding water, unless the master shall produce a certificate from the Custom House from the place from which he cleared outwards, stating that a sufficient security had been given by the owners of such vessel, that such extra quantity of casks or other vessels should only be used for the reception of palm oil or other lawful commerce; 7thly. that on board of her there is a greater quantity of mess tubs or kids than is requisite for the use of the crew as a merchant vessel; 8thly. that on board of her there are two or more copper boilers, or even that there is one of an unreasonable size, larger than is requisite for the use of her crew as a merchant vessel; 9thly. that on board of her there is an unreasonable quantity of rice or farinha, flour of the manioc of Brazil or cassada, or maize, or Indian corn, beyond any probable requisite provision for the use of the crew, and such rice, flour, maize, or Indian corn not being entered on the manifest as part of the cargo for trade; and it is further mutually agreed, that the proof of these or of any one or more of these several indications shall be considered as *primâ facie* evidence of her actual employment in the Slave Trade, and unless rebutted by satisfactory evidence upon the part of the master or owners, that such ship or vessel was otherwise legally employed at the time of her detention and capture, the ship or vessel shall thereupon be condemned and declared lawful prize: And whereas it is also in the 8th Article of the said Treaty agreed, that the acts or instruments of which mention is made in the said Treaty, and which being annexed thereto form an integral part of it, are the following; the Proclamation of His Majesty the King of Sweden and Norway, which forbids anew to his subjects the Slave Trade; an Extract of a Royal Norwegian Proclamation, dated the 16th day of March, 1792, paragraphs the 1st and 6th; Instructions for the vessels of the Royal Navies of Great Britain, and of Sweden and Norway, employed in preventing the Slave Trade, and Regulation for the Mixed Courts of Justice: And whereas the said Proclamation, to which the words "Annex A." are prefixed, is as follows:

Proclamation dated 7th February 1823.

And whereas the said extract of a royal Norwegian Proclamation, to which the words "Annex B." are prefixed, is as follows: 1827

Extract of Royal Proclamation, dated 16th of March 1792.

And whereas by the 1st Article of the said instructions before referred to, and made an integral part of the said Treaty, it is provided, first, that every Ship of the Royal Navies of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or of Sweden and Norway, which, furnished with the said instructions, shall, in conformity with the 2nd and 7th Articles of the said Treaty, have a right to visit the merchant ships of either of the two Powers actually engaged or suspected to be engaged in the Slave Trade, may, except in the seas exempted by the 3rd Article of the said Treaty, proceed to such visit, and should any slaves be found on board, brought there for the express purpose of the traffic, or that the ship can in general be included in the cases provided against in the said 2nd and 7th Articles, the commander of the said ship of the Royal Navy may detain it, and having detained it he is to bring it as soon as possible for judgment to the places stipulated by the 4th Article of the said Treaty; and that ships on board of which no slaves shall be found intended for purpose of traffic, shall not be detained on any account or pretence whatever; and that negro servants or sailors that may be found on board the said vessels cannot in any case be deemed a sufficient cause for detention, And whereas by the 2nd Article of the said Instructions it is provided, that whenever a ship of either of the Royal Navies, so commissioned, shall meet a merchantman liable to be searched, it shall be done in the mildest manner, and with every attention which is due between allied and friendly Nations; and in no case shall the search be made by an officer holding a rank inferior to that of lieutenant of the Navy: And whereas by the 3rd Article of the said Instructions it is provided, that the ships of either of the Royal Navies, so commissioned, which may detain any merchant ship in pursuance of the tenor of the present Instructions, shall leave on

1827 board all the cargo as well as the master, and a part at least of the crew of the above-mentioned ship; and that the captor shall draw up in writing an authentic declaration, which shall exhibit the state in which he found the detained ship, and the changes which may have taken place in it, and that he shall deliver to the master of the detained ship a signed certificate of the papers seized on board the said vessel as well as of the number of slaves found on board at the moment of detention, and that the negroes shall not be disembarked till after the vessels which contain them shall be arrived at the place where the legality of the capture is to be tried; but that, however, if urgent motives, deduced from the length of the voyage, the state of health of the negroes, or other causes, require that they should be disembarked entirely or in part, the commander of the capturing ship may take on himself the responsibility of such disembarkation, provided that the necessity be stated in a certificate in proper form: and whereas, by the 1st Article of the Regulations for the Mixed Courts of Justice, and which Regulations are annexed to the said Treaty and form an integral part thereof, it is provided, that the said Mixed Courts of Justice to be established by the said Treaty are appointed to decide upon the legallity of the detention of such vessels as the cruizers of both nations shall detain in pursuance of the said Treaty; and that the above mentioned Courts shall judge definitively and without appeal, according to the said Treaty; and that the proceeding shall take place as summarily as possible; and the said Courts are required to decide (as far as they shall find it practicable) within the space of 20 days, to be dated from that in which every detained vessel shall have been brought into the port where they shall reside, first, upon the legality of the capture; secondly, in the cases in which the captured vessel shall have been liberated, as to the indemnification which the said vessel is to receive; and that in no case shall the final sentence be delayed on account of the absence of witnesses, or for want of other proofs, beyond the period of 2 months, except upon the application of any of the parties interested, when, upon their giving satisfactory security to charge themselves with the expence and risks of the delay, the Courts may at their discre-

tion grant an additional delay, not exceeding 4 months: 1827
and whereas by the 2nd Article of the said Regulations it is provided, that each of the said Mixed Courts shall be composed in the following manner; that is to say, His Majesty and His Majesty the King of Sweden and Norway shall each of them name a Judge and an Arbiter, who shall be authorized to hear and decide, without appeal, all cases of capture of vessels, which in pursuance of the stipulations of the said Treaty shall be brought before them; and that all the essential parts of the proceedings carried on before the said Mixed Courts shall be written down either in English or in Swedish or Norwegian; and that the Judges and the Arbiters shall make oath to judge fairly and faithfully, to have no preference either for the claimants or the captors, and to act in all their decisions in pursuance of the stipulations of the said Treaty; and that there shall be attached to each Court when assembled a Secretary or Registrar, who shall register all its acts, and who, previous to his taking charge of his post, shall make oath before the Court to conduct himself with respect for their authority, and to act with fidelity in all the affairs which may belong to his charge; and that in the case contemplated by the 4th Article of the said Treaty the permanent or temporary salaries of the members of the Mixed Courts shall be paid by their respective Sovereigns; those of the Secretary or Registrar of the Court to be established on the coast of Africa shall be paid by His Britannic Majesty, and those of the Secretary of the Court to be established in the West Indies by His Majesty the King of Sweden and Norway: And whereas, in regard to the incidental expences of the said Courts, it is by the said 2d Article of the said Regulations provided, that each Government shall defray the half, and that the expences carried to account by the officer charged with the reception and care of the detained ships, as well as with the execution of the sentence (Marshal of the Court), and any other disbursement occasioned by the bringing a vessel to judgment, shall be defrayed from the funds arising from the sale of the vessel, in case of condemnation, and by the captor if the detained vessel should be released: And whereas by the 3d Article of the said Re-

ponsible for the above-mentioned damages: And whereas by the said 5th Article of the said regulations, His Majesty and His Majesty the King of Sweden and Norway bind themselves to pay within the term of a year from the date of the sentence the costs and damages which may be granted by the above-named Court, it being understood that such costs and damages shall be at the expence of the Power of which the captor shall be a subject: And whereas by the 6th Article of the said Regulations it is provided, that in case of the condemnation of a vessel she shall be declared lawful prize, as well as her cargo, of whatever description it may be, with the exception of the slaves who may be on board as objects of commerce; and that the said vessel, as well as her cargo, shall be sold by public sale for the profit of the two Governments; and as to the slaves, they shall receive from the Mixed Courts a certificate of emancipation and shall be delivered over to the Government to which the captor belongs, to be employed as servants or free labourers; and each of the two Governments binds itself to guarantee the liberty of such portion of these individuals as shall be respectively consigned to it: And whereas it is thereby also provided, that the expences for supporting the slaves between the time of their capture and the condemnation shall be levied on the fund arising from the sale of the condemned vessel, but afterwards those expences shall be charged to the Government of the country which is to enjoy the advantage of their labour; and that the charges incurred for the support and the return of the crew of the condemned vessels shall be defrayed by the Government of which they are the subjects: And whereas by the 7th Article of the said Regulations it is provided, that the Mixed Courts shall also take cognizance and decide according to the 3d Article of this Regulation, on all claims for compensation on account of losses occasioned to vessels detained under suspicion of having been engaged in the Slave Trade, but which shall not have been condemned, as legal prize by the said Courts: and in all cases wherein restitution shall have been decreed, the Court shall award to the claimant or claimants, his or their lawful attorney or attornies, for his or their use, a just and complete indemnification for all costs 1827

1827 of suit, and for all losses and damages which the claimant or claimants may have actually sustained by such capture and detention, that is to say,

1stly. — In case of total loss, the claimant or claimants shall be indemnified — (*a.*) For the ship, her tackle, apparel, and stores. (*b.*) For all freight due and payable. (*c.*) For the value of the cargo of merchandize, if any, deducting for all charges and expences payable upon the sale of such cargoes, including commission of sale. (*d.*) For all other regular charges, in such cases of total loss. And,

2dly. — In all other cases, not of total loss, the claimant or claimants shall be indemnified — (*a.*) For all special damages and expences occasioned to the ship by the detention, and for loss of freight, when due or payable. (*b.*) A demurrage when due, according to the schedule annexed to the present Article. (*c.*) For any deterioration of cargo. (*d.*) An allowance of 5 per cent. on the amount of the capital employed for the purchase of cargo, for the period of delay occasioned by the detention; and, (*e.*) For all premium of insurance on additional risks. And whereas it is also thereby agreed, that the claimant or claimants shall in all cases be entitled to interest at the rate of 5 per cent. per annum on the sum awarded, until paid by the Government to which the capturing ship belongs, the whole amount of such indemnification being calculated in the money of the country to which the captured ship belongs, and to be liquidated at the exchange current at the time of the award: and whereas, in order to nvoid as much as possible every species of fraud in the execution of the said Treaty, His Majesty and His Majesty the King of Sweden and Norway have by the said 7th Article of the said Regulations, also agreed, that if it should be proved in a manner evident to the conviction of the judges of the two nations, and without having recourse to the decision of an arbiter, that the captor had been led into error by a voluntary and reprehensible fault on the part of the captain of the detained ship, in that case only the detained ship shall not have the right of receiving during the days of her detention the demurrage stipulated by the said Article: and whereas to the said

7th Article of the said Regulation is affixed the following, being 1827

A Schedule of demurrage or daily allowance for a vessel.

100 tons to	120 inclusive . . .	L.5	per diem,
121	150.	6	per diem,
151	170.	8	per diem,
171	200.	10	per diem,
201	220.	11	per diem,
221	250.	12	per diem,
251	270.	14	per diem,
271	300.	15	per diem,

and so on in proportion: and whereas it is by the 8th Article of the said Regulations provided, that neither the judges nor the arbiters, nor the secretary of the Mixed Court shall be permitted to demand or receive, from any of the parties concerned in the sentences which they shall pronounce, any emolument, under any pretext whatsoever, for the performance of the duties which are imposed upon them by the said regulations: and whereas it is by the 9th Article of the said Regulations agreed by His Majesty and His Majesty the King of Sweden and Norway, that in the event of the death, sickness, absence on leave, or any other legal impeachment of one or more of the judges or arbiters composing the Mixed Courts mentioned in the 4th Article of the said Treaty, the remaining individuals shall proceed, without interruption, to the judgment of the ships that may be brought before them, and to the execution of their sentence; and whereas by the 9th Article it is agreed, that the said Treaty shall be ratified, and the ratification thereof exchanged within 6 weeks from the day of signature, or sooner if possible, and the same has been done accordingly: and whereas it is expedient and necessary that effectual provision should be made for carrying into execution the provisions of the said Treaty: be it therefore enacted by the King's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, that it shall be lawful for any officers commanding any ship of war of His Ma-

1827 jesty, duly authorized in that behalf, and provided with instructions according to the provisions of the said Treaty, to visit and detain in any seas, except in the seas exempted in the 3rd Article of the said Treaty, all ships and vessels belonging wholly or in part to any subject or subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway, which shall be suspected, upon reasonable grounds, of being concerned in the traffic of slaves contrary to the provisions of the said Treaty before recited, and to detain and bring to adjudication all ships, vessels, and cargoes by the said Treaty made subject to detention and condemnation, according to the provisions of the said Treaty, and the instructions and regulations aforesaid.

II. And be it further enacted, that all ships and vessels, belonging wholly or in part to any subject or subjects of His Majesty, which shall be suspected, upon reasonable grounds, of being concerned in the traffic of slaves contrary to the provisions of the said Treaty, shall be and are hereby declared and made, according to the said Treaty, instructions, and regulations aforesaid, subject to the visitations of British or Swedish vessels of war, duly authorised for that purpose according to the provisions of the said Treaty before recited; and that all ships and vessels belonging wholly or in part to any subject or subjects of His Majesty, which shall be found being concerned in the traffic of slaves, contrary to the provisions of the said Treaty, instructions, and regulations so recited as aforesaid, and all boats, apparel, furniture, and stores belonging to such ships or vessels, and all slaves and cargoes therein, shall be and are hereby declared to be and made subject to the visit and detention of British and Swedish vessels of war, duly authorized for that purpose according to the stipulations of the said Treaty, and to forfeiture according to the provisions of the said Treaty, and the instructions and regulations thereto annexed, and for that purpose shall be and are hereby made subject to the adjudication of, and to condemnation or other judgment by the Judges and Arbiters to be appointed according to the provisions of the said Treaty, and to the instructions and regulations annexed thereto, and recited as aforesaid.

III. And be it further enacted, that it shall be 1827
lawful for His Majesty, by any warrant under his royal sign manual, countersigned by one of His Majesty's Principal Secretaries of State, to appoint such judges and arbiters as are in and by the said Treaty, and the regulations thereto annexed, mentioned to be appointed by His Majesty, and from time to time to supply any vacancies which may arise in such offices, by appointing other persons thereto; and to grant to such judges and arbiters as aforesaid salaries, not exceeding such annual sums as His Majesty shall from time to time direct; and such judges and arbiters are hereby authorized and empowered to examine and decide all such cases of detention, captures, and seizures of vessels and their cargoes as aforesaid, detained, seized, taken, or captured under the said Treaty, instructions, and regulations, as are by the said Treaty, instructions and regulations and by this Act, made subject to their jurisdiction; and to proceed therein, and give such judgments, and make such orders therein, and to do all other acts, matters, and things appertaining thereto, agreeable to the provisions of the said Treaty, and the instructions, and regulations, annexed thereto, and recited as aforesaid, as fully and effectually to all intents and purposes as if special powers and authorities for that purpose were specifically and particularly inserted and given in relation thereto in this Act.

IV. And be it further enacted, that it shall be lawful for His Majesty, by any warrant under his royal sign manual, countersigned by one of His Majesty's Principal Secretaries of State for the time being, to nominate and appoint a Secretary or Registrar to the Court which shall be established in His Majesty's dominions, and from time to time to supply, by other appointments, any vacancy which may thereafter occur in such office, and to grant a salary to such Secretary or Registrar; not exceeding such annual sum as His Majesty shall from time to time direct; and such Secretary or Registrar is hereby respectively authorized and empowered to do, perform, and execute all the duties of such office as set forth and described in the said Treaty, Instructions, and Regulations respectively herein-before recited as aforesaid, and to do,

1827 perform, and execute all such acts, matters, and things as may be necessary for the due discharge of the duties of his office, according to the provisions of the said Treaty and Instructions and Regulations as aforesaid.

V. And be it further enacted, that it shall be lawful for the Governor or Lieutenant-Governor, or Principal Magistrate of the colony or settlement in which such Court shall sit, within the possession of His Britannic Najesty, to fill up every vacancy which shall arise in such Court, either of Judge, Arbiter, or any officer thereof appointed by His Majesty as aforesaid, according to the provisions contained in the before-recited Regulations annexed to the said Treaty as aforesaid, *ad interim*, until such vacancy or vacancies shall be thereafter filled by some person or persons appointed by His Majesty for that purpose.

VI. And be it further enacted, that every Judge and Arbiter appointed by His Majesty, or *ad interim* as aforesaid, shall, before he shall enter upon the execution of any of the duties of such his office, take an oath in the presence of the Principal Magistrate then residing and acting in the colony, settlement, or place in which the Court shall be appointed to reside; which oath every Magistrate in any colony, settlement, or place belonging to His Majesty, in which such Court shall be appointed, is hereby authorized to administer in the form following; (that is to say),

"I, *A.B.* do solemnly swear, that I will, according to the best of my skill and knowledge, act in the execution of my office as faithfully, impartially, fairly, and without preference or favour, either for claimants or captors, or any other person; and that I will, to the best of my judgment and power, act in pursuance of and according to the Stipulations, Regulations, and Instructions contained in the Treaty between His Majesty and His Majesty the King of Sweden and Norway, signed at Stockholm on the 6th day of November, in the year of our Lord 1824. So help me God."

And every Secretary or Registrar appointed by His Majesty, or *ad interim*, as aforesaid, under the provisions of the said Treaty, Instructions, and Regulations, and of this Act, shall, before he enters on

the duties of his said office, take an oath before the 1827
British Commissary Judge as aforesaid, who is hereby empowered to administer the same, in the form following; (that is to say),

"I, *A.B.* do solemnly swear, that I will, according to the best of my skill and knowledge, act in the execution of my office; and that I will conduct myself with due respect to the authority of the Judges and Arbiters of the Commission to which I am attached, and will act with fidelity in all the affairs which may belong to my charge, and without preference or favour, either for claimants or captors, or any other persons. So help me God."

VII. And be it further enacted, that it shall be lawful for the said Judges or either of them, or for any such Secretary or Registrar, and they are hereby respectively empowered, to administer oaths, to take the depositions of all parties, witnesses, and other persons who may come or be brought before them to be examined, or for the purpose of deposing in the course of any proceeding before the said Judges, or before the said Judges and Arbiter, in the cases in which such Arbiter shall act with the said Judges under the said Treaty, Instructions, and Regulations, or this Act; and it shall also be lawful for the said Judges, or for the said Judges and Arbiter, in the cases aforesaid, to summon before them all persons whom they may deem it necessary or proper to examine in relation to any suit, proceeding, or matter or thing under their cognizance, and to send for and issue precepts for the producing of all such papers as may relate to the matters in question before them, and to enforce all such summonses, orders, and precepts, by such and the like means, powers, and authorities, as any Court of Vice-Admiralty may do.

VIII. And be it further enacted, that every person who shall wilfully and corruptly give false evidence in any examination or deposition, or affidavit had or taken upon or in any proceeding before the said Judges, or Judge and Arbiter, under the said Treaty, Instructions, and Regulations, or this Act shall be deemed guilty of perjury, and being thereof convicted, shall be subject and liable to all the punishments, pains, and penalties to which persons convicted of wilful and

1827 corrupt perjury are liable; and every such person may be tried for any such perjury, either in the place in which the offence was committed, or in any colony or settlement of His Majesty near thereto, in which there is a Court of competent jurisdiction to try any such offence, or in His Majesty's Court of King's Bench in England; and that in case of any prosecution for such offence in His Majesty's said Court of King's Bench, the venue may be laid in the county of Middlesex.

IX. And be it further enacted, that from and after the passing of this Act it shall not be lawful for any person to commence, prosecute, or proceed in any claim, action, or suit whatever in the High Court, of Admiralty, or in any other Court, or before any Judges or persons whomsoever, other than the several Mixed Courts of Justice appointed under and by virtue of the said Treaty and this Act, for the condemnation or restitution of any ship or cargo or slaves, or for any compensation or indemnification, or for any loss or damage, or for any injury sustained by such ship, cargo, or slaves, or by any persons on board any such ship, in consequence of any capture, seizure, or detention under the authority or in pursuance of the provisions of the said Treaty, or of the Instructions and Regulations thereto annexed. or of this Act; and that the pendency of any claim, suit, or proceeding instituted or which may be instituted before any of the said Mixed Courts so to be appointed under the authority of the said Treaty and this Act, for the condemnation or restitution of any ship or cargo or slaves taken, seized, or detained by virtue of the said Treaty, or of the Instructions and Regulations thereto annexed, or for any compensation or indemnification for any loss or damage in consequence of the taking, seizing, or detaining any such ship, or the final adjudication, condemnation, judgment, or determination of any such Mixed Court, as the case shall require, may be pleaded in bar or given in evidence under the general issue; or in case no such claim, suit, or proceeding shall have been instituted before any such Mixed Court, then the said Treaty, Instructions and Regulations, and this Act, may in like manner be pleaded in bar, or given in evidence under the general issue: and

every such plea in bar, or evidence so given under 1827
the general issue, shall be deemed and adjudged to be a good and complete bar to any such claim, action, suit, or proceeding in the said High Court of Admiralty, or in any Court or place other than such Mixed Courts; any thing in any Act or Acts or law or laws to the contrary in anywise notwithstanding.

X. And be it further enacted, that nothing in this Act contained shall be deemed or construed in anywise to alter, suspend, affect, relax, or repeal any of the clauses, penalties forfeitures, or punishments contained and enacted in any Act or Acts made for the suppression or prevention of the Slave Trade; but that all such Acts, and all clauses, regulations, penalties, forfeitures, and punishments therein respectively contained, shall remain in full force and virtue, anything in this Act contained to the contrary notwithstanding.

XI. And be it further enacted, that if any action or suit shall be commenced, either in Great Britain or elsewhere, against any person or persons, for anything done in pursuance of the said Treaty, or the Instructions or Regulations thereto annexed or of this Act, the defendant or defendants in such action or suit may plead the general issue, and give this Act and the special matter in evidence at any trial to be had thereupon, and that the same was done in persuance and by the authority of the said Treaty, Instructions or Regulations, or of this Act; and if it shall appear so to have been done, the jury shall find for the defendant or defendants; and if the plaintiff shall be nonsuited, or discontinue his action after the defendant or defendants shall have appeared, or if judgement shall be given upon any verdict or demurrer against the plaintiffs, the defendant or defendants shall recover treble costs, and have the like remedy for the same as defendants have in other causes by law.

1828

134.

Bulle, par laquelle S. S. Léon XII approuve définitivement l'accommodement arrêté avec S. M. le Roi de Sardaigne sur les réclamations des Corps Ecclésiastiques du Piémont envers les Finances Royales.) Signée à Rome, le* 14. *Mai* 1828.

Leo PP. XII.

Ad futuram Rei Memoriam.

Gravissimae calamitates, quibus ob praeteritam temporum perturbationem, tum sacra, tum civilis res in universa Italia vexata est, Pedemontanas praesertim provincias pro ipsa locorum conditione affecerunt. Vix prima tranquillitatis lux affulsit, piissimus Rex Victorius Emmanuel continentalibus suis Dominiis restitutus ad ingentia Ecclesiae damna reparanda, sacrorumque Ministrorum inopiam levandam oculos animumque convertit, Apostolicae Sedis opem, et auctoritatem in eum finem sollicite implorans. Votis eximii Regis obsecundandum censuit felicis recordationis Pius VII praecessor noster, qui datis idcirco in forma Brevis die VI decembris MDCCCXIV Apostolicis litteris indulsit, ut donec temporales Ecclesiarum res rite componerentur, liceret optimo Principi, quem probe noverat nonnisi in bonum Ecclesiae Pontificio indulto fore usurum, omnes quorumcumque tunc vacantium Ecclesiasticorum bonorum fructus et redditus in egenorum Ministrorum Ecclesiae subsidium, aliosque pios misericordiae et charitatis usus impendere, expletis tamen omnibus et singulis oneribus Ecclesiasticae cuique Institutioni adnexis, detractisque quibusdam pecuniarum summis, quae novis Episcopis ad iter in Urbem suscipiendum, atque ad impensas in Ecclesiarum possessione ineunda

*) A cette Bulle sont annexés plusieurs tableaux; nous avons cru inutile de les publier, ne contenant que des dispositions transitoires et d'administration intérieure.

necessarias opportune tribuerentur. Verum nova paullo 1828
post aborta tempestate, reque publica iterum in discrimen deducta, idem Rex Apostolicam Sedem adiit, ut ad maximos sustinendos sumptus pro suorum Principatuum tuitione subsidium ex Ecclesiae censu obtineret. Quibus postulationibus idem Praecessor noster benigne annuens, per alias in forma Brevis litteras die XI augusti MDCCCXV concessit, ut ex sacris quibuscumque bonis stabilibus, et usque non alienatis, segregari ac vendi liceret portio quae centies centena millia librarum Pedemontanae monetae aequaret, ea tamen sub lege, ut quo citius pro temporum circumstantiis fieri posset, atque ad summum intra quinquennium, totidem montium loca constituerentur in debitam Ecclesiarum piarumque Institutionum redintegrationem, prout religiosissime factum novimus pro ea bonorum quantitate, quae divendita fuit. Praeterea allis litteris datis die XVII iunii MDCCCXVI idem Praecessor noster indulsit, ut certis aliis redditibus fructus quoque Abbatiae a Casa nova nuncupatae adiungerentur ad effectum illos erogandi modo et forma in praefatis litteris expressa, posita tamen conditione, ut cessante causa concessionis omnes Abbatiae fundi Ecclesiae redderentur. Denique ob maximi momenti rationes, quae a memorato Rege expositae fuerant, per Apostolicas litteras diei XX decembris MDCCCXVI ad Pedemontanam et Ianuensem ditionem estensa fuere, quae articulo tertio decimo Conventionis inter Apostolicam Sedem et Gallicanum Gubernium die XV iunii MDCCCI initae circa Ecclesiae bona alienata continentur. Probe autem sentiens laudatus Praecessor noster, se non posse Ecclesiae causam ac temporalia eius iura omnino negligere, imo teneri ad rationes eius protegendas, Regiam aequitatem ac pietatem compellavit, ut Ecclesiis, Monasteriis et piis locis, ad quae bona illa pertinebant, qua meliori fieri posset ratione provideretur. Non defuit quidem egregia memorati Regis religio, et fides, ut res Ecclesiae eo quo par erat modo quam primum componerentur, quod luculentissima monumenta testantur, tum in Episcopalium Sedium, et Capitulorum instauratione ipsius studio ex Apostolicae auctoritatis suffragio peracta, tum in nonnullis sacrarum Virginum ac Religiosorum coenobiis eius ope restitutis, tum in caeteris, quae ad Ecclesiae utilitatem pro tem-

1828 porum ratione liberaliter perfecit. Regno autem per ipsum abdicato cum primum avitum solium conscendit charissimus in Christo Filius Noster Rex Carolus Felix impensam Augusti Fratris pietatem ac religionem aemulatus, pari statim studio, et contentione, ad inceptum opus perficiendum incubuit, Sedesque proinde Episcopales Tarantasiensem et Maurianensem restituendas curavit, Monasteria insuper suo aere condidit (quod et Regia Coniux pari pietate et liberalitate praestitit) aliaque plura edidit, quibus constans pro Ecclesia voluntas mirifice commendatur. Tum vero accitis in consilium lectissimis viris, etiam ex Episcopali ordine in id potissimum adnixus est, ut apta bonorum reddituumque Ecclesiasticorum distributio conciliaretur, qua urgentioribus saltem Ecclesiae necessitatibus pro tempore et copia prospectum esset. Universam inde susceptorum consiliorum rationem accurate propositam una cum tabulis, quibus cuncta enucleantur, adferri ad Nos voluit Maiestas Sua per dilectum Filium Equitem Philibertum Avogadro de Colobiano, quem Regiis commendatum litteris Romam misit, ut ipsius nomine de tanto Nobiscum negotio tractaret, quique accurate ac solerter munere suo fructus est. Vix primum delibavimus, quae Nobis ea de re prolata sunt, maximo quidem animi dolore affecti sumus, dum vetus Ecclesiae Patrimonium in Pedemontana et Ianuensi ditione innumeris huc usque iacturis valde imminutum agnovimus: sed haud mediocri simul perfusi sumus gaudio ex religiosissimis Regis sensibus, qui ex Ecclesiae doctrina probe animadvertens Ecclesiastica bona e procella praeteritarum vicissitudinum erepta ad Ecclesiae patrimonium pertinere, reique sacrae naturam prorsus conservare, Nobis voluntatem suam aperuit, vel ipsis Regni sui primordiis conceptam, velle se omnibus suarum ditionum Ecclesiis restituere quidquid ex earum censu adhuc supererat, quin lucri aliquid caperet ex Ecclesiasticis bonis Demanio addictis, cum malit potius pro eo quo flagrat in Religionem studio e penu suo addere quantum sibi praesto sit ad Ecclesiarum inopiam sublevandam. Itaque quod ipsa rei gravitas ac dignitas maxime postulabat omne illico studium et diligentiam inter assiduas Apostolatus Nostri curas ad tanti operis examen contulimus, selectamque simul Venerabilium Fratrum nostrorum Sanctae Romanae Ecclesiae Car-

dinalium Congregationem in Concilium advocavimus, 1828
quibus cum universam Nos negotii molem expenderemus. Ut autem de vero rerum statu, ac de ipsarum adiunctis certo cognosceremus, atque sollicitudines hae Nostrae optatum ex pientissimi Regis desiderio finem nanciscerentur, animadvertentes primum ingentia quae Pedemontanae ac Ianuensis ditionis Ecclesiae passae sunt detrimenta, eas attente consideravimus rationum tabulas, quae Nobis propositae fuerunt, iisque sedulo perpensis, ut quae Ecclesiae nomina adhuc faverent cognosceremus, providi dispensatoris partes ita Nobis explendas proposuimus, ut illud tantummodo onus imponatur, quod commode ferri possit, quodque ad graviores Ecclesiae necessitates sublevandas sufficiat. Hisce ad Consilii Nostri rationem aperiendam, et ad egregiam Maiestatis Suae voluntatem debitis laudibus cumulandam rite praeiactis, totam nunc rerum, quae ad tam salubre opus mutua consentione explendum merifice conferant, seriem evolvimus. Ac primo quidem postulationibus Cangressus nomine ad Nos delatis benigne annuentes; ne si qui forte ob errorem aliquem etiam praeter voluntatem admissum animi anxietate turbentur eorum conscientiarum tranquillitati, si et quantum indigeant paterna sollicitudine prospicere volentes, ex tradita Nobis a Christo Domino ligandi atque solvendi potestate eos omnes et singulos sive Ecclesiasticos, sive laicos, quorum aut opera, aut consilio, sive sacrorum bonorum gesta administratio, sive reddituum Ecclesiasticorum erogatio peracta, sive aliud quodvis ea super re quoquo modo factum est a quibusvis censuris et poenis Ecclesiasticis, quas ob praemissa quomodolibet incurrerint in utroque foro misericorditer absolvimus, et quoad Ecclesiasticos super irregularitate exinde forsan ab eis contracta, in utroque pariter foro benigne dispensamus. Quod vero pertinet ad Ecclesiasticorum bonorum reddituumque expediendam distributionem, admittimus quidem, ac probamus quidquid Ecclesiasticas in causas addicendum ex Ecclesiae patrimonio datur a Generali Oeconomatu Regioque Aerario, uti in tabula nº. I *) designatur: ea tamen lege, ut Montium loca

*) Ce Tableau est intitulé: *Attivo e passivo dell' Asse Ecclesiastico*, et contient le total des revenus des biens ecclésiastiques possédés par les Finances Royales, et la disposition des mêmes revenus en faveur des Corps Ecclésiastiques.

1828 pro Ianuensi Ducatu integram prorsus liquidationem, pro Pedemontana vero ditione liquidationem ad annuam summam librarum quinquaginta millia in Ecclesiae favorem assequantur. Nos enim reliquam summam, quae ex allatis tabulis annuas libras octoginta tria millia excedit, Regiis postulationibus annuentes, ex Apostolica indulgentia remittimus, et condonamus. Dignitas autem Ecclesiarum, earumque maior utilitas illud a Nobis constitui postulat, ut stabilia prae ceteris bona ab Oeconomatu Generali dimittantur, quae iuxta liberum suum purumque redditum Ecclesiasticis causis possint assignari; contraque ad onera sustinenda quae ipsi supererunt, publici ab eodem redditus retineantur. Siquidem de omnimoda redditum integritate, quorum dos aut assignata, aut assignanda Ecclesiae est, ita sumus solliciti, ut eos redditus omni etiam onere vel iam detecto, vel postea detegendo plane liberos praestari decernamus, cum eiusmodi onera ex tabula n°. V *) ab Regio Aerario sint omnino assumenda. Etsi vero dotes pro Coenobiis Regularium ita constitutae fuerint ut personarum numero ex quo unaquaeque Religiosa Familia coalescere debebit respondeant, ac propterae vitalitiae Pensiones pro Religiosis intra claustra sufficienti dote instructa commorantibus, itemque pro iis, qui ob peculiares Instituti sui constitutiones eas recipere prohibeantur, cessare debeant, nihilominus revolventes animo quantum intersit, ut Regularibus vel senio confectis, vel infirma valetudine laborantibus ulteriora subsidia suppeditentur, utque praesto sint media pro Novitiis alendis, ne salubria haec instituta, vel in prima eorum restauratione languescant, id a pia Maiestatis Suae liberalitate Nobis pollicemur, ut eiusmodi indigentiis aliqua ratione consulatur enixe.

Praecipuas nunc Ministerii nostri curas ad Paroecias convertimus, probe sentientes quantum honesta Parochorum conditio ad Ecclesiae decus, ad Pastoralis officii reverentiam, ad spiritualem, temporalemque populorum utilitatem conferat. Qua propter ingenti perfusi sumus laetitia postquam certo Nobis innotuit egentiorum quoque Paroeciarum congruas ad quingentas annuas li-

---

*) Dans le tableau num. 5 intitulé: *Conto delle Regie Finanze*, sont énoncés les frais à charge des Finances Royales en faveur des Corps Ecclésiastiques.

bras iam fuisse adauctas, ac nova etiam ex Regia Munificentia parari media, ut omnium indigentium Paroeciarum opportunius consulatur. Itaque praeter ea quae in tabulis III et IV *) sive pro quibusdam Paroeciis, sive pro Parochis senio laboribusque confectis praestituta sunt, ubi primum vitalitiae pensiones quae ex Regio Aerario Regularibus persolvuntur, ad annuam summam octingentarum millium librarum redactae fuerint, de annuo redditu centum mille librarum a munifica Maiestatis Suae liberalitate proposito pro tenuioribus Paroeciis perpetuum in modum disponetur. Insuper ut vota nostra compleantur impense requirimus, ut cessantibus vitalitiis pensionibus, quae modo ab Oeconomatu Generali praestantur, saltem earum pars ex Regia liberalitate favore Paroeciarum indigentium assignetur. De memorato autem centum mille librarum censu congrua portio redditũum pro singulis Dioecesibus, habita ratione maioris vel minoris numeri Paroeciarum, per praesentium Litterarum executores ex nunc assignanda erit, ut ab Episcopis pro prudenti eorum arbitrio et conscientia dividatur, atque applicetur. 1828

Quidquid vero in posterum ex Maiestatis Suae beneficentia modo superius proposito accrescet in eamdem causam pro numero Paroeciarum, quae subsidio adhuc indigeant, erogandum erit.

Quod quidem onus Apostolicae Sedis liberalitate compensare volentes, indultum exigendi de bonis Ecclesiasticis vectigalia a recolendae memoriae Pio VI decessore nostro concessum confirmamus, et renovamus, illudque ad Parochiaia etiam bona extendimus.

Edicimus vero dotem Paroeciis sive a Regio Aerario, sive a municipiis iam assignatam vel proxime assignandam nulli unquam imminutioni subiiciendam fore, etiamsi aut nova ipsis pia legata obveniant aut decimarum aliusve generis iura recuperentur; atque ut redditus ex variis causis superius enunciatis pro Ecclesia assignandis constituantur, quoad fieri possit

*) Le tableau num. 3 est intitulé: *Distribuzione dell' Asse Ecclesiastico del Piemonte, di Nizza, e della Savoia.* Le num. 4: *Distribuzione dell' Asse Ecclesiastico delle Diocesi del Ducato di Genova.* Le seul titre suffit pour faire connaitre ce qu'ils contiennent. Le tableau num. 7 contient par ordre alphabétique la dotation de chaque diocèse.

1828 in bonis stabilibus, aut in locis Montium; illud praeterea opportune praefiniendum existimamus, ut omnes redditus tam ex proposita locorum Montium liquidatione, quam ex proventuum assignatione per publicum Aerarium peragenda proficiscentes a primo huius anni die decurrere incipiant. Exceptos autem ab hac dispositione edicimus redditus qui ad iurispatronatus Capellanias, ad Collegiatas, et ad alia Ecclesiasticarum rerum genera attinent, quarum institutiones pristinae nullo in praesens pacto immutari conspiciuntur.

Eos enim redditus, quotquot sunt, una cum pecuniarum summis, quae apud Oeconomatum ex Ecclesiae patrimonio perstant, ad primas impensas addicimus pro tantarum rerum instauratione necessarias. Quod si forte aliquid supererit, in Ecclesiasticas piasque causas erogetur.

Recta ad dotes exhibendas distribuendasque ratione constabilita, Nostras adiungimus curas ad aedes Religiosis Familiis sive iam assignatas. Libenter quidem eas admittimus; quarum in tabula n.º II descriptio legitur. *)

Optamus autem ac impense requirimus, ut quae restitutae iam sunt, et quae erunt restituendae eae breviori sane tempore ab omni saeculari usu integre planeque liberentur.

Mentem quoque Nostram Maiestati Suae aperiomus de aliis quibusdam Coenobiis Taurini praesertim restituendis. Quoties vero tales occurrant difficultates, quae Aedium Sanctae Christinae restitutionem impediant, necessitatemque suadeant iis subrogandi pro Sacerdotibus Congregationis Missionis Sancti Vincentii a Paulo Ecclesiam, et Aedes Sancti Michaelis omne studium conferatur ad alias Aedes inveniendas, ut ibidem Institutum, quod praefatam Sancti Michaelis Domum modo incolit, quamprimum collocetur.

Nunc eo etiam adducimur, ut quoniam multa minus recte gesta sunt in iis sanandis, Apostolica indulgentia utamur. Sanamus itaque assignationes pensionum, quae super Ecclesiae bonis ab Oeconomatu Generali administratis laicis viris attributae fuere, ea ta-

*) Le tableau num. 2 contient le tableau des édifices de propriété Ecclésiastique possédés par les Finances Royales, qui sont mis à la disposition de l'Eglise.

men conditione, ut non solum hae, sed etiam illae, 1828
quibus Ecclesiastici fruuntur, ubi ex eorum morte vacavorint, in causas omnino religiosas ac pias cedere debeant. Sanamus praeterea tum contractus sine Apostolico beneplacito ab Oeconomatu initos, tum bonorum applicationes ab eodem Oeconomatu, et a Regio etiam Aerario in extraneos usus peractas nec non quemlibet errorem in secernendis Ecclesiae bonis et in rationibus patrimonii Sacri dispungendis huc usque forsitan admissum.

Fundi autem, super quibus praestationes causis piis et ecclesiasticis sunt assignatae, iisdem causis tradentur, atque ita paullatim cessantibus, tum administrationibus, quae superadditae fuerant, tum facultatibus in Brevi diei VI decembris MDCCCXIV contentis, Oeconomalis administratio moderanda erit, iuxta instructiones et praescriptiones Benedicti XIV Praecessoris nostri. Minime vero dubitamus Regios Sabaudiae Principes pro avita eorum pietate in Ecclesiasticos, piosque usus collaturos redditus ex Oeconomatu proficiscentes. Sanamus quoque, et condonamus tum annuos ex bonis Ecclesiasticis ab Aerario perceptis, et proventus in Ecclesiae favorem non erogatos, tum exactionem vectigalium ex bonis parochialibus contra Indultum felicis recordationis Pii VI Praecessoris nostri, itemque ex aliis bonis Ecclesiasticis expleto iam tempore in eodem Indulto praefinito peractam. Item ut Apostolicae auctoritatis plenitudine benignius utamur, quidquid in bonorum reddituumque Ecclesiasticorum usu, dispensatione et administratione a publico Aerario actum est, in examen revocare praetermittimus, illudque sanamus, etiamsi contra Litteras in forma Brevis anno MDCCCXIV datas quomodolibet gestum fuerit, atque hinc quaecumque crediti ac debiti rationes Ecclesiam inter et aerarium hactenus intercesserint, hae pro omnimoda praeteriti temporis satisfactione extinctae utraque ex parte intelligantur.

Praeteritas quoque omissiones tum Missarum, tum aliorum piorum operum, quibus obnoxia erant Ecclesiastica bona sive ab Oeconomatu, sive a publico Aerario administrata, ac retenta, sive ab alterutro tamquam ab omni onere libera et immunia iam dimissa, vel dimittenda Apostolicae potestatis plenitudine remittimus et condonamus, supplentes huiusmodi defectus

1828 de thesauro Ecclesiae. Ut vero in posterum aliquo pacto hisce Missarum oneribus satisfiat; propositam in tabula nº. VI *) biscentum Cappellaniarum erectionem, et designatam earumdem Cappellaniarum divisionem, quarum quaelibet annuo ter centum librarum redditu, et quinquaginta Missarum onere consistat probamus, et commendamus. Earumdem vero Cappellaniarum numerus augebitur, iis adhibitis mediis, quae in tabula n.º I indicantur, atque singulae eae Cappellaniae pauperibus ad sacros ordines promovendis Clericis ab Episcopis libere conferendae erunt. Ad ipsos quoque Episcopos spectabit libera collatio Paroeciarum, quibus olim Religiosi Ordines, Collegiatae, aliaque Ecclesiastica instituta, quae cessarunt, potiebantur. Integram quoque et incolumem esse significamus ex Sacrorum Canonum censura, ac Tridentinae Synodi decretis, ne dum Ordinariam Episcoporum iurisdictionem in locis piis, sed etiam in Ecclesiis, quae Regularibus Ordinibus erant olim concreditae, et in personis illarum regimini per Episcopos praeficiendis. Et quoniam per eam Capellaniarum erectionem satisfieri non posse intelligamus caeteris piis operibus, quae erant bonis Ecclesiasticis imposita, cuiusmodi sunt missiones, spiritualia exercitia, puellarum dotes, eleemosinae, pauperum clericorum studiis incumbentium alimonia, aliaeque id genus institutiones, hinc opportune de iis decernimus, ut quidquid peracta distributione, ex Ecclesiae patrimonio supererit in eorumdem operum implementum perpetua assignatione conferatur. Aliquod interea sudsidium pro saluberrimo missionum et spiritualium exercitiorum opere constitui posse dignoscimus. Ex tabula enim I eruitur annuam viginti mille librarum summam in alias Ecclesiae necessitates utiliter reservatam fuisse. Ex hoc itaque penu libras octomille in singulos annos Collegio Congregationis Missionis Sancti Vincentii a Paulo in urbe Taurinensi restituto in impensas Missionum assignamus. Reliquam vero summam sic dividendam mandamus: nimirum ut annuae librae quinque mille Capitulo Cathedrali Augustano addicantur, stata quadam lege, quam Maiestati Suae patefacere ipsi inten-

*) Le tableau num. 6, qui a pour titre *Distribuzione delle duecento Capellanie*, contient la répartition dans chaque Diocèse des Etats de S. M. des bénéfices érigés dans cette occasion.

dimus; quae vero supersunt septem mille Episcopalis 1828
Ecclesiae Astensis Capitulo contingant, ne in irritum cedant, quae a fel. rec. Pio VII Praecessore nostro de Canonicorum numero sancita sunt per Apostolicas sub plumbo litteras die XX octobris MDCCCXVII. Cumque in Ecclesiae commodum ex Maiestatis Suae pietate et largitate altera triginta mille librarum summa nuper assignata fuerit novo hoc censu aliis Ecclesiae necessitatibus per praesentium Litterarum executores dignoscendis atque probandis opportune consuletur.

Tandem animi nostri sententiam prolaturi de reliquis aedibus ad Religiosas Familias olim spectantibus de quarum usu nihil speciatim superius dispositum fuit, statuimus, ut quae pro piis operibus adhibentur cedant in eorum plenam et liberam proprietatem: quod vero ad eas pertinet, quae a municipalibus administrationibus retinentur, itemque ad alias, ad quarum pretium compensandum certi a Regio Aerario adsignati sunt redditus in Ecclesiasticas causas persolvendi, et ad ceteras, quae ut plurimum satisfacientes vel minus aptae nullo Ecclesiastico pioque usui hactenus fuerunt addictae, illarum proprietatem Maiestati Suae lubenter concedimus. Quae ad rerum Ecclesiasticarum ordinem in continentalibus Maiestatis Suae finibus componendum, et ad iacturas Ecclesiae quoad fieri potest reparandas hactenus disposuimus atque decrevimus, spe certa erigimur fore, ut cuncta haec, Deo iuvante, bene feliciterque rei sacrae eveniant; eoque magis in hanc adducimur spem, quo praeclara Maiestatis Suae pietas in Deum, devotio in Apostolicam Sedem, optima et constans in tuendis fovendisque Ecclesiarum commodis voluntas illustrioribus in dies monumentis praefulgent. Ut vero animi nostri consilia, ac piissimi Regis vota facilius et expeditius impleantur, bonorum reddituumque partitionem quamprimum, ac saltem intra sex menses ad exitum perduci volumus, et praesentium litterarum executionem committimus Dilecto Filio nostro Carolo Ferrero Sanctae Romanae Ecclesiae Presbitero Cardinali a Marmora, et Venerabilibus Fratribus Columbano Archiepiscopo Taurinensi, et Aloysio Episcopo Fossanensi, quibus necessarias et opportunas facultates impertimur, ut omnia et singula hisce Nostris Litteris statuta et contenta, pro ea qua ipsi praestant fide, zelo et prudentia, celerem, prosperumque effectum

1828 nanciscantur. Iis etiam sociamus dilectos Filios Comitem Iosephum Barboroux intimae Maiestatis Suae Aulae Secretarium, et Iosephum Mariam Del Piazzo Regii Aerarii rationibus dispungendis Praefectum, in quorum virtute, peritia, ac sedulitate cum Regia Maiestas Sua apprime confidat, haud ambigimus ipsos diligentem ac salutarem operam in ordinanda et perficienda bonorum atque redditunm divisione et assignatione pro Ecclesiae utilitate collaturos esse, ut vota Maiestatis Suae et Nostra optatum finem sortiantur, Volumus autem, ut postquam tantae molis negotium absolutum fuerit, Executores processum de rebus gestis authentica forma descriptum ad Nos perferri curent, in Apostolicae Sedis tabulario ad perpetuam memoriam servandum. Praesentes autem litteras, et in eis contenta, et statuta quaecumque, nulla unquam ex causa, colore et capite, etiam in corpore iuris clauso, etiam ex eo quod in praemissis ius aut interesse habentes, vel habere praetendentes, etiam quomodolibet in futurum cuiusvis status, ordinis, congregationis, instituti, praeeminentiae, vel quacumque alia ecclesiastica, vel mundana dignitate fulgentes, quamvis specifica et individua mentione et expressione digni illis non consenserint, seu quod ad praemissa minime vocati, vel etiam nullimode aut non sufficienter auditi, neque causae, propter quas praesentes emanaverint satis adductae, probatae aut verificatae fuerint, nullo unquam tempore de subreptionis, obreptionis aut nullitatis vitio, seu intentionis nostrae aut consensus interesse habentium aliove quolibet defectu notari, impugnari, aut in controversiam et iudicium vocari, seu adversus eas restitutionis in integrum, aperitionis oris, aut aliud quodcumque iuris, facti vel iustitiae remedium impetrari posse: sed tamquam ex Pontificiae providentiae officio, et motu proprio, certa scientia et matura deliberatione, deque nostrae Apostolicae potestatis plenitudine factas et emanatas omnimoda firmitate perpetuo validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri, et obtinere, ac illis, quorum favorem concernunt, plenissime suffragari, atque etiam ab omnibus, ad quos respective pertinet, et pertinebit in futurum inviolabiliter observari; sicque, et non aliter, in praemissis, per quoscumque Iudices ordinarios seu delegatos, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores,

ac Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinales, etiam de 1828
Latere Legatos, et Sedis Apostolicae Nuncios, sublata eis et eorum cuilibet quavis aliter iudicandi et interpretandi facultate, et auctoritate, iudicari, et definiri debere, ac irritum et inane, si secus super his, a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari, volumus et decernimus. Non obstantibus Nostrae et Cancellariae Apostolicae regula, de iure quaesito non tollendo, nec non Ecclesiarum, Ordinum, Congregationum et Institutorum, ad quae bona, de quibus per praesentes aliter dispositum est, spectabant, statutis et consuetudinibus, etiam iuramento, confirmatione Apostolica, seu alia quavis firmitate roboratis, nec non quibusvis etiam in synodalibus, provincialibus, generalibusque Conciliis editis Constitutionibus et Ordinationibus Apostolicis, privilegiis quoque et indultis quibuscumque personis quavis dignitate fulgentibus concessis, confirmatis et innovatis, piorum quoque fundatorum et testatorum voluntate, ceterisque in contrarium facientibus, quamvis specifica et individua mentione dignis. Quibus omnibus et singulis, eorum tenores praesentibus pro expressis et insertis habentes illis alias in suo robore permansuris, ad praemissorum effectum Apostolica auctoritate nostra derogamus, et derogatum esse volumus caeterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romae apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris die quarta decima maii anno millesimo octingentesimo vigesimo octavo, Pontificatus nostri anno quinto.

B. Cardinalis Pacca Pro-Datarius.

135.

Ordonnance royale relative au transport des lettres et échantillons de marchandises en Suisse. Donnée en France le 8. Mars 1829.

Charles, etc.;

Vu la loi du 15. Mars 1827, et l'article 4 du titre II de la loi du 4. Mai 1802; vu aussi les Conventions

1829 conclues et signées à Paris les 1er Mai, 9 et 23. Juin, 21, 22 et 24. Novembre 1828, entre l'office-général des postes de France et l'administration générale des postes de Berne, la régie des postes du canton de Vaud, la commission des postes du canton de Neufchâtel, la régie des postes du canton de Zurich, la direction générale des postes du canton de Saint-Gall et la chambre des postes du canton de Bâle; émendant et amplifiant notre ordonnance du 24. Août 1828;

Art. 1er. A dater du 1er Avril 1829, le public de France sera libre d'affranchir ou de ne point affranchir ses lettres et paquets pour les cantons de Berne, Fribourg, Soleure, Unterwalden et Genève,

Pour ceux de Vaud et du Valais,

Pour celui de Neufchâtel,

Pour ceux de Bâle, Schaffouse, Argovie, Lucerne, Ury et Tessin,

Pour ceux de Zurich, Schwitz, Glaris, Zug, Appenzel, Saint-Gall, les Grisons et Thurgovie.

2. L'affranchissement sera cependant obligatoire jusqu'à destination pour les lettres et paquets chargés ou recommandés.

Il l'est pareillement pour les gazettes, journaux, catalogues, prospectus, imprimés et livres en feuilles ou brochés, originaires de France, mais jusqu'à la frontière française seulement.

3. L'affranchissement des lettres et paquets de tous les départemens du Royaume de France, pour toute l'étendue des Cantons suisses ci-dessus désignés, sera perçu d'après les prix réglés par la loi du 15. Mars 1827, pour toute lettre d'un poids au-dessous de sept grammes et demi, jusqu'à l'extrême frontière de France; et depuis cette frontière, jusqu'à destination dans les Cantons susdits, d'après les taxes du tarif de ces mêmes Cantons converties en décimes;

Et proportionnellement au poids, pour celles qui peseront sept grammes et demi et au-dessus, selon les progressions du tarif français.

4. Les échantillons de marchandises pourront; comme les lettres, être affranchis ou non affranchis, dans les deux cas, ils devront être expédiés séparément des lettres, être présentés *sous bandes* ou d'une manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et ne

contenir d'autre écriture à la main que des numéros 1829
d'ordre: à ces conditions, le prix du port des échantillons affranchis ne sera perçu qu'au tiers de la taxe des deux tarifs, sans qu'il puisse néanmoins être, dans aucun cas, inférieur à la taxe de la lettre simple.

5. L'affranchissement obligatoire des lettres et paquets chargés ou recommandés sera perçu au double des taxes fixées par le tarif de France et par les tarifs suisses pour les affranchissemens ordinaires dont il est question dans l'article 3 ci-dessus.

6. Les lettres, paquets et échantillons de marchandises volontairement affranchis dans toute l'étendue des vingt-deux Cantons ci-dessus désignés, pour toute l'étendue du Royaume de France jusqu'à destination, seront distribués à leur adresse sans qu'il puisse être exigé aucun prix de port.

Les gazettes, journaux, catalogues, prospectus, imprimés et livres en feuilles ou brochés, expédiés des Cantons suisses, lesquels ne devront être affranchis que jusqu'à la frontière de ces cantons, seront seuls taxés du port français déterminé pour ces feuilles et imprimés par la loi du 15. Mars 1827.

7 à 15. Détail des taxes, selon le poids et la distance, tant pour l'affranchissement volontaire, que pour le port à l'arrivée.

16. Les échantillons de marchandises non affranchis venant des Cantons suisses, pourvu que les paquets en soient mis *sous bandes* ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, ne seront taxés qu'au tiers des prix fixés pour les lettres et paquets, suivant celui de ces prix dont ils porteront le timbre et suivant leur point d'entrée en France; cependant la taxe n'en pourra jamais être inférieure à celle d'une lettre simple.

Au château des Tuileries, le 18. Mars 1829.

1829

136.

Traité d'Amitié, de Navigation et de Commerce, entre le Royaume des Pays-Bas et la République de Colombie. — Signé à Londres, le 1er Mai, 1829.

(Texte original hollandais.)

Naardien zich sedert eenigen tijd, handelsbetrekkingen gevormd hebben, tusschen het Koningrijk der Nederlanden en de landen der Republiek van Colombia, is het voor de handhaving en uitbreiding der wederzijdsche belangen nuttig geoordeeld, die betrekkingen door middel van een Traktaat van Vriendschap, Scheepvaart en handel te bevestigen en te beschermen.

Met dit oogmerk hebben respectivelijk tot hunne gemagtigden benoemd, te weten: —

Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Mr Anton Reinhard Falck, Kommandeur der Orde van den Nederlandschen Leeuw, en Hoogstdeszelfs Ambassadeur Extraordinaris en Plenipotentiaris bij het Hof van Groot Brittanje, en de President-Bevrijder van de Republiek van Colombia, den Heer Joseph Fernandez Madrid, Extraordinaris Envoyé en Minister Plenipotentiaris bij Zijne Groot-Brittannische Majesteit; dewelke, na zich over en weder hunne volmagten te hebben medegedeeld, de volgende artikelen vastgesteld hebben:

Art. I. Er zal eene altoosdurende, bestindige en opregte vriendschap zijn, tusschen Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden en Hoogstdeszelfs Staten en Onderdanen ter eenre, en de Regering en de ingezetenen van Colombia ter andere zijde.

II. Tusschen de bezittingen van Hoogstgedachte Zijne Magesteit in Europa en het grondgebied van Colombia, zal eene wederkeerige vrijheid van handel plaats hebben.

De inwoners der beide landen zullen zich vrij, en veilig met hunne schepen en ladingen naar alle

1829

136.

Traité d'Amitié, de Navigation, et de Commerce, entre le Royaume des Pays-Bas et la République de Colombie. — Signé à Londres, le 1er Mai, 1829).*

(Texte original espagnol.)

Habiendose establecido algun tiempo ha relaciones mercantiles entre el Reyno de los Paises Bajos y los Territorios de la Republica de Colombia, se ha creido util para la seguridad y fomento de sus mutuos intereses que dichas relaciones sean confirmadas y protegidas por medio de un Tratado de Amistad, Navegacion y Comercio.

Con este objeto han nombrado sus respectivos Plenipotenciarios, a saber:
Su Magestad el Rey de los Paises Bajos á D. Antonio Ricardo Falck, Comendador de la Real Orden del Leon Belgico, su Embajador Extraordinario y Plenipotentiario cerca de Su Magestad Britanica; y el Presidente Libertador de la Republica de Colombia, al Sr. José Fernando Madrid, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario cerca de Su Magestad Britanica, quienes, despues de haberse comunicado mutuamente sus Plenos Poderes, han concluido los Articulos siguientes:

Art. I. Habrá perpetua, firma y sincera amistad entre Su Magestad el Rey de los Paises Bajos, sus Dominios y Subditos, y el Gobierno y Pueblo de la Republica de Colombia.

II. Habrá entre los Dominios de Su Magestad el Rey de los Paises Bajos en Europa, y los Territorios de Colombia, una reciproca libertad de comercio.

---

*) Une traduction française de ce Traité a été inserée au 1er Tome de ces Nouveaux Supplémens à notre Recueil.

1829 *zoodanige plaatsen, havenen en rivieren in gemelde bezittingen en grondgebied vermogen te begeven, als waar zulks aan andere vreemdelingen geoorloofd is, of zal worden, aldaar binnen te komen, te verblijven en te wonen; huizen en pakhuisen ten behoeve van hunnen handel te huren en te betrekken, en in het algemeen zullen zij wederkerig de volledigste bescherming en veiligheid voor hun bedrijf genieten; met onderwerping echter aan de wetten en statuten der twee landen respectivelijk.*

III. In gelijker voege zullen de schepen van oorlog der beide natien dezelfde vrijheid hebben, om onbelemmerd en veilig alle havenen, rivieren en plaatsen aan te doen, alwaar het binnenkomen aan de oorlogschepen van eenige andere natie geoorloofd is, of zal worden.

IV. Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden vergunt aan de Republiek van Colombia, dat derzelver ingezetenen mede vrijheid van vaart en handel hebben zullen op alle Hoogstdeszelfs bezittingen buiten Europa, in gelijker voege, als volgens de algemeene beginselen van Hoogstdeszelfs koloniaal stelsel, aan eenige andere natie vergund is, of worden zal; wel verstaande, dat, zoo t'eeniger tijd, in dit opzigt, aan eene andere vreemde natie, ten gevolge van nieuwe vergunningen, ten behoeve van de Nederlandsche vaart en handel, grootere voorregten mogten worden toegekend, de burgers van Colombia bevoegd zullen zijn, om dezelfde voorregten voor zich in te roepen, zoodra hunne Regering in evenredige vergunningen ten behoeve van gezegde vaart en handel zal hebben bewilligd.

V. De vergunning van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, in Art. IV. omschreven, vindt plaats in de onderstelling, dat, wederkeering, de schepen uit Hoogstdeszelfs kolonien, komende in de havens der Republiek een vrijen toegang hebben, en hetzelfde onthaal genieten zullen, als of zij van Zijne Majesteits Staten in Europa kwamen.

VI. In gemelde kolonien, en in het algemeen, in al de bezittingen en landen van de eene der Contracterende Partijen zal aan de schepen der andere, welker equipagie door ziekte of anderzins

Los Subditos y Ciudadanos de los dos Paises podrán libre y seguramente ir con sus Buques y Cargamentos á todos aquellos Parages, Puertos, y Rios en los Territorios y Dominios antedichos á los quales se permite ó permitiere ir á otros estrangeros, entrar, permanecer, y resider, en ellos, alquilar y ocupar casas y almacenes para los objetos de su comercio, y generalmente gozarán reciprocamente de la mas completa proteccion y seguridad para su comercio, sujetos, á las leyes y los estatutos de los dos Paises respectivamente. 1829

III. De igual modo los buques de guerra de las dos Naciones tendrán la misma libertad para llegar franca y seguramente á todos los puertos, rios y lugares adonde se permite ó se permitiere entrar á los buques de guerra de otra Nacion.

IV. Su Magestad el Rey de los Paises Bajos concede á la Republica de Colombia que sus habitantes tengán tambien libertad de navegacion y comercio en todas sus posesiones situadas fuera de Europa, del mismo modo que, segun los principios generales de su sistema coloniál, se permite ò se permitiere á qualquiera otra Nacion, bien entendido que si alguna vez llegasen á concederse mayores privilegios en este punto á otra Nacion, en consequencia de nuevas concesiones á favor de la navegacion y comercio de los Paises Bajos, los Ciudadanos de Colombia tendrán derecho de reclamar los mismos privilegios luego que su Gobierno haya consentido en hacer á dicha navegacion y comercio concesiones equivalentes.

V. La concesion de Su Magestad el Rey de los Paises Bajos mencionada en el Articulo IV se hace en el supuesto, que, reciprocamente, los buques procedentes de sus Colonias tendràn en los puertos de la Republica un libre acceso, y el mismo acogimiento que si procediesen de los Dominios de Su Magestad en Europa.

VI. En dichas Colonias y generalmente en todos los Territorios y Dominios de las dos Partes Contratantes se concederá á los Buques cuya tripulacion haya sido reducida por enfermedad ó de qualquier otro

1829 *verzwakt wezen mogt, vrijheid gelaten worden om de zeelieden aan te nemen, die zij tot het voortzetten hunner reize noodig zullen hebben; mits voldoende aan hetgene in de respective landen bij plaatselijke verordeningen mag zijn voorgeschreven, omtrent het in dienst nemen van derzelver onderdanen of burgers.*

VII. Ter zake van last-of tonnegelden, vuuren havengelden, loodswezen, bergloonen, ingeval van averij of schipbreuk, of welke andere algemeene of plaatselijke kosten het ook zijn moge, zullen in de havens van de eene der Contracterende Partijen aan de schepen der andere, geene andere of hoogere regten worden opgelegd, dan die in dezelfde havens verschuldigd zullen zijn door de schepen der meest begunstigde natie.

VIII. In de Colombiaansche havens zullen op den in-en uitvoer, onder Nederlandsche vlag, van voortbrengselen van den Nederlandschen grond en nijverheid, noch in de havens van Nederland op den in-of uitvoer onder Colombiaansche vlag, van voortbrengselen van den grond en nijverheid van Colombia, geene andere of hoogere regten te betalen zijn, dan die, welke in de respective landen dezelfde goederen te betalen hebben of zullen hebben, aangevoerd of uitgevoerd wordende met schepen der meest begunstigde natie.

IX. Over en weder zullen als Nederlandsche en Colombiaansche schepen beschouwd en behandeld worden, al dezulke, als daarvoor in de landen, waartoe dezelve respectivelijk behooren, volgens de bestaande of verder uittevaardigen wetten en reglementen erkend zullen zijn; van welke wetten en reglementen, de eene partij ten bekwamen tijde kennis zal geven aan de andere; wel verstaande, dat elk schip steeds zal moeten voorzien zijn van een zeebrief of passpoort door de bevoegde autoriteit afgegeven.

X. Op het grondgebied van Colombia zullen geene andere of hoogere regten van invoer gelegd worden op de voortbrengselen van den Nederlandschen grond of nijverheid, en wederkeeriglijk, dan die, welke te betalen zijn, of zullen zijn, wegens gelijksoortige artikelen van eenig ander vreemd

modo, facultad de alistar los marineros que hayan 1829
menester para continuar su viage; con tal que se cumpla con lo que prescriben las Ordenanzas locales sobre el alistamiento de los Ciudadanos ó Subditos de los Paises respectivos.

VII. No se impondrán otros ni mas altos derechos por razon de toneladas, fanal, emolumentos de puerto, pratico, salvamento en caso de averia ó naufragio ó qualesquiera otros gastos locales en los puertos de una de las dos Partes Contratantes á los Buques de la otra, que los pagaderos en los mismos puertos por los Buques de la Nacion mas favorecida.

VIII. No se pagarán otros ni mas altos derechos en los puertos de los Paises Bajos por la importacion ó exportacion en Buques Colombianos, de qualesquiera articulos siendo producciones naturales ó de la industria de esta Republica, ni en Colombia se pagarán otros derechos por la importacion ó exportacion en Buques de los Paises Bajos de qualesquiera articulos, siendo producciones naturales ó de la industria de este Reyno, que los que pagan ó pagarán en adelante en los respectivos Territorios los mismos efectos importados ó exportados en Buques de la Nacion mas favorecida.

IX. Reciprocamente serán considerados y tratados como Buques de los Paises Bajos y de Colombia, todos los que fueren reconocidos por tales en los Dominios y Territorios á que respectivamente pertenecen, segun las leyes y los reglamentos existentes; ó que en adelante se promulgaren, de los que se hara oportuna comunicacion de la una á la otra parte, bien entendido que todo Buque debera estar provisto de una Carta de Mar ó Pasaporte espedido por la Autoridad competente.

X. No se improndrán otros ó mas altos derechos à la importacion en los Dominios de Su Magestad el Rey de los Paises Bajos, de qualesquiera producciones naturales ò manufacturas de Colombia, y reciprocamente, que los que se paguen ó pagaren por semejantes articulos de otro qualquier Pais estrangero; ob-

1829 *land, met in achtneming van hetzelfde beginsel omtrent den uitvoer. Ook zal geenerhande verbod van in- of uitvoer van ettelijke artikelen in het onderling verkeer der beide Contracterende Partijen plaats hebben, dat zich niet tevens gelijkelijk tot alle andere natiën uitstrekke.*

XI. De handelaars, scheeps bevelhebbers en overige onderdanen, of burgers van de eene der Contracterende Partijen zullen op het grondgebied der andere volkomene vrijheid genieten, om of hunne zaken zelve te behandelen, of ze ter bezorging toe te vertrouwen aan wien hun goeddunkt, zoo als konvooilooper, makelaar, zaakwaarnemer of tolk; en zullen zij niet verpligt zijn om daartoe andere personen te gebruiken, of dezelve grootere belooning of salaris te geven, dan in gelijke gevallen door de inboorlingen des lands gebruikt of gegeven worden. Even zoo zal aan kooper en verkooper eene volmaakte vrijheid toekomen om den prijs der koopmanschappen en waren, van welken aard ook, te regelen en te bepalen, zoo als hun goeddunkt, zich gedragende naar de wetten en gevestigde gewoonten van het land.

XII. In al wat betrekking heeft tot de policie der havens, het laden en lossen der schepen, en de veiligheid der koopmanschappen, goederen en waren, zullen de onderdanen en burgers der Contracterende Partijen aan de wetten en plaatselijke verordeningen onderworpen zijn, en daarentegen dezelfde regten en voorregten genieten, als de inwoners van het land, alwaar zij hun verblijf houden.

XIII. Bij averij of schipbreuk zal, over en weder, aan de schepen der beide Contracterende Partijen dezelfde bescherming en halp verleend worden, als de schepen der natie genieten bij, welke zoodanige tegenspoed plaats vindt.

XIV. De respective onderdanen en burgers, het zij kooplieden of andere, zullen in hunne personen; woningen en goederen de meest volledige en bestendige bescherming genieten, zonder dat men hen daarin vermoge te storen, door eenigerhande maatregel van willekeur, doch eeniglijk ten gevolge van de regelmatige toepassing dier zelfde wetten, welke voor de inboorlingen gelden; — tot

servandose el mismo principio por la exportacion ni se 1829
impondrá prohibicion alguna á la importacion ó exportacion de algunos articulos en el trafico reciproco de una de las dos Partes Contratantes que no se estienda igualmente á todas las otras Naciones.

XI. Los Comerciantes, Capitanes de Buques, y demas Subditos ó Ciudadanos de la una de las Partes Contratantes, tendrán en los Territorios de la otra entera libertad para manejar por si mismos sus negocios, ó confiarlos el manejo de quien gusten; sea corredor, factor, agente ó interprete, ni seran obligados á emplear otras personas para estos objetos que las que se emplean por los Nacionales, ni á pagarles mas salario ó remuneracion que lo que, en semejantes casos, paguen aquellos.

Igualmente se concederá libertad absoluta al comprador y vendedor para ajustar y fijar el precio de qualesquiera mercancias y efectos como lo crean conveniente; conformandose con las leyes y costumbres establecidas en el Pais.

XII. En todo lo relativo é la policia de los puertos, carga y descarga de los buques, seguridad de las mercancias bienes y efectos, los Subditos y Ciudadanos de las Partes Contratantes estaran sujetos á las leyes y las ordenanzas locales, y por otra parte gozarán de los mismos derechos y privilegios que los habitantes del pais en que residen.

XIII. En los casos de naufragio ó averia, se concederá á los buques de las dos Partes Contratantes respectivamente la misma proteccion y ayuda que disfrutan los buques de la Nacion adonde suceda.

XIV. Los Subditos ó Ciudadanos respectivamente, sean Negociantes u otros gozarán de la mas completa y constante proteccion en sus personas, casas y propiedades, sin que se pueda molestarles por ninguna medida arbitraria, sino solamente en consequencia de la aplicacion regular de las mismas leyes que rigen para los naturales; tendrán un libere y facil acceso á los tribunales de justicia para la prosecucion y defensa de sus inter-

1829 *het vervolgen en verdedigen van hunne belangen zullen zij tot de regtbanken eenen vrijen en gemakkelijken toegang hebben; — ook zal het hun vrijstaan de advokaten, procureurs of agenten van welken aard ook die zij goedvinden, te gebruiken; en over het algemeen, in de bedeeling des regts, gelijk ook in al hetgene betrekkelijk is tot de opvolging in eigendom bij uitersten wil of anderzins, en tot de bevoegdheid om bij verkoop, gifte, ruil of eenige andere wijze over zijn eigendom hoe ook genaamd, te beschikken, zullen zij dozelfde voorregten en vrijheden genieten, als de inboorlingen van het land, alwaar zij zich bevinden; in geen van deze gevallen zullen hun zwaardere imposten of belastingen opgelegd worden, dan die de inboorlingen betalen; en, eindelijk, zij zullen vrij zijn van alle gedwongene krijgsdienst bij de land en zeemagt.*

XV. De Onderdanen van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, die zich op het grondgebied van Colombia bevinden, zullen ook dan, wanneer zij de Roomsch-Katholijke Godsdienst niet belijden, eene geheele en volkomene gewetensvrijheid genieten, zonder blootgesteld te zijn aan eenige overlast, stoornis of onrust ter zake van hun godsdienstig geloof; of in het oefenen van hunne eeredienst, mits dit laatste geschiede in particulière huizen, met betamelijk ontzag en met behoorlijken eerbied voor gevestigde wetten, gebruiken en gewoonten. — Ook zal het hun vrijstaan hunne landgenooten, die op het gemelde grondgebied komen te overlijden, in de daartoe bestemde plaatsen te begraven; en zullen de begrafenissen of grafsteden in geenerhande maniere, noch onder eenig voorwendsel, hoe ook genaamd gestoord worden.

De Colombiaansche Burgers zullen in all de bezittingen van Zijne Majesteit de vrije uitoefening van hunne godsdienst hebben, openlijk of in het bijzonder, binnen hunne woningen, of in de gebouwen tot de eeredienst bestemd, zoo als het beginsel van algemeene verdraagzaamheid, bij de gronwet de Rijks vastgesteld, mede brengt.

XVI. Tot grootere beveiliging van het verkeer tusschen Nederland en Colombia, wordt daarenbo-

eses; tambien tendrán libertad de emplear los aboga- 1829
dos, procuradores ó agentes de qualquiera clase que jusguen conveniente; y generalmente en la administracion de la justicia, lo mismo que en lo que concierne la succession à las propiedades por testamente, ó de otro modo qualquiera, y al derecho de disponer de la propiedad de qualquiera clase ó denominacion por venta, donacion, permuta ó de toda otra manera, gozarán de los mismos privilegios y libertades que los Naturales del Pais en que residen; no se les cargará en ninguno de estos casos, mayores impuestos ó derechos que los que pagan los Nacionales, y finalmente estarán exentos de todo servicio militar forzoso en el Egercito y la Armada.

XV. Los Subditos de Su Magestad el Rey de los Paises Bajos, residentes en Territorio de Colombia, aun quando no profesen la religion catolica, gozarán la mas perfecta y entera seguridad de consciencia, sin quedar espuestos á ser molestados, inquietados ni perturbados en razon de su creencia religiosa, ni en los exercicios propios de su religion, con tal que los hagan, en casas privadas y con el decoro debido al culto divino; respetando las leyes, usos y costumbres establecidos. Tambien tendrán libertad para enterrar, en los lugares destinados al efecto, sus compatriotas que mueren en los dichos territorios; y los funerales ó sepulcros no serán trastornados de modo alguno ni por ningun motivo.

Los Ciudadanos de Colombia gozarán en todos los Dominios de Su Magestad del libre exercicio de su religion, en publico ó en privado, dentro de sus casas ó en los templos destinados al culto; segun el principio de tolerancia universal establecido por las leyes fondementales del Reyno.

XVI. Para la mayor seguridad del comercio entre los Paises Bajos y Colombia, se ha convenido que si

1829 *ven overeengekomen, dat, zoo t'eenigertijd ongelukkig eene afbreking der thans bestaande vriendschapsbetrekkingen plaats vinden mogt, de onderdanen of burgers der eene Contracterende Partij, welke zich op het grondgebied der andere bevinden, het voorregt zullen genieten van aldaar te verblijven, en hun bedrijf, zonder eenigerhande verlet, voort te zetten zoo lang zij zich vreedzaam gedragen en geen vergrijp begaan tegen de wetten. Ook zullen hunne goederen en eigendommen, toevertrouwd en uitgezet, het zij aan particulieren, het zij aan den Staat, noch aan aanhouding noch aan beslag onderhevig zijn, noch aan eenige andere vordering, die niet evenzeer gedaan worden kan, ten laste van goederen of eigendommen, toebehoorende aan de onderdanen of burgers van het land, alwaar zij zich bevinden.*

XVII. Eene der Contracterende Partijen in oorlog zijnde, zal het aan de onderdanen of burgers der andere geoorloofd zijn, hunne vaart en handel op de vijandelijke havens voort te zetten, met uitzonderin slechts van contrabande waren en van zulke plaatsen, als werkelijk belegerd, of door de oorlogvoerende mogendheden geblokkeerd zijn met eene magt toereikende om den onzijdigen het inkomen te beletten.

XVIII. Onder den naam van contrabande zal verstaan worden: kanon, mortieren, vuurwapenen, pistolen, bommen, granaten, kogels, geweren, vuursteenen, lonten, kruid, schilden, pieken, sabels, draagbanden, patroontasschen, zadels en toomen, enz., met uitzondering van zoodanige hoeveelheid van deze artikelen, als noodig is tot de verdediging van het schip, et van deszelfs equipagie.

XIX. In de gevallen, dat een koopvaarder van eene der Contracterende Partijen door een oorlogschip van de andere gevisiteerd worden kan, is men overeengekomen, dat deze visitatie niet geschieden zal dan door eene sloep, bemand met ten hoogste zes koppen, dat de schipper van den koopvaarder niet verpligt worden zal zijn boord te verlaten, en dat de scheepspapieren, niet van boord zullen worden gehaald.

Wanneer de koopvaarder zich onder konvooi

en algun tiempo disgraciadamente sucediere alguna interrupcion en las relaciones amistosas que ahora existen, los Subditos ó Ciudadanos de la una de las Partes Contratantes residentes en los Territorios de la otra, tendrán el privilegio de permanecer y continuar su trafico alli, sin ninguna especie de interrupcion, mientras se conduscan pacificamente y no cometen ofensa contre las leyes; y sus efectos y propiedades ya esten confiados á individuos particulares ó al Estado, no estarán sujetos á ocupacion ó secuestro, ni á ningunas otras demandas que las que pueden hacerse de iguales efectos ó propiedades pertenecientes á subditos ó Ciudadadanos de la Potencia en que residen. 1829

XVII. En el caso de estar en guerra una de las Partes Contratantes, sera licito á los Subditos ó Ciudadanos de la otra de continuar su navegacion y comercio con los puertos enemigos; exceptuando solamente los efectos que se disinguen con el nombre de contrabando, y aquellos lugares que se hallen en la actualidad situados ó bloqueados por una fuerza de la Potencia Beligerante, capaz de impedir la entrada del Neutral.

XVIII. Bajo el nombre de contrebando se comprenderán: cannones, morteros, armas de fuego, pistolas, bombas, granadas, balas, fuziles, mechas, polvora, escudos, picas, espadas, bandoleras, sillas, y frenos; no incluyendo la quantidad de estos articulos que sea necessaria para la defensa del buque y de su tripulacion.

XIX. Para los casos en que un buque mercante de una de las Partes Contratantes puede ser visitado por un buque de guerra de la otra, se conviene en que no se hará dicha visita sino por un bote tripulado á lo mas por 6 hombres, que no se exigirá salga nunca de abordo del mercante su Capitan, ni se le estraerán los papeles del buque.

Quando el mercante vaya convoyado por un buque

1829 *van een oorlogschip bevindt, zal geene visitatie plaats hebben, en men zal genoegen nemen met de verzekering van den kommandant van het konvooi, op zijn woord van eer, dat de koopvaarder geene contrabande in heeft.*

XX. In de havens der onzijdige partij zal aan de oorlogschepen der andere, en aan de prijzen, die dezelve aldaar mogten opbrengen, al zoodanig onthaal en bescherming te beurt vallen, als met het regt der volken bestaanbaar is.

XXI. In geval de Contracterende Partijen immer gemeenschappelijk in oorlog mogten zijn met eene derde mogendheid, wordt bedongen, dat de oorlogschepen der eene de koopvaarders van de andere konvooijeren zullen, zoo dikwijls zij denzelfden koers houden, dat de prijzen: door de oorlogschepen der eene gemaakt, in de havens der andere zullen wolden toegelaten, en aldaar, na wettige veroordeeling, zullen kunnen worden verkocht, en dat bij herneming door de eene van de prijzen op de andere door den vijand gemaakt, dezelve aan den oorspronkelijken eigenaar zullen worden teruggegeven, onder aftrek, ten behoeve van den hernemer, van niet meer dan een achtste der waarde, zoo de herneming door een oorlogschip, of van een zesde, zoo dezelve door een kaper geschiedt.

XXII. Bijaldien in het vervolg blijken mogt dat de thans bestaande verordeningen op het stuk van den slaven-handel niet toereikende zijn, om de Nederlandsche en Colombiaansche schepen te beletten aan denzelven deel te nemen, verbinden de Contracterende Partijen zich, gemeenschappelijk te overleggen, welke middelen het verder in dezen nuttig zoude zijn aantewenden.

XXIII. Het zal aan elke der Contracterende Partijen vrijstaan, Konsuls te benoemen om, tot bescherming van den handel, op het grondgebied der andere te resideren, maar vóór dat eenig Konsul als zoodanig werkzaam zij, zal hij door de Regering op welker grondgebied hij zijn verblijf houden-moet, in den gebruikelijken vorm moeten goedgekeurd en toegelaten zijn; kunnende elk der contracterende partijen van het verblijf der Konsuls, die bijzondere plaatsen uitzonderen, alwaar het haar niet goeddunkt dezelve toetelaten.

de guerra, no se hará dicha visita y se tendrá por 1829
bastante la declaracion, bajo palabra de honor del Comandante del Convoy, de no contener el mercante articulos de contrebando de guerra.

XX. En los Puertos de la parte neutral, se concedera á los buques de guerra y presas que puede introducir el beligerante, todo el acogimiento y proteccion que sea compatible con el derecho de gentes.

XXI. En el caso de que las dos Partes Contratantes esten en guerra comun con alguna Potencia, se estipula que los buques de guerra de la una darán convoy á los mercantes de la otra, siempre que hayan de seguir el mismo rumbo, que se admitiran en los puertos de la una de las Partes Contratantes las presas que hayan los buques de guerra de la otra; que podran venderse en los mismos, despues de haber sido legalmente condenados, y que reprisados por los buques de uno de los Contratantes las presas que el enemigo haya hecho al otro se restituiran á su duenno, deduciendo solamente á favor de los represadores la 8va parte del valor de la presa, si esta fuere hecha por buque de guerra, la 6a. parte si fuera hecha por corsarios.

XXII. Si en adelante pareciere que las Ordenanzas ahora existentes sobre el Comercio de Esclávos son insufficientes para impedir que los buques de los Paises Bajos y de Colombia tomen parte en el, prometen los Contratantes de deliberar sobre las medidas que seria util adoptar ulteriormente.

XXIII. Estera en libertad cada una de las Partes Contratantes de nombrar Consules para la proteccion del comercio, que residen en los territorios de la otra Parte, pero antes que qualquier Consul obre como tal, sera aprobado y admitido en la forma acostumbrada por el Gobierno en cuyo Territorio debe resider, y qualquiera de las Partes Contratantes puede exceptuar de la residencia de Consules aquellos lugares particulares en que no tengo por conveniente admitirlos.

1829 *XXIV. De diplomatieke Agenten en Konsuls van Colombia in de bezittingen van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, zullen al de voorregten, vrijstellingen en immuniteiten genieten reeds toegekend, of nog toetekennen aan de Agenten van gelijken rang der meest begunstigde natie; en de diplomatieke Agenten en Konsuls van Hoogstgedachte Zijne Majesteit in het gebied van Colombia, zullen al de privilegien, vrijstellingen en immuniteiten genieten, die de Colombiaansche genieten in het Koningrijk der Nederlanden.*

XXV. Het tegenwoordig Traktaat zal geratificeerd worden, en de ratificatien zullen worden uitgewisseld te Londen, binnen den tijd van negen maanden, of vroeger indien zulks mogelijk is.

Het zal van kracht en waarde blijven gedurende den tijd van twaalf jaren, gerekend van den dag der uitwisseling van de ratificatien, en verder zoo lang niet eene der Contracterende Partijen aan de andere haar besluit zal hebben kenbaar gemaakt om het te doen ophouden; in welk geval het nog zal voortduren den tijd van twaalf maanden, gerekend van den dag, waarop deze kennisgeving zal zijn ontvangen geworden.

En ten oorkonde van dit alles, hebben wij, gevolmagtigden van Hoogstgedachte Zijne Majesteit en van de Regering van Colombia, onze handteekening en zegel hieronder gesteld, binnen Londen, den eersten Mei des jaars 1829.

A. R. Falck. *Jose F. Madrid.*

De Minister van Buitenlandsche Zaken verklaart, dat het bovenstaande traktaat door de Regering der Nederlanden is bekrachtigd den 10. *Juni,* 1829, *en door die van Colombia den* 10. *September deszelfden jaars, mitsgaders, dat de wederzijdsche uitwisseling van de akten van bekrachtiging, den* 15. *Februari,* 1830, *te Londen heeft plaats gehad, en dat te dier gelegenheid is verklaart, dat de vertraging van veertien dagen, welke er in den termijn dier uitwisseling, ingevolge Art. XXV. wordt opgemerkt, door toevallige oorzaken heeft plaats gehad, en dat daaruit nooit of in eeniger hande maniere het gevolg zal kunnen worden afgeleid, dat die akte niet geldig zoude zijn.*

Verstolk van Soelen.

XXIV. Los Agentes Diplomaticos y los Consules Colombianos, en los Dominios de Su Magestad el Rey de los Paises Bajos, gozarán de todos los privilegios, exenciones y immunidades, concedidos o que se concedieren à los Agentes de igual rango de la Nacion mas favorecida, y los Agentes Diplomaticos y Consules de Su dicha Magestad en el Territorio de Colombia gozarán de todos los privilegios, exenciones y immunidades, que disfruten los Agentes Diplomaticos y Consules Colombianos en el Reyno de los Paises Bajos. 1829

XXV. El presente Tratado será ratificado, y las Ratificaciones seran cangeadas en Londres, dentro de 9 meses, o antes si fuese possible.

Permanecerà en fuerza y vigor por el espacio de 12 anos, contados desde el dia del cange de las Ratificaciones, continuará subsistente mientras una de las dos Partes Contratantes no declara á la otra su resolucion de terminarlo, en cuyo caso estará en vigor por el especio de 12 meses, contados desde el dia en que se hubiese recibido dicha notificacion.

En fé de lo qual, nosotros los Plenipotenciarios de Su Magestad el Rey de los Paises Bajos, y del Gobierno de Colombia, lo hemos firmado y sellado, en Londres, el dia 1º de Mayo del anno 1829.

Jose F. Madrid. A. R. Falck.

Le Ministre des Affaires Etrangères déclare, que le Traité ci-dessus a été ratifié par le Gouvernement des Pays-Bas le 10. Juin, 1829, et par celui de Colombie le 10. Septembre de ladite année; que l'échange réciproque des Actes de Ratification a eu lieu à Londres, le 15. Février, 1830, et qu'à cette occasion il a été déclaré, que le retard de 15 jours que, d'aprés l'Art. XXV. du Traité, l'on remarque dans le terme fixé pour l'échange des Ratifications étant occasionné par des causes fortuites, ne doit jamais ni en aucune manière pouvoir tirer à conséquence pour la validité du présent Acte.

Verstolk van Soelen.

1829

137.

Décret rendu à Rio-Janeiro par Don Pedro, Empereur du Brésil, qui crée une nouvelle régence chargée d'administrer le Royaume de Portugal au nom de la Reine Donna Maria. En date du 15. Juin 1829.

(Traduction officielle communiquée aux cours étrangères.)

Ayant décidé, par mon décret royal du mois de Mars 1828, que les royaumes de Portugal et des Algarves,, et les territoires qui en dépendent, seraient gouvernés au nom de ma bien-aimée fille la rèine Donna Maria, conformément aux principes de la Charte constitutionelle, acceptée par mon peuple, je déclarai expressément que le moment était arrivé d'abdiquer mes droits légitimes à la couronne de Portugal. Cependant l'infant Don Miguel, mon frère, lieutenant et régent de ces royaumes, chargé de l'exécution de nos décrets, viola de la manière la plus manifeste le serment d'obéissance et de fidélité qu'il m'avait prêté solennellement comme à son souverain légitime, et trahit également ses devoirs envers la reine ma fille qu'il avait reconnue, et avec laquelle il était fiancé, alliance qui devait assurer la prosperité du royaume dont il avait juré à la face du ciel et de l'Europe de maintenir les institutions. De là sont résultées toutes les calamités qui affligent le royaume du Portugal, privé du gouvernement légitime.

Comme il n'existe pas; dans la jurisprudence du Portugal, de loi applicable aux circonstances présentes, et qu'aucune autorité ne peut y convoquer une Chambre des députés, y reconstituer une Chambre des pairs, de la reine légitime seule peut émaner aujourd'hui le remède à tant de maux et moi, comme son tuteur naturel, je dois suppléer à ce que sa tendre jeunesse ne lui permet pas d'entreprendre. Seule elle peut arracher les peuples du Portugal à l'oppression sous laquelle ils gemissent, et y faire renaitre la confiance,

en rétablissant les rélations politiques interrompues 1829
avec toutes les puissances de l'Europe. Elle a pour elle le droit imprescriptible de la défense personnelle, et l'exemple de tout ce qui a été fait en Europe dans des circonstances analogues.

Déterminé par tous ces motifs, j'ai cru convenable de créer une régence, qui gouvernera et administrera, au nom de la reine Dona Maria: les royaumes du Portugal et des Algarves, et qui y fera exécuter mon décret du 3. Mars 1828.

La régence sera composée de trois membres, qui nommeront un ministre et un secrétaire d'Etat chargés de faire exécuter les ordres de la reine jusqu'au moment où elle aura été réintégrée dans ses droits légitimes. Les questions seront décidées à la majorité des votes. En l'absence d'un des membres le Secrétaire d'Etat et le Ministre pourront la remplacer. En cas d'obstacle d'une nature permanente, la régence pourra lui donner un successeur.

Je nomme membres de la régence:

Le marquis de Palmella, conseiller d'Etat, président.
Le Comte de Villaflor, pair du royaume.
Jose Guerreiro, Conseiller d'Etat.

Ils sont chargés tous trois de l'exécution du présent décret.

Signé L'Empereur.

Rio-Janeiro, ce 15. Juin 1829.

Pour copie conforme:

Le marquis de Palmella.
Le comte de Villafor.
Jose Antonio Guerreiro.

138.

Firman du Grand-Seigneur concernant le commerce Russe et le traitement des sujets russes dans l'Empire de la Turquie. En date du 9 Décembre 1829.

(Traduction.)

Firman adressé à toutes les Autorités de l'Empire Turc.

La Paix enfin heureusement conclue entre la Sublime Porte, d'éternelle mémoire, et la Cour de Russie, contient un Article qui dit:

"Les Sujets Russes jouiront, dans toute l'étendue de l'Empire Ottoman, tant sur terre que sur mer, de la pleine et entière liberté de Commerce, que leur assurent les Traités conclus antérieurement entre les deux Hautes Puissances Contractantes. Il ne sera porté aucune atteinte à cette liberté de Commerce, et elle ne pourra être gênée dans aucun cas, ni sous aucun prétexte, par une prohibition ou restriction quelconque, ni par suite d'aucun réglement ou mesure, soit d'administration: soit de législation intérieure. Les Sujets, Bàtimens, et marchandises Russes seront à l'abri de toute violence, et de toute chicane: les premiers demeureront sous la jurisdiction et police exclusive du Ministre et des Consuls de Russie. Les Bâtimens Russes ne seront jamais soumis à aucune visite de bord quelconque, de la part des Autorités Ottomanes, ni en pleine mer, ni dans aucun des ports ou Rades soumis à la domination de la Sublime Porte, et toute marchandise ou denrée appartenant à un Sujet Russe, après avoir acquitté les droits de douanes réglés par les Tarifs, pourra être librement vendue, déposée à terre dans les magasins du Propriétaire ou Consignataire, ou bien transportée sur un autre Bâtiment, de quelque Nation que ce puisse être, sans que le Sujet Russe ait besoin, dans ce cas, d'en donner avis aux Autorités Locales, et encore moins de leur en demander la permission. Il est expressément convenu que

les blés provenants de Russie jouiront de ces mêmes privilèges, et que leur libre transit ne souffrira jamais, et sous aucun prétexte, la moindre difficulté ou empêchement. 1829

"La Sublime Porte s'engage, en outre, à veiller soigneusement à ce que le Commerce et la Navigation de la Mer Noire en particulier, ne puissent éprouver aucune entrave, de quelque nature que ce soit. A cet effet, elle reconnait et déclare le passage du Canal de Constantinople, et du Détroit des Dardanelles, entièrement libre et ouvert aux Bâtimens Russes, sous Pavillon Marchand, chargés ou sur lest, soit qu'ils viennent de la Mer Noire pour entrer dans la Méditerranée, soit que, venant de la Méditerranée, ils veuillent entrer dans la Mer Noire. Ces Navires, pourvu qu'ils soient des Bâtimens Marchands, de quelque grandeur et de quelque portée qu'ils puissent être, ne seront exposés à aucun empêchement ou vexation quelconque, ainsi qu'il a été réglé ci-dessus."

En conséquence de l'amitié existante entre les deux Cours, l'accomplissement exact de cet Article, et des autres, est de première nécessité; et, comme c'est ma volonté Impériale d'augmenter, cimenter, et affermir cette amitié, j'ordonne à vous, mes Gouverneurs, Naïbs, et autres Officiers, d'inscrire cet Article, relatif au Commerce, sur les Registres du Mekimé (*endroit de la résidence du Tribunal,*) et je vous enjoins de prendre garde à ce que rien de contraire à son contenu arrive désormais, puisque ma Sublime Porte est amie et voisine du Gouvernement Russe, et que l'accomplissement des Traités qui doivent affermir cette amitié est mon but et mon désir.

Vous agirez donc en conséquence, et vous préterez secours et aide à tous les Sujets Russes, selon la Convention, et vous vous garderez de toute contravention.

Pour copie conforme

(L. S.) ANTONIO FRANCHINI,
Conseiller d'Etat
Dragoman.

Constantinople, *le* 25 *Djoumad-ul-akhir*, 1245,
(9. *Décembre*, 1829.)

1829

139.

Proclamation du Roi des Isles de Sandwich, concernant le traitement des étrangers sur les territoires soumis à sa Souveraineté. En date du 7. Octobre 1829.

(Traduction anglaise authentique.)

Oahu, 7th October, 1829.

These are the names of the King of the Islands, and the Chiefs in Council: —

Kauikeaouli, the King, Gov. Boki.
Kaahumanu, Gov. Adams Kuakini.
Manuia, Kekuanaoa, Hinau, Aikanaka, Paki, Kinau, John Ii, James Kahuhu.

This is my decision for you: we assent to the request of the English Residents; we grant the protection of the Laws; that is the sum of your Petition.

This therefore is my Proclamation, which I make known to you all, people from Foreign Countries: — The Laws of my Country prohibit murder, theft, adultery, fornication, retailing ardent spirits at houses for selling spirits, amusements on the Sabbath Day, gambling and betting on the Sabbath Day, and at all times.

If any man shall transgress any of these Laws, he is liable to the penalty, — the same for every Foreigner and for the People of these Islands: whoever shall violate these Laws shall be punished.

This also I make known: — The law of the Great God of Heaven, that is, the great thing by which we shall promote peace; let all men who remain here obey it.

Christian Marriage is proper for Men and Women; but if a Woman regard her Man as her only Husband, and the Man regard his Woman as his only Wife, they are legally Husband and Wife; but if the parties are not married, nor regard themselves as Husband and Wife, let them be forthwith entirely separate.

II. This is also our decision, which I now declare to you. We have seen your wickedness heretofore. You did not warn us that your door yards and enclo-

sed plantations were tabu before the time when our animals went into your enclosures; you unhesitatingly killed our animals. But we warned you of the tabu of our plantations, before the time when the animals came into them, even yours, and when it was told again, to you that have Cattle; but for some days past we have known yonr Cattle to come in to eat up what we had planted; on that account some of your Cattle are dead. 1829

This then is the way to obtain justice; if you judge the man guilty, you are not forthwith to punish him; wait till we have a consultation first: then, had we judged him guilty, we would have given you damages; but no, you rashly and suddenly injured the man; that is one of the crimes of two of you. And we state to you all, that the wounding of a beast is by no means equal to the wounding of a man, inasmuch as man is lord over all the beasts.

This is our communication to you all, ye parents from the Countries whence originate the winds; have compassion on a Nation of little Children, very small and young, who are yet in mental darkness; and help us to do right and follow with us, that which will be for the best good of this our Country.

III. As to the recent death of the cow, she died for breaking a tabu, for the protection of the plantation. The place was defended also by a fence, built by the owner of the plantation. Having secured his field by a fence, what remained to be done was the duty of the Owners of Cattle, who were told by him who had charge of the plantation, to bring home their Cattle at evening; he did tell them so, but they did not regard it, and in the night they came in, but not by day. On that account the Owner of the plantation hoped to recover damage; for many were the Cattle that were taken up before, but no damage was recovered for the crop they had devoured; the Owners plead them off without paying damage; therefore, he to whom belonged the crop, determined that one of the Cattle should die, for destroying the crop; for it had been said that if any of the Cattle should come into the enclosure devouring the crop, such Cattle would be forfeited and become the property of the Owner of the Crop. Many have been seized, but they were begged off, and given up again; this has been

1829 done many times. Why then are you so quick to be angry? For within the enclosure was the place where the cow was wounded, after which she made her way out. What then means your declaration that the cow was wantonly shot in the common? The cow would not have been killed for simply grazing in the common pasture; her feeding upon the cultivated crop was well known by those who had the care of the plantation.

KAUIKEAOULI.

Communications entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et le Roi des Isles de Sandwich, qui ont précédé à la proclamation du dernier.

(1.) — *The Secretary of the Navy to the King of the Sandwich Islands.*

Navy Department of the United States, City of Washington, 20th January, A. D. 1829.

By the approbation and direction of the President of the United States, I address you this Letter, and send it by the hands of Captain William Bolton Finch, an Officer in our Navy commanding the Ship of War *Vincennes*.

Captain Finch also bears to you, from the President, certain small tokens of regard, for yourself and the Chiefs who are near to you, and is commanded to express to you in his name, the anxious desire which he feels for your advancement in prosperity and in the arts of civilized life, and for the cultivation of harmony and good-will between your Nation and the People of The United States. He has heard with admiration and interest of the rapid progress which has been made by your People in acquiring a knowledge of letters and of the true Religion — the Religion of the Christian's Bible. These are the best and the only means, by which the prosperity and happiness of Nations can be advanced and continued, and the President and all Men every where, who wish well to yourself and your People, earnestly hope that you will continue to cultivate them, and to protect and encourage those by whom they are brought to you.

The President also anxiously hopes that peace, and kindness, and justice, will prevail between your

People and those Citizens of The United States who 1829
visit your Islands, and that the regulations of your Government will be such as to enforce them upon all.

Our Citizens who violate your Laws, or interfere with your regulations, violate at the same time their duty to their own Government and Country, and merit censure and punishment. We have heard with pain that this has sometimes been the case, and we have sought to know and to punish those who are guilty. Captain Finch is commanded diligently to enquire into the conduct of our Citizens, whom he may find at the Islands, and, as far as he has the authority, to ensure proper conduct and deportment from them.

The President hopes, however, that there are very few who so act as to deserve censure or punishment, and for all others he solicits the kindness and protection of your Government, that their interests may be promoted and every facility given to them in the transaction of their business. Among others he bespeaks your favour to those who have taken up their residence with you to promote the cause of Religion and Learning in your Islands. He does not doubt that their motives are pure and their objects most friendly to the happiness of your People, and that they will so conduct themselves as to merit the protecting kindness of your Government. One of their number, the Reverend Charles Samuel Stewart, who resided for a long time with you, has received the favour of his Government, in an appointment to an Office of Religion in our Navy, and will visit you in company with Captain Finch.

The President salutes you with respect, and wishes you peace, happiness, and prosperity.

Samuel L. Southard.

To Tamehameha III. King of the Sandwich Islands.

(2.) — *Address of Captain Finch to the King of the Sandwich Islands.*

King Tamehameha. 14*th October*, 1829.

The President has confided to my care a written Communication for yourself, and such Counsellors as you rely upon; accompanying it with various presents, for each; in testimony of the good opinion he entertains for you, individually, and to evince his desire for amity and confidence, in all intercourse that may subsist, between your People and my Countrymen.

1829 That the genuineness of the Letter may not be questioned, which might have been the case, if the transmission had been entrusted to casual conveyance; and to make it the more honourable to yourself, he has dispatched a Ship of War for this and other purposes: and it is enjoined upon me as the Commander, to deliver it in person into your keeping; to reiterate the expressions of good-will which it contains; and to exhibit by my own deportment, the sincerity of the motives which has actuated him.

The friendly and kind reception afforded to one other National Ship, the *Peacock*, has been most favourably represented by her Commander, and doubtless has conduced greatly to the visit which I now make.

The improved state of your People has also been so interestingly described by one of your friends, the Rev. Mr. Stewart, now beside me, as to awaken among my Countryme at large, great benevolence of feeling towards you: and it would be my duty, and I trust I shall be warranted on my return among them, to strengthen their prepossessions in your favour, and to confirm the accounts of the good traits of character of our new acquaintances the Islanders, subject to your authority.

With your leave, I will now acquit myself of the pleasing duty devolving upon me, by reading and handing the Document adverted to: which illustrates the light in which the President wishes to hold your Nation; and upon which you will, I hope, ponder often, deliberately and fully.

The presents I also ask permission to distribute amongst those of your faithful friends for whom they are intended; trusting that they will tend to the enlargement of knowledge, and invite to social and rational enjoyments; and further, secure enduring recollections of the assurances which I give of the disinterested friendship of the President and Government of The United States, and of their inclination to perpetuate the peaceable condition, happiness, and well-doing, individually and collectively, of those who by your wisdom are supported; and whose support will increase by a sense of their necessities and your justice.

To Tamehameha III. W. B. Finch.
King of the Sandwich Islands.

APPENDICE.

1.

Traité d'alliance perpétuelle entre Philippe II. Roi d'Espagne, et Emanuel Philibert, Duc de Savoie. Signé au convent de Grunendal dans le Duché de Brabant, le 16. *Mars* 1559.

(Archives de la Cour de Turin.)

In Dei nomine amen. Per hoc praesens publicum instrumentum cunctis pateat evidenter, et sit notum quod in Monasterio de Grunendal vulgariter nnncupato, in Ducatu Brabantiae sito, die vigesima sexta mensis martii, anno a Nativitate Domini Nostri Jesu Christi millesimo quingentesimo quinquagesimo nono indictione secunda, cum simul essent Serenissimus ac Potentissimus Princeps, et Dominus D. Philippus Dei gratia Hispaniarum, atque utriusque Siciliae etc. Rex Catholicus, nec non Illustrissimus atque Excellentissimus Dominus Emanuel Philibertus Sabaudiae Dux, et Pedemontii Princeps etc. Sua Maiestas Catholica dixit, quod intelligens, vidensque quanti momenti esset, ac quantopere conduceret, tum bono omnium publico ac communi, nec non Reipublicae Christianae tranquillitati, tum vero conservationi, firmitati, ac stabilimento rerum, Statuumque suorum, atque ipsius Ducis sui Consobrini, non modo retinere, ac propagare amorem amicitiamque, quae inter se intercessit, atque hodie intercedit, sed etiam eandem vehementius coarctare, et, quoad eius fieri possit, in communem omnium utilitatem, Regnorumque ac Statuum suorum ad haeredes et successores traducere ac transferre: atque ita omnia constituere et stabilire, ut non solum fixum hoc atque immotum eorum animis ac voluntatibus haereret, sed scripto etiam confirmatum ac transactum conspiceretur ac perstaret, ut eiusmodi monumento et recordatione, ipsi sui haeredes et successores ad hanc amicitiam, mutuamque benevolentiam conservandam impellerentur: ac praeterea ut debitum amorem, et quanti ipsum eadem Maiestas faceret prae se ferret atque ostenderet, res ei sequentes concedere ac promittere pro recto ac bono duxit et ducebat.

1559 In primis igitur promisit ac promittit Sua Regia Maiestas in verbo Regio, et suo ipsius nomine, ac Serenissimi Principis Domini Caroli filii sui, atque aliorum suorum successorum Hispaniae Regum, Se nunc atque omni tempore habituros, ac retenturos cum dicto Domino Duce suisque filiis atque eorumdem successoribus bonam, sinceram, perpetuamque amicitiam atque eum amorem, et confaederationem, quam ab eis necessitudo ipsorum ac consanguinitas postulare, atque exigere videtur: atque ipsis, rebusque ipsorum universis tantum favoris et studii praestituros, quantum fieri poterit; et ad ipsos spectabit. Vassallos praeterea et subditos eorum in omnibus Regnis et Statibus Suae Maiestatis non secus ac proprios habendos ac tractandos esse et fore.

Item promisit, seque obligavit, promittit et obligat Sua Maiestas pro Se Serenissimoque Principe suo filio, et successoribus, se nunc etiam atque omni tempore protecturos, ac tutaturos ipsum Dominum Ducem, eiusque filios, et successores, Statusque eius omnes, quos iam possidet, eaque omnia, quae deinceps, et posthac habebit, ac possidebit, auxiliumque ei et opem praestituros ad eorum tutelam et defensionem contra quascumque personas aut hostes eiusdem, cuiuscumque qualitatis extiterint, qui eos invadere, aut impugnare, aut alia quavis iniuria afficere tentaverint.

Atque ut Nicaeae Arx et castella sive fortalitia Villaefrancae, quae ad ipsum Dominum Ducem spectant, necessario atque idoneo praesidio et munitione teneantur ac firmentur, fuit contenta Sua Maiestas, et promisit ac Seipsum obligavit, promittitque et obligat pro Se, et Serenissimo Principe suo filio, ac successoribus Hispaniarum Regibus, Se atque ipsos collaturos stipendia, re ipsa, et cum effectu dicto Domino Duci, filiisque eius, ac successoribus ipsorum pro ducentis quinquaginta militibus ordinariis, qui in hunc modum distribuantur: centum videlicet et quinquaginta in Arce Nicaeae collocentur: reliqui vero centum in duobus castellis, seu fortalitiis Villaefrancae, atque eorum omnium stipendia consignari imperaturos in parte certa, unde indubita et sine impedimento solutio peti, et haberi possit.

Ac volens Sua Maiestas penitus ac per omnia demonstrare quanta voluntate atque amore res Ducis ip-

sius Consobrini sui prosequatur, cum intellexerit ipsi 1559
Duci naturalem quandam filiam esse, nomine Donnam Mariam a Sabaudia, fuit contenta Sua Maiestas et promisit ac se obligavit, promittitque ac se obligat, se illi donaturum (semel, ac pro una vice dumtaxat) sexaginta mille aurea scuta stamparum Italiae, in partem et subsidium matrimonii et collocationis eiusdem. Quod si forte ipsum matrimonium (vivo patre) non contraheretur, et adimpleretur, Sua Maiestas vult, ac promittit se protectionem et tutelam ipsius suscepturum, quam ex nunc prout ex tunc suscipit, et amplectitur, ut ipsam collocet, atque in uxorem det tali marito, qui eius qualitati et dignitati, utpote eiusmodi, ac tanti patris filiae convenire ac competere videatur; atque eandem omni favore prosecuturum, ipsiusque et rerum suarum rationem (quam par est) habiturum.

Praedictaque omnia et singula promisit ac promittit Sua Maiestas pro Serenissimo Principe suo filio, et successoribus, et nomine suo proprio, atque eorum omnium iuravit Sua Maiestas ad Sancta Dei Evangelia corporaliter ea tangens, atque in forma se obligavit et obligat, se perpetuo servaturum, atque impleturum pro sua parte omnia superius dicta et expressa, absque ullo eorum defectu, aut diminutione, et ad eorum executionem, provisiones, schedulasque omnes convenientes et necessarias tradi atque exhiberi se iussurum.

Ac statim dictus Dominus Dux Sabaudiae dixit: quod cognoscens ac memoria recolens, quantum deberet, atque esset obligatus maximo amori, quo semper ipsum erat prosecutus, ac nunc etiam prosequebatur, dictus Potentissimus Rex suus Consobrinus ac Dominus, quantisque beneficiis ac favoribus Sua Regia Maiestas et Imperator pater eiusdem gloriosae memoriae eum obstrinxissent, quae omnia cum essent cunctis cognita ac comperta, recensere ac narrare non habebat necesse: quantos praeterea sumptus de suo fecissent, quotque labores subiissent in eius Statuum sustentationem ac defensionem per tot annos, et dum student ac nituntur in eos ipsum restituere, quibus spoliatus fuerat: nec non perpendens qua liberalitate nunc protectionem eorumdem Statuum suorum amplectebatur eius Regia Maiestas, atque eum favorem et gratiam, qua dictam Dominam Mariam suam filiam affecturum promittebat: volensque dictus Dominus Dux re ipsa gra-

1559 tum se ac memorem exhibere, pro tantorum beneficiorum magnitudine, et liquido videns ita esse e republica, quietique et tranquillitati publicae, conservationique ac stabilimento et securitati rerum suarum et Status conducere, promisit ac promittit ex sua propria, libera, ac spontanea voluntate, et in Principis fide ac verbo, se facturum et adimpleturum ea omnia, quae sequuntur.

In primis promisit et promittit, ac seipsum obligavit et obligat dictus Dominus Dux nomine suo proprio filiorumque et successorum; quos ei Deus concederet, nunc et in perpetuum Se atque illos fore fidos ac sinceros amicos, servitores, et confoederatos dictae Regiae Maiestatis ac Serenissimi Principis filii eius, et reliquorum eius successorum Hispaniarum Regum, et ut tales facturos quidquid potuerint ac viderint eius servitio, auctoritati, existimationi, et rerum Regnorum Statuumque utilitati eiusdem expedire, vassallosque et subditos eius Maiestatis in suis Statibus pro propriis habituros, ac tractaturos.

Item dixit praefatus Dominus Dux, quod in memoriam redigens, Suam Regiam Maiestatem satis amplam pecuniarum quantitatem sibi contulisse ad fabricam et aedificationem dictorum castellorum, seu fortalitiorum Villaefrancae, et animo volvens novam hanc gratiam stipendiorum sibi a Sua Maiestate concessorum pro sustentatione dictorum ducentorum quinquaginta militum, ad praesidium eorumdem castellorum et Arcis Nicaeae, atque in primis intelligens ita sibi expedire ad conservationem et tutelam ipsorum, promisit ac promittit, proprio suo motu, certa scientia, et libera voluntate, Se ordinaturum et re ipsa facturum et praestiturum intra tres menses proxime sequentes (qui deinceps ab harum data numerentur) ut unusquisque Castellanorum, qui nunc curam gerunt, aut tunc gerent dictorum Arcis Nicaeae et castellorum, sive fortalitiorum Villaefrancae, atque item quicumque postea, quocumque tempore eorum curam gerent ac tenebunt, dent, faciant, atque praestent homagium ac iuramentum fidelitatis, forma et modo debitis, requisitis et consuetis, Suae Regiae Maiestati et Serenissimo Principi Domino Carolo eius filio, et aliis, successoribus suis Hispaniarum Regibus, in manibus et potestate eius personae, quam Sua Regia Maiestas ad hanc rem nominaverit, Se fore ipsis fideles et confidentes omni

tempore, non aliter atque ipsi eidem Domino Duci Sabaudiae, etiamsi eum videant, aut intelligant captum esse et detineri in potestate inimicorum suorum, aut alio quovis modo, neque ea unquam traditūros, aut relicturos ulli alii, quam ipsi eidem Domino Duci, nisi cum expressa licentia et mandato eius Catholicae Maiestatis aut Principis eius filii, aut eius successorum Hispaniae Regum pro tempore existentium. Forma autem iuramenti per ipsos Castellanos sive arcium et fortalitiorum Custodes praestandi, talis erit: 1559

Ego N. Praefectus Arcis Nicaeae vel Villaefrancae, promitto et iuro me fidelem atque obedientem esse et fore Illustrissimo Principi et D. Domino Philiberto Duci Sabaudiae, et Serenissimo ac Potentissimo Principi ac D. Domino Philippo Regi Hispaniarum, nec non Domino Carolo eius filio, et successoribus Regibus Hispaniae, Arcemque mihi commissam nemini, praeterquam ipsis, unquam daturum, sed me eam adversus quoscumque pro eis defensurum, et propugnaturum usque ad mortem; quodque si contigeret (quod Deus nolit) praefatum Dominum Ducem ab inimicis suis capi, etiamsi literis suis mihi iuberet, non sum cuiquam alteri dictam Arcem redditurus, praeterquam dictis Dominis meis Duci, Regi, ac Principi, et in Regno Hispaniarum Regibus successoribus nisi praeter praefatas Domini Ducis literas interveniret expressus consensus, vel praefati Serenissimi Regis, vel eo deficiente praefati Hispaniarum Principis, aut eo deficiente, Successoris Regis tunc existentis in Regnis Hispaniarum. Et quod si contigeret praefatum Dominum Emanuelem Philibertum Sabaudiae Ducem sine liberis masculis legitimis, et de legitimo matrimonio natis decedere, hoc casu, praedictam Arcem tenebo pro praefato Serenissimo Rege Philippo, atque eius Successoribus Hispaniae Regibus, neque cuiquam alteri ex quavis causa dictam Arcem dabo vel tradam, sed contra quosvis pro dicto Serenissimo Rege, et eius Successoribus Hispaniae Regibus eam defendam usque ad mortem, et ad hoc me obligo, honorem, et fidem meam, sic me Deus adiuvet, et haec Sancta Dei Evangelia, corporaliter per me tacta.

Et pro filiis ac successoribus ipsorum, quos Deus sibi concesserit, promisit et promittit, Seipsumque obli-

1559 gavit et obligat dictus Dominus Dux In eadem forma, ipsos servaturos et adimpleturos post suum obitum in perpetuum eandem rationem ac correspondentiam, videlicet Se cum effectu facturos, ut Castellani, qui pro tempore fuerint dictorum Arcis Nicaeae et castellorum seu fortalitiorum Villaefrancae, iurent similem fidelitatem et homagium ac, ut re ipsa dent, et praestent successoribus eius Maiestatis Hispaniarum Regibus qui tunc fuerint, se fore fideles et confidentes, non aliter atque ii (qui nunc sunt) eidem Maiestati iurare debent et tenentur.

Item dictus Dominus Dux volens per omnia demonstrare animi sui gratitudinem, quam erga Suam Maïestatem gerit, dixit quod si forte eveniret, ut ipse decederet sine liberis masculis legitimis ex suo corpore, et ex legitimo matrimonio natis et procreatis, qui in suorum Statuum haereditatem et successionem deveniant (quamvis relinqueretur, et succederet in eis filia legitima) vult et est sua voluntas atque ita id promisit et declaravit, promittit et declarat, ut dicta Arx Nicaeae et Villaefrancae, castella, seu fortalitia ad Suam Maiestatem et ad ipsius Successores Hispaniarum Reges in perpetuum veniant et transferantur, et nunc pro ex tunc, iubebat, iussit et iubet dictus Dominus Dux Castellanis, qui in illis fuerint, quo tempore id eveniet, ut eam Arcem, castella, seu fortalitia servare et tenere debeant, ac teneant pro Sua Maiestate, et ipsius nomine et dicti Serenissimi Principis eius filii, et successorum Hispaniarum Regum et non alicuius alterius personae; et ut plane ac libere ea tradant et relinquant personae seu personis, quibus Sua Maiestas aut dictus Serenissimus Princeps, aut haeres, qui pro tempore successerit in Regnis Hispaniarum, relinquere et tradere imperaverit, Quandoquidem dictus Dominus Dux dixit et declaravit, et promisit, in forma supradicta, quod si forte (quod Deus avertat) Sua Regia Maiestas decesserit, et diem suum obierit, erat et est sua ipsius voluntas ac volebat superesse et remanere eodem modo obligatus dicto Serenissimo Principi Domino Carolo eius filio, et ipsius successoribus Hispaniarum Regibus; et quod ex hac hora in illam, in tali casu, quod ipse decederet (non relicta post Se prole mascula legitima) ut ea quae dicta sunt possint executioni mandari atque adimpleri sine obstaculo, dubio, aut aliqua

difficultate, dictus Dominus Dux in memoria habens 1559
iam supra memorata beneficia, et multa alia, quae a Caesarea Regiaque Maiestatibus accepit, cedebat, cessit, et cedit, atque ab ipso suisque Successoribus in perpetuum abdicabat, abdicavit, et abdicat tenentiam ac corporalem possessionem et proprietatem dictae Arcis Nicaeae et castellorum, sive fortalitiorum Villaefrancae; nec non omne ius et actionem, quam ad illam Arcem et Castella seu fortalitia haberent, aut habere possent quoquo modo: quoniam ab illo omni cessit, ac penitus cedit, et id omne transtulit et renunciavit, trantfertque et renunciat ex nunc prout ex tunc ipsi Maiestati Rogiae et Principi Domino Carolo eius filio, et aliis successoribus ipsius Hispaniarum Regibus, concedebatque, concessit, et concedit amplam potestatem ac facultatem, ut in eiusmodi casu, et eventu ipsi, aut qui ab ipsis facultatem habuerint, sua propria auctoritate, aut ut melius fuerit visum, possint, et valeant intrare, accipere, et apprehendere possessionem actualem, et realem dictorum Arcis Nicaeae, et castellorum sive fortalitiorum Villaefrancae tamquam rei suae propriae; et ex nunc pro tunc se constituebat et constituit dictus Dominus Dux, nomine ac vice dictae Catholicae Maiestatis, ac successorum suorum Regum Hispaniarum pro possessore dictorum arcis et castellorum, et omnium ipsis annexorum, et quocumque modo pertinentium.

Item dixit praefatus Dominus Dux, quod quoniam Dominus de Ligni (qui nunc curam gerit dictorum castellorum, sive fortalitiorum Villaefrancae), est suus Vassallus, et si res ferret, ut dictus Dominus Dux decederet sine filiis, et suum statum ad Ducem de Nemurs devolvi contigeret, dictus de Ligni posset se excusare a praestando homagio, et iuramento fidelitatis Suae Maiestati, et ipsius successoribus, et ab executione, et adimpletione reliquorum, quae dicta sunt, dicens se esse Vassallum ipsius Ducis de Nemurs; ut omnis haec dubitatio, et difficultas amoveatur promisit, et obligavit, promittitque et se obligat dictus Dominus Dux Sabaudiae, se pro iis bonis, et facultatibus, quas dictus de Ligni nunc habet in suo Statu, tantumdem bonorum, et facultatum ei in recompensationem collaturum in alio libero Statu, extra suos, aut juramento eum liberaturum, liberumque et exemptum facturum ab

ut a dicto superiore, et quocumque alio (a quo expedire videbitur) confirmatio et approbatio praedictorum omnium petatur et obtineatur, et ad eum effectum constituit procuratores irrevocabiles, videlicet magnificos viros Alfonsum Gamiz, et Hyeronimum Cocq secretarios rerum status Serenissimi ac Potentissimi Principis et DD. Ferdinandi Romanorum Imperatoris Augusti cum facultate substituendi, et caeteris; omnibus ad id requisitis et opportunis, qui dictae confirmationi nomine suo et suorum successorum consentiant, eamdemque petant et sollicitent. 1559

De quibus rebus omnibus supradictis, et ad maiorem firmitatem et corroborationem eorumdem sua Regia Maiestas, et dictus Illustrissimus Dux Sabaudiae, communi amborum consensu et voluntate, concesserunt praesentem scripturam et capitulationem, postquam eam diligenter inspexissent, et intellexissent propriisque manibus subscripserunt et signari fecerunt suis sigillis duo exemplaria eiusdem tenoris; ut eorum unusquisque suum exemplar apud se retineret. Quod transactum, et factum est ad hunc modum, loco, die, mense, et anno supradictis.

Yo el Rey. Emanuel Philibertus.

Testes adfuere quando praedicti Serenissimus Rex Catholicus, atque Excellentissimus Dux huic instrumento subscripserunt, atque in manibus meis iurarunt admodum Reverendus atque Illustres viri Antonius Perenotus Episcopus Atrebatensis, Ruygomez de Silva Comes Meliti Primus Suae Maiestatis Camerarius, amboque Consiliarii status, et Licentiatus Franciscus de Menchiaca eiusdem Maiestatis Referendarius et Consiliarius ad hoc specialiter vocati.

Ita attestor ego Gonzalvus Perezius eiusdem Maiestatis rerum status Secretarius, et publicus Notarius manu propria.

Gonzalvus Perezius.

1638

2.

Traité entre l'Empereur Ferdinand III. et l'Electeur Maximilien I. de Baviere. En date de Vienne, le 28 *Juin* 1638.

Zuwissen, demnach zu Weillandt der in Gott Allerselligist Ruehenden Röm: Kay:, auch zu Hungarn, vnd Behaimb etc. Königl: May: Herrn Ferdinando den andern, vnnd hernach der iezt Regierenden Röm: Kay:, auch zu Hungarn, vnnd Behaimb etc. Königl: May: Herrn Ferdinando den dritten, Ihre Churf: Dlt: Herzog Maximilian in Bayern etc. vnderschiedtlichte Sprüch, vnnd Forderung gehabt, darunter zwar etliche welche hernach bey den ersten haubtpuncten in specie angezogen, vnd Benent seint, Beede Allerhöchst Gedacht Ihre Kay: May: Selbst Bekhandt, vnd zu deren erstattung sich iederzeit anerbotten, wider die ybrige aber, als weegen der durch das Khriegs-Weesen erlittenen Landtschäden, Eviction vnd Gewehrschafft der Ihro eingeraumbten Vier Aembter in der vndern Pfalz, Item hergeliehenen Ge't, Traidt, Munition, Pferdt, Artigleria, Armaturn, vnnd vnbezahlten Drittls, von deme was man vom Feindt erobert, vnnd dergleichen, allerhandt reden eingewendt, vnnd sich derhalben ein zeithero differentien, vnd ihrrungen erhalten, das nachmahls allerhöchst- vnd höchsternente iezige Kay: May:, vnnd Churfürstl: Drchl: in Bayern, desshalb miteinander disen Vergleich eingangen, vnd Beschlossen haben, wie vnderschiedlich hernach volgt.

Art. 1. Als Erstlich thuen Ihre Kay: May: die Ihro haimbgefallene Herrschafft Haydenhaimb an der Grenz in Schwaben gelegen mit allen ein- vnnd zugehörungen, wie der iezige Herzog von Württemberg, solche ihnnen gehabt, vnnd genossen, vnd wie selbige an Ihre Kay: May: khumben ist, iedoch ausgenommen die geistliche Güetter, souill daran denen Catholischen Weltlichen Herzogen von Rechtsweegen nit gebührt, sondern die vnCatholische erst de facto eingezogen, Ihrer Churfürstl: Dlt: vmb die fünffmalhundert Tausent Gulden Reinisch völliglich yberlassen, Als der

Dreymahlhundert Tausent Gulden Reinisch, so Ihre 1638
Churfürstl: Drchl: Ihrer Kay: May: gewesten Generaln dem von Friedtlandt, hiebeuor zu Khriegs-Ausgaben dargelehen, dan wegen Ainmahlhundert Tausent Gulden Reinisch welche die allerseligist abgeleibte Kays: May: dero Tochter Erzherzogin Maria Anna bei dero Vermahligung mit seiner Churfürstl: Drchl: zum Heyrathguett versprochen, Item wegen Sechzig Tausent Gulden Reinisch von Ihrer Churfürstl: Drchl: als ein, seit man vor Nürnberg gelegen, für drey Tausend Muth Traidt praetendirten Prouiant-Aufstandt,vnd Letzlichen weegen der Vierzig Tausend Gulden Reinisch, welche Ihre Kay: May: Sr: Churfürst: Drl: vmd eingenombene Khüefel Salz schuldig, vnd Ihre Churf: Drl: mit selbiger Schuldt, dem Herrn Maximilian von Lamberg an Ihre Kay: May: gewisen, als richtig, vnnd vnbezahlte Schuldt-posten mit disem ausdruckhenlichen Geding, das mehrallerhöchst gedachte Kay: May: Berüehrte Herrschaft Haydenhaimb mit allen ein- vnd zugehörungen vmb iezt specificirte Summa, der Fünfmahlhundert Tausent Gulden Reinisch, auf dreissig jahr lang, wider alle Ansprach gewehrren, vnnd Sr: Churfürstl: Drl: einen ordentlichen Khaufbrief, sambt allen darzue gehörigen Brieflichen Documenten souill deren verhanden, oder zu handen zu bringen, in Originalj einhendigen, Hergegen Sr: Churf: Drl: Ihre Kay: May: vmb obbemeldte Summa der Fünfmahlhundert Tausent Gulden Reinisch, vnd die darunter obspecificirte Posten gebüehrent bescheinen solle: iedoch aber weillen berüehrte Herrschafft Haydenhaimb, Ihrer Kay: May: darfür haltens, ain mehrers als Fünffmahlhundert Tausent Gulden werth, als werden an statt der ybermass, vorberüehrte von Ihrer Churf: Drl: weegen dargelichenen paaren Geldts, dargegebener Munition, Traidt, Artoglaria, Armaturn, Pferdt, vnbezahlten Drittels, vnnd dergleichen gestelte anforderungen darzue geschlagen, vnnd zum theil darmit aufgehebt.

Damit aber yezt erzelte Von ihrer Churfrtl: Drlt: gestelte Khriegs-Praetensiones vnder Einsten völlig, vnnd genzlich abgehebt, vnnd abgethan werden, Also haben Ihre Kaysl: Mayt: deroweegen, wie auch zu Bezeugung deroselben gegen Sr: Churfrtl: Drlt: tragenden genedigisten affection, vnnd Liebe, sich fer-

1638 ner allergenedigist erclärt, vnd versprochen, die Reichs Pfleg zue Donauwerth, so der Zeit die Fugger innen haben, wan sich nach eingelangten Documenten Befinden wirdt, dass dieselbige ablösslich, und von Vierzig bis in Sechzig Dausent Gulden Reinisch, an sich zulösen, vnnd Ihrer Chrfrtl: Drlt: zu ybergeben, vnnd einzuantwortten, doch mit disem Beding, wan noch ain mehrere Summa darauf verschriben, oder die Fugger darbei zu suechen hätten, Ihre Churfrlt: Drlt: dasselbe, was yber die Sechzig Dausent Gulden Reinisch sich befünden wurde, von den Irigen hergeben, oder sich mit den Fuggern in anderweeg abfünden sollen.

Wofern aber Bemelte Pfandtschafft also afficieret, vnd verschrieben wäbre, dass sye etwa ohne andere Pfandtschafft, oder aber gar nit ablösslich wehre, so wollen offthöchsternennte Kaysl: May: darfür angedeütte Summa, als Sechzig Dausent Gulden Reinisch in anderweeg zuersezen obligirt: vnd verbundten sein.

Art 2. Zum andern weegen Ihrer Churfrtl: Drlt: in der Vnndern Pfalz eingeraumbten Vier Aembter, ist es Beederseiths dahin verglichen wordten, dass Ihre Churfrtl: Drlt: wan an deren Abtrettung der Gemaine Friden, vnd Berubigung des heilligen Römischen Reichs bafften solle, vnd die Junge Pfalzgrauen der obern Pfalz vnnd Chur-Würde auf Mass, vnd Weise, wie vor disem in der Schadtloss- und Gewebrschafft verschreibung abgeredt, vnnd verglichen, sich verzeichen wurden, auf solchen fahl, der abtrettung guetwillig statt thuen, vnd sich noch darzue ihres Regres, vnd Zuesprueches, wegen der desshalber verschriebenen eviction gegen Ihre Kayl: May: vnd dero Erben, zu Bezaigung Ihrer gegen deroselben tragenden Devotion, Leib- vnnd treu, genzlich verzeihen vnnd Begeben, doch dass bingegen Ihre Kayl: Mayt: Sr: Churfürstl: Drlt:, vnnd dero Erben zu etwa Ihrer Sublevirung von der zeit wan die abtretung erwebnter Vnder Pfalzischen Aehmter würckhlichen Beschechen würdt, bis zu endtschafft der Gewehr, oder evictions jahr, welche von dem Pragerischen Friden schluss anzuraithen, Sich den Lezten May in dem Sechzechenhundert, vnnd fünffzigisten Jahr enden werden, jährlichen zwainzig Dausent Gulden Reinisch, aus dero aignen Cammer Gefällen Richtig, vnd sicherlich raichen, vnnd Bezahlen, dessbalber auch Sr: Churfrtl:

Drlt: auf den Begebenden fahl der abtrettung Genugsambe Versicherung machen: vnd geben Lassen sollen. 1638

Art. 3. Verner: vnd zum Dritten, auf das mit Ihrer Churfrtl: Drlt: Durchgehends ein ganzes gemacht, und dannenhero Deroselben alle zu Ihrer Kay: Mayt: gestelte, und habente Praetensiones, vnd forderungen, darunter dan die von Ihrer Churfrtl: Drlt: fortan Gesuechte, aber von Ihrer Kaysl: May: niemahls für Bekandt angenombene Recombens der erlittenen Landtschäden auch verstandten, zugleich völliglich extinguirt vnd aufgehebt werden.

So haben derowegen, vnd zu disem endte, dieselbe allergenedigist eingewilliget, vnd versprochen, Sr: Churfrtl: Drlt; ain Expectanz auf das Fürstenthumb Mirandula in Itallien zuertheilen, dergestalt, dass erstlich solches umb allerhandt nachdenkhen willen, und forderist so lang die Motus in Italia wehren, in höchster gehaimb gehalten, Zum andern weilen der sammentlichen Churfürsten consens vermög der Römischen Khöniglichen Wahls-Capitulation hierzu erfordert würdt, dass Ihre Kayserl: Mayt: vnd Ihre Churfrtl: Drlt: solchen zuerlangen, ihnen zugleich angelegen sein, Interim aber nichts desto weniger auf den verhoffenden consens die Expectanz in gewehnlicher formb ausfertigen, vnd Ihrer Churfrtl: Drlt: volgen lassen, und drittens, dass wan nach tödtlichen abgang der iezigen noch Lebenden zween Herren zu Mirandula, und Ihrer ehelichen mänlichen Descendenten solches Fürstenthumb Ihrer Kaysl: May:, und dem Reich haimbfallen würdt, nit allein Ihre Churfrtl: Drlt: oder nach Begebenheit der fähl, dero Mähnliche Descendentes darmit als einem Neuen haimbgefallenen Lehen, nach arth, und Beschaffenheit solcher Reichs, und May: Lehen für sich vnd die ganze Wilhelminische Lini, sonder auch da sich solche apertur, und haimfälligkeit erst nach tödtlichen ableiben Ihrer Churfrtl: Drlt: vnd genzlichen abgang dero von Ihrem Leib entsprossenen Ehelichen Manns Erben vnd Descendenten begeben wurde, alsdan Sr: Churfrtl: Drlt: Beeder Gebrüeder L: Ld: vnd dero Eheliche Manns-Erben strackhs Belehnet, vnd darein würklich immittirt werden sollen.

Sein also durch disen güettlichen, vnnd von beeden theillen wohlgemainten Vergleich, nnd wan derselbe von Ihrer Kay: May: in allen Puncten, vnd Erst-

1638 lich mit Einhendigung des Kauffbriefs yber die Herrschaft Haidenhaimb sambt den befündtlichen darzue gehörigen Documenten, zum andern durch einraumbung der Reichs-Pfleg zu Donauwerth, oder Sechzig Tausent Gulden darfür, auf Mass, vnnd weis, wie oben dauon gemelt worden, drittens zu seiner Zeit obuerstandtnermassen gebender Versicherung der jährlichen zwainzig Tausend Gulden, weegen der Vier vnder Pfalzischen Aembter, vnnd lestlichen mit Ertheilung des Exspectanz-Briefs auf das FürstenThumb Mirandula würckhlich vollzogen würdt, alle villhöchstermelter Churfürstl: Drl: in Bayern obangedeütte, vnd andere solche bishero gehabte praetensionen, vnd Forderungen, wie sye genennt werden möchten, völlig Saldirt, verglichen, vnd richtig gemacht, also das ein- oder andrer theill gegen dem andern diffals weitter nichts zuesprechen, vnd zufordern, vnd solches auf die verschinne, vnd gegenwerttige Zeit zuuerstehen, dan da sich ins khunfftig ein- oder ander theill widerumb in etwas obligirt machen wurde man darüber iedesmahls zu verhüttung allerhandt ihrrung ordentliche Neue Vergleich; vnd Obligationes aufzurichten gedacht sein wolte, aniezt, vnd ain für allemahl aber Ihre Kay: May: wegen vorgedachter, vnd anderer solchen bisher gehabten praetensionen, wie Dieselbe imer Beschaffen, vnd genent werden mögen, Ihrer Churfrtl, Drlt: weitter nit verbundten sein sollen noch wollen, Doch ist hierdurch weder dem accord vom achten Octobris anno Sechzechenhundert vnnd Neunzechen, souil allein die mach- vnnd schliessung eines fridtens Belangt, noch der Verschreibung de anno Sechzechenhundert acht, vnd zwainzig wegen Gewehrschafft der oberen Pfalz, vnd dessweegen hafftenden Landts ob der Ennss nichts Benomben, sonderlichen aber die endtschaft derselben nit auf dies funffzechen Jahr von anfang des Prager fridenschluss gezogen, vnnd verstandten werden solle, wan die Pfalzgrauen nach Laut angedeütter Verschreibung, nit auch expressè renuncirn, oder sonsten die dreissig Jahr für sich selbsten verstrichen sein werdten. Im Yberigen was in diesem gegenwärtigen Vergleich nit Begriffen, bleibt es bey dem Pragerischen fridenschluss. Zu Vrkundt, vnd mehrer Bekhrefftigung dises alles seint zween gleichlauttente recess aufgericht, geschriben, vnd sowohl von allerhöchsternenter Kay:

May: als offthöchstgedachter Churfrtl: Drlt: mit Bee- der seits aigner handtschrifft, vnd Pettschafft geferti- get worden. Geschehen zu Wien den Acht- vnnd Zwainzigisten Juny anno Sechzechenhundert acht- vnnd Dreissig. 1559

FERDINAND

MAXIMILIAN.

3.

Diplome imperial qui donne à Maximilien I, Electeur de Bavière l'expectance à la succession dans le Duché de Mirandole. En date du 22 Septembre 1638.

Diploma caesareum gratiae expectativa ad successionem in ducatu Mirandolae et Marchionatu Concordiae, serenissimo Duci Maximiliano, S. R. I. Electori etc. concessum Brandisii, 22da die Septembris anno 1638.

Ferdinandus Tertius Divina favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus ac Germaniae, Hungariae, Boemiae, Dalmatiae, Croatiae, Sclavoniae etc. Rex, ArchiDux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Stiriae, Carinthiae, Carniolae etc. Marchio Moraviae etc. Dux Lucemburgiae, ac Superioris, et Inferioris Silesiae, Wirtembergae, et Techae, Princeps Sueviae, Comes Habspurgi, Tyrolis, Terretis, Kyburgj, et Goritiae, Landtgravius Alsatiae, Marchio Sac: Romani Imperij Burgoviae, ac Superioris, et Inferioris Lusatiae, Dominus Marchiae Sclavoniae, Portus Naomis, et Salinarum etc. agnoscimus, et notum facimus tenore praesentium Universis, et Singulis, Quod, cum inter Cameram nostram Imperialem Aulicam, et Serenissimum Maximilianum Comitem Palatinum Rheni, ac utriusque Bavariae Ducem, Sacri Romani Imperij Archidapiferum, Principem Electorem, Consanguineum, et Affinem nostrum Charissimum tractatu super Praetensionibus Dil:is S:ae ex Causà Expensarum in Usus nostrorum, et Sacri Romani Im-

1638 perij Exercituum factarum, alijsque nominibus alias, ac nunc quoque noviter intentatis, instituto inter alia ad adaequandas, penitúsque solidandas rationes propositum fuerit, ut Nos d:e Dilect:ni Suae, eiusque descendentibus Legitimis Masculis, ac in eventum ejusdem Fratribus Serenissimis Ferdinando ArchiEpiscopo Coloniensi nostro, et Ejusdem Sacri Romani Imperii Archi-Cancellario per Italiam, et Principi Electori etc. et Alberto utriusque Bavariae Ducibus affinibus, et Consanguineis nostris charissimis, ac Eorum Posteritati Legitimae masculinae Gratiam expectativam ad Successionem in Ducatu Mirandulae, et Marchionatu Concordiae, jure Feudi à Nobis, et Sacro Romano Imperio dependentibus, sub certis, modo, et Conditionibus, proût in Capitulationibus dicti Tractatus pluribus expressum est, largiremur.

Nos re maturè, ac diligenter deliberatà attentis praeclarissimae fidej, et devotionis documentis, quibus Dil:o inprimis Sua per praeteritorum Bellorum tempestates, quà manu, quà Consiliò, domj, Militiaeque, non sumptus, non sibi, nec alij ulli rei parcendo, tam de Nobis, quàm quondam Augustissimo Domino Patre, et Proximo Praedecessore nostro Gloriosissimae memoriae, totóque Sac:o Rom:o Imperio tam dicti Fratres Dil:is Suae, universaque jlla Domus mereri studuerunt, réque ipsa ad immortalem suam Laudem meriti sunt, iuxta Capitulationes praelibati Tractatus ad evacuandas, penitúsque extinguendas quascunque praetensiones motas, vel movendas ex praeteritis d:o Seren:mo Maximiliano Duci ac Principi Electori, et in eventum Dil:is suae Fratribus jam nominatis Gratiam expectativam ad Successionem in praelibato Ducatu, et Marchionatu ad hunc, qui sequitur, modum benignè Concessimus, prout praesentium tenore et plenitudine potestatis nostrae Caesareae, quantum in Nobis est, Concedimus videlicet quod quandocunque Alexandrum nunc Ducem Mirandulae, Eiúsque Fratrem Principem Joannem Q. Galeotti Filios nunc de praed:o Ducatu Mirandulae, et Marchionatu Concordiae investitos, sivè investiendos, Eorúmque Posteros Legitimos masculos sine prole Legitima Mascula ex hac vita decedere, atque ità d:m Ducatum, et Marchionatum ad Nos, sivè nostros in Imperio Successores devolvi, sivè aperiri contigerit, tunc in eodem Ducatu Mirandulae, et Mar-

chionatu Concordiae, omnibusque, et singulis eorundem 1638 juribus, et Pertinentijs, quemadmodùm ea hodiè jure Feudi à Nobis, et Praed:o Sac:o Rom:o Imp:o dependent, praenominatus Ser:mus Elector Maximilianus, vel eô è vivis sublato Dil:is Suae Descendentes Legitimi masculi in infinitum, ac in eventum, quo nullus horum extaret, tunc praedicti ejusdem Fratres, sive eorum descendentes legitimi masculi succedere, déque eodem Ducatu, et Marchionatu, Juribúsque, et pertinentijs à nobis, sivè Successoribus nostris Romanorum Imperatoribus, et Regibus tanquam de Feudo novo iuxta naturam, et qualitatem ejusmodi Feudorum Imperialium Masculinorum pro se, et tota praed:a Posteritate Legitima Mascula quondam Wilhelmi Ducis eorundem Patris investiri, et actualiter in eundem immitti debeant. Et cùm ex Capitulatione nostrâ Caesarea Consensus ad hanc rem reliquorum etiam nostrorum et saepe d:i Sac:i Rom:i Imperij Electorum requiratur, tametsi quidem Nos freti Causîs, et rationibûs, quae nos ad impertiendam hanc gratiam expectativam moverunt, minimè dubitemus, quin jlli ijsdem rationibus, causísque auditis, haud gravatim huic consensûri sint, Nihilominus pro majore satisfactione Dil:is suae ex gratia, et benignitate Caesarea in nos recepimus, non modò, quod Nos Ipsi pro nobis hanc Gratiam Expectativam sic concessam nullatenus infringere, nec illi contravenire, aut in Contrarium quicquam decernere, sed ad hoc quoque, ut Consensus praelibatus praememoratorum Principum Electorum quantocijùs, ac quàm minima cum difficultate sequatur, operam, et officia opportuna cum Dilect:ne sua conjungere velimus.

Harum vigore Litterarum manu nostrâ subscriptarum, et Sigilli nostri Caesarei appensione munitarum, quae dabantur in Arce nostra Regia Brandisii die Vigesima secundâ Mensis Septembris Annô Domini Millesimô, Sexcentesimo trigesimô octavô, Regnorum nostrorum Romani altero, Hungarici decimo tertio, Boemici verò undecimo.

FERDINANDUS. (L. S.)

Vt. *Ferdinandus Comes Curtius.*

Ad Mandatum Sac: Caes: Majestatis proprium.

JOAN: WALDERODE.

1638

4.

Traité entre l'Empereur et L'Electeur de Bavière sur les quartiers d'hiver des armées respectives. En date de Munic, le 20 Novemb. 1638.

Demnach die Röm: Kays: Mayt: vnser allergdster Herr den Hoch- und Wollgebohrnen dero Veltmarschalkhen, Hofkriegs-Rath, Cämmerer, vnd Leibquardi-Trabanten-haubtmann, herrn Philippen Grauen zu Manssfeldt, vnd Edlen herrn zu Holdrungen, zu Ihro Churfl: D: in Bayrn, vnserm gd: herrn etc. Abgesandt vnd demselben neben andern allergdist aufgetragen mit Ihrer Churf: D:, zu Conferirn vnd abzuröden, wie Nemblich sowoll Ihrer Khay: May: Jezt am darobigen Rheinstromb militirende Immediat-Völkher: alss auch Sr: Churfrl: D: anuertrauttes ReichsCorpo disen beuorstehenden Wintter mit nothwendigen quartieren und vnderhalts mitlen zuuersehen. Alss haben Ihro Churfrl: D: zu solchem Ende durch gewisse darzue deputirte Räthe mit Ihmbe Herrn abgesandten Conferirn lasssen, bey welcher Conferenz zwar wollermelter Khay: hr: abgesandter zu accomodir- vnd vnderhaltung besagter herobigen Völkher drey Crayss: alss den ober Rheinischen, Schwäbischen, vnd Bayrischen vorgeschlagen, Nachdeme aber darüber die völkher Calculirt, auch hingegen die vnuermögenheit vnd ruin ermelter dreyer Craissen gezaigt, vnd benebens demonstrirt worden, das die vnvmbgengliche Notturflt erfordere, da man anderst obbesagte Völkher diesen Winter hindurch nit allein zu Khonfftigen Veldtzug, wie es höchst vonnöthen Conseruirn, in etwas Störkhen, vnd auss ihrem Jezigen vbelstandt wider aufbringen, sonder auch, zu mahlen man nit weiss, wass der feindt diesen Wintter gegen den herobigen Craissen vnd völckher vornehmben mechte, etwass neheres beysamben behalten wolle, dass zu obgemeltten dreyen Crayssen auch der fränckhische für dise herobige Armada assignirt vnd zuegethailt werde, hat wollbesagter hr: Abgesandter die Ihmbe zu gemüeth gefürte motiua von solcher wichtigkheit befunden, dass

Er solches selbsten auch für nothwendig vnd Rath- 1638
samb gehalten, vnd derowegen endtlich vber sich genohmben, dass zu accomodir- vnd Vndterhaltung diser herobigen Völkher neben obbenenten dreyen Craysen, Nemblich den ober Rheinischen, Schwäbischen vnd Bayrischen auch der fränkische Craiss applicirt vnd gebraucht werde, für Ains.

Alss man Nun zum andern bei solcher gepflogenen Conferenz Considerirt, wass Ess bissher sowoll der soldatesca alss den Ständten vnd Vnderthanen für grosse vngelegenheit, Confusion vnd nachtheilligkheit verursacht, wann beederlay Völkher Quartiere vnder einander vermengt gewest, Alss hat man zu befürderung Ihrer Khay: May: vnd dess allgemeinen wesens dienst: auch verhüetung obbesagter bissher verspürter grosser vngelegenheit vnd Confusion auf allerhöchstgedachter Kay: May: ratification für gut vnd nothwendig gehalten, dass so woll die Quartier alss die Contributiones in obgemeldten für die herobige völkher assignirten vier Craissen dergestalt abgethailt, dass der ober Rheinische vnd fränkhische für Ihrer Kay: May: Immediat-völkher, der Schwäbisch vnd Bayrische aber auf Ihrer Churfrl: D: anuertrauttes Reichs-Corpo (worunder aber die in Westphalen anwesende zu Ermeltem Ihrer Churfrl: Dhrl: anuertrautten Corpo gehörige Völkher nit begriffen, sonder in dem Jehnigen Craiss, wo sie Jezt ligen vnd bissher militirt, mit winter quartiren vnd nothwendigen vnderhalt, gleich andern zum hazfeldischen Corpo der zeit deputirten Völkhern versechen) gebraucht worden, dabei aber in specie auch dieses fürkhomben, dass wann sich bey Khünfftiger special ausstaillung der herobigen Khay: Völkher vnd Reg:er befinden solte, dass sie vber ermelte ihnen zugethailte zwen Craiss zu Ihrer Nothwendigen vnderhaltung noch ein mehreres bedürfftig, demselben alssdann von dem Schwäbischen Craiss, auch beede Marggrafschaften Baaden vnd Durlach eingeraumbt werden sollen. Demnach aber auch in Consideration khomben, vnd sonderlich von dem Khay: hrn: abgesandten mouirt worden, dass etliche Städt in Schwaben alss Insonderheit Meming, Lindau, Hailprun, So dann in dem Bayrischen Craiss die Statt Regenspurg vorhin schon mit Khay: Guarnisonen besezt seind, auch die Statt Ulbm bis daher vf Ihrer Kay: May: imme-

1638 diat-völkher Contribuirt, Alss seindt dise benente Stätt noch zur Zeit Ihrer Churfl: D: anuertrautem Reichs-Corpo nit zuegetheilt, sonder in erwegung dass ohne dass Ihrer Kay: May: intention vnd will auch an sich selbsten billich ist, dass zwischen beeden Völkhern nach proportion der Anzahl ein durchgehende gleichheit mit den quartieren vnd vnderhalt observirt werden solle, noch so lang aussgestelt worden, biss man bey beuorstehender Special aussthaill- vnd logirung der Völkher sichet, ob vnd wie so woll aine alss die andere mit denen zuegethailten Craissen vnd Quartieren aufkhomben: vnd gelangen khöndten, alssdann ermelte Stätt den Jenigen, welche sich noch zumal mit Quartier vnd vnderhalts-Mittlen am schlechtesten accommodirt befinden, Zu gutem khomben sollen. Sonsten vnd obwollen zwar von Ihrer Churfrl: D: wegen zugleich mouirt: vnd Erindert worden, dass auch dss Erzstifft Trier in deroselben anuerthrauten Reichsvölkher winterquartier gehörig: vnd schon von dreyen Jahren her vnwidersprechlich darfür gehalten vnd gebraucht worden. So ist man doch von Ihrer Churfl: D: wegen, nach obbesagter vf Ihrer Kay: May: ratification gemachter Abtheillung der herobigen vier Craiss von Ermeltem Erzstüfft Thrier anderst nit: alss mit dem geding gewichen, wofer der fränkhische Kraiss denen andern dreyen obbedeuter massen zuegelegt, vnd die völkher heroben vnderzubringen, vnd zu vnderhalten müglich sein wirdt, vnd dass auch die Guarnison zu Ehrenbreitstein in Jezigen Standt verbleiben, vnd auss dem Erzstifft Trier ihren vnderhalt noch fürters, wie bisher haben vnd behalten solle. Zu vrkhundt seindt auf Ihrer Khay: May: allergdiste ratification zween gleichlautende recess gemacht, solche von Ihrer Kay: May: wegen, durch wolErmelten dero abgesandten herrn Phillippen Grauen von Manssfeldt: Dann Im Namben Ihrer Churfl: D: durch den hoch- vnd Wollgebohrnen dero Gehaimben Rath, hofmarschalckh, Cammerer vnd Pflegern zu Cling, herrn Maximilian Graffen Khurzen, herrn zu Senftenau, gefertigt vnd vnderschriben, auch Jedem Thaill ainer von disen recessen zugestellt werden. Geschehen zu München den 20. Nouember Ao. 1638.

(L. S.) PHILLIPP G. zu Manssfeld.

(L. S.) MAXIMILIAN G. KHURZ herr von Senftenau.

1638

5.

Convention ultérieure sur les quartiers d'hiver de l'armée impériale et de celle de Bavière. En date de Donauwerth, le .... Décembre 1638.

Der Churfürstl: Drchlt: aus Bayern etc. anhero verordnete herrn KhrigsRäthe, werden sich gueter massen erindern, welcher Gestalt nechstverwichene Zeit zu München der Wintterquartir halber vnderredt gepflogen, vndt der Röm: Kay: May: ein Vnuohrgreifliche meinung zu dehren allergnedigster Ratification nacher Wien vberschiket worden, weil aber bis dato die wehnigste Antwortt nachrichtlich zurukkhommen, stehet man hiesiges ortts illich in sorgen, es möchten Ihre Kayl: May: solches nicht allerdings genehm halten, wehniger zu ratificirn gemeint sein, dahero man in sorgen begriffen vndt gleichsam anstehen muss. Alldieweil aber beider coniungirter Corporum eusserste Notturfft vnumbgenglich erfordert, dass keine weithere Zeit Verlierung vndt auffschub gesuecht, oder Verspührt werde, Alss hat man zue Beföhrderung dieses hochwichtigen Puncten sich anhero betaget, vndt in reiffe erwegung gezogen, welcher Massen Ihre Churfl: Dl: auf dehro ReichsCorpo zu vorstehenden Wintter-Quartier zu dem bayerischen noch den ganzen Schwäbischen Craiss erheischen vnd begehren lassen, welchem gndsten postulat nachzuleben man besten Vleiss vnd Eiffer vnderthenigst ahngewendt, auch die Sache bedächtig nachgesonnen. Es befindet sich aber dass zu intertenirung der Lindowischen Guarnison, hiebeuohr vndterschiedliche Örtter bereitts destinirt worden, welche auch in behueff dess ahngefangenen vnd noch täglich continuirenden vnumgenglichen Bawes, Versterkhung der Guarnison von vier bis in Siebenhundert Mann, reparation vndt Vnderhaltung der Kriegs-Schiff, auch andern stündlichen aufgehenden vnentbehrlichen spesen, billich darbei gelassen werden sollen. Damit jedoch Vohr höchstgedacht: Churfl: Dl: Vndtergebene Reichs-Armada umb so mehrer Raumb gemacht wurde, Alss hat man berührte Orter, so genaw als immer

1638 möglich vf eine geringere Anzahl restringirt, die vberige aber alss Rauensburg, Byberach, Kembten, Kauff-Bayrn ahngeregter ReichsArmada vberlassen. Zweitens seind nit wehniger zur Vnterhaltung der Württenbergischen Landts-Vestungen, die Ambter Aurach, Neuffen, Schorndorff, Marppach vndt also ein jeglichen sein absonderliches stückh für diesem assignirt vndt ahngewiesen vndt wiewohl auss denselben der bethurfftige Vndterhalt seithero niehemalen völlig zu erzwingen gewesen, sondern Jederzeitt ein ahnsehnliches zuegesezt werden muessen, dannenhero bei ieziger ahrmseliger Beschaffenheit vndt notorischen ruin Ihe lenger Ihe weniger erklekhen werden. Also dass zu Ersezung dieses merkhlichen abgangs, auch desto besserer incaminirung dess Proviant, Artollerie sambt dahezue bedurftigen Spann- vnd Fuhrwesens Kein ander mittl noch nahender Weg zu ergreiffen gewesen, Alss die Stätte, Esslingen, Nördlingen, Schwäbischen hall, Schwäb: Gmündt, Canstatt, B o t t m a r, M ü n n d e n vndt B e s s i g h e i m b, sambt in dehme zu München aufgerichten euentual recess, Vorbehaltenen Örthern, Ihro Kayl: Maj: nottringlich zu reseruirn.

Sintemal auch in theils von Vohr Allerhechstgd: Kay: May: Ihro Churfl: Dl: im Landt zu Württenberg cedirten Stätten, Vnterthanen, Pläzen, nicht allein ein Anzahl Kayl: Magazin Weinss vndt Getreidts, sambt vielen hunderten Aymer Weinss, so die Offizier Jüngst verlittene Jahren in abschlag Ihrer nachstehenden Contribution von dehnen Vndterthanen in solutum ahngenommen, benehbens allerhandt Munition vnd Artollerie-Sachen annoch Vohrhanden, welche yeziger Zeitt füeglich nit abzuführen, oder anderstwo hien zu transportirn sein, zu deren Verwaltung absonderliche Artollerie vndt Proviant-Officier bestellt worden. Alsso wolle mann sich genzlich versehen, dehnen Churfl: herrn Abgeordneten werde belieben, dass iezt bewendts Sachen Ihro May: vndt bedeuteten dehro officirn einen als andern weeg, daselbst in loco ungehindert gelassen, Vndt hirnegst wann etwa zu dehren abführen bequeme gelegenheit ahn handt kombt, vnaufhaltlich aussgefolgt, endtzwischen aber der Reichs-Soldatesca ernstlich inhibirt werden möge, sich aller thätigkeit vndt Abnahme, bei vnaussbleibender Leib- vndt Lebenssstraff hiervndter zu entmüessigen.

Allermassen nun diese obige Puncten nuhr ad interim bis auf erfolgende CraissSchlüsse, vndt darvber eingelangte Kayserliche Allergste Ratification einzig Vndt allein erlhedigt vnd verglichen, Alss wirdt wohlgedachten Churfürstlichen herrn Abgeordneten hoffentlich nit zuwider sein, dass diese auss Vnumbgenglicher noth causirte bewandtnuss den aussschreibenden herrn Craiss-Fürsten führderlichst notificirt, in specie aber denen Schwäbischen herrn Craiss-Ständten beliebig ahnheimbgestellt werde, Jhemandten dem Chur-Bayerischen General-Commissariat zu adiungiren, welcher wegen bevohrstehender Quartirungs-Austheilung, von einem vnd andern orth vnd dessen Vermögenheit nachrichtliche vnd zwhar eine solche Information suppeditiren möge, damit Vnordtnung vnd disproportion vermitten, vndt Kein Stant vohr dem andern mit einigem Vbermässigen oder Vnerträglichen last belahden werde. 1638

6.

Traité renfermant les Conditions sous les quelles les Couronnes de France et d'Espagne offrent aux Impériaux d'évacuer les places de la Lombardie. Signé à Milan le 16 Mars 1707.

I. Accordé.	I. On abandonnera toutes les places occupées par les troupes des deux Couronnes, qui s'évacueront dans la forme et jour dont on conviendra, et aux conditions suivantes.
II. Accordé.	II. Toutes les troupes des deux Couronnes, de quelque nation qu'elles puissent estre, tant de Cavallerie, Dragons, qu'Infanterie, et Hussars, et généralement tous les Officiers et autres qui composent les Etats Majors des places, sortiront avec armes, bagages et

équipages, enseignes déployées, avec tous les honneurs de la guerre, dans l'état où elles sont présentement, marcheront en gros et en détail à notre choix, comme il s'en suit pour la commodité des troupes, et seront rendues en toute seureté par le plus court chemin à Suse, sans qu'il leur soit fait aucun tort, retard, ni empêchement à eux, ni à leurs équipages, ni que sous aucun prétexte on puisse y contrevenir de la manière qu'il suit.

III. La garnison est déjà prisonnière de guerre.

III. La garnison de Sestola se rendra à la Mirandole, et pour cet effet l'ennemi donnera un passeport, pour l'y conduire en seureté.

IV. On n'en permet que quatre, sçavoir deux de douze et deux de six livres, les quels en cas de difficulté de pouvoir estre conduits par terre pourront estre emportés par mer. De plus sera donné à cette garnison un Officier Général, et un Commissaire de guerre, pour la seureté de sa marche et de sa subsistance.

IV. La garnison de Final partira le 26 du mois présent, avec dix piéces de canons, pour se rendre à Suze par la route qui sera réglée, et les mesures nécessaires pour sa seureté et subsistance jusqu'au dit Suze.

V. Elle marchera sans se détourner droit à Novare, et joindra le gros à Suze. Celle de Valence sera prise en passant par celle de Crémone. On fera publier au plus vite une suspension générale, en suite de la quelle le Château donnera des ôtages.

V. La garnison du Château de Milan partira le 20 de ce présent mois pour se rendre à Valence, où elle joindra la garnison de cette place pour marcher ensemble droit à Suze avec les mêmes circonstances.

VI. Accordé.

VI. La garnison de la Miran-

dole partira le 29 de ce présent, et se rendra à Gualtieri pour se joindre à celle de Mantoue le jour qu'elle y passera.

VII. Accordé.

VII. La garnison de Mantoue partira le premier d'avril pour passer le lendemain le Pò à Borgoforte sur le pont que nous ferons faire, et se rendra à la hauteur du Pont de Crémone par le chemin dont on sera convenu.

VIII. Accordé.

VIII. La garnison de Sabionetta partira le premier d'avril, et ira joindre celle de Crémone par les chemins et gites qui lui seront réglés.

IX. Accordé.

IX. La garnison de Crémone passera le Pô sur le pont de Crémone.

X. Accordé.

X. Toutes les dites garnisons de la Mirandole, Mantoue, Sabionette et Crémone, s'assembleront au bout du Pont de Crémone, pour marcher toutes ensemble par le Plaisantin, le Milanois, et les Etats de Son Altesse Royale de Savoie droit à Suze, selon la route et les gites dont on sera convenu.

XI. On permet dix pièces pour toutes les places sans y comprendre celles qui ont esté accordées pour Final, et on conviendra de l'endroit précis, d'où elles devront estre tirées, à sçavoir quatre de douze, deux de six, et quatre de trois livres, avec cinquante coups à tirer pour chacune.

XI. Chaque garnison pourra emmener avec soi dix pièces de canons avec les mêmes équipages, que l'artillerie, et cent coups à tirer par pièce, chaque soldat et cavalier pourra porter avec lui vingt coups de poudre et de plomb.

XII. Si les Gouverneurs des places ont quelque chose à ajouter aux dits articles,

XII. En cas que les Gouverneurs des places ayent quelque chose à ajouter aux pré-

on s'entendra avec eux selon la justice.

sents articles pour leurs propres intérêts, ou de ceux qui composent leur garnison, on leur accordera ce qu'on ne peut sçavoir que lorsqu'on leur envoyera les ordres pour l'exécution de l'évacuation.

XIII. Aucun déserteur de quelque nation qu'il soit, ne sera pris ni rendu.

XIII. Il sera permis aux déserteurs de retourner à leurs corps, mais en cas qu'ils ne veuillent pas, on ne les prendra pas par force.

XIV. Aucun Officier, soldat, et autre, de quelque caractère qu'ils puissent estre de la part des ennemis, ne pourra se mêler dans les troupes des deux Couronnes pour débaucher les soldats, cavaliers ou dragons.

XIV. Accordé.

XV. Les charriots nécessaires seront fournis *gratis* tant des endroits, dont les garnisons sortiront, que par tout ailleurs dans leur marche jusqu'à Suze, autant qu'il en faudra pour le transport des effets des Rois, les malades, et les équipages des troupes, et de ceux des Officiers Généraux.

XV. On passera pour chaque bataillon trois charriots gratis *et même trois charriots pour chaque régiment de cavallerie; le reste des charriots les ennemis seront obligés de les payer, à la réserve des Officiers Généraux, aux quels on les donnera aussi* gratis.

XVI. Il sera permis de laisser de notre part deux Commissaires de guerre dans les places du Milanois ou Piémont à notre choix, tant pour prendre soin des malades, qui seront restés dans les places, à qui il sera donné des routes pour s'en aller en France quand ils seront guéris, sur le même pied qu'elles auront esté données aux troupes, que pour liquider toutes les dettes et les affaires qui n'auront pas été consommées tant en Lombar-

XVI. Accordé. Entendu que l'on ne comprenne pas les munitions et attirails militaires dans les effets des Couronnes, sçachant bien que l'on ne parle point des munitions de guerre dans cet article, mais on l'a mis par précaution.

die qu'en Piemont, moyennant quoi les Commissaires, Trésoriers, Commis et autres retenus dans Pavie, Alexandrie, Casal et Turin pour régler les dettes, et assister les prisonniers, auront permission de repasser en France après qu'ils auront remis aux dits deux Commissaires qui seront nommés par Monsieur le Prince de Vaudemont, le mémoire des affaires, dont ils étoient chargés.

XVII. Accordé.

XVII. Les ennemis, et les pays où nous avons fait la guerre, ne pourront rien répéter sur des charriots fournis dans les marches extraordinaires et perte des boeufs dans les convois, et pour autres fournitures de foin, paille et bois faites dans les passages des troupes pendant que nous en avons esté en possession.

XVIII. Accordé.

XVIII. Qu'il sera permis d'évacuer les hôpitaux des places par barque sur le Pô, sans attendre le départ des troupes, moyennant quoi il sera accordé des passeports tant pour les barques, malades, blessés et utencilles, que pour les Commissaires et les Commis qui doivent avoir soin de leur conduite jusqu'à Chivas, ou il sera fourni de charriots pour mener le tout à Suze, et que si la nécessité obligeoit de laisser quelques malades ou effets dans quelque place du Milanois, ou du Piémont, on les y recevra, bien entendu que ce seroit aux dépens du Roi pour leur subsistance.

XIX. Quant au canon des places il y a esté répondu par l'onzième article. A l'égard de l'artillerie de campagne, l'on accorde vingt quatre pièces, et point de mortiers, et cinquante coups par pièce.

XIX: Outre les pièces d'artillerie que chaque garnison peut emmener avec soi, on pourra emmener l'artillerie de campagne qui consistent en trente pièces de canons de tout calibre, et cinq mortiers, avec les munitions que l'on voudra porter à la suite.

XX. Outre les boeufs nécessaires pour les pièces de canon on donnera pour toute l'artillerie trente charriots gratis, *s'il en faut davantage les ennemis les payeront.*

XX. Les charriots nécessaires pour le service de la dite artillerie seront fournis *gratis* de la part des ennemis en cas de besoin.

XXI. Accordé.

XXI. Tous les Officiers d'artillerie et tous les gens qui la servent, passeront à Suze avec la dite artillerie, aux mêmes conditions que les troupes.

XXII. Quant aux provisions de bouche qui appartiennent aux ennemis, il sera permis de les vendre, n'estant pas possible de fournir les voitures pour le transport; on permettra aussi de laisser des Commissaires pendant trois mois pour la vente et la liquidation des dits effets. Les munitions de guerre resteront dans les places, hors celle qui sera donnée pour l'artillerie, aussi bien de campagne, que de garnison, et distribuée selon ce qui a esté accordé aux troupes.

XXII. *Effets.* Pendant le terme de trois mois à commencer du jour de la signature du Traité, il nous sera permis de tirer tous les vivres et toutes les munitions de guerre qui sont dans les places et autres éffets appartenants aux deux Couronnes, pour les conduire à Gennes, Venise, ou Suze, tant par eau, que par terre, avec les passeports nécessaires pour leur seureté, en payant les voitures qui seront fournies, avec liberté pourtant de s'accommoder sur les lieux, soit avec les Commissaires de Sa Majesté Impériale, soit avec les particuliers ou juifs qui voudront les acheter.

XXIII. Accordé.

XXIII. L'Intendant, les Commissaires des guerres, les Généraux des vivres, Directeurs des Hôpitaux et des Postes,

Ingénieurs, Trésoriers, et généralement tous les Employés, dont il sera donné un état par l'Intendant, pourront marcher avec les troupes, ou séparément, en leur fournissant des passeports pour se rendre en seureté jusqu'à Suze.

XXIV. Accordé.

XXIV. Les Galleottes pourront estre conduites à Venise pour en faire l'usage que l'on voudra; les officiers et mattelots des dites galleottes suivront les troupes aux mêmes conditions qui sont spécifiées ci-dessus pour les troupes et Officiers.

XXV. Les prisonniers François qui se trouvent marqués dans une spécification signée à part, et entre les mains des Impériaux actuellement seront rendus aussi bien que quelques autres qui sont détenus à Roveredo, l'Abadia, et au Corps du Général Wetzel; à l'égard des Espagnols, Italiens, Suisses, et Grisons on en usera de même depuis le Colonnel en bas, exceptés ceux qui voudront prendre part dans les troupes de l'Empereur ou de Son Altesse Royale, ou s'exempter tout à fait du service. En échange on se contente pour les prisonniers Impériaux de ce qui a esté offert dans l'article, à sçavoir aussi du Colonnel en bas.

XXV. Tous les prisonniers de guerre faits en Italie, de quelque caractère et de quelque nation qu'ils puissent estre, nous seront rendus de bonne foi, et suivront les troupes, nous obligeant à rendre dans le terme d'un mois tous ceux qui sont en France, et qui ne sont pas à portée d'estre rendus sur le champ.

XXVI. Ceux qui n'ont pas pris parti sont censés estre compris sous l'article des prisonniers.

XXVI. Tous les Suisses qui ont esté faits prisonniers, et qui se trouvent dans l'Etat de Milan, ou dans leur pays, seront déclarés libres.

XXVII. Le pain et l'avoine, ou autre grain pour les chevaux ne peuvent pas estre donnés gratis *quand l'ennemi prétend de profiter des magasins qui sont dans les places, ainsi ils doivent payer ces espèces, ou donner une certaine quantité de farines et de grains, dont on leur fournira chaque jour jusques aux frontières du Piémont, le foin s'accorde* gratis *et où il ne s'en pourra trouver, les ennemis se contenteront de paille ou de la sorte du fourage que l'on y pourra avoir: on accorde de même la marche de dix milles d'Italie par jour, et le séjour au quatrième.*

XXVII. Le pain, le fourage et le logement seront fournis *gratis* par les ennemis à toutes les susdites troupes tant de cavallerie que d'infanterie, et aux équipages des Officiers Généraux des troupes, des vivres et de l'artillerie dans tous les lieux de passage, dont il sera donné un état par l'Intendant, et que de quatre jours l'un les troupes séjourneront, ne faisant au plus que dix milles d'Italie par jour.

XXVIII. Accordé pour Monsieur et Madame la Princesse de Vaudemont et les Officiers Généraux, les suites et équipages, et on se fie à leur parole, qu'ils ne demanderont que ce qui sera de pure nécessité.

XXVIII. Monsieur et Madame la Princesse de Vaudemont, et tous les Officiers Généraux de quelque nation qu'ils puissent estre, marcheront avec les troupes ou séparément à leur choix droit à Suze par le plus court chemin avec tous leurs carrosses, chaises, équipages, suites et domestiques. Il leur sera fourni sur le parti qu'ils prendront les passeports et escortes convenables pour leur seureté, le logement et le fourage.

XXIX. Accordé.

XXIX. Il ne sera permis de retenir aucun Officier, soldat, valet, ou autre personne pour dettes, quisqu'on offre de laisser des Commissaires pour liquider les dites dettes en toute équité.

XXX. On ne fait aucune difficulté de faire rendre les

XXX. Quant aux dettes que Monsieur le Prince de Vaude-

meubles à Monsieur le Prince de Vaudemont, pourveu que les créanciers ayent seureté et satisfaction, et Monsieur le Prince Eugène consent de faire intervenir son autorité pour que le tout s'ajuste avec équité et justice.

mont peut avoir dans Milan et le Milanois, il y satisfiera en donnant des cautions valables dès-à-présent pour la seureté du payement dans le terme de six mois, moyennant quoi main levée lui sera donnée de ses meubles et effets, et la liberté à ses domestiques, de faire emballer les susdits meubles et effets, et de les envoyer sur passeports à Gennes ou à Suze, moyennant des voitures qu'on lui fera fournir en payant, il sera permis à monsieur Carlos Semple et à la Gorge deux de ses domestiques, comme à tout autre qu'il envoyera pour faire les recherches des meubles et hardes à lui appartenantes, qui auront pû estre pris par les particuliers dans les désordres de l'évacuation de sa maison, de faire toutes les diligences nécessaires à cet effet, et en ce cas on demande l'autorité de Monsieur le Prince Eugène, et ses ordres pour l'exécution de ce que dessus.

XXXI. Accordé, hors ce qui n'aura pas été pris ou dissipé dans le commencement.

XXXI. La même chose sera accordée pour tous les meubles et hardes des domestiques de Monsieur le Prince de Vaudemont qui pourront se trouver dans Milan ou le Milanois, auxquels il sera permis pendant trois mois de les retirer à Gennes ou à Suze. Pour cet effet les dits domestiques pourront envoyer de leurs valets, ou y aller eux mêmes pour faire la recherche de leurs meubles ou hardes, auxquels il sera fourni des passeports valables

	pour trois mois, tant pour aller à Milan, que pour les retirer a Gennes ou à Suze.
XXXII. Accordé, hors ce qui n'aura pas été confisqué ou dissipé dans le commencement.	XXXII. Tous les Officiers Généraux et particuliers de quelque nation qu'ils puissent estre, qui pourront avoir laissé de leurs bagages dans les villes du Piémont, ou du Milanois pourront également les retirer à Gennes ou à Suze, sur des passeports qui leur seront donnés quand ils en demanderont.
XXXIII. On pourvoyera à la seureté de la marche, et sur la subsistance on a répondu aux articles précédens.	XXXIII. On pourvoyera à la subsistance et à la seureté de la marche des troupes, et de tous les équipages jusques à Suze.
XXXIV. On accorde à Monsieur le Prince de Vaudemont la liquidation des comptes pour ce qui concerne ses gages ordinaires et extraordinaires de Gouverneur de Milan, jusqu'au terme exprimé dans l'article, et au cas qu'il lui en resulte quelques arrérages, Monsieur le Prince Eugène lui fera faire raison par l'Etat de Milan.	XXXIV. Monsieur le Prince de Vaudemont demande à l'Etat de Milan le payement de cinquante mille écus qui lui sont deûs de ses appointemens comme Gouverneur Général du Milanois, écheus dès le mois de septembre 1706, avant que les ennemis y soient entrés.
XXXV. C'est une discussion qui regarde l'Etat de Milan, et le Magistrat, et qui sera décidée en justice, à la quelle les ennemis n'ont plus de part.	XXXV. Le même Etat de Milan payera aux entrepreneurs de l'artillerie, du pain, de munition, fourage, grains et autres, ce qui leur est deû et de la manière qu'il est stipulé dans les assignations qui leur ont esté données à cet effet par le Magistrat et l'Etat de Milan.
XXXVI. Accordé quant aux effets sur le même pied de ce qui est dit aux points précédents.	XXXVI. Il sera donné un passeport à Monsieur D. Jean de Herrera Grand Chancelier, qui est à Bologne pour joindre les troupes avec son équipage,

et marcher avec elles ou separément comme il lui plaira droit à Suze ou à Gennes par le plus court chemin. Il lui sera permis aussi de pouvoir retirer les effets qu'il peut avoir laissé dans Milan, ou le Milanois.

XXXVII. La citadelle de Modène ayant capitulé, cet article sera renvoyé à la capitulation de la citadelle de Modène.

XXXVII. En rendant le Modenois il sera permis de faire rendre compte par Messieurs de la Consulte de Modène de ce qui est deû au Roi jusqu'au jour de l'évacuation de la citadelle de Modène, des fermes de Modéne, et des billets faits payables à la fin de septembre dernier par la dite Consulte pour la somme des vingt deux milles livres, sçavoir, douze mille à Monsieur de Chemerault, six mille à Monsieur le Chevalier de Luxembourg, et quatre mille à Monsieur D'Esclainvilliers.

XXXVIII. Accordé à la reserve que ceux qui voudront rester, après trois mois, auront besoin d'une nouvelle permission.

XXXVIII. On laissera en pleine liberté sans pouvoir contraindre tous Officiers, soldats et autres personnes de quelque nation, caractère, ou profession que ce puisse estre, comme aussi leurs familles de suivre les troupes, ou de rester en Italie dans leurs emplois ou métiers, avec la liberté d'emporter avec eux leurs effets, ou les vendre dans le terme de trois mois, sans inquiéter en aucune façon ni sous aucun prétexte ceux qui auront servi en quelque qualité que ce soit les deux Couronnes, ou leur auront esté attachés.

XXXIX. Accordé pour

XXXIX. Les Officiers Géné-

six mois à prendre le parti qu'ils jugeront à propos.

raux, particuliers ou autres étant au service des deux Couronnes, pourront jouir du bien qu'ils ont dans le Milanois, le Monferrat, le Modenois et le Mantouan, ou auront la liberté pendant un an d'en pouvoir disposer par vente ou autrement.

XL. Refusé en tous points. On permet cependant la conservation des privilèges aux habitans de Mantoue et juifs y demeurants.

XL. On rendra à Monsieur le Duc de Mantoue la partie du Monferrat qui lui appartient, ou pour équivalent Crémone, et le Crémonois, avec la même neutralité, que lui resteront Mantoue et ses Etats, dans lesquels sont compris le Guasstallois et le Bozolois, et qu'il lui sera libre de mettre telle garnison neutre qu'il lui plaira dans Mantoue et Crémone, quand les troupes des deux Couronnes en sortiront.

XLI. Répondu par l'article précedent.

XLI. On rendra aussi à Monsieur le Duc de la Mirandole, la Mirandole et ses Etats.

XLII. Accordé.

XLII. Tous les batteaux et attirails nécessaires pour les ponts sur les passages des rivières qui se trouveront dans la marche des troupes jusqu'à Suze seront faits et fournis aux dépens des ennemis, et les ordres de la part des ennemis seront donnés à cet effet; comme aussi de faire descendre incessamment les batteaux pour achever de construire le pont de Crémone.

XLIII. Convenu pour deux Officiers, sçavoir un Marechal de Camp, avec un Colonel ou un Brigadier. Et pour la dite garantie.

XLIII. Il sera donné des ôtages de part et d'autre jusqu'à l'entière exécution du présent Traité, dont S. A. R. de Savoye et Mons. le Prince Eu-

gène demeurenont garants dans tout son contenu.

Fait à Milan le 13 Mars 1807.

Le Comte DE SCHLICK. S. PATER.
Le Comte DAUN. LA JAVELLIÈRE.

7.

Arrêt des Arbitres nommés en conformité du Traité d'Utrecht sur les différends entre le Roi de Sicile et le Prince de Monaco. En date de Paris, le 21 Juin 1714. 1714

Veu par nous Michel Amelot, Chevalier Marquis de Gournay, Conseiller d'Estat ordinaire de Sa Majesté Très-Chrestienne, Commissaire nommé par Sa dite Majesté, et Mathieu Prior, Escuyer, Plénipotentiaire de la Reine de la Grande Bretagne auprès du Roi Très-Chrestien, et Commissaire nommé pareillement par Sa Majesté Britannique, pour la décision du différend qui a esté mû entre le Roi de Sicile comme Duc de Savoie d'une part, et le Prince de Monaco d'autre, le quel différend a esté remis à l'arbitrage de Leurs Majestés Très-Chrestienne et Britannique par l'article neuvième du Traité de paix conclu et signé à Utrecht le onzième avril mil sept cent treize par les Ambassadeurs et Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne et de Son Altesse Royale de Savoye à présent Roi de Sicile; le mémoire contenant la demande formée par ce Prince, à ce que le Prince de Monaco soit tenu de reconnoître de lui Roi de Sicile comme Duc de Savoye la supériorité et le domaine direct sur onze parts de douze de Menton, et sur la totalité de Roccabruna; d'en prendre les investitures, et de lui en rendre la foi et hommage, et prester le serment de fidélité de la mesme manière que ses Prédécesseurs ont fait, faute de quoi il prétend la commise de ces terres; les titres produits de sa part pour establir son droit de feodalité et de supériorité sur les terres dont il s'agit, sçavoir:

1714 Un contrat passé à Turin le dixneuf décembre mil quatre cent quarante huit, reçeu par Jean de Clauso Notaire et Secrétaire du Duc de Savoye, par le quel Jean Grimaldi Seigneur de Roccabruna et pour moitié de Menton, en présence de grands et notables personnages dénommés au dit contrat pour l'amitié qu'il portoit au donataire ci-après, et d'acquerir sa considération et ses bonnes graces, a donné par donation entre vifs à Louis Duc de Savoye à ce présent et acceptant pour Lui et Ses Successeurs premièrement la moitié de la Seigneurie de Menton et de ses dépendances, et le chasteau et lieu de Roccabruna, avec ses dépendances, pour en jouir ainsi que porte ce titre *cum mandamentis, resortisque, et confinibus pariter, ac limitibus universis, et singulis, iuribusque, meris, mixtis imperiis, iurisdictione omnimoda et gladii potestate;* le tout sous les clauses d'investiture et de dévestiture en tel cas accoustumés, avec déclaration que cette donation a esté faite sans y avoir esté porté par force, dol ou crainte.

Autre contrat passé le mesme jour dixneuf décembre mil quatre cent quarante huit en présence des mesmes tesmoins et receu par le mesme Notaire, par le quel Louis Ducde Savoye ayant égard à la cordiale affection de Jean Grimaldi envers Lui et la Maison de Savoye, a donné au dit Grimaldi pour lui et ses enfans de l'un et de l'autre sexe nés et à naître en légitime mariage à perpétuité en fief lige et noble à la charge de lui en rendre la foi et hommage, les mesmes terres et droits énoncés au contrat ci-dessus, dont Jean Grimaldi venoit de lui faire donation entre vifs. Plus lui a donné sous la mesme condition deux cent florins par chacun an sur la gabelle de Nice, aux charges exprimées au dit Acte, et notamment de fournir au dit Seigneur Duc en cas de besoin mille arbalestriers et plus si ce nombre ne suffisoit pas, lui accordant néantmoins le droit de connoître et de juger par Lui ou ses Officiers de justice des appellations qui seroient interjettées des jugemens rendus par les Officiers de justice des dits lieux infeodés dont le dit Seigneur Duc l'a investi à l'instant, sauf son droit de supériorité et de domaine direct; ensuite de quoi Jean Grimaldi lui a presté le serment de fidélité et s'est reconnu non vassal.

Un Acte passé à Monaco le dix sept mai mil quatre cent cinquante quatre devant Pierre Sigaudi Notaire en présence de témoins portant pouvoir donné par Catalan Grimaldi fils et héritier universel de Jean Grimaldi Seigneur de Monaco, Roccabruna, et en partie de Menton à Antoine Grimaldi citoyen de Nice, de pour le dit constituant et en son nom reconnoître tenir du Duc de Savoye la totalité du chasteau de Roccabruna et la moitié de celui de Menton, leurs territoires et jurisdiction haute, moyenne et basse, avec tous les droits en dépendans, lui en rendre l'hommage et prester le serment de fidélité de la mesme manière que son père a fait. 1714

L'acte de foi et hommage et serment de fidélité presté en conséquence de la procuration ci-dessus le vingt deux juillet mil quatre cent cinquante quatre à Chambery à Louis Duc de Savoye qui par le mesme Acte a accordé à Catalan Grimaldi en la personne d'Antoine Grimaldi chargé de son pouvoir, l'investiture de la moitié de Menton et de la totalité de Roccabruna.

Autre Acte délivré le cinq mars mille quatre cent soixante cinq, par le quel Lambert Grimaldi Seigneur de Monaco, mari et maître des biens dotaux de Claudine Grimaldi fille de Catalan Grimaldi, et la dite Claudine Grimaldi mineure, âgée seulement de douze ans, ayant obtenu d'Amé Duc de Savoye des lettres portant commission au Juge Mage de Nice de leur donner l'investiture des mesmes choses concédées à Jean Grimaldi par Louis Duc de Savoye, ce Juge leur a donné la dite investiture sous les conditions portées par la précédente, et les a receus au serment de fidélité qu'ils ont presté dans la forme ordinaire.

Autre Acte, par le quel Jean André Grimaldi au nom et comme chargé de la procuration de Lambert Grimaldi et de Claudine sa femme insérée au dit Acte, a receu le vingt novembre mil quatre cent soixante six à Pignerol d'Amé Duc de Savoye l'investiture de Roccabruna, de la moitié de Menton, et de deux cent florins assignés sur la gabelle de Nice, en a fait au dit Seigneur Duc l'hommage, et presté le serment de fidélité en la manière accoustumée.

Un contrat passé à Monaco, devant Pierre et Barthelemy Nitardi Notaires en présence de temoins

1714 le vingt un avril mil quatre cent soixante dix sept, par le quel Lambert Grimaldi Seigneur de Monaco et Roccabruna, et en partie de Menton, suivant l'exemple de Jean Grimaldi a fait donation entre vifs aux Officiers de Philibert Duc de Savoye nommés au dit contrat, ce acceptant pour Lui et ses Successeurs de cinq parties de douze du lieu et jurisdiction de Menton avec leurs dépendances à lui appartenant.

Autre contrat passé le mesme jour vingt un avril mil quatre cent soixante dix sept devant les mesmes notaires et en présence des mesmes témoins, par le quel les mesmes Officiers, comme ayant pouvoir de Philibert Duc de Savoie, ont donné à Lambert Grimaldi les mesmes cinq parties de douze de Menton, à la charge de les tenir en fief du dit Seigneur Duc, et lui ont accordé de nouveau au nom de leur Maître l'investiture de l'autre moitié de Menton et de la totalité de Roccabruna, ainsi que des deux cent florins assignés sur la gabelle de Nice, de toutes les quelles choses Lambert et Claudine Grimaldi sa femme ont fait l'hommage au mesme instant, et presté le serment de fidélité au Duc de Savoye.

Un Acte passé à Menton le trente avril mil quatre cent soixante dixcept devant Pierre Nitardi Notaire à Nice en présence de temoins portant pouvoir donné par Lambert Grimaldi et Claudine sa femme, Seigneurs de Monaco, Roccabruna et Menton à Honnoré Busqueti citoyen de Nice de pour eux et en leurs noms demander à la Duchesse Yoland tutrice de Philibert Duc de Savoye son fils l'investiture de onze parts de douze du lieu de Menton, de tout Roccabruna, et de deux cent florins par chacun an assignés sur la gabelle de Nice.

Autre Acte portant investiture accordée le vingt deux mai mil quatre cent soixante dix sept par la Duchesse Yoland tutrice de Philibert Duc de Savoye son fils à Chambery à Lambert Grimaldi et à sa femme, en la personne de Busqueti leur procureur, des terres spécifiées dans son pouvoir, le quel en a rendu à l'instant la foi et hommage.

Autre Acte de foi et hommage rendu le dix aoust mil quatre cent vingt un par Lambert Grimaldi Seigneur de Monaco à Philibert Duc de Savoye avec déclaration qu'il le reconnoissoit pour son véritable Sei-

gneur et Supérieur n'en ayant point et ne voulant point 1714
en avoir d'autre, et pour marque de reconnaissance et d'hommage, qu'il promettoit d'élever trois fois l'estendart de Savoye en haut de Sa Maison, ainsi que doit faire quiconque souhaitoit se mettre sous la défense de quelqu'un.

Autre Acte d'investiture accordée le cinquième novembre mil quatre cent quatre vingt huit par Charles III Duc de Savoye à Lambert Grimaldi, Seigneur de Monaco, de onze parts de douze du lieu de Menton, de la totalité de Roccabruna, et de deux cent florins sur la gabelle de Nice, pour les quelles choses le dit Lambert Grimaldi a rendu à l'instant la foi et hommage, et presté le serment de fidélité au dit Seigneur Duc.

Autre Acte portant hommage et serment de fidélité presté le quatorze mai mil quatre cent quatre vingt quatorze par Lucien Grimaldi Seigneur de Monaco, Menton et Roccabruna, au dit Seigneur Duc Charles de Savoye avec déclaration de ne reconnoître autre Superieur que ce Prince, et promesse d'élever l'estendart de Savoye au dessus de sa maison, et de le servir en guerre.

Autre Acte passé à Monaco le quatorze février mil cinq cent six devant Jacques Borriglioni Notaire à Sospello, Diocèse de Vintimille, portant pouvoir donné par Lucien Grimaldi à Pierre Grimaldi citoyen de Nice de pour lui et en son nom prester le serment de fidélité au dit Seigneur Duc Charles de Savoye pour onze parts de douze du lieu de Menton, et la totalité de Roccabruna.

Autre Acte d'investiture faite le cinquième le cinq mars mil cinq cent six par le dit Seigneur Duc à Lucien Grimaldi en la personne de Pierre Grimaldi son procureur de la totalité de Roccabruna, de onze parts de douze du lieu de Menton, et de deux cent florins assignés sur la gabelle de Nice, les quelles choses Pierre Grimaldi au dit nom a reconnu par le mesme acte tenir en fief du dit Seigneur Duc, et lui en a à l'instant rendu la foi et hommage.

Une transaction passée le cinq octobre mil cinq cent cept à Monaco devant Jean Isnardo et Antoine Botino Notaires, le premier à Villefranche et l'autre à Menton, en présence de témoins, entre Guillaume

1714 Blancardi comme ayant pouvoir de Charles Duc de Savoye, et Lucien Grimaldi Seigneur de Monaco, Menton et Roccabruna; par la quelle il a esté convenu, que la connoissance des crimes qui se commettroient sur le territoire de la Turbie possédé par ceux de Monaco appartiendroit aux Officiers du Duc de Savoie, et que les crimes qui se commettroient dans le Port de Monaco seroient jugés par les Officiers du Seigneur de Monaco, à moins qu'ils ne fussent commis par des habitans du Comté de Nice, au quel cas la connoissance en appartiendroit aux Officiers du Duc de Savoye, le quel par la dite transaction a déchargé Lucien Grimaldi et ses successeurs de tous les services dont il estoit tenu tant pour un certain jardin qu'il possédoit près du port, que pour sa maison, à condition que lui et ses successeurs seroient tenus d'aller trouver le Duc par tout où il seroit, et là lui rendre l'hommage de la mesme manière, et conformément aux autres hommages que les Seigneurs de Monaco avoient rendus aux précédens Duc de Savoye.

Autre Transaction passée à Nice le quinze janvier mil cinq cent huit devant le mesme Isnardo Notaire en présence de témoins entre les mesmes Parties et les habitans et communauté de Monaco, par laquelle entre autres choses il a esté convenu que si ces habitans refusoient de payer dix florins, qu'ils devoient tous les ans à cause d'un certain moulin où ils alloient faire moudre leur bled, il seroit permis au Duc de Savoye de le faire détruire, et de les empêcher d'en faire construire un autre au territoire de la Turbie.

Un acte passé devant Notaire à Nice le deux mars mil cinq cent vingt six, par le quel Augustin Grimaldi Evesque de Grasse se donnant la qualité de Seigneur de Monaco a renoncé à un appel interjetté par lui à l'Empereur d'une ordonnance pénale qui lui avoit esté intimée de la part du Duc Charles de Savoye comme son sujet à cause des lieux de Menton et de Roccabruna., d'où l'on tire induction pour le Roi de Sicile comme Duc de Savoye que cet Augustin Grimaldi reconnoissoit le Duc de Savoye pour son Seigneur.

Une lettre de Lucien Grimaldi au Duc Charles Amé Second dit *le bon*, écrite à Mourgues le douze

novembre sans avoir marqué l'année, dans la quelle 1714
il paroist qu'il s'est qualifié son sujet à cause de Menton et de Roccabruna, et qu'il le supplioit de donner ses ordres pour défendre Menton menacé d'estre assiégé par les Génois.

Autre lettre de Lucien Grimaldi au mesme Prince ecrite à Menton le vingt quatre novembre sans avoir aussi marqué l'année, prr la quelle on voit qu'il s'est encore qualifié son sujet, qu'il l'a remercié sur ce qu'il a sceu de son frère l'Evesque de Grasse, la favorable expédition qu'il a eüe pour les affaires et défension de Menton et de Roccabruna contre l'entreprise des Génois, qu'il l'a supplié de persévérer en sa bonne volonté, et a ajouté ces termes, *Puisque Dieu mercy, et vous, suis asseuré de Menton et de Roccabruna.*

Autre lettre de Lucien Grimaldi au mesme Prince ecrite à Mourgues le vingt neuf novembre, sans avoir pareillement marqué l'année, en faveur du Sieur de Gattières son cousin qu'il lui envoyoit, ensuite de la quelle est l'instruction pour que le dit Sieur de Gattières fist en sorte que le Duc Charles se contentast de deux cent arbalestriers pour l'hommage de Menton et Roccabruna.

Un jugement rendu à la Chambre des comptes de Piémont le vingt six avril mil cinq cent quatre vingt trois contre un curateur donné à Charles Grimaldi Seigneur de Monaco qui n'y a voulu adhérer, le quel jugement déclare le fief de Menton pour onze parts de douze, et la totalité de celui de Roccabruna dévolus et réunis au Duché de Savoye faute d'avoir par le dit Charles Grimaldi presté le serment de fidélité au Duc Charles Emanuel Premier pour raison des dits fiefs.

Un Compromis du dit Seigneur Duc Charles Emanuel du douze septembre mil cinq cent quatre vingt seize en la personne de Philippe Second Roi d'Espagne pour juger et terminer le différent qui estoit entre le dit Seigneur Duc et Hercule Grimaldi Seigneur de Monaco fils et héritier de Charles au sujet de la mouvance des terres de Roccabruna et Menton.

Le pouvoir donné le quinze septembre mil cinq cent quatre vingt seize par le Duc Charles Emanuel Premier au Comte de la Motte son Ambassadeur en Espagne pour agir en exécution du compromis ci-dessus auprès du Roi Catholique.

1714 L'instruction donnée le dix septembre mil cinq cent quatre vingt seize par le mesme Prince au mesme Ambassadeur pour procurer la décision du Roi d'Espagne au sujet du différent dont il s'agissoit entre lui et Hercule Grimaldi pour raison de la mouvance des terres de Roccabruna et de Menton.

Autre Instruction donnée le dixneuf novembre mil cinq cent quatre vingt dixhuit par le mesme Prince à son mesme Ambassadeur en Espagne pour la continuation du compromis ci-dessus en la personne de Philippe III.

Autre Instruction donnée le sept octobre mil six cent soixante dix par Charles Emanuel Second Duc de Savoye à son Avocat patrimonial général Gazelli allant à Rome sur les différens entre la Turbie et Monaco; la dite Instruction contenant aussi un article touchant la prétention de supériorité et de domaine direct du dit Seigneur Duc sur Menton et Roccabruna, et faisant mention qu'il n'y avoit point de procuration à cet égard, que cependant l'instance qu'il recommandoit de faire touchant cette prétention feroit un bon effet pour empêcher la prescription des informations faites à Rome par le Notaire François Leoni le deux juillet mil six cent soixante douze, par les quelles il paroist que le Comte et Chevalier Gazelli a remis au Cardinal Impérial un écrit au sujet de la Souveraineté et droit de féodalité prétendue par les Ducs de Savoye sur les terres de Menton et Roccabruna tenues et possédées par le Prince de Monaco.

L'Acte d'investiture générale accordée le dix sept aoust mil six cent trente deux par l'Empereur Ferdinand Second ou Duc de Savoye Victor Amé Premier de tous les Estats, pays et lieux sujets à sa domination relevant de l'Empire, dans le quel Acte sont transcrits ceux des investitures des mesmes fiefs accordées par les Empereurs Rodolphe, Mathias, et le mesme Ferdinand Second à Charles Emanuel Premier le trente un mars mil cinq cent quatre vingt deux, vingt six février mil six cent treize, et neuf juillet mil six cent vingt un, toutes faisant mention de Roccabruna et de Menton.

Et enfin un extrait des Archives de la Chambre des Comtes de Savoye d'un régistre contenant un Edit de Louis Duc de Savoye donné à Genève le vingt

deux avril mil quatre cent quarante cinq, par le quel 1714
ce Prince à l'exemple des Souverains ses voisins, et particulièrement du Roi de France a estabil la loi en présence et par l'ordre du Pape Félix Cinq son Père que ni Lui ni ses Successeurs ne pourront jamais pour aucune chose que ce puisse estre rien aliéner de leurs villes, chasteaux, bourgs, villages, hommes, hommages, fiefs, et arrières fiefs, et que si le contraire arrivoit à l'avenir, il vouloit et entendoit que les aliénations fussent nulles, et de nulle valeur, et que les choses ainsi données fussent réunies à son domaine de plein droit.

Plus des Lettres d'Amé Cardinal de Sainte Sabine jadis Duc de Savoye et depuis Pape sous le nom de Félix Cinq du trois septembre mil quatre cent quarante neuf, aux Président et Magistrats des comptes de Savoye résidans à Chambéry, portant que quoique dans sa retraite il les ait rendus attentifs à n'admettre aucune aliénation du patrimoine de Savoye, il leur réitère encore cet ordre, leur enjoignant expressément que si l'on venoit à leur présenter de ces sortes d'aliénations de quelque manière qu'elles fussent fiates de ne les point recevoir, à moins d'un exprès commandement de lui.

Plus un autre Edit de Charles Duc de Savoye donné à Turin le vingt un aoust mil cinq cent neuf, portant injonction à tous Prélats et autres Ecclésiastiques, Comtes, Barons et autres qui n'avoient d'autres titres à alléguer que leur possession, d'abandonner la jouissance de plusieurs portions du domaine de Savoye, et révocation des concessions qui en pouvoient avoir esté faites, censées estre dommageables au patrimoine des Ducs de Savoye; le dit extrait expédié par Jean Marie Borrè Garde des Archives de la Chambre des comptes de Savoye le vingt deux juillet mil sept cent treize, et légalisé le mesme jour par la dite Chambre représentée par Jean Baptiste Costa Marquis de S. Genix, Président en icelle, qui a signé l'acte de légalisation avec Fatton Secrétaire de la dite Chambre des comptes, scellé du sceau des armes des Ducs de Savoye.

Veu pareillement le mémoire contenant les conclusions prises par le Prince de Monaco à ce qu'il fust déclaré qu'il n'y a lieu à aucune commise pour les onze parts de douze de la terre de Menton et la to-

1714 talité de Roccabruna, et qu'il n'appartient au Roi de Sicile comme Duc de Savoye, ni autrement aucun droit de féodalité sur ces terres; les titres produits de sa part, sçavoir:

Un testament de Regnier Grimaldi, Conseiller et Chambellan du Roi Très-Chrestien, Seigneur de Menton et Roccabruna, daté du huit juin mil quatre cent sept, tiré des régistres de Jacques Giribaldi Notaire, expédié par Antoine Rostagni Notaire et Garde des Archives du Prince de Monaco, et légalisé par Jacques Antoine Millo principal Magistrat de Monaco, le cinq janvier mil sept cent quatorze, par le quel le dit Regnier a institué Isabelle sa femme héritière universelle de tous ses biens, et a reduit ses enfans, entre lesquels estoit Jean Grimaldi, à de simples legs particuliers pour leur légitime. L'acte de rénonciation à l'hérédité de Regnier Grimaldi faite par Jean l'un de ses enfans, le dixsept juin mil quatre cent sept, expédié de mesme. Un testament d'Isabelle Grimaldi veuve de Regnier, daté du huit juillet mil quatre cent dixsept, expédié de mesme, par le quel elle a déclaré vouloir, et ordonné que ses terres de Monaco, Menton et Roccabruna, et leurs jurisdictions ne pussent estre vendues, aliénées ou échangées à personne autre, qu'entre ses héritiers, à moins qu'ils ne fussent tous d'accord pour vendre, et a institué ses héritiers par égales portions Ambroise, Antoine et Jean Grimaldi ses fils dans tous ses biens meubles et immeubles, droits et actions, en quelque lieu, et de quelque nation qu'ils puissent estre, et déclaré en outre que si quelqu'un de ses dits enfans venoit à décéder sans enfans légitimes et naturels, elle lui substitueroit des autres enfans et leurs enfans par souches et non par testes.

Autre testament du vingt aoust mil cinq cent dix, expédié par extrait, légalisé de mesme que les précédens, par lequel Claudine Grimaldi a institué Lucien Grimaldi son fils son héritier universel, lui ayant substitué par fideicommis plusieurs personnes désignées au dit testament avec défense et interdiction à tous les héritiers et successeurs d'oser ni entreprendre de soumettre à l'hommage de qui que soit les chasteaux, jurisdictions et droits de Monaco, Menton et Roccabruna, et d'en reconnoître aucun Seigneur sous peine de la privation de son hérédité.

Autre testament du treize mai mil cinq cent quatorze, expédié aussi par extrait et légalisé de mesme, par le quel la dite Claudine Grimaldi a fait la mesme disposition en faveur de Lucien son fils, et renouvellé ses défenses tant à son fils et son héritier universel qu'à ses héritiers et successeurs à l'infini d'oser entreprendre de soumettre ni par donation ni par échange ni par quelque autre sorte d'aliénation, ses domaines de Monaco, Menton et Roccabruna, à quelque personne que ce puisse estre, Rois, Ducs, Princes, ou autres Seigneurs temporels, sous prétexte de protection ou autrement, et moins encore d'en porter l'hommage ou la foi, ni de leur imposer aucune servitude insolite, sous peine de privation entière de son hérédité, dont elle les a privés dès lors, le cas arrivant, comme indignes à jamais, et en a ordonné la dévolution de plein droit aux autres successeurs. 1714

Une carte originale du territoire contesté entre Monaco et la Turbie; des Statuts faits par Lucien Grimaldi le vingt sept mai mil cinq cens six pour la Communauté de Menton, dans les quels il a parlé en qualité de *Dominus solus, et in solidum praedicti Castri Mentoni . . . cum mero et mixto imperio . . . et omnimoda gladii coertione, absque aliqua appellatione, vel superiore, Dominusque de Monaco, et Roccabruna.*

Un acte de serment de fidélité presté le douze octobre mil cinq cens cinq par les habitans de Menton au mesme Lucien Grimaldi, par le quel le regardant *tanquam eorum Dominum naturalem in solidum* ils luy ont rendu l'hommage lige, et luy ont juré fidélité *prae caeteris Dominis et personis mundi.* Pareil acte de serment de fidélité presté par les habitans de Roccabruna le treize octobre mil cinq cent cinq.

Un bail de la ferme du sel de Menton du vingt six juillet mil cinq cent quarante sept, par le quel on voit que les sels que le Duc de Savoye faisoit venir d'Evissa en Piedmont, payoient un droit de passage à Menton. Pareil bail du vingt octobre mil cinq cent cinquante sept; des comptes de la dite ferme de Menton signés par Joseph Bellando préposé à la recette de la part du Prince de Monaco avec les gabelliers généraux de Savoye dépuis mil cinq cent trente quatre jusqu'en mil cinq cent soixante sept.

1714 Des Lettres Patentes de Christine de France Duchesse de Savoye Régente du neuf juin mil six cent quarante huit portant permission au Docteur Diego Bottino de Menton d'exercer dans ses Estats la profession d'Avocat, non obstant l'édit qui en excluoit les étrangers; ce qui prouve, dit-on, pour le Prince de Monaco que Menton a toujours esté considéré comme membre d'une Souveraineté étrangère, et indépendante de la Savoye.

Une Commission rogatoire des Présidens et Conseillers d'Estat du Duc de Savoye adressée au Juge de Menton le vingt neuf may mil six cent soixante treize, par la quelle il a esté requis de faire procéder devant luy à la reconnaissance d'un écrit avec offre d'en user de mesme en pareille occasion.

La requeste jointe à cette commission portant ces termes *attendu qu'il s'agist de procéder devant un Juge étranger*. Un ordre du Général de l'Armée du Duc de Savoye adressé le onze aoust mil sept cent sept aux Sindics de Menton pour qu'ils eussent à se rendre auprès de lui afin de convenir des contributions sous peine d'exécution militaire.

Une Bulle de Clément VII adressée le onze mars mil cinq cent vingt trois à Augustin Grimaldi Evesque de Grasse, par la quelle il paroist que ce Pape regardoit le temporel des Princes de Monaco comme indépendant de tout Supérieur. Des Lettres de confédération de Charles V du cinq novembre mil cinq cent vingt quatre, par les quelles cet Empereur a receu Augustin Grimaldi Evesque de Grasse, Seigneur de Monaco, ses successeurs, sa forteresse, sa ville, son territoire, et toutes leurs dependances, ses vassaux et sujets sous sa protection et sauvegarde, et Augustin Grimaldi a promis tant pour lui, que pour ses successeurs, de reconnoitre qu'il tenoit et possédoit toutes ces choses en fief noble, lige, et franc de l'Empereur et de lui en rendre l'hommage et prester le serment de fidélité en forme. Des Lettres Patentes de Louis XII Roy de France données le vingt février mil cinq cent onze, par les quelles il a reconnu Lucien Grimaldi Seigneur de Mourgues ou Monaco comme Souverain qui n'avoit aucun Supérieur dans sa Principauté et ses appartenances et dépendances, et a promis que sa protection qu'il lui accordoit ne pourroit en rien

faire préjudice à sa Souvéraineté dans toute son estendue et dans tout ses droits. 1714

Et enfin le Traité fait à Peronne le quatorze septembre mil six cent quarante un entre le feu Roy de France Louis XIII, et Honnoré II Prince de Monaco, par le quel en l'article six Sa Majesté a déclaré qu'elle laisseroit le Prince de Monaco en sa liberté et Souveraineté de Monaco, Menton et Roccabruna; et en l'article huit Sa Majesté a receu sous Sa Royale protection et sauvegarde perpetuelle et des Roys Ses Successeurs, ce mesme Prince, toute sa Maison et tous ses sujets et ses places de Monaco, Menton et Roccabruna, avec leurs territoires, jurisdictions et dépendances, ensemble tous les Héritiers et Successeurs de ce Prince, et déclaré qu'Elle les garderoit et defendroit toujours contre qui ce fust qui les voudroit induement offenser.

Veu aussi les mémoires, écritures, réponses et repliques fournies par le Prince de Monaco contenant en substance que le Traité fait entre Louis Duc de Savoye et Jean Grimaldi en mil quatre cent quarante huit est également contraire à la nature de la Souveraineté et à la nature du fief; contraire à la nature de la Souveraineté qui ne permet pas que le Souverain en puisse changer l'estat ni en altérer la condition en la rendant serve de libre qu'elle estoit, et en la soumettant à une féodalité étrangère; contraire à la nature du fief qui dans les principes généraux du droit commun ne doit reconnoitre pour Seigneur que celuy qui l'a concédé, et de la main du quel on le tient. Qu'il est vray qu'il y a des fiefs establis à titre de protection appellés par les Docteurs fiefs oblats; mais que cet exemple loin de combattre le principe estably par le Prince de Monaco, le confirme, car la constitution du fief suppose tellement la concession du fonds que pour former un fief oblat il faut que ce soit par un mesme acte, ou par deux actes séparés faits *incontinenti* portant que le Prince ou le Seigneur du fonds le donne à celuy dont il cherche la protection et que ce dernier redonne ce mesme fonds au mesme Seigneur à la charge de le tenir en fief; que si c'est là le genre de fief que les Ducs de Savoye pretendent exercer sur les terres de Menton et de Roccabruna; c'est une prétention nulle, premièrement dans

1714 son principe par tout ce qu'il y a de defauts, nulle en second lieu dans ses suites par le defaut d'exécution. Que la nullité dans le principe s'establit sur trois moyens: le premier est le defaut de pouvoir en la personne de Jean Grimaldi en supposant la donation faite par lui le dix neuf décembre mil quatre cent quarante huit à Louis Duc de Savoye de la Seigneurie de Roccabruna et de la moitié de celle de Menton, et l'inféodation faite en mesme tems des mesmes terres par Louis Duc de Savoye à Jean Grimaldi non obstant les justes raisons d'en douter; defaut résultant de la disposition du testament du huit juillet mil quatre cent dix sept d'Isabelle Grimaldi héritière universelle de Regnier son mary qui estoit Prince de Monaco et en cette qualité Seigneur de Menton et de Roccabruna; par le quel Elle a institué Ses Héritiers universels Ambroise, Antoine et ce mesme Jean Grimaldi ses enfans avec substitution réciproque graduelle et perpétuelle entre eux et leurs enfans, et au défaut d'enfans aux collatéraux, avec prohibition expresse d'aliéner ny de mettre hors de la famille les terres de Menton et de Roccabruna. Le second moyen est que les hommages rendus par les Successeurs de Jean Grimaldi, sçavoir par Catalan, Claudine fille de Catalan, Lambert son mary, et en dernier lieu par Lucien Grimaldi leur fils, et qu'on oppose comme approbatifs de cette inféodation, ne tombent pas seulement par la nullité de l'inféodation qui en est le fondement, mais encore par leurs propres defauts et leurs nullités particulières sur ce que Catalan dont on rapporte l'hommage du dix sept may mil quatre cent cinquante quatre estoit alors mineur, âgé seulement de vingt ans et que quoyque à cet âge le vassal d'un fief légitimement estably puisse en porter valablement la foy, il n'est pas pour celà en estat de reconnoitre une féodalité qui n'est point, ou qui est nulle; que Claudine fille de Catalan estoit pareillement mineure au tems des deux hommages faits par elle en mil quatre cent soixante cinq et mil quatre cent soixante six; que quoy qu'elle fust assistée de Lambert son mary, et qu'ils ayent renouvellé leur hommage en mil quatre cent soixante dix sept il est toujours certain que la présence du mary ne fait pas valoir l'aliénation de la femme mineure; que l'hommage de Lucien Grimaldi fait en

mil cinq cent six mérite encore moins de considération 1714
parce qu'alors il n'estoit pas encore propriétaire des terres de Roccabruna et de Menton qui appartenoient à Claudine Grimaldi sa mère femme de Lambert, lui estant venues par la succession de Catalan son père, la quelle vivoit encore en mille cinq cent six Dame et Maitresse des terres dont il s'agit ainsy qu'il paroist par ses deux testamens l'un de vingt aoust mil cinq cent dix, et l'autre du treize may mil cinq cent quatorze par les quels on voit que mieux instruite de ses droits elle s'est élevée contre toute féodalité qu'on voudroit imposer à ses domaines et le soin qu'elle a pris pour oster à ses Successeurs toute pensée de les dégrader. Le troisième moyen consiste en ce que l'institution de fief consentie par Jean Grimaldi qui n'en avoit pas le pouvoir estoit d'autant plus nulle qu'il la faisoit sans nécessité, sans utilité et sans cause; que le pretexte de protection dont les actes mesme ne parlent point est une fausse couleur et que ces actes ne font véritablement ni un fief de concession, ni un fief de protection. Que dans ce tems-là les Princes de Monaco n'ont point eu occasion de rechercher la protection des Ducs de Savoye; qu'on ne voit dans aucun acte, ni dans aucun hystorien qu'ils leur ayent du en aucun tems la conservation de leurs terres; que quoy que les lettres de Lucien Grimaldi produites ne datent point l'année; mais seulement le mois, on connoist par leur teneur qu'elles furent ecrites en mil cinq cent six au sujet de la guerre que les Genois firent au Prince de Monaco; que Claudine Grimaldi vivoit encore en ce tems-là, et a vecu plusieurs années depuis; qu'on ne voit point ni qu'elle ayt employé le secours du Duc de Savoye, ni qu'elle ayt approuvé les demarches de Lucien son fils; qu'au contraire ses deux testamens sont un desaveu authentique de ses recherches et de ses soumissions comme contraires à la dignité et aux droits de son estat; et qu'enfin si les lettres prouvent un secours recherché, elles ne prouvent rien moins qu'un secours donné; que si la protection est la condition essentielle du fief oblat, comment pourroit on prétendre que celuy qui a refusé ou negligé de la donner ayt pû ni acquérir ni conserver le fief qui n'estoit institué et accepté que sous cette condition. Que la nullité des actes de mil quatre

1714 cent quarante huit se vérifie par la règle générale du droit féodal, sçavoir que les mesmes causes qui font perdre le fief au vassal font perdre le féodalité au Seigneur, et sur ce que la protection est de l'essence du fief oblat qui ne subsiste de droit qu'autant qu'elle dure. Que dans le fait on ne voit depuis l'inféodation de mil quatre cent quarante huit que deux occasions où le Prince de Monaco auroit eu besoin du secours du Duc de Savoye, et qu'il est prouvé qu'il ne l'a donné dans aucune. Que la première dont est fait mention dans l'acte d'investiture de mil quatre cent soixante dix sept produit, fut une revolte de Menton environ l'an mil quatre cent soixante cinq renouvellée quelque tems après, et soutenue des armes du Duc de Milan à qui le peuple de cette ville s'estoit donné, au quel tems Lambert Grimaldi mary de Claudine avoit repris une première fois cette place par ses propres armes, *manu armata*, sans faire mention d'aucun secours de la Savoye; que ce mesme peuple s'estant une seconde fois soustrait à l'obéissance de Son Souverain pour se soumettre à celle du Duc de Milan qui s'estoit rendu maître de cette place, et l'avoit occupée jusqu'au vingt sept may mil quatre cent soixante dix sept, Lambert Grimaldi avoit eu l'avantage de l'assieger et de la reprendre par ses propres forces sur le Duc de Milan sans qu'il paroisse aucun secours donné à ce Prince par le Duc de Savoye; que la seconde occasion se présenta en mil cinq cent six lorsque les deux places de Menton et de Roccabruna furent prises par l'armée des Génois; que ce fut alors que Lucien Grimaldi quoy qu'il n'en fust pas propriétaire, sa mère vivant encore, ecrivit les deux lettres rapportées au nombre des pièces du Roy de Sicile; que les Génois prirent ces deux places; que Lucien Grimaldi qui venoit d'éprouver le peu de cas qu'on avoit fait de ses lettres en Savoye, n'en rechercha plus la protection; qu'il mit sa force en celle de France et que par le secours d'Yves d'Alegre Commandant pour le Roy Louis XII à Savone, le siège que les Génois avoient mis devant Monaco fut levé, et les deux places de Menton et de Roccabruna furent reprises, sans que la Savoye y ait eu aucune part; qu'après cela il ne faut plus s'estonner que Claudine Grimaldi Dame de ces deux places aussy bien que de Monaco se soit elevée,

comme elle a fait par ses testamens contre des féodalités abusives qu'elle regardoit comme un déshonneur à sa dignité, et inutiles à sa défense. Qu'il se tire deux moyens inévitables de ces faits pour l'extinction de la féodalité; le premier est que le Duc de Savoye l'a abdiquée en négligeant d'en accomplir la condition; le second que les deux places ayant esté prises par les Génois, reprises sur eux par les armes de Louis XII, et remise en mesme tems à la Maison de Grimaldi, elles y sont revenues purgées de tout vice de féodalité et dans toute la pureté de leur premier estat. Que Charles Duc de Savoye a reconnu si bien l'extinction de toute féodalité faute du secours qu'il avoit négligé de donner à son vassal qu'en affranchissant par l'acte du cinq octobre mil cinq cent sept rapporté par le Roy de Sicile le jardin et la maison de Lucien Crimaldi, il ne l'a fait qu'à condition que luy et ses successeurs seroient obligés de luy rendre l'hommage conformement à ce qu'avoient fait ses prédécesseurs; que ce Duc de Savoye n'avoit pas oublié qu'un an auparavant ce mesme Lucien le luy avoit presté, et qu'ainsy il n'y avoit nulle nécessité de l'obliger à un devoir qu'il avoit déjà reconnu; que si l'on oppose que cette convention a formé un nouvel engagement par rapport à Lucien et à ses successeurs; on répond qu'alors Claudine sa mère vivoit Dame et propriétaire de Roccabruna et de la moitié de Menton, ainsy qu'il paroist par ses testamens faits depuis. Que l'obligation de secourir le vassal du fief oblat n'estoit pas la seule condition de l'inféodation dont il s'agist; que le contrat et les actes d'investiture qui ont suivy contenoient une promesse de la part du Duc de Savoye de faire payer au Prince de Monaco annuellement deux cent florins sur la gabelle de Nice dont on ne trouve point au moins depuis la prise de ces places en mil cinq cent six qu'il ayt esté payé aucune année de cette rente; que le Prince de Monaco ne se croyoit plus en droit de la demander, ny le Duc de Savoye en droit de l'offrir par ce que le contrat estoit résolu de plein droit, et que le lien de la féodalité dont cette rente et la protection promise devoient estre le prix, estoit rompu. Qu'Honoré Grimaldi premier du nom qui avoit succédé à Lucien son père en mil cinq cent vingt trois, et qui a vecu jusqu'en mil cinq 1714

1714 cent quatre vingt un n'a pas eu un moment la pensée de faire l'hommage au Duc de Savoye, ni le Duc mesme de le demander; qu'Emanuel Philibert Duc de Savoye fust très-éloigné de demander au Prince de Monaco un hommage que son père, au quel il succéda en mil cinq cent cinquante trois n'avoit pas prétendu; qu'à ce Duc succéda en mil cinq cent quatre vingt Charles Emanuel son fils qui crut qu'il falloit hazarder une tentative pour faire revivre cette féodalité plus qu'éteinte, en faisant sommer Charles Grimaldi Second du nom Prince de Monaco, fils d'Honoré mort en mil cinq cent quatre vingt un de rendre l'hommage qu'on n'avoit point entrepris de demander à son père pendant cinquante huit ans qu'il a vecu en possession de sa pleine Souveraineté, mais que ce Prince ne repondit que par son refus, sur le quel le procès pour parvenir à la commise fut intenté contre luy sous le nom d'un Procureur nommé à son absence et contumace qui luy ayant envoyé la procédure instruite, le messager de retour à Turin, rapporta que ce Prince n'avoit pris ces papiers que pour les brusler aux yeux mesme du porteur, et de tous les assistans; qu'après celà la Chambre des comptes du Piémont crut devoir à son zèle le jugement qu'elle rendit le vingt six avril mil cinq cent quatre vingt trois qui déclare la commise de Roccabruna, et de onze parts de douze de Menton encourue par Charles Grimaldi; mais que cet arrest ne sert qu'à marquer d'un costé que ce Prince a dignement persévéré dans son refus, et que le Duc de Savoye ne se croyant pas en droit de le poursuivre, a luy mesme abandonné cet arrest sans exécution; que par rapport à la prescription l'explication en doit estre divisée en deux tems, le premier avant l'arrest de mil cinq cent quatre vingt trois, fondé sur l'abandon que le Seigneur mesme a fait de sa féodalité pendant tout ce tems là, et le second tems depuis cet arrest. Sur quoy est observé que les Princes de Monaco ont possédé depuis mil cinq cent six leur Souveraineté comme libre à Menton et à Roccabruna de mesme qu'à Monaco; qu'Honoré à joui de cette pleine liberté pendant cinquante huit ans sans aucun trouble de la part des Ducs de Savoye; que Charles son fils s'y est maintenu par son refus et par sa fermeté malgré les menaces de l'arrest de mil cinq cens quatre vingt trois;

que tous ses Successeurs jusqu'à présent ont continué 1714
tranquillement la mesme possession de leur liberté; d'où il s'ensuit que si l'on estoit dans le cas d'un fief légitime et ordinaire, la prescription seroit doublement acquise quand on ne la compteroit que depuis le tems du refus et de la contradiction; que le compromis fait en mil cinq cent quatre vingt seize entre le Duc de Savoye et le Prince de Monaco dans la personne de Philippe II, Roy d'Espagne expira en mil cinq cens quatre vingt dix sept, puisqu'il n'estoit que pour un an, et que d'ailleurs quand'il auroit esté pour plus long tems il seroit expiré au mois de septembre mil cinq cent quatre vingt dix huit que ce Roy mourut; que depuis ce tems là jusqu'au Traité d'Utrecht il s'est écoulé plus de cent quinze années; que depuis mil cinq cent quatre vingt dix sept jusqu-en mil six cent trente sept qu'est arrivé le décès de Victor Amé, il s'est écoulé quarante années sans minorité; que depuis mil six cent quarante huit que Charles Emanuel II est devenu majeur jusqu'à son décès il se trouve près de trente années et que depuis mil six cent quatre vingt que le Roi de Sicile est devenu majeur jusqu'en mil sept cent treize qu'il a fait sa demande, il se trouve trente trois années sans minorité, de sorte que la prescription de trente ans estant suffisante pour prescrire l'hommage du jour de la contradiction suivant le sentiment unanime des jurisconsultes cités dans les dits memoires, il est vrai de dire qu'elle a esté plus de trois fois acquise; que quand au reste la prescription de cent ans seroit nécessaire pour prescrire l'hommage Souverain, elle se rencontreroit dans l'espèce dont il s'agit, et que le tems de la minorité d'un Souverain n'interrompt point la prescription par ce qu'un Souverain mineur a un Conseil et des Officiers qui veillent à ses intérêts: qu'il y a encore un autre moyen tiré du silence des Ducs de Savoye dans tous les Traités de paix, non seulement depuis mil cinq cent six jusqu'en mil cinq cent quatre vingt trois, mais encore depuis mil cinq cent quatre vingt trois jusqu'au Traité d'Utrecht, dans les quels les Ducs de Savoye n'ont point protesté contre le refus des Princes de Monaco de leur rendre l'hommage; quoy que ces deux parties y fussent comprises.

Veu pareillement les memoires, écritures, répon-

1714 ses et répliques du Roy de Sicile comme Duc de Savoye dont les moyens pour establir son droit de féodalité sur les terres dont il s'agist, sont en substance; que le fief dont est question appellé oblat est définy par les Jurisconsultes, *Ius inter duos, quorum unus ita rem suam mancipat, alter vero ita volenti remancipat peculiari mutuae fidei conditione affectam:* ce qui se trouve dans le contrat de donation de Roccabruna et de la moitié de Menton fait par Jean Grimaldi en mil quatre cent quarante huit au Duc Louis, et dans celuy du mesme jour, par le quel ce Duc a redonné ces mesmes terres à Jean Grimaldi à la charge de luy en rendre l'hommage. Que neuf hommages rendus par les Descendans de Jean Grimaldi establissent la possession du Roy de Sicile; qu'inutilement on pretend établir que la Souveraineté de sa nature est inaliénable, puisqu'on ne prouve par aucun trait d'histoire que les Princes de Monaco ayent eu la Souveraineté sur les terres dont il s'agist; qu'au reste cette Souveraineté prétendue estoit aliénable, puisque Regnier Grimaldi l'avoit acquise, et l'avoit donnée à sa femme Isabelle qui l'avoit divisée entre ses enfans. Que par rapport au defaut de pouvoir allégué de la part du Prince de Monaco en la personne de Jean Grimaldi qui à constitué le droit de féodalité à la Maison de Savoye par ce qu'il estoit dit-on grevé de fideicommis, et que la chose estoit affectée aux Descendans à qui il ne pouvoit préjudicier; on repond qu'il n'y a rien dans le testament d'Isabelle Grimaldi aucune substitution fideicommissaire en faveur des Descendans; qu'il y en a seulement une réciproque entre les Cohéritiers au cas qu'ils mourussent sans enfans; que les enfans mis dans la condition ne sont point dans la disposition; que les Héritiers en faveur de qui la substitution estoit faite au cas qu'ils mourussent sans enfans estoient Ambroise, Antoine et Jean Grimaldi qui ne pouvoient aliéner leurs portions dans ces terres à un étranger qu'au cas que les autres y consentissent; qu'Ambroise et Antoine étant morts sans enfans, le droit de substitution s'est réuny en la personne de Jean, et la substitution s'est anéantie; que le pouvoir d'aliéner ou de consentir à l'aliénation s'est pareillement réuni en la personne de Jean par la mort de ses deux Cohéritiers; qu'ainsy il avoit la faculté

de pouvoir disposer des terres dont est question sui- 1714
vant sa volonté, les personnes en faveur de qui la défense d'aliéner, et la substitution estoient faites luy ayant cédé leur droit par leur mort. Que l'on a satisfait quand on en a esté requis aux engagemens aux quels on s'estoit obligé par les conventions du contrat, ce qui est justifié par les lettres de Lucien Grimaldi à Charles II Duc de Savoye, par les quelles on voit qu'il luy a fait de très-humbles remercimens sur les secours qu'il luy avoit demandés et ajouté ces mots: *Puisque Dieu mercy et Vous mes terres de Menton et de Roccabruna sont en seureté;* et que pour preuve plus complette que le Vassal estoit satisfait de son Seigneur féodal sur cet article, il s'estoit engagé de nouveau en mil cinq cent sept postérieurement à la prise et reprise de ces deux places par une transaction du cinq octobre, de luy rendre l'hommage de la mesme manière et conformement aux autres hommages que les Seigneurs de Monaco avoient rendus aux précédens Ducs de Savoye. Que sur ce qu'on dit qu'il ne paroist point qu'il ayt esté fait aucun payement de la rente de deux cent florins promise par la première investiture, les arrérages en sont présumés payés pendant le tems que les Princes de Monaco ont rendu l'hommage aux Ducs de Savoye, qu'autrement ils auroient protesté contre le défaut de payement, mais qu'aussytost que l'arrest de la Chambre des Comptes de Piémont fust intervenu, il n'estoit plus deu d'arrérages de cette rente par ce que ce jugement avoit déclaré les fiefs commis et dévolus au Seigneur supérieur; que d'ailleurs les Princes de Monaco ne pouvoient demander ces arrérages, sans satisfaire de leur costé, et passer nouvelle reconnaissance; que sur ce qu'on prétend invalider les hommages rendus par Lucien Grimaldi par la prohibition qu'on suppose avoir esté faite par Claudine Grimaldi sa mère dans ses testamens de soumettre ces terres à aucune puissance à peine de privation de son hérédité; la réponse est que si l'on avoit produit ces testamens entiers, on y auroit veu sans doute que cette prohibition ne regardoit pas les terres dont est question, puis qu'elles ne luy appartenoient pas toutes entières, Lambert Grimaldi son mary estant possesseur d'une partie; qu'elle ne pouvoit faire une prohibition contre un acte qu'elle

1714 avoit passé elle mesme antérieurement, et ne pouvoit par conséquent déroger au droit acquis au Duc de Savoye; qu'il falloit nécessairement qu'elle eust déjà relaché la part qui luy appartenoit de ces terres à Lucien son fils, puisqu'en mil cinq cent six antérieurement aux testamens de Claudine Grimaldi il estoit *dominus in solidum* de Menton et de Roccabruna, comme on le voit par des statuts faits par luy en ceste mesme année là, des actes de serment de fidélité prestés par les habitans de ces terres en mil cinq cent cinq, et les deux transactions de mil cinq cens sept, et mil cinq cent huit cy-dessus visées, les quelles il a passé luy mesme avec Charles Duc de Savoye. Que sur le moyen du Prince de Monaco qui regarde la prescription, l'on establit pour le détruire les principes de droit incontestables, qu'un vassal ne peut jamais préscrire contre son Seigneur, par ce que le droit de se faire rendre l'hommage est facultatif et ne se prescrit que depuis la contradiction; *quae sunt merae facultatis non praescribuntur nisi a die contradictionis;* que depuis la contradiction il faut du moins trente ans pour prescrire le droit d'un particulier, et que contre un Souverain comme son droit est privilégié, il faut l'espace de cent ans; qu'il ne faut point compter pour accomplir la prescription le tems qu'on a légitimement esté empêché de songer à son droit, et qu'il faut cent ans sans qu'on puisse alléguer aucune légitime excuse; que l'on ne doit point mesurer le tems qui a couru depuis mil cinq cent six que Lucien rendit le dernier hommage; mais depuis sa mort arrivée en mil cinq cent vingt trois, par ce que l'ayant presté une fois, il n'estoit plus obligé de le rendre. Que depuis mil cinq cent vingt trois jusqu'en mil cinq cent quatre vingt trois, tems au quel est intervenu l'arrest qui a déclaré la commise des fiefs en question encourue, il ne peut y avoir de prescription, par ce que suivant le principe estably cy-dessus, le vassal ne peut jamais prescrire contre son Seigneur que depuis la contradiction. Que d'ailleurs il y a eu une guerre dans cet espace de temps entre Charles dit le bon qui fut dépouillé de ses Estats, et la France qui n'a pas permis à ce Prince de jouir de vingt années de tranquillité; que depuis mil cinq cent quatre vingt trois jusqu'en mil six cent soixante dix la prescription n'a

pu s'accomplir, premièrement par ce que ce tems n'est 1714
pas suffisant comme on vient de le remarquer pour prescire contre un Souverain; secondement par ce que le Duc de Savoye et le Prince de Monaco ayant remis la décision de leur différent à l'arbitrage de Philippe II Roi d'Espagne, le compromis en fut renouvellé en mil cinq cent quatre vingt dix neuf en la personne de Philippe III; qu'ainsy ce compromis a effacé le tems qui s'est écoulé depuis mil cinq cent quatre vingt trois jusqu'en mil cinq cent quatre vingt dix neuf; en troisième lieu par ce que Charles Emanuel I et Victor Amé I ont continué à jouïr de leur droit par les actes d'investiture à eux accordés en mil cinq cent quatre vingt huit, mil six cent treize, mil six cent vingt un et mil six cent trente deux par les Empereurs Rodolphe, Mathias et Ferdinand II, les quelles font mention de Menton et de Roccabruna, comme arrières fiefs de l'Empire, et que Charles Emanuel II a protesté de ses droits à Rome en mil six cent soixante dix devant les Cardinaux arbitres du différent pour la Turbie; en quatrième lieu, par ce que Charles Emanuel I, et Victor Amé I eurent diverses guerres avec la France et l'Espagne qui ne furent terminées qu'en mil six cent cinquante neuf par le Traité des Pirénées, par conséquent point de prescription depuis mil cinq cent quatre vingt trois jusqu'en mil six cent soixante dix, depuis la quelle année jusqu'à présent la prescription n'a pu estre pareillement acquise, premièrement par ce que ce tems n'est pas suffisant; secondement par ce que Victor Amé Roy de Sicile estoit mineur quand il succéda au Duché de Savoye; en troisième lieu par ce qu'il a protesté de ses droits en mil six cent quatre vingt dix neuf à Nice; ce qui en interrompant la prescription efface tout le tems qui s'est écoulé jusque là. Que le silence des Ducs de Savoye dans les divers Traités de pax qu'on a cités ne peut leur estre opposé par ce que les Princes de Monaco n'y sont intervenus que comme Alliés de l'une des Puissances qui traitoient, et non comme parties principales; qu'on n'y a fait aucune distinction des droits des Ducs de Savoye sur les terres en question, qu'ainsy ce moyen est inutile; et qu'enfin le Domaine de Savoye est imprescriptible comme celuy de la France; ce que l'on prouve par des édits de mil quatre cent

1714 quarante cinq et de mil cinq cent neuf des Ducs de Savoye ci-dessus visés; que si l'on dit que ces édits n'engagent pas le Prince de Monaco, celà est vray à le considérer comme tel; mais il n'en est pas de mesme en le regardant comme Seigneur de Roccabruna et de Menton, pour raison des quelles terres il est Vassal des Ducs de Savoye et sujet aux édits qui affectent les autres Vassaux de Savoye; de sorte qu'il ne peut prescrire le droit de féodalité acquis aux Ducs de Savoye sur ces mesmes terres.

Après avoir meurement examiné les dits mémoires, écritures, titres et pièces fournies de part et d'autre qui ont été communiquées respectivement aux Agens et Députés des dites Parties, et par eux contredites, et après nous estre réciproquement communiqué nos pouvoirs qui sont cy après transcrits, nous Commissaires susdits en vertu des dits pouvoirs à nous donnés, avons déclaré et déclarons au nom du Roy Très-Chrétien et de la Reyne de la Grande Brétagne que le Prince de Monaco est tenu de reconnoitre le Domaine direct du Roi de Sicile comme Duc de Savoye sur les onze parts de douze de Menton et sur la totalité de Roccabruna, d'en prendre de lui les investitures, et de lui en rendre la foy et hommage en la forme que ses prédécesseurs on fait en l'année mil quatre cent quarante huit, et autres années jusques et compris mil cinq cent six.

En témoignage de quoy nous avons signé le présent jugement, et y avons fait apposer le cachet de nos armes. Fait à Paris le vingt un juin mil sept cent quatorze.

Amelot.
M. Prior.

Ratifié par S. M. le Roi de France le 11 *août* 1714.

8.

Traité d'alliance entre Sa Maj. très-chrétienne et Son Alt. Electorale de Bavière. Conclu et signé à Fontainebleau, le 15 Novembre 1733.

Sa Majesté ayant fait connaitre au Sérénissime Electeur de Bavière combien la situation présente des affaires générales exigeait qu'il y eût une étroite union entre tous les Princes amateurs du bonheur de l'Europe et qu'ils agissent d'un parfait concert sur tout ce qui pouvait y ètre relatif, et S. A. Elect. de Bavière voulant montrer à Sa Maj. qu'elle est dans les mêmes principes, et qu'elle est digne des sentimens d'estime et d'affection que Sa dite Majesté a toujours eus pour elle, sa dite Alt. Elect. n'a point balancé à s'unir étroitement avec un Prince qui par sa qualité de garant des Traités de Westphalie est particulièrement intéressé au bonheur de l'Empire et à la défense des droits et privilèges du Corps germanique. Ainsi Sa Majesté et le Sérénissime Electeur de Bavière ont donné leurs pouvoirs respectifs, savoir Sa Maj. au sieur Louis Germain Chauvelin, Garde des sceaux de France, Ministre et Secrétaire d'état, et son Altesse Electorale au sieur Prince de Grimberghen son chambellan, conseiller d'état, Lieutenant-général, et Colonel de son régiment des gardes à pied, lesquels sont convenus des articles qui suivent:

Art. 1. Il y aura entre sa Majesté et S. A. E. de Bavière et leurs alliés respectivement une amitié, union et bonne intelligence parfaite, en sorte que pour quelque cause que ce soit cette amitié ne puisse être troublée, ni altérée, s'obligeant mutuellement à travailler à l'utilité, à la grandeur et aux avantages réciproques, et d'empêcher le mal, et le préjudice que chacune des parties confédérées pourrait souffrir de quelque part que ce soit au préjudice des traités de Westphalie et autres qui ont établi la paix avec l'Empire.

Art. 2. En conséquence il y aura une intelligence étroite entre sa Majesté et S. A. Electorale dans toutes les affaires qui pourront concerner leurs intérêts,

1733 leur dignité et leur gloire, se portant de bonne foi à ce qui peut convenir aux intérêts et avantages véritables de l'un et de l'autre sans en être détourné par aucune autre considération.

Art. 3. Son Altesse Electorale promet de travailler de tout son pouvoir, soit dans les assemblées générales, ou particulières de l'Empire, soit dans les différens états d'Allemagne, à faire réussir les intentions de sa Majesté conformément aux constitutions de l'Empire, en sorte que non seulement sa dite Altesse Electorale ne favorisera aucune résolution qui pourrait être contraire aux intérêts de sa Majesté ou de ses alliés, mais que même elle s'opposera de tout son pouvoir à tout ce qui pourrait y être proposé qui tendrait à faire prendre à l'Empire des résolutions préjudiciables à sa Majesté ou à ses alliés; réciproquement sa Majesté s'engage à rendre à son Altesse Electorale tous les services qui dépendront d'elle, soit dans ces mêmes assemblées générales, ou particulières, soit dans les cours et autres lieux de l'Empire où sa dite Majesté aura des ministres. Si, cependant, malgré tous leurs soins, la paix venait à se rompre entre sa Majesté et l'Empire à l'occasion des affaires qui regarderaient le corps Germanique, son Altesse Electorale en ce cas s'oblige à ne fournir que le simple contingent de troupes auquel il est obligé comme Electeur et Prince du dit Empire.

Art. 4. Son Altesse Electorale ayant cru de son devoir comme membre fidèle et zélé du corps Germanique, de refuser de garantir la Pragmatique Sanction par les raisons amplement déduites et protocolées dans l'acte de protestation fait à la Diète de Ratisbonne lorsque cette affaire y fut portée en délibération, elle déclare qu'elle persiste et persistera dans les mêmes principes que son honneur et sa conscience lui ont dictés; et sa Majesté promet de sa part de garantir tous les Etats de son Altesse Electorale de Bavière, et s'engage que si en haine de cette protestation, ou de la présente alliance, sa dite Altesse Electorale et ses Etats venaient à être troublés, inquiétés ou attaqués par qui que ce soit, elle la protégera et soutiendra de toutes ses forces s'il est nécessaire, en sorte que sa dite Altesse Electorale et ses états ne puissent être exposés à aucun danger ou préjudice.

Art. 5. Le présent traité sera ratifié dans le 1733
terme de six semaines, ou plutôt si faire se peut, et demeurera secret autant que sa Majesté et son Altesse Electorale de concert le jugeront à propos; et elles conviendront pareillement des puissances qui devront être invitées à y accéder.

En foi de quoi nous plénipotentiaires du Roi, et de Son Altesse Electorale de Bavière, et en vertu de nos pleinspouvoirs avons signé le présent traité, et y avons fait apposer le cachet de nos armes. Fait à Fontainebleau le 15 Novembre 1733.

CHAUVELIN. (L. S.) Le Prince de GRIMBERGHEN. (L. S.)

(La ratification de Mr. l'Electeur de Bavière est du 4 Décembre 1733.)

Articles séparés et secrets.

Art. 1. Comme les soins et efforts de son Altesse Electorale pour l'exécution du présent traité seraient inutiles, si elle n'avait pas des forces proportionnées au besoin, sa Majesté promet de faire payer à S. A. Electorale annuellement de quartier en quartier à commencer du jour de la signature du présent traité la somme de 800,000 florins d'Allemagne, payable à Francfort et à Augsbourg, moyennant laquelle somme S. A. Electorale aura incessamment, et entretiendra sur pied au meilleur état qu'il se pourra un corps tant de troupes réglées que de milice qui ne pourra être moindre de 26,000 hommes tant infanterie que cavalerie prêt à la défense des Etats de S. A. Electorale et à se porter partout ou besoin sera, ainsi qu'il sera jugé nécessaire entre sa Majesté et sa dite A. Electorale; comme aussi s'engage sa dite A. Electorale à fournir ses arsenaux le plus abondamment qu'elle pourra, et à se mettre à tous égards au meilleur état de guerre.

Art. 2. Et sera continué le dit subside de 800,000 florins d'Allemagne aussi longtems que le dit corps tant de troupes réglées que de milice sera nécessaire à la sûreté de S. A. Electorale, ou au besoin de la présente alliance, sur quoi l'on se concertera de bonne foi; sa dite A. Electorale devant être avertie trois mois avant que ce besoin cesse. Est en outre réglé que dans le cas que la sûreté, ou les avantages de l'une, ou de l'autre des parties, exigeraient que son

1733 Altesse Electorale se déclarât ouvertement, et entrât en campagne, il serait pourvu à ce que son Altesse Electorale, ni ses Etats n'en souffrent aucun préjudice, déclarant les contractans qu'au cas de guerre ils ne quitteront les armes que de concert.

En foi de quoi nous plénipotentiaires du Roi et de Son Altesse Electorale de Bavière, et en vertu de nos pleinspouvoirs avons signé les présens articles séparés et secrets et y avons fait apposer le cachet de nos armes. Fait à Fontainebleau le 15 Novembre 1733.

CHAUVELIN. (L. S.) Le Prince de GRIMBERGHEN. (L. S.)

(La ratification de Mr. l'Electeur de Bavière est du 4 Décembre 1733.)

Déclaration.

Comme le traité que sa Majesté et S. A. E. de Bavière pour des raisons particulières ont signé aujourd'hui n'est pour ainsi dire qu'une répétition de celui du renouvellement d'alliance du 15 Décembre 1727, elles ont jugé à propos de déclarer spécialement par cet article séparé que le dit traité de renouvellement restera et demeurera en tous ses points dans toute sa force et vigueur, ainsi que s'il n'y avait eu aucun acte postérieur, signé entre sa dite Majesté et sa dite A. E. de Bavière, déclarant pareillement que dans le subside accordé ce jourd'hui à S. A. E. de Bavière est compris celui de 600,000 livres stipulé par l'article 5 du dit renouvellement de 1727, en sorte que si au terme du second article séparé, et secret du traité signé ce jourd'hui le besoin de ce nouveau subside cessait avant l'expiration du terme du renouvellement de 1727, sa Majesté continuerait ensuite seulement le subside ordinaire de 600,000 livres jusqu'à l'expiration du dit traité de renouvellement.

En foi de quoi nous plénipotentiaires du Roi et de S. A. E. de Bavière et en vertu de nos pleins-pouvoirs, avons signé la présente déclaration et y avons fait apposer le cachet de nos armes. Fait à Fontainebleau le 15 Novembre 1733.

(L. S.) CHAUVELIN. (L. S.) Le Prince de GRIMBERGHEN.

(La ratification de Mr. l'Electeur de Bavière est du 4 Décembre 1733.)

9.

Convention entre les Ministres Plénipotentiaires assemblés à Nice en vertu de l'Article VIII du Traité d'Aix la Chapelle pour l'exécution du dit Traité. Signée le 4 Décembre 1748.

1. Sur les prisonniers

Tous les prisonniers ou ôtages de quelque espèce que ce soit sans aucune exception, seront renvoyés conformément au Traité, sans qu'ils puissent être retenus sous aucun prétexte de dette ou autres quelconque. Tous les prisonniers Espagnols, Napolitains, Génois, y compris les quatre Nobles Génois retenus en ôtage à Milan, seront échangés le dixhuit et le vingt décembre de cette année à Pietra Lavezara avec tous les prisonniers Autrichiens qui sont à Gènes, qui pour cet effet se retrouveront les dits jours dans le même lieu.

Il sera écrit à Turin pour que l'on renvoye immédiatement tous les prisonniers François, y comprenant le Sieur le Lievre Commissaire des guerres, et autres particuliers, qui pourroient avoir été retenus, le Chevalier de Murard aussi Commissaire des guerres demeurera à Turin jusqu'à ce que les comptes de tout ce qui peut être dû pour les dits prisonniers, ou de ce qui a pù leur être fourni, soient liquidés.

Les prisonniers Génois, nommément Monsieur Grimaldi, et autres de quelque qualité et espèce qu'ils soient sans exception, sujets de la République, qui sont en Piémont, seront pareillement renvoyés et conduits à Varaggio pour y être le douze du présent mois, où lis seront reçus par un Officier Génois.

La liquidation des Comptes concernants les dettes des prisonniers respectifs, et de ce qui leur aura été fourni, se fera à Nice, et l'on y acquitera ce qui se trouvera être dû par, et à cause des dits prisonniers, ce qui sera également observé à l'égard des prisonniers Modénois renvoyés sur leur parole, et au

1748 cas qu'on ne puisse pas terminer le dit Article à Nice, il sera assigné un autre lieu pour le finir.

II. Sur les évacuations, cessions, et restitutions respectives.

Les Duchés de Parme, de Plaisance, et de Guastalle, seront évacués le 4 janvier 1749, et remis au Sérénissime Infant Don Philippe, en la même manière et dans la même étendue qu'ils ont été, ou dû être possédés par les présens possesseurs conformément à l'Article sept du Traité.

Le même jour 4, tous les Places, Forts, et Pays appartenants à Monsieur le Duc de Modéne lui seront rendus conformément aux Articles 13 et 15 du Traité.

Le même jour 4, toutes les Places, Forts, et Pays de la République de Gènes lui seront rendus conformément au Traité, à l'exception des deux Châteaux de Final, les quels ne seront évacués que le jour de l'arrivée de la dernière division Françoise au dit Final, le quel jour sera le 14 janvier 1749.

Le même jour 4, l'on remettra la Savoie en entier aux troupes Piémontoises conformément au Traité. Les troupes Espagnoles rendront le Château de Montalban aux troupes Piémontoises le même jour que les troupes Génoises prendront possession de ceux de Final, et l'on évacuera en même tems la partie du Comté de Nice du Haut Var.

Le 26 janvier 1749, jour au quel la dernière division des troupes Espagnoles et Françoises passeront le Var, l'on rendra le Château de Villefranche et tout le Comté de Nice aux troupes Piémontoises, sans qu'on puisse les retenir sous quelque prétexte que ce puisse être.

Pour faciliter la marche des troupes Françoises qui viendront de Gènes, il est convenu d'évacuer dès à présent les lieux de la côte du Ponent, pour que les quatre premières divisions puissent se mettre en marche le 15 du présent mois, sans attendre les autres, bien entendu que les troupes Piémontoises conserveront la libre communication avec la mer pour la commodité de leurs subsistances jusqu'au dit jour 4 janvier.

III. Sur l'Artillerie et les Archives.

Il est convenu que les Ministres et Commissaires respectifs se communiqueront les inventaires concernants l'artillerie, effets, et munitions de guerre, et qu'il sera envoyé ordre dès à présent aux Commandants de toutes les Places et Forts, qui doivent être cédés et restitués, pour qu'ils admettent les Officiers et Commissaires qui y seront envoyés de la part de leurs Maîtres pour faire les vérifications sur les lieux, afin que s'il y a à cet égard quelques difficultés, elles puissent être rapportées à Nice, et y être décidées à l'amiable conformément au Traité. Il en sera usé de même pour ce qui concerne les Archives.

Quant à ce qui pourra manquer de l'artillerie, il est convenu qu'elle sera remplacée conformément à l'article 6 du Traité, et qu'on la fera transporter dans les places, d'où elle a été tirée dans l'espace de trois mois à compter de ce-jourd'hui, ou plutôt si faire se peut (le dit délai étant pris à cause des difficultés des chemins et des rivières) excepté l'artillerie, effets, et munitions de guerre de Savone et Final, qui seront seulement portés à Novi dans le dit terme, bien entendu qu'il sera payé en même tems aux Génois les frais du transport de Novi aux dites Places, à raison de ce qu'il pourroit coûter dans la belle saison, les quels fraix seront réglés dès à présent.

Il est convenu par rapport à l'artillerie de Plaisance, que dans tout le mois de février 1749, ou plutôt si faire se peut, l'on rendra aux Commissaires Espagnols le nombre de cinquante deux pièces de bronze soit canons, soit mortiers, calibre et poids d'Espagne avec tous les attirails, effets, et munitions de guerre en proportion, selon les états et inventaires qui seront présentés de bonne foi, dont le détail se fera par un mémoire particulier, sans comprendre la dotation du Château de Plaisance, qui doit être rendue par les Piémontois. Il en sera de même pour la dotation du Château de Parme, qui consiste en seize pièces grosses et petites, et quatre mortiers, calibre et poids d'Espagne, avec les effets, attirails, en munitions de guerre en proportion, qui ont été laissées dans le dit Château, et dont l'état a été présenté.

1748

IV. Sur les Impositions.

Il est convenu que du jour de l'échange des ratifications respectives il ne sera rien perçu ni imposé conformément au Traité dans les pays, qui doivent être cédés ou restitués, excepté le fourage et l'ustencile, bien entendu que la Savoie fournira aux troupes Espagnoles les cent mille francs par mois jusqu'au jour de l'évacuation, qui sont pour le fourage et l'ustencile.

Il en est de même pour le Comté de Nice, où il ne se percevra plus que le fourage et ustencile sur le pied qui a été réglé pour novembre et décembre, jusqu'au jour de l'évacuation.

Il en sera usé de même pour les Etats de Parme, de Plaisance, de Guastalle, de Modéne et de Gènes, dont il ne sera perçu que le fourage et ustencile pour les troupes qui y seront jusqu'au jour de l'évacuation.

Monsieur le Comte Brouun est convenu de tous le Articles ci-dessus, moyennant qu'il en soit usé de même en tout et par tout dans les Pays Bas.

V.

Les Ministres de la République demandent qu'on veuille bien constater l'Article du Traité qui les concerne sur la restitution des fonds, qui ont été saisis et confisqués.

Il a été promis d'y travailler sans délai conformément au Traité.

Les Commissaires de Modéne demandent la même chose pour la restitution des fiefs situés en Hongrie, et pour les allodiaux de Guastalle.

Il a été aussi promis d'y travailler sans délai conformément au Traité.

Fait à Nice, le 4 Décembre 1748.

Le Maréchal Duc de Belleisle. Marquis de la Mina. De Curlo. Serilly. Le Comte Sabattini. Constantin de' Pinelli. Le Chevalier Muratori.

10.

Deux Conventions entre la France et la Bavière pour des corps de troupes à fournir par la dernière. Conclues et signées à Munich en 1757.

I.

Convention entre la France et la Bavière pour un corps de 4000 hommes à fournir par l'Electeur. Munich le 29 Mars 1757.

Au nom de la très-sainte Trinité, Père, Fils et St. Esprit.

Comme S. M. T. Chrét. n'a rien plus à coeur dans la circonstance des troubles, qui agitent actuellement l'Allemagne, que de procurer des secours de toute espèce à ses alliés opprimés ou attaqués et comme S. A. S. E. de Bavière n'a pareillement rien plus à coeur que de se conformer à ce qu'exigent d'elle les liens du sang et sa qualité de membre de l'Empire et sa propre sûreté, sa dite A. E. a acquiescé avec plaisir à la demande que S. M. T. C. lui a faite d'un corps de 4000 hommes pour être à sa solde et servir à la défense du système de l'Empire et sa dite M. T. C. pour répondre au zèle et à l'empressement de S. A. E. et pour tirer ou garantir de l'oppression les Etats de l'Empire, a commis et député pour en traiter avec elle, ou les ministres que sa dite A. E. aurait autorisé à cet effet, Messire Louis Gabriel de Buat, Ecuyer, Seigneur de Buat et de St. Denis, chevalier de l'ordre de St. Jean de Jérusalem et lui a donné plein-pouvoir de transiger en son nom à telles conditions dont il serait convenu aves les susdits ministres. Comme aussi S. A. E. a donné ses pleins-pouvoirs à son conseiller intime actuel, ministre des conférences et de la guerre etc. Joseph François comte de Seinsheim, lesquels plénipontentiaires, après avoir fait l'échange de leurs pleins-pouvoirs sont convenus et ont arrêté ce qui suit:

Art. 1. Le corps de troupes que le sérén. Elec-

1757 teur de Bavière s'engage de fournir au Roi T. C., pour être employé sur sa réquisition à son service, ou à celui de ses alliés, tant présens qu'à venir, par tout où le besoin l'exigera, consistera en quatre régimens d'infanterie, de mille hommes chacun, bien habillés, armés et equipés, et chaque régiment sera composé de deux bataillons de 500 hommes chacun, pourvu du nombre d'officiers nécessaires selon l'état qui en sera annexé à la fin de la présente convention, et de tout ce qui est requis sur le pied et selon l'usage des troupes bavaroises, et de plus il sera composé en totalité d'anciennes troupes de l'Electeur.

Art. 2. Le dit corps de troupes passera en revue au lieu assigné par devant les commissaires de sa Majesté, et celui ou ceux de la puissance au service de laquelle il sera employé, pour en constater la levée: il passera de nouveau en revue au commencement et à la fin de chaque campagne par devant les commissaires du Roi, et celui ou ceux de l'allié de sa Majesté, au service duquel il sera envoyé, et toutes et quantes fois que sa Majesté jugera à propos de connaitre l'état, où il se trouvera.

Art. 3. Pour solde, nourriture, entretien de la totalité des 4 régimens, de mille hommes chacun, en tems de paix, et pour leurs autres frais ordinaires, et extraordinaires, gratifications, douceurs, et autres demandes, sous quelque nom et à quelque titre que ce puisse être, hors seulement les frais stipulés dans les articles suivans, sa Majesté payera annuellement la somme de soixante quatre mille quatre cent soixante treize florins d'Allemagne par régiment de mille hommes y compris l'état-major grand et petit, et leurs officiers de quelque grade qu'ils soient, bien entendu que les dits 4 régimens seront complets lorsqu'ils entreront à la dite solde de paix, et la dite somme de soixante quatre mille quatre cent soixante treize florins d'Allemagne sera divisée en douze termes égaux, et payée de mois en mois, sur laquelle cependant le dit commissaire déduira trois florins d'Allemagne pour chaque homme par mois, qui manquera au complet suivant les revues qui en seront faites.

Pour solde, nourriture et entretien de guerre, tant été qu'hyver et pour leurs autres frais ordinaires, et extraordinaires, gratifications, douceurs, et autres de-

mandes, sous quelque nom, et à quelque titre que ce 1757
puisse être, hors seulement les frais stipulés dans les articles suivans, sa Majesté payera annuellement par régiment de mille hommes, y compris l'état-major grand et petit, et tous officiers de quelque grade qu'ils soient, la somme de soixante dix-huit mille cinq cent sept florins d'Allemagne, laquelle somme sera divisée en douze termes égaux, et payée de mois en mois par le commissaire de sa Majesté, à compter du jour que chaque régiment sortira de sa garnison pour aller joindre l'armée, où il devra servir. Mais il sera déduit par le dit commissaire sur la dite somme de soixante dix-huit mille cinq cent sept florins d'Allemagne, trois florins et demi par homme qui manquera au complet de chaque régiment suivant les revues qui en seront faites.

Art. 4. Le dit corps de troupes ne marchera, que sur la réquisition du Roi, partout où sa Majesté le jugera nécessaire, et il restera à sa seule disposition dans tous les cas, surtout dans celui, où elle voudrait le faire passer du service d'un allié à celui d'un autre allié, et la présente convention tiendra lieu pour cette année de la dite réquisition, attendu qu'il est convenu entre sa Majesté et son Alt. Electorale que le dit corps se mettra en marche pour la Bohème dans les premiers jours du mois prochain, selon l'état de routes, qu'on lui enverra. De plus sa Majesté fournira pour l'équipage de campagne par régiment de mille hommes, y compris l'état-major grand et petit, et tous officiers généraux et autres de quelque grade qu'ils soient, la somme de cinq mille sept cent cinquante sept florins d'Allemagne, une fois payée, et sera la dite somme payée comptant aussitôt après la ratification de la présente convention.

Art. 5. A l'égard des recrues, le Roi payera annuellement à l'Electeur pour les recrues qui seront faites en tems de paix douze cents florins par régiment de mille hommes et en tems de guerre deux mille florins aussi par régiment de mille hommes.

Quant aux cas extraordinaires de pertes souffertes par sièges, batailles, combats, maladies épidémiques, ou autres occasions de guerre, et prouvées par les certificats authentiques qui en seront produits et vérifiés par les commissaires du Roi, quant la perte sera

1757 de cent à deux cents hommes, sa Majesté payera deux mois de complet aux dites troupes, quand elle sera de deux à trois cents hommes trois mois de complet, de trois à quatre cents hommes, quatre mois de complet, de quatre à cinq cents hommes, cinq mois de complet, et quand elle sera de cinq à six cents hommes, sa Majesté payera six mois de complet.

Si par hasard la perte venait à passer le dit nombre de six cents hommes, le Roi payera le complet dans la même proportion que ci-dessus, observant que dans les dites sommes sont compris l'enrôlement des dites recrues, leur armement, habillement, équipement, petite monture, et généralement tout ce qui peut être compris sous ces dénominations, et à condition que les dites troupes seront complètes au plus tard le sixième mois depuis les dites pertes souffertes.

Art. 6. Pour l'habillement complet du corps de quatre mille hommes, y compris la petite monture et tout ce qui peut appartenir à l'habillement et équipement de pied en cap, sous quelque nom que ce soit, sa Majesté payera tous les trois ans en tems de paix, et tous les deux ans en tems de guerre, la somme de vingt mille florins par régiment de mille hommes, y compris tout état-major grand et petit, pour le dit habillement à compter trois ans après la signature de la présente convention.

Art. 7. Dans le cas de licenciement des dites troupes, le Roi leur donnera un mois extraordinaire de solde pour gratification.

Art. 8. Quant à l'état-major du dit corps de troupes, il sera composé d'un lieutenant-général, d'un aide-de-camp ou adjutant-général, d'un secretaire, et d'un commissaire, et sa Majesté payera par mois pour le dit état-major, et pendant la guerre seulement, comme cela est d'usage, trois cent quarante cinq florins d'Allemagne pour le lieutenant-général, soixante florins pour l'aide-de-camp ou adjutant-général, quinze florins pour le secrétaire, soixante florins pour le commissaire, et soixante quinze florins pour les chariots de l'état-major, au moyen desquelles sommes revenant à celle de cinq cent cinquante cinq florins d'Allemagne par mois, il ne pourra jamais être rien prétendu par le sérén: Electeur à la charge du Roi pour aucuns frais ordinaires et ex-

traordinaires pour raison du dit état-major et toute autre dépense y relative, généralement quelconque, sous quelque nom et à quelque titre que ce puisse être. 1757

Art. 9. Au moyen des sommes convenues dans les quatre articles ci-dessus, le dit corps de troupes après chaque campagne sera remis en bon état de toute façon, et sur le pied complet par le sérén: Electeur, sans qu'il puisse jamais être rien prétendu de plus en aucun tems, ni sous quelque prétexte que ce soit par S. A. Electorale à la charge du Roi; soit pour raison de recrues, ou pertes à titre de mort, désertion, blessures, maladies ou frais d'hôpitaux, logemens, pain, et autres subsistances quelconques, habillement, équipement, ou petite monture, armement, et munitions de guerre de quelque espèce que ce soit, fourrages, chariots, quartiers d'hyver et pour toutes prétensions de dédommagement, gratifications, douceurs, frais de marche et de retour, et toutes dépenses et frais de guerre, généralement quelconques tant ordinaires qu'extraordinaires, sous quelque nom, et à quelque titre que ce puisse être, les sommes stipulées dans les articles précédens devant suffire et suppléer à tout sans exception et sans retour.

Art. 10. Le Roi promet en outre d'employer ses soins et offices, pour engager l'allié au service duquel le dit corps de troupes bavaroises sera employé, à leur fournir le pain et subsistances, ainsi que les fourrages pour les officiers, dans la même proportion, que le dit allié les fournira à ses troupes, et au même prix, et le sérén: Electeur de son côté promet et s'oblige réciproquement en ce cas, de ne pas fournir ses troupes autrement que par l'entrepreneur du dit allié des dits pain, subsistances et fourrages, bien entendu que le payement sera à la charge de son Alt: Electorale, sans qu'il soit question d'aucun dédommagement à ce sujet de la part du Roi, puisque sa dite Alt: Electorale reconnait devoir être remplie de tout au moyen des sommes, qui lui sont accordées par les articles de la présente convention.

Art. 11. Si par quelque accommodement, conclusion de paix ou d'armistice, le service des dites troupes devenait inutile à l'allié auquel elles auraient été envoyées, ou que par quelqu'autre motif que ce fût, le Roi jugeât à propos qu'elles fussent employées

1757 ailleurs, ou qu'elles ne le fussent plus du tout, le sérén, Electeur, après en avoir été averti par le Roi, donnera les ordres les plus prompts pour qu'elles se mettent en marche avec la plus grande diligence, et dans le cas surtout, où sa Majesté aurait informé le sérén: Electeur, qu'elle ne jugerait plus à propos d'entretenir d'avantage les dites troupes à sa solde, son Alt: Electorale enverra les ordres nécessaires, pour que les dites troupes se mettent en marche, pour leur retour, dans un mois au plus tard, à compter du jour qu'elle en aura été avertie, et sa Majesté ne sera plus tenue de rien payer, dès qu'elles seront rentrées dans les états de l'Electeur, qui se trouvera pour lors en liberté de les licencier, bien entendu toutefois, que ceci ne dérogera point à la promesse que le Roi a faite dans l'article 7 de cette convention, de leur donner un mois d'extraordinaire de solde dans le dit cas de licenciement.

Art. 12. Le sérén: Electeur est convenu, qu' aussitôt après avoir fourni au Roi le dit corps de quatre mille hommes de ses vieilles troupes, il fera lever un autre corps de troupes de même nombre, lequel sera mis pareillement en état de marcher en campagne, et que le Roi, pour en faciliter la levée à l'Electeur, voudra bien en payer les frais conformément à l'article suivant.

Art. 13. Sa Majesté donnera pour les dits frais de levée, c'est-à-dire pour l'engagement, habillement, équipement, et armement, par régiment de mille hommes, la somme de quarante huit mille trois cent vingt huit florins d'Allemagne une fois payée, ce qui fait pour la totalité des dits quatre mille hommes la somme de cent quatre vingt treize mille trois cent douze florins, laquelle sera payée, savoir un tiers lorsque l'Electeur donnera les ordres pour la dite levée, un autre tiers quand la moitié de la dite levée aura été faite, et que le commissaire du Roi, ou autre personne proposée par sa Majesté, en aura fait la revue, et le dernier tiers après que la totalité du dit corps aura été levée, et que la revue en aura été faite.

Art. 14. Il a été convenu en outre, que son Alt: Electorale ne sera tenue de fournir ce nouveau corps de quatre mille hommes d'équipage de campagne que dans le cas, où sa Majesté en ayant besoin, jugerait

nécessaire de le prendre à sa solde et qu'alors sa dite 1757
Majesté accorderait à l'Electeur pour l'entretien du dit corps de troupes les mêmes conditions, qu'elle accorde au corps de vieilles troupes, qu'elle prend actuellement à sa solde. Mais que hors ce cas le susdit corps de nouvelle levée restera entièrement à la charge de l'Electeur, excepté seulement les frais de levée, une fois payée, comme il est stipulé ci-dessus.

Art. 15. Ce qui a été stipulé à l'article 7 touchant le licenciement du corps de quatre mille hommes, que sa Majesté prend à son service, aura lieu par rapport aux quatre mille hommes de nouvelle levée, c'est-à-dire que si, lorsque le Roi n'aura plus besoin du premier corps de quatre mille hommes, le sérén: Electeur préférait de licencier le dernier, le Roi n'en donnera pas moins l'argent qui est promis pour le cas de licenciement; mais comme la principale intention de sa Majesté a été de procurer à l'Electeur la facilité d'augmenter son état militaire, il a été convenu réciproquement que si le Roi jugeait à propos de garder à sa solde le premier corps de quatre mille hommes en tems de paix, et que le sérén: Electeur pendant ce tems vint à licencier le second corps de quatre mille hommes de nouvelle levée ou l'anéantît effectivement par des réductions ou incorporations, sa Majesté cesserait de payer la solde au premier corps de quatre mille hommes, attendu que ses intentions ne seraient pas remplies. Bien entendu toujours que par le présent article il n'est dérogé en rien à la liberté, que sa Majesté s'est réservée par l'article 11, de retirer sa solde aux dites troupes, après en avoir préférablement informé le sérén: Electeur.

Art. 16. La présente convention sera ratifiée par sa Majesté et son Alt: Electorale, et les ratifications en seront échangées dans le terme de deux semaines ou plutôt si faire se peut à compter du jour qu'elle aura été signée. Fait à Munich le 29de Mars 1757.

1757

II.

Convention militaire entre la France et la Bavière pour un nouveau corps de 2800 hommes de vieilles troupes Bavaroises, composant quatre bataillons et formant deux régimens. Munich le 31 Juillet 1757.

Art. 1. Le nouveau corps auxiliaire de vieilles troupes que le sérme Electeur de Bavière s'engage de fournir au Roi très-chrétien, pour être employé sur sa réquisition et à son service ou à celui des alliés, tant présens qu'à venir partout où le besoin l'exigera, consistera en quatre bataillons, savoir, aux Gardes, Duc Clément, Minucci, et Morawizky.

Formant ensemble deux mille huit cents hommes, bien habillés, armés et équipés, pourvus du nombre d'officiers de tous grades, suivant l'usage des troupes bavaroises, et de deux pièces de canon de campagne par chaque bataillon, avec l'équipage complet pour le service de la dite artillerie.

Art. 2. Les dits quatre bataillons passeront en revue à Straubing par devant les commissaires de sa Majesté et celui de l'Impératrice Reine, et partiront du dit Straubing le 20 Août prochain pour se rendre à Stallwang, et de là suivre la route pour aller en Bohème.

Art. 3. Pour solde, nourriture et entretien de guerre tant en été qu'en hyver et pour tous autres frais ordinaires et extraordinaires, gratifications, douceurs, et autres demandes, sous quelque nom, et à quelque titre que ce puisse être, hors seulement les frais stipulés dans les articles suivans, sa Majesté payera annuellement pour les deux mille huit cents hommes, y compris l'état-major grand et petit de chaque régiment, et tous les officiers de quelque grade qu'ils soient, la somme de 219,819 florins 36 kr., la quelle sera divisée en 12 termes égaux, et payée de mois en mois par le commissaire de sa Majesté, à compter du jour, que les quatre bataillons sortiront de leurs garnisons, pour aller joindre l'armée où ils devront servir.

Mais il sera déduit par le dit commissaire sur la dite somme de 219,819 florins 36 kr. d'Allemagne, trois

florins et demi par mois, par homme qui manquera 1577
au complet de 2800 hommes, suivant les revues qui en seront faites.

Art. 4. Le dit corps de troupes ne marchera que sur la réquisition du Roi, partout où sa Majesté le jugera nécessaire, et il restera à sa seule disposition dans tous les cas, surtout dans celui où elle voudrait le faire passer du service d'un allié à celui d'une autre allié, et la présente convention tiendra lieu pour cette année de la dite réquisition, attendu qu'il est convenu entre sa dite Majesté et son Alt:se Electorale, que le dit corps se mettra en marche pour la Bohème le 20. du mois d'Août prochain, ainsi qu'il est dit à l'article 2; de plus sa Majesté fournira pour l'équipage de campagne par chaque regiment, y compris l'état-major grand et petit, et tous officiers de quelque grade qu'ils soient, la somme de 5757 florins, et conséquemment pour deux regimens celle de 16119 florins 36 kr: une fois payée, et sera la dite somme payée comptant aussitôt après la ratification de la présente convention.

Art. 5. A l'égard des recrues le Roi payera annuellement en tems de guerre pour le dit corps de 2800 hommes la somme de 5600 florins.

Quant aux cas extraordinaires de pertes souffertes, par sièges, batailles, combats, maladies épidemiques constatées, ou autres occasions de guerre, et prouvées par les certificats authentiques qui en seront produits et vérifiés par les commissaires du Roi, quand la perte sera de cent à deux cents hommes, par régiment de deux bataillons, sa Majesté payera deux mois de complet aux dites troupes, quand elle sera de deux à 3 cents hommes trois mois de complet, de 3 à 4 cents hommes, quatre mois de complet, de 4 à 5 cents hommes, cinq mois de complet, et quand elle sera de 5 à 6 cents hommes, sa Majesté payera 6 mois de complet. Si par hasard la perte venait à passer le dit nombre de 6 cents hommes, le Roi payera le complet dans la même proportion que ci-dessus, observant que dans les dites sommes sont compris l'enrôlement des dites recrues, leur armement, habillement, équipement, petite monture, et généralement tout ce qui peut être compris sous ces dénominations,

1757 et à condition que les dites troupes seront complètes au plus tard le 6me mois depuis les dites pertes souffertes. Bien entendu pourtant que si avant la revue du commissaire le régiment qui aurait souffert, avait commencé à se recruter, sa Majesté T. C. payera la solde des recrues déjà faites à compter du jour où elles auraient joint le régiment, en outre des mois de complet, accordés pour raison des susdites pertes.

Art. 6. Pour l'habillement complet du corps de deux mille huit cents hommes, y compris la petite monture, et tout ce qui peut appartenir à l'habillement et équipement de pied en cap, sous quelque nom que ce soit, sa Majesté payera tous les deux ans en tems de guerre la somme de cinquante six mille florins, y compris tout l'état-major grand et petit, pour le dit habillement à compter deux ans après la signature de la présente convention.

Art. 7. Comme il a été convenu par l'article 7 de la convention du 29 Mars, que sa Majesté donnerait un mois extraordinaire de solde aux troupes qu'elle prend à son service, en cas de licenciement, sa Majesté s'oblige pareillement à donner la même gratification au corps de 2800 hommes, nonobstant que par l'article 15 de la susd. convention, il a été stipulé que sa dite Majesté ne donnerait la dite gratification qu'à l'un des deux corps de 4 mille hommes.

Art. 8. Au moyen des sommes convenues dans les trois articles ci-dessus, le susdit corps de troupes après chaque campagne sera remis en bon état de toutes façons, et sur le pied complet par le ser:me Electeur, sans qu'il puisse jamais être rien pretendu de plus en aucun tems, ni sous quelque prétexte que ce soit par son Alt:se Electorale à la charge du Roi, soit pour raison de recrues, ou pertes à titre de mort, désertion, blessures, maladies, ou frais d'hôpitaux, logement, pain et autres subsistances quelconques, habillement, équipement, ou petite monture, armement et munitions de guerre, de quelque espèce que ce soit, fourrages, chariots, quartiers d'hyver, et pour toutes prétentions, dédommagemens, gratifications, douceurs, frais de marche, et de retour, et toutes dépenses et frais de guerre, généralement quelconques, tant ordinaires qu'extraordinaires, sous quelque nom, et à quel-

que titre que ce puisse être: les sommes stipulées 1757
dans les articles précédens devant suffire et suppléer à tout sans exception et sans retour.

Art. 9. L'article 10 de la convention du 29 Mars, par rapport aux subsistances et fourrages, sera censé être inséré de mot à mot dans la présente convention, attendu que le nouveau corps de 2800 hommes sera traité comme le premier de quatre mille hommes, que le Roi a pris pareillement à sa solde.

Art. 10. L'article 11 de la convention du 29 Mars est pareillement rappelé dans celle-ci, pour être observé suivant sa forme et teneur.

Art. 11. Le sér:me Electeur s'étant obligé par l'article 12 de la convention du 29 Mars, à lever un nouveau corps de quatre mille hommes, et sa Majesté s'étant réservé le droit de prendre le dit corps à sa solde, il à été convenu, que sa Majesté prendrait actuellement à sa solde un corps de 2800 hommes à décompter sur le corps de 4 mille hommes qne S. A. Electorale s'est obligée de tenir prêt à marcher, et que sa Majesté payerait actuellement les frais de levée stipulés par l'article 13 de la convention du 29 Mars, en proportion et prorata des troupes fournies par le sér:me Electeur: bien entendu que sa Majesté se réserve, de pouvoir prendre à son service les 12 cents restants, ainsi qu'il est stipulé par les articles 12 et 14 de la convention du 29 Mars.

Art. 12. Les autres articles de la convention du 29 Mars, et notamment les articles 15 et 16 sont rappelés ici pour valoir, comme s'ils étaient insérés de mot à mot dans la présente convention.

Art. 13. Les ratifications de la présente convention seront échangées six semaines après la signature, ou plutôt si faire se peut. Fait à Munich le 31 Juillet 1757.

Chastelier Du Mesnil. Le comte de Seinsheim.

Article séparé.

Si en haine de la présente convention l'Electeur venait à être attaqué hostilement dans ses états par quelque puissance que ce fût, S. M. T. C. lui donnera les secours les plus efficaces pour sa protection et défense, et elle ne négligera rien pour lui procurer en même temps les secours de ses alliés. De même

1757 sa dite Majesté lui procurera une indemnité proportionnée aux dammages que ses états auront soufferts.

Le présent article aura la même force etc.

Fait à Munich le 31 Juillet 1757.

Chastelier Du Mesnil. Le comte de Seinsheim.

Ratification de S. A. E. de Bavière.

Maximilien-Joseph par la grâce de Dieu, duc de la haute et basse Bavière et du haut Palatinat, comte Palatin du Rhin, Archi-Dapifer, Prince et Electeur du S. Empire Romain, Landgrave de Leuchtenberg etc. etc. à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Comme notre cher et bien amé le Cte: de Seinsheim, notre conseiller d'état actuel, ministre des conférences et de la guerre et grand-écuyer aurait arrêté et signé le 31 Juillet dernier avec le marquis de Chastelier du Mesnil, Lieutenant-Général des armées de France, commandeur de l'ordre militaire de St. Louis et ministre plénipotentiaire de sa Majesté très-chrétienne près de nous la convention ou traité dont la teneur s'ensuit: etc. etc.

Nous ayant agréable la susdite convention en tous et un chacun les points qui y sont contenus et déclarés, avons icelle acceptée ratifiée et confirmée et par ces présentes signées de notre main l'acceptons, approuvons, ratifions et confirmons et le tout promettons en foi et parole d'Electeur de garder sincèrement et inviolablement sans jamais aller ni souffrir qu'il soit allé au contraire directement ou indirectement en quelque sorte ou de quelque manière que ce soit et pour quelque cause que ce puisse être. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre scel secret à ces présentes. Donné à Munich le 3 Septembre 1757.

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1825.

1826.

II.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

Alger.

Amérique (Etats-unis).

Autriche.

Bade.

France.

Grande - Bretagne.

Hambourg.

Hanovre.

Hesse-Cassel.

Hesse-Darmstadt.

Hollande (Pays-Bas).

Lippe (Principautés).

Massa et Carrara (Principauté).

Mecklenbourg (Duchés).

Mexique.

Monaco (Principauté).

Munster (Evêché).

Nassau (Usingen).

Neuf-châtel.

Perse.

Porte ottomane.

Portugal.

Prusse.

Pays-Bas Voy. Hollande.

Rome (Cour de).

Russie.

Salm (Principautés, savoir Salm, Salm-Salm et Salm-Kirbourg).

Sandwich (Isles de).

Sardaigne.

Saxe (Duchés).

Schwarzbourg (Principautés).

Suède.

Suisse. (En général. Confédération helvétique).

Toscane.

Treves (Electorat).

Tripoli.

Tunis.

TABLE CHRONOLOGIQUE DE L'APPENDICE.

ERRATA.

Pag. 425 et 425 au lieu de 1827 lisez 1824.
— 480 au lieu d'Hanovre lisez de Hanovre.

